Jean Rivelois

DROGUE ET POUVOIRS :

DU MEXIQUE AUX PARADIS

Préface de Pierre Salama

Horizons Amériques Latines
L'Harmattan

DROGUE ET POUVOIRS :
DU MEXIQUE AUX PARADIS

Collection Horizons Amériques Latines
dirigée par Denis Rolland, Joëlle Chassin
Pierre Ragon et Idelette Muzart Fonseca dos Santos

Déjà parus

ABBAD Y LASIERRA I., Porto Rico, (1493-1778). *Histoire géographique, civile et naturelle de l'île*, 1989.
BALLESTEROS Rosas L., *La femme écrivain dans la société latino-américaine*, 1994.
GRUNBERG B., *Histoire de la conquête du Mexique*, 1996.
LECAILLON J.-F., *Résistances indiennes en Amériques*, 1989.
LECAILLON J.-F., *Napoléon III et le Mexique. Les illusions d'un grand dessein*, 1994.
MINAUDIER Jean-Pierre, *Histoire de la Colombie. De la conquête à nos jours*, 1996.
ROINAT C., *Romans et nouvelles hispano-américains. Guide des oeuvres et des auteurs*, 1992.
ROLLAND D. (ss la dir.), *Amérique Latine, Etat des lieux et entretiens*, 1997.
ROLLAND D. (dir.), *Les ONG françaises et l'Amérique Latine*, 1997.
SARGET M. -Noëlle, *Histoire du Chili de la conquête à nos jours*, 1996.
SEQUERA TAMAYO I., *Géographie économique du Venezuela*, 1997.
CAMUS Michel Christian, *L'Ile de la tortue au cœur de la flibuste caraïbe*, 1997.
ESCALONA Saul, *La Salsa, un phénomène socioculturel*, 1998.
CAPDEVILA Lauro, *La dictature de Trujillo*, 1998.
BOHORQUEZ-MORAN Carmen L., *Francisco de Miranda. Précurseur des Indépendances de l'Amérique latine*, 1998.
LANGUE Frédérique, *Histoire du Venezuela, de la conquête à nos jours*, 1998.
LE GOFF, Marcel, *Jorge Luis Borges : l'univers, la lettre et le secret*, 1999.

© L'Harmattan, 1999
ISBN : 2-7384-8436-0

Jean RIVELOIS

DROGUE ET POUVOIRS : DU MEXIQUE AUX PARADIS

Préface de Pierre SALAMA

L'Harmattan
5-7, rue de l'École Polytechnique
75005 Paris - FRANCE

L'Harmattan Inc.
55, rue Saint-Jacques
Montréal (Qc) - CANADA H2Y 1K9

Certains mots sont marqués des larmes du hasard ;
en cours d'écriture, le 9 septembre 1995,
la vie de ma vie s'en est allée.
A la fin de la rédaction, le 14 novembre 1998,
l'autre vie de ma vie s'est déliée.
Je suis tout d'eux vers qui va ma reconnaissance
à travers ce livre sorti trop tard.
Aucun paradis ne comblera leur absence...

PRÉFACE

Un ancien président de la République contraint de s'exiler à l'étranger, son frère en prison, de nombreux assassinats de personnalités politiques de premier niveau, le directeur de l'Institut national de lutte contre la drogue en prison, des centaines de policiers mis à l'écart, un " certificat de bonne conduite " contesté par les parlementaires américains, cet ensemble d'événements apparaissant au grand jour constitue la face visible de l'iceberg des méfaits de la drogue sur une partie substancielle du personnel politique au Mexique. Les rapports de la drogue à l'argent sont révélateurs de la particularité mais aussi de la complexité de la reproduction des sociétés lorsque le trafic de drogue atteint une grande importance et imprègne fortement les rapports de pouvoir et de domination.

L'argent de la drogue est sale. Il doit être blanchi. Le blanchiment prend trois aspects. Une partie de cet argent se transforme naturellement en achats de produits de consommation par les trafiquants eux-mêmes. Une autre partie est blanchie, c'est-à-dire soumise à un processus de légalisation. La dernière partie est blanchie au moyen d'une conversion dans une autre monnaie, soit lors du rapatriement d'une fraction des revenus de la drogue vers les pays producteurs, soit/et lorsqu'elle emprunte des circuits financiers complexes internationaux. Ces trois parts sont d'importance inégale. Les deux dernières ont des coûts de transaction importants que la libéralisation financière aujourd'hui tend à réduire. L'argent sale n'atteint alors la plénitude de ses fonctions que par sa conversion en monnaie légale. Les coûts de transaction sont le prix payé pour ce blanchiment. Ils prennent la forme de multiples transactions financières légales dans le but de brouiller l'origine des fonds transférés, mais aussi de transactions financières illégales (double comptabilité), d'achat-vente de produits traversant la frontière en contrebande, de création d'entreprises de façade, jouant la fonction de sociétés écrans

(hôtels et commerces non rentables sur les produits exposés à la frontière mexicaine par exemple, maisons de jeux, pseudo-entreprises agricoles ou industrielles dont la fonction cachée est le blanchiment). Jean Rivelois donne de nombreux exemples de ces manipulations et de l'ampleur qu'elles revêtent aujourd'hui au Mexique.

Cette analyse de la conversion et de son apparente nécessité tend à privilégier naturellement l'opposition " illégal-légal ". L'argent illégal ne saurait exister sans se métamorphoser en argent légal car sans cet attribut il ne fonctionnerait pas comme argent. L'ensemble des procédures de blanchiment/recyclage, mieux, leur multiplicité, semblent expliquer à la fois l'aspiration des grands trafiquants à rechercher la respectabilité dans le circuit légal en accumulant l'argent devenu " propre ", le clientélisme qui alimente leur légitimité auprès de certaines couches les plus démunies grâce à l'octroi ciblé de dons (aide à la construction, par exemple), de travail (embauches grâce aux faveurs) et enfin les formes multiples de corruption. C'est pourquoi cette opposition paraît être riche de signifiants

La position défendue et développée par Jean Rivelois tout au long de son livre est différente. Elle ne dédaigne pas, bien au contraire, l'étude des modalités de cette conversion, mais elle la situe dans une autre perspective. Ce n'est pas le binôme " illégal-légal " qui intéresse Jean Rivelois. Implicitement, il le réfute pour lui préférer, explicitement, celui de " marge ". La marge est davantage qu'une zone d'ombre entre l'illégal et le légal Elle n'est pas seulement le lieu où illégal et légal se confondent par la chaîne de corruptions, au niveau vertical (les corrupteurs trouvant des corrompus à chaque phase du processus de production et d'acheminement vers le marché final), mais aussi au niveau horizontal (les corrompus devenant corrupteurs eux-mêmes). Elle va au-delà de cet ensemble de liens tissés à l'occasion de cette activité illégale. La drogue devient le support du parti au pouvoir et, ce faisant, participe à la fois à la décomposition des modalités traditionnelles de sa domination et à la création de formes nouvelles, cousines des précédentes, de domination. C'est pourquoi la marge n'est pas seulement une zone d'ombre entre l'illégal et le légal, préservant ce dernier de l'impureté véhiculée par le premier. Elle n'est pas une bande où cheminerait, flotterait – pourrait-on ajouter – l'acte de corruption sans affecter la reproduction du système. Elle n'est donc pas une simple zone tampon parce qu'elle est en fait beaucoup plus. Elle est l'expression de l'état avancé de décomposition d'une société prise dans son ensemble, une fois qu'elle se trouve

emprisonnée par le circuit de la drogue. Dit autrement, le légal est devenu illégalement légal et, ce faisant, il a gangrené l'ensemble des formes de domination étatique. C'est le propos de Jean Rivelois dans cet essai lorsqu'il montre l'épuisement relatif de l'argent procuré par la rente pétrolière, l'utilisation de l'Etat clientéliste libéral pour opérer un véritable " racket du secteur privé par les agents publics " afin de compenser ce manque à gagner, enfin, et de plus en plus, l'essor de la rente venant du circuit de la drogue comme substitut des rentes traditionnelles Ces substitutions de rente et la faculté de s'enrichir, à monnayer le clientélisme, en s'inscrivant dans le circuit de la rente, expliquent la dérive mafieuse du système par le haut, ce que démontre Jean Rivelois.

Mais la drogue n'a pas seulement destructuré / restructuré les formes de domination du politique ; elle a aussi laissé une empreinte profonde dans l'économique en renforçant les comportements rentiers. D'un point de vue général, l'argent de la drogue pourrait être assimilé à une rente dans les pays qui produisent, transforment et/ou acheminent celle-ci. L'ampleur des fonds n'est pas déterminée par l'exploitation des producteurs, de ceux qui transforment et/ou acheminent la drogue. Elle dépend surtout des conditions d'illégalité dans lesquelles ce circuit se déroule. Plus l'interdit est élevé dans les pays développés (principaux consommateurs, jusqu'à présent), plus les prix peuvent être élevés et les bénéfices importants aux stades menacés par la répression. Le profit ne dépendant pas de l'exploitation mais, pour l'essentiel, des conditions de la circulation, le comportement des trafiquants ne peut dès lors être assimilé à celui de capitalistes qui, à chaque moment, soumis à la concurrence lorsqu'ils ne parviennent pas à la détourner à leur profit, se préoccupent des conditions sociales de valorisation de leur production. C'est ce qui explique le comportement fastueux des grands trafiquants. Au-delà de ce qu'il est nécessaire de dépenser (corruption, coûts de transaction divers liés au blanchiment, sommes versées au titre du clientélisme et de la recherche de respectabilité) pour que le circuit de la drogue fonctionne, l'argent ne se transforme pas ou peu en capital et reste à l'état de revenu. Et lorsque cet argent se transforme en capital, c'est, pour une part importante, afin d'acheter des entreprises-paravents dont le but inavoué, mais lisible, est de blanchir de l'argent sale. L'argent de la drogue renforce donc ces comportements rentiers. On peut cependant faire deux remarques afin d'atténuer le propos. L'essor de l'intermédiation financière ou, dit autrement, la complexification de la

chaîne pour blanchir l'argent sale, fournit aux banques des fonds importants dont la destination finale échappe aux trafiquants, puisque celles-ci sont libres d'investir les fonds ainsi recueillis compte tenu, certes, de ratios de liquidité - vulnérabilité - solvabilité de plus en plus flous avec la globalisation financière. Toujours de ce point de vue micro-économique, on peut ajouter que la recherche de respectabilité facilite la mobilité sociale intergénérationnelle ou non et, si tel ou tel trafiquant ne parvient pas à devenir un capitaliste, son fils, un diplôme d'université américaine en poche, pourrait le devenir.

La perspective macro-économique semble confirmer le point de vue globalement négatif et parasitaire de cette rente. Les rentrées au Mexique d'argent sale paraissent considérables avec la libéralisation financière et les taux d'intérêt très élevés, tant que la crédibilité de la politique économique du gouvernement n'est pas atteinte. Ce faisant, ces rentrées importantes, s'ajoutant à la venue massive d'argent spéculatif, participent à l'appréciation du taux de change, facilitent donc les importations dont le prix en monnaie locale baisse et rendent plus difficiles les exportations en les renchérissant. Les cours de la Bourse s'élèvent, attirant toujours plus d'argent de l'extérieur. Cette évolution du taux de change et des marchés financiers freine la croissance et pousse les entrepreneurs à financiariser une partie croissante de leur plus value plutôt que de l'investir dans le secteur productif. Un peu comme pour le pétrole, " l'or noir devient or maudit " et l'économie est affectée d'une étrange maladie désignée par les économistes comme le mal hollandais.

C'est l'histoire des formes originales de décomposition de l'Etat mexicain, hier encore donné en exemple par les Etats-Unis à l'ensemble des pays n'ayant pas totalement libéralisé leurs économies, c'est l'histoire des particularités de la croissance, des spécificités de la distribution des revenus, des transformations de la formation sociale, lorsque le circuit de la drogue devient conséquent, que nous relate Jean Rivelois dans les pages qui suivent.

Pierre Salama
Professeur d'économie (Paris XIII)

INTRODUCTION

Il n'est pire sourd qu'un aveugle refusant de parler... C'est pourquoi, alors que la réalisation du grand marché nord-américain s'est trouvée contrariée, en 1994, par la grave crise (financière, économique, sociale et politique) du système mexicain, une analyse prenant en compte l'activité illicite du trafic de drogue à partir de l'Etat frontalier du Chihuahua, qui en est une des plaques tournantes, peut permettre de saisir certains tenants et aboutissants de la crise de légitimité à laquelle l'Etat mexicain est confronté sur le plan national et dans ses relations avec son voisin du Nord ; la dimension représentée par les activités souterraines pourrait ainsi fournir une autre perspective d'analyse aux crises systémiques en général, et peut-être à la crise asiatique de 1997. Mais il faudra d'abord comprendre comment ce territoire du nord du Mexique (dont la culture régionale si particulière se superpose à des structures sociales qui caractérisent l'ensemble de la nation mexicaine), traditionnellement prospère grâce à la contrebande, aux exportations et à l'installation d'usines étrangères, est parvenu à adapter ses activités licites ou illicites à la nouvelle donne géopolitique du marché nord-américain.

La région nord du Mexique a été choisie comme laboratoire des transformations structurelles politiques et sociales qui traversent la société mexicaine car la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis, plus qu'une délimitation entre deux pays, apparaît comme la ligne de fracture qui sépare le Nord et le Sud ; de ce fait, elle concentre autant les richesses générées par l'industrialisation que la pauvreté qui résulte de l'exploitation de la main-d'œuvre. De plus, cette région frontalière de l'Etat du Chihuahua, au Mexique, parce qu'elle est une zone stratégique de production et de circulation de drogue, constitue également un laboratoire intéressant pour ce qui concerne l'impact de cette économie souterraine sur les transformations sociales, économiques et politiques en cours, ainsi que sur l'évolution des rapports Nord-Sud. Enfin, nous considérerons ce territoire comme un laboratoire des changements qui affectent actuellement non seulement le système politique et économique mexicain, mais également les relations internes que les systèmes politiques nationaux entretiennent avec leurs marges.

En effet, par delà l'analyse d'une situation régionale, il s'agira de comprendre la décomposition/recomposition sociale et politique qui

résulte du développement des marges, et notamment celles qui sont liées au trafic de drogue. Paradis artificiels (la drogue) ouvrant sur les paradis fiscaux (le blanchiment) et les paradis touristiques (le recyclage) seront les trois horizons – convergeant vers la mort du paradis céleste – de cette analyse appliquée au Mexique. Ces paradis ne cessent de fasciner certains acteurs comme le donne à penser la récente remise en cause d'un clan familial, lié à certaines élites gouvernantes, par les autorités judiciaires mexicaines (incarcération, pour complicité d'assassinat, du frère de l'ancien président de la République) et internationales (arrestation en Suisse, pour blanchiment d'argent consécutif au trafic de stupéfiant, de la belle-sœur du même président) et l'exil forcé de l'ancien président lui-même ; tous ces faits apparaissent comme un faisceau montrant que les liens tissés de part et d'autre des frontières de la marge ne sont plus de l'ordre de la supposition, mais qu'ils concernent le devenir du système de pacification politique et de production économique. L'analyse du type de pénétration des acteurs de la marge à l'intérieur du système devrait nous permettre de déterminer si ces alliances entre représentants politiques et dirigeants de l'économie souterraine sont structurelles du système ou bien si elles n'en constituent qu'un dysfonctionnement marginal. Au-delà du cas mexicain, à travers le développement des marges, c'est la capacité des Etats à lutter contre cette dérive vers l'illégalité instituée, et donc le devenir même des systèmes politiques et sociaux qui se trouvent mis en cause. Le présupposé théorique qui justifie cette analyse consiste à reconnaître que les modes de production et de transit de drogues ainsi que les modes de répression de ces activités sont d'une part le reflet des systèmes politiques des nations confrontées à ce phénomène, et que, d'autre part, le développement de ces activités illicites provoque des changements dans les modes d'exercice du pouvoir. La drogue renverrait donc un reflet déformant du système politique.

Par ailleurs, la mondialisation des trafics illicites suit de près la mondialisation des économies. La situation du Mexique vis-à-vis de son voisin du Nord est en cela très révélatrice puisque, depuis le mois de janvier 1994 et la mise en application du Traité de Libre Commerce qui lie les Etats-Unis, le Mexique et le Canada, le flux commercial entre le Mexique et les Etats-Unis s'est considérablement accru. Dans le même temps, la mondialisation de la répression n'a en rien diminué les capacités de réponse à la demande de la part des trafiquants puisque l'offre est toujours satisfaite ; au contraire : elle a permis d'accroître leurs marges bénéficiaires (le facteur risque contribuant à l'augmentation des prix au

détail) et elle a favorisé un accroissement des cultures afin de pallier aux pertes qui résultent des saisies effectuées par la police. Par ailleurs, cette mondialisation des économies et des modes de vie a de plus en plus tendance à engendrer non seulement de la croissance (dont les bénéfices sont de moins en moins partagés et qui est seulement perceptible à un niveau macro-économique), mais également de l'exclusion, du chômage, de la précarisation et de la pauvreté (notamment à travers la baisse des salaires réels versés aux personnes les moins qualifiées) ; une telle évolution de l'économie mondiale alimente certes un malaise croissant, mais aussi une tension entre les possédants et les démunis qui peut constituer le terreau à partir duquel se développeront des activités illégales et des comportements de plus en plus violents ou criminels pouvant aboutir à la déstructuration du système global

Sur le plan politique, si le trafic de drogue apparaît comme une entreprise marginale, il n'en reste pas moins vrai que son ancrage local ainsi que les énormes bénéfices qui sont dégagés en font une activité souterraine dont les acteurs qui la contrôlent peuvent être en mesure d'infléchir le développement économique et politique du système. L'enjeu de ce trafic et les moyens réunis – de chaque côté de cette autre frontière que représente la loi – pour le contrôler, le limiter ou le supprimer, conditionnent le devenir des deux tendances actuelles du système mexicain : sa libéralisation, et sa démocratisation. En effet, sur le plan économique, les entrepreneurs de la drogue jouent sur tous les tableaux : d'un côté ils font montre de libéralisme en adaptant leurs stratégies à l'ouverture des frontières et en faisant circuler des sommes considérables destinées à être recyclées dans le système financier international ; et par ailleurs, au niveau local, leur activité permet d'amortir les effets dévastateurs d'une ouverture des frontières qui précipite à la faillite de nombreuses entreprises (petites et moyennes, industrielles ou agricoles. .) D'autre part, les trafiquants eux-mêmes usent d'une violence extrême pour assurer la pérennité de leurs activités, à laquelle l'Etat répond par le recours à l'arbitraire dans le but de lutter contre la poursuite du trafic ; il en résulte une interrogation qui porte sur la capacité du système politique à être démocratisé, d'autant plus que les passerelles de corruption s'avèrent nombreuses entre les trafiquants et les agents du pouvoir. Les trafiquants de drogue sont donc des acteurs de pouvoir ; telle est la raison pour laquelle il paraît pertinent de démontrer comment ces entrepreneurs illégaux de la drogue récupèrent à leur profit des méthodes traditionnelles d'enrichissement basées sur le clientélisme,

tolérées jusqu'à présent car elles allaient dans le sens de la reproduction du système, mais tendant à devenir "dérégulatrices" de par l'intervention des trafiquants de drogue. En effet, ces nouveaux acteurs privés ne réclament finalement pas autre chose que la fin du monopole d'Etat (traditionnellement délégué aux représentants locaux du pouvoir) appliqué à l'usage de la corruption et de la violence. De par leur intervention depuis les marges externes du système, les narco-trafiquants acquièrent donc les moyens politiques de remettre en question l'Etat ainsi que l'exercice traditionnel du pouvoir qui était principalement fondé, auparavant, sur le contournement toléré de la loi depuis les marges internes du système. C'est pour cela que les agents de l'Etat, faute de pouvoir "en finir" avec les narco-trafiquants, seront tentés d'intégrer au système ces acteurs marginaux, en réduisant leur autonomie par le développement d'alliances qui consisteront à les "balancer" – et à les maintenir – du côté de ces marges internes.

Donc, si le développement des activités souterraines illégales permet de mesurer les limites du modèle libéral de croissance dont elles constituent la face cachée, elles concernent également les modes d'exercice du pouvoir de par le fait qu'elles se greffent sur des pratiques politiques établies (le clientélisme et le caciquisme), les détournant jusqu'à les retourner contre le système lui-même qui était fondé sur la pacification forcée des rapports sociaux. En effet, il faut reconnaître que ce ne sont pas les acteurs de l'économie souterraine de la drogue qui ont inventé la corruption ; cette dernière était plutôt une composante essentielle de la reproduction du pouvoir traditionnel et de la redistribution clientéliste des bénéfices de l'économie traditionnelle – basée elle-même sur l'alliance entre les représentants de l'Etat et les entrepreneurs privés ou contrôlant les groupes publics et para-publics. Mais l'irruption de nouveaux acteurs, à la marge du système, a bouleversé les anciennes alliances, insufflant une nouvelle dynamique à un système épuisé par le tarissement des rentes traditionnelles, la diminution des moyens financiers de l'Etat provoquée par l'application des politiques d'ajustement structurel, et la baisse des ressources accordées naguère à la redistribution clientéliste – certes inégalitaire, mais suffisamment étendue pour assurer la légitimité et donc la reproduction des pouvoirs établis.

Dès lors que l'intégration sociale traditionnelle se trouve confrontée à des limites, il devient évident que l'économie souterraine de la drogue, provoque une réorganisation des pouvoirs locaux, un redéploiement des institutions judiciaire, militaire et policière, un apport

de capitaux frais destinés à des entreprises affaiblies par la concurrence étrangère, et le "recadrage" d'un Etat suffisamment fort, politiquement, pour intégrer ces activités illicites si lucratives et en tirer profit, socialement et économiquement. L'intervention de ces nouveaux acteurs à la marge de la croissance économique, associée à un retrait de l'Etat dans les domaines de la protection sociale et des largesses clientélistes, remet donc simultanément en cause les modes de redistribution économique, d'intégration sociale et de domination politique.

Sur le plan économique également, la régulation traditionnelle du système consistait en un jeu entre les marges et le centre du système ; selon les nécessités du moment (facilités de financement, compétitivité des entreprises, coût de la main-d'œuvre, capacité d'investissement pour la modernisation de l'outil de production...) et à partir des rapports de force établis entre les entrepreneurs privés et les acteurs politiques, le système était en mesure de tolérer un certain nombre de comportements marginaux destinés à favoriser une redistribution effectuée par le contournement de la loi (dérogations à la législation du travail par l'utilisation de la sous-traitance, achat de fonctionnaires pour l'obtention de subventions publiques, corruption des dirigeants syndicaux pour le contrôle de la force de travail, financement des partis politiques, détournement privé des bénéfices de l'entreprise, évasion des bénéfices vers les paradis fiscaux...). Vis-à-vis du système économique, il existerait donc aussi deux catégories de marges : *les marges internes* qui concernent des secteurs complémentaires de l'appareil productif formel (les activités informelles), et *les marges externes* relevant de secteurs productifs dissociés de l'économie légale (les activités souterraines). La production et le trafic de drogue se situent donc sur les marges externes du système économique. Cependant, à travers le blanchiment et le recyclage des bénéfices acquis illégalement, la marge externe – comme sur le plan politique – est toujours susceptible d'être intégrée au système.

Il s'avèrera donc nécessaire d'établir une distinction entre des systèmes fondés sur une *relation corruptrice d'interdépendance* – où la redistribution, élargie et inégalitaire, s'opère à partir d'un centre qui contrôle ses marges internes ou externes –, et ceux à travers lesquels peut s'insinuer une *relation corruptrice d'intégration dépendante* – lorsque les agents de l'économie souterraine issus des marges externes acquièrent une position influente ou dominante au centre du système et utilisent les énormes capitaux dont ils disposent pour opérer une redistribution sélective et captive ; dans ce dernier cas, on pourra dès lors

repérer une dérive mafieuse du système. Mais, en tout état de cause, l'activité de production et de trafic de drogue peut être considérée comme une entreprise, illégale certes, mais structurée et dynamique ; quant à ceux qui la contrôlent, ils apparaissent comme de nouveaux entrepreneurs performants. En effet, cette économie de la drogue se fonde sur une organisation sociale hiérarchisée, elle dégage des bénéfices et fournit du travail qui servent à la redistribution sociale, par l'intermédiaire des membres du groupe ; elle contribue également, non seulement à la reproduction sociale, mais à l'injection de valeurs qui permettent la reconnaissance identitaire des membres du groupe impliqué, et assurent aux narco-trafiquants une légitimité sociale ; de plus, à travers le blanchiment et le recyclage des bénéfices, elle interfère sur l'économie légale, contribuant à la création d'entreprises qui faussent la concurrence, mais permettent la création de richesses et d'emplois légaux.

Nous tenterons donc de répondre à diverses questions qui mettront en relief le sens des changements en matière de stratégies politiques (bouleversement des rapports de domination et des alliances au sommet de l'Etat, détournement ou remplacement des anciens caciques, discrédit de la classe politique et crise du système de représentation, revendication de moralisation politique, formes de la résistance aux changements politiques et à la restructuration des mécanismes de redistribution, augmentation de la répression policière...) et de pratiques sociales (implosion sociale liée à l'imposition de pratiques spécifiques par les nouveaux acteurs issus des marges externes du système, renouvellement et réorientation des solidarités locales, constitution de bandes, canalisation de la violence, encadrement de la délinquance, apparition de nouvelles formes d'organisation de base...) consécutifs à l'accroissement des activités souterraines illégales de la culture et du trafic de drogue ; les interrogations suivantes seront au centre de notre analyse :

* quels sont les réseaux locaux – liés ou non aux réseaux traditionnels de corruption auxquels ils se grefferaient – utilisés par les acteurs marginaux afin qu'ils puissent bénéficier des protections nécessaires au recyclage des bénéfices réalisés à partir de l'activité illégale du trafic de drogue ? quels sont donc les acteurs traditionnels (représentants politiques, entrepreneurs, fonctionnaires publics, caciques locaux. .) impliqués dans cette relation ?
* quels sont les enjeux locaux, en termes de bénéfices politiques escomptés ou de statuts sociaux, du trafic de drogue et du recyclage

des bénéfices qui en sont retirés (positionnement sur l'échiquier politique, promotion sociale...) ?

* existe-t-il des connections qui permettraient à ces nouveaux acteurs marginaux de participer à la recapitalisation de secteurs traditionnels touchés par la crise économique (comme l'immobilier, l'agriculture, la restauration, le commerce...) ? et, dans ce cas, quels sont les acteurs intermédiaires (avocats, notaires, banquiers, hommes politiques) qui assurent le relais entre les deux systèmes d'action ?
* le système clientéliste traditionnel serait donc en crise, ne permettant plus une intégration sociale compatible avec une pacification des rapports sociaux. Quelles sont les règles internes des deux systèmes d'intégration (le clientéliste traditionnel et le clientéliste marginal) ? quels sont leurs effets sur les modes de socialisation (institutionnalisation de l'exclusion et de la pauvreté, banalisation des pratiques de transgression de la loi autant de la part des gouvernants que des exclus, remise en cause de l'intégration sociale par l'école et par le travail, rupture des liens sociaux sous l'effet d'une violence incontrôlée, apparition de nouveaux territoires ségrégés et autogérés.) ?

En fait, l'interrogation principale qui motive cette analyse est de savoir si la corruption traditionnelle instituée sur la base de systèmes sociaux clientélistes, récupérée par un système politique de parti autoritaire (qu'il s'agisse d'un parti unique ou, comme au Mexique, d'un parti dominant), constitue un terreau favorable à une perversion du système qui pourrait aboutir à une organisation (sociale et politique) de type mafieux. Nous ferons l'hypothèse particulière que *le système politique mexicain est conçu de telle manière que la dérive mafieuse de l'Etat a été à peu près évitée jusqu'à présent*. Cependant, la production et le trafic de drogue constituent un commerce qui est toléré par la puissance publique à deux conditions : d'abord qu'il débouche sur une redistribution organisée (c'est-à-dire socialisante) d'une partie des bénéfices, et il faudra alors se demander quels sont les bénéficiaires de cette redistribution, en amont et en aval du trafic ; ensuite que chacun des acteurs – politiques d'un côté, et commerçants illégaux de l'autre – respecte les frontières de ses activités : les commerçants font du commerce et les politiques contrôlent l'Etat, chacun selon ses fonctions et en conservant son statut. Sur la base de cette division des tâches, pourront se développer des rapports qui seront moins de sujétion mafieuse que de collaboration ; ainsi seulement la paix sociale pourra

garantir la reproduction du consensus social. Ce laisser-faire de l'Etat serait justifié par la nécessité de revitaliser certaines économies locales ou régionales touchées par la crise, et par le souci de préserver la stabilité politique à l'échelle nationale en évitant qu'un déchaînement de violence ne remette en cause les institutions. Dans cette perspective, deux interrogations paraissent mettre en relief les limites de ce système d'intégration par la marge :

1. la canalisation de la violence – par délégation de pouvoir aux représentants du souterrain, afin de préserver la stabilité politique du système – ne peut-elle pas provoquer une remise en cause de la pacification des rapports sociaux risquant de déboucher, à terme, sur une instabilité politique ?

2. les bénéfices redistribués débouchent-ils sur une intégration sociale des membres des clientèles visées ou ne servent-ils qu'à accroître les fortunes des anciens et des nouveaux notables impliqués dans ce commerce ?

Dans un tel contexte de débordement potentiel des marges au sein d'un Etat qui demeure clientéliste, quelles seront les possibilités de mise en application d'une démocratisation du système politique ? Nous tenterons, à partir d'une analyse de cas considérée comme ayant valeur universelle, de répondre à cette question en vérifiant les hypothèses générales suivantes, relatives au rapport centre-marges :

1) il existerait une relation directe entre l'imposition du système économique global néo-libéral et le développement des activités souterraines intégrées ;

2) la dissociation des sphères politique-institutionnelle d'un côté, et économique-redistributive de l'autre, favoriserait le développement des marges sociales ;

3) la dissociation des sphères politique et juridique (notamment à travers l'impunité dont jouissent les gouvernants lorsqu'ils transgressent les lois) légitimerait le développement des marges externes illégales ;

4) le narco-système apparaîtrait comme un reflet "hypertrophié" des systèmes politiques fondés sur l'Etat clientéliste ;

5) sur le plan social, les organisations criminelles se substitueraient à l'Etat défaillant, dans les domaines de l'encadrement social, de la territorialisation, de la socialisation et de la redistribution.

Concernant le cas mexicain, et particulièrement la région Nord, qui produit et fait transiter des marchandises illicites, il sera intéressant d'analyser les effets d'une alternance politique de type démocratique, qui a mis en scène de nouveaux représentants du pouvoir local ; il s'agira de repérer si de tels changements politiques peuvent engendrer un mode différent d'exercice du pouvoir qui remettrait en question les relations corruptrices traditionnelles et la récupération de celles-ci par les trafiquants de drogue – même s'il s'est avéré que l'accès de l'opposition au pouvoir (régional ou municipal) n'a pas permis pour autant que les activités de trafic de drogue diminuent. Comment s'est effectuée la division des responsabilités entre les niveaux fédéral et de l'Etat fédéré et quels peuvent être les termes de ce contrat de non-ingérence réciproque ? Comment le parti d'opposition est-il parvenu, sur la base de cette coexistence "perverse", à mettre en accord l'exercice du pouvoir avec ses promesses de démocratisation politique et de lutte contre la corruption ? Si les élections d'août 1994 et de juillet 1995 ont sanctionné cette expérience d'alternance politique, ne serait-ce pas parce que celle-ci ne garantissait plus suffisamment la paix publique et la protection sociale clientélaire ? Bref, comment la pratique de la démocratie est-elle compatible, d'une part avec le développement d'activités souterraines intégrées telles que le trafic de drogue, et d'autre part avec une lutte frontale contre les groupes qui contrôlent ce même trafic et qui bénéficient d'une implantation locale à travers laquelle ils socialisent les populations travaillant pour eux, en même temps qu'ils manipulent certains représentants du pouvoir local, régional et national ?

PANORAMA DE LA DROGUE AU MEXIQUE

Les sommes

Selon les auteurs d'une enquête journalistique [1], 250 familles contrôleraient, depuis le Mexique, le trafic de drogues vers les Etats-Unis, produisant un bénéfice annuel compris entre dix et trente milliards de dollars A titre de comparaison, William Bennett, procureur général

1. Molly Moore & John Ward Anderson, "The Drug Fiefdom of Northern Mexico", publiée le 28 avril 1997 par *The Washington Post Foreign Service*

du gouvernement américain chargé de la lutte contre le trafic de drogues, reconnaissait, en 1994, que les bénéfices du trafic et de la consommation de drogues (toutes les drogues, provenant de diverses régions du monde) dégagés sur le territoire des Etats-Unis en 1993, pouvaient être évalués à 135 milliards de dollars.

Il ne faut jamais oublier que la plupart des pourcentages et des données quantitatives globales qui servent à mesurer l'ampleur du phénomène de la drogue à un niveau macro n'ont qu'une valeur indicative approximative, sans rapport avec un calcul analytique. Ces chiffres, qui sont fabriqués et propagés par les agences gouvernementales des pays du Nord, sont admis de tous comme une évidence, et souvent intériorisés par les autorités des pays producteurs ; en fait, ils ont surtout une valeur idéologique en ce qu'ils servent à fabriquer une vision manichéenne du monde et à entretenir une pression "dramatique" afin de forcer l'ensemble des nations civilisées (victimes, mais détentrices de la vérité) à réagir contre un phénomène qui, par l'effet d'une magie des grandeurs, devient une catastrophe culturelle et géopolitique dont la lutte, présentée comme une guerre principalement dirigée contre les pays producteurs (diabolisés), nécessiterait un consensus mondial sous la direction des Etats-Unis. La même méthode a déjà été utilisée pendant de la guerre du Golfe contre l'Irak ou lors de l'invasion de Panama.

Les drogues à l'échelle nationale

Outre les productions locales comme la marijuana (vieille culture locale) et le pavot que l'on trouve sur le territoire des indiens Tarahumaras (occupant les cañons et les terres basses de la Sierra Madre occidentale), il faut rappeler que le Mexique est le deuxième producteur continental d'opium et le plus grand producteur mondial de cannabis. De plus, le Mexique est un des plus importants carrefours de toutes les drogues (marijuana, héroïne, cocaïne, amphétamines, hallucinogènes divers) qui inondent le marché nord-américain, et notamment de la filière de la cocaïne fabriquée en Colombie dans les laboratoires des cartels colombiens – mais également transformée sur le territoire mexicain – si bien que, selon les autorités nord-américaines, entre 60 et 80 % de la cocaïne consommée aux Etats-Unis serait entrée dans ce pays par la frontière du Mexique. Par ailleurs, il faut rappeler que 25 % de la marijuana consommée annuellement aux Etats-Unis porte l'étiquette "made in USA" ; il s'agit d'une production domestique qui, selon la DEA (l'agence anti-drogue américaine), serait principalement cultivée dans les

Etats de Californie, Kentuky, Alabama, Hawaï, Tenessee, Oregon, Washington, Floride et Wisconsin ; toujours concernant la marijuana, selon le rapport de 1994 du NNICC, le Mexique fournirait de 50 à 70 % de la consommation des Etats-Unis, le reste provenant de Colombie, de Jamaïque et de Thailande Enfin, selon le Département d'Etat américain, 20 à 30 % de l'héroïne consommée aux Etats-Unis serait produite au Mexique.

Le territoire mexicain constitue donc non seulement un passage privilégié pour le transit (et parfois la transformation, compte tenu des quantités excessives de permanganate de potassium qui sont importées) de la plus grande partie de la cocaïne andine destinée au marché nord-américain, mais il est également un lieu où s'opère la production de pavot et sa transformation en héroïne ; en effet, selon un rapport du ministère mexicain de la Justice (PGR), publié début 1996, le Mexique serait devenu récemment le troisième producteur mondial d'héroïne après les pays du triangle d'or et du croissant d'or. Le pavot et le cannabis sont cultivés principalement dans les zones froides et élevées des Etats de la Sierra Madre Occidentale (Sonora, Sinaloa, Chihuahua, Durango), des zones volcaniques du Jalisco, du Nayarit, du Michoacán et du Guerrero, ainsi que de certains Etats de la Sierra Madre Orientale (Veracruz et Hidalgo), du Oaxaca et du Chiapas.

Enfin, il faut signaler que les principales organisations de narco-trafiquants (et notamment celles de Tijuana et de Juárez) sont également les plus importants fournisseurs de méthamphétamines ; selon le directeur de la DEA, les organisations mexicaines de Tijuana (dirigé par les frères Arellano Felix) et de Guadalajara (à travers les frères Jesús et Luis Amezcua) se seraient même associées pour le trafic d'amphétamines et de méthamphétamines, le clan de Tijuana étant chargé de transporter et de distribuer la drogue aux Etats-Unis, tandis que celui de Guadalajara produirait les drogues synthétiques (comme le *crack*) dans des laboratoires clandestins – installés dans les Etats du Jalisco, Sonora, Sinaloa, Chihuahua et Basse Californie, dans les villes de Guadalajara, San Luis Río Colorado, Agua Prieta, Rosarito, Ensenada, Mexicali, Tecate et Tijuana – à partir de précurseurs chimiques importés de Chine, d'Inde, de République Tchèque ou de Suisse ; cette association entre les deux organisations leur aurait permis de contrôler 90 % de la production de méthamphétamines réalisée au Mexique. Les drogues synthétiques, et notamment la méthamphétamine, connue comme le *speed* ou l'*ice*, constituent un marché très porteur (aux Etats-Unis, leur consommation

aurait augmenté de 256 % entre 1991 et 1995, et de 500 % dans l'Etat de Californie) puisqu'elles peuvent être fabriquées sur le territoire mexicain, à partir de l'éphédrine ; leur fabrication permet aux trafiquants mexicains d'accroître leurs marges bénéficiaires car ils ne sont plus obligés de partager avec les représentants des cartels colombiens, et de diminuer une partie des risques qui étaient liés au transport entre la Colombie et le Mexique Selon un rapport du Département d'Etat des Etats-Unis[2], en 1994, 100 tonnes d'éphédrine seraient entrées illégalement au Mexique – après avoir transité par la Suisse – à destination de laboratoires pharmaceutiques inexistants, ce qui indique bien l'enjeu que constitue la fabrication de ces nouvelles drogues et le rôle pivot du Mexique dans cette entreprise.

L'organisation régionale

L'Etat du Chihuahua est le centre opérationnel de l'organisation dite de *Juárez*, du nom de la ville frontalière de Ciudad Juárez par laquelle transitent d'énormes quantités de drogue à destination des Etats-Unis. A l'heure actuelle, et malgré l'exécution du précédent *capo* (c'est-à-dire le chef de l'organisation) ainsi que le démantèlement de son équipe dirigeante, le flambeau a été repris et l'entreprise reconstituée et modernisée ; le *capo* suivant, qui a lui aussi été éliminé, s'appelait Amado Fuentes, mystiquement surnommé *el Señor de los cielos* (le Seigneur des cieux), en référence à la flottille d'avions dont il dispose pour acheminer la drogue depuis la Colombie (où il a noué, depuis 1994, des liens privilégiés avec les cartels de Cali et de Medellin) jusqu'au Mexique et sauter la frontière des Etats-Unis sans passer par les douanes terrestres. En 1995, son organisation, reprise par son frère et qui est actuellement considérée comme la plus puissante du Mexique, aurait acheminé aux Etats-Unis 60 % de la cocaïne provenant de Colombie et passant par le Mexique. Il aurait bénéficié de la clémence des plus hauts responsables de l'Etat lors de l'ancienne présidence (qui s'est achevée en 1994) D'après les statistiques de la PGR et de la DEA, l'Etat du Chihuahua est la principale porte d'entrée de la cocaïne aux Etats-Unis (en 1995, 60% de la cocaïne en provenance de Colombie serait entrée aux Etats-Unis par le Chihuahua, ce qui représente un volume de trente tonnes de cocaïne par semaine) Concernant la marijuana, l'Etat de Chihuahua en est le

2 Cité par *La Jornada* du 17 février 1996

quatrième producteur au Mexique, après les Etats de Michoacán, Guerrero et Sinaloa. Les Etats producteurs – ou de trafic – sont parmi les plus pauvres de la République, comme le Oaxaca, le Chiapas, le Guerrero ou le Michoacán ; cela explique que, dans ce dernier Etat, par exemple, selon les statistiques de l'INEGI (Institut National de Statistique, Géographie et Informatique, équivalent de l'INSEE en France), 50% des enfants des zones indigènes meurent de malnutrition avant l'âge de douze ans, et qu'un tiers de la population totale de l'Etat (estimée à 3,5 millions d'habitants) travaille illégalement aux Etats-Unis, tandis que de forts contingents de migrants vont travailler dans les zones *maquiladoras* du nord du pays. Dans le Chihuahua, 25 000 petits producteurs seraient concernés par la culture de la drogue (marijuana et pavot).

Les parrains (capos)

Le sous directeur de la DEA à Washington considérait, début 1997, que les narco-trafiquants mexicains représentent actuellement la plus importante association criminelle du monde *Intox* ou réalité ?

Les différents clans mexicains sont constitués autour des organistions criminelles suivantes . l'organisation du Golfe, l'organisation de Ciudad Juárez (qui contrôle les Etats du Sonora, de Chihuahua et domine le trafic de cocaïne et de marijuana), la famille Félix Arellano (sept frères et quatre sœurs, assistés de leur oncle, qui dirigent l'organisation de Tijuana, autrement dénommée du Pacifique, en contrôlant la route traversant les Etats du Michoacán, Jalisco, Sinaloa, Sonora, Basse Californie Sur et Basse Californie), l'organisation du Sinaloa (travaillant dans la transformation et le trafic d'héroïne et de métamphétamines) ainsi que de multiples autres organisations dans le Jalisco (dont celle de la famille Amezcua, trois frères qui seraient les plus importants fabriquants et trafiquants de métamphétamines au monde), le Sonora (et notamment à San Luis Rio Colorado), le Nuevo Leon, et au nord du Mexique. Parmi tous ces clans, 19 sont considérés comme d'envergure nationale avec des ramifications aux Etats-Unis, et cinq d'ampleur internationale, c'est-à-dire comme des organisations contrôlant les routes depuis les différents pays producteurs jusqu'aux lieux de consommation. La liste ci-dessus n'est pas exhaustive et il ne faut pas s'étonner que certains barons soient emprisonnés ; leurs organisations peuvent toujours être actives et, s'ils n'ont pas été remplacés, ils continuent à les diriger depuis leur lieu de repos, soit directement, soit par personnes interposées.

Les routes

Selon des sources officielles[3], la plupart des routes de la drogue utiliseraient le nœud stratégique de l'Etat du Chiapas ; les avions provenant de Bolivie, du Pérou, d'Equateur et de Colombie débarqueraient d'abord leurs chargements de cocaïne par lancements aériens ou sur des pistes clandestines dont un grand nombre se situerait en Amérique centrale (principalement au Guatemala, Belice et Salvador) ; ensuite, la drogue serait acheminée jusqu'au Chiapas soit par voie fluviale ou maritime (depuis le Guatemala), soit par transport terrestre en utilisant des "fourmis" ; puis, à partir du Chiapas, la marchandise serait transportée par voie terrestre à travers l'un ou l'autre des deux corridors du Pacifique ou du Golfe, soit par d'autres avionnettes, de pistes clandestines en pistes clandestines, volant en rase-mottes pour éviter d'être détectées par les radars de la police mexicaine. Le corridor du Pacifique inclurait les Etats d'Aguascalientes, Sonora, Sinaloa et les deux Etats de Basse Californie d'où la drogue serait passée à travers la frontière des Etats-Unis. L'autre corridor stratégique du Mexique – utilisé par l'organisation de Matamoros – est celui du Golfe du Mexique qui se développe depuis le Chiapas jusqu'au Tamaulipas, la drogue étant transportée d'abord par voie maritime depuis le Guatemala jusqu'aux Etats mexicains du Chiapas ou de Oaxaca, pour être ensuite livrée, par voie terrestre (à travers l'Isthme de Tehuantepaec), jusqu'à Veracruz d'où elle serait transportée à la frontière du Texas ; pour ce faire, sont également utilisés les moyens aériens dits "par bombardements" de paquets de drogue au sol depuis des avionnettes, sur toute la zone côtière des Etats de Quintana Roo, Yucatan, Campeche, Tabasco et Veracruz ; l'Etat du Tamaulipas est le centre opérationnel de ce second corridor puisque la drogue aboutit sur son territoire d'où elle est ensuite transportée aux Etats-Unis à travers le contrôle de la frontière Texas-Tamaulipas, et notamment des zones urbaines bi-frontalières de Nuevo Laredo-Laredo, Reynosa-Mac Allen et Matamoros-Browsnville. Pour ces deux corridors – du Pacifique et du Golfe –, le Chiapas est l'Etat d'origine de la drogue transportée à travers le territoire mexicain. Il faut encore rajouter à ce panorama la route maritime qui paraît être la plus sûre et la plus efficace, c'est-à-dire la fameuse "route de l'or" du Pacifique qui consisterait à dissimuler de grandes quantités de drogue dans des navires marchands de gros tonnage,

---

3 Rapportées par *El Financiero* du 4 et du 21 février 1995

en la mélangeant au reste du chargement dont le transport est autorisé ; en mer, avant d'atteindre les ports mexicains, et afin d'éviter une inspection à terre, la drogue serait transbordée sur des embarcations légères ultra-rapides (communément appelées "cigares") afin de déjouer les éventuelles poursuites des vedettes militaires chargées de surveiller la bordure côtière ; le transbordement s'effectuerait à proximité des ports du Pacifique de Puerto Madero (Chiapas), Salina Cruz (Oaxaca), San Blas (Nayarit), Mazatlán (Sinaloa) et Los Cabos (Basse Californie Sud) ainsi que, dans une moindre proportion, au large des ports, situés sur le Golfe du Mexique, de Veracruz et d'Altamira (Tamaulipas) ; selon les autorités mexicaines, la plus grande partie de la drogue provenant d'Amérique centrale et du Sud qui serait entrée au Mexique durant la période 1993-1995 aurait utilisé la voie maritime Enfin, il faut mentionner l'existence d'une autre route de trafic de cocaïne et de marijuana qui est le train de passagers du Pacifique, reliant les villes de Guadalajara à Mexicali ; les cargaisons de drogue seraient chargées dans les ateliers du dépôt de la Société de Chemin de Fer, à Guadalajara, cachés dans les faux plafonds, les conduits de ventilation ou sous les sièges – un train peut ainsi contenir entre deux et trois tonnes de drogue dissimulée – et seraient réceptionnés à Mexicali ou dans le désert de l'Etat du Sonora, entre la ville de Benjamin Hill et la frontière, le long des 180 kilomètres du désert de Altar[4] ; une autre route ferrovière importante, utilisée pour le trafic de drogue, serait celle qui relie les villes de Mexico à Nuevo Laredo, dans le Tamaulipas. A travers chacun des corridors mentionnés et sur chacune des routes, il faut signaler que la plus grande partie de la drogue est transportée, à un moment ou à un autre, par transport terrestre avant d'être acheminée aux Etats-Unis.

La force de travail

Afin de conclure ce panorama, il est utile de signaler que, selon un rapport des autorités mexicaines elles-mêmes (effectué sur la base des déclarations d'un général appartenant à l'état-major de la présidence de la République), les activités liées à la production (culture et transformation) et à la commercialisation (trafic et distribution) de la drogue

4 Cf , à ce sujet, le reportage publié par *Siglo 21* du 3 mai 1995

fourniraient un travail direct à environ 350 000 personnes au Mexique[5] ; d'après une étude effectuée par le Centre de Planification pour le Contrôle des Drogues (Cendro, Mexique, 1996) dans le cadre du Programme de Développement Rural Intégral des Zones de Production Intensive de Drogues, entre 1992 et 1995, les activités de culture de drogues auraient concerné 130 000 paysans et journaliers – qui seraient, pour 85 % d'entre eux, des jeunes gens mariés agés de moins de 31 ans – dans les Etats mexicains où se trouve concentrée, sur une superficie de plus de 60 000 hectares, la plus grande partie des cultures illicites de cannabis et de pavot. Cette comptabilité n'inclut évidemment pas les emplois indirects induits par le blanchiment et le recyclage dans le commerce, les services ou l'industrie.

Finalement, nous essayerons de caractériser un système criminel (celui des trafiquants de drogue) et de montrer quels sont ses liens avec les milieux politiques et, éventuellement, entrepreneuriaux. Il est en effet courant de ne voir le trafic de drogue qu'à travers les pratiques de trois catégories d'acteurs : les petits paysans producteurs, les gros trafiquants milliardaires et les forces de l'ordre plus ou moins corrompues qui répriment les deux autres. Or les réseaux mis en place, ainsi que leurs ramifications, sont infiniment plus complexes et méritent d'être rapportés au système global qui a permis leur développement ; il est par exemple simplificateur de ne voir dans la police ou l'armée que des forces de répression car, au-delà de leurs pratiques quotidiennes plus ou moins autonomes, ces instances non seulement représentent des institutions, instruments d'un pouvoir, mais constituent également des autorités qui composent avec le pouvoir afin de reproduire ou d'infléchir l'ensemble du système.

L'objectif ici recherché ne consistera donc pas à dénoncer tel ou tel individu impliqué dans des affaires de trafic ou de blanchiment, car aussitôt décapité, celui-ci sera remplacé par un autre qui continuera le travail. Il s'agira plutôt de démonter un système en montrant comment des structures politiques, liées à des pratiques clientélistes, facilitent certaines interactions entre acteurs de pouvoir et acteurs issus des marges criminelles.

---

5 Cf. *La Jornada* du 18 septembre 1995.

CHAPITRE I

LE CONTEXTE RÉGIONAL

Le Mexique est dirigé par un parti dominant, le PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel), officiellement créé en 1946, qui dispose, grâce à la perpétuation de la même structure de gouvernement, du pouvoir d'Etat depuis 1929. Ce parti trouve son origine dans les partis qui l'ont précédé à la tête de l'Etat depuis 1929 et qui étaient eux-mêmes issus, d'une part de la coalition des forces qui firent la Révolution (1911-1917) et organisèrent par la suite l'armée, et d'autre part des secteurs ouvriers et paysans ayant été regroupés dans les premières centrales syndicales. De ce fait, le PRI tire sa légitimité de l'histoire révolutionnaire dont il s'est toujours posé comme l'héritier et le garant. Face à lui, et pour donner vie à un multipartisme qui resta de façade jusqu'aux années 1980, étaient tolérés des partis groupusculaires d'extrême gauche ou bien des partis satellites. Actuellement, deux partis menacent la domination du PRI : le PAN (Parti d'Action Nationale), créé en 1939 sur la base d'une idéologie libérale-catholique, puis le PRD (Parti de la Révolution Démocratique), fondé en 1990 à partir d'une scission de la gauche du PRI, et qui revendique l'héritage socialiste que ce dernier aurait sacrifié

sur l'autel du libéralisme. Le PRI est traversé par de multiples courants (les *groupes politiques*) de type clanique qui se disputent les différents échelons du pouvoir (le contrôle de la présidence de la République, des Etats fédérés, à travers la nomination des gouverneurs, et des présidences municipales) ; ces différentes familles développent des stratégies de conquête de rentes de pouvoir à travers des programmes politiques qui reflètent toute une gamme d'idéologies allant du national-populisme au modernisme le plus libéral. Le Mexique est un régime *fédéraliste centralisé* composé de 31 Etats fédérés et d'un District Fédéral (DF), siège du gouvernement central ou de la Fédération ; pour des facilités d'expression, nous userons, dans le cours du texte, du terme de *région* ou d'*Etat régional* comme équivalent d'*Etat fédéré*, la région étant comprise non dans son acception géographique, mais comme référent politique de division administrative.

L'Etat du Chihuahua est un des rares Etats de la Fédération a avoir connu une alternance politique, les nouveaux gouvernants n'étant pas issus du parti traditionnel dominant (le PRI), mais appartenant au PAN (Parti d'Action National) ; ce parti, actuellement d'inspiration populiste libérale (mais traversé, lui aussi, par de multiples courants dont certains sont favorables au petit patronat, tandis que d'autres soutiennent le grand patronat industriel), a conquis, en 1992, le gouvernement de l'Etat du Chihuahua, ainsi que de nombreux *municipes*[5] (dont celui de la ville frontalière de Ciudad Juárez) ; sur le plan national, le PAN a également effectué une percée, en devenant, depuis les élections présidentielles de 1994, la seconde force politique du pays.

En outre, il faut signaler qu'un autre parti déborde, sur sa gauche, le monopole du PRI ; il s'agit du PRD (Parti de la Révolution Démocratique), d'inspiration socialiste anti-libérale, qui gouvernait, en décembre 1996, 221 *municipes* (soit 10 % de la population totale) et apparaissait comme la troisième force politique du pays.

Face à cette érosion, et pour se refaire une légitimité démocratique, le PRI a décidé de jouer la carte de la participation ; c'est ainsi que, en décembre 1994, le nouveau président de la République, Ernesto Zedillo, a nommé comme membre de son gouvernement (et ceci pour la première fois dans l'histoire du Mexique) un ministre issu de l'opposition *paniste*, et il s'agissait justement du procureur de la République (équiva-

5. Le terme *municipe* désigne, au Mexique, l'équivalent du territoire communal en France

lent du ministre français de la Justice) qui a en charge la lutte contre le trafic de drogue ; en raison de l'approche d'échéances électorales nationales (en 1997) nécessitant de retrouver une virginité unitaire au sein du PRI, le ministre *paniste* – qui avait mis en cause plusieurs anciens (mais toujours influents) hauts dirigeants du parti au pouvoir – a été congédié deux années plus tard.

La présente analyse partira d'une étude de cas qui permettra de montrer comment l'économie de la drogue s'impose comme une ressource "légitime" de haut rendement pour certains pays dont les systèmes politiques sont rendus perméables à cette activité. Telle est la raison pour laquelle l'Etat mexicain du Chihuahua a été sélectionné, puisque ce territoire concentre de nombreuses cultures à grande échelle de cannabis et de pavot, et qu'y transite une importante partie de la cocaïne andine en direction des Etats-Unis. En étudiant le contexte politique local, il s'agira de comprendre pourquoi un parti d'opposition ayant conquis le pouvoir régional n'est pas parvenu à enrayer le développement d'une activité illégale, enracinée localement, générant non seulement d'importants profits sur le plan économique, mais également une forte corruption et une recrudescence de la criminalité susceptibles de déstabiliser les rapports sociaux et politiques. Bref, une activité qui concerne directement les populations paysannes qui en vivent

A. LES INDIENS DU SILENCE

Au nombre des richesses naturelles mexicaines, on trouve, à environ 250 kilomètres au sud-ouest de la ville de Chihuahua, la Sierra Madre Occidentale dont une partie constitue le territoire des Indiens *Tarahumaras*. C'est une région montagneuse – dont les immenses falaises abruptes dessinent un paysage hostile et presque sauvage, tandis que les plaines apparaissent très verdoyantes et arborées –, difficile d'accès et donc enclavée, où fleurissent d'importantes plantations de cannabis et de pavot Le Chihuahua est peuplé d'environ 100 000 Indiens, soit 4,3 % de la population totale de l'Etat, répartis sur 19 *municipes* ; ils sont régroupés en deux ethnies principales : les *Tarahumaras* (également appelée *Rarámuri*) comprenant 60 000 individus vivant dans huit

municipes de la Sierra Tarahumara, et les *Tepehuanes* qui sont environ 30 000 ; les 2/3 d'entre eux vivent dans la misère la plus extrême, perdus dans la montagne, réfugiés dans les falaises ou cachés dans des grottes. La Sierra Tarahumara occupe un espace d'environ 65 000 km^2 à l'intérieur de l'Etat du Chihuahua. En moyenne, la femme *tarahumara* met au monde dix enfants, dont seulement la moitié survit. Devant les difficultés à nourrir leurs familles et les multiples expropriations qu'ils subissent, un certain nombre de ces Indiens émigrent vers les grandes villes comme à Chihuahua ; là, beaucoup d'entre eux meurent de ne pas s'adapter tandis que les autres (les femmes se rencontrent souvent à mendier dans les rues, dans leurs habits traditionnels colorés qui font la joie des touristes amateurs de folklore photographique) sont en bute à l'indifférence, au mépris ou aux vexations violentes de la part des populations métis locales. Dans la Sierra, on estime que, rapporté au nombre total d'habitations, les déficiences en eau potable sont de l'ordre de 58 %, celles concernant l'évacuation des eaux usées de 98%, tandis que le manque d'électricité concernerait 88% des foyers.

En même temps que les activités liées à la drogue, cette région recèle la plus grande concentration de richesses minières de l'Etat (de nombreuses mines d'argent sont pourtant en faillite, faute d'investissements de modernisation depuis les années 1950) et produit 23 % des besoins liés à l'industrie du bois dans le Chihuahua[6]. L'élevage et le tourisme sont les deux autres ressources de cette région ; les projets touristiques n'ont aucune retombée sur les populations indigènes locales, sinon celle de les inciter à la mendicité, tandis que les touristes se complaisent dans le voyeurisme (certaines agences de voyage vont même jusqu'à amener leurs groupes *violer* les demeures des indigènes). Les agences de tourisme, les promoteurs immobiliers qui construisent les hôtels, ainsi que les commerçants alentour (dont certains vendent très cher aux touristes de l'artisanat acheté à bas prix aux indigènes), tous métis, sont les seuls à profiter du développement touristique[7].

Selon l'ONG *Consejo Asesor Sierra Madre*, dans les régions enclavées du Chihuahua, plus de la moitié des indigènes seraient concernés par la culture de plantes illicites ; la culture extensive de

---

6 Cf *La Jornada* du 4 décembre 1992

7 Cf la revue *Proceso*, n° 990 du 31 janvier 1994

drogue, en parallèle avec d'autres cultures vivrières, est justifiée par les populations, pour résoudre les problèmes de sous-alimentation qui les touchent ; en effet le mode de production agraire leur impose de subir les conséquences du cycle déforestation / érosion des terres / perte de rendement des cultures vivrières traditionnelles / alimentation déficiente et dénutrition / maladies / mort ou migrations urbaines ou culture de la drogue.

Dans cette région, la main-d'œuvre est d'un coût modique, et les Indiens sont souvent contraints de pratiquer les cultures illicites par un régime de terreur qu'exercent sur eux *les maîtres* des plantations Bien que fortement encadrés par les autorités religieuses, et malgré le nombre des installations touristiques qui bordent la voie ferrée du train *el Pacifico*, les Indiens *Tarahumaras* ne résistent que modérément à l'évangélisation forcée (par les sectes) et à la transformation de leur culture en un simple folklore local La religion et le tourisme servent le même objectif de civilisation et d'intégration de ce peuple, oublié sur les cartes par les projets de développement et soumis à la double oppression des trafiquants de drogue et des forces militaires chargées de détruire les plantations illégales. Aucun rapport de force envers ces différentes instances spirituelles ou matérielles ne joue en leur faveur, si bien qu'un nombre de plus en plus important de ces Indiens du bout du monde rejoint la cohorte des migrants urbains marginalisés, vivant de petits travaux précaires ou de la mendicité publique.

A ceux qui les découvrent sans les connaître, ces Indiens apparaissent paisibles et pacifiques. Le territoire sur lequel ils vivent est sublime, leurs costumes traditionnels sont faits de tissus de couleurs vives, leur peau est rendue mate par les rigueurs du climat et par la vie austère qu'ils mènent – isolés dans leurs petites maisons de bois éloignées les unes des autres, ou habitant dans des grottes aménagées –, leurs danses, rythmées par des instruments à cordes (violons, guitares) et des percussions (tambourins ou coquilles de noix nouées autour des mollets) sont, à l'image de leur musique, douces, répétitives et fascinantes comme peut l'être *le Boléro* de Ravel. Pour le non-initié, leur religion, leurs valeurs, leurs coutumes, leurs pratiques, leur langue, leurs chants et leurs danses restent une énigme, tellement leurs symboles et leur vision du monde sont éloignés des schémas d'interprétation occidentaux. Les terres d'esclavage où poussent les cultures illicites sont peu accessibles et loin des routes balisées. De retour à la civilisation urbaine, le monde des narco-trafiquants – la logique d'intervention de ceux-ci, leurs stratégies

d'appropriation des hommes et des biens, leurs méthodes de cœrcition ou de corruption, leur violence, leur code de l'honneur, leur mode de vie ostentatoire, leurs pratiques d'accumulation du capital, leurs investissements immobiliers – semble plus facile à comprendre et, pour le moins, plus proche des archétypes et des modes de vie occidentaux que véhiculent les médias et leur idéologie de la consommation à outrance.

Etrange paradoxe où *le bon* semble inaccessible de par sa relation à une nature qui nous est devenue étrangère, et où les marchands de notre mort deviennent si proches de par la culture qu'ils partagent avec nous. Cependant, il faut nuancer cette vision idyllique de la société indigène en la complétant par une autre de ses caractéristiques : les habitants de ces régions enclavées se sont tellement accoutumés aux crimes de sang et à l'usage des armes blanches ou des armes à feu de gros calibres que les peuples indigènes, au caractère en apparence si pacifique, sont ceux qui abritent le plus de mineurs et d'adultes homicides à l'intérieur de l'Etat du Chihuahua. La majorité de ces criminels incarcérés sont des producteurs de drogue, tranquilles dans la vie ordinaire, mais qui perdent tout contrôle d'eux-mêmes lorsqu'ils se trouvent en état d'ébriété. De fait, il n'est qu'à superposer une carte des *municipes* producteurs de drogue (Guadalupe y Calvo, Morelos, Guazapares, Batopilas, Guachochi, Urique et Chinipas), une autre des endroits de plus grande consommation d'alcool (par exemple Guachochi) et une dernière des localités de provenance des indigènes criminels incarcérés (Guadalupe y Calvo, Guachochi, Batopilas, Morelos, Chinipas, Urique, Guazapares, Ocampo, Moris et Uruáchi) pour s'apercevoir que la majorité d'entre ceux-ci sont originaires des zones de culture de drogue qui sont elles-mêmes les principales zones de consommation d'alcool[8]. C'est ainsi que, dans les deux *municipes* (Guadalupe y Calvo et Morelos) où se trouvent les plus grandes superficies de cultures de drogue, les statistiques officielles[9] montrent qu'au moment des périodes de semence et de récolte (d'avril à juin et de septembre à novembre), on assiste à une recrudescence des actes de violence.

Néanmoins, la culture de la drogue n'enrichit pas l'indigène ; elle lui offre seulement un recours pour satisfaire les besoins liés à sa survie ;

---

8 Cf. Alvarado, 1996

9 Cf Procuraduriá General de Justicia del Estado, *Anuarios Estadísticos del Estado de Chihuahua 1988-1994*.

le surplus financier qu'il acquiert au moment de la vente de sa récolte sera immédiatement dilapidé dans des beuveries collectives ou l'achat de biens ostentatoires (comme une camionnette de luxe ou des armes de gros calibre) ; c'est ce qui explique la situation de dénuement et de pauvreté dans laquelle se retrouvent les populations villageoises lorsque la répression parvient à éradiquer les cultures illicites. Cependant, le lien de cause à effet entre drogue et violence n'est pas évident car la culture de la violence avait déjà imprégné les comportements avant l'arrivée de la drogue et celle-ci n'a fait qu'amplifier le phénomène.

En effet, tuer pour assouvir une vengeance ne représente pas un déshonneur dans la Sierra ; cela fait partie de la vie La capacité à consommer de grandes quantités d'alcool est reconnue comme un signe de puissance de type machiste. Les raisons de l'engrenage qui conduisent à perpétrer un crime sont souvent futiles : une simple moquerie, un vol de récolte, un manque de respect à un membre de la famille, une rixe entre ivrognes qui dégénère. Pour les habitants de la Sierra, les conflits entre individus ou entre familles sont des contentieux d'ordre privé dans lesquels l'Etat n'a pas à s'immiscer ; de fait, le nombre de plaintes déposées auprès des tribunaux est pratiquement nul. C'est *la loi du talion* qui prédomine, les conflits personnels dégénérant en crimes qui conduisent ensuite à des *vendettas* familiales sur plusieurs générations. D'ailleurs, la communauté reconnaît aux individus ou aux familles lésés le droit de se faire justice par eux-mêmes ; les meurtres commis ne sont jamais dénoncé à la justice ; ce sont les criminels eux-mêmes qui, lorsqu'ils ne prennent pas la fuite (la loi concède une prescription au bout de dix années), vont se livrer à la police, moins pour expier leur faute que pour se mettre à l'abri en prison et se protéger de la vengeance de la famille adverse. Cependant, à partir du moment où le crime a été commis, le criminel est lui-même condamné à mort par la famille de celui qu'il vient d'assassiner. Le pardon, s'il a lieu, ne sera accordé ni par l'Etat, ni par un juge, ni par la communauté, mais par la famille lésée, après de multiples intercessions et négociations devant servir à déterminer le montant de la réparation.

L'alcool, d'abord comme instrument de colonisation, puis élément socialisant indispensable à la reproduction d'une culture de la pauvreté, de la domination politique et de l'exploitation par le travail – et son antidote qui produit les mêmes effets en prônant un esprit de sacrifice · la religion –, est très répandu dans ces contrées reculées. Selon certains

analystes [10], les *Tarahumaras* consacreraient un tiers de l'année à préparer des fêtes et à consommer le *tesgüino* (l'alcool traditionnel local), à tel point que l'alcool serait devenu le lien réunissant les membres de la communauté entre eux ; en effet, dans une société atomisée dont les familles sont disséminées dans d'innombrables fermes fort éloignées les unes des autres, la consommation de *tesgüino* constitue le prétexte aux réunions de voisinage, et donc favorise le maintien de la structure communautaire ; c'est ainsi que de nombreuses activités sont organisées avec forte consommation d'alcool : les mariages, les rencontres sportives, les négociations commerciales, les élections des autorités coutumières, les cérémonies religieuses, l'arrivée d'un nouveau sorcier ou d'un médecin traditionnel C'est souvent au cours de telles fêtes que surviennent des viols ou des rixes qui dégénèrent ensuite en assassinats. L'alcool s'achète soit légalement, soit clandestinement (pour les alcools plus forts qui sont interdits de vente) ; dans ce dernier cas, il s'agit d'un alcool de contre-bande qui se négocie à des prix très élevés. Le contrôle de la vente d'alcool est entre les mains de puissantes familles pour lesquelles il constitue un commerce fort lucratif ; ces familles ont obtenu une concession de vente grâce à leur affiliation politique, et souvent par la corruption ou le racket de fonctionnaires publics qui ont le pouvoir d'interdire le commerce et qui, en échange de la délivrance d'une autorisation administrative, exigent de partager les bénéfices des ventes réalisés grâce au *boom* économique de la drogue.

Enfin, la violence est aussi politique, puisque les caciques locaux, font régulièrement assassiner, par des bandes armées qui sont à leur service, les dirigeants de syndicats agricoles indépendants et les représentants des Indiens ; ces crimes restent toujours impunis[11]. Ici, au fond de la Sierra, les changements politiques sont peu perceptibles, tellement l'Etat, ses représentants, ses opposants sont loins. L'Etat est perçu comme un simple jeu de pouvoirs à travers lequel se reproduisent les élites locales et les caciques. Le seul acte des représentants politiques vis-à-vis des populations est le prosélytisme effectué lors des campagnes électorales. Dans la plupart des localités, il n'y a pas d'autre parti politique que le PRI, donc pas de parti d'opposition, pas d'organisations sociales

---

10 Cf. Kennedy, 1970.

11 Cf. les déclarations de l'ancien responsable de la Coordination Tarahumara du Gouvernement de l'Etat, rapportées par Alvarado, 1996, p 72

indépendantes ; les plus riches côtoient les plus pauvres, sans qu'existe aucune catégorie sociale intermédiaire. Les seules autorités communautaires qui représentent les populations sont les gouverneurs traditionnels, création de l'Institut National Indigéniste qui, à travers eux, fait avaliser et appliquer les politiques décidées au niveau fédéral. Les syndicats sont pratiquement tous des émanations du PRI. Toutes les instances de représentation convergent donc vers le PRI qu'elles servent à légitimer ou à imposer.

Les villes envoient l'alcool dans les montagnes, et des montagnes provient la drogue qui déstablise les pouvoirs, décompose les sociétés urbaines ; mais villes et campagnes partagent un même climat de violence meurtrière. Si le développement de la drogue est d'abord un problème social et politique, comment un gouvernement d'alternance au niveau régional pourra-t-il modifier les rapports de pouvoir afin de changer une culture marginale dominante au niveau – rural et urbain – local ?

B. LE POUVOIR LOCAL ET RÉGIONAL

En acceptant la concurrence électorale et en laissant se développer la liberté de la presse à partir des années 1980, le PRI s'exposait à une alternance politique dans l'Etat du Chihuahua. C'est ce qui s'est passé, tout d'abord au niveau municipal, et ensuite régional Ce projet s'inscrivait dans le cadre d'une "modernisation politique" censée déboucher, par l'émergence de contre-pouvoirs politiques et sociaux, sur une relégitimation des gouvernements fédéral et régionaux ; en effet, une telle restructuration devait provoquer un renouvellement des élites politiques, et permettre – grâce à une alternance limitée à certains partis (en privilégiant le PAN libéral) et concédée dans certaines régions – de pacifier la lutte politique, au détriment des caciques locaux et nationaux. En théorie, il s'agissait de diminuer la capacité de corruption de ces derniers en soumettant les pouvoirs exécutifs (fédéral et régionaux) à la compétition électorale. Cependant, la distance reste grande entre la mise en place de ce projet et son exécution, car il contient en lui-même la remise en cause de la prééminence du PRI. Comment ce projet de modernisation sera-t-il idéologiquement récupéré par le PRI ? quelles seront les stratégies développées par les élites traditionnelles pour

conserver le pouvoir au niveau national et local ? comment un changement de statut des élites locales provoquera-t-il une réorientation de leurs stratégies de domination (par des alliances opérées avec les acteurs des marges externes du système) ? et finalement, comment le clientéliste se perpétuera-t-il dans un contexte de mise en place d'un système libéral-démocratique ? Ces questions seront posées à partir de l'analyse de l'alternance politique qui a eu lieu dans l'Etat du Chihuahua.

C'est donc le 12 juillet 1992 que tout a basculé pour le PRI dans l'Etat du Chihuahua ; ce jour-là fut une déroute complète pour ses candidats, alors que le PAN remportait tous les postes électifs en jeu et pouvait dès lors contrôler le gouvernement local, le Congrès local et la plupart des municipalités de l'Etat (hormis celle de la capitale : Chihuahua). Le changement des mœurs politiques a été engagé par les nouveaux gouvernants dans quatre directions différentes : la lutte contre la corruption, l'adoption d'une nouvelle politique fiscale, les réformes constitutionnelles et la lutte contre la drogue.

La lutte contre la corruption

Il s'agissait là d'une des grandes orientations de la campagne électorale : l'objectif était de moraliser la vie politique et de mettre fin à la corruption institutionnelle, afin de redonner une légitimité au personnel politique, et de montrer que les économies ainsi réalisées pouvaient être canalisées vers la modernisation de l'outil de production régional et la création d'emplois nouveaux. Certains budgets (communication, relations publiques) qui étaient naguère grands pourvoyeurs de faveurs en nature (repas gratuits dans de grands restaurants, séjours de récréation, cadeaux divers) auprès de certaines professions (comme les journalistes, par exemple) ont été fortement diminués.

Par ailleurs, la grande corruption des hauts fonctionnaires publics régionaux a été entravée par l'adoption de mesures visant à augmenter les salaires des membres du cabinet du gouverneur ; cependant, quelques temps plus tard, par solidarité avec les contribuables confrontés à une forte pression fiscale de la part de son propre gouvernement (mais aussi devant l'impopularité des augmentations salariales accordées aux hauts fonctionnaires dont les salaires dépassaient ainsi ceux des hauts dirigeants du secteur privé), le gouverneur a décidé de

réduire son propre salaire de 15%, et celui des membres de son cabinet de 10%

Mais les mesures les plus spectaculaires ont consisté à lutter contre certaines rentes de corruption et contre l'impunité dont jouissaient traditionnellement les élus (présidents municipaux, conseillers municipaux, députés locaux) et les fonctionnaires de base convaincus de détournements de fonds publics. C'est ainsi que fut entamée une lutte frontale contre le corporatisme syndical (surtout représenté dans le secteur éducatif) et politique (fortement actif à travers sa composante jugée la plus *pervertie*, c'est-à dire le Comité de Défense Populaire, CDP) ; comme pour la plupart des organisations politiques fondées sur une structure syndicale et disposant d'une large clientèle, la défense de ses affiliés par le CDP s'opère d'une manière paternaliste · les avantages en nature que les obligés reçoivent (aides financières, service social, logement, congés, assistance judiciaire) servent, en fait, à voiler et à légitimer une corruption d'envergure beaucoup plus grande de la part de leurs représentants et des responsables de l'administration (complices du détournement d'une partie des subventions octroyées par les pouvoirs publics ou laissant se développer, contre rétribution, les affaires illégales des représentants politiques et syndicaux). Il en fut de même pour les organisations syndicales de certaines entreprises para-publiques (Pemex, Aeromexico ou Ruta 100) qui ont eu à subir des coups très violents de la part des autorités politiques depuis 1988, l'orthodoxie libérale anti-corporatiste servant de prétexte pour privatiser ces entreprises, démobiliser leur personnel (en emprisonnant les responsables syndicaux) ou pour installer des représentants plus dociles à la tête des syndicats.

Les principales activités du CDP – qui bénéficiait de la protection du PRI contre une pacification des rapports sociaux et un apport de voix lors des élections – consistaient en l'organisation de la contrebande de marchandises destinées à être vendues sur certains marchés publics, en la régularisation des véhicules importés clandestinement, et en l'occupation illégale de terres périphériques urbaines afin de loger la clientèle affiliée à cet organisme mi-politique, mi-syndical. Après la victoire du PAN, le CDP a mobilisé ses clientèles afin de perturber, par des manifestations, les actions entreprises par la nouvelle administration ; des négociations ont alors été menées qui ont consisté, pour le PAN, à reconnaître l'existence du CDP à condition que ses dirigeants acceptent d'adopter, pour leur organisation, un statut d'entreprise

commerciale privée – et la première conséquence de ce statut, c'est-à-dire d'être soumis à l'impôt.

Concernant l'occupation forcée des terres périphériques, une nouvelle politique urbaine a été décidée consistant à n'accepter l'urbanisation que sur des terrains préalablement dotés de services publics et d'infrastructures élémentaires ; c'est ainsi que les terrains les plus récemment envahis ont été transformés en jardins publics et que les vendeurs de rue ont été délogés des trottoirs, installés sur des marchés réglementés et fiscalisés. Il s'agissait ainsi de rompre avec une politique fondée sur la promesse, jamais accomplie, de raccordement aux réseaux urbains des habitations situées dans les quartiers périphériques envahis ; cette stratégie, utilisée autant par le PRI que par le CDP, visait à s'attacher des clientèles en les rendant dépendantes de l'influence dont disposent les caciques locaux auprès des responsables administratifs ; mais les populations, lassées d'une attente pouvant durer plusieurs dizaines d'années, ont finalement retiré leur confiance aux caciques locaux, et les ont sanctionné en reportant leur voix sur l'opposition représentée par le PAN. Les représentants du CDP ont donc connu une importante diminution des bénéfices de leurs rentes, mais ils se sont soumis aux nouvelles directives en attendant avec impatience le retour du PRI au pouvoir pour reprendre leurs affaires (ou bien, ce qui revient au même dans un système clientéliste rentier, le retour du PRI aux affaires pour reprendre leur pouvoir).

La lutte contre l'impunité des anciens dirigeants politiques a été concentrée sur la bataille des *finiquitos* constitutionnels ; le *finiquito* est un "solde de tout compte" qui est accordé au responsable élu de la précédente administration par son successeur ; il consiste à barrer d'un trait de plume et à couvrir tous les actes illégaux qui ont contribué à vider les caisses et à inonder l'administration suivante de nombreuses dettes impayées ; dans des cas extrêmement rares (qui relèvent plutôt du règlement de compte politique que de la moralité publique), si certaines limites tolérées sont dépassées, la sanction peut déboucher sur un "jugement politique" de l'élu convaincu de malversations ou d'erreurs caractérisées de gestion ; dans la plupart des cas, l'Etat fédéral accorde une aide exceptionnelle pour renflouer les caisses et éponger les dettes de l'année budgétaire en cours, ce qui permet d'éviter toute sanction juridique pour l'élu sortant.

Dix mois après avoir pris possession du pouvoir, le Congrès local *paniste* (sous l'instigation du nouveau gouverneur) refusait le

finiquito au gouverneur sortant et à 31 des 67 anciens présidents municipaux *priistes* pour l'exercice financier portant sur la dernière année de leurs mandats ; l'exécutif régional déposa une vingtaine de plaintes contre des anciens fonctionnaires municipaux du PRI qui débouchèrent sur neuf ordres d'appréhension pour les motifs suivants : exécution de contrat sans l'aval du contrôleur financier, donations et prêts sans autorisation administrative, dépenses sans justifications, détournement de fonds publics (municipaux et fédéraux, notamment liés aux politiques sociales conduites dans le cadre des Programmes Nationaux de Solidarité), trafic d'influence et népotisme lié à ce trafic. Des manifestations de soutien au précédent gouverneur furent alors organisées avec l'appui du CDP et de l'opposition de gauche, mais, étonnamment, sans la participation des nouveaux dirigeants du PRI qui se désolidarisèrent ainsi de leur ancien maître de clientèle et affichèrent leur adhésion, électoralement opportune, à la moralisation de la vie politique. Des négociations furent alors entamées avec les autorités fédérales pour éponger, grâce à l'octroi de subventions, les dettes de la précédente administration ; le refus du *finiquito* apparut dès lors comme une menace adressée au niveau fédéral, et cette pression aboutira effectivement à un règlement financier.

Cette collusion du gouverneur *panista* de l'Etat du Chihuahua avec le président de la République – qui sera jugé ultérieurement responsable du marasme financier de décembre 1994 –, sera l'une des explications de la défaite du PAN lors des élections législatives et municipales locales de juillet 1995.

La nouvelle politique fiscale

L'un des premiers objectifs de la nouvelle administration fut d'améliorer le montant des rentrées fiscales liées au paiement, d'abord de l'impôt foncier acquitté par les particuliers, et ensuite de l'impôt sur les salaires (correspondant à 2% du montant total hors primes des salaires déclarés) prélevé sur par les entreprises du secteur privé ; ce dernier impôt constitue une des principales sources de revenu du gouvernement local. La nouvelle administration bénéficia de l'expérience acquise lors de la conquête des municipalités de Ciudad - Juárez et de Chihuahua, en 1983, qui avait débouché sur l'actualisation du cadastre, ce qui avait permis un doublement des rentrées fiscales pour les entités concernées L'évasion fiscale était estimée, début 1993,

à 30% du montant total qui aurait dû être perçu. Les traditionnelles négociations par branches industrielles, par l'intermédiaire des organisations patronales, pour fixer le montant de l'impôt annuel, ont été remplacées par une relation directe avec les chefs de chaque entreprise concernée, et ceci à partir d'une actualisation des listes de contribuables. Des plans d'échelonnement des dettes ont été mis au point, l'Etat disposant d'un droit de recouvrement sur les cinq années précédentes. Ici encore, la menace a été dissuasive et a permis de discipliner le comportement civique des entrepreneurs dans leur relation à l'Etat local ; cependant, l'effet d'intimidation du gouvernement a été réduit par le chantage de certains entrepreneurs, menaçant d'être acculés au dépôt de bilan si les recouvrements exigés par l'Etat ne prenaient pas en compte la situation économique et financière de leurs entreprises déjà fragilisées par l'ouverture des frontières.

En fait, la principale cause du mauvais recouvrement des recettes fiscales par les Etats fédérés réside, au Mexique, dans le mode de répartition des impôts entre les niveaux fédéral et régional, ainsi que dans le rapport de force existant entre ces deux instances ; alors que les entrepreneurs s'acquittent scrupuleusement des impôts exigés par la fédération, ils manifestent peu d'enthousiasme à faire de même vis-à-vis de l'administration des Etats locaux Il faut aussi reconnaître que les gouverneurs ont coutume d'être peu exigeants vis-à-vis des entrepreneurs, pour plusieurs raisons : 1) ils sont eux-mêmes impliqués dans les affaires régionales ; 2) ils sont soucieux de maintenir de bonnes relations avec des entrepreneurs locaux, pourvoyeurs d'emplois et co-garants (avec les représentants syndicaux) de la pacification des rapports sociaux ; 3) le soutien financier ou politique des entrepreneurs est déterminant, d'un point de vue électoral ; et 4) parce que, d'une manière générale, le clientélisme fonctionne toujours par l'endettement moral, financier ou judiciaire des obligés. C'est pourquoi, au Mexique, le mode de répartition des recettes fiscales est à rapporter au système politique qui se fonde sur un fédéralisme centralisateur ; en effet, la plupart des impôts (revenu, TVA) sont captés directement par la fédération qui, après un savant calcul de péréquation, en conserve 77 % et en restitue 18 % aux gouvernements locaux et 5 % aux

municipes[12] ; parmi les recettes restituées par la Fédération, 90 % sont consacrées à des dépenses obligatoires de paiement des fonctionnaires publics (professeurs, agents administratifs), le reste étant dirigé vers les dépenses courantes des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire des entités fédérées , cette concentration, par la fédération, des recettes fiscales explique que les Etats soient obligés de fortement s'endetter auprès des banques[13] pour disposer de ressources complémentaires et favoriser le développement local ; c'est ce qui explique que 60 % de la dette publique des Etats fédérés est contractée auprès de la banque commerciale privée dont les taux d'intérêts prohibitifs (de l'ordre de 50 à 70 %) sont cependant inférieurs à ceux de la banque publique de développement. De cette manière la Fédération peut exercer un contrôle politique lorsqu'elle est appelée à garantir les emprunts contractés par les administrations locales et régionales ou en faisant pression sur les banquiers pour qu'ils acceptent ou non de délivrer des crédits aux entités fédérées ; il est donc de l'intérêt des gouverneurs (même d'opposition) d'entretenir de bonnes relations aux niveaux du ministère fédéral du Budget ainsi que de la présidence de la République ; ces négociations ont permis au gouvernement *paniste* de Chihuahua de recevoir une contribution exceptionnelle de l'Etat fédéral afin de réduire de moitié son déficit budgétaire. Cependant, cette aide n'a pas empêché que le remboursement des dettes contractées (capital et intérêts) corresponde à 30 % du montant du budget pour l'année 1995 ; en l'occurence, la partie la plus importante de cette dette avait été contractée par la précédente administration pour mener à terme le programme de construction de nouvelles routes (et notamment l'axe reliant les villes de Chihuahua et de Ciudad Juárez) ; pour réaliser ces infrastructures, l'ancien gouvernement avait trouvé de nouveaux mécanismes de financement consistant en l'émission, garantie par l'Etat régional, de bons de participation et d'actions. En prenant comme base de départ que la dette publique globale des Etats fédérés avait augmenté de 61 % en une année, il devient possible d'affirmer que la

12. Telle est la principale limite de la décentralisation administrative réalisée en 1984, depuis la réforme de l'article 115 de la Constitution, qui visait à donner plus d'initiative au pouvoir municipal

13 Cf. l'entretien avec Carlos Castillo Peraza, ex-président national du PAN, paru dans *Proceso*, n° 960, 27 mars 1995

fédération s'était défaussée sur les banques privées pour financer le développement local et les effets néfastes de l'ouverture des frontières vis-à-vis des économies régionales.

Le fédéralisme centralisateur, le manque de compétitivité de nombre d'industries locales, le désengagement de l'Etat fédéral et la récession économique constituent donc autant de limites à un changement décisif des politiques fiscales régionales.

La réforme constitutionnelle

La réforme constitutionnelle a été décidée en septembre 1994, débouchant sur les modifications ou additions apportées à 139 des 203 articles de la constitution de l'Etat de Chihuahua ; cette réforme avait pour objectifs de formaliser les règles d'un Etat de droit moderne qui respecterait la séparation entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, qui autoriserait la participation du peuple à la vie politique, et qui lierait le respect de la personne humaine à la défense des droits de l'homme. L'Etat de droit a été renforcé à travers diverses mesures, portant notamment sur la création d'organismes électoraux autonomes où tous les partis sont désormais représentés, la suppression des "soldes de tous comptes" (les *finiquitos*) gouvernementaux et municipaux, la séparation entre l'Etat et le parti majoritaire, et la réduction du pouvoir exécutif simultanément à l'accroissement des attributions relevant des pouvoirs judiciaire et législatif. La démocratie directe de participation a été prévue à travers la légalisation de l'initiative populaire (obligeant le Congrès à légiférer sur tout projet à l'initiative de la communauté), du référendum (permettant aux citoyens d'approuver ou de modifier les réformes à la constitution ou aux lois secondaires) et le plébiscite (à l'initiative de l'exécutif et portant sur certains actes ou décisions du gouvernement qui engagent l'ensemble de la collectivité). Enfin, la défense des droits de l'homme a été assurée à travers la reconnaissance et la protection des droits des peuples indigènes (dont les terres ont été déclarées inaliénables), le mode de nomination du président de la Commission *Estatale* (c'est-à-dire régionale) des Droits de l'Homme[14] qui sera dorénavant désigné par le Congrès (et non plus

14 Celle-ci est différente de la Commission Nationale des droits de l'homme (créée en 1990, liée au gouvernement fédéral et influencée par lui) et des organismes indépendants (associatifs ou de contre-pouvoir) de défense des droits de l'homme

par l'exécutif), et diverses mesures comme l'interdiction de la détention des personnes à des fins d'enquête Ces réformes constitutionnelles auront permis de formaliser une autre conception de la vie politique et publique, mais leur impact reste néanmoins limité parce qu'elles n'engagent pas les acteurs fédéraux protégés par l'impunité (police fédérale, armée), qu'elles sont difficilement applicables dans les zones les plus enclavées de la région (et notamment les territoires indigènes où les abus de pouvoir sont pratiqués par les caciques locaux), et, enfin, qu'elles sont inadéquates à des pratiques politiques valorisant la corruption (c'est-à-dire le commerce de la transgression de la loi) et vis-à-vis desquelles l'inégalité devant la loi apparaît comme le reflet de ségrégations sociales fortement enracinées.

La lutte contre la drogue

Comme la plupart des politiques de lutte contre la drogue, celle du PAN a consisté à mêler des mesures répressives et préventives. Dans toutes les municipalités ou les Etats que le PAN a jusqu'à présent conquis au Mexique, sa politique de socialisation privilégie l'utilisation de deux instruments principaux : 1) *la religion*, comme cadre moral, mais également comme dispositif d'encadrement social des populations marginales dont des sacerdotes humanitaires (nouveaux missionnaires de l'évangélisation des pauvres dispensant une charité *sponsorisée* conjointement par le patronat chrétien et les autorités régionales) prennent en charge la satisfaction de certains besoins primaires (distribution de médicaments, assistance sociale, animation de quartiers par la promotion du sport, formation professionnelle par la création d'ateliers d'apprentissage) ; et 2) *la police*, destinée à réprimer ceux qui résistent à l'intégration sociale par la morale et la religion, dont les effectifs sont accrus ainsi que sa présence sur le terrain, ce qui a pour but de rassurer une population inquiète de l'augmentation de la délinquance et de la pauvreté Il est bien évident qu'aucune de ces deux instances (la carotte et le bâton, le sabre et le goupillon) ne s'attaque au problème de la restructuration de l'appareil productif qui a généré une désintégration sociale par l'absence de travail et la relégation dans la pauvreté ou les activités souterraines.

Concernant l'arsenal répressif, il faut souligner que les autorités régionales disposent de moyens d'action limités car elles ne sont pas directement concernées par la lutte contre la drogue qui est une

prérogative fédérale ; cependant, dans le Chihuahua, elles ont tenu à réagir face à la faiblesse des moyens mis à la disposition des policiers municipaux par les précédents gouvernements *priistes*. C'est ainsi que de nouvelles antennes de police régionale ont été créées dans les localités les plus reculées de la Sierra, là où les plantations illicites sont nombreuses, et qui étaient auparavant dépourvues de toute sécurité publique (Guadalupe y Calvo, Dolores, Baborigame, Creel, San Rafael) ; les policiers de base, municipaux et régionaux, affectés dans ces villages ont perçu un supplément d'armement. Leur effectif a également été augmenté, sans pour cela être suffisant puisque, en 1995, seulement 3 500 policiers municipaux, 70 policiers fédéraux et quatre agents du ministère Public étaient recensés sur tout le territoire d'un Etat dont la superficie est de 247 000 km^2, c'est-à dire l'équivalent de la moitié du territoire français, et où on estime que la culture de la drogue est disséminée sur une étendue de 30 000 km^2, dans des zones peu accessibles et fortement accidentées, à cause d'un relief de gorges[15] ; quant aux sept municipalités les plus violentes qui réunissent une population de 120 000 habitants, elles ne disposaient que d'un effectif de 120 policiers. La population locale a réagi diversement à l'apparition d'un appareil répressif qui contrariait la bonne marche des cultures illicites – mais considérées comme légitimes ; de nombreux actes d'intimidation ont été perpétrés comme le fait de provoquer les forces de police nouvellement installées en les choisissant régulièrement pour cible lors de séances de tirs qui se terminent toujours par la fuite des assaillants ; le sentiment anti-gouvernement qui prédomine dans ces zones explique la complicité populaire dont bénéficient les *flingueurs* d'uniformes, même si ces derniers sont capables de se retourner contre les populations au cours d'autres équipées sauvages Toujours est-il que les résultats de cette politique répressive n'ont pas été à la hauteur des espérances attendues : les policiers ne sont pas parvenus à pacifier les zones à l'intérieur desquelles ils devaient rétablir l'ordre public ; la vente clandestine d'alcool continue (car elle est liée à des intérêts supérieurs) et, avec elle, son cortège de violence ; les populations ne sont toujours pas désarmées si bien que n'a pas diminué le nombre des homicides. Finalement, l'accroissement des effectifs policiers aura provoqué l'effet inverse de celui qui était recherché : les forces de répression sont apparues davantage comme un facteur

15 Cf Alvarado, 1996.

supplémentaire stimulant la violence plutôt que comme un dispositif de pacification des relations communautaires. En fait, la focalisation répressive de la lutte contre la drogue s'avèrera vaine pour des raisons qui, ainsi que cela sera démontré ultérieurement, sont indépendantes de la quantité des moyens matériels ou humains mis à la disposition des autorités.

Par ailleurs, il faut bien reconnaître que la destruction des plantations illicites remet en cause la principale source de revenus de ces paysans, majoritaires dans certaines zones rurales, qui les cultivent. Les maires de ces localités n'ont donc aucun intérêt à participer à cette lutte car ils risqueraient de perdre la confiance de leurs administrés et donc d'être sanctionnés dans le déroulement de leur carrière politique, ou même d'y perdre la vie.

Une autre mesure a été mise en œuvre afin de désenclaver ces zones et d'offrir des sources alternatives de revenus aux populations. C'est ainsi que l'activité touristique a été favorisée par la construction de nouvelles routes asphaltées qui relient maintenant les bourgs de Parral et Guadalupe y Calvo, Parral et Guachochi, Creel et Guachochi, Creel et San Rafael ; ces routes devaient permettre de faciliter les communications avec le reste de l'Etat et d'établir des barrages routiers pour mieux surveiller le trafic de drogue. En fait, même si les localités concernées (el Divisadero Barrancas, les cascades de Basaseáchic et de Cusárare, San Rafael, Creel et Batolipas) ont été nettoyées des cultures illicites, celles-ci se sont déplacées vers d'autres zones encore plus enclavées à l'intérieur des mêmes *municipes* (Urique, Guerrero, Bocoyna). Les routes amènent les touristes, mais le tourisme ne profite qu'à une minorité des habitants Donc, en détruisant les plantations de drogue qui représentaient un recours face à la crise, la répression n'a fait qu'accentuer les causes structurelles de la misère qui frappe ces régions · la faible productivité des terres agricoles, l'absence de création d'emplois, la faillite des mines et de l'activité forestière. Finalement, les routes auront servi à faciliter l'émigration urbaine des populations.

Enfin, seul aspect positif, les campagnes visant à promouvoir la citoyenneté des populations afin de les faire participer à la vie politique et de leur faire prendre conscience qu'à travers leur vote, elles pouvaient se libérer des caciques traditionnels qui monopolisent les richesses locales, ont eu comme conséquence que, lors des scrutins de 1992, 94 et 95, le nombre des votes attribué à l'opposition *paniste* a augmenté ; en 1995, la petite municipalité de Chinipas a même été gagnée par un

candidat soutenu par le PAN. La reconnaissance et la réactivation de l'autorité des gouverneurs traditionnels ainsi que la mise à la disposition de ceux-ci de personnels et de moyens financiers (pour ne pas céder à la menace, au chantage ou à la corruption) pourraient également apparaître comme une solution à la pacification des relations communautaires ; en effet, cette autorité, reconnue légitime par les populations indigènes, avait pour rôle de préserver la tradition des ancêtres, de veiller à ce que soient réalisés, dans les communautés, les actes religieux et sociaux et de solutionner à temps les conflits entre les particuliers ; la fonction de médiateur des gouverneurs traditionnels était censée préserver l'harmonie sociale en soumettant toute décision engageant la collectivité à un consensus entre ses membres. Mais les autorités civiles métisses (maires et caciques locaux) se sont progressivement substituées à l'autorité coutumière, au fur et à mesure que les communautés indigènes étaient – plus ou moins volontairement – dépossédées de leurs terres par les industriels du bois, des mines d'argent et de la drogue.

C'est donc plutôt d'une analyse du rapport de force établi entre acteurs dans et hors la loi, associés ou contrôlant les niveaux fédéral, régional et local (municipal), que pourra surgir une explication du développement de la production et du trafic de drogue. En effet, si cette économie souterraine existait déjà avant l'arrivée du PAN au pouvoir, et si elle s'est trouvée renforcée ultérieurement, c'est non seulement parce qu'elle représentait un recours "légitime" permettant de combler les déficiences de l'Etat clientéliste – populiste ou libéral – en matière de moyens à consacrer au financement des politiques sociales et de certains secteurs économiques en difficulté, mais également parce qu'elle bénéficiait du *laisser-faire actif* de la part des représentants de certaines institutions ou de certains groupes politiques puissants. Maintenant, cette économie souterraine apparaît comme un nouveau cadre de l'intégration sociale, à la marge du système. Une marge organisée qui se greffe sur un tissu de ramifications institutionnelles...

CHAPITRE II

LES ORGANISATIONS DU TRAFIC

Dans l'Etat du Chihuahua, la déroute électorale du PRI (le parti dominant à l'échelle nationale), en 1992, a provoqué une débandade des militants et responsables de ce parti, ainsi qu'une perte de légitimité et de crédibilité manifestée par sa base sociale traditionnelle. Les élites et notables locaux du parti furent remis en cause par les militants (et notamment l'ancien gouverneur, désigné comme principal responsable de la défaite) ; le PRI régional se retrouva démantelé, sans capacité de gestion et de redistribution, sans influence vis-à-vis du nouveau gouvernement *estatal* de couleur *paniste*. Mais surtout, les caciques traditionnels du monde rural et des lotissements populaires urbains se retrouvèrent isolés, dépourvus de la protection dont ils bénéficiaient auparavant de la part des autorités municipales et régionales ; dès lors, le système clientéliste local fut déconnecté de son soutien institutionnel. Cependant, dans les coins les plus reculés de l'Etat, les cultures illicites de drogue se poursuivirent, tandis que la frontière du Chihuahua avec les Etats-Unis constituait toujours un lieu de passage très prisé par les trafiquants. Comment le système marginal mis en place précédemment avait-il été si efficacement intégré par l'Etat clientéliste au point qu'il pouvait désormais s'autonomiser du nouveau gouvernement régional, peu enclin à le tolérer, et continuer à prospérer sur les territoires local, national et transfrontalier ?

C.E.D.I.D. - IRD

A. LE SYSTÈME D'INTÉGRATION D'UNE ÉCONOMIE SOUTERRAINE RÉGIONALE

L'histoire de ce qu'il est convenu d'appeler, au Mexique, le cartel de Ciudad Juárez commence, en fait, à partir des années 1940, dans l'Etat voisin du Sinaloa (en bordure du Pacifique) par un accord tacite entre les gouvernements mexicain et américain en vue de promouvoir la culture de pavot devant servir à couvrir les besoins de l'armée américaine en morphine et en héroïne durant les conflits militaires. L'Etat du Sinaloa fut choisi parce que la culture de pavot y était déjà développée (à une échelle modeste) à la fois pour servir de plante ornementale, mais aussi pour satisfaire les besoins en opium de la petite communauté chinoise ayant choisi de demeurer au Mexique après avoir servi de main-d'œuvre (dans les années vingt) pour la construction des voies ferroviaires traversant la Sierra Madre Occidentale et reliant les villes de Los Mochis et de Chihuahua. Cet accord restera en vigueur jusqu'en 1946, date à laquelle le gouvernement américain le résilie ; mais les structures de production à grande échelle sont dès lors implantées dans cette région dont les habitants ont connu, grâce à elles, une richesse rapide et inespérée. Elle ne sera pas éphémère. Avec l'assentiment des différents gouvernements qui se succèdent (régionaux et ensuite nationaux), d'autres acheteurs prennent le relais, et ainsi commence le commerce illégal – mais toléré – du pavot, dans la zone de ce qu'on dénommera *le triangle d'or du Mexique*, constitué par le territoire environnant la frontière commune entre les trois Etats mexicains du Chihuahua, de Sinaloa et du Durango. Se servant, au début des années 1960, des réseaux familiaux et des canaux ouverts par les contrebandiers installés à la frontière et dont le savoir-faire fut utilisé pour passer la marijuana, les trafiquants mexicains développeront progressivement leurs propres routes de trafic de marijuana, mais également de cocaïne et d'héroïne. C'est ce qui explique que certains contrebandiers, reconvertis dans le trafic de drogue, amasseront d'immenses fortunes, car ils se poseront comme relais indispensables pour assurer un trafic doublement lucratif puisqu'il fonctionnait dans les deux sens : d'un côté le transport au Mexique de toutes sortes de produits manufacturés interdits d'importation pour cause de protectionnisme, et de l'autre le passage aux Etats-Unis de la drogue. Chacun y trouvera son compte (agriculteurs, trafiquants, responsables

politiques locaux, commerçants, banquiers, entrepreneurs) jusqu'à ce que le puissant voisin du Nord se fâche lorsque, dans les années soixante-dix, la culture mexicaine du pavot connaît un tel essor qu'elle est perçue comme une menace sociale par les autorités américaines. L'accoissement de cette production au Mexique doit être relié à la fin de la prohibition en Turquie (les cultures désormais autorisées devant servir à des fins médicales) et au démantèlement de la *French connection* qui contrôlait le trafic d'héroïne en direction des Etats-Unis. Actuellement, le Mexique fournirait 25 % de l'héroïne consommée aux Etats-Unis.

C'est alors que fut déclenchée l'opération *Condor*, réalisée au cours de la période 1971-1978 et qui consistait à allier les forces policières et militaires de certains pays d'Amérique centrale (dont le Mexique) et celles des Etats-Unis afin de réprimer les producteurs de plantes illicites. Au Mexique, la répression sera féroce pour les populations de petits agriculteurs (des Etats de Chihuahua, Sinaloa, Jalisco, Michoacán, Guerrero et Oaxaca) et vaine vis-à-vis des grands trafiquants. La mafia locale sera néanmoins décapitée, tandis que les petits paysans (et leurs familles) travaillant pour elle viendront grossir le flot des migrants résidant à la périphérie urbaine de la ville de Culiacán, la capitale du Sinaloa ; quant aux gros trafiquants, ils émigreront dans l'Etat du Jalisco et fonderont le cartel de Guadalajara qui diffusera ses activités illégales à l'échelle d'une grande partie du territoire national ; aujourd'hui encore, plus de 80 % des grands narcos incarcérés dans la prison de haute sécurité d'Almoloya de Juárez (Etat de México) sont originaires du Sinaloa, et, dans cet Etat, 40 % de la population pénitentiaire (sur un total de 5 000 prisonniers) est détenue pour motif de possession ou de trafic de drogues[16] , de plus, la plupart des *capos* encore en activité sont également originaires de l'Etat du Sinaloa. C'est ainsi que, grâce à l'opération *Condor*, la culture de la drogue, au lieu d'être éliminée, sera déplacée et étendue aux Etats du Michoacan, Sonora, San Luis Potosi, Zacatecas, Guerrero, Oaxaca... Depuis Guadalajara comme centre de leurs opérations, les têtes du trafic de drogue (Rafael Caro Quintero, Ernesto Fonseca Carrillo, Miguel Angel Felix Gallardo) dirigeront la culture du pavot et du cannabis au Mexique, l'importation de cocaïne de Colombie, le passage des marchandises à travers la frontière et la

16 Selon les déclarations du président de la Commission de Défense des Droits de l'Homme de l'Etat du Sinaloa, reproduites par *La Jornada* du 17 janvier 1996.

distribution de la drogue vers la zone centrale de Californie. C'est ce qui explique pourquoi, à l'issue de l'opération *Condor*, les autorités américaines décideront de concentrer leur effort répressif non plus prioritairement contre les producteurs, mais surtout contre les trafiquants ; malgré les promesses du président Clinton lors de sa campagne électorale, il ne semble pas que la politique américaine ait changé ces dernières années au point de s'attaquer véritablement, à travers la mise en chantier de politiques sociales ou sanitaires, aux causes et aux effets qui motivent le comportement des consommateurs.

A partir de 1976, le système des grandes organisations de narcotrafiquants, à l'échelle nationale, est véritablement activé au Mexique. Alors que la répression contre les cultivateurs de cannabis se poursuit, sont mises en place les grandes organisations criminelles qui, sous la protection de certains secteurs du pouvoir politique, inondent, par voie maritime, le continent européen d'héroïne et de marijuana mexicaines. D'autre part, lié au processus de cartélisation, le grand commerce institutionnel de la cocaïne est lancé, en relation avec des partenaires colombiens ; mais il faudra attendre 1984 pour que soient formalisés les contacts entre narcos colombiens (du cartel de Calí) et mexicains (du cartel de Guadalajara) ; une réunion au sommet se serait ainsi tenue entre le Colombien Gonzalo Rodriguez Gacha, alias "el Mexicano", le Hondurien Ramón Matta Ballesteros et le Mexicain Felix Gallardo pour consolider une alliance et convertir le Mexique en nouveau corridor de la cocaïne colombienne à destination des Etats-Unis. En effet, il devenait urgent pour les Colombiens de trouver une solution de remplacement à la fermeture prévisible de la route des Bahamas (fermeture qui deviendra effective en 1985, sous la pression des Américains) ; là, le Colombien Carlos Lehder avait acquis l'île Norman´s Cay, en 1978, pour que les avionnettes venant de Colombie, y fassent un plein de combustible afin de pouvoir atteindre le golfe du Mexique, au sud de la Floride, où les chargements de cocaïne étaient balancés à la mer et récupérés par des complices sur des embarcations. Carlos Lehder sera extradé en 1987 par le gouvernement colombien vers les Etats-Unis où il sera jugé et condamné à la réclusion criminelle à perpétuité et à une peine supplémentaire de 130 années de prison. Quant au trafic maritime (éjection de la drogue depuis un avion et récupération à l'aide d'une embarcation), il est toujours florissant, même si les routes ont été récemment déplacées, privilégiant aujourd'hui davantage la voie Pacifique du golfe de Californie à celles, Atlantique, qui avaient été utilisées antérieurement, c'est-à-dire,

dans un premier temps, la route des Caraïbes, et ensuite celle du golfe du Mexique. A partir des années quatre-vingt fut décidée l'ouverture de la route des Caraïbes qui fit la fortune des trafiquants mexicains , au début simples passeurs ou protecteurs des chargements de cocaïne andine, à la solde des trafiquants colombiens, les narcos mexicains devinrent progressivement, sous l'impulsion de Felix Gallardo (et grâce au laisser-faire du gouvernement de Miguel de La Madrid), des partenaires à part entière du cartel de Medellin pour l'acheminement de la cocaïne aux Etats-Unis. Le *capo* du cartel de Medellin était, à ce moment-là, Gonzalo Rodriguez Gacha, alias "el Mexicano" (tant il avait adopté les manières de la culture populaire mexicaine : goût des fêtes, de la musique *ranchera,* des corridas...) ; jusqu'en 1989, "el Güero" Palma (qui devait devenir plus tard l'un des deux capos de l'organisation de Sinaloa) fut le lieutenant de Felix Gallardo, supervisant les réseaux de distribution dans l'Etat de Californie, pour le compte de l'organisation de Guadalajara. Plus tard, les héritiers de l'organisation de Guadalajara, les frères Arellano Felix (cousins de Miguel Angel Felix Gallardo) iront fonder l'organisation de Tijuana, tandis que Luis Hector "el Güero" Palma Salazar et Joaquim "el Chapo" Guzman Loera (arrêtés respectivement en juin 1995 et juin 1993) fonderont l'organisation de Culiacán (également dénommée cartel de Sinaloa) ; les deux organisations se livreront une lutte fratricide pour des raisons de conquête de territoire, de conquêtes féminines, d'influence politique et de contrôle du trafic d'héroïne (la drogue qui tend à supplanter la cocaïne aux Etats-Unis). Depuis 1993, sous l'impulsion du *capo* de l'organisation du Golfe, Juan García Abrego, les narcos mexicains contrôlent directement le trafic ; alors qu'auparavant les narcos colombiens étaient habitués à superviser les déplacement de la cocaïne sur le territoire mexicain et leur livraison aux Etats-Unis, dorénavant, ce sont les trafiquants mexicains qui recevront les chargements, s'en approprieront une partie comme paiement du passage sur leur territoire, et transporteront ensuite la marchandise aux Etats-Unis où ils la distribueront à travers leurs réseaux locaux. Depuis la décapitation des cartels colombiens de Medellin et de Cali (en 1994 et 1995), les trafiquants mexicains, selon la DEA, vont même jusqu'à établir directement des liens avec les organisations péruviennes ou boliviennes afin de réceptionner localement, à la place des Colombiens, la marchandise qu'ils transporteront ensuite jusqu'aux Etats-Unis. Les moyens mis à la disposition du trafic ont également évolué : alors que dans les années 1980, des avionnettes de type *Cessna* pouvaient transporter une tonne de

cocaïne depuis la Colombie, aujourd'hui, ce sont d'énormes 727 qui acheminent la drogue (selon les déclarations de Thomas Constantine, directeur de la DEA, le 30 mars 1995, devant le Congrès américain) ; au cours des trois dernières années, au moins neuf avions de ligne de fort tonnage ont ainsi déchargé de la cocaïne sur le territoire mexicain, dont trois durant l'année 1994 : un Boeing 727 à Lagos de Moreno (Jalisco), un autre à Parral (Chihuahua) et une Caravelle (DC-7) à Sombrerete (Zacatecas). Ces avions reconvertis (vidés de leurs sièges et remplis de dizaines de bidons de combustible afin d'allonger leur autonomie de vol) peuvent être chargés de dix à douze tonnes de cocaïne ; compte tenu de la valeur de la cargaison et du caractère obsolète de ces vieux avions achetés d'occasion par les narco-trafiquants, il importe peu de les sacrifier en bout de course, en les abandonnant ou en les incendiant lorsqu'ils sont arrivés à destination.

Les narcos de l'organisation de Guadalajara commencèrent à investir dans des entreprises légales du Jalisco dans les années 1980-1981, et leur activité illicite à l'échelle industrielle culminera entre les années 1982 et 1985. En effet, l'opération *Condor* terminée, les trafiquants avaient réoccupé les Etats du nord laissés en friche, et repris la culture ainsi que le trafic de drogue dans l'Etat du Chihuahua, dont la ville frontalière de Ciudad Juárez constitue actuellement une des deux plus importantes places stratégiques de passage clandestin de la drogue (l'autre étant la ville de Tijuana, dans l'Etat de Basse Californie). C'est ainsi que, durant les années 1980-1984, depuis la ville de Guadalajara, Rafael Caro Quintero dirigera l'exploitation du ranch dit *el Búfalo* dans l'Etat du Chihuahua. En outre, l'organisation de Guadalajara enverra un de ses hommes (le neveu de Ernesto Fonseca, Amado Carrillo Fuentes, qui deviendra le baron de l'actuelle plus puissante organisation de trafic de drogue du Mexique : celle de Ciudad Juárez) prendre contact avec le *capo* local de la drogue, Pablo Acosta, qui contrôlait la place d'Ojinaga à la frontière avec les Etats-Unis ; Amado Carrillo supervisera, à Ojinaga, les opérations de trafic de cocaïne pour le compte de l'organisation de Guadalajara ; de ce point, passera (durant la première moitié de la décennie quatre-vingt, et selon les estimations de la DEA) cinq tonnes de cocaïne par mois (alors que la consommation annuelle aux Etats-Unis atteignait, à cette période, quelques cent tonnes). Pablo Acosta constituera le lien entre la vieille et la nouvelle génération de narco-trafiquants ; il sera assassiné en 1987 parce que ses méthodes, basées sur la violence, devenaient

compromettantes pour la reproduction du système politique. C'est à sa mort que fut inaugurée l'intégration du narco-système au système économique et politique global, avec un contrôle institutionnel permanent à partir duquel les narco-trafiquants furent soumis aux alliances tournantes dominantes, décidées depuis le niveau politique ; ce nouveau système permit une pacification des relations entre la marge et le centre, ainsi que la captation institutionnelle d'une grande partie des bénéfices réalisés à partir de cette activité illicite.

Quant à l'organisation de Guadalajara, dans sa forme originelle, elle sera décapitée entre 1986 et 1989 ; ses principaux fondateurs seront emprisonnés ou assassinés, et l'activité industrielle du trafic de drogue se déplacera à nouveau vers le nord du pays, pour donner naissance à l'organisation de Ciudad Juárez ; celle-ci se développera, à partir de 1984, sous la direction de Rafael Aguilar Guajardo (assassiné en avril 1993), des frères Munoz Talavera (arrêtés en septembre 1992) et de la famille Tapia Achondo. En 1984, une entente entre les différents barons des organisations mexicaines les plus importantes avait permis le partage du territoire et défini les modes d'assistance mutuelle entre organisations nationales, afin de rationaliser et de pacifier les relations concernant le contrôle de la frontière nord (et notamment le contrôle du point stratégique de Ciudad Juárez). Différents barons avaient participé à la conclusion de cette alliance : Amado Carrillo (à l'époque représentant de l'organisation de Guadalajara dirigée par Miguel Felix Gallardo), Rafael Aguilar Guajardo (dirigeant de l'organisation de Ciudad Juárez) et Oscar Lopez Olivares (membre de l'organisation du Golfe dirigée par Juan Garcia Abrego). Une telle entente qui semble s'orienter vers la constitution d'un cartel – puisqu'elle scelle une concentration horizontale d'activités de même nature pouvant déboucher sur la formation d'un monopole – ne résistera ni à l'épreuve du temps, ni à la structure du système mexicain de gouvernement qui favorise plutôt la concurrence entre les différentes organisations criminelles, chacune d'entre elles ayant tendance à s'allier à un groupe politique particulier, lui-même en concurrence avec les autres groupes qui composent les différents clans appartenant au même parti dominant. Telle est la raison pour laquelle le

terme de *cartel* ne semble pas convenir pour désigner les organisations criminelles mexicaines de narco-trafiquants[17].

Actuellement, l'organisation du Golfe (également appelée organisation de Matamoros, du nom de la capitale de l'Etat frontalier du Tamaulipas) est considérée comme l'une des organisations criminelles les plus puissantes du Mexique qui contrôlerait 10% de l'effectif du ministère Public Fédéral (PGR) ; principal fournisseur de cocaïne aux Etats-Unis, le clan du Golfe serait parvenu à introduire 5 000 tonnes de cocaïne base dans ce pays au cours des dix dernières années ; les places sous la domination de l'organisation du Golfe sont constituées par les Etats du Tamaulipas, Nuevo León, Veracruz, Quintana Roo, Oaxaca, Yucatan et Chiapas, c'est-à-dire toute la façade atlantique du Mexique, ainsi que la liaison Yucatan-Miami ; le contrôle de l'Etat du Chihuahua est toujours l'enjeu d'une vive concurrence (ponctuée d'alliances et de règlements de comptes sanglants) entre les deux clans de Ciudad Juárez et du Golfe, concurrence qui a été relancée par l'assassinat de Rafael Aguilar Guajardo (baron de l'organisation de Ciudad Juárez) ; les ramifications du clan du Golfe vont du cartel de Cali (Colombie) à la mafia italienne (surtout pour ce qui concerne le blanchiment de l'argent sale). C'est sur de telles bases que culmineront, durant la période 1988-1991, les activités illégales de la deuxième génération (après la première qui associait Pablo Acosta et Rafael Caro Quintero) installée dans le Chihuahua. Aujourd'hui, l'organisation est passée sous la domination de la troisième génération, dirigée par Amado Carrillo qui contrôle toujours la frontière – principalement les points de passage de Ciudad Juárez et d'Ojinaga, mais également le trafic réalisé à partir des Etats de Coahuila et de Sonora.

Dans l'état actuel des informations disponibles, il est possible de caractériser ces organisations criminelles, à partir des résultats des enquêtes et procès réalisés à l'issue de deux affaires concernant l'Etat du Chihuahua : la lutte contre les organisations de Guadalajara (ayant provoqué l'incarcération de Caro Quintero) et de Ciudad Juárez (suivie du démantèlement du clan Aguilar Guajardo). Différents critères seront pris en considération afin d'analyser les structures du système d'intégration.

---

17 C'est pourquoi, dans le cours du texte, sont utilisés les termes d'*organisation* (comme abréviation d'*organisation illégale de narco-trafiquants*) ou de *clan* (signifiant une *organisation criminelle dirigée à partir d'un noyau constitué par un clan familial étendu*) qui semblent plus justement appropriés pour caractériser ce type de regroupement.

Les ruptures d'intégration à l'origine de la chute de l'organisation

Elles sont d'ordres multiples et, parmi les principales causes qui peuvent entraîner cette rupture, il faut mentionner :

* *la trop grande visibilité des barons*, qui affichent en public leur puissance et leurs richesses, en ne respectant pas la règle de séparation des statuts sociaux entre politiques et "hauts délinquants". La publicité de leur impunité, la protection nombreuse et rapprochée dont ils bénéficient de la part des forces de police et, de l'autre côté, le laisser faire des autorités atteignent la légitimité des représentants de l'Etat et du gouverneur, ce qui peut provoquer, de la part des pouvoirs publics, une volonté de décapitation des personnalités marginales trop *élevées*. Tel fut le cas à Guadalajara, où Caro Quintero n'hésitait pas à s'afficher en compagnie de la nièce d'un haut fonctionnaire qui sera plus tard nommé gouverneur du Jalisco, et où ses nombreuses propriétés (dont un immense camp retranché et de tout confort, à la périphérie de la ville) défrayaient la chronique locale.
* *La pression américaine* est une autre cause de rupture de l'intégration. Elle se manifeste lorsque la trop grande richesse affichée par certains narcos devient un mythe envahissant les écrans de télévision ou les conversations, qui met les forces nationales et internationales de répression en état d'infériorité ou d'impuissance. La pression des autorités américaines peut alors s'exercer sous la forme d'un chantage à l'aide financière bilatérale ou à la signature d'un traité, comme ce fut le cas en 1989, lors de la renégociation de la dette externe du Mexique ; les autorités américaines exigèrent alors l'arrestation de Miguel Angel Felix Gallardo. Elle se manisfesta également au cours de l'année précédant la ratification de l'Accord de Libre Commerce (en 1993), lorsque le gouvernement mexicain décida de rassurer l'opinion publique ainsi que les membres du Sénat et du Congrès nord-américain, en entamant une lutte frontale contre les organisations de Tijuana et de Ciudad Juárez. Ce fut au procureur de la République Jorge Carpizo, en poste pendant la période de décembre 1993 à janvier 1994, que revint la charge de mener cette lutte ; ce faisant, il se trouva confronté à des intérêts d'alliances claniques (entre groupes politiques et organisations criminelles) supérieurs à ceux des narco-trafiquants locaux ou aux forces déployées par les autorités chargées de la répression ; néanmoins, cette répression fut certainement l'une des causes de la déstabilisation (par la démonstration de la puissance et l'exécution de

la menace) exercée par les organisations politico-criminelles contre certains symboles du régime qui pouvaient se montrer récalcitrants à – ou trop gourmands pour – être compromis dans des affaires de blanchiment, comme le cardinal Posadas, assassiné à Guadalajara le 24 mai 1993, ou le candidat à la présidence du PRI, Luis Donaldo Colosio, assassiné à Tijuana le 23 mars 1994 ; c'est ainsi que l'exécution du *capo* de Ciudad Juárez (Rafael Aguilar Guajardo) en avril 1993 peut également s'interpréter comme une vengeance du régime faisant suite au processus de déstabilisation entamé par certaines organisations de narco-trafiquants dont les barons étaient désireux de négocier, de récupérer ou de conquérir une rente de protection politique. Il faut enfin noter que le procureur de la République, comme son délégué dans l'Etat du Chihuahua, étaient tous deux issus de la mouvance des organisations de défense des droits de l'homme (l'organisation officielle pour le premier, et une organisation indépendante pour le second) et qu'ils étaient peu portés à négocier avec des organisations criminelles prospérant sur la pratique de la violence et de la corruption ; cette négociation pouvait cependant être effectuée par certains membres de leurs entourages immédiats. Par ailleurs, nul ne doute que l'arrestation, le 23 juin 1995, de "el Güero" Palma (le dernier *capo* de l'organisation de Sinaloa qui était encore en liberté) soit un gage donné en échange des crédits que le Mexique attendait des banques américaines et de la Réserve fédérale pour atténuer les effets du choc boursier de décembre 1994. Enfin, les arrestations, le 14 janvier 1996, de Juan Garcia Abrego (*capo* de l'organisation du Golfe, détenu actuellement aux Etats-Unis et purgeant une peine de onze condamnations à perpétuité) et, le 6 février 1997, du général Gutierrez Rebollo (directeur de l'Institut national de lutte contre le trafic de drogues – INCD –, accusé d'être le protecteur de l'organisation de Juárez) sont sûrement à relier à la décision de *certification* du Mexique, que devait prendre le Congrès américain en mars de la même année, et pour l'attribution de laquelle il se montrait réticent. La certification du gouvernement américain est une reconnaissance de bonne conduite délivrée, depuis 1986 (chaque 1er mars), à vingt-neuf pays reconnus comme producteurs de drogue ou participant activement au trafic ; l'octroi de cette certification par les départements d'Etat et de la Justice conditionne l'acceptation, par le Congrès des Etats-Unis, de l'aide extérieure bilatérale attribuée aux pays en question afin de lutter contre le trafic de drogues ; c'est pourquoi l'obtention du

certificat est fonction de l'efficacité des résultats obtenus par ces pays dans leur combat contre la drogue ; il conditionne également l'attribution de prêts de la part des banques américaines et des institutions internationales de crédits (FMI, Banque mondiale) au sein desquelles le gouvernement des Etats-Unis peut exercer son droit de véto, ainsi que certaines préférences commerciales ou fiscales dont peuvent bénéficier ces pays ; en 1996, le retrait du certificat américain a concerné l'Afghanistan, la Birmanie, l'Iran, le Nigeria, la Colombie et la Syrie ; la certification conditionnelle pour des raisons de "sécurité nationale" a été accordée au Liban, au Paraguay et au Pakistan tandis que le Pérou et la Bolivie, qui avaient reçu une certification conditionnelle l'année précédente, ont bénéficié, en 1996, d'une certification pleine ; il apparaît évident que les critères de sélection sont également d'ordre politique ou géopolitique puisque un seul pays du continent américain était sanctionné, mis sur le même plan que l'Iran, où les autorités luttent contre la drogue avec une sévérité radicale La pression des Etats-Unis peut se trouver renforcée lorsque se produit une attaque directe contre les intérêts américains, comme ce fut le cas lors de l'enlèvement et de l'assassinat (précédé de multiples tortures), en 1985, de l'agent de la DEA Enrique Camarena Salazar, commandités par les chefs de l'organisation de Guadalajara ; cette histoire blessa tellement des autorités américaines que la DEA organisa à son tour l'enlèvement, sur le territoire mexicain, d'un des hommes de Caro Quintero ; à l'issue de trois procès (en 1988, 1990 et 1992), un tribunal de Los Angeles condamnera Ruben Zuno Arce (beau-frère de l'ex-président mexicain Luis Echeverria), pour trafic de drogue et complicité d'assassinat, à une peine de deux réclusions à perpétuité, et de deux fois 10 années de prison. Quant à Caro Quintero, toujours sous la pression américaine, il sera arrêté au Costa Rica en avril 1985, extradé vers le Mexique et condamné à une peine de 92,5 années de prison pour cultures de plantes illicites dans le Chihuahua et en Colombie et fraude fiscale au Costa Rica. A un autre niveau, la culture et le trafic organisés à une échelle industrielle, lorsqu'ils sont tolérés par des gouvernements étrangers, peuvent également être perçus par les autorités américaines comme une attaque dirigée contre leurs intérêts, ce qui fut le cas lors de la découverte des activités développées dans les ranchs dits *el Búfalo* et *las Pampas*, situés tous deux dans l'Etat du Chihuahua. La pression américaine se manifeste encore, sur le territoire mexicain, à travers l'aide (en moyens financiers, en matériels et en

hommes) que fournissent les Etats-Unis dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue ; c'est ainsi que 39 agents (appuyés par 12 administratifs et techniciens) de la DEA étaient toujours, en 1996, officiellement affectés sur le territoire mexicain, jouissant d'un statut diplomatique ; ils étaient distribués de la manière suivante : quatre à l'ambassade des Etats-Unis à Mexico, quatorze dans la capitale (District Fédéral), quatre à Guadalajara (Jalisco), trois à Mérida (Yucatán), cinq à Hermosillo (Sonora), cinq à Mazatlán (Sinaloa) et cinq à Monterrey (Nuevo León). Enfin, l'influence des Etats-Unis peut se manifester à un niveau plus stratégique, en bloquant la carrière de certains hommes politiques compromis dans le trafic de drogues ; une liste noire est alors adressée à la présidence mexicaine des personnalités peu recommandables pour accéder à un poste ministériel ; c'est ainsi que les deux anciens gouverneurs des Etats du Sonora et de Morelos auraient été écartés de toute promotion pour avoir protégé les activités illégales de l'organisation de Juárez lors de la présidence de Salinas de Gortari, le premier en assistant à des réunions avec le frère de l'ancien président au cours desquelles celui-ci répartissait des sommes provenant du narco-trafic à des hommes politiques de haut rang ; le second pour avoir facilité le passage d'avionnettes chargées de drogue sur le territoire mexicain, en communiquant aux trafiquants les informations sur les détections radars qu'il détenait en raison de son poste de responsable du programme de lutte contre le trafic de drogues, au sein de la PGR, lors de la dernière présidence[18].

* *Les renversements d'alliances* au sommet des hiérarchies politique et criminelle, notamment lorsque se produit un changement de président ; chaque nouvelle équipe dirigeante visera à éliminer le baron de la drogue qui avait bénéficié de la clémence des autorités lors de la présidence précédente ; ainsi peut s'interpréter l'arrestation de Miguel Felix Gallardo (en 1989) et de Juan Garcia Abrego (en 1996) ; l'objectif sera ici la renégociation des bénéfices (et des bénéficiaires) de la rente illégale, en sélectionnant de nouveaux acteurs de la marge qui seront liés au nouveau pouvoir exécutif par des relations exclusives d'allégeance inconditionnelle ; or, une allégeance n'est vraiment captive

18 Ces informations sont contenues dans un article, basé sur les déclarations d'ex-agents de la DEA et des documents confidentiels du gouvernement américain (notamment des courriers entre l'ambassade des Etats-Unis au Mexique et certains de ses consulats sur le territoire mexicain), publié par *The New York Times* du 23 février 1997

qu'à partir du moment où se trouve consommée la rupture avec les alliances que l'administration précédente avait nouées, car, si ces dernières étaient maintenues, l'ancien président pourrait continuer à exercer une influence sur son successeur dont la liberté d'action s'en trouverait considérablement réduite. A partir d'un tel schéma d'interprétation, il est possible de formuler l'hypothèse que l'assassinat du candidat à la présidence de la République (en 1994) pourrait avoir été provoqué par une mésentente dans la négociation de l'héritage, l'ancienne présidence voulant conserver la main-mise sur certaines affaires criminelles (et les relations privilégiées entre le clan de Matamoros et le pouvoir établi), alors que *l'héritier* aurait peut-être souhaité nouer d'autres alliances avec un autre clan criminel , l'organisation contrôlée par Felix Gallardo serait parvenue à infiltrer, en vue de la constitution d'une nouvelle alliance au sommet, l'équipe de campagne du futur président et celui-ci aurait pu être assassiné par des tueurs appartenant au cartel rival de Matamoros agissant sur instruction du frère de l'ancien président de la République qui craignait de voir remise en cause l'alliance existante entre son groupe politique et le clan de Matamoros[19]. Une autre interprétation serait que le futur président aurait été assassiné pour avoir pris la décision de faire cesser tout type de relation entre représentants politiques et acteurs de la marge ; ainsi, les rentes illégales acquises auraient pu être remises en question, et un chantage exercé sur leurs béneficiaires, provoquant, du même coup, un séisme au sein du parti dominant ; tout cela aurait justifié que le groupe politique encore au pouvoir commandite l'assassinat du futur potentiel fauteur de troubles. Cet assassinat, comme méthode extrême de conquête du pouvoir par des élites politiques concurrentes, aura connu un développement exceptionnel avec l'arrestation (le 28 février 1995) du frère de l'ancien président de la République, soupçonné d'avoir commandité un autre contrat visant la liquidation d'un dirigeant du parti au pouvoir ; en effet, dans l'histoire contemporaine, aucun représentant politique de ce niveau (qui plus est, lié par des liens familiaux à un ancien président) n'a jamais été inquiété par la justice, et, à plus forte raison, incarcéré. Le nouveau président qui a pris cette décision en a été contraint par la nécessité de pacifier les rapports sociaux à la suite de la déroute financière de décembre 1994 dont il

19 Cf le journal *El Financiero* du 24 décembre 1995

s'agissait de faire porter la responsabilité sur l'administration précédente ; le judiciaire servait ainsi de dérivation afin d'occulter une mauvaise gestion économique passée (et la responsabilité du nouveau président qui avait été lui-même ministre du Budget au cours de la précédente administration), mais également de protection pour le nouveau chef de l'exécutif qui muselait son prédécesseur en faisant arrêter le frère de celui-ci ainsi que le baron du clan avec lequel ce dernier était lié. Il est fort probable que, si la crise financière n'était pas survenue, la recomposition d'alliances se serait opérée d'une manière tout à fait "normale", c'est-à dire en sacrifiant certains acteurs de la marge, et en laissant impunis les anciens bénéficaires politiques des alliances criminelles.

* *Les pressions de politique intérieure* peuvent également déclencher une vague de répression des activités criminelles liées au trafic de drogue ; ce fut le cas lorsque se réalisa, dans le Chihuahua, la conjonction entre l'arrivée du PAN au pouvoir, la nomination d'un procureur général de la République manifestant une volonté de lutter contre certains clans devenus trop criminels, et la désignation de la déléguée de la PGR régionale décidée à mettre un terme aux activités d'Elías Ramirez et au réseau auquel il appartenait. Le procureur concentra ses efforts contre l'organisation de Sinaloa qui avait assassiné, à Culiacán, la militante des droits de l'homme Norma Corona (jugée trop curieuse pour avoir enquêté sur l'exécution d'un de ses amis avocat), le 21 mai 1990 ; cet assassinat sera la raison symbolique pour laquelle sera fondée la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) dont Jorge Carpizo sera le premier président jusqu'à sa nomination au poste de procureur général, en décembre 1992 ; depuis son poste de directeur de la CNDH, Jorge Carpizo découvrit que Norma Corona avait été assassinée sur ordre du commandant de la police judiciaire fédérale (Marco Antonio Gonzalez Treviño), associé à l'organisation de Sinaloa dont le baron ("el Güero" Palma) sera arrêté à Guadalajara le 23 juin 1995, tandis que Gonzalez Treviño purge actuellement une peine de 49 années de prison. Quant à sa déléguée dans l'Etat du Chihuahua, Teresa Jardi, avant d'occuper son poste (lorsqu'elle était militante des droits de l'homme dans le Chihuahua), elle avait déjà eu l'occasion de croiser publiquement (et courageusement) le fer avec Elías Ramirez qu'elle accusait de torture, d'assassinats et d'emprisonnements arbitraires (le tout lié à ses activités de trafic et de culture de drogues) depuis que celui-ci avait été nommé comme

représentant régional de la Police Judiciaire Fédérale (PJF). L'argument des pressions intérieures fut également invoqué en 1993 lorsque, pour calmer son opinion publique choquée par l'assassinat du cardinal Posadas, le gouvernement mexicain mit tout en œuvre afin de capturer "el Chapo" Guzman, l'un des deux *capos* de l'organisation de Sinaloa.

La chaîne d'intégration

Elle se constitue dans le but d'organiser une production ou un trafic de type industriel ; pour ce faire, de nombreux responsables administratifs et politiques sont sollicités et impliqués, afin d'assurer la protection de cette activité illicite à grande échelle. Dans le cas Quintero, ont été directement mis en cause, par les autorités nord-américaines ainsi que par les analystes mexicains ayant eu à connaître de près les méandres de cette affaire

* un ex-ministre de l'Intérieur (promu ensuite gouverneur) ;
* un général ex-ministre de la Défense, reconverti dans les affaires à Chihuahua (sous la présidence de Luis Echeverria) ;
* un autre ex-ministre de la Défense, également reconverti dans les affaires après avoir été général de la V^{e} zone militaire de Chihuahua, sous l'autorité ministérielle du précédent ; au moment du procès de Los Angeles contre Zuno Arce (le beau-frère de l'ancien président Luis Echeverria), un informateur mexicain de la DEA affirma que Caro Quintero avait suborné ce ministre de la défense pour une somme de dix millions de dollars, afin que celui-ci lui accorde la protection militaire de ses cultures de cannabis dans le Chihuahua ;
* un autre général, ex-commandant de la XV^{e} zone militaire de Guadalajara ;
* deux ex-gouverneurs du Jalisco (dont l'un deviendra procureur de la République, puis directeur d'une banque publique) ainsi que deux ex-gouverneurs du Sinaloa (ayant entretenu une amitié suivie avec Miguel Angel Felix Gallardo) ;
* un ancien président du PRI (ex-ministre du Travail, ex-présidentiable, et originaire du Jalisco) et son fils (dit *el Jefecito*) ;
* le chef de la police judiciaire fédérale (PJF) ;
* le chef d'INTERPOL au Mexique ;
* un ex-directeur de la Direction Fédérale de Sécurité (DFS), du nom de José Antonio Zorrilla Perez (protecteur de Caro Quintero), qui sera condamné en 1989 pour avoir commandité l'assassinat du journaliste

Manuel Buendia alors que ce dernier enquêtait sur la collusion entre l'armée, les narco-trafiquants et la guérilla, sur la côte Atlantique du Mexique ; le ministre de l'Intérieur de l'époque (le même que celui du cas Quintero) n'a jamais été inquiété ; quant à la Direction Fédérale de la Sécurité, elle sera dissoute en 1987 et remplacée par la Police Judiciaire Fédérale (PJF), pour cause de collusion avec les diverses organisations de narco-trafiquants ; infiltrée par les narcos, la DFS avait quadrillé le territoire mexicain et ses représentants régionaux assuraient la protection des cultures et du transit de drogue ; à l'occasion de sa dissolution, de nombreux agents de la DFS intègreront officiellement les bandes de narco-trafiquants ; par la suite (en 1993), pour remédier à l'infiltration de la PJF par les narcos, fut créé un corps spécialisé (l'Institut National de Lutte contre la drogue – INCD) dont il apparut, en 1997, qu'il était lui-même infiltré au plus haut niveau par l'organisation de Ciudad Juárez ;

* un ex-commandant de la Direction Fédérale de Sécurité ;
* un entrepreneur-politicien (fils d'un ancien gouverneur du Jalisco, beau-frère d'un ex-président de la République) ;
* un ex-dirigeant d'une association regroupant les responsables de banques privées (dont la fonction était de servir d'intermédiaire entre les politiciens et les banquiers, d'une part, et les narco-trafiquants, d'autre part)

Lors du procès de Los Angeles, la fortune de Caro Quintero a été évaluée à plusieurs milliards de dollars, ce qui explique la capacité de corruption de ces *capos* de la drogue (au moment de son arrestation, Caro Quintero avait essayé, dans un grand coup de *bluff*, de monnayer sa libération contre le paiement de la dette extérieure du Mexique qui avoisinait, à l'époque, les cent milliards de dollars). D'autre part, compte tenu de la personnalité des responsables politiques de premier plan impliqués dans cette affaire, il apparaît fortement vraisemblable qu'il s'est agi d'une affaire d'Etat, c'est-à-dire qu'elle a été décidée, préparée et coordonnée à partir des plus hautes sphères de l'Etat ; l'ampleur des sommes et de la logistique (moyens matériels, humains, superficies requises pour la culture, protections officielles) mises en jeu indique qu'une telle opération ne pouvait être montée sans l'aval de la présidence de la République. Les chiffres astronomiques concernant autant les volumes de drogue transportée que les bénéfices accumulés sont toujours sujets à caution. Il en est de même pour la fortune de Juan García Abrego (le *capo* de l'organisation du Golfe) que le FBI et l'INCD (l'Institut

National de Combat contre les Drogues, qui dépend de la PGR) estiment entre 10 et 15 milliards de dollars qu'il aurait amassés en introduisant quelque 960 tonnes de cocaïne pure aux Etats-Unis, au cours du précédent sexennat (1988-1994), ce qui représenterait 20 % de la cocaïne consommée aux Etats-Unis durant cette période ; mais si on prend comme base de calcul le fait que les saisies effectuées par les forces de répression représentent 10 % du volume de marchandise qui parvient à passer réellement la frontière, on aboutit, pour l'organisation du Golfe, à des quantités de cocaïne – transportée avec succés aux Etats-Unis – de l'ordre de 500 tonnes par année. Pour ce qui concerne l'autre cas, celui de l'organisation de Ciudad Juárez, on estime que durant les quatre années (1988 incluse, à 1991), il aurait acheminé de l'autre côté de la frontière entre 300 et 700 tonnes de cocaïne ; si on considère comme moyenne de l'époque le prix à la consommation de 100 dollars le gramme, on aboutit à un total de bénéfices de 30 à 70 milliards de dollars. En fait, si ces sommes ne reviennent pas intégralement au *capo* qui coiffe l'organisation, elles ne sont pas non plus destinées aux seuls trafiquants mexicains qui, pour le commerce de la cocaïne, sont associés aux Colombiens, et doivent partager les bénéfices des opérations avec eux ; en effet, selon le FBI, les contrats qui lient les clans mexicains les plus "fiables" avec les grands cartels colombiens prévoient le versement d'une "commission" en nature aux Mexicains, correspondant à la cession de 40 à 50% de la quantité de drogue transportée au-delà de la frontière américaine ; là, les narcos mexicains livrent, contre rétribution financière, la moitié de la drogue à leurs partenaires colombiens, et utilisent leur propre réseau de distribution pour commercialiser l'autre moitié qu'ils se sont appropriée ; ou alors, une fois que la vente est effectuée et son produit rapatrié au Mexique (souvent par camions remplis de petites coupures), le partage a lieu selon des modalités prédéfinies

Dans le cas de l'organisation de Ciudad Juárez, ont été mises en cause les personnalités suivantes :

* tout d'abord le *capo* lui-même, Rafael Aguilar Guajardo, qui était un ancien représentant régional de la Direction Fédérale de la Sécurité dans les Etats du Chihuahua et de Sonora ;
* un ancien gouverneur du Jalisco (le même que dans l'affaire précédente, alors qu'il occupait le poste de procureur de la République au moment des faits liés à ce cas) ;
* un ex-ministre de la Défense (le même que dans le cas Quintero) ;

* un ancien employé de la Direction Fédérale de Sécurité (devenu ensuite responsable des affaires de sécurité nationale au ministère de l'Intérieur) ;
* un ex-sous procureur chargé de la lutte contre le trafic de drogues ;
* un ex-délégué du ministère de la Justice (PGR) à San Antonio, puis ex-directeur de recherche des interceptions aériennes, terrestres et maritimes contre le trafic de drogue (sous le procureur mentionné précédemment, ainsi qu'avec son successeur) ; il s'agit de Guillermo Gonzalez Calderoni dont la fortune a été estimée par les services du procureur Carpizo à 400 millions de dollars et contre lequel a été lancé un mandat d'arrêt international pour enrichissement illicite, complicité de trafic de drogue, complicité dans l'assassinat de Norma Corona ; ayant fuit le Mexique, il a été jugé aux Etats-Unis, en décembre 1994, par un tribunal du Texas qui l'a innocenté de toutes les charges pour lesquelles le gouvernement mexicain demandait son extradition ; il coule donc des jours paisibles, probablement sous la protection de la DEA pour le compte de qui il peut servir d'informateur (en échange de sa liberté) ;
* un ex-gouverneur du Chihuahua (ayant précédé le gouverneur *paniste*) ;
* un actuel *líder* du PRI régional (dont le principal collaborateur était l'administrateur du ranch *las Pampas*) ;
* un ex-sous délégué du ministère de la Justice dans le Chihuahua (qui avait sous sa responsabilité la Police Judiciaire Fédérale) ;
* un ex-chef de la Police Judiciaire de l'Etat (fils du précédent) ;
* un autre ex-sous procureur chargé de la lutte contre le trafic de drogues ; actuellement emprisonné aux Etats-Unis pour fausse déclaration douanière, frère de l'ex-secrétaire général du PRI assassiné le 28 septembre 1994, il est soupçonné de liens avec les *capos* Amado Carrillo (nouveau *capo* de l'organisation de Ciudad Juárez) et Juan Garcia Abrego (organisation du Golfe) ; selon la PGR, il serait également convaincu d'enrichissement illicite (12 millions de dollars ont été découverts sur ses comptes en banque aux Etats-Unis) au cours de son mandat de sous-procureur, pour avoir vendu aux narco-trafiquants des postes de délégués régionaux de la PGR, de commandants et de premiers commandants de la PJF (les bénéficiaires nommés à ces postes devaient profiter de leurs fonctions de commandement pour protéger les activités de leurs véritables patrons qui étaient, en fait, les *capos* de la drogue) ; il est enfin soupçonné d'avoir couvert,

par intérêts communs, l'assassin de son frère (le commanditaire de l'assassinat, dont les mobiles semblent d'ordre privé, familiaux ou commerciaux, serait le propre frère de l'ancien président de la République, actuellement emprisonné au Mexique, soupçonné lui-même d'être lié à l'organisation du Golfe) ; le Mexique a demandé son extradition, mais il est probable que la DEA s'y opposera, préférant l'utiliser comme informateur, et profiter de ses connaissances accumulées depuis le poste stratégique qu'il occupait au Mexique.

Dans ce cas également, les implications des plus hauts responsables de la police, de l'armée, du gouvernement local et jusqu'à l'entourage présidentiel, indiquent donc qu'il s'agissait bien d'une entreprise concertée, bénéficiant de la complaisance active et intéressée des autorités politiques régionales et fédérales.

Il faut encore souligner l'importance des *liens inter-familiaux d'origine régionale* qui expliquent l'impunité accordée à certains narcotrafiquants dont les alliances ont été judicieusement formées ; c'est ainsi que Juan Garcia Abrego est le neveu héritier d'un grand cacique souterrain de l'Etat du Nuevo León, Juan N. Guerra, lui-même très lié au père (ancien ministre, grand cacique politique régional et d'envergure nationale) de l'ancien président de la République ; la seconde génération aurait donc maintenu et approfondi ces liens C'est d'ailleurs à Monterrey (capitale de l'Etat du Nuevo Leon, et seconde ville du pays en termes de production industrielle) que Juan Garcia Abrego aurait installé son quartier général ; de là, il gérait – en compagnie de sa famille (une vingtaine de personnes appartenant au même clan familial formaient le sommet de la hiérarchie de l'organisation) et de ses *socios* – sa fortune investie dans 70 entreprises légales (parmi lesquelles des entreprises de transport, des hôtels, un garage, un marché, des agences immobilières, des journaux à tendance *priiste* comme *el Fronterizo*) à partir desquelles il blanchissait les bénéfices de ses activités criminelles. Monterrey est la ville d'où est originaire l'ancien président de la République, et qui a connu un fort développement lors du mandat de ce dernier – mandat au cours duquel les affaires de l'organisation du Golfe ont prospéré en toute tranquillité – ; selon des sources du ministère mexicain de la Justice (PGR) [20], après que l'organisation du Golfe eut établi son centre opérationnel dans le Nuevo León, la capitale de cet Etat (Monterrey)

20 Rapportées par *La Jornada* du 17 janvier 1996

serait devenue le principal centre de blanchiment de l'argent de la drogue au Mexique, ce que confirmerait le fait qu'une centaine d'entrepreneurs locaux seraient soupçonnés d'avoir investi quelque quatre milliards de dollars "sans origine" dans des entreprises de la région.

Le fait que, dans les deux cas recensés, aucun responsable politique ou militaire n'ait jamais été inquiété pour trafic de stupéfiants, montre bien de quel côté le pouvoir fait pencher le rapport de forces entre ces deux organisations sociales : les clans (ou groupes) politiques et les clans criminels. Le pouvoir politique domine, et deux présidences au moins (parmi les plus récentes) ont ainsi toléré – et même, à certains moments, contribué à organiser – ce trafic (grâce à la protection des forces militaires et policières), comme s'il s'agissait d'une entreprise para-publique. Les plus hauts responsables de l'Etat en ont profité impunément, parce que la continuité du PRI comme système de gouvernement consiste à prolonger dans le temps les rentes de situation et de corruption – les détenteurs au pouvoir compromettant dans leurs affaires illicites, et pour se protéger eux-mêmes, leurs successeurs qu'ils désignent eux-mêmes. De ce point de vue, le trafic de drogue apparaît comme une "rente institutionnelle" parmi d'autres, à la disposition de gouvernants qui reproduisent leur pouvoir par la pratique d'un clientélisme institutionnel, intégrant les activités criminelles afin de mieux les contrôler, et d'en retirer un profit financier. La même analyse, impliquant des personnes en charge des mêmes fonctions, serait possible, suite à l'arrestation, en février 1997, du général Guttierez Rebollo qui, en tant que directeur de l'Institut de lutte contre la drogue (INCD), s'est avéré être le protecteur du *capo* contrôlant l'organisation de Ciudad Juárez. La corruption active des institutions répressives et leur participation au trafic sont attestées par le fait qu'au cours des dix dernières années quatre organismes nationaux antidrogues ont été créés et démantelés.

Les formes de la répression

Dans cette logique d'intégration des marges, la répression ne doit pas empêcher de prolonger la rente de corruption dans le temps, quitte à la déplacer dans l'espace si le besoin s'en fait ressentir. Telle est la raison pour laquelle les différents clans criminels continuent à se développer après l'arrestation ou l'assassinat de leurs dirigeants. A la suite d'une phase de transition durant laquelle le problème de la succession est

réglé, les affaires reprennent, dans certains cas sur le même territoire, d'autres fois sur des espaces vierges et en utilisant de nouvelles routes , les autorités font tomber les têtes trop turbulentes ou qui dépassent, mais la structure de l'organisation subsiste et les organisations décapitées sont toujours actives. Quelquefois, comme dans le cas de Felix Gallardo, le *narco* continue à diriger son organisation depuis la prison où il est incarcéré , les ordres sont transmises, par des avocats membres de l'organisation, à ses lieutenants toujours en liberté. La répression est donc concentrée et partielle ; elle permet de recomposer et de régénérer l'organisation et, souvent, les forces de celle-ci se trouvent décuplées à un autre endroit ou/et sous l'autorité d'un autre chef.

Les causes de la répression sont liées au rapport de forces existant entre les différents groupes politiques qui se partagent le pouvoir et le territoire : lorsque le consensus est établi, les affaires sont régulées ; lorsque se manifeste une concurrence entre certains groupes pour la conquête ou la conservation d'une sphère supérieure de pouvoir, chacun d'entre eux démontre sa puissance et son influence en mettant dans la balance ses alliances avec les clans criminels qu'il contrôle (et dont les chefs jouent également leur existence) ; dans ce cas, le climat politique et social connaît une période de tension – qui doit être ciblée et ne pas durer trop longtemps, au risque de déboucher sur une crise de légitimité du pouvoir – liée aux négociations en cours pour le nouveau partage des bénéfices de la rente illégale.

Enfin, la répression est sélective : elle concerne d'abord les plus faibles des trafiquants (c'est-à-dire les indépendants), ou les gros trafiquants tombés en disgrâce à cause d'un *turn over* du pouvoir politique.

Les limites de la protection

Les limites de la protection dépendent des moyens financiers et de persuasion par lesquels les trafiquants alimentent le rapport de forces instauré entre eux et les représentants des différents niveaux territoriaux de pouvoir, des nombreuses administrations impliquées, ainsi que des multiples groupes politiques qui se partagent le pouvoir, distribuent les dérogations à la loi et déterminent les formes de répartition de la rente de corruption.

La protection dépend de la capacité financière des trafiquants parce qu'elle est toujours négociée avec les représentants des forces de

répression. Il peut s'agir d'une *corruption individuelle* à travers laquelle les trafiquants achètent les services de professionnels de la répression qui deviennent leurs employés exclusifs, soit en demeurant au sein des forces de répression (ce sont les policiers appartenant à cette catégorie qui sont les plus dangereux car ils agissent des deux côtés de la loi, usant à la fois de la violence institutionnelle et de la violence criminelle, en couvrant cette dernière de leurs fonctions officielles), soit en passant dans la marge ; c'est ainsi que les trafiquants ont organisé l'évasion de nombreux policiers qui avaient été emprisonnés pour trafic, meurtre, vol, séquestration... ; ces derniers ont donc choisi de passer de l'autre côté de la légalité et d'y demeurer ; ils sont donc devenus les obligés perpétuels des trafiquants qui leur ont redonné une seconde chance de recouvrer la liberté, en se mettant à leur service ; d'autres policiers, simplement par appât du gain, ont basculé, de leur propre initiative, dans la délinquance organisée. Il peut également s'agir d'une *corruption hiérarchique*, sur une demande politique, et alors, les agents de protection demeurent aux ordres de l'autorité administrative (même s'ils reçoivent un complément de salaire plus ou moins important de la part du trafiquant). Les plus hauts responsables (régionaux ou fédéraux) des autorités policières servent fréquemment d'agents de liaison entre les trafiquants qu'ils protègent et les représentants du monde extérieur (avocats, notaires, journalistes, chercheurs...) qui entrent en contact avec les trafiquants ; ils accompagnent ces derniers à l'endroit où se trouve le trafiquant qu'ils sont censés arrêter Il ne s'agit pas d'un pacte temporaire entre les deux, mais bien d'une relation permanente liée à une protection hiérarchique. Certains *capos* ont même eu la patience de faire accéder leurs hommes, infiltrés dans les forces de l'ordre depuis leur période de formation, jusqu'aux plus hauts échelons de la hiérarchie policière ; c'est ainsi que "el Güero" Palma fut arrêté dans la maison du sous-délégué de la PGR à Guadalajara qui était son employé, infiltré à un poste de direction de cette institution et chargé d'assurer sa protection ; de cette manière ou grâce à la corruption, il parvenait à contrôler les représentations de la PJF dans les Etats du Sonora, Nayarit, Jalisco, Colima et Durango.

La puissance d'un *capo* se mesure à sa capacité de mobilisation des forces de protection, ainsi qu'à son aptitude à manœuvrer à la fois la corruption individuelle et la corruption hiérarchique afin de s'assurer une protection et une influence maximales (par une puissance de feu exercée comme menace ou exécutée dans les faits). C'est ainsi que certains grands trafiquants peuvent mobiliser une véritable armée, supérieure en

armement et en effectifs à celle des forces habituelles de répression. Tel fut le cas lorsque, le 8 novembre 1992, une troupe composée d'une cinquantaine d'individus (fortement armés, certains avec des grenades, vêtus d'uniformes sombres et transportés dans un camion flambant neuf) envahit la discothèque *Christine*, dans la ville balnéaire de Puerto Vallarta ; les hommes étaient divisés en trois files, et marchaient d'une manière disciplinée ; les rangées de droite et de gauche encerclèrent la discothèque pour empêcher toute fuite, tandis que la rangée du milieu pénétrait dans le lieu de divertissement. Les hommes des *capos* "el Güero" Palma et "el Chapo" Guzman venaient y assassiner les frères Arrellano Felix (neveux du *capo* emprisonné Felix Gallardo) dont ils avaient été avertis de la présence, ce soir là ; en huit minutes, mille coups de feu furent échangés entre les assaillants et les gardes du corps des deux *capos* visés ; ces derniers purent se cacher dans le sous-toit des toilettes durant l'altercation, et ils s'enfuirent après que les assaillants eurent quitté les lieux. Des six morts et trois blessés graves, quatre étaient des policiers (fédéraux ou régionaux, du Sinaloa et de Basse Californie) attachés à la protection de chacun des deux clans. Aucune corporation de police fédérale ou municipale n'a accepté, ce soir-là, de s'interposer ou d'intervenir sur les lieux, lorsque le maire de la localité leur en a fait la demande ; cette opération commando aurait été dirigée par le commandant de la Police Judiciaire Fédérale, Adolfo Mondragón. "El Chapo" Guzman – qui, selon la PGR, aurait accumulé une fortune s'élevant à deux milliards de dollars – sera arrêté au Guatemala et emprisonné au Mexique à la suite de l'assassinat du cardinal Posadas à Guadalajara (le 23 mai 1993), au cours duquel les deux bandes s'affrontèrent une autre fois ; à la suite de cette dernière opération, de nombreux policiers municipaux, régionaux et fédéraux furent arrêtés pour collusion avec les narco-trafiquants. Depuis, lorsqu'il n'y a pas d'explosion de gaz (comme celle du 22 avril 1992, ayant provoqué environ 300 victimes à cause de la négligence du gouverneur qui avait refusé un déplacement préventif des populations), la ville de Guadalajara est relativement calme socialement, mais déprimée économiquement (ce qui contraste fortement avec le "boom" immobilier et commercial des années 1970/80 qui était lié aux nombreux investissements en narco-dollars ; aujourd'hui, il ne reste plus que les investissements hôteliers qui demeurent inexplicables, compte tenu de la sous-occupation des hôtels pharaoniques qui continuent à être construits d'année en année). Quant au gouverneur en question, après avoir abusé du népotisme et du

clientélisme, il a été *éloigné*, grâce à une opportune promotion d'ambassadeur du Mexique au Guatemala, et il a contribué à faire perdre l'Etat du Jalisco au PRI, en 1995.

Néanmoins, la puissance du *capo* n'égalera jamais celle que peut mobiliser l'Etat à titre exceptionnel ; le *capo* peut être le plus fort lors d'une opération surprise, mais les forces de répression officielles resteront maîtresses du jeu. La hiérarchie commande ; ainsi une protection simplement locale n'assure aucun passe-droit, ni sur un territoire extra-local contrôlé par d'autres autorités, ni vis-à-vis des autorités supérieures qui surveillent l'espace local, et n'ont pas bénéficié d'une corruption hiérarchique. Mais la hiérarchie politique décide des règles du jeu et de la durée de celles-ci ; un contrat de corruption hiérarchique, qui permettait au *capo* de bénéficier de toutes les protections possibles, peut être interrompu à chaque instant sur simple intervention de la présidence de la République. C'est ce qui est arrivé aux *capos* de l'organisation de Guadalajara, Caro Quintero et Felix Gallardo ; ils étaient devenus trop visibles aux yeux des autorités américaines qui ont demandé leur arrestation. Concernant Felix Gallardo (qui avait, comme Garcia Abrego, négocié sa reddition et s'est laissé interpeller sans opposer de résistance, tellement il était sûr de ses protections,), il a été arrêté par Guillermo Gonzalez Calderoni qui, en tant que fidèle serviteur (et profiteur, puisqu'il est maintenant accusé d'avoir protégé, contre fortes rétributions, des narco-trafiquants qu'il a finalement arrêtés) de l'Etat clientéliste, a exécuté un ordre venant de la plus haute autorité ; il a ainsi révélé[21] que, dans ce cas-là, "sur ordres du président [...], il avait fallu agir parce que la dette extérieure était sur le point d'être révisée".

En ce sens, la protection du *capo* est toujours partielle (il lui manquera toujours le contrôle d'un niveau de pouvoir pour anticiper l'imprévisible) et éphémère ; il sait qu'il tombera un jour ou l'autre, lorsque son pouvoir fera de l'ombre au pouvoir légal ou aux appétits de ses concurrents ; pour neutraliser ces derniers, il n'hésitera pas à les dénoncer en s'alliant aux forces de répression légales (il s'agira alors d'établir un pacte avec les autorités), s'il peut y gagner en territoire (conquis sur ses adversaires-concurrents), en pouvoir (sur des narcos indépendants dont le contrôle lui échappait), ou en tranquillité pour la poursuite de ses activités (les forces de l'ordre étant tenues de remplir un

---

21 Dans un entretien publié par *Proceso*, n° 947 du 26 décembre 1994

certain quota de prises, il les aide donc, pour se protéger lui-même) La protection du narco voile un engrenage de l'enfermement car ses multiples responsabilités (de meneur d'hommes, de maître de clientèle, de parrain paternaliste, de chef d'entreprise distribuant des salaires) sont trop importantes pour qu'il puisse faire marche arrière sans courir le risque de voir sa propre organisation se retourner contre lui s'il l'abandonne. Il est devenu *l'esclave de ses esclaves*, tout en demeurant l'esclave de ses maîtres politiques ; et même emprisonné, il ne peut rendre publics ses contrats de corruption car il sait qu'il y perdrait la vie ou que sa famille, toujours en liberté, mais tenue en otage par l'Etat, en pâtirait.

La discrétion, la générosité bien ciblée et la soumission aux hiérarchies politiques semblent donc être les principales qualités qui permettent à un narco-trafiquant de durer aussi longtemps que les autorités ou le hasard lui en donneront l'occasion. Malheureusement pour eux, la tentation du pouvoir, et leur volonté de montrer ou de fortifier leur puissance par l'utilisation de la force fragilisent les grands narcos. Ils tombent tous à cause de leur exhibitionnisme excessif, de leur blanchiment à outrance dans des investissements ne respectant pas la concurrence légale, et de leurs guerres de clans pour le contrôle exclusif de certaines places (au Mexique, les villes de Tijuana ou de Ciudad Juárez, par exemple). Mais la grande manipulation provient du machiavélisme et de la duplicité de pouvoirs établis disposant de la loi et de violence légitime comme monopoles d'Etat ; d'un Etat divisé entre clans (groupes) politiques institutionnalisés qui s'impose en usant de pratiques autoritaires clientélistes afin de conserver le contrôle de cette activité illégale, jusqu'au niveau le plus local. L'espérance de vie des narco-barons est donc dépendante du maintien au pouvoir des clans qui les protègent, ce qui implique également que les *capos* forment une partie de la base sociale des élites politiques (compromises) dont ils se doivent d'assurer la reproduction du pouvoir, afin de garantir leur propre survie ainsi que la pérennité de leurs activités : tel est l'enjeu des recompositions d'alliances effectuées à chaque changement des équipes politiques dirigeantes.

B. LES IMPLICATIONS SOCIALES DU NARCO-TRAFIC

Cependant, il faut bien reconnaître qu'existe une spécificité de l'organisation sociale liée au narco-caciquisme ; alors qu'auparavant les passe-droits s'effectuaient dans le cadre du droit contourné, les nouvelles légitimités des acteurs de la marge sont acquises hors la loi ; en effet, les anciens caciques établis étaient tous des représentants (élus ou reconnus) du pouvoir en place, tandis que les narco-caciques – indépendants et jouissant d'une protection locale, ou *capos* intégrés au système de rente institutionnelle – sont, et restent, des acteurs de la marge. Ils savent que leur statut est éphémère, et qu'ils ne disposeront jamais de toutes les protections pour leur assurer une sécurité définitive ; ils peuvent donc, à tout moment, subir le coup de force qui mettra un terme à leur activité et à leur vie. Afin d'anticiper ce risque du coup de force légal, ils se protègent constamment par la force illégale ; ils bâtissent de nouvelles clientèles qui leur font rempart contre l'aléatoire. Ce n'est pas la corruption qui les distingue des anciens caciques car tous la pratiquent ; ce n'est pas non plus la violence exercée contre leurs *obligés*, car tous en usent , ce qui les caractérise, c'est la mobilisation de toute leur clientèle contre l'ordre légal, ainsi que la capacité de soumettre (par la participation complice ou la démobilisation passive) la société locale à l'ordre de la marge.

Seule une intervention venant de l'Etat de droit pourrait mettre fin aux débordements issus du clientélisme de la marge ; mais la répression ordonnatrice de l'Etat clientéliste (prédateur de la marge, et dont les représentants utilisent la protection de la loi pour brouiller leurs alliances inavouées, et conserver ainsi un ordre établi qui sert leurs intérêts) visera sélectivement l'action de certains maîtres de clientèles, insoumis ou rebelles ou trop ambitieux ou trop ostentatoires, qui sont devenus déstabilisants pour le système politique ; ensuite, une recomposition des marges débouchera inévitablement sur un remplacement, par leurs héritiers, des maîtres sacrifiés sur l'autel du pouvoir – ou trahis par ces mêmes héritiers –, et sur une reconstitution des clientèles sous l'autorité des nouveaux maîtres. Le clientélisme d'Etat favorise l'instauration et la reproduction du clientélisme de la marge. Cependant, si de larges pans des sociétés locales se retrouvent compromis et transformés par cette activité du narco-trafic, le statut marginal des différents acteurs impliqués doit être précisé en fonction des multiples catégories de marges

(intégrées ou non, sociale ou institutionnelle) auxquelles ils appartiennent. Les signes de ces changements apparaissent à travers de nombreux faits sociaux, parmi lesquels :

La multiplication des organisations criminelles

En recoupant les informations contenues dans les nombreux rapports officiels, actualisés annuellement (de la DEA, du FBI et de la PGR mexicaine), il est possible d'établir les trois cartes présentées en annexe : celle des zones de culture, celle des zones d'influence inter-régionales des différents clans criminels mexicains, et celle de leurs points de pénétration urbaine aux Etats-Unis. D'autre part, les axes (routiers et aériens), nationaux et trans-frontaliers du trafic sont cernés. Enfin, les responsables des organisations sont connus, et les "bandes" qui les soutiennent sont repérées. Cependant, on parle peu du Mexique, et l'attention internationale est surtout focalisée sur les Etats producteurs andins et sur la Colombie ; il faut néanmoins retenir que, selon le FBI, dans toute l'Amérique du Sud opèrent 15 organisations sous le contrôle de "la force dominante" du cartel de Cali, tandis qu'au Mexique existeraient – au moins – 19 grandes organisations recensées comme des multinationales de la drogue ; chaque grande organisation entretient un nombre important de sous-traitants qui travaillent à son service ; chaque sous-traitant est entouré d'un service de protection et d'exécution des tâches, qui est lui-même structuré en "bande" plus ou moins organisée. Selon la PGR, les grandes organisations mexicaines de trafic de drogue contrôleraient plus de 105 bandes criminelles de narcos sous-traitants qui seraient disséminées sur tout le territoire national ; ainsi, le *capo* (d'une manière comparable à celle du commanditaire politique et du bénéficiaire industriel ou financier) donne les ordres mais ne les exécute pratiquement jamais par lui-même, ce qui rend son arrestation difficile, d'un strict point de vue juridique. En outre, de nombreux trafiquants indépendants disposent eux-mêmes de "bandes" (familiales ou recrutées localement) pour assurer leur protection et pratiquer le trafic.

Tous ces protagonistes disposent d'un armement servant à garantir leur sécurité face à des autorités policières, elles-mêmes fortement armées. C'est souvent celui qui tire le premier qui a le plus de chances de s'en sortir, donc les combats ou règlements de compte dans les lieux publics ne sont pas rares. Cette militarisation des rapports

sociaux va de pair avec l'installation, dans une ville, de narcos indépendants ou des *capos*. Les différentes "bandes" rivales ont ainsi davantage l'occasion de s'affronter et de mesurer leur force à travers la comparaison de leur puissance de feu ; souvent les motifs d'affrontement relèvent plus des tensions de la vie quotidienne (problèmes de rivalité féminine, de dettes impayées...) que de problèmes professionnels de partage de territoire ou de conquête de marchés nouveaux ; il y a de la place pour tout le monde. En fait, ce ne sont pas tant les causes de la tension qui constituent la singularité de ces organisations criminelles, mais plutôt l'adoption d'un certain type de résolution de la tension : le choix des armes n'apparaît pas comme l'ultime solution, mais bien comme la première et la seule réponse possible. Telle est la raison pour laquelle l'affrontement pourrait être évité à travers un type d'organisation sous forme de *fédération* qui unirait les principaux clans criminels afin de les mettre dans une position de force vis-à-vis des autorités, et de faire jouer la coopération pour la logistique (économies d'échelle pour la mise en commun ou l'échange d'informations, d'équipements, de routes...) ; mais la *cartélisation* pourrait déboucher sur une concurrence (en matière de prise de décision, de fixation des prix, de partage des profits et d'établissement de rapports de force) avec les autorités politiques et institutionnelles établies ; c'est pourquoi elle semble peu compatible avec les caractéristiques du système politique mexicain.

Les stratégies d'affrontement entre diverses organisations criminelles s'expliquent par les recompositions qui s'effectuent sous l'instigation des pouvoirs institutionnels établis et compromis. Ainsi, il ne fait aucun doute que l'assassinat de l'ancien *capo* du clan de Ciudad Juárez en avril 1993 – qui bénéficiait auparavant d'une protection lui permettant de se déplacer en toute impunité, et qui, selon certaines sources, était en train de négocier, depuis octobre 1992, autant avec la PGR qu'avec la DEA, la légalisation de ses affaires acquises grâce au commerce de la drogue contre des informations sur le trafic de drogue à la frontière – ainsi que le démantèlement, la même année, de l'équipe dirigeante de cette organisation, a non seulement correspondu avec l'arrivée du procureur Carpizo à la tête de la PGR, mais également à une recomposition des alliances privilégiant le clan du Golfe. Depuis, l'arrestation, en janvier 1996, du *capo* du clan du Golfe, simultanément à la libération d'un des anciens *capo* du clan de Juárez – Rafael Muñoz Talavera, arrêté en 1992 puis condamné à quinze années de prison, a été libéré en mars 1996, en même temps que lui étaient rendues (ainsi qu'à

ses lieutenants) nombres de ses propriétés qui avaient été saisies par la PGR –, pourrait signifier qu'une autre "recomposition sexennale" a été mise en place au profit de cette dernière organisation.

De ces nombreux arrangements et collusions entre représentants de l'Etat ou des forces de l'ordre et narco-trafiquants résulte une perte de confiance dans les autorités. L'agent policier qui agit des deux côtés de la loi est l'acteur le plus redouté des populations, car il peut en même temps disposer de l'usage de la violence légale, mais également manifester un comportement criminel tout à fait imprévisible. Les rapports de corruption traditionnels entre les représentants de l'autorité et la population s'en trouvent donc modifiés : alors qu'auparavant la discussion des causes de l'infraction et du prix du pardon faisait l'objet de longues palabres, le lien social qui unissait les deux intervenants (le corrupteur et le corrompu) – contre la bureaucratisation du système, et en faveur d'un arrangement direct – tend à se déliter et à être remplacé par la peur, la fuite ou l'asservissement inconditionnel devant l'autorité, bref par des comportements frisant l'atonie et par une atomisation sociale en progression.

L'accroissement de la délinquance

A partir des années 1990, les stratégies de répression changèrent. Désormais la lutte devait être concentrée vers la capture des trafiquants plutôt que de viser l'emprisonnement des paysans. Par contre les campagnes de fumigation s'intensifièrent, provoquant une baisse des activités dans des zones jusque là prospères. Ce phénomène provoqua un effet pervers dans le sens où certaines bandes de délinquants qui étaient installées dans les zones productrices, fuyant la militarisation et l'assèchement de leurs rentes financières, commencèrent à sortir de leurs territoires, à semer la terreur dans d'autres zones et à diversifier leurs activités (attaques de trains, enlèvements, extorsion). La délinquance s'était donc déplacée sans être pour cela vaincue par la militarisation.

Le phénomène de constitution de bandes armées est courant dans les montagnes de la *Sierra*. Selon les autorités de l'Etat, c'est dans le *municipe* de Guadalupe y Calvo qu'opèrent le plus de bandes armées. La plupart des bandes sont composées de jeunes agés de 16 à 35 ans n'ayant pratiquement pas suivi de scolarité ; la majorité d'entre eux ont déjà eu maille à partir avec la justice, en étant impliqués dans des homicides ou d'autres délits. Ces bandes opèrent en toute impunité et sans risque car

les communautés sont incapables de leur opposer une quelconque résistance. La cohésion de la bande dure autant que son chef est en vie ; son centre d'opération est le plus souvent un *ranch* (une ferme) et son rayon d'action peut s'étendre sur un territoire de plus d'une centaine de kilomètres carrés. Dans la *Sierra*, le principal centre de socialisation est la famille qui se constitue comme substitut d'une communauté souvent inexistante à cause de l'éloignement. De ce fait, le noyau de commandement de la bande est toujours la famille (les parents, les frères, les cousins ou les oncles). La dénomination d'une bande est choisie soit en fonction du lieu dont elle est originaire et qui lui sert de centre opérationnel (un *ranch*, un village), soit en adoptant le nom de son chef. Trois types principaux de bandes rurales peuvent être dénombrés :

* *les bandes criminelles marginales* : elles attaquent les *rancherías* (d'indigènes ou de métis) isolées, les dépossédant de leur bétail ou de leurs récoltes de céréales ou de marijuana ; elles agressent également les trains, les automobilistes ou les jeunes filles pour violer ces dernières ; certaines d'entre ces bandes s'adonnent à la culture de drogue ; pour commettre leurs forfaits, leurs membres utilisent des armes de gros calibre, des radios de haute fréquence, et sont quelquefois vêtus d'uniformes militaires (on peut cependant les reconnaître parce qu'ils sont chaussés de tennis).
* *Les bandes criminelles intégrées* qui peuvent être légitimées – pour des motifs d'intérêt, de peur ou pour prévenir les attaques – par certains propriétaires métis qui les soutiennent (« *il vaut mieux les avoir avec soi que contre soi* ») ; dans d'autres cas, lorsqu'il n'est pas possible de compter sur la protection des forces de l'ordre, des familles de caciques décident de s'armer et de se constituer en bande pour intimider leurs ennemis, c'est-à dire toutes les personnes ou groupes (par exemple, les représentants d'organisations syndicales indépendantes, métis ou indigènes) qui pourraient attenter à leur hégémonie économique ou politique locale.
* *Les bandes défensives indépendantes* qui visent à protéger les membres d'une famille contre les attaques de leurs ennemis ; les *vendettas* inter-familiales impliquent en effet que chaque ennemi d'un membre de la famille devient l'ennemi de tous les autres membres, la vengeance pouvant s'abattre sur n'importe lequel des membres de la famille.

Toutes les agglomérations de l'Etat sont touchées par le phénomène de la prolifération des bandes armées Ainsi en est-il des villes de Parral, Cuauhtémoc et Chihuahua, mais, à l'heure actuelle, selon les sources d'information de la PGR, la ville de Ciudad Juárez est la première de toutes les villes du pays pour ce qui concerne le nombre d'exécutions liées au narco-trafic ; le phénomène de "bandes" y est très développé puisque l'on en dénombre près de 300 dans toute l'agglomération[22]. Ce mode de regroupement est également présent, par contagion identitaire non-conformiste, dans la population hispanique (à 70% d'origine mexicaine) établie dans la ville d'El Paso, côté américain, puisqu'on y dénombre quelques 500 bandes (pour 500 000 habitants, alors que la ville de Ciudad Juárez compte un million d'habitants). Toutes ces bandes urbaines ne sont pas criminelles, mais la plupart expriment l'insatisfaction des nouvelles générations vis-à-vis du modèle dominant d'intégration par le travail et l'adhésion au nationalisme *priiste*. En effet, les enfants de parents travaillant dans les *maquiladoras* sont les plus touchés par la rupture d'avec les cadres traditionnels de socialisation. Ce phénomène est renforcé par le fait que de nombreuses familles de travailleurs ayant migré des régions pauvres du centre ou du sud mexicain, sont de type monoparental ; les mères célibataires, ne pouvant compter sur l'assistance matérielle des pères, partis sans laisser d'adresse, font quelquefois venir leurs parents ou leurs jeunes frères et sœurs pour garder les enfants en bas âge. La famille demeure toujours l'unité de base, mais les "communautés primaires" qui structurent les populations groupées ne sont plus les écoles, les entreprises ou les cellules du parti, mais, plus fréquemment, *les bandes de proximité* ; là (en l'absence des parents retenus sur leurs lieux de travail), dans les rues des quartiers défavorisés, se tissent des relations de voisinage qui pourront facilement se transformer en complicités délictueuses permettant, au hasard des rencontres, de satisfaire des appétits frustrés de consommation. Telle est la différence fondamentale entre les bandes rurales et urbaines : alors que les premières renforcent les liens familiaux, les secondes se substituent à la famille. C'est au sein de ces groupes que les narco-caciques urbains opèrent les recrutements destinés aux *bandes criminelles professionnelles*, que s'effectuent les premiers pas vers la clandestinité, et que se nouent les

22 Ce type d'organisation est très ancien et a été lumineusement analysé par Octavio Paz, in *Le Labyrinthe de la Solitude*, 1957.

futures relations de travail ; ici, la marge sociale rencontre la marge criminelle.

A Ciudad Juárez et dans la ville de Chihuahua, la marge sociale est surtout constituée par les "bandes" dénommées *los cholos* qui se regroupent dans les quartiers populaires périphériques. Les *cholos* se recrutent principalement parmi les enfants de deuxième génération des travailleurs migrants, et, pour cette raison, ils se définissent comme les *chicanos* du Mexique ; ils sont, en de nombreux points, comparables aux *pachucos* décrits par Octavio Paz ; à l'origine, il s'agissait d'un mouvement anti-autorité, anti-caciques locaux, qui valorisait les actions spontanées et refusait toute forme d'engagement politique partisan. Commencé dans les années 1980, ce mouvement comptait en 1988, quelque 25 000 partisans dans la ville de Chihuahua. Ces regroupements ont dégénéré, surtout en 1990, en manifestations d'une violence incontrôlée, exprimée par les attaques de pharmacies ou d'écoles, ainsi que par de multiples agressions contre les personnes et les commerces. En 1989, le gouvernement régional avait créé une association (*el Programa de Atención a la Sociedad de la Esquina*) pour humaniser la répression policière qui s'abattait durement sur les *cholos* ; au même moment, le trafic institutionnel de drogue se développait à une échelle industrielle sous la protection des plus hautes autorités policières et politiques de l'Etat, comme quoi crime et charité peuvent faire bon ménage sous les auspices du paternalisme. Toutefois, depuis 1991, cette forme de violence a diminué, de par l'action du gouvernement *paniste* qui a multiplié les efforts pour "socialiser" ces jeunes, en les incitant à rejoindre les mouvements charismatiques ; les anciens *cholos* sont devenus des *cholos sin barrio* (sans quartier), isolés socialement, mais intégrés professionnellement Les nouvelles générations de *cholos* apparaissent ainsi moins agressives et ils se définissent volontiers comme des "Indiens civilisés" (en référence à Benito Juarez [23]). Mais les problèmes de marginalité urbaine subsistent, derrière une façade de rapports sociaux pacifiés ; de multiples *cholos*, bien qu'intégrés au monde du travail (comme maçons, mécaniciens...), et ayant fondé une famille entretiennent leur révolte contre le système à travers la consommation privée des *paradis artificiels* ; d'autres sont entrés dans l'armée et, lors

23 Ancien président mexicain d'origine indienne, dont la résistance permit la défaite des troupes de Napoléon III en 1867

de chaque permission, retrouvent leurs amis à qui ils livrent de la drogue prélevée sur les stocks saisis par les militaires ; enfin, certains ont franchi le cap et se sont mis au service des narco-trafiquants.

Les bandes existent toujours et chaque quartier populaire en compte deux ou trois. Quant à la délinquance rurale, elle est surtout concentrée dans les zones de production de drogue où les narco-caciques locaux s'entourent de bandes de délinquants afin de se protéger contre une éventuelle attaque des autorités, et de dissuader les communautés villageoises de mettre un terme aux cultures illicites ou de contester l'autorité des narco-caciques ; là, il s'agit bien d'une délinquance criminelle qui vise à altérer les anciens rapports sociaux en imposant de nouvelles relations locales de domination, fondées sur l'arbitraire et l'usage extrême de la violence. D'autres bandes sont à la solde des grandes organisations de narco-trafiquants qui contrôlent certaines zones de culture et ne tolèrent pas que la concurrence s'y installe ; des assassinats sélectifs sur la population sont donc ordonnés afin de dissuader les paysans de vendre leurs récoltes à des narcos rivaux. Ainsi, dans la zone de Guadalupe y Calvo, par exemple, une bande connue terrorise toute la population , certains de ses membres s'infiltrent dans les assemblées *ejidales* afin de repérer les habitants qui se plaignent de la violence exercée par les narco-caciques ; les réfractaires au système de terreur sont ensuite assassinés ; ce climat d'insécurité, ainsi que la perte de confiance dans les autorités légales, ont incité quelque 500 familles à abandonner la région. Il est très difficile, pour les communautés villageoises, de remettre en question l'autorité des narco-caciques installés, car elles ne peuvent avoir recours aux autorités légales qui sont souvent corrompues par ces mêmes caciques. La confiance dans les institutions (et notamment la police, l'armée et la justice) mais aussi dans l'Etat qui les a créées, et dans les hommes politiques qui les représentent, devient pratiquement inexistante.

L'augmentation de la population carcérale

Confrontés à la pression des narco-caciques ou parce qu'ils sont attirés par les possibilités de produire de l'argent facile, mais également à cause d'une crise économique et d'un système politique structurellement inégalitaire qui les maintiennent dans la pauvreté, de nombreux exclus du système légal de répartition sautent le pas et passent de la marge sociale à la marge juridique (hors du système légal défini par les règles de droit).

Autant les jeunes désœuvrés des quartiers urbains défavorisés que les petits paysans ne pouvant plus subvenir aux besoins de leurs familles, trouvent, dans la culture et le trafic de drogue, un moyen de dépasser l'état dans lequel les a abandonné un système bloqué ; les activités liées à la drogue représentent l'un des rares moyens de promotion sociale à leur disposition. Ainsi, dans l'Etat du Chihuahua, on estime que 27 427 journaliers agricoles se consacrent à la culture de plantes illicites, soit 3,7 % de la population économiquement active de cet Etat[24] ; à lui seul, le *municipe* de Guadalupe y Calvo, dont la population est d'environ 35 000 habitants, aurait occupé 20 000 personnes pour la production de drogue ; pour ce faire, autant les enfants que des travailleurs originaires d'autres Etats voisins (Sonora, Sinaloa et Durango) auraient été embauchés ; de fait, durant la saison des semances et de la récolte, l'absentéisme est très important dans les écoles.

Tous ces petits paysans prennent le risque de "tomber", en s'attirant les foudres d'une répression aussi sélective que le système est inégalitaire. En effet, si certains caciques de la marge ont la possibilité de contourner les règles de droit, d'autres, de par leur statut de relégation hors du champ de l'influence politique, sont soumis à l'application stricte du droit... sauf à se mettre sous la protection d'un cacique – et donc de passer du statut d'indépendant à celui d'obligé – qui n'hésitera pas à les sacrifier pour se protéger lui-même.

Cette vulnérabilité des petits trafiquants et des petits producteurs se reflète dans le profil de la population carcérale. Ainsi, il existe dans le Chihuahua quatorze centres pénitentiaires sous administration de l'Etat régional, dans lesquels étaient regroupés, en février 1993, 2 900 internes (pour une capacité de 1 700 places), dont 60% d'entre ceux-ci sont incarcérés préventivement ; il faut ajouter à ces établissements le pénitencier fédéral de Ciudad Juárez qui regroupe 1 200 internes (pour une capacité de 800 places), dont 60% sont des cultivateurs ou des passeurs liés au narco-trafic (plutôt d'envergure modeste, dans leur majorité). Les peines pour "délit contre la santé" ou "possession de drogue" peuvent varier de trois à dix années de prison ; à l'intérieur de ces centres de détention, on trouve de nombreux cas d'internes emprisonnés depuis au moins deux années sans avoir été jugés, et que n'intéressent ni les juges ni les avocats qui ne peuvent en

24 Cf un rapport du *Cendro*, Mexique, 1996

retirer aucun profit financier. Mais il faut souligner une autre caractéristique de l'Etat du Chihuahua : le nombre d'internés pour meurtre y est supérieur de 75% à la moyenne nationale[25].

Lorsque le gouvernement *paniste* est arrivé au pouvoir, en 1992, ses représentants ont essayé de moraliser un système pénitentiaire dans les établissements duquel circulaient, quasi librement, armes, drogue, téléphones cellulaires, prostituées, marchandises de toutes sortes, le tout avec la complaisance de gardiens habitués à être corrompus par leurs pensionnaires. De nombreux internes étant eux-mêmes toxicomanes, il s'avère délicat de les sevrer à leur arrivée ; mais le personnel pénitentiaire n'est pas en reste ; ainsi, parmi les 120 gardiens qui travaillent à l'intérieur du pénitencier de la ville de Chihuahua, après un contrôle *anti-doping*, trente cinq se sont révélés toxicomanes et quinze avaient un antécédent pénal ; vingt d'entre eux ont été licenciés ou "démissionnés". D'autre part, dans le même établissement, se trouvait interné Gilberto Ontiveros Lucero (le *capo* de la drogue d'Ojinaga) dans la cellule duquel on a trouvé un fax, 15.000 dollars et... une femme ; il a été transféré à la prison de haute sécurité d'Almoloya (dans l'Etat de México).

Une autre caractéristique du système carcéral est l'emprisonnement de nombreux petits délinquants et cultivateurs qui apprennent là les "usages" de la criminalité ; ainsi, il existe cinq pénitenciers dans la *Sierra* – qui regroupent les prisonniers de quinze municipes – et dans lesquels 90% des prisonniers sont des indigènes, incarcérés le plus souvent pour des délits de droit commun liés à la consommation d'alcool, à la détention d'armes et à la culture de drogue. En 1995, l'Institut National Indigéniste (INI) a dénombré quelque 6 000 indigènes, emprisonnés dans toute la République, pour culture de plantes illicites ou violence liée au trafic ; les Etats qui fournissent les plus forts contingents de population indigène emprisonnée sont : Oaxaca (1 677 internés, hommes et femmes confondus), Veracruz (856), Puebla (384), Chihuahua (295, dont 113 proviennent du *municipe* de Guadalupe y Calvo), Chiapas (243), Nayarit (227), Guerrero (218) et Sonora (212). Il n'est qu'à les visiter dans leurs prisons et s'entretenir avec eux, pour présumer que la plupart composent l'échelon le plus bas d'un narco-système qui les manipule ; pour ce

25 Cf Alvarado, 1996, p 59.

qui concerne les femmes emprisonnées, la plupart d'entre elles ont été condamnées pour avoir transporté de la drogue en petite quantité contre paiement ; elles sont souvent dénoncées à la police par les mêmes narco-trafiquants qui les ont contractées et qui profitent de l'immobilisation des forces de police au moment de l'arrestation pour passer des chargements plus importants (stratégie que les policiers dénomment "du tir groupé"). Certaines associations locales (comme COSYDHAC) ont engagé des actions soit pour améliorer les conditions de détention de ces prisonniers, soit pour faire libérer ceux d'entre eux qui sont demeurés en prison préventive trop longtemps ou qui, ne pouvant se payer le concours d'un avocat, ont été condamnés à des peines exagérément lourdes ; par exemple, il n'est pas rare que les petits paysans soient condamnés à sept années de prison pour avoir cultivé un lopin de cannabis ; la plupart des indigènes, qui ne parlent pas l'espagnol, ne comprennent même pas pourquoi ils sont internés ; il n'en demeurent pas moins résignés face à leur sort. Comme pour les campagnes de lutte contre la torture, les pressions exercées par les ONG contre la détention sans jugement des indigènes, ou leurs condamnations disproportionnées rencontrent en écho l'argumentation policière selon laquelle les associations indépendantes de défense des droits de l'homme se feraient les protectrices des délinquants et des trafiquants de drogue.

Ici encore transparaît le décalage entre un Etat juridico-bureaucratique qui assume la fonction d'exclusion à travers une répression ciblée, et certaines populations marginalisées, sans lien avec les représentants de l'Etat, et dont les membres sont les premières victimes de la répression ; mais ce décalage pourrait n'être qu'une couverture idéologique servant à maintenir la croyance en un ordre fictif et en une société en voie de pacification, alors que, dans la réalité, est activé un Etat clientéliste, intégrant l'ensemble de la société civile et favorisant les méthodes du capitalisme le plus *sauvage* à travers un laisser-faire cautionnant la collusion entre les clans criminels et politiques. Ces deux formes d'Etat coexistent fonctionnellement. Et tandis que les membres des clans politiques restent impunis, les sociétés locales – touchées par le narco-trafic et certaines de ses conséquences (trafic d'armes, arbitraire de la domination des narco-caciques et des forces de répression, augmentation de la délinquance criminelle...) – se déstructurent ; mais ici encore, la famille – représentée par ces enfants en bas-âge vivant la réclusion aux côtés de leurs mères internées, ou par ces parents qui

attendent l'heure des visites à la porte des prisons – demeure la première et la dernière unité de base qui relie les condamnés au monde extérieur.

L'accroissement de la consommation locale

On a longtemps cru que les Etats producteurs de drogue ne seraient pas concernés par les problèmes de consommation sur leurs propres territoires. Certaines déclarations d'Ismaël Guzmann (responsable du Sentier Lumineux péruvien) considéraient même la drogue comme une arme politique dont l'usage était réservé aux toxicomanes *capitalistes*, tandis que son exportation devait servir à entamer la puissance *impérialiste* des pays du Nord. Mais, progressivement, en Afrique comme en Amérique latine, dans les Etats producteurs et les Etats de transit, le long des routes et sur les places tenues par les narco-trafiquants, la consommation locale s'est accrue, et ceci pour trois raisons principales :

* d'abord, la marginalité, qui a frappé de plus en plus de jeunes confrontés à la précarité du travail et habitants les quartiers défavorisés des périphéries urbaines, va de pair avec une individualisation croissante des pratiques et des représentations ; en ce sens, la drogue constitue un refuge ou une forme de résistance à l'ordre établi ; elle permet de contester la légitimité de l'Etat ou de s'affranchir de la tutelle religieuse afin de s'adapter à une culture urbaine dominante (dans les villes et les campagnes) qui exige un dépassement de soi ou pour mettre un peu de fantaisie dans la grisaille et l'ennui de la vie quotidienne[26] ;
* ensuite, parce que les narco-trafiquants eux-mêmes se sont vite aperçus que la demande liée à la consommation intérieure constituait un important marché qui pouvait leur assurer de confortables bénéfices, en même temps qu'une légitimité sociale, de par la constitution de clientèles de consommateurs qu'ils pouvaient agglomérer à leur réseau d'influence ;
* enfin, l'usage de la drogue s'est progressivement banalisé dans toutes les classes sociales sous l'effet d'un mimétisme culturel venant des Etats-Unis et relayé par la télévision.

---

26 Cf Werner (J.-F.), *Sciences sociales et drogues : la résistible aporie*, in SCIENCES SOCIALES ET SANTÉ, vol. 13, n° 2, juin 1995

Aujourd'hui, à travers la production et le trafic de drogue, certaines nations du Sud ont acquis un statut qui leur a permis de dépasser leur situation de nations reléguées du tiers-monde ; sur les plans économique et géopolitique, le commerce de la drogue a permis à ces pays d'acquérir une place reconnue au sein du processus de mondialisation des échanges. De plus, les clientèles traditionnelles de consommateurs (artistes, prostituées, membres des professions liées à la communication) se sont élargies ; les narco-trafiquants eux-mêmes se droguent, leurs enfants également, mais aussi les représentants de l'autorité (policiers, caciques locaux...) et les membres des classes sociales dirigeantes (enfants des entrepreneurs ou des hommes politiques publics) dont les pratiques constituent un modèle et une justification pour les jeunes générations. Traversant les générations, traversant les classes sociales, traversant les espaces, la drogue (et de plus en plus, les drogues dures) peut maintenant être consommée en de nombreux lieux : dans la rue, en privé, dans les zones rurales et urbaines, lors de réunions familiales ou de fêtes communautaires, dans des endroits publics consacrés au divertissement (boîtes de nuit, notamment), et jusqu'à la sortie des écoles. Déjà, le 15 juillet 1989, l'évêque de la *Sierra tarahumara*, José Llaguno déclarait-il : « *le trafic de drogues s'est généralisé sur tout le territoire du diocèse (qui comprend les municipes les plus importants de la zone, difficile d'accès, des falaises) ; le plus grave, c'est que les membres du gouvernement et de l'armée favorisent, tolèrent et protègent le trafic de drogues, et en plus ils incitent à la consommation locale de drogues* »[27]. Culturellement, la drogue est donc devenue l'une des portes d'entrée dans la modernité.

Dans les campagnes, sur les lieux de production, la consommation est d'autant plus courante que la marchandise se trouve à portée de mains ; certains témoignages[28] font état de ce que les narco-trafiquants ont commencé à introduire de la cocaïne dans la *Sierra* pour accoutumer les producteurs locaux à sa consommation, les obligeant ainsi à s'en procurer en échange de leurs récoltes de pavot ou de marijuana. Mais dans les villes, et surtout les grandes agglomérations, la consommation constitue un véritable marché, contrôlé par les trafiquants de l'intérieur ; ceux-ci ont mis en place toute une organisation qui vise surtout à capter

---

27 Cité par Lorenzo Perez (cf. bibliographie)

28 Rapportés par Alvarado, 1996, p 136.

les populations touchées par le sous-emploi et qui vivent dans les quartiers populaires. Là, les endroits (maisons ou coins de rue) où l'on peut se procurer de la drogue sont connus de tous les habitants. Les grandes villes se trouvent ainsi divisées en zones (soit par quartiers, soit par rues) dont le contrôle est assuré par différentes "bandes" qui s'approvisionnent souvent auprès des mêmes fournisseurs. Mais, à ce niveau également, l'organisation de la distribution se greffe sur des structures illégales pré-établies ; c'est ainsi que, selon certaines informations [29], les vendeurs au détail de cocaïne et de marijuana se sont appropriés certaines rues du centre historique de la ville de Mexico avec l'autorisation de *líderes* qui dirigent le commerce ambulant des marchandises de contrebande ; ces *líderes* se serviraient même des *dealers* comme commandos de choc pour faire respecter leurs lois et leur monopole de rue dans les zones qu'ils contrôlent traditionnellement – avec la bénédiction des autorités municipales locales qui, en échange, sont assurées du vote de soutien de la clientèle des marchands, au moment des élections. En effet, le commerce ambulant est, depuis de nombreuses décennies, aux mains de mafias syndicales dont les *líderes* apparaissent comme de véritables caciques intouchables (tant qu'ils demeurent les obligés du parti au pouvoir), cultivant les passe-droits en toute impunité, usant de la violence la plus extrême pour s'imposer ou régler leurs comptes, et amassant de substantiels profits à travers la direction de cette activité informelle. Pour les trafiquants, cette collaboration aurait un second avantage car elle leur permettrait, à travers la vente des marchandises de contrebande et la complicité des *líderes* locaux – payés au pourcentage des services rendus –, de blanchir une partie de leurs bénéfices illégaux réalisés sur le marché local. Même si les statistiques globales paraissent sous-évaluer l'importance du phénomène, il ne fait aucun doute que celui-ci va bouleverser de plus en plus les relations sociales autant à l'intérieur des familles que dans le cadre de la vie communautaire et publique. En effet, l'accroissement de la consommation de drogue entraîne son cortège de délinquance et de violence, ancrées dans le social le plus immédiatement vécu et contribuant à l'expansion des marges de la vie quotidienne.

---

29. Rapportées par *La Jornada* du 2 février 1996

Le développement économique local

Durant les années 1976-70, toutes les terres cultivables du *municipe* de Guadalupe y Calvo, spécialement dans la région de Baborigame, étaient recouvertes de plantations de marijuana et de pavot. Certaines familles autochtones qui contrôlaient le trafic ou de grandes superficies de culture possédaient de véritables flottilles d'avionnettes ; les concessionnaires de voitures de marque enregistraient dans la zone des taux de vente supérieurs à la moyenne nationale, et même à la moyenne des ventes effectuées dans la capitale fédérale ; une bande, découverte en 1993, s'était spécialisée dans la vente aux producteurs de drogue du Chihuahua de véhicules volés dans le Etats du Sinaloa et du Sonora ; les commerces multipliaient les ventes de produits alimentaires, de ciment, d'outils, de fertilisants agricoles et de matériel d'irrigation servant à arroser les plantations ; la société fiduciaire du plus grand groupe industriel du Chihuahua, *el Grupo Chihuahua*, la COMERMEX, installait une succursale dans la localité afin de gérer les comptes particuliers des paysans ; les fusils, les pistolets, les mitraillettes et les munitions étaient détenus par une grande partie de la population. Le *municipe* qui comptait à peine 25 000 habitants, qui était traditionnellement enclavé, touché par le chômage ou le sous-emploi, et sans ressources productives officielles, possédait un aéroport (sur lequel on enregistrait jusqu'à 40 vols quotidiens) une banque et souffrait de congestion du trafic automobile. Les fêtes nocturnes étaient fréquentes qui se terminaient en bande, dans la rue, sous le patronage d'individus déambulant sur un cheval ou titubant à pied, chaussés de bottes en peau de python, vêtus de costumes élégants et de vestes de cuir ornées de plumes de paon, arborant une bouteille de bière dans une main et un pistolet dans l'autre. Des artistes de variétés connus dans tout le pays, ou des orchestres de musique traditionnelle du nord du Mexique (la musique *ranchera* dont le registre comporte aussi des chansons, les *corridos*, à la gloire des *narcos*) arrivaient en avionnettes et étaient loués pour animer des fêtes dans de minuscules fermes de la *Sierra*.

C'est ainsi que le trafic et la culture de drogue ont pour effet de précipiter des régions entières dans la marge économique liée au blanchiment et au recyclage locaux d'argent sale. Mais, contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce développement concerne autant les régions frontalières des Etats-Unis que celles du Mexique. Des deux côtés de la frontière, toute une économie souterraine illégale, basée également sur

la corruption, se substitue aux activités traditionnelles touchées de plein fouet par la crise économique (et notamment la crise de l'industrie automobile côté américain, et la crise de l'agriculture côté mexicain)[30]. Ainsi, une étude du Département d'Etat américain estimait-elle, en 1987, qu'un paysan mexicain de la *Sierra Madre* pouvait gagner 500 dollars par année en récoltant les cultures traditionnelles (haricots, maïs), alors qu'en cultivant le pavot, ses bénéfices annuels oscilleraient entre 2 000 et 4.000 dollars. Des deux côtés de la frontière, les gouvernements laissent donc faire afin d'amortir "au coup par coup" les effets de la crise économique, et d'éviter une explosion sociale. C'est ainsi que se régénèrent, grâce à l'apport d'argent frais d'origine illégale, certains secteurs en récession : l'agriculture, les transports, le commerce, les travaux publics, les jeux , c'est également ainsi que des emplois sont créés, sous la protection des structures établies de l'Etat, dans la lointaine et incertaine attente que l'économie locale se revitalise par elle-même ; et alors, seront oubliés les moyens grâce auxquels la période difficile aura été passée ; il s'agit d'un cas classique de perte collective de mémoire face à l'Histoire qui justifie, au nom de la préservation de l'unité nationale, le pardon accordé aux responsables politiques de premier plan qui ont fauté, en se compromettant avec les narco-trafiquants, et qui resteront impunis pour que l'Etat clientéliste national puisse se reproduire.

Tel est, par exemple, le cas de la petite ville de Douglas, dans l'Arizona, où, selon un reportage de la presse locale[31], les 500 dollars que gagnera un chauffeur routier pour transporter un chargement de drogue (cocaïne ou marijuana), depuis la frontière sud du Texas jusqu'à Tucson, seront investis dans l'économie locale et favoriseront les secteurs de la vente d'automobile, du commerce alimentaire et vestimentaire. . Dans cette zone du Sud des Etats-Unis, le chômage qui frappe lourdement les travailleurs licenciés des industries traditionnelles est compensé par l'essor des activités illégales ; c'est ainsi que, dans la même ville de Douglas, le journaliste local estime que 30 à 60% de l'activité économique locale est générée par le trafic de drogue. Il en est de même côté mexicain, où une étude[32] estimait, en 1991, qu'entre 15 et 20% de la

30 Cf. *El Financiero* du 8 avril 1995

31. Cité par *El Financiero* du 8 avril 1995

32 Tirée du même article de *El Financiero*, du 8 avril 1995

population de la ville d'Agua Prieta (Etat du Sonora) était liée aux activités de la drogue, et ceci depuis le début des années 1980. Il semble évident que le boom immobilier et le haut volume des dépôts bancaires dans des villes comme Mazatlan, Durango, Phœnix, San Diego, Ciudad Juárez, Guadalajara ou Nuevo Leon sont en partie alimentés par le *blanchiment institutionnel* de l'argent de la drogue, qui est ensuite recyclé dans les activités régionales. Mais, là où le phénomène est le plus manifeste, c'est dans les petites localités de la *Sierra* où de grandes fortunes sont amassées avec une étonnante rapidité, alors que les dollars circulent librement et abondamment dans tous les commerces ; ici, au niveau local, ce sont surtout les petits producteurs et les caciques établis (narco-caciques institutionnels ou sociaux ou indépendants) qui alimentent les activités locales à partir du *blanchiment social*, et favorisent une croissance économique rendue éphémère par sa dépendance aux vagues de répression. En outre, la croissance apparaît artificielle car elle ne débouche, au niveau local, sur aucun investissement productif autre que la culture illégale de drogue ; sinon, la plus grande partie des bénéfices qui en dérive est dirigée vers les commerces et vers certains services comme l'hôtellerie et la restauration. Cela signifie que, du jour où cette activité sera réprimée, ces zones de production illégale retomberont dans la torpeur des lendemains de fête.

Les implications sociales du trafic de drogue sont donc à l'origine de l'extension autant des *marges territoriales locales* (les zones touchées par la crise et revitalisées artificiellement et temporairement par les activités illégales) que des *marges sociales* (criminelle, juridique, économique ou liée à la vie quotidienne). Si l'activité du narco-trafic a renforcé ces marges, force est de constater qu'elles existaient auparavant, produites par la nature même du système politique. L'essor de ces marges apparaîtrait donc comme *un effet pervers structurel* de l'Etat clientéliste ; en effet, les capacités d'intégration de l'Etat clientéliste ont été limitées par la mise en application de politiques économiques libérales qui ont favorisé la dérive d'une redistribution inégalitaire vers le monopole exclusif des rentes par les clans politiques, industriels et financiers situés au sommet de l'Etat clientéliste. Il en résulte qu'un Etat clientéliste n'est véritablement redistributeur qu'en période de croissance économique, soutenue dans le temps ; à l'inverse, il s'avère inadapté à produire du développement social pendant les phases de récession économique ou de restructura-

tion de l'appareil industriel.. sauf à laisser faire les activités illégales De ce point de vue, le cas du Mexique n'est pas si éloigné de celui de l'Algérie ou d'autres Etats qui se sont développés sur la base d'un capitalisme lié à la rente pétrolière ; le contre-choc pétrolier de 1986 a entraîné la rupture du compromis social au terme duquel la société abdiquait ses droits politiques en contrepartie d'un accès à la redistribution des bénéfices de la rente ; la rente se tarissant, a émergé, à partir de 1988, une demande de participation politique (cf. la mobilisation populaire en Algérie, au Venezuela, dans le Chihuahua) qui a déplacé le centre de gravité de l'ancien compromis d'ordre social vers un large consensus d'ordre politique visant la modernisation démocratique de l'Etat (respect du vote, du principe d'alternance, du pluralisme, du droit des minorités) ; aujourd'hui, cette modernisation démocratique a montré ses limites, notamment en ne débouchant pas sur une forme plus égalitaire de redistribution des richesses... Par ailleurs, il ne fait aucun doute que la crise économique favorise également la résurgence de pratiques clientélistes au sein même des Etats démocratiques ; il en est ainsi, par exemple, de certaines banlieues françaises où l'économie illégale de la drogue constitue une des principales ressources , ces activités illégales ne peuvent produire, en France comme au Mexique, qu'une croissance artificielle et temporaire, sans véritable développement social.

Aux côtés de toutes ces marges qui se sont étendues et ont transformé les rapports sociaux, de par l'existence d'un narco-système agissant sur – et par – l'Etat clientéliste, il faut relever le changement fondamental constitué par l'apparition d'une nouvelle marge : *la marge politique*, alimentée par les activités illégales au bénéfice des caciques institutionnels et sociaux locaux. Mais il existe également un filtrage politique d'accès aux rentes illégales, qui permet de contrôler la dérive mafieuse de la marge, et de la limiter au niveau local ; ce filtrage politique s'effectue par l'institutionnalisation des rapports entre certains représentants du pouvoir d'Etat et les *capos* de la drogue[33]. Il en résulte une division des représentations politiques entre un niveau local où les autorités fédérales laissent faire les relations entre caciques et acteurs de la marge, et un niveau régional et/ou national où les grands caciques

33 Telle est la raison pour laquelle nous semblent peu crédibles les estimations qui ne font revenir au Mexique que 10% des bénéfices de la drogue.

opèrent un contrôle politico-institutionnel et une récupération économique des marges.

CHAPITRE III

LES INSTITUTIONS DU TRAFIC

Les activités liées au narco-trafic semblent donc pouvoir se développer en dehors du champ d'intervention d'autorités régionales qui ne s'associeraient pas à cette stratégie d'intégration des marges. Ainsi que le démontre l'analyse appliquée au cas du Chihuahua, malgré un gouvernement régional *paniste*, malgré de fortes actions en faveur du respect des populations indigènes, malgré une lutte contre la pratique de la torture et contre la corruption des fonctionnaires régionaux, non seulement le développement des organisations qui contrôlent ces activités illégales à une échelle industrielle n'a pas été enrayé (tout juste a-t-il été momentanément freiné) mais, en plus, le narco-caciquisme est toujours à l'œuvre dans les localités de la *Sierra* Tout cela révèle bien qu'une déconnexion de type institutionnel s'est opérée entre d'une part le niveau régional, et d'autre part les niveaux local et national. Il va donc s'agir maintenant de repérer quelles sont les pouvoirs institutionnels qui contribuent au de ces activités illégales.

A. LES RAMIFICATIONS INSTITUTIONNELLES LOCALES

Au Mexique, le trafic de drogue apparaît comme un monopole concédé par l'Etat, et partagé entre différents clans criminels institutionnalisés qui se répartissent le territoire national en laissant un peu d'affaires aux producteurs et trafiquants locaux indépendants. Mais, qu'il s'agisse des grandes organisations ou des petits producteurs indépendants, tous doivent tenir compte des racines locales de leur activité, et tous doivent composer avec des micro-pouvoirs locaux préexistants. Passer de la

drogue, cultiver de la drogue, recycler les bénéfices ne peuvent s'effectuer sans l'autorisation et la corruption des caciques locaux et des autorités légales locales. C'est à ce niveau que s'insinue la première corruption, celle du début des activités illégales, celle qu'il faudra entretenir pour la poursuite de celles-ci. Différents pouvoirs locaux sont intégrés au système du narco-trafic, contribuent à son développement et en bénéficient, parmi lesquels :

La police fédérale

C'est à elle que revient le traitement des affaires de narco-trafic ; à ce titre, dans un contexte politique d'Etat clientéliste dominant, elle protège autant qu'elle réprime les narco-trafiquants. Toutes les grandes affaires criminelles liées au trafic de drogue ont impliqué des agents fédéraux, qu'il s'agisse de simples policiers, de commandants de secteur ou de directeurs de la police fédérale. Toutefois, il faut distinguer :

* le représentant – souvent haut fonctionnaire – de la police, qui côtoie les trafiquants sur ordre de son administration afin de servir de lien entre celle-ci (les ministres, le gouverneur, certains membres attachés à la présidence) et l'organisation criminelle qu'il est chargé de surveiller et de ponctionner (ce qui ne l'empêche pas de conserver une partie des prélèvements pour lui-même, avec l'assentiment de ses supérieurs qui feront pareillement) ;
* et le policier qui devient l'employé du narco-trafiquant soit en demeurant membre du corps de la police, soit en quittant ce dernier pour entrer dans la clandestinité et mettre son savoir, son expérience et ses relations au service d'une organisation criminelle qu'il était auparavant chargé de combattre ; certains policiers étaient, à l'origine, de simples membres actifs d'une organisation criminelle ; parce qu'ils présentaient certaines prédispositions à la duplicité, ils ont été délibérement infiltrés dans le corps de la police, afin de gravir les échelons hiérarchiques de celle-ci pour le compte des narco-trafiquants.

En fait, le travail de collaboration de nombreux policiers fédéraux consiste à veiller sur le territoire où sont cultivées les plantes illicites et à assurer la protection des routes du trafic, ainsi que leur appropriation par les grandes organisations institutionnelles de narco-trafiquants ; c'est pour cette raison que des relations avec les trafiquants de drogue sont nouées (soit directement, soit par personne interposée), en milieu neutre (en ville, dans des bars, des boîtes de nuit, des bordels, des restaurants).

Il existe un tel grand nombre de policiers passés au service de l'adversaire qu'il serait presque justifié d'affirmer que les narco-trafiquants ont infiltré le corps de la police[34]. Ainsi, la déléguée de la PGR du Chihuahua (entre début 1992 et début 1994) a-t-elle changé trois fois l'effectif entier (vingt agents) des policiers fédéraux dont elle était responsable... en vain, car la collusion se fait automatiquement – la faiblesse des salaires favorisant la corruption, et la disposition des armes débouchant sur les abus de pouvoir ; de plus, il est délicat de licencier un policier de base, car il va se mettre presque aussitôt au service exclusif du narco-trafiquant qu'il était auparavant chargé de combattre ou de protéger.

D'autre part, de nombreux policiers sont eux-mêmes toxicomanes, ce qui les rapproche encore davantage de leurs fournisseurs dont ils deviennent les obligés. De plus, en raison de la faiblesse des moyens matériels dont ils sont dotés pour combattre des narco-trafiquants, toujours à la pointe du progrès dans le choix de leurs armes (importées des Etats-Unis), les membres des forces de l'ordre sont amenés à se procurer, par leurs propres moyens, les armements dont ils ont besoin ; telle est la raison pour laquelle existe, au sein même de la corporation, un marché noir des armes et des munitions alimenté soit par les saisies qu'opèrent les policiers sur les narco-trafiquants indépendants, soit par des trafiquants d'armes professionnels qui approvisionnent autant les policiers que les narcos. Ce sont souvent les commandants de groupe qui sont chargés de fournir l'armement aux hommes dont ils ont la responsabilité, ce qui explique qu'ils soient les plus vulnérables aux tentations venues de la marge. Faute d'un inventaire précis des saisies réalisées, les policiers – qui sont souvent mal payés – améliorent leur salaire direct en ponctionnant les prises (de drogue, d'argent ou d'armes) qu'ils ont effectuées, la répartition s'opérant en fonction du grade de chacun des bénéficiaires. Cette forme de corruption est généralement tolérée par de nombreuses administrations, comme une forme de salaire indirect qui stimule théoriquement l'appétit au travail, mais qui, dans la pratique, ouvre la voie à toutes les formes de prédations arbitraires ainsi qu'à toutes les surenchères permettant de tisser des liens avec les narcos ; c'est pour cela que la tolérance de l'illégalité devient un commerce plus lucratif que la répression (dans le respect de la loi ou selon les règles traditionnel-

34 Selon des sources récentes venant de la PGR, sur un effectif total de 4 000 policiers fédéraux, les seuls *capos* de la drogue en contrôleraient de 200 à 300 unités , cette estimation est probablement sous-évaluée

les de la corruption) de cette même illégalité. Pour toutes ces raisons, le travail policier est toujours très prisé car il est d'une forte rentabilité financière ; certains responsables centraux de l'administration judiciaire profitent eux-mêmes du système de corruption généralisée, en vendant au plus offrant les postes d'affectation des commandants de secteur, ce qui explique la présence de certains responsables policiers à la solde des narco-trafiquants dans les Etats (Sonora, Sinaloa, Basse Californie, Chihuahua, Jalisco) où la culture et le trafic de drogue sont entre les mains de puissantes organisations marginales. C'est ainsi que les passerelles de corruption sont nombreuses (l'argent, la drogue, les armes) qui relient les policiers aux narco-trafiquants.

De nombreux ex-policiers ou policiers encore en fonction se retrouvent donc à la solde des narco-trafiquants qui disposent des moyens financiers suffisants pour pouvoir les employer. C'est ainsi que ces policiers (régionaux ou fédéraux, accompagnés de leurs *madrines*) sont amenés à commettre des assassinats et des attaques à main armée aux côtés des hommes de main des narco-trafiquants, en participant aux règlements de compte entre *capos* rivaux ou en retournant leurs armes contre leurs collègues qui n'ont pas accepté le pacte ; pour paiement de leurs basses besognes, ceux qui émargent comme employés des narcos reçoivent des doses de cocaïne pour leur consommation personnelle, des armes de gros calibre et, jusqu'à 20.000 dollars par mois, selon le poste qu'ils occupent dans la hiérarchie policière. En échange, ils fournissent également de fausses identifications aux *pistoleros* des narcos, ils servent d'escorte aux narco-trafiquants ou à la famille de ceux-ci, ils font disparaître les preuves à charge contre leurs patrons dans les archives policières, ils protègent les déchargements de drogue des avions provenant de Colombie et ils veillent au bon acheminement de cette précieuse marchandise vers la frontière.

Après avoir été nommé, chaque nouveau procureur fédéral[35] remplace les précédents sous-procureurs régionaux par des personnes jouissant de sa confiance ; afin d'affirmer son autorité, il opère également une purge au sein des services de police fédérale dont il a hérité de la responsabilité. C'est ainsi qu'il existe à l'heure actuelle, au Mexique, davantage de membres des forces de police licenciés ou détenus qu'il n'y

35 Au Mexique, la Police Judiciaire Fédérale (PJF) est rattachée au Ministère Public (PGR) dont elle dépend

a de *capos* emprisonnés ; à titre d'illustration, de mi-1991 à fin 1992, le procureur de la République a intenté 376 actions judiciaires contre des agents dépendant de son administration (258 agents de la PJF, 26 commandants de la PJF, 34 chefs de groupes de la PJF, 34 agents du ministère Public fédéral et 24 autres fonctionnaires de la *Procuradoria General de la Republica*)[36] , mais il ne s'est pas attaqué aux grands chefs policiers qui se sont révélés ultérieurement impliqués dans des affaires de protection à des narco-trafiquants. Parmi les responsables policiers épargnés, il faut mentionner Guillermo Gonzalez Calderoni dont les liens qu'il aurait noués avec les *capos* de l'organisation du Golfe lui auraient permis d'accumuler une fortune estimée à 400 millions de dollars ; cet ancien commandant de la PJF fut chargé de l'arrestation, en 1989, de Miguel Angel Félix Gallardo – Félix Gallardo était le parrain de son fils, le gendre d'un ancien gouverneur de l'Etat du Sinaloa, et lui-même membre de la police judiciaire régionale du Sinaloa, dans les années 1970, avant de commencer sa carrière de trafiquant –, ce qui lui valut, à l'époque, la reconnaissance du procureur de justice (qui, auparavant, avait été le gouverneur du Jalisco ayant protégé le *capo*) et du frère du président de la République ; la détention de Félix Gallardo correspondit à une recomposition des alliances entre le centre du système et sa marge intégrée puisque l'organisation du Golfe fut désormais privilégiée au détriment de celle du Pacifique qui avait prédominé pendant la période des présidences de Lopez Portillo et de Miguel de la Madrid ; c'est Gonzalez Caderoni qui aurait été mandaté par le frère du président Salinas pour établir et entretenir le lien avec Garcia Abrego, *capo* de l'organisation du Golfe[37]. Il y a encore Adolfo Mondragon Aguirre, ex-second commandant de la PJF, arrêté le 15 mars 1993, et convaincu d'enrichissement illicite pour avoir participé aux activités du clan de Tijuana, ce qui lui aurait permis d'amasser une fortune de deux milliards de dollars). Ces deux derniers chefs policiers seront mis en cause par le procureur Carpizo qui, à son tour, aura licencié 149 fonctionnaires de police fédérale (et parmi ceux-là, seulement quinze agents et trois sous-commandants seront poursuivis pour violation des droits de l'homme),

---

36 Selon ses propres déclarations publiées par la revue *Proceso*, n° 914 du 9 mai 1994

37 Selon certaines enquêtes – effectuées par la DEA, le FBI et la PGR – que rapporte *El Financiero* dans son édition du 24 décembre 1995

tout en reconnaissant lui-même[38] l'existence de "fuites" à l'intérieur de ses services, qui auraient permis l'évasion d'importants fonctionnaires compromis (comme Gonzalez Calderoni, réfugié aux Etats-Unis). Le procureur Carpizo avouera également qu'au sein de ses services disparaissent les dossiers concernant certains narco-trafiquants, qu'il n'existe pas d'inventaire des biens saisis aux narco-trafiquants (ce qui permet tous les *partages* imaginables entre les policiers fédéraux), que 86 000 ordres d'appréhension sont toujours en attente d'exécution et qu'enfin 494 personnes étaient salariés de ses services sans jamais travailler ; dans ce dernier cas, il s'agit d'une pratique très courante, dite des *aviadores*, de l'administration mexicaine, qui permet au chef de service, avec la complicité des comptables du trésor, de se partager les salaires de fonctionnaires inactifs qui, eux-mêmes, peuvent réintégrer la fonction publique s'ils se retrouvent licenciés du secteur privé où ils travaillent réellement. L'administration du procureur Carpizo sera elle-même mise en cause à travers le sous-procureur chargé de la lutte contre le trafic de drogue (accusé ultérieurement par la PGR de collusion avec le *capo* de l'organisation du Golfe) et le propre directeur de la Police Judiciaire Fédérale (accusé par le même *capo* de l'organisation du Golfe, de lui avoir fourni la drogue qu'il acheminait aux Etats-Unis).

Il est très difficile de réunir des preuves concernant la collaboration entre les grands chefs de la police et les *capos* de la drogue ; pour pallier à cette difficulté, le procureur Carpizo avait adopté la méthode utilisée par le FBI contre Al Capone, et entamé, contre les deux fonctionnaires précédemment cités, une procédure pour enrichissement illicite et évasion fiscale (et non pour corruption, homicide ou abus contre les droits de l'homme). En fait, malgré quelques exceptions, il existe une impunité institutionnelle des hauts responsables policiers nommés par le pouvoir politique ; cela n'empêchera pas les nouveaux promus profitant des rotations administratives (ou politiques), de se retrouver à leur tour dénoncés par leurs successeurs ultérieurs (sans poursuite judiciaire, car cela signifierait une remise en question du pouvoir politique qui est à l'origine des précédentes et des nouvelles nominations).

Tout cela signifie qu'il ne s'agit pas d'opérer des purges ou des changements structurels, mais de transférer à d'autres bénéficiaires la rente de la corruption.

---

38 Dans *Proceso*, n° 865, 31 mai 1993.

La police locale

Il s'agit de la police municipale et de la police *estatale* (c'est-à-dire régionale), qui ne sont pas directement responsables de la lutte contre le trafic de drogue – ceci précisément afin d'éviter tout risque de collusion entre "des bons et des méchants". Néanmoins, comme ces forces ont en charge le maintien de l'ordre local, ses effectifs sont amenés à côtoyer les narco-trafiquants (ou les employés de ceux-ci) qui résident sur place ; souvent amis, quelquefois membres de la même famille, policiers locaux et narco-trafiquants "montent des coups" ensemble, afin de faire prospérer le commerce de la drogue au bénéfice de tous. Soumis au jugement de la communauté qui les emploie, et à laquelle ils appartiennent, ils ne peuvent s'en désolidariser, au risque de voir peser sur eux la désapprobation générale ou la menace contre les membres de leur propres familles. Ils interviennent dans les cas extrêmes de trouble majeur de l'ordre public, lorsqu'une rixe débouche sur un meurtre, ou lorsque l'équilibre social risque d'être remis en question. Souvent, les règlements de compte locaux, lorsqu'ils sont "justifiés" socialement (une "brebis galeuse" assassinée ou un crime passionnel perpétré par un membre d'une famille établie), restent impunis, avec l'assentiment de la majorité de la communauté ; ainsi est rendue la justice locale, d'une manière expéditive, dans certains endroits pas si éloignés des grandes agglomérations. Les membres des différents corps de police locale apparaissent plutôt comme des *conciliateurs*, défenseurs des notables dont ils protègent les activités dominantes (licites ou non), davantage garants de la règle sociale que de la loi. Au service des pouvoirs dominants locaux (président municipal, caciques du parti, entrepreneurs...), si le pouvoir dominant est constitué par un cacique narco-trafiquant, ils se rangeront à son service – et ceci d'autant plus facilement que ce service sera bien rétribué. Ainsi, les policiers locaux sont-ils chargés de veiller sur (davantage que de surveiller) le territoire local de la production de drogue, allant même quelquefois jusqu'à terroriser la population civile afin de faire respecter la loi du plus fort et du plus généreux à leur égard (en l'occurrence, le narco-cacique). Il n'est pas rare que ces mêmes policiers, lorsqu'ils confisquent des armes de gros calibre à la population, au lieu de confier celles-ci à l'armée, comme la loi les y oblige, les revendent à des hommes de main des caciques, ou se les approprient pour renforcer leur propre armement.

Comme pour les policiers fédéraux, ce sont les commandants de secteur qui distribueront les autorisations de déroger à la loi, contre un partage des bénéfices qui en seront retirés : les fruits de cette corruption remontent et redescendent, dans le plus pur respect de la hiérarchie, chacun étant dépendant de son supérieur, qui est lui-même lié à son subordonné. C'est ainsi que s'établit la grande chaîne de la corruption, la grande structure du système d'intégration, qui repose sur l'engagement de chacun et la complicité de tous. Pour lutter contre cette dérive, différents moyens ont été utilisés :

* la mise à pied, qui a concerné, au cours des années 1992-1993, plus de cent policiers locaux, licenciés ou acculés à la démission dans l'Etat du Chihuahua (sur un effectif total de cent unités) ; entre les membres des forces de répression, le climat de confiance est tel que, lorsqu'une opération anti-narco est décidée par le nouveau chef de la police régionale (PJE), il ne prévient ses hommes qu'au moment de partir, afin d'éviter toute fuite ;
* les contrôles *anti-doping* qui ont été systématisés afin de repérer les agents susceptibles d'être corrompus du fait de leur dépendance toxicologique ; en mars 1993, le gouverneur du Chihuahua a annoncé la mise à pied de 28 policiers régionaux, déclarés positifs à l'issue d'examens *anti-doping* ; mais les policiers chargés d'infiltrer les groupes de narco-trafiquants (ou toute personne venant de l'extérieur, et souhaitant s'entretenir avec eux) peuvent difficilement échapper au rite de "la consommation fraternelle" qui devient un signe d'appartenance au même milieu, en l'absence duquel aucune relation de confiance ne peut véritablement se nouer ;
* une plus grande rotation des policiers régionaux (et notamment, tous les premiers et seconds commandants de zone de la PJE) a été décidée, en 1993, par le sous-procureur régional, afin d'éviter les risques d'une trop importante "contamination" par les pouvoirs locaux criminels ; il faut croire que de telles mesures n'auront pas été suffisantes puisque, le 16 novembre 1994, Javier Lardizabal Hernandez était retrouvé assassiné à Ciudad Juárez ; disparu 18 mois auparavant, celui-ci était un ancien policier de l'Etat, infiltré pour le compte du gouvernement *paniste* (la *Procuradoria* de l'Etat ou PGE), au sein des organisations de la drogue, afin d'y découvrir quels étaient les policiers de l'Etat travaillant au service des narco-trafiquants ; il avait remis les résultats de son enquête directement au responsable de la PJE (police judiciaire régionale) ; il y révélait que la majorité des commandants et agents de

cette même PJE entretenait des liens avec les trafiquants de drogue non seulement en leur vendant une protection, mais également en transportant, à certaines occasions, de la drogue dans les véhicules de la police ; il aura sûrement était trahi au sein des responsables policiers ou gouvernementaux, parce qu'il compromettait les intérêts de certains notables installés ; son contact au sein de la PGE est ensuite devenu délégué de la PGR pour le Chihuahua, sans qu'une purge des effectifspoliciers ait été constatée.

Les *madrinas*

Ce sont les employés "informels" des policiers officiels. Recrutées par les policiers, les *madrinas* permettent de pallier l'insuffisance des effectifs dans les forces de police ; elles disposent d'identifications (fausses, mais en règle), d'armes et d'uniformes (illégaux, mais autorisés), ainsi que d'un statut qui les fait craindre de toute la population , car les *madrinas* sont souvent recrutées parmi les délinquants les plus primaires, violents, corrompus et fraîchement sortis de prison (par remise de peine ou évasion) ou appartenant aux bandes de narco-trafiquants. Chargées des basses besognes (interrogatoires sous la torture, menace, arrestations arbitraires, racket, assassinats. .), le statut dont elles disposent leur permet de bénéficier de la protection de la loi, mais également de représenter celle-ci. Elles partagent leur butin avec les policiers dont elles dépendent Dans ce monde où vrais policiers, faux policiers et criminels se ressemblent, il est très difficile de repérer les véritables représentants de la loi.

C'est ainsi que le 23 février 1985, Caro Quintero a pu fuir la ville de Guadalajara, muni d'une identification de policier et sous la protection d'un commandant de la police fédérale. Dans le cadre de l'affaire Camarena (liée à la précédente), 18 policiers judiciaires régionaux (PJE), ainsi que quelques autres fédéraux ont été arrêtés ; ceux-ci étaient certainement "aux ordres", mais l'enquête n'a pas démontré de qui ; ils ont servi de boucs émissaires, couvrant ainsi les activités illégales de leurs supérieurs hiérarchiques au plus haut niveau. Ailleurs, dans l'Etat du Chihuahua, certaines *madrinas* ont été repérées et interpellées pour usurpation de fonctions et détention d'armes (qui sont des délits fédéraux) ; mais les agents de police fédérale chargés de leur arrestation les ont relâchées aussitôt. Certaines autorités municipales reconnaissent employer des agents informels pour pallier la déficience de leurs effectifs

policiers ; ainsi, la municipalité de Guadalupe y Calvo a-t-elle informé le ministère de la Justice de l'Etat du Chihuahua que durant la période 1992-1995, avaient été contractés 37 personnes faisant office de policiers auxilliaires et qui n'auraient perçu aucun salaire ; autant dire qu'ils se sont payés *sur la bête*. Dans la même municipalité, à ces agents illégaux, il faut rajouter 400 hommes qui font office de policiers suppléants sans titre, mais armés avec l'autorisation des autorités municipales, dans les fermes et certains petits villages[39].

Les fonctionnaires de justice

Parmi ces fonctionnaires, on recense principalement les agents du ministère Public (la PGR), chargés d'instruire les dossiers en effectuant les enquêtes judiciaires préliminaires, et les juges qui rendent la justice en énonçant les sentences. Les caractéristiques du pouvoir judiciaire mexicain, dénoncées par la plupart des organisations de défense des droits de l'homme, sont les suivantes :

* la dépendance du pouvoir judiciaire à l'égard du PRI, de l'exécutif (présidentiel ou du gouverneur), et en général, de la classe gouvernante "intouchable", ce qui se traduit par l'emprisonnement des *líderes* opposants, et plus généralement par une pression judiciaire (faite de multiples tracasseries) répondant à une consigne politique ;
* la vénalité des juges, pour ce qui concerne les décisions de remise en liberté (et les dessous de table complémentaires du paiement des cautions), ou, en général, pour la délivrance de n'importe quel acte administratif, une telle corruption ayant pour conséquence l'inégalité des sanctions selon la fortune ;
* la reconnaissance de la preuve par l'aveu, obtenu sous la contrainte (torture "douce" ou laissant des traces), et la protection de l'arbitraire policier, impuni dans la plupart des cas ; néanmoins, depuis 1993, les tortures évidentes, laissant des traces et constatées par un médecin, invalident automatiquement l'aveu, ce qui constitue un réel progrès apparent – les photos de délinquants défigurés n'apparaissant plus dans les pages, consacrées aux faits divers, de la presse quotidienne populaire ; cela a été rendu possible par les modifications, effectuées sous l'instigation du procureur Carpizo, de l'article 20 de la Constitu-

39. Cf Alvarado, 1996, p 141

tion, qui ont fixé un délai légal à la garde à vue (48 heures), au delà duquel l'accusé doit être soit relâché (faute de preuves), soit mis à la disposition d'un juge et interrogé en présence d'un avocat ; de plus, l'aveu doit être maintenant enregistré en présence de l'avocat de l'accusé ; s'il est néanmoins toujours possible d'utiliser des procédés chimiques qui rendent la torture discrète et indétectable, il n'en reste pas moins que la torture est maintenant considérée comme un délit grave pour lequel la liberté sous caution n'est plus autorisée, et qui peut être puni d'une peine de deux à douze années de prison (si l'existence de ces textes juridiques constitue un progrès, leur application relève du domaine politique, c'est-à-dire de la place d'un Etat de Droit dans un système qui fonctionne principalement par la dérogation, la transgression tolérée et les coups de force) ;

* la lenteur de la justice et la durée excessive de la prison préventive.

Les agents de la PGR ont la responsabilité des forces de police fédérale qui sont à leur disposition pour effectuer les enquêtes ; de ce fait, il existe une grande complicité entre les agents du ministère Public et les policiers fédéraux, mais si l'une des deux parties refuse de collaborer, les enquêtes risquent d'être bloquées ou court-circuitées , c'est ce qui s'est passé en 1992 et 1993 dans l'Etat du Chihuahua où de nouveaux agents du ministère Public, issus d'organisations de défense des droits de l'homme, ont été contractés (sans pouvoir provoquer de réels changements au sein de l'institution) en raison du manque de collaboration des policiers fédéraux. La complicité est également opérante pour ce qui concerne les affaires (quotidiennes ou institutionnelles) de corruption, et notamment la plupart de celles qui ont été été évoquées ici, dans lesquelles furent activement impliqués des agents de la PGR, afin d'infléchir le déroulement de la justice dans le sens de la reproduction du pouvoir ou d'un commerce illicite. Cependant jamais un délégué ou, à plus forte raison, un procureur général n'ont été convaincus d'un quelconque délit, car le pouvoir politique demeure intouchable. Par contre, il est un poste clef, au sein de la PGR, qui semble stratégique en ce qui concerne les relations entre les pouvoirs politique et criminel, mais qui n'assure pas toujours une garantie d'impunité à son détenteur : c'est celui de "sous-procureur chargé de la lutte contre le trafic de drogue" Plusieurs affaires récentes – dont celle qui concerne Mario Ruiz Massieu, frère de l'ancien Secrétaire Général du PRI assassiné en septembre 1994, dernier détenteur de ce poste au sein de la PGR (entre les années 1988

et 1989, c'est-à dire au cours de la présidence de Salinas de Gortari), et qui a trouvé refuge dans une prison américaine – ont démontré qu'à ce niveau étaient établis les liens avec les principaux responsables de clans criminels et activé le racket institutionnel ; selon le FBI – qui fonde ses accusations sur des interceptions téléphoniques réalisées durant de nombreuses années –, les flux les plus importants de corruption au cours de la présidence de Salinas de Gortari étaient captés directement par le même ex sous-procureur ; il aurait perçu – à Monterrey, des mains du cousin ou des lieutenants de Juan garcia Abrego [40], pour prix d'une protection policière des activités illégales du clan du Golfe – cinquante millions de dollars par mois dont il paraît impensable qu'il en eut été l'unique bénéficiaire ; ici encore, la corruption hiérarchique aura sûrement servi au blanchiment institutionnel des bénéfices de la drogue. Dans ses premières déclarations, recueillies par les enquêteurs américains du FBI, le *capo* de Matamoros met en cause ce même ancien sous-procureur qui aurait approvisionné le clan du Golfe en drogue provenant des saisies effectuées par la PGR ; de ce fait, déclare-t-il, il n'aurait pas eu besoin de traiter avec les cartels colombiens car son principal fournisseur de cocaïne était la propre PGR qui lui vendait 90% de la drogue saisie, les 10% restant étant officiellement répertoriés et détruits[41]. Pour ce faire, une grande partie de la structure de la PGR était mobilisée et tout un réseau institutionnel activé qui comprenait « *des délégués et commandants de la PGR de tout le pays ainsi que des membres du ministère de la Défense, dont les agents assuraient la protection des trafiquants et garantissaient le transport de la drogue dans les zones indiquées* ». En fait, le poste de sous-procureur chargé de la lutte contre le trafic de drogue semble davantage dépendre directement de la présidence de la République que de la PGR ; quant au contrôle de la structure même de la PGR, il semble davantage dépendre des délégués régionaux et des commandants de groupes que du Ministre de la Justice

---

40 *Capo* de l'organisation du Golfe (ou de Matamoros), arrêté à Monterrey le 15 janvier 1996 et expulsé à Houston (Texas) pour y être interrogé et jugé ; ses premières déclarations au FBI ont été rapportées par *El Financiero* du 4 mars 1996.

41 De telles pratiques ne semblent pas être l'apanage de certains agents du ministère Public mexicain puisque, selon *El Financiero* du 4 février 1996, les militaires guatemaltèques eux-mêmes (et notamment les troupes d'élite connues sous le nom de "kaibiles") négocieraient les drogues qu'ils auraient saisies avec les narco-trafiquants mexicains du Chiapas.

qui demeure incapable de mobiliser ses troupes dans le sens d'une lutte frontale contre le trafic de drogue.

En effet, malgré la volonté des procureurs Carpizo et Lozano Gracia, le trafic de drogue n'a cessé d'être en augmentation au Mexique, comme s'il existait un frein politique à rendre efficace les structures policière et judiciaire existantes. C'est ainsi que les agents du ministère Public paraissent non seulement vulnérables devant les immenses ressources financières de corruption dont disposent les trafiquants, mais également impuissants face à l'étendue des zones de culture à éradiquer. Ils ne disposent que de peu de moyens matériels et manquent autant d'hélicoptères de fumigation (obsolètes et insuffisants en nombre) que de véhicules terrestres ; c'est ainsi que l'absence des véhicules de service attribués à des agents qui doivent être disponibles à tout instant (pour intervenir sur des zones éloignées et difficiles d'accès) a permis que se développe, au sein même de la corporation, un vaste trafic de voitures volées aux Etats-Unis et vendues ensuite par les propres agents du ministère Public à leurs collègues... pour un prix défiant toute concurrence Il faut encore signaler que les salaires reçus par ces fonctionnaires sont ridiculement bas. En plus, certaines zones de culture sont ostensiblement protégées par les troupes de l'armée ou par des policiers régionaux, ce qui diminue les possibilités d'éradication systématique sur une zone. Enfin, la capacité de riposte des narco-trafiquants est sans limite : ils n'hésitent pas soit à planter toute une zone (prenant le risque d'en perdre 20% afin d'en sauver la plus grosse partie que les opérations de fumigation n'auront pas le temps de détruire), soit à disperser les cultures sur de multiples lopins de 700 m^2, imposant ainsi des retards techniques (comme par exemple la nécessité de disposer les points de ravitaillement en eau et en produits phyto-sanitaires loin des zones de culture) aux opérations de fumigation afin d'en ralentir la fréquence et l'efficacité. Toutes ces raisons contribuent à démobiliser les acteurs de la répression, à les rapprocher des sources de financement occultes, à rendre inopérante la lutte contre la culture de drogue et à donner aux trafiquants plusieurs longueurs d'avance sur les forces qui sont chargées de les combattre.

Et pendant que le gros des troupes est vainement mobisé à freiner l'expansion des zones de cultures, le lucratif trafic de cocaine à grande échelle peut tranquillement se poursuivre. Plusieurs affaires récentes ont montré que ce trafic s'opère avec la complicité de la PGR. Ainsi, le 4 août 1994, dans le village de Sombrerete (Etat de Zacatecas), une caravelle provenant de Colombie (via Panama) a-t-elle été interceptée,

chargée au minimum de 10 tonnes de cocaïne (représentant une valeur marchande de 200 millions de dollars) ; depuis Mexico, le propre sous-procureur chargé de la lutte contre le trafic de drogue – encore une fois, Mario Ruiz Massieu – aurait ordonné et contrôlé l'opération de de récupération de la drogue saisie ; celle-ci, après avoir été débarquée, se trouvait sous le contrôle de 18 commandants et officiers de la police de la route qui furent contraints de la céder à un commando composé de 70 policiers fédéraux les menaçant de leurs armes et leur offrant deux cents millions de dollars en échange de la cession de la marchandise ; les policiers fédéraux se seraient donc appropriés 7,5 tonnes de cocaïne qui furent rapidement commercialisées par l'organisation du Golfe, mais surtout par celle de Chihuahua ; en bout de course, seulement 2 555 kilos de cocaïne furent officiellement répertoriés comme saisis au cours de l'opération, et, de cette quantité, furent encore mystérieusement soustraits plus de deux tonnes, si bien qu'en fin de compte, seulement 300 kilos se retrouvèrent sur le point d'être incinérés... jusqu'à ce qu'une inspection de dernière minute découvre que la cocaïne qui allait être détruite avait finalement été remplacée par de la farine et du talc ; selon l'enquête de la PGR, auraient dirigés cette opération de substitution, outre le propre sous-procureur, le directeur de la police judiciaire fédérale ainsi que le coordinateur des opérations de l'Institut de Combat contre la Drogue[42] et divers responsables hiérarchiques de la PGR – dont l'un, à l'issue de l'opération, aurait alimenté en fortes sommes les divers comptes bancaires (aux Etats-Unis) du sous-procureur, tandis qu'un autre (le commandant de la PJF qui avait corrompu les agents de la police de la route) a été retrouvé mort dans sa cellule après son arrestation. Il ne s'agirait pas là d'un cas isolé puisque, des neuf avions gros porteurs interceptés au cours des trois dernières années et qui contenaient au minimum un total de 65 tonnes de cocaïne, aucune saisie n'a pu être effectuée ; cinq de ces avions

---

42 Organisme dépendant de la PGR et supposé être composé d'un effectif incorruptible , ce même coordinateur, Enrique Arenal Alonso, est actuellement en fuite afin d'éviter les poursuites judiciaires à son encontre pour avoir torturé certains témoins lors de l'enquête portant sur l'assassinat de Francisco Ruiz Massieu, dans le but de détourner les résultats de l'enquête et de disculper le frère de l'ancien président Salinas de Gortari Le "fiscal" qui lui a succédé est lui aussi en fuite, accusé d'avoir fait planter un cadavre (qui s'est avéré être celui d'un membre de la famille de la voyante qui l'avait bien sûr découvert, et qui avait reçu pour cela une confortable récompense) dans le jardin de la résidence du frère de l'ancien président de la République afin de le compromettre ; c'est sous l'administration du procureur *paniste* que cette dernière histoire surréaliste s'est déroulée, comme quoi la nécessité de fabriquer des preuves dépasse les clivages des partis

furent interceptés, et leurs chargements vidés pour être commercialisés, au cours de dernière année du sexennat de Carlos Salinas de Gortari. Ce n'est pas un hasrd si les plus grosses opérations de trafic institutionnels se sont déroulés au cours des dernières années du précédent sexenat ; en effet, la dernière année d'un sexennat, au cours de laquelle la corruption à grande échelle s'intensifie, s'appelle, au Mexique, l'année *de Hidalgo* qu'il est de coutume de caractériser en qualifiant de cette manière les fonctionnaires : « *qu'il soit enculé celui qui laisse quelque chose* » (sous entendu : dans les caisses de l'administration publique dont il a la charge) ; de tels principes peuvent être transposés à la lutte contre le trafic de drogue puisque, durant les années 1993 et 1994, les statistiques révèlent qu'on a assisté, au Mexique, à une augmentation du trafic parallèlement à une diminution des saisies effectuées par les autorités ; il semble évident que les liens entre politiques et trafiquants n'ont pas été noués au cours de la seule dernière année du gouvernement mais qu'ils fondaient déjà auparavant cette entreprise commerciale illégale ; il faut simplement accroître au maximum les profits au cours de la dernière année car, ici aussi "le système des dépouilles" va engendrer une rotation des bénéficiaires de cette rente.

D'autre part, pour ce qui concerne les affaires courantes, c'est encore à travers le ministère Public (représenté par la PGR ou par la *Procuradoria General del Estado*, selon la catégorie de délits commis) que s'opère le filtre politique des alliances – et des ruptures d'alliances – avec les représentants de la marge criminelle puisque, selon l'article 21 de la Constitution mexicaine, le monopole de l'instruction et de l'enquête revient au ministère Public ; or, de par une habitude acquise, celui-ci s'est attribué le monopole de l'exercice de l'action pénale, sélectionnant ainsi lui-même les affaires qui seront traitées, selon la convenance politique ou économique des plus hauts responsables de l'Etat. En étant à la fois, juridiquement, le représentant des intérêts de l'Etat et le défenseur supposé des droits des citoyens, le ministère Public est en réalité soumis au pouvoir du plus fort ou du plus "généreux", c'est-à-dire à l'arbitraire du pouvoir politique ou à la corruption du pouvoir économique ; les narco-trafiquants peuvent donc jouer sur les deux tableaux : l'influence de leurs alliés ou la force qu'ils sont capables de déployer.

Le gouvernement américain (à travers le ministère de la Défense, la DEA et les services de douanes) a pourtant essayé d'établir une coopération active, à partir de 1990, avec la PGR Il s'agissait de l'opération *Halcón* (abandonnée trois années plus tard), qui avait été

conçue comme la stratégie devant mettre en déroute les trafiquants de drogue, en rendant opérationnelle une "force d'intervention rapide à la frontière nord" (basée dans la ville de Monterrey), afin de détecter les avions, de les intercepter lorsqu'ils atterrissent au Mexique, d'arrêter les narco-trafiquants, de confisquer leurs propriétés et de démanteler ainsi les grandes organisations criminelles. Le matériel volant (hélicoptères loués), les radars et la formation du personnel étaient à la charge des administrations américaines concernées. L'opération fut un échec car les trafiquants réagirent plus rapidement que la force d'intervention rapide n'était capable de s'adapter : ils obstruèrent les pistes clandestines d'atterrissage afin d'empêcher les avions et les hélicoptères des autorités de se poser, modifièrent leurs routes, en déplaçant leurs pistes d'atterrissage du nord vers le centre de la République mexicaine, éjectèrent la drogue depuis les avions, dissimulèrent la cocaïne à l'intérieur de chargements autorisés, et multiplièrent les transports terrestres sur toute l'étendue du territoire mexicain ; la conséquence – comme pour l'opération *Condor*, qui avait abouti à l'extension des lieux de culture – fut de déplacer le trafic sur une plus grande partie du territoire national En 1993, 25 Awacs américains seront adaptés à la détection des avions de tourisme (pour un coût total de 200 millions de dollars), et déployés dans les Caraïbes ; les narco-trafiquants riposteront en privilégiant le transport de cargaisons plus ou moins importantes de drogue par voies maritime ou terrestre. Il faut encore noter que, dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler l'opération *Caliente* (la poursuite brûlante), les autorités américaines, en accord tacite avec leurs homologues mexicains, appliquent, depuis de nombreuses années, un droit de poursuite aérienne des narco-trafiquants en territoire mexicain.

De telles opérations se heurtent à l'inertie des forces de répression car, comme de nombreux agents policiers travaillant pour la PGR sont eux-mêmes compromis, ils laissent "filer" les affaires compromettantes pour les pouvoirs qu'ils servent, ou ils fabriquent des preuves, à la demande du pouvoir politique, afin d'impliquer et de "charger" des suspects devenus indésirables. Ce mode structurel de fonctionnement permet d'éviter une opération "mains propres" à l'italienne – nécessitant que la justice soit véritablement indépendante –, ce qui explique l'impuissance d'un procureur général à changer les mœurs à l'intérieur de son administration, et à réformer l'institution dont il a la charge ; il ne disposera d'aucune crédibilité (ni du temps nécessaire) vis-à-vis de ses propres subordonnés, pour réaliser son objectif. Quant aux juges, ils sont

eux-mêmes un relais des pouvoirs établis (politique ou financier), en raison du fait qu'ils sont nommés et promus par une Suprême Cour de Justice (de la Nation pour le niveau fédéral, ou de l'Etat pour l'échelon régional), dont les membres sont choisis par l'exécutif (présidence de la République ou gouverneur). De plus, le juge est seul responsable de sa décision, que de discrètes négociations sonnantes avec les avocats des inculpés peuvent infléchir, sauf si un ordre de condamnation émane du pouvoir politique (c'est-à-dire du pouvoir exécutif, en dernière instance).

Il faut enfin signaler une caractéristique du système judiciaire mexicain, qui est l'*amparo*, disposition qui permet à un citoyen de se protéger des abus de pouvoir, et de disposer de temps pour prouver son innocence, en se faisant délivrer, par un juge, une protection (valant immunité auprès des autorités judiciaires ou policières, même d'un niveau supérieur) contre son arrestation Cette disposition légale a engendré de nombreux effets pervers, de véritables criminels ou trafiquants de drogue achetant "la bonté" d'un juge afin d'échapper à la justice, et se plaçant pour cela sous la protection policière ; c'est ainsi que Rafael Muñoz Talavera, *capo* de l'organisation de Ciudad Juárez s'était fait protéger par un *amparo*, après la découverte de 21 tonnes de cocaïne dans un hangar de Los Angeles, afin de n'avoir pas à répondre de trafic de drogue auprès des autorités fédérales mexicaines qui avaient été saisies d'une plainte par la justice américaine. Le procureur Carpizo a bien essayé de se débarrasser de certains magistrats indélicats soupçonnés de faiblesse dans l'administration de la justice et d'être corrompus par les narco-trafiquants, mais il n'a pas été suivi par la Suprême Cour de Justice de la Nation ; il s'agissait notamment des magistrats qui avaient eu à juger les parrains de l'organisation de Juárez. Le même procureur est quand même parvenu à évincer cinq magistrats dont deux ont été incarcérés tandis que les trois autres préféraient prendre le maquis pour éviter d'être confondus , la juge qui a été emprisonnée vivait dans la luxueuse maison d'un narco-trafiquant associé au parrain du clan de Sonora.

Les juges fédéraux indélicats participent donc, à leur manière, en acceptant la corruption des narcos ou en la provoquant, au blanchiment de grandes quantités d'argent produites du commerce et du trafic de drogue. Beaucoup de cultivateurs sont également ponctionnés par les juges pour pallier l'inexpérience d'avocats commis d'office et acheter leur remise en liberté. C'est ce qui permet d'expliquer que de nombreux juges deviennent, au cours de leur mandat ou postérieurement, des patrons d'entreprises ou des commerçants très prospères.

Les forces armées

Les forces armées mexicaines commencèrent à participer activement à la lutte contre le trafic de drogues au cours des années 1970 (sous la présidence de López Portillo), lors de l'opération *Cóndor* effectuée dans les Etats du Sinaloa, Durango et Chihuahua. Cette opération marqua le début d'une implication régulière au point que leur intervention fut inscrite dans les plans nationaux de développement de 1988 et 1994. En 1987, sous l'influence de Ronald Reagan et de sa stratégie de "guerre contre la drogue", le pouvoir politique mexicain avait en effet jugé ce problème comme la principale menace contre la sécurité nationale, ce qui justifiait donc que l'armée, en tant que force chargée de défendre la sécurité nationale, soit engagée dans ce combat bien que celui-ci relève plutôt d'affaires de sécurité publique ; enfin, en 1989, fut créé un Conseil de Sécurité Nationale, qui coordonnait et centralisait les décisions relatives aux affaires de narco-trafic, et réunissait les différents ministres de l'Intérieur, de la Défense et des Affaires Etrangères (ce Conseil disposait d'un rôle exécutif, et était placé sous l'autorité directe de la présidence de la République). Une telle orientation a nécessité une importante modernisation des matériels militaires qui, elle-même, a impliqué un rapprochement significatif avec les Etats-Unis ; cette collaboration s'est exercée à la fois pour la définition des objectifs attribués à l'armée mexicaine, mais également afin de pourvoir celle-ci en matériels adéquats destinés à réaliser ces objectifs ; ainsi, entre 1988 et 1992, la vente de matériels militaires américains au Mexique a représenté 214 millions de dollars, contre à peine 13 achetés à la France, son deuxième fournisseur ; entre 1982 et 1990, le Mexique a acheté aux Etats-Unis du matériel militaire pour une valeur supérieure au total cumulé des trois décennies antérieures. Il n'en demeure pas moins que, dans une série de documents déclassés récemment et datant de 1991, les analystes américains remarquaient que la situation des forces armées mexicaines était tellement grave que, jusqu'à cette année-là au moins, elles étaient incapables de couvrir, par surveillance radar, l'intégralité du littoral national.

Le rôle attribué à l'armée par la Constitution mexicaine (article 129, inchangé depuis la Constitution de 1824) interdit que les militaires interviennent dans la vie publique ; de ce point de vue, l'armée apparaît comme une composante d'un "Etat non militaire". Cependant, la Loi Organique de l'Armée établit que le président de la République,

conformément à l'article 89 de la Constitution, a le droit d'utiliser les forces armées pour garantir la sécurité intérieure lorsque celle-ci est menacée. Malgré tout, le pouvoir civil ayant toujours maintenu les forces armées en dehors des enjeux politiques, elles n'ont jamais représenté une puissance comparable à celle d'autres pays du continent En effet, les forces armées mexicaines sont plus modestes que celles d'autres pays comparables du continent ; mais malgré tout, le nombre des militaires est passé de 71 000 à 80 000 pendant les années 1970 (durant l'opération *Condor*), et de 94 500 à 175 000 entre 1985 et 1993 (depuis l'engagement direct de l'armée dans la lutte contre le narco-trafic) ; en 1996, l'armée de terre et la marine ont bénéficié chacune d'une augmentation de crédits proche de 45 % ; sans compter le budget de la présidence de la République et celui consacré au développement régional, les forces armées occupent la seconde place, après le ministère de l'Education Publique, dans le budget national ; cependant, une tendance constante caractérise les dépenses militaires qui représentent un même pourcentage du Produit Intérieur Brut, oscillant de 0,4 à 0,7%, depuis la fin des années 1970 jusqu'au début des années 1990 (en 1993, elles furent de 0,5% du PIB)[43]. S'il s'engage à ne pas interférer sur le pouvoir politique, le pouvoir militaire a acquis, en échange, une véritable indépendance d'action que respecte le pouvoir civil dans les missions qu'il confie à l'armée. Déjà, dans le passé contemporain, le pouvoir politique avait confié aux militaires certaines missions civiles de rétablissement de la paix sociale ; celles-ci ont été de plusieurs ordres : d'abord, *réprimer les mouvements sociaux urbains*, souvent d'origine étudiante, comme ce fut le cas lors de l'intervention militaire pour "mater" les manifestations étudiantes en 1968, qui déboucha, le 2 octobre, sur le massacre de plus de 300 étudiants et civils sur la place des Trois Cultures de Tlatelolco, dans la ville de México ; ensuite, *lutter contre les groupes révolutionnaires ruraux*, comme dans le Chihuahua en 1965 ou dans l'Etat du Guerrero au cours des années 1970 lorsque surgirent les guérillas de Lucio Cabañas et de Genaro Vasquez et que les affrontements avec l'armée furent à l'origine de nombreuses violations des droits de l'homme et de la disparition de plus de 500 personnes, ou encore, plus récemment, lorsque l'armée fut appelée pour intervenir contre le mouvement armé *zapatiste* dans l'Etat du Chiapas ; et enfin *contribuer au soutien du PRI*,

43 La plupart de ces chiffres proviennent du travail de Erubiel Tirado (cf bibliographie)

en participant activement au triomphe frauduleux de ce parti lors des élections, comme, par exemple, dans le Chihuahua en 1985, lors de l'élection présidentielle en 1988, lors des élections locales dans le Michoacán en 1989 et 1992, au moment des élections fédérales de 1991, au cours de la période post-électorale, dans le Michoacán, en 1992, lorsque furent contestés les résultats des élections du gouverneur. Dans tous les cas, l'armée a rempli ses missions au delà de toutes les attentes, car ses interventions relevaient plutôt de *la méthode de la terre brûlée*... Une autre prérogative de cette institution est que les militaires sont autorisés à gérer d'une manière discrétionnaire les crédits financiers qu'ils reçoivent du pouvoir civil.

Dans la lutte contre le trafic de drogue, l'armée intervient à différents niveaux :

* *la surveillance du territoire terrestre*, basée sur la photographie aérienne, afin de localiser les zones de cultures illicites et de participer à leur destruction ;
* *la surveillance de l'espace aérien*, afin d'éviter l'entrée illégale d'avions chargés de drogue et de contribuer à leur interception ; à cette fin, le ministère de la Défense dispose d'un certain nombre de radars qui couvrent une partie du territoire national ;
* *la détection des pistes clandestines d'atterrissage* où est déchargée la drogue des pays andins ;
* *le respect de la loi fédérale sur les armes à feu et les explosifs* dans les zones rurales, qui conduit les militaires à lutter contre la contrebande d'armes, la possession illégales d'armes à feu et donc à réprimer la violence et la délinquance liées au narco-trafic.

Pour effectuer ces missions, les forces armées consacrent un effectif de 25 000 soldats disséminés en diverses zones du territoire national. La militarisation croissante de la lutte contre la drogue implique que l'armée déborde de plus en plus de son champ d'intervention limité traditionnellement aux zones rurales ; ainsi, au cours du mois de mars 1996, ce sont les forces armées qui ont investi la ville de Tijuana à la recherche (infructueuse, cette fois-là) des frères Arellano Felix. Cette militarisation a ainsi permis aux militaires mexicains de "rogner" les pouvoirs civils locaux ou régionaux dans les Etats où le trafic de drogue est le plus développé (Jalisco, Sinaloa, Oaxaca, Guerrero, Chiapas ou Chihuahua) ; la concentration de quelques 25 000 soldats dans le seul Etat du Chiapas contribue à déséquilibrer la distribution des troupes sur les autres Etats du territoire national ; il n'en demeure pas moins que les

patrouilles militaires sont devenues incessantes dans les Etats sensibles de Guerrrero, Oaxaca, Hidalgo et Veracruz.

Cependant, la décision politique d'impliquer l'armée dans la lutte contre le narco-trafic a exposé les militaires aux critiques de l'opinion publique, notamment à travers la dénonciation des abus de pouvoir et les accusations de corruption dont elle a fait l'objet à de multiples reprises ; en effet, l'autorité militaire dispose, à travers son combat contre les trafiquants de drogue, d'un véritable pouvoir local, dans la mesure où son champ d'intervention privilégié est celui des lieux de culture, c'est-à-dire les campagnes. Concernant les violations aux droits de l'homme, elles sont souvent dénoncées par les associations humanitaires ; elles peuvent être soit collectives, soit individuelles Ainsi, les cas de détentions arbitraires de villages entiers ne sont pas rares, et dans le Chihuahua, en 1992, l'association COSYDHAC (*Comisión de Solidaridad y de Defensa de los Derechos Humanos, A.C.*) a dénoncé publiquement, les méthodes de l'armée à Baborigame, petit village indigène de la *Sierra* regroupant des indigènes *tepehuanos*, où les militaires furent accusés d'exactions à l'encontre des populations civiles (tortures, incendies de maisons, destruction de récoltes...), alors qu'ils étaient, selon leurs déclarations, à la recherche des assassins d'un soldat en patrouille ; l'affaire a eu une résonance telle que les autorités militaires ont dédommagé les victimes, et ont fait amende honorable . pour ce qu'elles ont considéré comme une bavure exceptionnelle (ce que démentent les représentants indigènes ainsi que les militants associatifs, pour qui de tels abus sont relativement fréquents, notamment lorsque les habitants de communautés entières sont détenus dans leurs propres maisons ou dans des lieux publics du village). Un autre cas a également fait scandale ; il s'agit de celui de San Isidro (Chiapas) où, le 24 mai 1993, les soldats – qui avaient entendus aux alentours des coups de feu – investirent le village, concentrèrent les 60 familles de celui-ci sur le terrain de basket, fouillèrent (sans mandats) toutes les maisons, et enlevèrent tous les hommes du village pour interrogatoire. D'autres cas ont été également recensés, comme celui de la communauté de la *Mesa de la Guitarra* (commune de Guadalupe y Calvo, dans l'Etat du Chihuahua) où, le 22 juin 1993, les forces armées torturèrent et exécutèrent cinq détenus soupçonnés de narco-trafic ; et dans l'Etat du Michoacán, où, le 6 septembre 1993, les militaires furent accusés d'avoir torturé et assassiné des paysans Les arrestations arbitraires (y compris des autorités civiles des localités investies) en dehors de tout contrôle judiciaire sont courantes car la justice militaire

fonctionne selon ses propres règles, comparables à celles d'un Etat dans l'Etat (avec ses prisons spéciales ainsi que ses méthodes "particulières" – et tolérées par le pouvoir civil – pour forcer à l'aveu).

Selon des témoignages recueillis dans le Chihuahua, lorsque l'armée a investi certaines localités de la *Sierra Tarahumara*, celles-ci se sont retrouvées placées quasiment sous état de siège. Il faut d'abord signaler que la majorité des militaires occupés à éradiquer les cultures illicites, n'appartiennent pas à la V^{ème} zone militaire (qui couvre théoriquement l'Etat du Chihuahua), mais à des unités de combat provenant de Badiraguato, dans l'Etat du Sinaloa. Lorsqu'ils stationnent dans la *Sierra*, les militaires ne participent pas aux manifestations civiles (commémorations, défilés) et n'entretiennent aucun contact avec les autorités locales élues ; les rotations sont continuelles et aucun régiment ne reste plus d'une année sur le même lieu ; si les hommes de troupe décident de se saouler, pratiquement tout le village se replie dans la peur. Mais, inversement, lorsque les militaires quittent leur cantonnement (pour partir en expédition dans les montagnes), le village se retrouve dans une telle effervescence que le danger pour les populations est encore pire ; presque tous les hommes se pavanent alors dans les rues, s'adonnant sans retenue à l'ivresse de l'alcool en exhibant leurs armes ; les bagarres et les meurtres reprennent alors de plus belle, comme pour rattraper le temps perdu.

Au sein de l'armée, les cas de corruption sont plus difficiles à détecter, sinon à travers un enrichissement suspect qui permet à des militaires ou à leurs familles d'investir dans le commerce ou l'industrie (prise de participation, achat d'entreprises...) ; quoi qu'il en soit – l'institution militaire étant strictement hiérarchisée, et les hommes de troupe[44] étant tenus à la discipline et à la discrétion – ces affaires concernent principalement les officiers supérieurs de l'armée. Ainsi, selon les déclarations faites en 1992 par la déléguée de la PGR dans le Chihuahua et par le responsable de la PGE du même Etat, il ressort que, comme les policiers fédéraux, les militaires protègeraient les grands narco-trafiquants (ou s'arrangeraient avec eux pour ne détruire qu'une partie de leurs cultures), surveilleraient les plantations, et collecteraient donc les fonds destinés à être blanchis institutionnellement par le pouvoir civil, en prélevant une partie au passage, tandis qu'ils réprimeraient

44 Les effectifs composant la troupe de l'armée mexicaine sont principalement issus des classes populaires d'origine rurale ; traditionnellement, l'armée et l'église sont les deux institutions favorisant l'ascension professionnelle des Mexicains de basse condition sociale.

prioritairement les petits producteurs indépendants. Une affaire a mis en évidence la collusion entre militaires et trafiquants lorsque, le 7 novembre 1991, au lieu dit *Llano de la Vibora* (commune de Tlalixcoyan, Etat du Veracruz), une avionnette chargée de drogue a atterri sur une piste clandestine où, quelques minutes plus tard, se posa à son tour un avion de la PGR qui poursuivait les trafiquants ; les dix agents fédéraux qui étaient à son bord furent accueillis par un tir nourri, venant de militaires embusqués afin de protéger les trafiquants ; les militaires soutinrent qu'il s'était agi d'une confusion, contredisant en cela les policiers qui affirmèrent, de leur côté, s'être identifiés avant l'affrontement ; sept policiers fédéraux furent tués, et un soldat blessé. L'affaire eut un fort retentissement jusqu'à Washington car – la mission s'inscrivant dans le cadre de l'opération *Halcón* – un troisième avion, appartenant à la DEA et à l'intérieur duquel toute la scène fut filmée, avait survolé le lieu pendant l'affrontement[45]

Pourtant, une des principales justifications de l'implication de l'armée dans la lutte contre le trafic de drogue était que cette dernière paraissait potentiellement moins corrompue que la police fédérale ; en fait, on pourrait émettre l'hypothèse selon laquelle la corruption militaire serait exclusive, élitiste (bénéficiant au sommet des hiérarchies politique et industrielle) et disciplinée, tandis que la corruption policière semblerait davantage "démocratique", redistributive, désordonnée et imprévisible. De ce point de vue, à ce niveau encore, la corruption apparaît comme une forme institutionnelle de blanchiment des bénéfices de la drogue.

Quoi qu'il en soit, au Mexique, il sera maintenant difficile de faire revenir les militaires dans leurs casernes ; en effet, la lutte contre le trafic de drogues légitime une militarisation croissante de la société et des institutions, autres que l'armée, ayant vocation à lutter également contre ce trafic ; c'est ce qui a justifié la mise en place, le 1er décembre 1995, dans l'Etat du Chihuahua, d'un plan pilote destiné d'une part à soumettre les forces policières fédérales à des ex-militaires qui se substitueront aux

---

45. Au niveau mondial, l'implication des forces armées dans le trafic de drogue n'est pas rare, puisqu'elle est reconnue en Syrie (dans la plaine libanaise de la Bekáa) et dans des Etats asiatiques comme le Pakistan, la Birmanie. . , sur le continent américain, sans revenir à l'affaire *Irangate*, il faut mentionner le cas intéressant du Pérou où s'est produit un transfert de rente entre les combattants du "Sentier lumineux" et l'armée, cette dernière ayant pris possession des zones auparavant contrôlées par les révolutionnaires, et organisant, maintenant, au profit des militaires et de l'Etat, le trafic de drogue . suivant en cela l'exemple mexicain.

chefs de groupes de la PJF et aux agents du ministère Public fédéral (PGR), et d'autre part à adjoindre aux effectifs policiers 500 à 600 militaires ; actuellement, les militaires sont intégrés dans une vingtaine d'unités de police d'Etat. Une telle militarisation de la lutte contre le trafic de drogue a d'ailleurs était acceptée par le propre Procureur *paniste* de la Justice, conscient des limites de la corporation qu'il dirige. En fait, lorsqu'il a été nommé à ce poste en décembre 1995, le procureur Lozano Gracia s'est trouvé confronté à un choix entre trois options stratégiques afin de redynamiser sa corporation dans le sens d'une meilleure efficacité contre le trafic de drogue : 1) une collaboration plus étroite avec les américains qui allait dans le sens d'un plus grand interventionnisme de la part de ces derniers et qui a permis, récemment, la livraison au Mexique de 70 hélicoptères destinés à la fumigation des cultures (à charge pour les mexicains d'assurer l'entretien de ces machines) ; 2) une association des autorités municipales et régionales aux fonctionnaires fédéraux dans la lutte contre le trafic et la culture de drogues ; une telle politique s'est trouvée contrariée par le peu de confiance dont jouissent la plupart de ces autorités locales auprès du nouveau procureur ; 3) la délégation aux forces armées du contrôle des effectifs de la PJF et de la PGR pour discipliner et moraliser ces corporations. C'est une combinaison entre le première et la troisième options qui a été choisie, à la fois par le nouveau procureur et par le président de la République. Il faut cependant reconnaître qu'un tel choix impliquera davantage les forces armées dans une répression – de plus en plus violente contre les cultivateurs et les trafiquants indépendants – qui peut devenir encore plus sélective et concentrée qu'elle ne l'était auparavant ; c'est ainsi que subsiste le risque d'un contrôle plus efficace et plus discipliné de l'intégration des marges à partir du centre militaire, mais au profit exclusif de l'élite des représentants du gouvernement. De plus, le fait d'impliquer davantage les forces armées dans des affaires qui concernent la sécurité publique et avec des moyens matériels et humains croissants peut toujours déboucher sur une prise de contrôle (directe ou indirecte) du pouvoir civil par les militaires ; une telle dérive avait, jusqu'à présent, pu être évitée au Mexique, justement parce que les forces armées avaient été maintenues sous le contrôle d'un pouvoir civil autoritaire, au moment où tant d'autres pays de la région connaissaient des cycles de coups d'Etat et de dictatures militaires. Il faut signaler que la militarisation de la lutte contre le trafic de drogues ne concerne pas simplement les pays producteurs puisque la

Maison Blanche a récemment nommé comme *tsar* anti drogue un général qui était auparavant chef du commando sud de l'armée des Etats-Unis.

Les institutions bancaires

Elles jouent un rôle important dans le blanchiment des bénéfices de la drogue. Quatre niveaux de recyclage peuvent être discernés :

* le niveau international du recyclage dans les circuits financiers des pays du Nord : principalement les Etats-Unis, mais également les pays européens (à travers des sociétés fictives, des prises de participations dans des entreprises étrangères, ou l'utilisation des paradis fiscaux pour nettoyer l'argent sale) ;
* le niveau national, qui serait centralisé, au Mexique, par la présidence de la République, à travers laquelle serait réinjectée une partie des bénéfices illicites dans les circuits publics légaux (principalement à travers les saisies opérées sur les biens des narco-trafiquants) ; également à ce niveau, s'effectueraient certaines prises de participation (par l'intermédiaire des capitaux boursiers d'origine étrangère, mais qui seraient eux-mêmes constitués par les bénéfices blanchis du commerce de la drogue) dans le rachat des entreprises publiques, ou dans l'achat d'actions lors de la privatisation des banques, afin d'obtenir des sièges dans les conseils d'administration de celles-ci. En effet, l'un des objectifs des privatisations opérées au cours de l'administration du président Salinas (1988-1994) était de faire revenir les capitaux nationaux ayant fui le Mexique au cours des deux dernières décennies. Selon certains analystes mexicains, la moitié environ des sommes investies dans le rachat des entreprises publiques (15 milliards de dollars sur près de 30 milliards) seraient des capitaux ainsi rapatriés[46]. Quant au Département du Trésor des Etats-Unis[47], il estime que le quart des fonds investis lors de la privatisation des banques mexicaines était d'origine illicite, c'est-à-dire soit "noir" (directement lié aux bénéfices d'activité criminelles), soit "gris" (blanchi et investi avec

46 Telle est l'hypothèse soutenue par Enrique Quintana, économiste du Chihuahua, cité par *Le Monde* du 6 juillet 1993, et que tend à confirmer le *Rapport stratégique pour le contrôle international des drogues*, publication du *Département d'Etat* américain (1995), qui présente les banques mexicaines comme un instrument essentiel du blanchiment des bénéfices de la drogue.

47 Dans un rapport cité par *Processo*, n° 965 du 1er mai 1995.

l'objectif d'échapper au paiement de l'impôt) ; d'autres analystes vont même jusqu'à estimer que l'absence de vigilance des banques mexicaines quant à l'origine des fonds investis lors des privatisations a permis de blanchir des fonds illicites de toute provenance (Europe, Asie, Amérique latine et du nord...) ; l'économie mexicaine toute entière aurait donc fonctionné comme une immense "lessiveuse" à l'échelle mondiale. Ces mouvements de spéculation financière à partir de capitaux illicites blanchis ont été grandement facilités par l'accord de libre commerce (ALENA) liant le Mexique et les Etats-Unis ; en effet, grâce à cet accord, les barrières financières ont commencé à tomber ce qui a permis d'augmenter les transferts de fonds entre les deux pays, au grand bénéfice des narco-trafiquants ; ainsi, la dérégulation financière a pu (au Mexique comme ailleurs) déboucher sur l'intégration financière de cette activité illégale. C'est sûrement parmi ces investissements liés aux privatisations qu'il faudrait rechercher quelle proportion d'entre eux proviennent des bénéfices de la drogue, ce qui semble difficile à déterminer, d'abord parce que des prête-noms *honorables* sont probablement utilisés, et ensuite parce qu'aucune enquête sérieuse n'a été effectuée sur l'origine de ces fonds qui auraient pu être réinvestis dans les circuits légaux, en l'absence de tout contrôle des autorités mexicaines sur le rapatriement des capitaux. A ce sujet, un rapport de l'ambassade des Etats-Unis au Mexique[48] mentionne que le Mexique est le centre principal du blanchiment de l'argent de la drogue sur le continent américain (il serait probablement plus exact d'indiquer "d'Amérique centrale et du sud"), à cause de son système bancaire qui n'oblige pas les institutions financières à reporter l'origine de leurs dépôts liés au change de devises ou aux opérations informatiques, et ceci, malgré un changement de la législation mexicaine en 1992 qui impose aux banques de tenir à jour un registre de leurs transactions ; d'autre part, il n'existait toujours (en 1996) aucune limitation des sommes qui sont déposées dans les bureaux de change ;

* le niveau régional, à travers les dépôts effectués par les *capos* eux-mêmes (ou par l'intermédiaire de prête-noms amis ou familiaux), mais surtout à travers les réinvestissements opérés par *les grands caciques locaux* (chefs policiers, officiers supérieurs de l'armée, actuels ou anciens gouverneurs et les membres rapprochés de leurs suites,

48. Cité par *La Jornada* du 22 avril 1995

délégués de certaines administrations fédérales impliquées, comme les douanes .. auxquels il conviendrait de rajouter les familles et amis de tous ces grands caciques) à partir des fruits de la corruption institutionnelle tolérée ;

* le niveau local des petits producteurs ou trafiquants indépendants qui réinvestissent leurs bénéfices dans certains établissements bancaires consentants (comme certaines banques choisies, ou certains bureaux de change dont les responsables sont peu regardants sur l'origine des virements effectués). Il est pourtant un indice qui ne trompe pas : la dollarisation de l'économie locale ; en effet, les sommes dont disposent les petits et grands trafiquants sont amassées à partir des bénéfices obtenus de la vente au détail de l'autre côté de la frontière ; tous les paiements aux producteurs ou aux intermédiaires (privés ou institutionnels) s'effectuent donc en dollars qui sont ensuite convertis en monnaie locale dans le système bancaire légal. Les autorités policières américaines – qui sont très scrupuleuses lorsqu'il s'agit de mettre en cause les administrations de pays étrangers – ont dénoncé à maintes reprises les responsables mexicains de certaines succursales bancaires ou de certains bureaux de change, qui ont alors été licenciés ou mutés. Les responsables des bureaux de change sont assimilables à des entrepreneurs indépendants qu'il est possible de réprimer en fermant leurs établissements. Au Mexique, depuis 1986, la majorité des bureaux de change (c'est-à-dire ceux qui ne dépendent pas des groupes bancaires) sont considérés comme comme des entreprises commerciales par le ministère du Budget ; leurs propriétaires ont bénéficié de la dérégulation du secteur financier qui leur a permis d'échapper au contrôle du marché des devises ; dans ces bureaux de change, tous les mouvements se font en espèces, sans qu'il soit possible de savoir avec certitude l'origine et le montant exacts des sommes échangées, ce qui facilite toutes les opérations de blanchiment. Actuellement, la Procuradoria Fiscal du ministère du Budget (l'organisme qui est chargé de la vérification de la légalité des opérations financières) collabore avec les Etats-Unis à une enquête portant sur 30 cas de blanchiment d'argent, dont neuf sont liés à des bureaux de change et à des entreprises privées (sept d'entre eux mettant en cause les clans mexicains de la drogue tandis qu'il s'agit, pour les deux autres, de fraude et d'évasion fiscale) ; d'autre part, le Mexique collabore également avec les gouvernements français et canadien pour deux autres affaires de blanchiment d'argent

de la drogue [49]. Il y a actuellement 1 500 bureaux de change au Mexique dont la majorité d'entre eux sont situés le long de la frontière Nord (la ville de Tijuana abriterait, à elle seule, 300 bureaux de change) ; l'ensemble de ces établissements peut brasser un volume d'un milliard de dollars quotidiennement. Concernant le blanchiment par les banques, il est très rare que les autorités mexicaines engagent des enquêtes sur ces grands commis de l'Etat que sont les directeurs de banques, tout simplement parce qu'ils font partie du sérail des *grands caciques*, dont on tolère la corruption institutionnelle, contre leur silence concernant les moyens qu'ils ont utilisé pour capter les devises étrangères ; ils travailleraient donc "sur commande". En outre, il faut mentionner qu'il est très difficile de lutter, sur un plan srtictement national, contre ce type de blanchiment ; ainsi, en 1992, le gouvernement colombien a-t-il décidé de taxer à 10% les dépôts bancaires en dollars, et d'augmenter de 30% les frais de traitement des devises ; les narco-devises ont alors été déplacées vers le Venezuela où, 18 mois plus tard, quinze milliards de dollars supplémentaires de dépôts bancaires avaient été effectués, ce qui représente davantage, pour ce pays, que les bénéfices du pétrole. De toutes manières, la législation mexicaine ne considère pas le blanchiment d'argent comme un délit pénal, mais fiscal ; à propos de l'origine des sommes qui traversent les banques mexicaines et de l'enjeu macro-économique qu'elles représentent, il est intéressant de relever les déclarations (le 7 juin 1993) du procureur Carpizo, selon qui les deux fortunes cumulées de Guillermo Gonzalez Calderoni et de Rafael Aguilar Guajardo représenteraient 10% des réserves de devises de la Banque du Mexique... et de les confronter au fait que les villes frontalières du Nord du Mexique drainent 20% des devises captées par le pays. Plus précisément, selon les déclarations de John Navarrete (chef du bureau du FBI à El Paso)[50], ce sont quelque 200 millions de dollars qui seraient blanchis par semaine (?) à la frontière entre Ciudad Juárez et El Paso, fait attestant que cette place serait devenue la zone de transit de cocaine la plus active de la frontière Nord.

---

49 Cf *El Financiero* du 28 février 1996

50 Reproduites par *Proceso* (n° 967 du 15 mai 1995).

Les entrepreneurs du recyclage

A un moment où certains analystes[51] démontrent que, au niveau mondial, les bénéfices générés par les activités légales du crime organisé sont supérieurs aux bénéfices réalisés directement par les activités illégales (racket, trafic d'armes, de drogue, d'êtres humains, enlèvements et séquestrations de notables ou d'entrepreneurs, suivis de demandes de rançon, délinquance financière...), il est intéressant de constater qu'au Mexique, le recyclage, après blanchiment, des bénéfices de la drogue peut s'opérer de différentes manières :

* à travers les grands entrepreneurs nationaux déjà installés qui capteront les capitaux illicites sur les marchés financiers (dans la plus parfaite légalité, ce qui rend ces entrepreneurs intouchables) ou par l'intermédiaire des grands caciques politiques qui investissent les bénéfices de leur racket et de leur corruption dans des affaires légales ,
* par l'installation de nouveaux grands entrepreneurs régionaux qui puiseront leurs fonds d'investissement et leurs bénéfices, directement auprès des grands narco-trafiquants ;
* à travers les prises de participation opérées par les narco-trafiquants indépendants (plus ou moins importants) dans des petites ou moyennes entreprises déjà existantes, mais qui périclitent à cause de la crise économique ambiante.

Pour ce qui concerne les réinvestissements locaux effectués par les trafiquants indépendants, un indice ne trompe pas : le développement artificiel de l'économie locale ; c'est ainsi que fleurissent nombre d'hôtels, de restaurants, de commerces, de *ranchos*[52] dont les capacités sont supérieures aux besoins locaux mais qui approvisionnent régulièrement les banques des fruits de leurs chiffres d'affaires fictifs (c'est-à-dire dont les bénéfices ne proviennent pas de l'activité déclarée) ou "gonflés" (lorsque les bénéfices de ces activités sont complétés par les bénéfices liés à la drogue). Au moment du second boom de la drogue dans le Chihuahua, au cours des années 1980 (le premier ayant eu lieu avant l'opération

---

51 Comme Jean Pierre (T.), in *Crime et Blanchiment* (cf. Biblio.)

52 Les *ranchos* sont de très grosses fermes (souvent de plusieurs dizaines ou centaines d'hectares) dont les terres sont consacrées à l'élevage, sur lesquelles les propriétaires possèdent une maison souvent très confortable (il n'est pas rare que se trouve une piste d'atterrissage sur la propriété), et où des ouvriers permanents et saisonniers sont logés et entretenus selon des méthodes qui relèvent plutôt du système paternaliste

Condor), l'économie locale s'était trouvée dopée artificiellement : les *ranchos*, les bois, le foncier, l'immobilier étaient achetés à des prix dépassant trois fois leurs valeurs réelles ; cette surévaluation était le signe qu'il fallait investir, à n'importe quel prix, les bénéfices de la drogue. De nombreuses fortunes se sont bâties sur ce recyclage, et de nombreux entrepreneurs locaux en ont profité, tout en connaissant pertinemment l'origine des fonds investis : notaires, avocats d'affaires, promoteurs immobiliers, agriculteurs, entrepreneurs du bâtiment, concessionnaires automobiles, propriétaires de boîtes de nuits ou de bordels, administrateurs de centres commerciaux.

C'est ainsi qu'à Ciudad Juárez, à l'occasion du démantèlement de l'organisation des frères Muñoz Talavera et de Rafael Aguilar Guajardo, en 1992, vingt entrepreneurs de la région (appartenant aux corporations mentionnées), des fonctionnaires bancaires et le directeur d'un circuit automobile ont été appréhendés ; un ex-président municipal de la ville de Gómez Palacio (dans l'Etat de Coahuila) et actuel puissant entrepreneur de la région, a été signalé par la presse américaine comme présumé complice de l'organisation de Ciudad Juárez ; les autorités ont saisi 62 propriétés immobilières, parmi lesquelles des *ranchos*, des maisons d'habitation, des édifices commerciaux, des boîtes de nuit, une ancienne résidence du Shah d'Iran à Cuernavaca (Etat du Morelos), des restaurants, une boucherie, des lotissements de luxe et des centres commerciaux de Ciudad Juárez. Il est amusant de constater que les anciennes résidences mexicaines du Shah d'Iran plaisent beaucoup aux *capos* de la drogue puisque l'ex-parrain du cartel de Medellin, Pablo Escobar Gaviria, avait acquis, en 1992, la propriété connue comme *La casa del Guitarrón* (dans le port paradisiaque de *Punta Diamante*, à Acapulco) qui avait également abrité le Shah d'Iran lors de son exil au Mexique. En fait, les entrepreneurs de trois secteurs sont fortement sollicités par le blanchiment de l'argent de la drogue : les services (création de grands complexes touristiques, restaurants, bars, cliniques privés, compagnies de transport), l'industrie (construction de lotissements résidentiels de luxe et de grands hôtels) et l'agro-alimentaire (horticulture et élevage, essentiellement). Un autre secteur a été visé par les narco-trafiquants, plus pour faciliter leur trafic que pour blanchir leurs bénéfices: celui des *maquiladoras* ; ainsi, l'organisation de Muñoz Talavera avait-elle acquis une usine de recyclage de batteries automobiles dans la ville de Palomas (Etat du Chihuahua) ;

il s'agissait d'introduire, par ce biais, de la drogue aux Etats-Unis[53] Dans cette zone frontalière où plus de 2 000 usines *maquiladoras* emploient un demi million d'ouvriers pour assembler des composants ou finir des produits (à partir de matériaux introduits au Mexique depuis l'étranger) destinés ensuite à la vente depuis le territoire américain, il est tentant de profiter d'une couverture de cette sorte pour la convertir en logistique du trafic ; de plus, l'entrée en application du Traité de Libre Commerce (ALENA), en 1994, et l'accroissement du volume de transport qui en résulte, constituent autant d'incitations aux investissements criminels dans ce secteur ; le problème de la drogue est sûrement l'objet de clauses secrètes de l'ALENA car il n'est pas mentionné dans le texte du Traité.

Il résulte de ce recyclage que les propriétés foncières et immobilières situées dans les zones urbaines et rurales où les investissements sont d'origine douteuse vont être soumises à une "loi pendulaire" : d'abord, les riches propriétaires traditionnels vendent leurs biens surévaluées aux narcos, et, ensuite, lorsque ceux-ci sont pris dans les filets de la répression, ces propriétés – plus ou moins bradées, sous l'effet de l'urgence à "sauver les meubles" avant qu'ils ne soient confisqués – sont rachetées par les anciens et nouveaux riches qui réalisent ainsi une confortable plus-value. Durant la période au cours de laquelle les affaires illégales prolifèrent, l'économie locale se trouve artificiellement dopée, et la valeur des biens (par exemple, le prix du sol ou de la construction) atteint des niveaux qui rend leur acquisition impossible pour des revenus normaux (c'est-à-dire la majorité des revenus moyens ou bas) Néanmoins, les activités illégales permettent à la richesse de circuler sur des espaces (ruraux ou villageois) abandonnés jusqu'alors des projets de développement nationaux ; à Guadalajara ou dans le Chihuahua, durant la période faste, les commerces fleurissaient, le travail abondait, la consommation était débridée. Si l'on découvrait un jour de la cocaïne dissimulée dans des citernes de gaz appartenant à l'entrepreneur qui dispose du monopole de sa distribution dans le Chihuahua, si un ancien ministre des armées s'était converti en un influent membre de conseil d'administration d'un groupe industriel spécialisé dans la construction de lotissements, rien ne pouvait prouver qu'ils étaient directement impliqués dans les affaires de trafic ou de blanchiment. La peur des représailles, la

53 Rapporté par *The New York Times* du 24 mai 1993 (citant un rapport des services de renseignements militaires des Etats-Unis)

– soi-disant – morale publique institutionnelle, le nationalisme, le soutien obligé à l'activité économique en période de crise alentours soudaient les consciences des hommes, et recouvraient d'un tabou opaque (ou d'un silence complice, souvent "éclairé") l'ensemble de la société.

Afin d'apprécier ce que représente la proportion d'argent sale recyclé par rapport à l'ensemble des coûts de production, il convient de rapporter certaines analyses[54] selon lesquelles le coût total de la culture, de la transformation et du tafic de drogue ne représenterait que 13% de ce que rapporte la vente de la drogue dans les villes américaines (c'est-à-dire approximativement 500 milliards de dollars par an[55]) ; cela laisserait donc aux trafiquants et à leurs *socios* des marges bénéficiaires énormes à réinvestir. A partir d'autres sources[56], on peut raisonnablement conclure que les Etats-Unis sont le premier pays du monde pour le blanchiment de l'argent de la drogue ; ce blanchiment représenterait, pour les Etats-Unis, entre cent et deux cents milliards de dollars par an, alors que le Mexique ne blanchirait que de 25 à 30 milliards de dollars et la Colombie huit milliards de dollars. Selon le comptable du cartel de Cali (intégré, pour prix de sa collabora-tion, au Programme de Protection des Témoins, aux Etats-Unis), 114 grandes entreprises seraient liées au blanchiment de l'argent de la drogue, principalement aux Etats-Unis et au Mexique.

Afin de monter le flou de ces estimations macro-économiques, il convient de rapporter les propos tenus par l'ancien gouverneur *paniste* de Basse Californie, Ernesto Ruffo Appel[57], selon qui les bénéfices des cartels américains de la drogue dépasseraient ceux réalisés par l'industrie mexicaine exportatrice ; ces bénéfices de la drogue provenant des Etats-Unis et revenant s'investir dans les pays producteurs d'Amérique latine, représenteraient un total annuel de 70 milliards de dollars, dont au moins 25 milliards constitueraient la part blanchie au Mexique ; afin de

---

54 Et notamment celle que soutient Mathea Falco (présidente de la fondation *Drug Strategies* à Washington) dans un article du numéro de sept.-oct 1995 de la revue *Foreigh Affairs*.

55 Selon des sources croisées de l'Institut National de Justice des Etats-Unis et de la DEA , les différentes corporations policières et le Département du Trésor ne parviendraient à détecter que 0,5% des sommes totales blanchies et recyclées.

56 Cf. l'entretien avec Bruce Michael Bagley, chercheur de l'Université de Miami, publié dans *El Financiero* du 28 février 1996.

57 Dans une déclaration reproduite par *La Jornada* du 25 novembre 1995

démontrer la difficulté à estimer, en termes macro-financiers, les sommes que représentent les bénéfices de la drogue, il convient de rappeler que, selon la DEA, il s'agirait seulement d'une somme de 6,5 à 8 milliards de dollars qui serait blanchie chaque année au Mexique (somme qui ne représenterait malgré tout que 7,5% du total de l'argent sale qui circulerait aux Etats-Unis). Selon des informations provenant du Département d'Etat et du ministère du Budget des Etats-Unis, si on ajoute au produit du trafic de drogue, les bénéfices blanchis à partir des autres activités illicites (comme le chantage politique, le terrorisme, l'extorsion, la fraude, l'évasion fiscale, la vente illégale d'armes, les jeux de hasard illégaux...), on obtiendrait une somme totale d'argent blanchi aux Etats-Unis de 300 milliards de dollars par an. Au niveau mondial, selon un rapport de l'organisme de contrôle des stupéfiants de l'ONU (1996), le trafic de drogue aurait généré, en 1995, des bénéfices de l'ordre de 300 milliards de dollars (dont 33% serait généré par les bénéfices directs de la drogue, selon James A. Shedd de la DEA [58]), somme qui représente les 2/3 du montant des réserves de toutes les banques centrales du monde, ou le double du total des bénéfices de l'industrie pétrolière réalisés par l'ensemble des pays de l'OPEP, ou dix fois le montant des ventes d'armement dans le monde entier. Afin de mesurer l'expansion de cette activité, il faut rappeler que, selon un rapport du GAFI[59], en 1990, la masse financière illicite blanchie chaque année était de l'ordre de 85 à 115 milliards de dollars ; ces sommes se mêlent à un marché de capitaux où circulent, à l'échelle mondiale, 1 000 milliards de dollars par jour ; les opérations de blanchiment sont effectuées par des opérateurs financiers privés, avec la complicité de certaines banques qui prélèvent des commissions de l'ordre de 15 à 20% sur le montant des sommes d'argent sale blanchi ; ces opérations sont réalisées sur les principales places financières du recyclage des narco-devises (New-York, Londres, Hongkong et Monaco).

Il faut tout de même rappeler les effets économiques pervers de cette croissance artificielle par laquelle certaines nations du Sud sont amenées à consommer au dessus de leurs moyens, profitant des bénéfices d'une rente illégale d'exportation :

---

58 Cité par *El Financiero* du 28 février 1996

59 Cf bibliographie

* l'augmentation du déficit de la balance commerciale du pays sous l'effet de la croissance du volume des importations ;
* la réévaluation de la monnaie (consécutive au rapatriement des capitaux acquis illégalement), qui, lorsqu'elle n'est pas liée à une augmentation de la productivité, et donc des exportations, met les industries nationales dans une situation de concurrence faussée (pouvant les conduire à la faillite) vis-à-vis des produits importés ;
* donc, l'augmentation des importations a un effet de désindustrialisation ;
* enfin, une grande partie de la rente constituée par les bénéfices de la drogue, sert au financement des secteurs informels ou illégaux (construction, trafic d'armes et de véhicules, ateliers clandestins de réparation...) qui ne sont pas soumis à l'impôt, mais deviennent parmi les plus dynamiques de l'industrie nationale, laissant à la charge des secteurs formels (par ailleurs de plus en plus fragilisés par la compétitivité internationale) l'entretien de l'Etat ;
* l'Etat va donc subir une diminution de ses ressources, ainsi que de sa capacité de redistribution, et ceci d'autant plus que les dépenses consacrées aux budgets publics de répression vont augmenter considérablement (ces dépenses sont imposées par les Etats créditeurs partenaires, qui en font une condition de la poursuite de la coopération internationale, bilatérale ou multilatérale)[60].

En réalité, au Mexique, si la partie visible – et négligeable – du blanchiment est le fait des petits trafiquants indépendants qui profitent d'une conjoncture favorable pour faire de bonnes affaires, le gros des bénéfices captés par les grands narcos, mis à part quelques *ranchos* ou quelques maisons somptueuses, n'est pas réinvesti directement par eux : discrétion oblige ! Il y a cependant fort à penser qu'une partie importante de ces bénéfices, captés par la corruption institutionnelle appliquée aux marges du système, est blanchie par les grands caciques locaux qui rendent ainsi une forme d'honorabilité à ces sommes mal acquises ; et ces *chefs de clientèles*-là étaient – et restent – insoupçonnables, d'autant qu'ils investissent leur capital dans les affaires de leurs amis *socios*, les autres grands caciques locaux que sont les grands entrepreneurs. Si les énormes fortunes des grands entrepreneurs doivent beaucoup à l'accumulation primitive du capital opérée au fil de l'histoire par certaines

60 Cf Kalmanovitz (S), *Impacto macroeconómico del narcotráfico en Colombia.*

dynasties locales, le fait que, non seulement elles ont échappé à la crise, mais qu'elles soient parvenues à investir encore davantage afin de se moderniser et de parvenir à acheter des banques au Texas, laissera toujours planer un grand nombre de doutes sur l'origine de leurs ressources (et surtout sur l'origine des ressources de leurs actionnaires). Il faut enfin mentionner le cas de certains "nouveaux entrepreneurs" qui disposent de fortes capacités d'investissement dont l'origine reste inexpliquée ; il y a fort à parier que nombre d'entre ceux-ci sont directement au service des grands narco-trafiquants dont ils blanchissent les bénéfices à travers leurs activités légales (industrielle, commerciale ou de promotion immobilière). Ainsi en est-il, par exemple, des grands hôtels internationaux construits dans les villes capitales ou dans des centres touristiques ; ils permettent de recycler l'argent sale (celui-ci se mélangeant aux investissements licites, sûrement avec le consentement des investisseurs légaux qui ne peuvent pas toujours ignorer l'origine douteuse des capitaux de leurs partenaires) lors de leur construction, mais également au cours de leur exploitation puisque les bénéfices déclarés sur les livres comptables correspondent à un taux maximal d'occupation, alors que le remplissage réel y est, de toute évidence, des plus faible Ces nouveaux grands entrepreneurs locaux ne peuvent cependant pas s'installer et prospérer sans l'assentiment des autorités (politiques et policières) locales qui disposent de réseaux de renseignements qui leur permettent d'être préalablement informées sur la personnalité et les relations de tous les investisseurs de grande envergure.

Une affaire a récemment été dévoilée qui a permis de démonter un autre système de blanchiment (sûrement courant) ; il s'agit de l'affaire dite du *groupe Aztlán*, consortium d'entreprise du BTP implanté dans la ville de Saltillo, capitale de l'Etat de Coahuila ; le directeur de ce groupe, un riche nouveau notable local, surgi de nulle part, utilisait un nom d'emprunt afin de dissimuler le fait qu'il était recherché par la justice américaine pour s'être évadé d'un pénitencier. Avec la protection des autorités mexicaines locales et nationales, cet entrepreneur aurait contribué au recyclage d'une partie des bénéfices de l'organisation du Golfe. Il a été arrêté en novembre 1994, sûrement à la demande des autorités américaines qui avaient retrouvé sa trace au Mexique. Ses complices étaient le premier commandant de la PJF à Saltillo, un ex-délégué de la PGR pour le Coahuila, l'ex-directeur de la PJF, et le sous-procureur chargé de la lutte contre le trafic de drogue (les deux derniers

étant déjà impliqués dans le détournement de l'enquête sur l'assassinat, en septembre 1994, du dirigeant *priiste* José Francisco Ruiz Massieu).

De telles ruptures d'alliances expliquent que, maintenant, les narcos sont en repli dans le Chihuahua et également à Guadalajara ; ils étaient devenus trop visibles, trop ostentatoires, trop déstabilisants pour le pouvoir en place ; ils se sont donc déplacés, comme chaque fois lorsque le pouvoir les y contraint. Mais les grands investisseurs "légitimes" sont toujours là, continuant à construire leurs grands hôtels de béton dont les façades vitrées cachent l'absence de fréquentation, mais qui confortent l'orgueil d'un modernisme qui ne veut pas dire son origine. Il faut également signaler que l'ouverture des frontières a été une aubaine pour les spécialistes en blanchiment d'argent illicite qui se sont rués sur la contrebande de produits importés et commercialisés dans les nombreux centres commerciaux ayant ouverts leurs portes ces dernières années. Quant aux zones rurales ou aux petits villages et villes de province, lorsqu'ils sont "nettoyés" par la police ou l'armée (comme la ville de Madera, dans le Chihuahua, après l'opération *Condor*, ou actuellement la ville de Guadalajara), la dépression s'y installe ; seuls demeurent quelques commerces et maisons cossues dont les habitants se souviennent de l'origine douteuse des fonds utilisés pour leur construction ou leur acquisition Dans les villages les plus reculés, desquels sont originaires de gros trafiquants résidant en ville, il n'est pas rare de rencontrer une église ou un cimetière, fraîchement restaurés et bien entretenus, grâce aux deniers de celui qui peut être considéré comme un narco-cacique local, et qui bénéficie ainsi d'une reconnaissance de la population, en même temps que d'une rente de protection pour l'éternité. On se demande encore quel était le rôle du prêtre catholique américain qui a été appréhendé dans la rafle contre l'organisation de Ciudad Juárez en 1992 (le respect du culte nous a interdit de questionner les autorités policières à son sujet et nous ne le mentionnerons donc pas, même si, par ailleurs, il est de notoriété publique que le nonce apostolique au Mexique avait poussé sa mission évangélisatrice jusqu'à confesser les *capos* du clan de Tijuana après l'assassinat du cardinal Posadas à Guadalajara). Par contre, il est cocasse d'entendre certaines histoires venant des campagnes les plus profondes, où de belles églises coloniales attendent encore qu'un prêtre y soit nommé (les institutrices ont abandonné depuis longtemps leurs postes, lasses d'être violées dans l'indifférence générale) ; dans ces églises là, le prêtre de la paroisse, qui réside dans un bourg éloigné de ces villages inaccessibles, vient, une fois tous les trois mois, officier et

recevoir une obole, souvent fort généreuse, pour son déplacement Dans un cimetière récemment restauré (tombes propres, mur d'enceinte haut comme celui d'une prison consacrée aux morts), les narco-trafiquants locaux ont fait construire et aménager une petite chapelle qui, en prévision de l'envahissement du village par les forces de l'ordre, leur servira à "s'évanouir" et à tenir le siège.

L'administration des douanes

La contrebande à grande échelle ne peut s'effectuer, aux frontières du Mexique, qu'avec la complicité des douanes locales[61]. Or, le problème de la drogue est inverse : l'objectif n'est pas de faire rentrer frauduleusement des marchandises interdites d'importation au Mexique, ou de corrompre les fonctionnaires afin de ne pas acquitter des taxes à l'importation ; il s'agit plutôt de faire sortir des produits interdits de vente dans l'autre pays. Les douanes mexicaines sont donc peu concernées par ce type de trafic, l'essentiel du travail étant du ressort des douanes américaines ; de toutes manières, l'importance du trafic routier est telle que les services douaniers mexicains reconnaissent eux-mêmes n'être capables de contrôler que 4% des chargements qui transitent sur leur frontière. Ceci est facilité par le fait que 80% des relations commerciales entre le Mexique et les Etats-Unis se font par voie terrestre à travers les 22 postes douaniers qui ponctuent la frontière le long des 3 000 kilomètres entre les côtes Pacifique et Atlantique[62] ; en outre, depuis 1986, année où le Mexique a adhéré aux accords du GATT, les flux de marchandises ont augmenté de 64% ; en 1993 déjà, quelques 1 700 camions traversaient quotidiennement le pont enjambant le *Rio Grande* à Ciudad Juárez, la plupart d'entre eux convoyant des produits (textiles ou électroniques, en grande majorité) à destination ou provenant des *maquiladoras*. D'après la DEA, la plus grande partie de la drogue qui traverse la frontière est cachée à l'intérieur de camions commerciaux et les tentatives de stopper le trafic de drogue s'avèrent donc vaines lorsque les frontières sont ouvertes aux échanges commerciaux ; en effet, les trafiquants disposent de suffisamment de ressources financières pour

61 Chaque poste de douane relève d'une administration fédérale (la Direction Générale des Douanes) dépendant du ministère du Budget

62 Cf. les statistiques (de 1993) provenant du ministère du Commerce mexicain.

acheter une activité légale exportatrice qui leur servira de couverture ; ainsi, si l'on prend l'exemple de l'héroïne, la consommation annuelle d'héroïne pure aux Etats-Unis est estimée à vingt tonnes, c'est-à dire l'équivalent du contenu d'un poids lourd ou de vingt camionnettes ; or, seulement 2,27% des camions qui passent la frontière sont révisés[63]. Le trafic de drogue par voie terrestre est l'une des raisons (en plus des traditionnelles récriminations contre le non-respect des règles de sécurité et de protection de l'environnement) qui a été mise en avant par les autorités américaines, en décembre 1995, pour justifier la fermeture aux camions mexicains des postes frontières des Etats du Texas, Nuevo Mexico, Arizona et Californie.

Afin de se décharger d'une partie du fardeau que représente les contrôles routiers, l'administration américaine a maintes fois demandé aux douanes mexicaines de faire preuve de collaboration pour détecter les cargaisons illégales et appréhender les trafiquants avant la frontière ; les douanes mexicaines sont donc amenées à participer à la lutte contre le narco-trafic. Or, les réseaux (les routes) ainsi que les méthodes (la corruption des fonctionnaires publics) utilisés par les trafiquants de drogue sont les mêmes que ceux que pratiquent les contrebandiers. Les douaniers joueraient donc de la corruption sur les deux tableaux et, selon un rapport du FBI, les trafiquants de drogue opèrent également sur les deux fronts puisqu'ils auraient diversifié leurs activités et contrôleraient maintenant une partie importante de la contrebande et du trafic de liqueur, de cigarettes et de voitures volées, dans les deux sens de la frontière ; en outre, ils participeraient à l'organisation du passage des travailleurs clandestins mexicains de l'autre côté de la frontière.

Il est important, pour les trafiquants, de contrôler le commerce de la contrebande ; en effet, à travers celui-ci, ils peuvent s'approvisionner sur le marché américain (et les marchés internationaux, en général), en armes ainsi qu'en produits chimiques pour transformer la cocaïne et l'héroïne. Ainsi, la zone frontalière contrôlée par le clan de Juárez serait celle par où transiterait le plus d'armes de contrebande ; cette contrebande serait organisée par les narco-trafiquants eux-mêmes pour leur

63 Selon les déclarations du directeur des services douaniers américains publiées par le *Washington Post* du 20 février 1996

propre consommation[64]. La plus grande perméabilité des frontières et l'accroissement des flux de marchandises qui résultent de l'ALENA, rendent encore plus faciles ces trafics illicites (ainsi que celui de la drogue, évidemment), surtout lorsque les contrebandiers et les trafiquants peuvent bénéficier de complicités au sein de l'administration des douanes. C'est ce qui est ressorti d'une enquête journalistique[65] dans laquelle étaient révélés le commerce de la contrebande et la corruption régnant dans la majorité des postes de douane de la frontière nord du Mexique. Il y était démontré qu'il existe un large réseau, aux multiples ramifications, à partir duquel la contrebande à grande échelle serait organisée, depuis les principaux points stratégiques de passage de la frontière nord : Ciudad Juárez, Nuevo Laredo, Ojinaga, Ciudad Acuña, Matamoros et Reynosa. Les principaux *capos* de la mafia de la contrebande seraient étroitement liés avec les administrateurs qui contrôlent les postes douaniers pré-cités. Le népotisme qui préside à la nomination de ces administrateurs y serait pour quelque chose, le nœud d'influence étant constitué par l'amitié et les relations d'affaires existant entre les administrateurs des postes frontières des villes de Nuevo Laredo et de Reynosa ; en effet, les responsables des postes de Ciudad Juárez et de Ciudad Acuña sont les neveux du premier ; celui d'Ojinaga est son cousin ; celui de Matamoros est le neveu de celui d'Ojinaga ; et le directeur de la police fiscale est l'oncle de l'administrateur de Reynosa. Ce dernier avait été chargé en 1991 de liquider le puissant syndicat des agents douaniers et, afin d'assainir et de moderniser la profession, de le remplacer par une police fiscale chargée de combattre la corruption. En fait, sous prétexte de moderniser les douanes, il s'agissait d'opérer un transfert de rente de corruption vers une mafia bureaucratique (qui contrôlerait, à partir du ministère de tutelle, les principaux points d'importation du pays), au détriment d'une mafia syndicale. Ce qui a changé, c'est que la mafia syndicale était plus sensible au partage des bénéfices d'une corruption issue des contrebandiers indépendants, tandis que la mafia bureaucratique aurait tendance à monopoliser et à organiser la contrebande à une échelle industrielle ; c'est ainsi que pourraient s'exercer, dans la pratique, les liens noués entre de grands caciques nationaux (politiques ou industriels) et

64 Selon un rapport américain de 1995 du bureau fédéral des alcools, du tabac et des armes (ATA)

65 Publiée les 28-29 et 30 avril 1994 par le journal *Diario de Chihuahua*

certains grands entrepreneurs marginaux parmi lesquels se retrouvent probablement les grands *capos* de la drogue. L'institutionnalisation de ces liens suppose donc le contrôle des principaux postes de douanes où passeront, librement et discrètement, certains véhicules "sélectionnés" au sein desquels sont dissimulés les chargements de drogue. C'est ainsi que, grâce à l'influence exercée par le frère de l'ex-président de la République, l'organisation du Golfe serait parvenue à contrôler les postes douaniers de Nuevo Laredo et Matamoros (Etat du Tamaulipas), Colombia et – la douane intérieure de – Monterrey (Etat de Nuevo León), Ciudad Juárez (Etat du Chihuahua) et Tapachula (Etat du Chiapas)[66].

Le commerce de la contrebande et le commerce de la corruption apparaissent donc comme deux sources complémentaires et importantes d'enrichissement des caciques locaux, mais également des grands caciques nationaux qui, à travers leurs compagnies de transport, organiseraient une grande partie de la contrebande. Ici également, seuls les contrebandiers indépendants et essayant d'échapper à "la taxe de corruption" seraient réprimés. La corruption des douanes n'est pas proprement mexicaine, puisque lors de la décapitation du clan de Ciudad Juárez, en 1992, huit agents des douanes et de l'immigration des Etats-Unis ont été appréhendés pour corruption et avoir prêté leur concours aux trafiquants, en ne fouillant pas leurs véhicules qu'ils savaient chargés de drogue. Depuis, une autre affaire est venue défrayer la chronique puisque, en mai 1995, deux fonctionnaires douaniers du poste frontière d'El Paso (Texas) ont été accusés par leur administration d'avoir permis le passage d'une tonne de cocaïne en échange d'une subornation d'un million de dollars.

La police de la route

Son rôle est déterminant à la fois pour l'interception et la saisie des marchandises qui circulent illégalement, mais également pour ce qui concerne la protection des chargements de drogue à travers le territoire mexicain. Il s'agit d'une administration fédérale (la PFCP, c'est-à dire la Police Fédérale des Routes et des Ports) qui dépend du ministère des Communications et des transports (SCP). C'est à ce même ministère que sont rattachés les Services à la Navigation à l'intérieur de l'Espace Aérien

66 Cf les informations de la DEA reprises par *La Jornada* du 26 novembre 1995

Mexicain (SENEAM) qui contrôlent les principaux radars installés sur le territoire national ; ces radars[67], seraient opportunément aveugles sur une grande partie du corridor Pacifique (Etats du Oaxaca, Guerrero et une partie du Colima) ainsi que pour la couverture des Etats de la frontière Sud-Est (Chiapas et Tabasco), ce qui permet aux avions volant à basse altitude de ne pas être repérés, ni en cours de vol, ni lorsqu'ils se posent sur des pistes clandestines. En fait, le ministère des Transports, au même titre que la PGR, est une institution clef pour le contrôle des entreprises multinationales de la drogue ; en effet, c'est cette institution qui accorde les autorisations pour l'ouverture des pistes d'aviation (et de nombreuses pistes sont situées à proximité des voies de chemin de fer, ce qui facilite les transbordements de drogue) et des aérodromes, délivre les licences aux pilotes et, enfin, contrôle les ports et les routes. A travers la SCP, les moyens opérationnels du trafic de drogue peuvent donc être légalisés et bénéficier d'une protection officielle.

Pour ce qui concerne la police de la route, il s'agit encore d'une institution qui se caractérise par sa duplicité, c'est-à-dire par qu'elle peut servir autant les intérêts de la petite corruption quotidienne des fonctionnaires que ceux d'une grande corruption d'Etat susceptible de déboucher sur une collaboration entre marge criminelle et groupes politiques. Le laisser-faire de la petite corruption informelle (pratiquée par les fonctionnaires de police auprès des automobilistes, par exemple) légitime l'activation de la grande corruption institutionnelle, chacun y trouvant son compte en proportion de la place qu'il occupe dans la hiérarchie. C'est ainsi que de nombreuses affaires ont démontré l'implication de fonctionnaires de cette administration centrale dans les affaires de trafic de drogues et même d'enlèvements ou d'extorsion violente pratiquée sur des usagers de la route, actes délictueux ou criminels perpétrés quelquefois en collaboration avec des agents de la police judiciaire. Quant à l'ancien ministre des transports, il a lui-même été mis en cause pour ses relations avec l'organisation du Golfe. De fait, Juan Garcia Abrego (le *capo* de cette dernière organisation), a déclaré aux agents du FBI, au cours de son interrogatoire, que, durant le sexenat antérieur, de hauts fonctionnaires du ministère des Transports avaient usé de leur influence pour garantir la sécurité des pistes clandestines où était déchargée la drogue provenant

67 Selon une enquête réalisée par *El Financiero* du 15 février 1996

de Colombie ainsi que la protection du transit aérien comme terrestre de cette marchandise.

Les routes du trafic ne peuvent se constituer qu'avec la complicité des fonctionnaires (fédéraux et locaux, certains de ces derniers recevant les instructions des premiers à travers une filière établie au sein des administrations concernées) de la police fédérale, des douanes et de la police de la route. Pour ce qui concerne les fonctionnaires (commandants et agents) de la police de la route compromis dans le trafic de drogue à grande échelle, ils sont en relation directe avec les dirigeants des entreprises (aériennes, maritimes ou terrestres) de transport chargées de livrer la marchandise jusqu'à la frontière. Les chauffeurs des véhicules et les fonctionnaires impliqués disposent d'un code commun par lequel ils se reconnaissent et qui permet aux chargements d'échapper aux inspections, et notamment aux barrages routiers ; c'est ainsi que sont identifiées certaines routes terrestres sûres, comme celle qui relie les Etats de Veracruz à ceux du Tamaulipas et du Nuevo León, ou celle qui part du Chiapas, transite par le Oaxaca et aboutit à Puebla.

Cependant, le caractère informel des opérations qui détermine la constitution des filières de corruption représente également (comme pour les transactions entre cultivateurs et acheteurs de drogue) un risque lié au mode de partage des bénéfices illégaux réalisés ; ainsi, à l'issue de l'opération Sombrerete, précédemment mentionnée, au cours de laquelle des fonctionnaires de la police de la route avaient été subornés par des agents de la PJF, l'épouse du commandant de cette corporation dans l'Etat d'Aguascalientes a été assassinée par deux fonctionnaires de police insatisfaits de la répartition des sommes récoltées contre l'abandon de la drogue qu'ils avaient saisie.

Les caciques locaux

Parmi les principaux caciques locaux établis, deux catégories peuvent être distinguées : *les caciques institutionnels* (hommes politiques locaux, présidents municipaux, commissaires *ejidaux*, représentants syndicaux[68], policiers municipaux, délégués des différentes administra-

68 Dans les régions rurales, le syndicat officiel majoritaire des paysans est la *Confederación National Campesina* (CNC) ou le *Consejo Nacional de Pueblos Indígenas* (CEMPI) qui est affilié à la CNC , mais il existe également quelques syndicats indépendants dont les *líderes*, très actifs, développent des stratégies de contre-pouvoir.

tions régionales ou fédérales, comme les représentants locaux de la Police Judiciaire de l'Etat ou les délégués du ministère de la Réforme Agraire chargés de l'affectation des terres), et *les caciques sociaux* (représentants locaux du parti, entrepreneurs locaux, anciens hommes politiques jouissant encore d'un fort pouvoir d'influence, hommes de main de caciques établis qui ne résident pas sur place). Une troisième catégorie, à la marge du système, est apparue, en même temps que se développaient la culture et le trafic de drogue : *les narco-caciques* ; ces trois catégories de caciques expriment tous une autorité, d'un côté ou de l'autre de la loi, avec laquelle il faut compter si l'on est un petit producteur indépendant.

C'est ainsi que dans les zones les plus difficiles d'accès du sud ou du sud-est de l'Etat du Chihuahua, où d'énormes falaises ferment les sociétés au monde, la loi est souvent celle du plus fort, et le plus fort n'est pas toujours celui qui représente la loi, mais celui qui dispose de suffisamment de moyens financiers pour se procurer armes et véhicules lui assurant une capacité de contrôle des populations, et une mobilité face aux autorités répressives ou aux groupes rivaux ; la justice y est, encore moins qu'ailleurs, celle de l'Etat de droit, mais plutôt celle de l'allégeance au plus fort. A certains endroits, les communautés rurales sont tellement enclavées, de par l'absence de routes praticables, que le seul moyen de communication reste l'avion ; de plus, il faut bien reconnaître que, dans les régions délimitées par "le triangle d'or" (aux frontières des Etats du Sinaloa, du Durango et du Chihuahua), pour des raisons de continuité culturelle, les communautés du Chihuahua entretiennent davantage de relations avec celles des deux autres Etats voisins qu'avec le centre du Chihuahua. Les représentants de l'Etat ne peuvent se prévaloir du monopole de "la violence légitime" sur des territoires où l'usage de la violence est la chose la mieux partagée et la condition habituelle de survie des caciques sociaux. Ces derniers, souvent membres de la société civile – et ne jouissant, de ce fait, d'aucune fonction élective –, disposent donc d'un pouvoir délégué de l'usage de la violence, de la part des caciques institutionnels (représentants de l'Etat) dont ils confortent le pouvoir. Le pouvoir local (issu de la société civile) et le pouvoir régional et national (conféré par l'appartenance à des instances étatiques) sont donc indissociablement liés contre la démocratisation du système politique.

Une telle situation a conduit à une dépolitisation croissante des habitants qui se sentent exclus des choix fondamentaux engageant leurs communautés. Dans les contrées les plus reculées, les enjeux politiques

se réduisent à la répartition des postes publics – lors des élections municipales (tous les trois ans) ou législatives – entre les caciques locaux qui contrôlent déjà la vie économique. La plupart des caciques politiques se sont constitués et imposés grâce aux faveurs accordées par les gouvernements fédéral ou régional : la concession de construction de routes, la concession de vente d'alcool, l'autorisation d'ouverture de pompes à essence ou d'hôtels ; d'autre caciques contrôlent des dizaines de communautés *ejidales* ou forestières ou de grandes exploitations consacrées à l'élevage pour l'exportation. Il en résulte que tous les postes de représentation mêlent intérêts privés et publics ; leurs titulaires appartiennent tous au même groupe des possédants locaux qui sont presque exclusivement des métis. Le maire est le premier cacique politique des communautés rurales ; propriétaire absolu de son palais municipal, il dispose à sa guise du personnel municipal ainsi que du budget qui lui est alloué, même lorsque certaines subventions doivent être attribuées à des programmes sectoriels précis ; il est l'un de ceux qui attribue et négocie les autorisations de vente d'alcool dans les commerces. Ici, le développement municipal est synonyme de développement du caciquisme qui converge toujours vers le développement du PRI. C'est pourquoi dans certains *municipes* comme Guachochi, dont la plus grande partie de la population est indigène, aucun indien n'a jamais été ni candidat, ni élu à un poste politique ; les méthodes utilisées par les caciques et le fatalisme de la majorité de la population dissuadent les indiens de postuler à de telles charges. De toutes façons, les indiens n'accordent généralement aucune valeur au vote tellement ils sont habitués à le pratiquer comme un acte mécanique qui profite toujours aux représentants du même parti. La revendication de citoyenneté à travers le respect du vote d'opposition est donc loin d'atteindre la même intensité dans les campagnes que dans les villes.

Par contre, l'acceptation, par la collectivité, que la culture et le trafic de drogue représentent une affaire lucrative pour tous, permet que ces activités se poursuivent dans le plus parfait des consensus, et confère une légitimité à cette nouvelle catégorie de caciques que sont les narco-caciques. En effet, dans ces zones semi-arides de grande pauvreté, la culture de la drogue apparaît bien comme un recours contre la pauvreté et l'émigration forcée vers les villes, à la fois pour les petits paysans traditionnels, mais également pour les communautés indigènes. Tant qu'il n'y a pas de guerre entre clans criminels pour l'appropriation des terres, ou que ne se manifeste pas une résistance locale organisée contre la

poursuite des activités illégales, les retombées de celles-ci sur le commerce local, ainsi que les prélèvements effectués sur les producteurs par les caciques institutionnels (politiques, administratifs ou policiers) suffisent à assurer la reproduction du système social et économique. La majorité des paysans indépendants achète ses semences, les cultive (soit au grand jour, soit en toute discrétion, sur des lopins reculés, afin d'éviter que les plantes soient détruites par l'armée) et, les récoltes effectuées, vendent leur production au plus offrant des collecteurs – intermédiaires indépendants ou représentants des grands *narcos* – qui passent de ferme en ferme. Certaines zones de cultures sont tellement enclavées et, de ce fait, éloignées des autorités, que les trafiquants y ont construit des pistes d'atterrissage clandestines où se posent les avions provenant des pays andins (après avoir fait plusieurs escales pour leur ravitaillement, dont au moins une dans un pays d'Amérique centrale, et une autre dans la région de Guadalajara), et à proximité desquelles ont été établis des laboratoires clandestins de transformation de la coca ou du pavot. Telle est la raison pour laquelle certains chimistes boliviens ou colombiens sont installés dans la *Sierra* du nord du Mexique, afin de pallier les déficiences locales de main-d'œuvre spécialisée ; c'est aussi afin de protéger les infrastructures locales (terrain d'aviation, laboratoires) que la logistique militaire des narco-trafiquants s'est autant développée.

Depuis le début des années 1980, dans les régions sous contrôle des hommes de main des *capos* narco-caciques, ces derniers négocient avec les autorités fédérales (armée, police), depuis la ville où ils résident, les champs où s'exercera la répression terrestre (par envoi de troupes au sol afin d'effectuer une coupe manuelle des plantes suivie d'un grand feu purificateur et aphrodisiaque, selon le sens des vents) ou aérienne (par fumigation héliportée). Régulièrement, les petits paysans indépendants voient ainsi leurs récoltes détruites, mais ils se rattrapent sur la prochaine (il y a de toutes manières deux ou trois récoltes par année), ou alors – ceci est apparu depuis 1991 – ils changent leurs modes de production et font des micro-semis d'une centaine de mètres carrés dissimulés au milieu d'autres plantations, afin de déjouer la détection des autorités et de limiter les pertes en cas de destruction. Telle est l'une des raisons pour laquelle la répression appliquée dans les zones de cultures paraît vaine ; en effet, les vingt tonnes d'héroïne pure consommées chaque année aux Etats-Unis nécessitent 15 400 hectares de plantations de pavot, soit une fois et demie la superficie de Paris *intra muros* (105 km^2) , or, rien qu'en colombie, on estime à cinq millions d'hectares les

surfaces appropriées et inaccessibles qui peuvent être consacrées à la culture du pavot.

La répression touche donc principalement les petits producteurs et les narco-caciques indépendants qui ne disposent d'aucun contact avec les autorités fédérales ; rarement les caciques institutionnels sont inquiétés, car ils sont protégés par leur statut politique. Mais, tant que les affaires marchent, ces narco-caciques (influents *capos* ou indépendants), du fait qu'ils développent une des rares richesses qui profite à tous les membres de la collectivité, jouissent d'une légitimité sociale et d'un pouvoir financier qui leur permet de soumettre les caciques institutionnels et sociaux locaux. Ces derniers peuvent donc devenir les obligés des acteurs de la marge, dans la mesure où ceux-ci sont capables d'exercer sur eux la force de persuasion de la corruption ou l'usage de la force réelle (si les alliances ne peuvent se nouer "à l'amiable", ou si le contrat est unilatéralement rompu).

C'est ainsi que s'effectue le retournement des caciques institutionnels et sociaux locaux ; la corruption, comme mode de redistribution informelle des richesses, est certes constitutive de l'Etat clientéliste ; mais lorsque les sources traditionnelles d'alimentation de la corruption sont taries, les caciques institutionnels et sociaux ont intérêt à laisser se développer certaines ressources illégales (comme la culture et le trafic de drogue) afin de trouver d'autres moyens substitutifs de prélèvement. De toutes façons, les bénéfices de cette corruption leur sont dus, de par la nature même du système clientéliste dont ils sont les représentants locaux. En effet, pour ces caciques, peu importe l'origine (extérieure à leur fonction) de la corruption dont ils bénéficient ; seul compte leur enrichissement ; et plus il y a d'argent qui circule, plus ils s'enrichiront. Ils ont ainsi intérêt non seulement à laisser-faire, mais à favoriser l'essor d'activités illégales qui produisent plus de richesses – et donc, davantage de bénéfices de corruption – que les activités traditionnelles légales. A travers cette *corruption dépendante et captive* des autorités traditionnelles locales, et en l'absence d'autorités fédérales suffisamment motivées pour s'opposer au pouvoir des narco-trafiquants, peut s'exercer la réalité mafieuse des narco-trafiquants : au niveau le plus local. Et à ce moment là, si un consensus général n'est pas trouvé, fondé sur une légitimité sociale des acteurs de la marge, et une reconnaissance collective de leur statut politique de *narco-néo-caciques locaux*, toutes les dérives arbitraires et "sauvages" deviennent possibles.

Mais, en règle générale, le narco-caciquisme ne fait que reproduire les modes d'exploitation et de domination du caciquisme traditionnel, et ceci apparaît évident lorsque sont considérés les rapports entretenus avec les communautés indigènes qui vivent dans la *Sierra*, et dont certaines sont maintenues dans une situation de quasi-esclavage, autant par les narco-trafiquants que, par exemple, de la part des entrepreneurs forestiers. C'est ainsi que, dans l'Etat du Chihuahua, l'*ejido* de *Coloradas de la Virgen*, par exemple, était contrôlé de main de fer par deux compagnies forestières, et un narco-trafiquant qui vivait tranquillement dans un quartier résidentiel de la ville de Chihuahua, tandis que leurs hommes de main faisaient régner la terreur auprès des communautés rurales. Sous l'instigation de l'ONG *Consejo Asesor Sierra Madre*, les habitants se sont mobilisés pour expulser les représentants du narco-trafiquant ; ces derniers ont résisté en tuant quatre indigènes et un de leurs gouverneurs (l'autorité traditionnelle que le gouvernement national a imposé aux indigènes). Ailleurs, sur le territoire de Guadalupe y Calvo (une des plus importante zone de culture et de trafic de drogue de l'Etat du Chihuahua) qui est le plus étendu des vingt *municipes* de la *Sierra Tarahumara*, avec plus de 36 000 habitants dispersés en 680 communautés, la présence gouvernementale ne se manifeste qu'à l'occasion des opérations de répression du trafic de drogue. L'industrie du bois est à l'origine de multiples formes de corruption liées, la plupart du temps, à l'accaparement des terres par les exploitants forestiers ; les problèmes concernent principalement les zones communautaires *ejidales* dont les techniciens publics chargés de l'exploitation du bois, ou les autorités *ejidales* elles-mêmes ont été corrompus par certains caciques au service des entreprises forestières, afin que celles-ci profitent des terrains boisés pour un usage capitaliste privé. Les caciques locaux disposent donc, comme bon leur semble, des terrains appartenant aux communautés, de l'exploitation du bois et de sa commercialisation aux grandes compagnies, mais également de la capacité d'imposition d'autorités *ejidales* soumises. Dans l'Etat du Durango, on a même vu des entrepreneurs forestiers qui non seulement déboisaient entièrement les terres *ejidales*, mais qui, en plus, lorsqu'ils avaient terminé, laissaient les communautés fortement endettées auprès des banques ou des services de Sécurité Sociale[69]. En fait, l'inexpérience de la majorité des indigènes en matière de commercia-

69 Cf. revue *Proceso*, n° 901 du 7 février 1994

lisation du bois ou de recherche de financements publics permet aux industriels des compagnies sylvicoles de déboiser en toute impunité les territoires communautaires, sous la protection des fonctionnaires locaux du ministère de l'Agriculture (SARH) ou de la Réforme Agraire (SRA).

Que ce soit avec l'industrie du bois ou celle de la drogue, les inégalités sont donc toujours aussi criantes pour les indigènes, mais les méthodes utilisées par les narco-trafiquants se distinguent néanmoins par quelques nuances particulières. Ainsi, pour maintenir les Indiens et les paysans sous leur dépendance, les narco-trafiquants qui ont investi leurs territoires leur offrent-ils, comme mode de paiement de leur travail, de la cocaïne ou de l'alcool, mais également des armes, afin que les paysans se regroupent en milices locales pour défendre les intérêts de leur employeur – ainsi que les leurs, par la même occasion. Ce mode paternaliste de rétribution en nature (par exemple, une tonne de maïs contre cinq kilos de marijuana) d'un travail forcé ou effectué par consentement (selon le degré de collaboration des communautés locales) tend cependant à modifier l'équilibre des relations sociales en imposant de nouveaux petits caciques locaux (*les sous-caciques* délégués des narco-caciques), qui s'opposeront aux autorités traditionnelles et ne respecteront pas les règles collectives de sociabilité, les décisions de justice communautaire et les modes traditionnels de répartition des richesses.

La variable ethnique n'est jamais absente de ces prises de pouvoir par la force, à l'intérieur des communautés indigènes ; en effet, la majorité des caciques locaux (présidents municipaux, chefs de la police municipale ou régionale, grands propriétaires terriens, industriels du bois, propriétaires de la *tienda* qui fournit les indigènes en marchandises courantes contre un endettement remboursable en travail forcé, mais également les trafiquants de drogue eux-mêmes) est composée de métis qui ont le plus profond mépris pour les populations indigènes qu'ils considèrent comme corvéables à volonté[70]. Le système paternaliste est toujours en vigueur dans la *Sierra*, malgré la facilité, pour les populations paysannes indigènes, de dégager de l'argent frais provenant de la vente des récoltes

70 Les programmes publics d'aide aux populations indigènes, qui étaient engagés à partir de PRONASOL (Programme National de Solidarité, développé entre 1989 et 1994), furent relayés localement par les présidences municipales, sans aucune participation des autorités indigènes traditionnelles ; la majeure partie des investissements a ainsi pu être accaparée par les populations métis

de drogue. En effet, comme la plupart de leurs bénéfices sont engloutis dans des dépenses d'alcool, les familles sont toujours contraintes d'emprunter auprès des commerçants, des familles fortunées ou des caciques pour subvenir à leurs besoins de première nécessité. La dette contractée peut être remboursée de diverses manières, soit en transformant les petits paysans en main-d'œuvre corvéable au service des commerçants et des propriétaires terriens, soit en les contraignant à vendre à ces derniers leurs terres ou leurs maisons. L'alcool a toujours joué un rôle prépondérant dans l'asservissement des petits paysans puisque, déjà, avant l'apparition de la drogue, les caciques locaux (politiciens ou industriels forestiers) en offraient gratuitement aux *ejidatarios* en échange de votes ou de coupes de bois ; il existe même des cas où les journaliers indigènes d'exploitations agricoles se sont vus rétribués en alcool par leurs patrons[71].

La substitution de certains *líderes* communautaires ou le dévoiement de caciques traditionnels (commissaires *ejidaux*, gouverneurs indigènes), engagés au service captif des représentants d'un pouvoir économique capitaliste (les narco-trafiquants, les industriels du bois, les grands propriétaires de domaines agricoles) vont de pair avec le changement du rôle du cacique rural ; celui-ci, qui était naguère un intermédiaire entre la communauté et les autorités extérieures, devient dès lors le représentant exclusif des intérêts d'un acteur extérieur à la communauté. Afin de conserver leur pouvoir, ces sous-caciques locaux constitueront rapidement des bandes armées incontrôlables par les communautés dont ils sont quelquefois issus – mais également par la PGR qui a initié, en vain, durant l'année 1993, des campagnes contre les cultures et le trafic de drogue dans certaines zones rurales fortement concernées par ces activités ; ceci explique le nombre important d'assassinats (de gouverneurs, de *líderes* ou d'autorités indigènes), et la violence des règlements de comptes intra-familiaux dans les zones rurales touchées par le narco-trafic.

Il faut par ailleurs reconnaître que, chez les petits paysans où la possession d'armes à feu est courante pour la pratique de la chasse, l'existence de *vendettas* entre familles rivales n'est pas exceptionnelle ; mais elle tend à se banaliser lorsque l'usage d'armes de combat devient une pratique courante d'exercice d'un pouvoir local, à la portée de

71 Cf Alvarado, 1996, p 95

n'importe quel membre de la communauté associé aux narco-trafiquants. L'utilisation de méthodes de terreur peut même aller jusqu'à l'assassinat (pour l'exemple, et en public) de certains membres des communautés indigènes, afin d'inciter l'ensemble de la communauté à se soumettre aux narco-caciques et à cultiver la drogue ; la plupart de ces meurtres sont impunis, comme restaient impunis les assassinats d'indigènes de la part des caciques métis traditionnels ; ainsi, selon le responsable d'une association de défense des indigènes (*Consejo Asesor Sierra Madre*)[72], sur le territoire de Guadalupe y Calvo, neuf familles exerceraient un pouvoir municipal parallèle en usant de la terreur sur l'ensemble des communautés, et quelques uns des membres de ces familles seraient connus pour être des assassins multi-récidivistes. Certains témoignages recueillis à l'occasion de dépôts de plainte font état que des hommes de main ou des caciques locaux auraient contraint leurs voisins, sous la menace de mort, à semer de la drogue à proximité du temple de villages indigènes, exposant les habitants de ces localités à la répression de l'armée.

C'est ainsi que peuvent être démontées les ramifications institutionnelles des trafiquants, les méthodes de blanchiment ainsi que les secteurs bénéficiaires, et leur localisation. Pourtant, rien ne bouge et rien ne change. C'est qu'il existe une étanchéité presque parfaite entre les acteurs de la marge et les acteurs institutionnels, ces derniers – excepté les acteurs policiers intermédiaires qui sont traités de la même manière que les narco-trafiquants lorsqu'il s'agit de réprimer une organisation criminelle en vue d'une recomposition d'alliances – bénéficiant des retombées des activités illicites sans jamais se trouver directement compromis : la division des fonctions permet au système de se reproduire, de se concentrer et d'être de plus en plus efficace. C'est pourquoi sont connus les noms des personnalités compromises appartenant aux mondes politique, économique et financier, mais jamais aucune charge ne peut être retenue contre elles ; les aveux recueillis sont toujours fragmentaires, et de toutes façons, l'impunité judiciaire et la morale publique protègent les tenants du régime, parce qu'ils sont les représentants du peuple, et que les condamner reviendrait à condamner le peuple. Le nationalisme joue donc en faveur de la reproduction d'un système

72 Cité par le *Diario de Juarez* des 16 et 17 mars 1994

criminel qui unit les clans politiques et les organisations de la drogue, les acteurs institutionnels et les narco-trafiquants.

En tout état de cause, il conviendrait de relativiser le dynamisme de certains entrepreneurs mexicains qui ont souvent apprécié – par l'intermédiaire des grands caciques ou de l'Etat lui-même – les bénéfices retirés des récoltes défendues En effet, dans un contexte de *capitalisme sauvage* (où le plus fort s'affranchit des règles collectives en utilisant tous les moyens autorisés par le pouvoir politique qui le protège) que tolérait déjà le système populiste (parce que le capitalisme sauvage est constitutif de l'Etat clientéliste), beaucoup d'entrepreneurs libéraux restent peu regardants sur l'origine de leurs capitaux, pourvu que l'ouverture des frontières dégage des bénéfices, et que les marchés publics permettent l'enrichissement personnel des dirigeants des grandes entreprises qui puisent dans les caisses de l'Etat en surfacturant les montants des travaux effectués... Jamais le libéralisme n'a méprisé la rente étatique alimentée par les contribuables[73] Mais le libéralisme apparaît également ouvert à toutes les formes de compromissions avec le capitalisme sauvage de la marge, à condition que les capitaux utilisés soient préalablement blanchis par le système bancaire. C'est ainsi que, d'après la PGR mexicaine, la mise en œuvre du modèle néo-libéral au Mexique, et notamment la privatisation des entreprises d'Etat, ainsi que la captation des capitaux boursiers aurait été en partie financée par les bénéfices directement investis des organisations de narco-trafiquants ; ces bénéfices, revenant au Mexique, seraient estimés entre 15 et 23 milliards de dollars, mais, si on y ajoute les bénéfices partagés à travers le racket institutionnel ou la corruption des grands caciques du régime, le montant des capitaux blanchis serait nettement plus élevé.

Il apparaît donc que non seulement le clientélisme d'Etat est perverti par les marges qu'il a intégrées, mais également qu'il favorise le clientélisme de la marge. Ces deux formes de clientélisme sont donc simultanément unies et rivales, en ce que toutes deux recherchent la légitimité qui leur assurera la reconnaissance la plus large possible des sociétés impliquées, d'un côté ou de l'autre de la loi, par l'essor des activités illégales. Telle est la raison profonde qui permet d'expliquer

73 Cf les affaires de grande corruption qui impliquent de groupes industriels multinationaux en France, en Italie et, plus récemment, en Corée du Sud ; concernant ce dernier pays, émergent comme le Mexique, la question demeure de savoir pourquoi l'Etat clientéliste a impulsé là-bas un décollage économique qui ne s'est pas produit au Mexique

l'existence de ces si nombreux *ponts institutionnels* entre les deux mondes : ils se développent l'un à côté de l'autre, l'un par l'autre.

B. LES STRATÉGIES D'ÉVITEMENT DU NIVEAU POLITIQUE RÉGIONAL

Qu'il s'agisse de l'Etat de Basse Californie ou de celui du Chihuahua, la conquête du gouvernement régional par l'opposition *paniste* n'a donc pas empêché la poursuite de la culture et du trafic de drogue à la frontière avec les Etats-Unis. Il s'agit en effet d'un territoire trop stratégique pour être sacrifié ; de plus, le gouvernement régional ne dispose pas des moyens suffisants et légaux de répression pour éradiquer ou diminuer ces activités illégales car le trafic de drogue – sa répression, la corruption, le racket et les transformations des rapports sociaux, de pouvoir et de domination qui en découlent – relève d'institutions appartenant, pour la plupart, au niveau fédéral. D'un autre côté, sur le plan politique, il s'est également opéré une division des fonctions entre les niveaux régional et fédéral ; cette division a permis au PRI de conserver le pouvoir en continuant à contrôler la présidence et le Congrès fédéral, ainsi qu'en laissant-faire (d'une manière sélective) les micro-pouvoirs locaux liés aux activités illégales. Dans cette perspective, la vague de répression, apparue depuis 1992, contre le clan de Ciudad Juárez paraît davantage liée au contexte international (ayant provoqué la nomination d'un nouveau procureur et d'un nouveau délégué dans le Chihuahua) qu'à la conquête du pouvoir régional par le PAN. D'ailleurs, les autorités *panistes* locales (après une période de zèle anti-drogue, au début de leur prise du pouvoir régional) ont très vite compris qu'il n'était pas de leur intérêt d'empiéter sur les prérogatives fédérales, au risque d'avoir à endosser la responsabilité de l'impopulaire vague de violence, de répression et d'insécurité qui pourrait en résulter. D'ailleurs, la police régionale (PJE) semble incapable d'assurer une fonction de répression, tellement elle est compromise avec les narco-trafiquants locaux.

C'est ainsi que s'est opéré un déplacement des enjeux territoriaux à la fois sur le plan politique et sur le plan policier. Sur le plan politique national, le PAN a conquis l'Etat du Chihuahua, ce qui a permis au PRI de se refaire une virginité démocratique en acceptant

l'alternance ; sur le plan policier fédéral, l'organisation de Ciudad Juárez a été décapité mais ses activités ont repris, après l'élimination des anciens dirigeants et la prise de contrôle des parties centre et est de la frontière, par une alliance entre les deux organisations de Ciudad Juárez (renouvelée) et du Golfe. Encore une fois, les chefs ont été remplacés, mais les activités de l'entreprise continuent, et son aire d'influence est préservée. Le clan du Golfe, la plus puissante des orgnisations mexicaines de narco-trafiquants, se trouvait vraisemblablement protégé par l'ancienne présidence de la République, comme l'a montré l'affaire de l'assassinat, en septembre 1994, du Secrétaire Général du PRI, José Francisco Ruiz Massieu, impliquant le frère de l'ancien président de la République, l'ex-chef du bureau de la présidence de la République, le propre frère du dirigeant *priiste* assassiné (ex sous-procureur de la République, également soupçonné d'être lié au nouveau *capo* de l'organisation de Ciudad Juárez), les grands caciques *priistes* de l'Etat du Tamaulipas (sénateur, anciens gouverneurs, député, ancien procureur régional), l'ancien ministre de l'agriculture (dirigeant du groupe politique dominant, lors de l'anciennne présidence, dit *Atlacomulco*, et qui contrôle de multiples entreprises, au nom de ses deux fils, dans les secteurs des transports, du commerce, des services, des jeux et du tourisme), ainsi que l'ancien ministre des communications et des transports (dirigeant d'entreprises de travaux publics, ancien secrétaire particulier et membre du groupe politique dirigé par l'ancien président de la République Miguel de la Madrid dont le fils est également soupçonné d'être lié au clan du Golfe) ; l'ex-directeur de la PJF, au moment des faits, a lui-même été soupçonné de servir d'intermédiaire entre les capos de la drogue et l'ex-sous procureur actuellement emprisonné aux Etats-Unis. En fait, l'assassinat de Francisco Ruiz Massieu pour lequel le frère de l'ancien président a été incarcéré sous le chef d'inculpation d'en être le commanditaire présumé, reste un mystère de par la disparition opportune d'un député qui aurait servi d'intermédiaire entre le commanditaire et les exécutants, ce qui empêche les enquêteurs de remonter le réseau jusqu'au véritable commanditaire ; en tant qu'ancien gouverneur du Guerrero, Francisco Ruiz Massieu aurait blanchi d'énormes quantités d'argent sale dans le développement touristique d'Acapulco, et notamment lors de l'opération immobilière de construction du "paradis pour milliardaires" de *Punta Diamante* dont certains lots auraient été répartis au grand profit spéculatif des grands caciques du régime (parmi lesquels le frère

de l'ancien président de la République, mais également l'actuel responsable de l'exécutif[74] ; certains conflits d'ordres financier (peut-être liés au montant des commissions attendues par le frère de l'ancien président pour avoir servi d'intermédiaire afin de canaliser les investissements des clans de la drogue dans ce projet) ou/et personnel (relatifs à des conflits familiaux mal réglés) auraient pu servir de mobile(s) à l'exécution du crime.

Dans l'Etat du Chihuahua, rien n'a été modifié au niveau local des cultures illicites où fonctionne encore l'alliance entre paysans, trafiquants et caciques locaux. Telles sont les limites qui ont finalement été acceptées par le nouveau pouvoir *paniste* de cet Etat. Si des stratégies alternatives ont été mises au point afin d'éviter l'empiètement du nouveau gouverneur d'opposition sur les activités de culture et de trafic de drogue, il en est de même vis-à-vis du niveau fédéral du procureur de la République ; en effet, celui-ci peut toujours manifester une volonté d'attaque frontale contre les trafiquants de drogue, il s'avèrera impuissant à empêcher le développement de ces activités à la fois au niveau national, mais également au niveau local (malgré les nombreuses prises effectuées contre les petits trafiquants et les producteurs indépendants). C'est pourquoi, si le gouverneur de l'Etat paraît un relais essentiel qui facilite le développement des activités illégales, il n'est pas pour autant indispensable à la poursuite du trafic, et il peut être contourné. Les affaires sont alors déplacées à un niveau fédéral tout puissant et sûr – la présidence de la République et certains ministères –, à partir duquel s'effectuera la centralisation et l'intégration des affaires liées aux grands organisations de narco-trafiquants. Une impuissance similaire peut être relevée au niveau fédéral lorsque s'y manifeste une volonté de lutter fortement contre le trafic de drogue ; c'est ce qui s'est produit avec l'ancien procureur Jorge Carpizo ainsi qu'avec le procureur *paniste* du président Zedillo, Antonio Lozano Gracia (seul membre de l'opposition ayant appartenu à un gouvernement *priiste*, ce qui atteste de la possibilité de cohabitation entre le PRI et le PAN) qui a d'ailleurs reçu un avertissement, après avoir nommé un directeur "incorruptible" (Juan Pablo Tavira y Noriega) à la tête de la police fédérale (PJF) ; en effet, ce dernier a eu à souffrir une tentative d'assassinat au gaz (le 24 décembre 1994), qui

74 Selon *El Financiero* du 17 février 1996 qui cite des sources de la PGR

l'a obligé à démissionner ; avant de se retrouver gravement atteint physiquement, le nouveau directeur de la PJF aura eu le temps d'effectuer sa propre enquête, à partir des résultats de laquelle sa famille mettra en cause le service d'ordre qui était censé le protéger.

Il est donc possible de recontruire les trois étages qui composent l'édifice abritant le système du narco-trafic au Mexique : le criminel, le politique et l'industriel Une convergence conjoncturelle d'intérêts favorise donc la rencontre naturelle de différentes catégories d'acteurs qui contribuent tous au développement du même système politique et économique : les grands trafiquants de drogue, les grands caciques du régime, certains banquiers et certains grands entrepreneurs , à l'occasion de cette rencontre, il apparaît également que la corruption institutionnelle utilise les mêmes canaux d'investissement que la corruption issue des marges du système et que le blanchiment de l'argent de la drogue.

C'est ainsi que peuvent être caractérisés les différents niveaux territoriaux du système institutionnel du narco-trafic au Mexique, et croisés avec les principales branches d'activités illégales intégrées qui lui sont liées :

* *le niveau international et national* : de la répression, du trafic et du blanchiment institutionnel (éventuellement, de la captation de la rente lorsque le niveau régional est défaillant);
* *le niveau national et régional* : de la récupération et de la captation de la rente par les grands caciques ;
* *le niveau local* : de la production, du trafic et de la corruption de moindre grande importance.

Il apparaît bien que le niveau régional peut être occulté, sans que le système soit atteint. Au lieu d'être partagée avec les caciques du gouvernement régional, la rente est alors captée uniquement par les grands caciques nationaux et le trafic peut ainsi être centralisé, dirigé et contrôlé depuis le sommet de l'Etat et avec la complicité des *capos* des grandes organisations.

Malgré les déclarations officielles sur la modernisation du système politique mexicain, il est maintenant évident que l'augmentation de la pauvreté (au niveau local), la croissance de certains secteurs (parmi lesquels la banque, le tourisme et les travaux publics) ainsi que la volonté d'enrichissement débridé d'une classe émergente de responsables politiques et économiques ont favorisé le

renforcement du caciquisme et l'apparition d'un nouveau clientélisme (davantage élitiste) au cours de ces dernières années. Aujourd'hui, les clans traditionnels existent encore structurant l'Etat clientéliste et disposant toujours de la direction institutionnelle des grandes affaires publiques et privées ; or, le trafic de drogue est l'une des plus grandes parmi celles-ci, qui ne peut leur échapper, compte tenu des caractéristiques du système mexicain de gouvernement. C'est pourquoi le pouvoir légal s'est donné les moyens de s'approprier et de conquérir ses marges, afin de réaliser ses deux objectifs prioritaires :
1) *la continuation de la captation institutionnelle des rentes* à des fins d'enrichissement privé ou/et d'intégration dans le système bancaire ;
2) *la reproduction du PRI*, en déviant les revendications politiques et sociales liées à la redistribution des richesses vers une tension qui serait générée par des affaires *passagères* de corruption, ainsi que par l'accroissement d'une criminalité, d'une délinquance et d'une violence marginales, autant de phénomènes présentés comme conjoncturels, et qui relèvent en fait des structures de l'Etat clientéliste.

Les affaires de grande corruption institutionnelle se retrouvent ainsi, la plupart du temps, classées sans suites ; elles restent impunies et vite oubliées ; elles permettent cependant de capter, un moment, l'attention de l'opinion publique, avant de la désamorcer par le lancement de rumeurs qui attisent l'imagination populaire, mais l'éloigne de toute analyse réelle et objective ; les multiples théories fantasmagoriques du "complot" national ou international servent également le même objectif de déviation de l'analyse, en désignant une "main invisible" transcendante comme cause de phénomènes réels, logiquement explicables.

Ainsi se reproduit l'Etat clientéliste, au sein duquel la culture et le commerce de la drogue, non seulement sont devenus des activités de substitution dans les campagnes et dans les villes, mais fondent de plus en plus un *développement de substitution* qui caractérise à la fois des marges sociales en expansion ainsi que le système dans son ensemble.

CHAPITRE IV

NARCO-SYSTÈME ET DÉVELOPPEMENT DE SUBSTITUTION

Il faut bien reconnaître que le système du trafic de drogue est à la fois réprimé et toléré par les Etats producteurs et consommateurs. Aucun Etat du Nord n'a jamais décidé de brûler sur la place publique les bénéfices réalisés par les institutions financières ou les entreprises commerciales convaincues de blanchir l'argent du crime ou l'argent sale de la corruption. Du reste, peu d'institutions financières ont été bannies, et les filières de blanchiment des affaires de corruption dans les pays *moralement* industrialisés sont les mêmes que celles utilisées par les trafiquants de drogue pour blanchir leurs bénéfices. Les Etats parmi les plus portés à cultiver "l'éthique protestante du capitalisme" ont eux-mêmes organisé le trafic de drogue pour financer leur guerre contre les sandinistes du Nicaragua. Dans les pays producteurs, il paraît également évident que la culture et le trafic de drogue reposent sur la complaisance sélective des plus hautes autorités, ce qui permet d'intégrer ces activités à l'économie nationale avec, comme au Mexique, la bénédiction des différents clans politiques qui se succèdent au pouvoir. Pour le moment, le Mexique demeure un "bon élève discipliné" des Etats-Unis, pour qui le territoire mexicain est un vaste marché de consommation destiné à la conquête de leur industrie. Le trafic de drogue s'intègre donc dans un ensemble de relations internationales au sein desquelles il constitue un élément de pression réciproque (aide financière contre répression), mais

également un facteur de dynamisation des économies frontalières fortement touchées, des deux côtés, par la crise. Tout le monde participe donc à cette économie, et les plus vertueux ne sont pas ceux qui en profitent le moins.

Le fait d'analyser le narco-système comme un système d'organisation (sociale, économique et politique), conduit inévitablement à considérer les narco-trafiquants comme des *narco-entrepreneurs*. En effet, le trafiquant de drogue est celui qui, en gérant son entreprise par delà les lois, crée du travail et des richesses, impose de nouvelles pratiques sociales, redistribue, est tenu de respecter une organisation du travail, paie des impôts informels (corruption, saisies), affronte la concurrence en rêvant de monopole, bâtit un réseau pour écouler ses marchandises et surveiller ses routes, doit jouer à contourner les réglementations, à composer avec l'Etat et ses grands caciques..., tout cela comme n'importe lequel des grands entrepreneurs. L'Etat clientéliste intègre toutes ces activités. Mais le contrôle politique de la production et du trafic de drogue est-il justifié par la nécessité de *noyautage* pour mieux réprimer cette activité, ou par le désir de collaboration avec ce milieu afin d'en profiter ? Avec l'espoir de comprendre la structure réelle de ce système, les enjeux qu'il représente et les alliances qui s'y jouent, il est apparu utile d'opérer une classification synthétique des principaux acteurs impliqués dans le développement de ces activités illégales.

A. TYPOLOGIE DES NARCO-TRAFIQUANTS

Il existe, au Mexique, différents types de narco-trafiquants, parmi lesquels :

* *le narco toujours en activité*, professionnel de l'organisation illégale, libre de ses mouvements, sous protection d'une institution (policière, politique), et vivant dans une semi-clandestinité ; son activité de narco est soit permanente, soit la principale de ses occupations ; il est soit indépendant (et recrute au sein de sa famille ou de ses proches amis), soit lié à une organisation large et structurée ;
* *le narco retiré des affaires*, rentier, intégré socialement ;
* *le narco reconverti* dans d'autres secteurs d'activité ; certains responsables d'entreprises et d'activités commerciales ou de services ont eu

recours, au début de leur carrière, à des activités illicites afin de se constituer un patrimoine qui leur a permis de lancer leurs affaires légales ; les responsables politiques, policiers ou administratifs qui ont vendu une protection aux narco-trafiquants et se retrouvent ensuite à la tête de multiples entreprises, font également partie de cette catégorie ;

* *le narco incarcéré*, toujours en activité, et profitant de son séjour en prison pour continuer à contrôler ses affaires (par l'intermédiaire de complices en liberté), et éventuellement les faire prospérer en utilisant des alliances qu'il pourra nouer avec d'autres narco-trafiquants au sein d'un établissement pénitencier ;
* *le narco occasionnel* disposant d'une activité légale, mais ayant un gros besoin momentané de trésorerie (soit pour renflouer son affaire qui périclite, soit pour agrandir son entreprise ou son commerce, soit pour rembourser des dettes, soit pour s'installer à son compte au début de sa carrière) ; il va prendre, tout seul, tous les risques pour convoyer jusqu'à la frontière un chargement de drogue qu'il aura acheté sur ses propres fonds ; c'est un coup de poker : s'il est pris, il sera impitoyablement réprimé car il ne bénéficie d'aucune protection ; s'il réussit, soit il ne recommencera jamais, soit il utilisera à nouveau ce recours aléatoire à un moment difficile de son existence.

Au sein du groupe des narco-trafiquants en activité, différents groupes participent à *la structuration de la corporation* :

* *le narco indépendant* qui contrôle la production, l'acheminement à la frontière, et dispose de contacts locaux pour l'écoulement de la marchandise ; son organisation s'appuie sur des réseaux familiaux et/ou villageois ; il est vulnérable vis-à-vis des autorités régionales et fédérales, ainsi qu'en face de concurrents plus puissants que lui ;
* *le narco capo*, parrain ou baron d'une organisation structurée, hiérarchisée, importante (numériquement, en moyens technologiques, en puissance d'armement et en hommes de mains), et qui règne sur un vaste territoire ;
* *le narco institutionnel*, notable reconnu, jouant de sa duplicité pour prendre une part active dans le contrôle et la protection du trafic ; il appartient aux corps des politiciens professionnels, des hauts fonctionnaires de la police, des douanes ou des hauts gradés de l'armée ;
* *le narco prête-nom*, membre du cercle des amis ou intégré au clan familial d'un *narco* actif dont il est le complice pour recycler les

bénéfices illicites, tout en ne participant pas directement au processus de production et de vente ;

* *le narco gérant d'une entreprise légale* (il peut être entrepreneur de compagnie de transport, gérant d'une agence d'import-export, d'un bureau de change, agent immobilier, restaurateur ou hôtelier, notaire, membre associé d'un cabinet d'avocats...) qui lui sert de couverture pour le développement de ses activités illégales ; le gérant ou entrepreneur qui contribue au recyclage des bénéfices réalisés jouit de la protection de sa corporation (jusqu'à ce que celle-ci se rende compte que les activités développées faussent le jeu de la concurrence), et peut être soit au service exclusif d'une organisation criminelle de trafic ou de blanchiment, soit au service occasionnel d'un *capo* grâce auquel il pourra remonter la comptabilité défaillante de son entreprise ou augmenter ses bénéfices ; cet entrepreneur contrôle des activités légales qui ont pignon sur rue, et il peut mettre celles-ci à la disposition des trafiquants soit temporairement, selon ses besoins de trésorerie, soit plus régulièrement, selon ses appétits financiers, sa complicité avec les *narcos* installés ou le chantage auquel il peut être soumis de la part de ces derniers ; les entrepreneurs susceptibles de fournir certains moyens logistiques à l'acheminement de la drogue sont ceux dont les activités concernent le secteur des compagnies de transport (aérien ou terrestre, de marchandises ou de voyageurs) ; leurs activités légales ont permis à ces entrepreneurs de maîtriser les mécanismes de corruption des autorités officielles (service des douanes, police, administration fiscale) afin de pratiquer la fraude, les fausses déclarations d'impôt ou l'évasion de capitaux ; leur statut social reconnu, leur expérience et leur pratique de *la corruption tolérée* font d'eux une couverture idéale pour le développement d'activités illégales auxquelles ils prêtent leur savoir-faire, leur influence et les moyens matériels dont ils disposent ;
* *le narco commanditaire*, employé d'une grande organisation ou travaillant pour son propre compte, il sert d'intermédiaire entre le niveau de la culture et celui de la commercialisation de la marchandise produite ; il "habilite" les paysans à cultiver leurs champs et, pour ce faire, leur avance une partie de l'argent nécessaire à la culture (pour l'achat des semences, des fertilisants, du matériel d'arrosage, des armes ou d'une protection auprès des autorités afin que les plantations ne soient pas détruites) ; cette avance sera déduite du paiement effectué, au moment de la récolte, par le même commanditaire ; en fait, le plus souvent, le paiement du solde ne s'effectue pas au moment où le

commanditaire collecte la récolte, mais après que lui-même ait été payé par le grossiste à qui il livrera la marchandise de l'autre côté de la frontière ; le commanditaire joue le rôle à la fois du banquier qui prête de l'argent au producteur, et d'un directeur de coopérative qui assure le paiement de la production, d'une manière captive, en dehors des lois de la concurrence ; la concurrence que se livre les commanditaires patentés par les grandes organisations et les acheteurs indépendants qui essaiment les campagnes incite les cultivateurs à jouer sur les deux tableaux – et donc à ne pas respecter les contrats verbaux les engageant auprès de commanditaires qui leur ont déjà effectué une avance – afin de vendre leur marchandise au plus offrant ; le non respect de ces contrats ainsi que la détention de plus en plus importante d'armes par les cultivateurs eux-mêmes contribuent à transformer les territoires de culture de drogue en un monde où s'impose la loi du plus fort et où domine la violence rurale ;

* *le narco acheteur indépendant* qui est installé à la frontière et attend que le paysan (ou plus exactement un proche ou un membre de la famille de celui-ci, ou un quelconque autre transporteur occasionnel ou régulier) lui livre la marchandise ; il paye au comptant, au moment de la réception ; son rôle consiste à faire passer la marchandise de l'autre côté de la frontière et à l'écouler à travers le réseau de revendeurs auquel il est intégré ; c'est ce type de commerce qui occupe les bandes de part et d'autre de la frontière et qui génère une grande part de la violence urbaine ;
* *le narco technicien*, employé d'un narco actif, et qui a en charge une partie spécialisée du processus de production (chimistes, techniciens radio, comptables, hommes de main...) ;
* *le narco ouvrier* (enfants ou femmes qui transportent la marchandise, chauffeurs, pilotes d'avion...), le plus exposé parce que c'est à lui que revient l'exécution du trafic ;
* *la narco "armée de réserve" du capo*, composée des jeunes marginaux (appartenant ou non à des bandes organisées), des femmes sans emploi et sans ressources (*las mulas*), des enfants (on peut les exposer, car ils ne peuvent être appréhendés) ou de toute personne qui est soit occasionnellement, soit régulièrement contractée pour effectuer le transport et la livraison de petites quantités de drogue.

Les types de narcos caractérisables par *les méthodes d'intervention utilisées* sont les suivants .

* *le narco brutal* qui compose la classe la plus nombreuse de cette catégorie et qui fait régner la terreur autour de lui, en usant de la violence comme forme privilégiée de domination ; il est presque toujours un toxicomane ,
* *le narco pacifique* qui fonde ses relations commerciales sur de discrets rapports de confiance mutuels entretenus avec ses partenaires, et qui utilise en priorité la corruption (c'est-à-dire la création d'intérêts partagés) comme moyen de persuasion, de constitution de réseaux illégaux et de pénétration des marchés ;
* *le narco capitaliste* qui commande un service ou un travail contre une rétribution financière (souvent généreuse et réglée en dollars) ; c'est un homme d'affaires exigeant (car il paye bien pour un service qu'il souhaite de la meilleure qualité) et sans scrupules si le contrat n'est pas rempli par son partenaire ;
* *le narco paternaliste*, père, parrain, parent politique ou *compadre*, il s'attache les services de ses employés par des formes mixtes de paiement : argent, protection, rétribution en nature (cadeaux, drogue, armes, voitures, biens de consommation) ; ce faisant, il crée une dépendance de son personnel ou de ses obligés, en recourant à l'affection, la faveur, la générosité, l'attention, bref aux sentiments, mais également en utilisant la dépendance financière (les dettes contractées, renouvelées et jamais remboursées) ou symbolique (possibilité d'accession des subalternes à un statut social, obligation de reconnaissance pour avoir été autorisé à afficher un niveau de vie dispendieux et ostentatoire) ou physique (la dépendance à une drogue régulièrement offerte et consommée) ; c'est ce qui explique la forte consommation de drogue chez les trafiquants et le lien affectif, physique et social qu'ils entretiennent avec ce produit qui constitue leur raison de vivre et leur moyen d'existence.

Différentes catégories de narco-caciques sont repérables pour ce qui concerne *les modes d'exercice de la domination* qu'ils exercent sur les sociétés locales :

* *le narco-cacique délinquant* est le *líder* d'une "bande" de quartier dont les membres sont unis par le même refus d'intégration aux structures dominantes (l'école, l'armée, l'entreprise, le parti) ; ils se regroupent et expriment leur solidarité à travers la consommation de drogue ; ils font leur entrée dans le monde du trafic organisé soit en commettant des agressions pour trouver les moyens financiers nécessaires à l'achat de

la marchandise qu'ils consomment, soit en profitant de leur fonction de membres de la police ou de l'armée pour détourner de la drogue saisie lors d'opérations de répression, soit en commençant à *dealer* ;

* *le narco-cacique criminel* vit de plain-pied au sein d'une organisation professionnelle qui se consacre au narco-trafic ; reconnu pour ses compétences (en matière d'organisation sociale, ou en tant que spécialiste, par exemple, du maniement des armes), le *capo* pourra l'avoir aidé à s'évader de prison avec l'accord des autorités pénitentiaires et politiques qui l'auront, en quelque sorte, vendu ; il deviendra le chef d'une "bande" redoutée dont les membres n'hésitent pas à assassiner, sur ordre ou par caprice ; il est d'autant plus imprévisible dans ses réactions qu'il est lui-même toxicomane comme la plupart des membres de sa "bande" ; craint autant par ses hommes que par l'ensemble de la société locale, il peut également appartenir à la famille d'un cacique traditionnel, ce qui conforte son pouvoir ;
* *le narco-cacique indépendant* contrôle le processus de production locale et le trafic jusqu'à la frontière ; il bénéficie d'une protection locale, mais vit dans l'insécurité permanente vis-à-vis des autorités fédérales ou des narco-caciques rivaux avec lesquels il peut avoir un contentieux qui débouchera un jour ou l'autre sur un règlement de compte sanglant ; sa "bande" est souvent constituée de proches (famille ou amis) qui exercent un contrôle des activités, des opinions, des relations et du travail des populations locales, afin de maintenir celles-ci sous sa dépendance ; il est intraitable avec toute les personnes réfractaires qui sont susceptibles de le trahir ; il préférera anticiper une éventuelle trahison ou mobilisation contre son autorité, par une exécution sommaire ; il règne sur un territoire local – qu'il peut partager avec d'autres narco-caciques indépendants – délimité par les frontières du village ou de la commune ;
* *le narco-cacique institutionnel* est un délégué local de l'Etat fédéral ou régional qui trouve dans le narco-trafic ou la narco-production un moyen de s'enrichir rapidement ; il délivre des passe-droits aux narco-trafiquants pour la poursuite de leurs activités illégales ; il est corrompu et laisse faire, mais ce faisant il devient l'obligé des narco-trafiquants qui disposent de moyens de persuasion violents pour le forcer à s'intégrer au système de la marge ; il est leur caution vis-à-vis des autorités extérieures, et leur relais en face de la population locale par laquelle il est perçu comme complice des narco-trafiquants ;

* *le narco-cacique politique* est un représentant élu, un grand notable du régime ; il capte une importante partie des bénéfices que retire le narco-capo de ses activités illégales ; à travers ses relations d'influence et son pouvoir, le cacique politique offre sa protection au *capo*, et réinjecte le fruit de son racket dans des affaires légales privées dont il est un actionnaire ; il domine le système du haut de son impunité ; il peut disposer de l'usage des forces officielles de répression (police, armée) ou de certaines troupes para-militaires occultes, ce qui lui confère un moyen de persuasion ou de pression sur ses partenaires de la marge ;
* *le narco-cacique social* est un *líder* social traditionnel passé sous la coupe des narco-trafiquants (indépendants ou *capos*) ; il ne bénéficie pas de la protection d'une autorité institutionnelle légale ; il est reconnu comme le représentant du narco-cacique, en l'absence de celui-ci ; il ne jouit plus d'aucune légitimité vis-à-vis des populations locales de qui il est redouté parce qu'il contrôle une "bande" violente à qui il sous-traite l'exercice de son autorité ; il exerce localement une justice informelle expéditive et sans recours pour ceux qui ont à la subir ;
* *le narco-cacique capo* : présence-absence des sociétés locales, il est l'ombre qui les domine, de par le droit de vie et de mort qu'il exerce – souvent à distance, car il n'habite pas sur place – sur quiconque lui oppose une résistance ; il est un capitaliste de la marge (un narco-capitaliste) qui dispose de moyens financiers énormes pour corrompre les caciques locaux traditionnels (institutionnels ou sociaux), contracter des "bandes" criminelles semant la terreur, et entretenir un réseau d'influence qui le protège ; il peut tolérer les activités des narco-trafiquants indépendants sur son territoire, à condition que ceux-ci ne contestent pas son autorité sur la région qu'il contrôle et qui peut comprendre plusieurs Etats.

Quatre grands types de narcos sont identifiables quant au *mode de distribution sur le territoire* :

* *le narco des villes*, invisible (en l'absence d'une introduction ou d'une recommandation, pour le rencontrer) et au train de vie soit ostentatoire, soit discret ; il bénéficie de nombreuses protections, aussi incertaines (dans la durée) les unes que les autres ;
* *le narco des champs*, petit paysan à la recherche d'un complément de ressources, qui dispose d'une organisation familiale pour écouler sa production jusqu'aux Etats-Unis, qui ne bénéficie pas de protection

lorsqu'il achemine sa marchandise en dehors de son territoire de production, mais qui doit payer aux autorités locales le droit de développer ses activités illégales ,

* *le narco des périphéries urbaines*, installé dans sa maison, il trafique et vend de la drogue (marijuana et cocaine principalement) dans son voisinage ; il tient "boutique ouverte" pour les habitués, et s'approvisionne directement sur les lieux de production ou auprès de revendeurs amis ; il peut également livrer à domicile ; sa clientèle est composée de jeunes appartenant à toutes les classes sociales, intégrés ou marginaux , il est gentil, au début, et peut même offrir sa marchandise pour provoquer l'accoutumance (surtout auprès des adolescents) ; il peut aussi accepter le crédit, mais il faut toujours le payer sinon il est capable de faire intervenir ses amis qui sont très brutaux ,
* *le narco des villages*, cacique local redouté, il centralise la production locale , il habite soit en permanence, soit au moment de la saison des récoltes, dans le village ; ses principales occupations consistent à diriger les récoltes, à transformer les plantes dans des laboratoires clandestins (pour celui qui cultive le pavot), à conditionner la marchandise et à organiser son acheminement jusqu'à la frontière en échappant aux barrages de l'armée et de la police ; il est armé et entouré d'hommes de main sanguinaires ; il aime enlever les jeunes filles égarées sur la route ; son mode de vie est rustique et peu ostentatoire ; il est toujours sur le qui-vive par crainte des autorités (c'est souvent lui le premier sacrifié de la politique de répression "par quotas") ou de rivaux malveillants.

Concernant *la taille de leurs entreprises*, différents groupes peuvent être schématiquement distingués, parmi lesquels :

* *le petit narco paysan* qui obtient un complément de revenus en produisant – et en vendant à un tiers, ou en utilisant son propre réseau familial pour commercialiser sa marchandise – une culture illicite sur son exploitation ; il est indépendant, réfractaire au partage des profits, ne bénéficie d'aucune protection officielle, et n'est pas intégré dans une association avec d'autres groupes plus puissants ; de ce fait, il est vulnérable et souvent persécuté par les organismes officiels de répression ainsi que par les organisations illégales constituées ;
* *le micro narco*, membre de "l'armée de réserve", indépendant ou employé (occasionnel ou régulier) du *capo*, et dont le travail quotidien, additionné en fréquence de livraisons et en quantité de membres

appartenant à cette catégorie de "fourmis" (de loin la plus nombreuse), finit par constituer un élément déterminant pour la fixation du prix de la marchandise ;

* *le narco artisan* qui, grâce à son organisation familiale, contrôle tout le processus de production/transformation/transport/livraison de l'autre côté de la frontière ; il s'agit de son activité dominante et de sa principale source de revenus ; officiellement, il est souvent déclaré comme cultivateur de denrées exportables (fruits, légumes...), ce qui lui sert de couverture pour le transport ou le blanchiment, et lui donne un prétexte pour franchir la frontière ;
* *le moyen narco commerçant* contrôlant la culture sur un territoire étendu, mais limité à l'échelle locale de production, c'est-à dire le noyau de production, qui est constitué par le village et ses environs, et qui comprend les terres du narco ainsi que celles d'autres personnes membres de la même communauté villageoise ; il est un cacique local, bénéficie de la protection des autorités locales ainsi que du soutien de certaines organisations illégales plus puissantes dont il est le sous-traitant pour la vente et la commercialisation de sa production ;
* *le grand narco patron* qui contrôle la production à une échelle régionale, nationale ou internationale, et qui est souvent associé (*socio*) avec des narcos andins ; leur contrat d'association porte autant sur l'acheminement de la drogue aux Etats-Unis (en ce sens, le *narco* mexicain jouit d'une rente géographique de situation, car son territoire est un itinéraire presque obligé du transport de la drogue, et de son passage à travers la frontière) que sur le blanchiment des bénéfices ; les contrats d'association sont établis au coup par coup ; importateur, exportateur, le grand narco peut également disposer de laboratoires pour transformer la marchandise qu'il produit ou qu'il reçoit et si les *narcos* colombiens se plaignent fréquemment de la concurrence et de "la malhonnêteté" supposée de leurs associés mexicains, ils sont bien obligés de faire avec, puisqu'ils ont besoin de ces derniers pour administrer le réseau de pistes d'atterrissage sur le territoire mexicain, ainsi que les dépôts d'armes et tous les systèmes de soutien logistique ; d'autre part, selon certains analystes colombiens[75], la plus grande partie de l'opium des Andes serait transformée en héroïne sur le territoire mexicain ; le grand narco peut en outre effectuer des échanges à

75 Luis Cañon, notamment.

l'échelle internationale (cocaïne colombienne contre héroïne pakistanaise), afin de diversifier ses sources d'approvisionnement, et de créer de nouvelles formes de dépendance à la consommation ; il contrôle le blanchiment dans les circuits financiers internationaux, et il est expert en corruption ; bref, si ce n'est le type de produit commercialisé et l'origine illégale de son capital, son entreprise possède toutes les caractéristiques d'une multinationale (disposant de toutes les protections politiques, judiciaires, policières et militaires nécessaires) ; en outre, il faut signaler que l'internationalisation du procès de production concerne jusqu'à la culture de la drogue, puisque certains trafiquants colombiens, à travers l'utilisation de prêtes-noms nationaux, sont devenus propriétaires fonciers et cultivent les plantes illicites sur le territoire mexicain ; l'actuel *capo* va acquérir la respectabilité à travers ses enfants, car au bout d'une ou deux générations, lorsque les crimes, les enlèvements et les actes de terrorisme auront été oubliés – et avec la bénédiction des universités d'Oxford, de Harvard ou d'établissements privés nationaux de haut niveau –, les *rejetons* encravatés des ex-mafieux deviendront d'honorables propriétaires fonciers ou des chefs d'entreprises (bien mariés aux enfants de l'ancienne haute bourgeoisie protectionniste et décadente) dont le patrimoine aura été constitué, recyclé et valorisé à partir des bénéfices d'activités illégales passées.

B. L'INTÉGRATION DES MARGES

Deux cas illustrant la logistique de la culture et du trafic

Le 6 novembre 1984, le ranch *el Búfalo* fut pris d'assaut par quinze hélicoptères, trois avions, 170 policiers fédéraux, 35 agents du ministère public, cinquante agents auxiliaires et 270 soldats, qui découvrirent 8 500 tonnes de marijuana entreposées dans les hangars, et 2 500 tonnes sur plants qui furent détruits. Le complexe industriel s'étendait sur une superficie de 120 hectares de terres désertiques, irriguées par aspersion à partir de barrages qui avaient été construits, et de puits forés à grande profondeur ; le volume de drogue entreposé correspondait à 15 000 hectares de production ; plusieurs centaines de paysans travaillaient comme journaliers et une cinquantaine comme

permanents pour assurer la production, ces derniers vivant dans le ranch où avaient été installés des dortoirs et une cuisine ; la drogue saisie représentait, à la vente au détail, une valeur de huit milliards de dollars. Le ranch *el Búfalo* était sous le contrôle du *capo* Rafæl Caro Quintero. La culture intensive n'allait pas être éliminée par cette opération ; en 1994, sur le territoire du même Etat du Chihuahua, dans le désert du *municipe* de Jimenez, à quelques kilomètres de distance du ranch *el Búfalo*, furent découvertes deux autres plantations industrielles (*el Cairo* et *Acebuches*), chacune d'une superficie de 100 hectares et pouvant produire, à elles deux, quelques 1 000 tonnes de marijuana (soit 500 tonnes conditionnées) annuellement ; la majorité des travailleurs détenus par les policiers étaient originaires des *municipes* producteurs de drogue de Guadalupe y Calvo, Morelos et Batopilas ; dans ces derniers *municipes*, une sévère répression a fortement limité les capacités de production locale ; mais cette répression qui mobilise de nombreux effectifs policiers et militaires sert, en fait, de diversion afin que d'autres zones de cultures soient aménagées et protégées.

Une autre fois, en septembre 1989, les agents de la DEA découvrirent et confisquèrent 21 tonnes de cocaïne (d'une valeur marchande de deux milliards de dollars), entreposées par l'organisation de Ciudad Juárez dans un hangar de la ville de Los Angeles. C'était trop ! une opération fut donc lancée pour éliminer ce clan de narco-trafiquants dont les responsables continueront néanmoins à développer leurs activités jusqu'en 1992, sous la protection du commandant régional de la police fédérale (Elías Ramirez Ruiz, qui était déjà chef de groupe du même corps pendant toute la durée de fonctionnement du ranch *el Búfalo*), lui-même propriétaire du ranch *las Pampas* (qu'il avait acquis pour la somme de neuf millions de dollars), situé sur le *municipe* de Camargo, dans l'Etat du Chihuahua. "Blanc palais solitaire dans l'immensité du désert" (possédant 10 000 m^2 de construction, vingt chambres à coucher avec toilettes et cheminée dans chaque chambre...), ce ranch – qui avait appartenu antérieurement à l'ex-président mexicain Miguel Aleman et à l'ex-président américain Lyndon B. Johnson – possède un aéroport qui est le troisième en importance (dans l'Etat du Chihuahua), après ceux des villes de Ciudad Juárez et de Chihuahua ; ici, sur les pistes suffisamment grandes pour permettre l'atterrissage d'avions de grande capacité, était organisé le trafic industriel de cocaïne en provenance de Colombie (depuis la fermeture de la route des Bahamas en 1985, le cartel de Medellin avait décidé d'activer la liaison Guadalajara-Chihuahua). C'est à Rafael

Aguilar Guajardo que revenait d'établir les contacts avec le cartel de Medellin ; la drogue était ensuite acheminée à la frontière sous la protection d'une véritable armée composée de 300 hommes appartenant aux effectifs de la police de l'Etat (commandée alors par Raúl Ramirez, fils d'Elías) et de la police fédérale ; d'autres avions colombiens (chargés d'environ 600 kilos de cocaïne chacun) atterrissaient sur les pistes construites dans les ranchs dits *de Villa Ahumada* et *Ascención*, propriétés de Rafael Muñoz Talavera ; c'est ensuite la famille Tapia Achondo qui était chargée d'introduire la drogue aux Etats-Unis à bord d'automobiles (chargées de 400 kilos de cocaïne chacune), avec la complicité des responsables des douanes américaines qui recevaient 10.000 dollars par véhicule passé ; la drogue (cachée dans de l'artisanat mexicain) était ensuite acheminée par camions vers les villes de Los Angeles et de El Paso ; Hector Tapia Anchondo renvoyait ensuite les bénéfices du trafic au Mexique, par paquets de dix millions de dollars ; l'argent était réceptionné par Muñoz Talavera qui, sous la protection d'Elías Ramirez, allait ensuite le déposer dans les succursales de Chihuahua des deux principales banques mexicaines (Bancomer et Banamex) ; c'est ainsi que furent introduites 500 tonnes de cocaïne aux Etats-Unis, entre 1988 et 1991. Aujourd'hui, les trafiquants ont davantage recours aux méthodes de dispersion des installations illégales, autant pour la culture (le changement des modes de production se traduit par la multiplication des micro-plantations camouflées, d'une centaine de mètres carrés) que pour le transport (on dénombre dans le Chihuahua quelque 283 pistes d'atterrissage clandestines pour des avionnettes, et 700 au Texas, côté américain).

Le cas d'un blanchiment par un bureau de change

Concernant le blanchiment de *fourmis*, effectué à partir des bureaux de change – qui sont les principaux organismes financiers non bancaires, utilisés pour blanchir les narco-dollars –, il existe la déposition d'un ancien administrateur de ce genre d'établissements, recueillie le 27 février 1992, par le Congrès américain. Il s'agissait du directeur de plusieurs bureaux de change situés des deux côtés de la frontière et qui, avant son arrestation, en 1987, effectuait le blanchiment de cinquante millions de dollars par semestre. La majeure partie de l'argent blanchi était initialement déposée dans un bureau de change des Etats-Unis, avant d'être convertie en *pesos* et transférée sur un compte bancaire mexicain

appartenant au directeur du bureau de change, pour ensuite être virée sur le compte bancaire du client, le plus souvent domicilié à Guadalajara. Une autre méthode consistait à confier l'argent (déposé préalablement par le narco-trafiquant dans un bureau de change complice, aux Etats-Unis) à un employé qui, muni de la somme en dollars traversait la frontière vers le Mexique et la repassait, ensuite, en direction des Etats-Unis, après avoir rempli les formalités de douane afin de pouvoir déclarer que l'argent était le fruit des activités liées aux autres bureaux de change possédés au Mexique ; l'argent était ainsi blanchi et revenait aux Etats-Unis où il était déposé sur les comptes américains du directeur du bureau de change qui le transférait ensuite, par voie électronique, sur le compte de son client (à titre indicatif, les deux principaux systèmes de transferts électroniques des Etats-Unis effectuent environ 400 000 transactions par jour pour un montant qui excède les 10 milliards 700 millions de dollars). Une autre méthode courante est celle qui utilise les ordres de paiement (en dollars) des banques mexicaines à destination des banques américaines ; en effet, il est bien pratique que les banques mexicaines ne consignent sur un livre de compte ni les dépôts qui y sont effectués en liquide, ni les transactions monétaires lorsque les ordres de paiement sont dirigés vers des banques américaines ; cela permet de transférer les sommes déposées au Mexique vers les Etats-Unis, et ensuite vers n'importe quel autre pays ; l'argent ainsi blanchi peut alors revenir au Mexique, en toute légalité, pour s'investir soit dans le système productif, soit dans le système bancaire ; 500 000 ordres de paiement sont effectués annuellement par les banques mexicaines à destination des banques américaines, ce qui rend quasi impossible leur contrôle systématique ; à chaque transaction, les banques mexicaines prélèvent une commission légale qui constitue un bénéfice cumulé non négligeable.

Le cas d'un blanchiment par une banque

Le cas le plus connu de narco-banquier mexicain est celui d'Arcadio Valenzuela, ex-président de l'association des banquiers mexicains (de fin 1980 à septembre 1982), étroitement lié à l'ancien président Lopez Portillo ainsi qu'à l'ex-gouverneur du Jalisco Flavio Romero de Velasco, au *capo* Miguel Angel Felix Gallardo et aux entrepreneurs de Guadalajara Javier et Eduardo Cordero Estaufer, accusés d'être les complices de Rafael Caro Quintero. Membre de l'Opus Dei dont il était le chef laïque de la zone Pacifique, il fut accusé par la

DEA de profiter de ce statut pour monter de nombreuses affaires commerciales avec des entrepreneurs affiliés à l'organisation ; ces affaires lui auraient permis d'investir de l'argent provenant du trafic de drogue Ainsi, en 1981, Valenzuela vendit une partie des actions de la banque (Banpacifico), dont il était l'actionnaire majoritaire, à Felix Gallardo. Selon la DEA, le deuxième étage de la succursale de Guadalajara n'était pas ouvert au public, car il y avait là des coffres forts dans lesquels étaient entreposés de la drogue, de l'argent liquide, des bijoux et des armes. En 1985, un juge fédéral du Texas ordonna la mise sous séquestre de plusieurs comptes bancaires domiciliés dans deux banques des villes d'El Paso et de Laredo ; les dépôts étaient au nom d'un ex-fonctionnaire de la banque Somex de Chihuahua, et le bénéficiaire en était le conseiller financier de Felix Gallardo. Ce dernier, ainsi que son conseiller furent membres du conseil d'administration, et importants actionnaires de cette banque du Chihuahua (après la nationalisation des banques, en 1982, ils continuèrent d'en être les conseillers). Dans ses déclarations recueillies par des agents du ministère public fédéral mexicain les 1er et 2 avril 1985, l'entrepreneur *tapatio* Javier Cordero Staufer (détenu en même temps que Rafael Caro Quintero et Ernesto Fonseca Carrillo) raconta comment, fin 1979, il s'était associé avec le banquier Valenzuela pour la construction de l'hôtel *Fiesta Americana* de la ville balnéaire de Puerto Vallarta, et comment, en 1980, lui et son frère avaient obtenu la concession de la *Ford Motor Company* à Guadalajara, à partir de laquelle ils fondèrent l'entreprise *Country Motors S.A.* (la plus importante concession distributrice de véhicules Ford à Guadalajara), qui fournissait tous types de véhicules aux narco-trafiquants ; sur la base de cette même association, furent achetés deux avions, et montée une compagnie d'avions taxis qui servait, en fait, pour transporter de la drogue (c'est dans l'un de ces avions que Caro Quintero avait fuit le Mexique pour gagner le Costa Rica et échapper à son arrestation). Les deux associés avouèrent d'ailleurs avoir collaboré avec Caro Quintero pour la culture et le trafic de marijuana ; leur rôle aurait été de recevoir les confortables bénéfices du trafic et de les investir dans des entreprises légales, dont la plupart furent constituées entre juillet 1980 et décembre 1981.

Les deux frères Cordero furent condamnés pour complicité de blanchiment d'argent de la drogue, et ils demeurèrent en prison 21 mois (en 1989, ils furent à nouveau condamnés pour évasion fiscale et, là encore, ils restèrent, certes peu de mois en prison, mais après s'être acquittés du versement d'une forte amende) Quant à Valenzuela, les

autorités mexicaines ne l'ont jamais convoqué à déposer ; selon la DEA, il continuerait, dans son Etat natif de Sonora, à faire fructifier non seulement l'argent des narco-trafiquants, mais également celui des grands caciques du régime ; sa connaissance des réseaux, et du montant des bénéfices de la corruption institutionnelle dont profitent ces grands caciques lui garantirait une impunité à toute épreuve. Il aurait réussi à placer son beau-frère au poste de ministre du Développement Economique dans l'actuel gouvernement du Sonora, ce qui devrait lui permettre d'orienter les investissements occultes (du narco-trafic et de la grande corruption d'Etat) vers le développement des zones touristiques de cet Etat.

Deux cas de recyclage par l'industrie

Outre les affaires Caro Quintero et Aguilar Guajardo, qui ont démontré les relations entre les niveaux criminel et politique, une autre affaire récente a mis en évidence les liens entre les niveaux criminel et politique d'une part, et le niveau industriel d'autre part : il s'agit de l'affaire CP, initiales du nom de l'ancien dirigeant d'un puissant groupe industriel et financier[76].

Tout aurait pu continuer sans problèmes pour ce chef d'entreprise respecté et dont l'ascension était un symbole du régime néo-libéral de l'ancien président de la République, s'il n'avait un jour disparu avec la caisse de sa banque. C'est alors que sont apparues, en plein jour, les grandes manœuvres et les alliances influentes qui lui avaient permis de construire son empire et de se prêter à lui-même (à travers des entreprises fictives ou insolvables qu'il avait achetées, afin de détourner sur son propre compte une partie de l'argent de ses emprunts) l'équivalent de 700 millions de dollars. En l'espace de trois années, ce chef d'entreprise, inconnu jusqu'alors, avait en effet pu acheter deux banques mexicaines privatisées et une multinationale agro-alimentaire américaine ; il s'agit de BCH (achetée en 1991 pour environ 165 millions de dollars), devenue ensuite BU (comprenant 126 succursales dans tout le pays), et de BC (achetée en 1991 pour 248 millions de dollars et regroupant 128 succursales) ; la fusion de ces deux banques débouchera sur la constitu-

76 L'affaire n'étant pas jugée, et le personnage paraissant vindicatif, il nous a paru préférable d'apposer des initiales à son nom et à certaines de ses affaires

tion du groupe financier CU ; l'entreprise agro-alimentaire était MFP, achetée 560 millions de dollars. Originaire de l'Etat du Tabasco, CP avait d'abord bénéficié de la vente d'entreprises appartenant au gouvernement régional, puis sa banque avait financé de nombreux projets dans toute la région du Golfe, et notamment dans les Etats de Tabasco, Veracruz, Campeche, Quintana Roo et Yucatan ; il s'agissait notamment de l'entreprise DPMT ainsi que de l'hôtel HI de la ville de Villahermosa ; dans la même ville, il avait également financé la construction de la *torre Empresarial*, de l'hôpital SJB ; de plus, sa banque avait apporté les capitaux nécessaires à la construction de la route Veracruz-Tabasco, et de la route à quatre voies Agua Dulce-Cardenas dont les travaux avaient été attribués à l'entreprise CCT (dirigée par le neveu du gouverneur de l'Etat). Il s'était ainsi bâti tout un réseau d'influences régionales grâce auquel il finançait ses projets, et qui lui servait de protection pour ses affaires frauduleuses.

L'affaire est passée très vite d'actualité car, en fait, CP aurait détourné les capitaux des plus grands caciques institutionnels régionaux, dont les fortunes avaient été constituées à partir de la grande corruption d'Etat et qui, pour une fois, ont rencontré plus corrompu qu'eux. Le système de CP était simple : pour financer ses projets, il constituait un tour de table, composé des plus riches caciques du régime qui investissaient d'énormes capitaux dans ses affaires ; il récupérait ensuite une partie de ces sommes en les plaçant à perte, par l'intermédiaire de sa banque, dans des entreprises qu'il avait montées et qui faisaient faillite après avoir reçu les prêts ; afin de dissimuler les détournements, ces entreprises étaient dirigées par des entrepreneurs complices qui recevaient les prêts sur leurs comptes bancaires et en reversaient ensuite le montant à CP, en échange de fortes commissions. L'influence de CP était garantie par le fait qu'il prenait en charge les frais des campagnes électorales de certains candidats du PRI comme du PRD (parti de gauche, rival du PRI dans de nombreux Etats du Golfe). Plusieurs fois son groupe s'est retrouvé au bord de la faillite, et il s'est chaque fois récupéré, sans que l'on sache très bien d'où provenaient les sommes qui avaient permis son renflouement. Ses actionnaires (appelés *socios* au Mexique) étaient composés non seulement de représentants du monde industriel, mais également de représentants du secteur public ; parmi ses *socios*, se trouvaient les dirigeants du groupe GEO (*Grupo Empresarial de Occidente*) de Guadalajara ; le président de ce groupe est l'un des hommes les plus riche du Mexique (la valeur de ses entreprises est

estimée à plus de deux milliards de dollars), dont les affaires ont véritablement commencé à prospérer lorsque le gouverneur du Jalisco (celui-là même qui est impliqué dans l'affaire Caro Quintero) lui a concédé la construction de la nouvelle gare routière et des opérations immobilières et hôtelières qui lui sont liées ; il est également le promoteur de grands complexes immobiliers et touristiques de luxe. Parmi les autres associés de CP dans l'Etat du Jalisco, figurent les neveux d'un ex-narco banquier, les propriétaires de la *Universidad Autonoma de Guadalajara* (université privée liée au clergé catholique intégriste, et ayant abrité des groupes para-militaires d'extrême droite), et les propriétaires de l'entreprise de transport *Estrella Blanca* à partir de laquelle a été absorbée (avec le soutien financier du groupe GEO) la majorité des lignes et des gares routières de tout le pays. Il était ainsi parvenu à regrouper des anciens gouverneurs, des politiciens, des éleveurs, des grands agriculteurs, des commerçants et des bureaucrates régionaux. Parmi les principaux actionnaires les plus fortunés, se retrouvaient la majorité des grands caciques du régime, soupçonnés de collusion (mais jouissant d'une impunité illimitée) avec l'organisation du Golfe, ce qui atteste de la complicité (active ou passive) existante entre les groupes politiques détenteurs du pouvoir, les hauts fonctionnaires publics, certains grands entrepreneurs, les propriétaires de banques et les organisations criminelles. La captation quasi monopolistique des rentes criminelles et de corruption par les groupes politiques liés à l'ancien président de la République et à sa famille fut sûrement à l'origine de la chute de CP ; en effet, à l'approche de la fin du sexennat, il fallait procéder à une répartition différente de la manne, et les nouveaux groupes politiques ascendants ont ainsi montré aux anciens détenteurs du pouvoir qu'ils ne pourraient plus bénéficier d'une totale impunité s'ils continuaient à s'accaparer les richesses nationales.

Le frère de l'ancien président s'est ainsi retrouvé incarcéré pour complicité dans l'assassinat du dirigeant *priiste* Ruiz Massieu ; son épouse a été arrêtée le 15 novembre 1995 à Genève alors qu'elle s'apprêtait à retirer de l'argent sur un de ses comptes bancaires, en utilisant de faux documents ; 85 millions de dollars ont alors pu être localisés sur divers comptes suisses du frère de l'ex-président du Mexique (qui utilisait une fausse identité, en tant que propriétaire de ces comptes). Les autorités helvétiques ont ouvert une enquête à l'issue de laquelle il est apparu que ces fonds provenaient d'activités liées au trafic de stupéfiants et au blanchiment d'argent de la drogue. Depuis, les autorités mexicaines

ont encore découvert, le 1er décembre 1995, que le frère de l'ancien président disposait aussi d'un compte de 20 millions de dollars dans une banque londonienne. Il est tout à fait envisageable, compte tenu de l'ampleur des sommes en jeu, qu'il ait été chargé de collecter les bénéfices illicites de la corruption liée au trafic de drogue, pour le compte de la famille de l'ancien président, et ceci avec la complicité de son ami CP qui aurait contribué à ce blanchiment à travers la logistique de ses entreprises et de sa banque ; ces soupçons expliqueraient pourquoi les autorités bancaires suisses ont gelé quelques 100 millions de dollars sur des comptes ouverts par CP dans ce pays[77]. Il se pourrait également que les narco-trafiquants se soient servi de la respectabilité du frère de l'ancien président – et de ses liens avec CP – pour blanchir sur son compte, contre rémunération, leur argent sale ; cette méthode avait déjà été pratiqué avec Manuel Noriega, l'ancien président du Panama, qui louait ses comptes bancaires aux narco-trafiquants afin qu'ils puissent y blanchir leur bénéfices.

Il faut encore ajouter que CP a été accusé[78] d'être le prête-nom de Federico de la Madrid, fils d'un ancien président de la République (du temps de l'affaire Caro Quintero) qui est le cacique tout puissant de l'Etat de Colima (voisin du Jalisco) ; de nombreux projets industriels et touristiques ont été développés dans la capitale du Colima (Manzanillo) durant la présidence de Miguel de la Madrid ; le cousin de ce dernier fut également gouverneur du Colima. La captation familiale (politique ou financière, licite ou illicite) de certaines rentes (légales ou illégales) a donc un impact indéniable, non seulement sur l'économie locale, mais également sur la reproduction d'un pouvoir (régional ou national), accaparé par les membres de ces mêmes familles. Dans la zone bananière, propriété de CP, la même source affirmait qu'aurait été organisé un trafic de cocaïne en provenance de Colombie, avec la protection de la PJF et des agents de la PGR ; en effet, les *ranchos* que CP avaient acquis à Huimanguillo auraient été utilisés par les narco-trafiquants pour transborder leurs chargements ; dans cette zone forestière pauvre, se rencontrent des maisons de luxe situées au milieu de terrains déboisés où atterrissent des avions ; bien que les

77 Cf. *El Financiero* du 7 septembre 1995.

78 Par Antonio Isidro Morales, représentant légal des travailleurs de la zone bananière San Carlos, dans l'Etat du Tabasco , cf. la revue *Proceso*, n° 932 du 12 septembre 1994

routes soient impraticables, il n'est pas rare d'y rencontrer des voitures de luxe circulant sous bonne escorte ; dans les environs immédiats, d'autres personnalités influentes seraient propriétaires de terrains, comme des ex-chefs policiers ou des anciens fonctionnaires du gouvernement régional. Il semble que les grandes quantités de bananes exportées à l'étranger et dans toute la République mexicaine depuis le Chiapas auraient servi de couverture idéale pour le trafic de cocaïne par voie terrestre ou maritime ; telle serait l'une des raisons [79] pour lesquelles CB aurait participé à la modernisation des ports du Chiapas, afin d'adapter les infrastructures existantes au transport maritime industriel et permettre ainsi l'exportation de chargements de drogue ; une autre raison, mentionnée par le même périodique, relie ces faits à l'achat de terres, par CB, au Guatemala, au Costa Rica et (bien que ce projet ait été avorté) en Colombie. D'autre part, et toujours dans la même perspective, il est attesté que certaines zones touristiques de l'Etat du Quintana Roo (et notamment la ville balnéaire de Cancun) sont d'importants centres de blanchiment de l'argent de la drogue où se mêlent, au sein des mêmes investissements initiés par les banques, certains capitaux provenant de la grande corruption d'Etat et d'autres, issus d'activités criminelles. Ces affaires réunissaient donc, indistinctement, de hauts fonctionnaires publics, des entrepreneurs liés à ces derniers, et des membres des familles autant de l'ancien président de la République que des narco-trafiquants. De plus, CP ainsi que le Dinosaure responsable du groupe *priiste* "Atlacomulco" (groupe dominant sous la présidence de Salinas) et l'ancien ministre de l'Intérieur au moment de l'affaire Caro Quintero (et qui avait été directement mis en cause par la DEA) auraient participé au financement de la campagne électorale de l'actuel gouverneur du Yucatan qui est lui-même accusé par la PGR de détournement de fonds publics, d'évasion fiscale et de dépassement du plafond des dépenses électorales [80] ; le projet du groupe politique "Atlacomulco" consistait à placer deux gouverneurs successifs aux commandes de l'Etat du Yucatan afin de contrôler cet Etat pendant neuf années, de le transformer en une base de pouvoir et d'accaparament des richesses en permettant que s'alimentent mutuelle-

79. Selon *El Financiero* du 4 février 1996

80 Cf. *Proceso* du 4 septembre 1995

ment pouvoir économique et pouvoir politique ; dans cette perspective CP était un personnage clef puisque sa banque gérait la quasi totalité du budget de l'Etat. De cette manière, et compte tenu que la banque de CP servait également à blanchir l'argent de la drogue du clan du Golfe, il est possible de conclure que cette activité souterraine constituait l'une des sources de financement du PRI , de fait, la majorité des membres appartenant au Comité de Financement du PRI dans le Yucatan étaient des actionnaires de CP. C'est ainsi que peut être démontée, encore une fois, la filière qui relie narco-trafiquants, entrepreneurs légaux, groupes politiques, parti dominant, gouverneurs et présidence de la République – compte tenu du fait qu'un gouverneur est un obligé du président de la République et qu'il n'a de comptes à rendre qu'à lui. Enfin, selon certaines sources de la PGR, après avoir fui le Mexique, CP se serait réfugié à Madrid où il aurait été hébergé dans une luxueuse résidence appartenant au narco-trafiquant colombien Otho Vélez qui est suspecté, par les autorités espagnoles, d'être chargé du blanchiment de l'argent de la drogue par le cartel de Cali (en novembre 1992, son fils a été arrêté en Espagne pour avoir tenté d'introduire un chargement de 963 kilos de cocaïne). Ensuite, CP aurait été vu en France, à Monaco, en Irlande, avant d'être emprisonné en Australie en attente d'une extradition... C'est également en Irlande que l'ancien président mexicain Carlos Salinas a choisi d'élire domicile, le temps de son exil forcé.

Brièvement, une autre affaire [81] permettra de dévoiler une facette originale du blanchiment : la récupération institutionnelle des bénéfices illicites. Tout avait commencé par l'installation d'un riche entrepreneur venu de nulle part, dans la ville d'Hermosillo, capitale de l'Etat du Sonora. Entrepreneur performant, il avait, depuis 1983, diversifié ses investissements autant dans les concessions d'automobiles que dans l'achat-vente-import-export de matériels industriels, de meubles et dans la construction de lotissements, de routes, de ponts, d'immeubles. . dont lui, sa femme et son fils étaient les propriétaires déclarés. Sûrement parce qu'il se sentait suffisamment protégé, tout ce beau monde a cessé, entre 1993 et 1995, de payer des impôts. Mal leur en a pris : ils ont éveillé les soupçons du ministère du

81 Dévoilée par *Proceso*, n°1065 du 30 mars 1997

Budget (SHCP) qui a déclenché une enquête à l'issue de laquelle il est apparu que la famille Gaxiola Garcia appartenait à une bande de 24 narco-trafiquants ayant introduit des tonnes de marijuana et de cocaïne aux Etats-Unis depuis 1992, ayant distribué cette drogue en différents endroits du territoire américain (Philadelphie, New York, Michigan et Masachusets) et qu'elle servait à blanchir les bénéfices du trafic pour le compte du *capo* de Juárez : Amado Carrillo. Ces bénéfices étaient transférés, électroniquement, depuis les Etats-Unis, dans différentes banques mexicaines (neuf, au total) sur les comptes des membres de la famille, avec la complicité d'un gérant de l'une de ces banques. Tout le monde fut arrêté. Sur les multiples comptes a été découverte la somme totale de 184 millions de dollars. Le 8 janvier 1997, le ministère du Budget mexicain demandait à la PGR de procéder à la saisie des comptes bancaires de la famille Gaxiola, et lorsque cette opération fut effectuée, le 20 janvier, on découvrit qu'il ne restait plus que 16 millions de dollars, le reste, c'est-à dire 168 millions, s'étant volatilisé dans les méandres de l'admistration judiciaire.

C. LES RÉFÉRENTS CONSTANTS DU NARCO-SYSTÈME

A l'issue de ces différentes études de cas, il devient possible de rapporter certaines caractéristiques communes de ces différents acteurs à des référents constants qui déterminent le système entrepreneurial du narco-trafic , les huit référents suivants ont donc été sélectionnés :

1) *le niveau d'insertion* est le plus élevé pour les narcos indépendants ou sous-traitants ou employés permanents d'une organisation ;
2) *le mode de recrutement* est prioritairement familial ou extra-familial, avec cooptation ;
3) *la division hiérarchique* doit favoriser un certain cloisenement afin d'éviter les relations compromettantes entre les différents niveaux, et notamment le niveau décisionnel et celui de l'exécution des tâches ; c'est pour cette raison que la hiérarchie favorise la division horizontale entre les quatre principaux maillons suivants : *les capos* qui sont responsables d'obtenir les protections (politiques et policières) permettant le développement du trafic, et qui décident des

mouvements de drogue ; les *chefs de division*, responsables, chacun dans son domaine (armement, communication, recrutement, transport...), de l'exécution des différentes étapes du trafic vers les Etats-Unis ; les *réceptionnistes* qui contrôlent le passage de la drogue à travers la frontière ; les *syndicats familiaux*, petits intermédiaires chargés de tâches parcellaires à risques, comme la manutention, le transport, le stockage ou la distribution.

4) *le niveau de protection* et d'exercice de la corruption est d'ordre territorial (local ou national ou trans-frontalier), administratif (chaque institution complice appartenant à un niveau particulier, plus ou moins influent, du gouvernement régional ou national) et politique (la protection d'un groupe politique sera d'autant plus efficace que son influence s'exercera à partir de la proximité du sommet de la hiérarchie qui dirige les affaires publiques) ;
5) *la forme de pénétration de l'économie légale* est dépendante de la situation d'intégration au sein de l'édifice à trois étages constitué par les niveaux criminel, politique et industriel ; les réinvestissements dans l'économie légale sont alimentés par deux sources : le blanchiment institutionnel (régional et/ou national, et productif) et le blanchiment social (local et artificiel) ;
6) *le type d'activité* est soit principale, soit complémentaire, soit occasionnelle ;
7) *la forme de diffusion* est locale (pour les sous-traitants ou les paysans qui vendent sur les lieux de production, ou pour ceux qui trafiquent en vue de satisfaire la consommation locale), régionale (pour les commerçants ou les employés des *capos*), nationale (pour certains indépendants, les employés ou les fourmis) et trans-nationale (surtout pour les grandes organisations).
8) *les moyens de pression* consistent en l'utilisation de la corruption (la persuasion douce) et en l'usage de la violence (la contrainte) à divers degrés ; le plus fort degré de violence relève de l'objectif de déstabilisation soit des rapports sociaux ou de domination au sein des communautés locales, soit des rapports de pouvoir au niveau national afin, dans ce dernier cas, de conserver, de recomposer ou de modifier les termes des alliances avec les représentants politiques du régime.

A ce sujet, il est intéressant de mentionner l'hypothèse[82] selon laquelle une recomposition des alliances serait en train de s'opérer entre les *capos* du cartel de Cali et les *capos* mexicains ; cette recomposition mettrait en concurrence les deux organisations mexicaines de Ciudad Juárez et de Matamoros, et aurait pour enjeu le coût de la corruption au Mexique ; deux stratégies s'opposeraient : celle de Ciudad Juárez qui tendrait à privilégier la corruption politique en recherchant des protections dans les plus hautes sphères de l'Etat et du gouvernement, et celle du Golfe qui consisterait à "arroser", prioritairement et abondamment, les niveaux intermédiaires de la PJF et de la PGR ; selon Lupsha, cette dernière stratégie serait remise en cause, car trop coûteuse et finissant par affecter les bénéfices du trafic. Il faut ajouter qu'une telle recomposition, si elle a effectivement lieu, ne serait pas sans danger sur le plan de la cohésion politique du système, parce qu'elle risquerait de plonger le Mexique dans une dérive "à la colombienne" qui mettrait en compétition le pouvoir politique et les forces de répression (armée, police, représentants du ministère de la Justice) pour la captation de la rente de corruption qui passait jusqu'à présent par le PRI et ses "dinosaures", grands caciques régionaux et nationaux ; c'est la raison pour laquelle nous mettrons partiellement en doute cette hypothèse, à cause de son caractère par trop dualiste, en nous fondant sur le fait que la caractéristique du système politique mexicain est qu'il s'agit d'*un système unitaire* ; c'est ce qui lui a permis de se perpétuer, parce qu'une redistribution aux niveaux intermédiaires était tolérée. Il est donc probable que les craquements récents (assassinats politiques et emprisonnements de *capos* importants) révèlent davantage une recomposition des alliances (peut-être liée au coût de la corruption, certains bénéficiaires se montrant trop "gourmands") qu'un changement de stratégies ; l'incarcération de hauts responsables des sphères policières intermédiaires tendrait à confirmer que le niveau politique serait sur le point de (re)monopoliser, sûrement en privilégiant une association plus étroite avec l'armée – pour la redéployer d'une manière plus discrète et "productive" –, la rente de corruption ; mais nul ne doute que, dans le même temps, l'intelligence empirique et pratique des responsables politiques mexicains leur permettra de

82 Emise par Peter A Lupsha (professeur de sciences politiques à l'université d'Albuquerque, Nouveau Mexique) dans un entretien accordé à *Proceso*, n° 965, du 1er mai 1995

prévoir – ou de laisser se développer – de nouveaux canaux de redistribution (peut-être trop concentrés lors de la dernière présidence, ce qui expliquerait l'emprisonnement du frère de l'ancien président, son clan ayant abusé de la captation des rentes souterraines) ; c'est du moins ainsi que le système a pu fonctionner et se reproduire jusqu'à présent.

D. LES RÉSEAUX SOCIAUX DU NARCO-SYSTÈME

Au Mexique, trois niveaux actifs d'organisation sociale peuvent être repérés (dans certaines autres régions, comme en Afrique, en Amérique du nord ou en Asie, le niveau ethnique est également présent, qui ne joue pas un rôle déterminant en Amérique latine, du moins directement, pour ce qui concerne l'organisation du narco-trafic) :

* *la famille* : elle est la structure de base du système, facilitant la promotion de certains de ses membres les plus *capables* ; à travers les liens du sang, elle génère des réseaux de solidarité basés sur la confiance mutuelle, ce qui permet d'échapper aux trahisons et constitue un élément déterminant de puissance communautaire ; l'organisation familiale est à la base de tous les systèmes clientélistes – et donc également du système clientéliste marginal –, fonctionnant comme un élément de reproduction de ceux-ci, à travers l'éducation reçue par les descendants qui continueront le travail de leurs aînés ; les cas sont rares d'alliances matrimoniales entre membres des familles des groupes politiques et membres des familles des clans criminels ;
* *le clan* : il s'agit là d'agglomérer certaines familles qui poursuivent un objectif commun, afin de décupler la puissance produite ; le clan réunira donc ces familles dont le lien pourra être renforcé par des alliances matrimoniales ou cérémonielles, mais dont la motivation première du regroupement demeure les *alliances d'intérêts partagés* (que l'on songe à ces rites mafieux qui consistent à mêler le sang de différents chefs de famille, et l'on s'apercevra que le clan constitue, en fait, une famille étendue) ; le promoteur de ces alliances – qui est souvent un personnage influent et craint – deviendra le chef

du clan, l'arbitre chargé de régler les conflits internes entre les membres des différentes familles, ainsi que de décider des règlements de comptes externes ; ici encore, les liens inter-familiaux constituent un élément fondamental de confiance et de solidarité, durable dans le temps (sauf trahison, toujours possible lorsque les autorités s'attaquent au point faible de l'organisation clanique : le chantage et la menace contre les membres de la cellule matrimoniale) ; le clan forme sûrement, au Mexique, l'unité opérationnelle du système clientéliste, concernant à la fois les associations politico-financières (les fameux *groupes*), mais également les associations criminelles, et donc aussi les associations politico-criminelles ; dans ce dernier cas, c'est le niveau politique qui contrôlera le niveau criminel, au sommet de la hiérarchie ;

* *le cartel* : lorsque les réseaux locaux, régionaux ou nationaux nesuffisent plus pour assurer le développement de l'entreprise souterraine, apparaissent les cartels qui structurent des organisations multi-nationales ; chaque cartel réunit différents clans qui, eux-mêmes structurent donc différentes familles ; mais, si l'association de base demeure locale – en réunissant les différents clans d'une ville-capitale régionale (Cali, Medellin, Ciudad Juarez, Matamoros, Guadalajara) ou d'une région (le Golfe, par exemple) –, son aire d'influence dépasse les limites régionales, ce qui implique la mise en place de tout un réseau (dont les membres seront les gardiens des routes du trafic) comprenant des délégués du pouvoir central, des sous-traitants, des filiales... bref, tout un système complexe qui prête le flanc à d'éventuelles trahisons ou détournements ou compromissions ; telle est la raison pour laquelle le cartel qui vise le monopole de l'activité (du niveau de la culture à celui du recyclage) et du personnel (captif, obligé et inconditionnel) qu'il contrôle semble peu approprié au contexte mexicain ; l'enjeu étant d'importance, ce monopole sera défendu en usant de la violence la plus sauvage vis-à-vis des membres réfractaires ; mais en même temps, le cartel apparaît comme une structure souple, formant et déformant ses associations extérieures au coup par coup ; cela explique la puissance de régénération des cartels, car chaque responsable éliminé (arrêté ou assassiné) est aussitôt remplacé par son *héritier* ou un autre parrain choisi parmi les chefs de clan et de famille ; ce sont donc ces derniers qui, en fait, structurent véritablement l'organisation. Si le cartel est une réalité fonctionnelle, il est également un mythe (celui de *la*

pieuvre et de l'infiltration du système global) car, en réalité, le pouvoir et la domination effectifs reviennent aux familles et aux clans dont l'objectif prioritaire sera de conserver le monopole des routes de transit de la drogue ; de ce point de vue, la route constitue un *patrimoine familial*, ce qu'atteste, par exemple, le fait que Pablo Escobar louait les routes qu'il contrôlait à d'autres bandes de narco-trafiquants afin qu'ils acheminent leurs marchandises en toute sécurité sur le territoire mexicain ; mais le cartel demeurait propriétaire de la route car c'est lui qui payait les frais de corruption des fonctionnaires mexicains des douanes et de la police, ainsi que les salaires du personnel local chargé de réceptionner les envois.

A travers tous ces réseaux qui interviennent dans l'organisation du trafic, il est possible de conclure que le marché de la drogue est *un marché ouvert*. N'importe quel individu disposant d'un petit capital peut s'y lancer et tenter sa chance comme acheteur, trafiquant ou revendeur. Mais il s'agit aussi d'un *marché organisé* dont il faut connaître les réseaux, les strates, les hiérarchies et, pour les plus ambitieux, les filières. Par ailleurs, ce marché reste un *marché dirigé*, en ce sens que la drogue transportée par les différents trafiquants (*mules* au services des grandes organisations, trafiquants indépendants ou trafiquants institutionnels) aboutit toujours à la frontière ou elle est stockée pour être confiée à des passeurs spécialisés qui travaillent directement pour le compte des grandes organisations ; plus les enjeux financiers sont importants, plus l'organisation est excluante, contrôlée et spécialisée. Les filières nationales et internationales sont donc nettement séparées : au niveau national, les trafiquants peuvent être individualisés et agir en ordre dispersé en s'appuyant sur des réseaux divers (à base régionale, locale, familiale)[83], mais au niveau international, les grandes organisations monopolisent une grande partie du trafic, ce qui permet ainsi à leurs représentants de réajuster le prix de la marchandise en fonction des bénéfices escomptés ; le trafic mexicain permet donc la coexistence de trafiquants individualisés et des grandes organisations.

---

83 Werner avait noté ce même phénomène d'individualisation en Afrique (excepté au Nigéria où les organisations mafieuses disposent du contrôle presque monopolistique du trafic) , cf Werner (J.-F.), *Sciences sociales et drogues . la résistible aporie*, in SCIENCES SOCIALES ET SANTÉ, vol. 13, n° 2, juin 1995

E. LES RÉSEAUX ENTREPRENEURIAUX DU NARCO-SYSTÈME

Différents réseaux entrepreneuriaux peuvent être mis à jour, qui permettent de comprendre par quels canaux s'étend cette entreprise souterraine du narco-trafic, mais également comment elle s'intègre aux activités légales. En fait, la légitimation de ces activités est conditionnée par une *division du travail* entre trafic et blanchiment, qui implique les intervenants et les moyens suivants :

* *la logistique du trafic* concerne l'achat ou la location d'appartements, de garages, de véhicules, de moyens de communication, de *planques*, ainsi que le recrutement de passeurs pour convoyer la marchandise, d'exécutants pour la réceptionner, d'hommes de main pour la surveiller et, éventuellement, de moyens financiers pour assurer une protection institutionnelle au transport ;
* *l'organisation du trafic* s'opère de trois manières différentes : 1) par les grandes organisations qui disposent de la logistique, de la protection et des moyens suffisants pour contrôler la chaîne qui va de la culture à la distribution (et, éventuellement une partie du blanchiment) ; 2) par les organisations familiales indépendantes qui installent certains de leurs membres à la frontière (pour passer la marchandise), et d'autres sur les lieux de la distribution (afin d'écouler la marchandise et de rapatrier les bénéfices réalisés) ; 3) par le système de la division du travail qui consiste à vendre la marchandise sur les lieux de production à un acheteur qui se chargera de la transporter et de l'expédier de l'autre côté de la frontière, la revendant soit à travers son propre réseau de distribution ("les bandes"), soit aux représentants des grandes organisations mentionnées dans le premier cas ;
* *les mécanismes de ramassage de l'argent et du blanchiment* impliquent soit des notables ou des caciques locaux insoupçonnables, chargés de déposer de grosses quantités d'argent liquide dans des banques, soit des petits déposants qui opèrent régulièrement des versements sur des comptes bancaires qu'ils auront préalablement ouverts ; le *prélevage* se fera à partir des bureaux de change, et le *transfert* des capitaux s'opèrera par l'intermédiaire de sociétés financières domiciliées dans un pays tiers – au nom desquelles sont ouverts des comptes dans les

banques des pays où s'opère le trafic –, à partir desquelles les capitaux illicites sont virés vers des banques situées dans les pays d'origine du trafic (ou des pays où va se faire le recyclage par des investissements financiers ou industriels).

L'organisation du réseau est primordiale car de son opérationnalité dépend la sécurité de la marchandise et les bénéfices qui peuvent en être retirés. En fait, chaque fois que le réseau se met en branle pour déplacer la marchandise, celle-ci acquiert une plus-value qui est également fonction de la capacité du réseau à surmonter le facteur *risque* que représente les forces de répression Il en résulte que, de l'autre côté de la chaîne, c'est l'efficacité de la répression qui accroît la valeur de la drogue transportée, comme le montre le tableau suivant :

EVOLUTION DU PRIX (EN DOLLARS)
DU KILO DE COCAÏNE COLOMBIENNE (1995)

	Prix de gros	**Prix au détail**		**Prix de gros**	**Prix au détail**
Colombie	2.100	2.800	Miami	19.000	75 000
Mexique	13 000	20.000	Paris	45 000	75 000
Los Angeles	17 500	87.500	Amsterdam	20 000	40 000
New York	19.000	50.000	Moscou	90 000	180.000

sources croisement des rapports de la DEA et du Département d'Etat des Etats-Unis, de l'Observatoire Géopolitique des Drogues (France), de la Police Nationale de Colombie, du Centre National contre les Drogues (CENDRO, Mexique), ainsi que *Le Monde* du 16 juillet 1996

On peut donc penser que, si le prix de la drogue n'augmente que de 500 % entre le Mexique et la Colombie, mais de plus de 2 000 % entre la Colombie et Paris, c'est qu'il y a plus à craindre de la répression française que de la répression mexicaine. Les risques sont décuplés à trafiquer la drogue à Moscou ou à Stuttgart, ce qui explique que le consommateur moscovite doit disposer de confortables revenus pour assouvir son besoin. Il est bien évident que le prix de vente est également calculé en fonction des moyens financiers dont peuvent disposer les populations ciblées de consommateurs (souvent fortunés, dans les pays

du Nord, pour ce qui concerne la cocaïne), ce qui explique les distorsions entre les prix de gros et les prix de vente au détail dans des villes comme Los Angeles, Miami ou, dans une moindre mesure, New York. D'autre part, l'assimilation des règles du marché par les narco-trafiquants n'est pas à négliger quand on sait qu'ils sont maintenant capables de stocker de grandes quantités de cocaïne au Mexique (de l'ordre de 100 tonnes annuellement) afin d'anticiper le facteur *risque* – lié à la répression – qui pourrait provoquer une rupture d'approvisionnement au niveau de la demande (et donc un report sur d'autres drogues de la part du consommateur) ; l'objectif est ici de conserver une clientèle captée. La loi de la concurrence entre drogues est également déterminante pour la fixation du prix, ce qui permettrait d'expliquer la chute actuelle des prix à la consommation de la cocaïne et de l'héroïne dans certains pays du Nord, comme une forme d'ajustement sur le prix des drogues synthétiques dont les coûts de production (et notamment ceux liés au transport et au paiement du droit de passage, sur le territoire mexicain, sous forme de corruption institutionnelle) sont moins élevés. Enfin, ce système engendre les mêmes inégalités présentes dans toutes les filières de production agricole marchande puisque, si on se réfère au prix de vente au détail à Paris, les frais d'exploitation du paysan producteur représentent 0,6 % – sa marge étant seulement de 0,2 % – de ce prix et le coût du transport 5 %.

F. LES ACTEURS PIVOTS DU NARCO-SYSTÈME

Il est également possible de repérer les différents acteurs privés et publics susceptibles d'intervenir (au titre de l'organisation, du contrôle, de la répression, de la protection ou de la participation aux bénéfices) à chacun des trois niveaux de la culture, du trafic et du blanchiment, afin d'identifier les plus forts d'entre eux qui opèrent dans plusieurs phases du système de production :

1) le niveau de la production :

* les acteurs privés : *rancheros* (grands propriétaires fonciers), petits propriétaires, ouvriers agricoles saisonniers, *ejidatarios*, indigènes, caciques, commanditaires, acheteurs indépendants, hommes de main,

trafiquants d'armes, chimistes (pour la transformation dans les laboratoires clandestins dissimulés au milieu de la végétation) ;

* les acteurs publics : maires, commissaires *ejidaux*, militaires, police fédérale (PJF), police municipale, notaires (pour l'enregistrement des propriétés), commerçants locaux (dynamisés par l'augmentation du pouvoir d'achat).

2) Le niveau du trafic :

* les acteurs privés : *madrinas*, transporteurs, hommes de main, passeurs (*mulas*), fourmis, bandes organisées, trafiquants d'armes, famille, avocats, caciques locaux de partis politiques ;
* les acteurs publics : agents et chefs de la police fédérale (PJF) et de la police de l'Etat (PJE), agents et délégués du ministère public (PGR), juges, gouverneurs (et hauts fonctionnaires du gouvernement régional), conseillers attachés à la présidence et fonctionnaires de certains ministères (Transports, Intérieur, Défense), douaniers.

3) Le niveau du blanchiment (et du recyclage) :

* les acteurs privés : gros entrepreneurs du tourisme, du bâtiment et des travaux publics, petits entrepreneurs en difficulté, agents immobiliers, responsables de bureaux de change, banquiers, membres de cabinets de placements financiers, commerçants, *rancheros*, restaurateurs, avocats d'affaires, comptables, responsables de sociétés de fausses factures, famille et amis (des hauts gradés militaires, des chefs policiers, des responsables politiques et administratifs, des narcos) ;
* les acteurs publics : le Parti (les clans), le personnel du gouvernement régional, de certains ministères *impliqués* (Agriculture, Transports...) et de la présidence, les chefs de la police fédérale, les juges, les avocats, les notaires, les responsables de l'administration fiscale.

Pour ce qui concerne la structure de l'organisation et la manière dont les acteurs de la marge se trouvent intégrés au système, il faut souligner que, à de rares exceptions près, le niveau politique est complètement étanche vis-à-vis du niveau criminel . les politiques ne rencontrent pas les trafiquants et ne se mélangent pas à eux Les liens existent, mais ils sont toujours filtrés par des intermédiaires à travers lesquels le politique commande et dicte ses conditions financières pour la poursuite du commerce illégal. L'organisation criminelle peut donc se

développer et se légitimer à partir des liens qui unissent les quatre groupes d'acteurs suivants :

1) *la structure clandestine de la grande organisation ou du cartel* qui se compose de l'équipe dirigeante, formant un noyau solidaire représenté par un chef (au Mexique, le *capo*) ;
2) *les contacts institutionnels*, souvent des cadres élevés des hiérarchies policière, judiciaire, ministérielle (douanes, transports et communications) – ou des amis intimes des gouverneurs, ministres – qui perçoivent une partie des bénéfices de l'activité illégale pour le compte des politiques qu'ils représentent ; ils délèguent à certains de leurs agents locaux, de toute confiance, le soin d'établir des passe-droits au profit des exécutants des narco-trafiquants, chargés de convoyer la drogue sur le territoire ; ces contacts agissent entre deux mondes et fréquentent autant les élites politiques que les chefs des grandes organisations ; de ce fait, ils peuvent, pour prix de leur collaboration et de leur silence, amasser des fortunes considérables... mais, le jour où la grande organisation sera condamnée par les politiques, ils pourront payer, par la prison, pour ces derniers à qui ils servent de fusibles ; les autres agents locaux qui sont impliqués pratiquent, pour leur propre compte, une corruption soit de proximité soit hiérarchique, au détriment – mais également au profit – des producteurs et des trafiquants indépendants ; le pouvoir protège les auteurs politiques de la corruption institutionnelle politico-criminelle, mais il ne fait que tolérer les deux autres formes de corruption locale ; c'est ce qui explique le nombre élevé de fonctionnaires de base incarcérés – policiers, membres du ministère public ou douaniers, mais également quelques exécutants qui ont servi de relais avec le pouvoir politique au sein des hiérarchies de ces administrations – qui sont, en fin de compte, aussi vulnérables que les producteurs et trafiquants indépendants ;
3) *les amis, socios (actionnaires) et têtes visibles de la grande organisation* qui sont souvent des personnes influentes du régime (anciens ministres, anciens gouverneurs, anciens généraux, les enfants de ceux-ci, chefs d'entreprises, hommes d'affaires, investisseurs intermédiaires, banquiers) ayant accordé naguère des passe-droits aux narco-trafiquants et servant depuis de prête-noms à ces derniers dont ils sont chargés de blanchir une partie des bénéfices illicites ;

4) *les politiques actifs* qui décident des alliances privilégiées, des montants pour la poursuite des activités illégales et des "cibles" de la répression institutionnelle.

Les deux dernières catégories d'acteurs, composées des grands caciques du régime (ou de leurs héritiers), sont intouchables et c'est à travers elles que sont intégrées et contrôlées les activités criminelles.

Compte tenu des alliances en présence, il existerait donc, entre le système politique légal issu de l'Etat clientéliste (populiste ou libéral) et le narco-système, plus une différence de quantité qu'une différence de qualité : le premier se trouve du côté de la loi qui lui sert de protection, et l'autre aux marges externes de celle-ci, mais les deux favorisent le contournement ou la transgression des lois par le recours constant à la violence et à la corruption. En fait, sur le plan moral et idéologique, le narco permet le refoulement d'une identité proscrite, car c'est sur le narco que sont transférées, afin de les voiler, les caractéristiques déviantes des représentants du pouvoir légal. Ainsi, le narco-système légitimerait la bonne conscience d'un corps politique fondamentalement autoritaire, et qui impose au corps social ses inégalités acquises sur la base d'un consensus portant sur l'usage de la corruption et de la violence, comme moyens nécessaires pour aboutir à une répartition des richesses, et surtout pour favoriser le maintien des hiérarchies établies. Les narco-trafiquants reproduisent donc, en exagérant leurs effets – car l'absence de protection directe de la loi les place dans une situation de "guerre finale" –, à la fois les modes de vie de la classe dirigeante traditionnelle (ou des classes dirigeantes nouvellement enrichies), mais surtout les mêmes méthodes que celles utilisées par les caciques (grands ou petits) installés. C'est pourquoi le narco-système apparaît comme le reflet du système politique dominant dont il conforte l'autoritarisme (justifié par l'accroissement de la répression) inhérent aux modes d'exercice du pouvoir clientéliste.

G. LES CAUSES DE RUPTURE DU NARCO-SYSTÈME

Même si, au Mexique et dans le secteur des entreprises souterraines illégales, la marge se trouve toujours en rapport avec le système politique, l'analyse des activités liées au développement du trafic de

drogue révèle que certains débordements, impliquant les parties stables et intégrées du système, paraissent inévitables, et ceci pour plusieurs raisons :

* tout d'abord, *la légitimation sociale ou politique* que recherchent les narco-trafiquants en délivrant faveurs et protections aux membres de leurs clientèles sociales "utilitaires" : les paysans qui cultivent la drogue, les petits trafiquants qui la passent au-delà de la frontière... bref, les sous-traitants des trafics en tous genres ; de par leurs pratiques clientélistes, les narcos sont ainsi amenés à empiéter sur *le domaine réservé* de la représentation politique ;
* ensuite, *la nécessité de corruption des autorités légales*, afin que ces dernières tolèrent les activités illicites en échange d'une participation aux bénéfices ; ici, les entrepreneurs du souterrain sont en mesure de "capter" des autorités publiques qui risqueront, dès lors, de pâtir d'un déficit de légitimité ;
* puis, *l'affirmation de l'autorité par l'usage de la violence* dirigée contre les représentants du système légal qui veulent limiter l'essor des entreprises souterraines ou deviennent trop gourmands ; là, les narcos débordent leur champ concédé d'exercice de la violence, et peuvent aller jusqu'à remettre en cause la pacification des rapports sociaux sur laquelle étaient fondées la tolérance dont ils bénéficiaient de la part des autorités ainsi que leur légitimité socio-économique ;
* enfin, *l'appétit de consommation et le besoin de reconnaissance sociale* qui poussent les patrons de ces entreprises illégales à rechercher l'honorabilité par le train de vie qu'ils mènent, et les investissements (anti-productifs ou anti-concurrentiels) qu'ils sont amenés à effectuer, eux-mêmes, dans des branches légales pour blanchir leurs bénéfices illicites ; de cette manière, ils infiltrent l'économie légale, soit en la "dopant", soit en la fragilisant ; mais, dans les deux cas, et encore une fois, ils sont tentés de ne pas respecter la division fondamentale entre politiques, entrepreneurs légaux et entrepreneurs souterrains – ces derniers devant, contractuellement, se cantonner au service des deux premiers groupes.

A travers ces contacts obligés au monde officiel, le développement des marges peut ainsi déboucher non seulement sur la métamorphose des valeurs qui président à l'intégration sociale, mais également sur la constitution de systèmes sociaux parallèles à tendance mafieuse. Dans ces conditions, c'est tout l'équilibre social et politique traditionnel qui

risque de se trouver bouleversé par ces nouveaux acteurs apparaissant comme un recours de développement. Selon les circonstances, les autorités officielles réagiront par l'adoption de stratégies oscillant entre . d'une part, le laisser-faire cette activité qui permet de recomposer le paysage social en évitant que les exclus du système ne transforment leur mécontentement en contestation politique – ou sociale, par l'expression d'une délinquance d'envergure – du système ; et d'autre part, une lutte frontale pourra être engagée contre certains responsables de ces activités illégales parce que l'essor de celles-ci aura trop tendance à déborder sur le système soit en l'envahissant localement, soit en le décrédibilisant sur le plan international.

En fait, le pragmatisme dicte les choix en matière de stratégies adoptées par les représentants de l'Etat qui jouent, simultanément, sur deux niveaux : on tolère à condition de contrôler, c'est-à-dire de participer aux bénéfices financiers (au Mexique, principalement à travers la corruption), et sociaux (en préservant une relative paix sociale) ; et d'un autre côté, on réprime lorsque les débordements génèrent des tensions sociales qui peuvent se traduire – dans les relations internationales, ou lors des élections, ou à l'occasion de manifestations publiques répétées – par une contestation politique du pouvoir établi. La répression s'effectue donc de manière sélective et ponctuelle.

H. LES MOYENS DE PRESSION LIÉS AU NARCO-SYSTÈME

Dans ce contexte, les narco-trafiquants tirent eux-mêmes leur pouvoir de leur capacité à utiliser différents moyens de pression :

* d'une part *la pratique de la corruption*, qui ne peut laisser insensibles des caciques locaux – dont les sources traditionnelles de revenus se sont taries –, ainsi que des représentants de l'administration – dont les rétributions occultes constituent un complément de salaire non négligeable et apprécié ; il s'agit le plus souvent des fonctionnaires intermédiaires, car les fonctionnaires supérieurs sont mieux payés et disposent de sources plus honorables d'enrichissement illégal ; certains d'entre ces derniers ponctionnent les narcos en dehors du cadre du

racket institutionnel (et pour leur propre compte), car ils ne peuvent résister à la tentation de *diversifier* les canaux de rétribution de leurs services ; de toutes manières, les comportements prédateurs, de la part des grands caciques, sont tolérés à l'intérieur du système clientéliste ;

* d'autre part, *l'usage de la violence*, qui constitue pour les narcos un moyen de protection lié à leur statut de marginaux et à leurs fonctions illégales ; la nécessité de se défendre, à la fois contre des rivaux et contre les autorités officielles, impose donc le recours à des formes de "distinction" basées sur la démonstration et l'utilisation ciblée de leur armement ; les attentats aveugles (comme par exemple la destruction de bâtiments publics) n'ont pas eu cours jusqu'à présent, au Mexique, hormis l'explosion d'une voiture piégée en juin 1994 à Guadalajara, qui constitue un précédent révélateur d'un état de tension extrême, pouvant déboucher sur une guerre ouverte si certaines *négociations* ne sont pas entamées ;
* et enfin, *la capacité de mobilisation sociale* qu'exerce les narcos à travers leurs clientèles captives (paysans producteurs, policiers de base, bandes de jeunes passeurs, gardes du corps, commerçants dont les activités sont revitalisées par le blanchiment des profits illicites, les familles entretenues par les salaires et bénéfices réalisés...) ; il s'agit donc bien de toute une base sociale qui trouve ses moyens de subsistance grâce à la redistribution et à la circulation d'une partie de l'argent de la drogue ; mais il est bien évident que, si le *capo* est arrêté ou assassiné, et que toute sa clientèle captive se retrouve à la rue, sans ressource financière et en ayant conservé ses outils de travail, comme ce fut le cas à Medellin et à Cali (en 1994 et en 1995), il sera conseillé aux honnêtes "bourgeois" de rester chez eux pendant quelques mois, de ne pas être surpris par les détonations nocturnes, et de ne pas s'émouvoir en découvrant des cadavres dans la rue au petit matin.

Le narco-système marque donc la limite de la corruption institutionnelle inhérente au système politique. La corruption, dans son sens large, peut être définie comme une extorsion illégale, mais tolérée, en vue d'un enrichissement personnel qui débouche sur plus ou moins de redistribution. En référence au système politique, il est possible de déceler les principales causes de développement de la corruption :

* *le caciquisme* qui impose un rapport dominants-dominés fondé sur une dépendance sans recours des seconds aux premiers, à l'intérieur d'un Etat clientéliste autoritaire qui pose la loi au service exclusif de la

reproduction du pouvoir des dominants ; l'usage de la violence pour l'imposition de rapports de domination rapproche les caciques traditionnels des narco-caciques ;

* *la bureaucratie excessive* qui constitue une force d'inertie bloquant toute entreprise de reconnaissance légale d'un droit, d'un statut ou d'une activité ; c'est ce qui explique qu'il apparaît vain de mettre en œuvre des politiques de lutte contre la corruption qui ne s'attachent pas, simultanément, à combattre la bureaucratie administrative publique (ou privée) et donc à la reconstruction de l'Etat ; en ce sens, il est exact qu'un excès de réglementations a pour fonction d'accroître les possibilités d'enrichissement par la corruption plutôt que de codifier le fonctionnement des marchés, ce qui a pour effet de freiner le développement des affaires[84] ; le déblocage des pesanteurs administratives implique l'usage d'une corruption qui peut apparaître dynamique au départ, jusqu'à ce que pointe un effet pervers lorsque les narco-trafiquants – qui disposent de toutes les ressources financières nécessaires pour utiliser, contourner ou transgresser la loi et les réglements en leur faveur – parviennent à obtenir par ce moyen les autorisations légales pour le développement de leurs activités (protection d'une route ou d'une place, libération contre caution suite à une arrestation, recyclage de leurs bénéfices dans des affaires légales, permis d'ouvrir d'une piste d'atterrissage pour leurs avions...) ;
* *la faiblesse des salaires des fonctionnaires* qui incite ces derniers (et notamment, dans le cas de la corruption liée au narco-trafic, les fonctionnaires de police ou les agents du ministère public, des douanes...) à gérer leurs charges publiques comme une affaire privée à partir de laquelle ils peuvent s'enrichir ; dans la plupart des cas, la hiérarchie entière se trouve compromise, ce qui transforme une corruption en apparence marginale en une entreprise institutionnelle ;
* l'instauration de *vases communiquants entre les niveaux politique et économique* qui rend nécessaire la collusion des représentants de ces deux niveaux, les posant comme captifs les uns des autres pour la constitution de clientèles (niveau politique), le développement de leurs entreprises (niveau économique) et leur enrichissement personnel (les deux) ; la dépendance du politique vis-à-vis de l'économique est

84 A ce sujet, cf. de Soto, *L'Autre Sentier : La Révolution informelle*, Paris, La Découverte, 1994.

davantage sélective que la dépendance de l'écomique vis-à-vis du politique ; les narco-trafiquants apparaissent comme acteurs de substitution au tarissement des ressources des représentants politiques ou aux difficultés de trésorerie des représentants économiques (le blanchiment) ;

* l'adoption de *politiques de décentralisation sans prévoir de contre-pouvoirs* pour lutter contre les abus de pouvoir de certains nouveaux notables locaux qui peuvent être facilement pervertis par des acteurs de la marge (blanchiment d'argent sale par l'intermédiaire d'investisseurs associés, utilisation d'hommes de main d'origine criminelle pour pressionner des entrepreneurs récalcitrants à un racket institutionnel ou des groupes d'opposition) ou tentés par des pratiques douteuses (racket de certains industriels contre l'obtention de marchés publics, ingérence, népotisme, réduction sur la qualité des prestations, surfacturations des services dans un but de détournement de l'argent public) afin de pérenniser leur pouvoir local (municipal ou régional).

Dans tous ces cas de figure, il existe une complicité active entre le corrupteur et le corrompu qui rend le système captif et dynamique, dans le sens d'une reproduction des inégalités sociales lorsque la corruption est associée au caciquisme. Mais c'est également là son point faible car ce sont les structures de corruption – potentielle ou réelle – du système traditionnel qui permettent aux acteurs de la marge d'entrer, de s'immiscer et de prendre un rôle actif à l'intérieur du système, et ceci, autant pour ce qui concerne *la corruption quotidienne de proximité* (fondée sur une connaissance mutuelle des individus et liée aux bas salaires des fonctionnaires de base) que *la grande corruption économique* des élites[85] qui implique les hauts fonctionnaires de l'Etat dans leurs relations avec les grands entrepreneurs ; de ce point de vue, il convient de rappeler que c'est dans les mêmes paradis fiscaux que les bénéfices de la grande corruption sont blanchis, mélangés et recyclés avec ceux liés à *la corruption (institutionnelle ou occasionnelle) politico-criminelle*, et notamment celle qui provient du trafic de drogue. C'est pour cette raison qu'il paraît vain de penser lutter contre la corruption générée par le trafic de drogue sans ouvrir également un front contre la

85. Autrement dénommée *corruption marchande*, excluant toute relation clientéliste entre corrupteur et corrompu (cf. Salama et Valier, *Pauvretés et Inégalités dans le Tiers Monde*, Paris, La Découverte, 1994)

grande corruption économique ; en effet, la solidarité de ces deux formes de corruption est manifeste, ce qui explique qu'elles doivent être traitées, analysées et combattues conjointement non seulement pour des raisons d'efficacité de la lutte, puisque se sont souvent les mêmes acteurs qui en bénéficient, mais également pour des raisons éthiques d'égalité devant la loi, constitutives de l'établissement d'un Etat de droit. Les représentants politiques sont donc des acteurs pivots, activement responsables de l'enracinement de la corruption et de sa dérive criminelle puisque, d'un côté ils laissent faire la corruption de proximité – lorsqu'ils n'en profitent pas eux-mêmes en se faisant octroyer un pourcentage sur les sommes rackettées quotidiennement par les petits fonctionnaires, ce qui est une pratique courante de *la corruption hiérarchique* –, tandis que, de l'autre côté, ils profitent directement non seulement de la grande corruption économique, mais également de la corruption criminelle par le fait que les trafiquants de drogue sont traités comme des grands entrepreneurs. Dans un tel système où tout le monde agit dans l'illégalité, la corruption devient structurelle et se reproduit, logiquement, du niveau de proximité à celui de sa dérive criminelle ; c'est sur de telles bases que se développe "l'Etat brigand" ou "l'Etat prédateur".

Cependant, en fonction de l'autorité des acteurs politiques qui dirigent le système, celui-ci connaîtra ou non une dérive mafieuse ; de ce point de vue, il paraît évident que les représentants locaux du système sont davantage vulnérables aux pressions de la marge que les acteurs qui contrôlent le système au niveau national et disposent, de ce fait, de toutes les institutions (policières et judiciaires) pour lutter contre l'infiltration mafieuse. Le cas mexicain est intéressant parce qu'il démontre que c'est principalement à travers ces institutions que la corruption venant de la marge se dilue au niveau local (la corruption de proximité, activée par les fonctionnaires de base de ces institutions, rejoignant la corruption criminelle), mais également que le racket originaire du centre politique national s'impose aux acteurs marginaux (la grande corruption économique intégrant les bénéfices de la corruption criminelle sans pour autant permettre aux acteurs-entrepreneurs de la marge d'accéder à des responsabilités politiques).

Enfin, il faut reconnaître que la corruption n'est pas simplement un substitut de la violence, même si elle parvient, pour un temps, en se généralisant et en se "démocratisant", ou en se cantonnant aux élites économiques et politiques, à pacifier les rapports sociaux. Mais, à travers le cas mexicain, il apparaît évident que, fondamentalement, la violence et

la corruption sont les deux facettes d'un même système autoritaire. Chaque acte de corruption va de pair avec une violence potentielle (si la relation corruptrice ne s'établit pas) ou une violence symbolique faite à l'Etat de droit ou une violence réelle indirecte qui accroît les phénomènes de pauvreté et d'inégalités par la constitution de rentes. Ainsi en est-il, autant de la corruption cantonnée à la sphère légale (corruption institutionnelle politico-économique ou corruption hiérarchique) que de la corruption liée à la vie quotidienne (corruption de proximité) et de la corruption issue des marges illégales du système (corruption politico-criminelle). C'est pour cette raison qu'il est rationnellement erroné (même si cela peut être idéologiquement fondé pour les libéraux) de penser que la corruption est produite par une sorte d'effet pervers de l'Etat et qu'il suffirait de réformer celui-ci pour la réduire et retrouver un Etat plus proche des citoyens ou en adéquation avec les principes du droit. En fait, c'est plutôt à partir de la structure – historique et politico-culturelle – clientéliste de l'Etat que sont produits violence, corruption et autoritarisme, pouvant déboucher, en période de crise économique ou d'affaiblissement des relais locaux de l'Etat, sur l'intégration au système des activités souterraines.

I. AVANTAGES ET LIMITES DU NARCO-SYSTÈME MEXICAIN

C'est ainsi que le système marginal basé sur les activités souterraines acquiert une légitimité sociale et se donne les moyens de la préserver dans le temps et sur l'espace conquis. Cela nécessite tout un travail de dosage pour, du côté des pouvoirs officiels comme de celui des *maîtres du souterrain*, circonscrire ces activités et ce commerce dans l'ordre de l'acceptable de part et d'autre. Cependant, certaines limites (mouvantes car liées aux conjonctures locale, nationale ou internationale) sont constamment franchies, qui diffusent un climat de tension ainsi qu'une culture de la violence sur certaines parties du champ social transformées dès lors en *zones d'incertitude* menaçant la stabilité du système et l'exercice prévisionnel du pouvoir. En période de crise aiguë, la violence peut alors être exacerbée de part et d'autre, les pouvoirs officiels utilisant les armes de la loi et de la répression, tandis que les narco-trafiquants

déchaînent leur violence contre les symboles du régime afin de déstabiliser le système. Une telle crise s'est produite au Mexique lorsque le pouvoir d'Etat a décidé une guerre contre la drogue durant l'année 1993 ; il s'agissait alors de démontrer une légitimité internationale au voisin nord-américain dans la perspective de la signature d'un traité de libre commerce (ALENA), et de rechercher une légitimité nationale (par la lutte contre la corruption institutionnelle) en vue des élections présidentielles d'août 1994.

Telle pourrait donc être l'explication de ces deux attentats ciblés et meurtriers – qui ont visé, l'un (le 23 mai 1993) le cardinal de Guadalajara (ville qui est une place de repli, un lieu de blanchiment et un centre décisionnel des organisations de Tijuana et du Sinaloa), l'autre (le 23 mars 1994) le candidat du PRI à la présidence (il a été assassiné dans la ville de Tijuana, plaque tournante, côté Pacifique, du trafic de drogue vers les Etats-Unis, en provenance de Colombie) – ainsi que de l'enlèvement (le 14 mars 1994) d'un des plus riche industriel du Mexique ayant bénéficié des privatisations. En s'attaquant à des symboles du régime présidentiel (aux niveaux religieux, politique et économique), à un moment où le gouvernement mexicain (depuis le début de l'année 1993) avait entamé une guerre contre certains clans mexicains de narco-trafiquants, ces actes criminels pouvaient apparaître comme un signal d'appel à une trêve des combats, à une volonté de reprise en main ordonnée du commerce illégal, en renouant les anciennes alliances (le clan de Tijuana avait bénéficié d'une clémence étonnante de la part des autorités pendant de nombreuses années, mais il a dû subir, ces derniers temps, les attaques constantes de la part du clan de Sinaloa, comme si les responsables de la sécurité nationale avaient attisé la violence de ce dernier clan pour démanteler celui de Tijuana)..., alors qu'en réalité, il s'agissait peut-être de détourner l'attention générale sur le fait que le blanchiment institutionnel à grande échelle était effectué côté Caraïbes, à partir de l'alliance unissant les parrains contrôlant les organisations de Ciudad Juarez et de Matamoros aux autorités gouvernementales (régionale et nationale) et présidentielle.

Malgré tout, l'alliance objective entre groupes politiques et certains clans criminels est maintenue, permettant l'intégration des activités souterraines au système, à la fois sur le plan politique, mais également à un niveau économique. Comme justification de cette intégration, la défense des intérêts nationaux joue *à plein*, pour les politiques comme pour les narco-trafiquants ; c'est ainsi que le patrio-

tisme des *capos* mexicains de la drogue contribue à ce qu'une bonne partie de leurs bénéfices revient s'investir au pays, soit par l'intermédiaire du racket institutionnel, soit à travers la corruption dont bénéficient les grands caciques politiques, soit par le processus de blanchiment/recyclage (dans l'hôtellerie, le commerce, l'agriculture, le tourisme...) opéré par les narcos eux-mêmes. Et ces investissements sont effectués directement par les acteurs mexicains ; les Colombiens qui ont voulu, pour leur propre compte, blanchir et recycler au Mexique leurs bénéfices illicites ont été purement et simplement éliminés (assassinés ou emprisonnés). C'est pour les mêmes raisons qu'à un certain moment, les *capos* mexicains n'ont plus accepté leur statut de sous-traitants des *capos* colombiens, au sein de l'entreprise qui consiste à passer la cocaïne aux Etats-Unis, et qu'ils ont exigé d'être des partenaires à part entière de ce commerce. Ce nationalisme affiché des narcos mexicains explique également pourquoi ils bénéficient d'une telle reconnaissance sociale, et pourquoi les autorités (politiques ou académiques) font preuve d'autant de mansuétude à leur égard. La communauté nationale sait protéger ses enfants qui lui sont restés fidèles.

Ce système a ainsi permis au Mexique de devenir l'un des Etats du continent américain qui s'est le mieux organisé pour répondre à la demande des consommateurs américains ; c'est l'Etat qui a su transformer sa rente géographique en une formidable source de revenu, captant un droit de passage pour les drogues étrangères, s'assurant le quasi-monopole du transport ainsi qu'une partie de la distribution aux Etats-Unis, et produisant sur son sol suffisamment de cannabis et de pavot pour assurer une bonne partie de la demande américaine. Mais c'est surtout l'Etat dont le système politique a été le mieux armé pour affronter la puissance des narco-trafiquants et la convertir, au point qu'elle contribue à la bonne marche des affaires intérieures, et n'entrave pas les bonnes relations bilatérales avec le voisin du Nord. Le Mexique apparaît donc comme le pays dont le territoire entier constitue la plaque tournante stratégique du trafic de drogue sur le continent américain ; cette *rente géographique* que constitue le territoire mexicain a permis aux narco-trafiquants de bâtir leur pouvoir (leurs alliances et leurs guerres de chefs) sur le contrôle des routes de la drogue, en faisant aboutir celles-ci au Mexique, l'ultime destination avant le passage aux Etats-Unis. Le Mexique a ainsi pu capter la drogue provenant :

1) des *routes internationales* de la cocaïne sud-américaine, des précurseurs chimiques ou des substances psychotropes originaires d'Europe ou d'Amérique du Sud, et de l'héroïne asiatique ;
2) des *routes nationales* de la commercialisation locale et du transport transnational de la marijuana, de la morphine base et, depuis 1993, de l'héroïne produite au Mexique.

Les différentes organisations nationales se partagent donc le territoire, contrôlant à la fois une grande partie des cultures locales ainsi que les routes du trafic national et international ; la production permet d'amortir la crise économique, en favorisant les secteurs liés au commerce ; les organisations criminelles du nord du pays assistent celles de l'intérieur pour le passage de la marchandise de l'autre côté de la frontière ; les mêmes organisations possèdent leurs réseaux de distribution aux Etats-Unis, et elles blanchissent, ensuite (directement ou institutionnellement), leurs bénéfices, pour soutenir le système économique des deux pays. Les différents clans mexicains (politiques et criminels) "gagnent" donc sur tous les plans.

Dans ces conditions – compte tenu que toutes les informations présentées ici à l'appui de l'analyse ne constituent pas des révélations, et qu'elles sont donc parfaitement connues aux Etats-Unis, dans les services de la Maison Blanche, du Département d'Etat et du Congrès –, une question reste pendante : pourquoi les autorités américaines, si promptes à réagir militairement, économiquement et diplomatiquement (sur la base de critères puritains ou nationalistes) pour défendre la santé morale et physique de leur jeunesse – qui serait pervertie par les trafiquants de drogue andins ou asiatiques – font-elles une exception notoire pour ce qui concerne la dénonciation de cette collusion entre clans criminels et groupes politiques au Mexique ? La réponse la plus plausible semble être d'abord de l'ordre de la géopolitique qui impose un pragmatisme politique à partir duquel sont définies les décisions des autorités américaines en matière de politique étrangère, et notamment vis-à-vis du Mexique qui est le voisin le plus immédiat des Etats-Unis ; en effet, il est indispensable pour les gouvernants des Etats-Unis d'entretenir de bonnes relations avec un Etat qui a toujours été considéré comme un *Etat-tampon* ou un *Etat-relais* entre leur pays et l'Amérique centrale et du Sud ; de plus, condamner le Mexique – en lui enlevant la certification, par exemple – reviendrait à admettre la responsabilité "coupable" des politiques américains (président et membres du Congrès) qui ont décidé et adopté l'ALENA avec l'objectif d'intégrer le Mexique au sein de leur communau-

té économique. La stabilité politique au Mexique paraît donc être la préoccupation première des autorités américaines, qui implique d'éviter à la fois que la situation politique mexicaine ne se détériore au point de déboucher sur une guerre civile, ou que la situation économique ne soit trop catastrophique au point de provoquer un afflux de migrants aux Etats-Unis ou une remise en cause du système politique de pacification sociale établi au Mexique. C'est pour cette raison que se trouve occultée l'implication des responsables politiques mexicains dans le processus de canalisation institutionnelle des bénéfices de la drogue, à condition que cette collusion débouche sur une amélioration de la situation économique, et qu'elle permette de garantir la stabilité du système politique au Mexique. Un autre élément de réponse semble concerner des motifs de politique intérieure américaine : la forte présence de la communauté mexicaine aux Etats-Unis, et notamment dans les Etats du Sud, impose aux autorités de prendre en compte la spécificité de cette communauté qui se caractérise par les nombreux liens entretenus avec la famille restée au pays ; de plus, la survivance de certains *habitus* de la culture mexicaine – même si celle-ci se retrouve "métissée" par des habitudes de consommation et un mode de vie différents – conforte la communauté mexicaine vivant aux Etats-Unis dans son statut de groupe ethnique solidaire et collectivement actif. Il ne fait aucun doute qu'une situation politique chaotique au Mexique aurait des répercussions sur les modes d'intégration de cette communauté en territoire nord-américain, et pourrait déboucher sur des troubles sociaux reflétant les divisions du pays d'origine, et utilisant les mêmes méthodes de violence pour exprimer ces divisions ; la paix civile au Mexique est donc une garantie du contrôle social de la population mexicaine ou d'origine mexicaine (légale ou clandestine) vivant aux Etats-Unis, par les autorités de ce pays. Toutes ces raisons expliquent la tolérance et la discrétion des responsables politiques américains vis-à-vis de leurs homologues mexicains en ce qui concerne les implications de ces derniers en matière de trafic de drogue ; il s'agit en fait de soutenir le régime en place parce qu'il est le meilleur garant de la stabilité politique qui fonde la pacification des rapports sociaux au Mexique... Mais nul doute que si le PRI vient à se décomposer au point de faillir à cette mission, le gouvernement des Etats-Unis changera son fusil d'épaule. Pour le moment, le PRI est toujours considéré comme un allié incontournable et efficace ; c'est ce qui explique que les représentants politiques mexicains sont rarement mis en cause, à condition qu'ils se montrent suffisamment répressifs – dans leur lutte

contre les gros trafiquants qui dépassent les limites du médiatiquement supportable, ou contre certains petits trafiquants – afin de préserver la bonne conscience et "la moralité" des deux gouvernements. Pour ce faire, les autorités américaines émettent épisodiquement certains rappels à l'ordre destinés à leurs alliés mexicains, et elles sont prêtes à apporter leur concours aux forces de répression mexicaines, mais il s'agira toujours d'un interventionnisme discret, afin de ne pas heurter la susceptibilité nationaliste mexicaine et d'éviter ainsi que ne resurgissent des comportements racistes de part et d'autre – fruits de réminiscences et de frustrations historiques latentes, et d'un double rapport (toujours présent et mal vécu) dominant-dominé côté mexicain, et civilisé-sauvage côté américain. Les raisons d'une telle tolérance pourraient être aisément transposées aux rapports que la France entretient avec le Maroc, pays qui est le premier pays exportateur de haschisch dans le monde et à destination de l'Europe, le premier fournisseur de la France et un relais essentiel dans le trafic de drogues dures en direction du territoire européen[86].

Il est finalement remarquable de constater comment un système politique favorise une redistribution financière et économique d'une partie des bénéfices réalisés à sa marge externe. Mais il est tout aussi évident qu'une telle forme de redistribution se heurte à certaines limites :

* *limite sociale*, car elle se fonde sur des méthodes clientélistes qui sont intrinsèquement inégalitaires (ce qui permet de comprendre les difficultés de la classe moyenne mexicaine à se constituer, mais aussi la reproduction d'une pauvreté chronique même en période de croissance, les maîtres de clientèle finissant par ne plus savoir développer que des stratégies d'assujettissement politique et d'obligation financière génératrice d'endettement) ; de plus, le développement de l'économie souterraine, qui favorise l'émergence de sociétés parallèles hors de la légalité, peut remettre en question l'intégration sociale et politique, ainsi que la pacification des rapports sociaux, dans un contexte où la violence n'est plus le monopole des agents liés au pouvoir, mais tend à se généraliser dans l'ensemble des couches sociales ;
* *limite politique*, car le clientélisme (à travers les caciques qui en contrôlent le fonctionnement à leur profit) constituera toujours non

86. Selon un rapport de l'Observatoire Géopolitique des Drogues (1994) qui précise, en outre, qu'au Maroc, « *les revenus des dérivés du cannabis représentent la première source de revenu du pays* ».

seulement un obstacle aux revendications démocratiques (fondées sur un plus de reconnaissance par le mérite, de transparence dans la gestion des affaires publiques, de justice égalitaire...), mais également un risque de contagion – dans un contexte de crise de redistribution et de mondialisation des échanges et des communications – des systèmes démocratiques existants, chaque fois plus répressifs afin de lutter contre l'extension de pratiques criminelles liées au développement des économies souterraines ; c'est ce qu'expriment les termes d'un rapport de la DEA, rédigé à l'attention du comité des affaires étrangères du Sénat américain, et dans lequel il est mentionné que « *c'est la première fois dans l'histoire des Etats-Unis que des entreprises du crime organisé opérant à l'extérieur de nos frontières sont en mesure de commettre des actes illicites à l'intérieur de notre nation* »[87] ; les mafias de la drogue ne gangrèneraient plus le système à domicile, comme auparavant, mais à distance, depuis les pays producteurs ; telle serait la justification de l'interventionnisme américain dans les affaires de répression (notamment à travers l'extradition des parrains de la drogue vers les Etats-Unis) et de lutte contre la culture ou le trafic de drogue ; mais, dans les pays producteurs ou transitaires, la corruption qui fonde le clientélisme aura tendance à s'auto-alimenter – la corruption produisant la corruption, au service d'un pouvoir abandonnant sa fonction de redistribution ou d'enrichisement partagé et privilégiant l'objectif de sa reproduction ; dans ce cas là, l'objectif de reproduction du pouvoir se substitue à l'exercice du pouvoir, ce qui peut justifier toutes les pratiques autoritaires, et notamment un usage systématique de la violence ; à ce stade encore, corruption et violence sont donc liées[88], mais il faut aussi reconnaître que, lorsque diminuent les capacités de redistribution liées à la corruption, les moyens de neutralisation des rivaux qui consistaient naguère en l'utilisation de l'argent et la recherche du compromis, tendent à être remplacés par la banalisation du meurtre comme moyen de trancher les conflits d'ordre politique ou économique, même dans les hautes sphères du pouvoir ; c'est pour cela que les risques d'ingouvernabilité ou d'autonomisation de certains pouvoirs régionaux sont à prendre en considération, qui

87. Rapporté par *El Financiero* du 28 novembre 1995.

88 Cf Salama et Valier, *Pauvretés et Inégalités dans le Tiers Monde*, p 108-109

permettent à de grands caciques (notamment dans les narco-Etats mexicains du Sonora, Guerrero, Tabasco, Yucatan, Chiapas) d'abuser de méthodes arbitraires de gouvernement en dépit des lois et des recommandations d'un pouvoir central affaibli ;

* et enfin *limite économique*, car le caractère transnational des capitaux blanchis et recyclés n'autorise pas les investisseurs – qui ne sont plus directement des narcos, mais des opérateurs boursiers et des banquiers – à cultiver une "fibre nationaliste", et leur seul critère d'élection demeure la recherche de profits plus substantiels ; c'est pourquoi le recours à la marge n'a pu empêcher la crise monétaire et économique de décembre 1994 de se manifester au Mexique ; mais nul doute que la marge permettra d'en atténuer les effets, de la même manière qu'elle avait servi auparavant de catalyseur de la croissance.

Grâce à l'établissement de territoires clandestins réticulaires, le trafic de drogue est devenu une entreprise multinationale qui s'exerce contre l'Etat-Nation (ses frontières, ses lois et ses réglementations), mais qui nécessite un fort ancrage local car, sans territoire d'origine, ne sont possibles ni l'organisation de la circulation des marchandises, ni le retour des hommes à leur communauté, ni la formation des statuts sociaux. Le trafic de drogue impliquerait donc l'établissement de réseaux qui vont du local au multinational, transformant les espaces nationaux conquis en territoires *clandestins* (dérobés à la légalité juridique, qui existent au su des représentants du système légal, tout en étant dissimulés, pour ne pas les incommoder) ; ici seraient développées des stratégies fondées sur la corruption et la violence exercées contre l'Etat, mais avec l'assentiment de certains des représentants de l'Etat qui, participant au commerce illégal, auraient intérêt à ce que ces activités se perpétuent. Métissé d'identité et d'exclusion, le territoire clandestin apparaît comme un territoire intégré au territoire légal, le légal et le clandestin formant les deux facettes du même territoire réel. Le territoire sur lequel s'opère le trafic de drogue et le blanchiment/recyclage des bénéfices serait donc, en fait, un territoire institutionnel où le géographique et le politique s'interpénètrent ; où les champs, les réseaux et les routes constituent la base locale de l'expression illégale du politique ; où rien ne se produit sans assentiment politique, sans accord préalable, institué et intéressé, des représentants politiques ; car, autant l'autarcie géographique que l'autonomie politique resteront des hérésies nationales qui sont à proscrire

parce qu'elles peuvent contribuer à la délégitimation des autorités clientélistes établies.

CHAPITRE V

LA FRIME TRAGIQUE DU NARCO

Expression matérialisée d'un pouvoir rebelle, les "palais kitsch" des narco-trafiquants sont d'abord l'objet d'une crainte (on s'en éloigne, de peur d'être pris dans le feu d'une action imprévisible), d'une répulsion (le "mauvais goût" de ces architectures monumentales paraît évident bien que confortable) et d'une interrogation (comment se fait-il qu'on ne les arrête pas, si tout le monde sait où ils habitent ?). En fait de pouvoir, il serait peut-être mieux approprié de caractériser ces architectures comme la manifestation d'un pouvoir de la marge, qui ne peut se construire qu'avec la complicité des agents officiels de la société et de l'Etat. Les notaires, les architectes, les policiers, les commerçants, les voisins participent tous, chacun à sa manière, à la légitimation de ces acteurs de l'économie souterraine illégale que sont les narco-trafiquants. De plus, parce que la réalisation de telles constructions monumentales est assimilable à des pratiques de blanchiment de l'argent sale, elle nécessite l'utilisation de tout un réseau de prête-noms qui appartiennent au cercle des personnes de confiance du narco-trafiquant.

La narco-architecture est également l'expression du rêve de celui qui la commande ; souvent, il n'existe aucune limite financière à sa réalisation si bien que le rêve peut être pleinement assouvi : en ce sens, il est possible de concevoir cette architecture comme un espace parfait. Lieu de l'utopie matérialisée, la construction n'en demeure pas moins insérée dans le réel Sur la base de quels modèles se marque l'utopie dans l'organisation spatiale ? et comment s'effectue le passage au réel et le lien au monde ? Pour répondre à ces questions, il sera nécessaire de croiser le thème de l'utopie à celui du pouvoir : le pouvoir exercé de l'intérieur, à travers une organisation socio-spatiale parfaite ; le pouvoir exercé par

le monde extérieur hostile, toujours susceptible de déranger et de menacer l'organisation sociale intérieure.

Enfin, la représentation que se fait le monde extérieur de ce qui se passe au sein de ces demeures mystérieuses semble un élément important à prendre en considération. La narco-architecture représente ici un mythe : celui de l'homme qui a connu bien des aventures et qui se repose, tout en continuant d'être dangereux et d'échafauder des plans ; son ombre plane sur le quartier, sa réputation est amplifiée par la rumeur populaire qui se nourrit du récit plus ou moins inventé de sa vie tumultueuse. Et puis, ces histoires ont une preuve : la maison existe. Là aussi le mythe rejoint la réalité et se transforme en modèle ; la maison devient le modèle d'une certaine réussite sociale et beaucoup pensent que l'homme qui l'habite la mérite bien car il a pris beaucoup de risques, au péril de sa vie, pour devenir ce qu'il est : un notable invisible, une autorité intransigeante qu'on craint, un mort en sursis.

La méthode d'analyse utilisée ici sera celle de la *typo-sociologie*, qui consiste à associer les formes, les fonctions qu'elles abritent, et le contenu social qui les fonde. En effet, un tissu urbain comprend une succession de types – produits de l'histoire des modes de construction, et des modèles sociaux d'identification à des formes distinctives – qui aboutissent à constituer une cohérence urbaine plus ou moins composée, et à un partage de l'espace urbain (entre groupes sociaux qui se divisent l'espace, entre formes architecturales qui le marquent) ; mais chaque groupe social affirme sa présence et son pouvoir par le choix d'un type d'habitation caractéristique et personnalisé. L'analyse typologique consiste donc à prendre en compte la manière dont certains types se déduisent les uns des autres (par croisements, adjonctions ou modifications), tandis que l'apport de la sociologie présuppose que le social (à travers les relations de pouvoir, de domination, de distinction, mais aussi à travers la capacité financière à s'approprier l'espace) régit la ville, autant dans ses variations typologiques que dans sa structure globale. En considérant la ville comme un miroir de relations sociales matérialisées, se trouve ainsi évité le double écueil du fonctionnalisme (par lequel l'espace est arbitrairement zoné de par le supposé coup de force démiurgique de l'urbaniste ou du prince) et du formalisme (qui privilégie les formes par rapport à leur contenu social). C'est de cette manière que sera développé le sujet de l'habitation des narco-trafiquants mexicains. Il existe au Mexique différents types de narco-trafiquants, mais nous nous

concentrerons sur la catégorie des *narco-trafiquants en activité, habitants des villes, parrains et patrons*, en considérant leurs maisons comme l'expression d'un pouvoir et d'un mode de vie particuliers. Les observations ont été recueillies à partir d'une série de témoignages auprès d'architectes, d'avocats, de narco-trafiquants, en dépouillant la presse locale, et enfin, sur la base d'une expérience de voisinage, vécue au Mexique.

A. LES MODES DE LA LÉGITIMATION

Les narco-trafiquants sont intégrés dans le paysage urbain mexicain. Ils participent au folklore régional, à l'animation urbaine – exprimée sous la forme d'une violence extrême –, aux rapports de pouvoir établis et à la redistribution des richesses. Ils sont, en fait, le reflet d'une société où la violence soude les rapports sociaux et où la corruption préside à l'établissement des rapports de pouvoir ainsi qu'à la redistribution des richesses. Nouveaux caciques aux pouvoirs étendus, ils représentent une forme d'institutionnalisation de l'illégalité ; leurs demeures sont la matérialisation de cette institutionnalisation. Ils sont là sans avoir le droit d'y être, sans être vus, cachés derrière les hauts murs qui ceinturent leurs maisons . mystérieux mais omniprésents. Tout leur est reproché en général, mais il ne faut accuser personne en particulier, car il y a toujours la crainte d'un risque de représailles. La rumeur véhicule leur présence et leur puissance ; certains lieux sont même connus pour être leurs points de rencontre ou de divertissement (bars, restaurants, hôtels de luxe, discothèques, manifestations musicales ou sportives comme les combats de boxe). Bref, ils sont là. Parmi les narco-trafiquants installés, riches et puissants, il faut distinguer trois sous catégories : *le narco établi*, vivant bourgeoisement parce qu'il bénéficie soit d'une couverture légale, soit d'une protection, *le narco recherché*, en fuite, mais susceptible de réapparaître à chaque instants pour régler ses comptes, et *le narco parvenu*, impuni et continuant plus ou moins à trafiquer, tout en profitant de son patrimoine. Mais tous entretiennent une suite d'employés (hommes de main, gardes du corps, avocats, hommes d'affaires, comptables) ; tous peuvent également être un jour ou l'autre sacrifiés sur l'autel de "la politique des quotas" qui impose aux autorités

de cibler autoritairement les victimes de la répression ; tous peuvent subir, à tout instant, les effets d'un retournement d'alliances à la faveur d'une rotation du personnel politique.

Le réseau d'influence

Lorsqu'un narco-trafiquant fortuné choisit de s'établir dans une grande ville (généralement la capitale d'un Etat), il doit être assuré de pouvoir construire sa maison, d'y installer sa famille et d'être en mesure de conserver son patrimoine. Pour cela, il va s'entourer de toutes les garanties juridiques nécessaires, et rechercher la protection des autorités politiques et policières.

Sa couverture, au regard de son voisinage, consistera à se faire passer pour un entrepreneur qui a réussi et qui investit une partie de sa fortune dans l'immobilier. Après avoir choisi le quartier dans lequel il va poser son domaine (généralement un quartier périphérique de haut standing, et où résident déjà d'autres personnalités impliqués dans la grande corruption institutionnelle ou dans des affaires aux frontières de la légalité), il prendra possession d'un lot encore libre. Si le lot est en vente, il n'en discutera pas le prix ; si le lot est conservé par son ancien propriétaire à des fins de spéculation foncière, il en proposera un prix tellement au dessus du marché que le propriétaire se laissera facilement convaincre. L'opération sera ensuite légalisée devant un notaire. Les discutions avec le vendeur auront été préalablement effectuées par un homme d'affaire (avocat ou homme de confiance) du narco-trafiquant, et ce dernier ne se montrera qu'au moment de la signature de l'acte, devant le notaire – quelquefois, le narco-trafiquant n'apparaît même pas physiquement au cours de la transaction, lorsqu'il a recours à des prête-noms (amis ou parents). Vient alors le moment de choisir un architecte afin de réaliser la construction. Le narco-trafiquant sait quel genre de construction il désire : ses modèles sont ceux des villas (de ses amis ou relations de travail) qu'il aura eu l'occasion de connaître et qui l'auront impressionné ; il voudra la même "en plus beau", c'est-à-dire en plus ostentatoire, en plus luxueux. Car le pouvoir, dans son système de valeur, c'est quelque chose qui se démontre en se montrant ; le pouvoir, c'est d'abord avoir plus et mieux que son semblable (rival ou concurrent). Pour cela, il choisira un architecte qui lui aura été recommandé, et qui est un habitué de ces demandes spéciales ; il discutera directement avec celui-ci, lui montrant des photographies de maisons qui lui paraissent des modèles

à reproduire pour son compte, et qu'il désire personnaliser par un aménagement particulier. L'architecte réalisera un plan et un devis qu'il soumettra au comptable (employé du narco) et auquel il devra se tenir, car il ne peut prendre le risque d'un dépassement injustifié, sous peine de représailles. Le chantier commencera et, de temps à autre, à des heures tardives ou très matinales, en prévenant l'architecte au dernier moment, le narco-trafiquant viendra visiter le chantier afin d'ajouter certains éléments à la construction, ou d'en remplacer d'autres, selon ses caprices. Les paiements seront effectués en liquide, le plus souvent en dollars. Pour ce genre de narco-trafiquants, la valeur des choses importe davantage que leur coût ; il a les moyens de payer, mais, son honneur et l'égard dû à sa personne lui imposent la meilleure qualité des matériaux de construction, une réalisation qui corresponde à son bon vouloir ainsi qu'un respect scrupuleux des devis de la part du maître d'ouvrage. S'il doit y avoir un surplus, soit il sera consenti par le commanditaire comme un cadeau, soit il devra être justifié de la part de l'architecte et correspondre à un dépassement motivé par une demande non prévue initialement.

La couverture du narco-trafiquant n'abuse personne, mais elle est nécessaire pour préserver les apparences. De la même façon que, dans le système politique clientéliste, coexistent séparément l'Etat et le droit, sans déboucher sur la constitution d'un Etat de droit, dans la vie quotidienne, l'étalage de la richesse doit donner l'apparence d'une origine légale et morale des moyens utilisés pour son acquisition. Mais, derrière cette apparence existe toute une organisation institutionnelle qui constitue le fondement du commerce de la drogue et qui débouche sur la protection du narco-trafiquant. Car une maison, c'est d'abord la forme de légitimation d'une existence, et, sur le plan professionnel, l'aboutissement d'un travail et le fruit d'une contribution à l'effort collectif. En l'occurrence, cet effort collectif est réalisé à travers le partage d'une rente – sous le contrôle de certains représentants de l'Etat – dont le narco-trafiquant constitue un des maillons. Il est le maillon illégal sans lequel le blanchiment ne peut être effectué. La maison et la sécurité liée à l'enracinement sont la récompense de ce travail, ainsi qu'un gage de la poursuite du commerce pour ceux qui en profitent légalement et à l'abri du pouvoir institué.

La construction d'une maison est autorisée en remerciements des services rendus par le narco-trafiquant aux représentants du pouvoir légal, et comme une preuve de confiance réciproque ; ceux-ci viendront

visiter le narco dans sa demeure où seront organisées des fêtes qui scelleront le lien existant entre les sphères de la légalité et de l'illégalité : le lien criminel d'un commerce illégal, mais toléré. Telle est la raison pour laquelle la confiance ne sera jamais totale car elle ne peut pas déboucher sur des alliances familiales, par exemple, qui unirait les deux sphères. Un narco reste et restera un narco, chargé des basses besognes, et les deux mondes, même si leurs maisons se ressemblent parfois, ne pourront pas se mélanger officiellement, au risque de compromettre la carrière des acteurs qui se trouvent du côté de la légalité. C'est ainsi qu'au cours de fêtes particulières ou à certaines occasions, les personnalités de l'appareil légal pourront bien apparaître discrètement dans la demeure du narco-trafiquant ; mais, bien que la réception soit somptueuse, elle symbolisera néanmoins une allégeance du narco-trafiquant au pouvoir politique qui reste le pouvoir dominant, malgré la corruption dont il bénéficie, mais surtout grâce au racket qu'il impose au narco installé. Aussi bourgeoise soit-elle, la maison du narco-trafiquant ne pourra faire disparaître cette différence de statut qui impose à chacun de demeurer à sa place : les politiques cultivent le pouvoir légal et les narcos font du commerce illégal toléré.

Les méthodes de protection

A travers son habitation, le narco se découvre et devient vulnérable : on sait où le trouver, et même s'il continue à vivre dans une semi-clandestinité, sa famille reste à demeure et il est toujours possible de le pressionner à travers elle. Qui sont les ennemis potentiels du narco ? ses rivaux, les représentants du pouvoir politique (qui est toujours susceptible de modifier les alliances existantes entre certains groupes politiques et certains clans de narco-trafiquants) et les forces de l'ordre agissant pour leur propre intérêt (financier par le racket imposé aux narcos, ou stratégique lors d'une rupture du contrat de confiance entre les autorités policières et un clan de narco-trafiquants qui étaient associés).

Car, contrairement aux apparences, le narco-trafiquant est le maillon le plus faible de l'organisation institutionnelle du trafic de drogue. D'abord parce que c'est lui qui endosse la part de l'illégalité, et ensuite parce qu'il ne contrôle que momentanément ses alliances. En effet, le laisser-faire dont il bénéficie de la part des autorités légales constitue une dette qu'il accumule vis-à-vis de l'Etat : l'illégalité tolérée est sa dette ; les autorités légales ne s'embarrassent du respect d'aucun contrat, dans ce

monde où le plus fort détermine unilatéralement la durée du contrat. Les autorités légales compromises pourront donc à tout moment se retourner contre le narco-trafiquant, à l'occasion d'un changement de gouvernement et de la formation d'autres alliances dominantes, ou sous la forte pression des autorités américaines (présidence, Congrès ou forces de répression comme la DEA ou le FBI), lors de l'attribution de certaines aides bilatérales. Dans ce dernier cas, le narco-trafiquant sera sacrifié sur l'autel de l'intérêt géopolitique supérieur. Il peut aussi être menacé soit par les rivalités au sein de l'appareil institutionnel légal (par exemple, le ressentiment des militaires vis-à-vis des forces de la police judiciaire, ou réciproquement, ou à l'occasion d'une injustice dans le partage des fruits de la rente), soit par la concurrence que se livrent les narco-trafiquants entre eux pour le monopole territorial de certaines places ou pour toute autre raison liée à la volonté de domination d'une bande criminelle sur une autre (dans un contexte où les instances de pacification sont rendues de plus en plus inopérantes à cause de l'énormité des enjeux et de la multiplication de bandes autonomes et incontrôlées).

Pour toutes ces raisons, le narco-trafiquant va construire sa maison avec l'intention de se protéger d'un monde extérieur qu'il sait hostile a priori, et incertain. L'organisation architecturale privilégiera donc certains éléments distinctifs à travers lesquels l'isolement spatial sera une condition de protection des personnes résidantes : les barreaux aux fenêtres, des murs d'enceinte élevés au dessus des normes autorisées, une sur-utilisation de moyens électroniques de surveillance. Tout cela contribuera à isoler la maison du monde extérieur, à préserver les personnes et les activités qui s'y déroulent des regards indiscrets ou des intentions malveillantes. En cas d'attaque des ennemis (police, rivaux), tous ces systèmes de sécurité serviront à allonger le temps de la fuite ou celui de la riposte.

La protection ne se réalise pas uniquement à travers des moyens matériels ; elle est également humaine et armée. En plus des gardiens, chauffeurs et gardes du corps qui font rempart de leurs personnes pour protéger, de l'intérieur, le narco, sa femme et ses enfants, il faut également mentionner tous les hommes de main qui viennent de l'extérieur, et se relaient pour assurer la sécurité des résidents. Ceux-ci sont des professionnels des opérations armées, car ils sont issus la plupart du temps des rangs des forces de l'ordre ; débauchés ou corrompus ou en rupture de la légalité – lorsque le narco a organisé leur évasion de la prison où ils étaient enfermés (pour abus de pouvoir, meurtres, corrup-

tion, consommation de drogue) – ils sont tous sous la dépendance du narco-trafiquant qui assure leur entretien matériel, financier, et les pourvoie en drogue pour leur propre consommation – puisque la plupart des narco-trafiquants et leurs hommes de main sont eux-mêmes cocaïnomanes. Ils sont également dépendants du narco par le fait que celui-ci est non seulement leur maître (le parrain), mais également leur père qui les a adoptés, reconnus, les rassure, les valorise, leur donne un travail (des missions à lourdes responsabilités), une identité, leur fait confiance, les punit lorsqu'ils fautent, les récompense quand ils le méritent, assure leur défense s'ils sont pris, et surtout, les intègre à sa famille. Telle est la raison pour laquelle il y a autant de pièces et de dépendances dans les maisons des grands narcos : il faut bien loger tout ce personnel rapproché des cadres de la bande ; ils font partie de la famille, mais ne vivent pas en permanence dans la maison.

Enfin, la protection est d'ordre technique. En effet, le grand narco mexicain contrôle un vaste territoire et se trouve à la tête d'une multinationale souterraine intégrée au système national. De ce fait, il entretient un rapport constant avec ses partenaires colombiens, ses avocats d'affaires, ses agents intermédiaires nord-américains, les gérants de ses multiples commerces et entreprises. Isolé dans sa demeure, il doit donc pouvoir être relié au monde, par delà les frontières régionales ou nationales. C'est ce qui explique la présence d'antennes paraboliques sur le toit de sa maison, l'utilisation des moyens de communication les plus sophistiqués comme les téléphones cellulaires ou le fait que les capos de la drogue ont à leur services des techniciens en communication dont la mission est de leur fournir les installations les plus performantes et les plus sûres, c'est à dire capables de brouiller les interférences, piratages et écoutes des services de sécurité ; en effet, il est déjà arrivé que le FBI infiltre les téléphones cellulaires de certains grands capos, ainsi que les cabines téléphoniques publiques qu'ils utilisaient pour leurs communications les plus compromettantes. Lorsqu'un "coup" se présente, il faut le préparer longuement – et souvent à distance ou en ayant recours à des intermédiaires – et, le moment venu, il faut agir immédiatement en mobilisant une force d'intervention souvent nombreuse.

La maison du grand narco est donc à la fois un monde fermé sur l'extérieur proche, et en relation réticulaire avec l'espace le plus lointain. Mais, si le danger est partout, il surviendra *hic et nunc*, par surprise, au moment où on s'y attend le moins. Et ce jour là, la demeure du narco deviendra un piège et peut-être son tombeau. Afin de prévenir le danger

lié à son séjour dans une demeure fixe et fermée, le capo fera construire dans sa maison des caches ou des sorties discrètes · des portes donnant sur l'extérieur et dissimulées par des placards, une double sortie sur deux rues différentes, un souterrain pouvant relier sa maison à la maison voisine dont il est également propriétaire ; c'est pourquoi, lors d'une attaque des forces de l'ordre, celles-ci encerclent toujours l'îlot où se trouve la maison du narco ; elles occupent également la maison longtemps après l'assaut, afin de débusquer les éventuels occupants qui se seraient cachés à l'intérieur. Si le grand narco évite de se montrer au monde, c'est afin d'entretenir la confusion sur l'endroit où il se trouve. Pour cela, sa demeure peut également se révéler tentaculaire et multiple, car il possède de nombreuses maisons secondaires de sécurité et de repli (des "planques") dont les propriétaires déclarés sont ses associés ou ses prête-noms ; là, tout est prévu (nourriture, armement) pour soutenir un siège ou attendre que passe la tourmente, c'est-à-dire que soient conclues les négociations avec les autorités (par l'intermédiaire des avocats) visant à la redéfinition, à la recomposition ou à la rupture des anciennes alliances Et dans ce dernier cas, le *capo* pourra vendre chèrement sa peau, en décidant d'affronter par la terreur l'Etat lui-même, ses représentants, ses institutions ; dans ce cas de figure, le narco ne pourra plus résider dans la maison familiale ; en fuite, il deviendra imprévisible et restera invisible jusqu'au jour de la confrontation finale où il n'hésitera pas à risquer sa vie pour ne pas être condamné à la torture, au chantage exercé contre sa famille ou à la prison à vie.

Tout cela explique que le narco-trafiquant vit pleinement son présent, et accumule le maximum de ressources pour pouvoir subvenir aux besoins de la famille dont il est le chef et dont il sait qu'il peut être séparé un jour, soit par la mort, soit par la prison. Lorsque le narco-trafiquant tombera en disgrâce et sera pris, plus aucun privilège, ni protection ne lui seront accordés , on le torturera pour qu'il avoue où il a caché ses bénéfices, et qui sont ses complices du monde souterrain (pour ce qui est des complicités au sein de l'appareil policier, gouvernemental ou politique, il restera tenu au secret inviolable, sous peine de mesures de rétorsion contre les membres de sa famille restés en liberté) ; ayant perdu toute protection officielle, il demeurera, même incarcéré, le protecteur de sa famille. En fait, le narco-trafiquant est respectueux des valeurs traditionnelles de respect de la famille quels que soient les moyens utilisés pour subvenir aux besoins de celle-ci. La morale doit être sauve : « *certes, il a assassiné et il a fait commerce de mort, mais il était un*

bon père qui se préoccupait de l'avenir de ses enfants et dont l'épouse allait régulièrement à la messe ; il était également généreux avec ses amis et avec les gens de son village d'origine » ; telle est l'origine du *mythe du bon narco* qui a su conserver ses racines, les goûts, les valeurs de sa terre de naissance et les liens avec sa communauté rurale d'origine ; il est resté du peuple et ne s'est pas distancé comme l'ont fait les politiciens parvenus ou les entrepreneurs ayant réussi dans leurs activités, qui jouissent de la protection de la loi en échange de leur compromissions au système de la corruption institutionnelle. En effet, la corruption institutionnelle constitue l'autre rente qui légitime la rente criminelle illégale, car toutes deux participent du "bon" dessein de redistribution des richesses nationales au profit de l'ensemble de la collectivité, mais en réalité, au profit quasi exclusif des détenteurs du pouvoir économique, financier ou politique; le narco-trafiquant n'appartient à aucun ce ces trois mondes, raison pour laquelle il sera liquidé, le moment venu, sans aucun scrupule, par les responsables du pouvoir légal.

Le souci de conserver les liens avec sa culture d'origine transparait dans le fait que la plupart des membres de la domesticité du narco sont eux-mêmes d'origine rurale, recrutés parmi les parents et amis de ses hommes de confiance. Car, pour rencontrer un narco ou travailler à son service, de nombreuses recommandations sont nécessaires, qui permettent de filtrer les rapports sociaux ou professionnels en fonction du critère essentiel de confiance : la confiance de l'obligé envers le cacique, de l'esclave envers le maître paternaliste de clientèle, la servilité du paysan envers le seigneur propriétaire des terres. Les hiérarchies rurales sont bien plus résistantes aux changements que les rapports sociaux urbains, et les revendications démocratiques ont peu de prise sur des sociétés où l'appartenance à une communauté fixe à chacun son rôle et lui garantit la sécurité de le conserver pour lui et ses enfants. Et le monde restera bloqué par la pérennité de relations sociales... jusqu'au jour où l'exode rural, la télévision et l'ascension sociale par le développement du prolétariat et des classes moyennes bousculeront les structures rurales traditionnelles, leurs modèles, les hiérarchies qui les fondaient et les modes de vie qu'elles impliquaient. Le caciquisme urbain apparaîtra, comme une forme de recomposition des anciens rapports de domination, ce que pratique parfaitement le narco-trafiquant dans ses relations avec ses subordonnés. Ici, le salariat ne s'est pas encore vraiment imposé et ce qui compte avant tout, c'est le statut d'appartenir à une communauté organique

Mais, d'un autre côté, la richesse accumulée du narco a aussi transformé les goûts liés à sa culture d'origine. C'est pourquoi il adopte complaisamment les signes d'appartenance à la haute bourgeoisie (la nombreuse domesticité, les voitures de maître conduites par un chauffeur, les bolides de sport, la décoration exubérante plus ou moins raffinée, les peintures originales sur les murs, les sculptures ornementales, l'étendue de la parcelle...bref, tous les signes d'un luxe à profusion). La demeure devient donc un espace privatif de luxe, par excellence, réservée à ses habitants et devant servir, devant les visiteurs, à l'étalage des richesses acquises par son propriétaire.

Les pratiques de socialisation

Dans la plupart des cas, le narco-trafiquant va choisir de s'installer dans un quartier résidentiel tranquille, généralement périphérique, où les nouveaux riches peuvent disposer d'un espace étendu pour marquer leur territoire de tout le confort dont ils ont besoin ; piscine, jardins, garages pouvant abriter plusieurs véhicules, terrain de tennis, font partie de ces éléments de confort qui nécessitent une vaste superficie. Le mode de vie *grand-bourgeois* qui est la norme de ces quartiers, valorise la propriété privée et la consommation des ménages, au détriment d'une vie publique caractéristique des quartiers traditionnels où les habitations sont ouvertes sur la rue et où existent de nombreuses relations de voisinage.

C'est par souci déclaré de sécurité que les habitations sont fermées dans les nouveaux quartiers périphériques de standing élevé. Mais il faut également reconnaître que ce changement typologique résulte d'un mimétisme culturel qui reproduit les modes de vie, d'habiter et de construction nord-américains, par ces groupes sociaux qui sont parvenus au faîte de l'ascension professionnelle. Malgré tout, une vie sociale existe : les voisins se connaissent et se reconnaissent, même s'ils ne se fréquentent pas beaucoup, les enfants jouent ensemble et s'invitent mutuellement dans leurs maisons, certains services (l'eau, la sécurité) sont gérés en association, on se rencontre à l'église ou au supermarché .. Tout cela ne joue pas avec la famille du narco-trafiquant ; ici, la retenue est la règle, motivée par certains éléments qui ne trompent pas le voisinage : les fêtes, les plaques minéralogiques des voitures, la trop grande richesse sans connaissance de son origine, les relations de passage, le mystère entretenu (vitres opaques, escortes), la conservation d'un mode de vie villageois ou rural, la fermeture totale de la maison, la discrétion

appliquée aux relations de voisinage ; tout cela engendre la suspicion et l'exclusion de la part des habitants du quartier : « *il faut s'en méfier car ces gens là peuvent être dangereux* ». Ainsi, personne n'est dupe : les manières de "ces gens là" et leur mode de vie clandestin sont ressentis comme le résultat d'une richesse mal acquise. La rumeur véhiculera cette image et empêchera donc une réelle intégration – de proximité – des narco-trafiquants et de leur familles. Ceux-ci – ou du moins ceux qui se consacrent exclusivement à l'activité du trafic de drogue – ne chercheront pas non plus à se fondre au peuple moulé dans la norme ; leurs principales relations sociales se feront sur la base d'autres réseaux dont les membres leur ressemblent et partagent leurs plaisirs, leurs intérêts, leurs valeurs de vie, leur vision du monde et leur mode d'existence.

Quelles sont donc ces valeurs d'intégration sociale qui, par delà les formes architecturales distribuées dans l'espace, fondent la distinction des narco-trafiquants et caractérisent leurs demeures. . durant le temps qu'ils l'occupent ? Les narco-trafiquants ne sont ni des bourgeois de naissance ni des bourgeois d'adoption ; ils ne sont pas non plus des arrivistes ou des parvenus qui renieraient leurs origines. Les valeurs qui fondent leur identité résultent d'un *bricolage culturel* qui mêle des comportements d'entrepreneur dynamique, de grand bourgeois urbain et de riche *ranchero*. Comme le *ranchero*, le narco est propriétaire d'une ferme, souvent étendue, sur les terres de laquelle il pratique l'élevage ; comme le *ranchero*, il a conservé un caractère indépendant et autoritaire, et il est considéré comme le patron paternaliste sur son exploitation ; tous deux sont un peu comme un *cow boy* nord-américain qui serait devenu propriétaire de son ranch. La culture rurale du narco transparaît dans son comportement comme dans la décoration de sa maison ; c'est pourquoi les peintures de chevaux ou les trophées de corrida seront très prisés comme éléments de décoration dans les maisons des narcos, qui rappellent ainsi leur attachement à une origine rurale. Par ailleurs, le grand narco se comporte, vis-à-vis de ses serviteurs /obligés, en cacique paternaliste qui dirige toute l'entreprise illégale et qui concentre tout le pouvoir. Il dispose également de tout le pouvoir domestique et ne rend de comptes sur ses activités à aucune femme de sa famille, car son machisme lui impose une division hiérarchique des rôles à l'intérieur de la cellule familiale. Il aime les fêtes animées par des orchestres de commande, la musique bruyante et populaire, et il pratique volontiers l'abandon de soi dans l'alcool ou la drogue (le plus souvent la cocaïne).

Le vrai *macho* est celui qui lance des défis extrêmes et qui est

capable d'aller au delà des limites, même au prix de sa vie ; en ce sens, le narco est un *super-macho* ; mais il est surtout un *super-cacique*, car son mode de vie et les pratiques et valeurs qui le fondent sont finalement peu différents de ceux qui caractérisent le cacique traditionnel... si ce n'est que son activité est entièrement illégale, et qu'elle déborde le territoire local auquel se cantonnait le cacique traditionnel ; mais il se joue – comme ce dernier lorsqu'il pratiquait la contrebande – des lois, des autorités et des frontières. Le trafic de drogue n'est finalement qu'une variante de la contrebande traditionnelle, qui impose également de savoir corrompre les autorités et de disposer d'une logistique et d'un réseau humain fortement structurés. Le narco reste *ranchero* au fond de l'âme, c'est-à-dire maître incontesté sur son domaine et rebelle aux décisions du centre (de l'Etat) ; comme le contrebandier déjouant les douaniers, comme le *cow boy* en butte aux attaques des Indiens, il part et il revient, et il désire plus que tout conserver cette alliance entre la liberté du nomade, le danger de la vie et le réconfort de la famille lors des retrouvailles. D'autre part, comme les caciques ruraux, le narco base ses rapports de domination sur la menace et l'utilisation de la violence – même extrême –, mais également sur la redistribution généreuse comme forme de remerciement à une adhésion captive de ses obligés ; le narco reconnaîtra toujours la fidélité. Le rapport à l'argent constitue en effet un autre trait caractéristique du grand narco. Mis à part son souci d'assurer la sécurité à venir de sa famille, le narco n'accumule pas en fonction d'un quelconque matérialisme de thésaurisation : c'est un joueur et un "flambeur" qui brasse des sommes très importantes et qui dispose donc des moyens de redistribuer du plaisir sans compter, par exemple en laissant au restaurant un pourboire plusieurs fois supérieur au prix du repas ; son unique motivation sera de se façonner une image afin d'entretenir sa clientèle et de la maintenir captive, condition pour qu'il puisse réaliser ses rêves – et, en particulier, celui de disposer d'une maison qui le hausse au niveau apparent des plus grands notables dont il mime les comportements de caciques paternalistes.

Cette maison, à travers sa valeur financière et le souci apporté à sa réalisation, démontre l'attachement du narco à ce qui constitue la cellule finale de sa socialisation : la famille, c'est-à-dire non seulement *la famille restreinte* des parents, de l'épouse et des enfants, mais aussi *la famille élargie du clan* composée des frères et sœurs, des cousins germains et des neveux, et encore la famille étendue du sommet de la bande qui réunit les amis de plus grande confiance, les avocats détenteurs

des secrets et tout le noyau qui dirige et structure l'organisation, et enfin *la famille de base de la bande* des fidèles serviteurs exécutants. La famille face à l'Etat, la famille contre l'Etat, la famille comme valeur suprême de socialisation est ce qui explique qu'il n'y ait pas de repentis au Mexique, mais seulement des traîtres qui se vengent ou se font acheter par les autorités. Car pour être repenti, il faut croire en l'Etat, en sa légitimité supérieure et en sa possible réhabilitation lorsque cette légitimité est remise en cause par l'existence des mafias. Or, au Mexique, ni les agents de l'Etat, ni le peuple, ni les narcos ne croient en l'Etat comme autorité souveraine s'exerçant sur l'ensemble d'un peuple au travers d'institutions et d'un gouvernement indépendants des partis et des intérêts particuliers ; donc, il ne reste que ces intérêts particuliers et la famille, et le narco est celui qui est parvenu à fédérer les intérêts particuliers marginaux dans son organisation et à les concilier avec l'intérêt de sa propre famille : telles sont sa puissance et l'origine de sa légitimité. Il a su s'approprier, à travers ses trafics, une partie des immenses bénéfices de corruption réservés traditionnellement aux différents groupes et familles qui s'accaparent la rente d'Etat, ce qui constitue la manifestation la plus évidente de son machisme social – socialement et secrètement reconnu dans les couches les plus défavorisées ou les plus touchées par la crise des économies officielles légales. Dans la même logique que son attachement à l'institution familiale, le narco demeurera très respectueux de la religion, dont de multiples signes (icones, crucifix, bible...) sont visibles à l'intérieur de sa demeure ; il restera très croyant et élèvera ses enfants dans la religion car il se sait un croisé de la charité et un martyr de l'injustice sociale. Mais il préfèrera rester un croyant par délégation, car ce sont les femmes qui invoquent le pardon divin et la protection de l'au-delà – souvent d'une manière populaire païenne qui allie la vénération aux textes et rites sacrés avec des pratiques qui frisent la superstition ou l'idolâtrie.

Enfin, parmi les valeurs qui comptent, il y a l'attirance du pouvoir et sa manifestation, liées à l'exercice de la violence. Mais, si en dehors des limites du système, le pouvoir illégal de la marge est théoriquement illimité, il n'en reste pas moins circonscrit par les rapports obligés (de confrontation, ou d'alliance consensuelle) avec les représentants du système institutionnel légal. Or, même si l'Etat n'en a plus le monopole, sa capacité d'exercice de la violence sera toujours supérieure à celle des clans narcos pris isolément et vis-à-vis desquels l'Etat n'accepte aucune alliance captive ; à l'inverse, les narcos restent dépendants des autorités

étatiques chargées de faire respecter la légalité ou de tolérer son contournement Ainsi, le pouvoir du narco sera toujours un pouvoir conquis de haute lutte, mais délégué temporairement par les autorités établies. La légitimation sociale du narco à travers sa demeure est donc ce qui va le conduire à sa perte en le fixant (lui ou/et sa famille) à un lieu déterminé ; sa vie, sa réussite sociale sont un passage, un état éphémère , son impunité est en fait conditionnelle, de la même manière que sa maison paraît construite à la hâte et sans fondations. Le monde, la société, l'Etat représentent pour le narco l'origine de son enrichissement, mais également la cause de sa mort physique ou morale – c'est-à-dire, dans ce dernier cas, de la privation de sa liberté. Marchand de mort, la mort le retrouvera en cours de parcours.

En attendant, sa maison est là, animée et mystérieuse car, de l'extérieur, rien ne filtre des activités qui s'y déroulent. Ses occupants entretiennent peu de relations avec leur voisinage ; seules quelques discrètes allées et venues peuvent être observées ainsi que le manège quotidien du chauffeur qui amène les enfants à l'école chaque matin et les ramène en milieu d'après-midi. Il faut en effet beaucoup de discrétion pour traiter des affaires – qui sont toujours à la marge de la légalité – avec des partenaires qui, eux, sont souvent les représentants de cette légalité. La maison reflète cette mixité duale : imprégnée du modèle (architectural) bourgeois, elle n'en demeure pas moins à la marge de la normalité (sociale) ; elle se révèle à la fois comme un espace *exceptionnel* de rencontres, de réception, de rires, de soûleries, d'échafaudage de plans aventureux, de théatralisation, mais également comme le lieu d'une vie familiale bourgeoise qui tend vers "la normalité" sans jamais pouvoir l'atteindre – car il manquera toujours une intégration réussie à la vie de quartier, à la vie tout simplement.

B. LES FIGURES DE L'APPROPRIATION

Cette architecture représente-t-elle un type urbain ? A comparer les modes d'occupation, d'habiter, d'intégration au quartier, et de construction, il n'apparaît pas que cette architecture puisse être qualifiée de *narco-architecture*, comme un type particulièrement novateur qui se distinguerait des autres, et distinguerait, par la même, ses habitants. En

fait, il s'agirait plutôt d'une combinaison de différents types posés sur un type pavillonnaire de haut standing.

Parmi les principaux types "récupérés" qui composent cette architecture, il faut mentionner *le type ranchero* – qui caractérise surtout le mode d'occupation –, mais également *le type pavillonnaire "nouveaux riches"*, adopté par les parvenus du système (politiciens, entrepreneurs, professions libérales du secteur privé performant, riches commerçants...) et qui consiste à reproduire les modes de construction en vigueur dans les banlieues aisées des Etats-Unis ; c'est ce mimétisme qui aboutit progressivement à la disparition du *patio* intérieur, au profit du jardin situé entre la façade de la maison et le mur d'enceinte. De l'extérieur, c'est le modèle bourgeois importé et exagéré qui prédomine. Par un effet de retour, les éléments de l'exagération deviennent eux-mêmes un modèle à imiter pour les classes possédantes aisées. De ce processus, il résulte une absence de type architectural particulier qui correspondrait au type narco, puisqu'il y a inadéquation entre la forme et le groupe social qui la commande. Si la forme produite est réalisée à partir du modèle des constructions bourgeoises de haut standing, elle s'impose aussi comme le modèle à acquérir par ces mêmes classes bourgeoises établies ; ainsi, les barreaux aux fenêtres et les murs d'enceinte sur-élevés sont devenus un élément courant de l'architecture pavillonnaire urbaine ; par un effet de généralisation lié à une mode fonctionnelle, les barreaux aux fenêtres ont même été adoptés dans les quartiers les plus populaires ; dans les deux cas, il s'agit de se protéger de la délinquance et des cambriolages qui sont des intrusions venant du monde extérieur marginal, comme le narco doit se prémunir des attaques issues du monde extérieur légal : inversion de l'origine de la menace qui produit le même résultat architectural. De plus, pour les classes populaires ou qui composent la petite bourgeoisie, la maison du narco est considérée comme la matérialisation du mythe de la réussite sociale. Cette confusion dans l'appropriation du type implique que celui-ci n'est plus réservé au groupe des narcos. Ainsi, lorsque les biens du narco sont saisis ou vendus par lui-même, ce sont de riches milliardaires mexicains ou nord-américains qui se portent acquéreurs de ces demeures de grand luxe ; la maison devient alors la propriété des nouveaux riches. Si la maison est réquisitionnée, elle aura été préalablement pillée par les forces de l'ordre qui se paieront en nature sur leur victime ; boiseries, fenêtres, tapis, poignées de portes, tout peut disparaître et la maison être rendue nue, avec ses murs, son toit et son environnement. Mais, il se peut aussi qu'il y ait une entente entre les

forces de l'ordre et le narco afin que la capture de celui-ci s'opère en douceur · le contrat peut stipuler que, contre rémunération, le narco confie sa maison aux représentants des forces de l'ordre, qui l'entretiendront et l'habiteront durant son emprisonnement et la lui rendront à sa libération ; l'accord peut également inclure la femme et les enfants qui seront pris en charge par les policiers (comme les meubles, mais plutôt parce qu'ils sont partie intégrante de la maison) durant la captivité du narco ; dans ce dernier cas, il semble évident que les policiers concernés sont des employés du narco, infiltrés dans les forces de l'ordre.

Différents autres modèles secondaires et dérivés de *la fantasmagorie narco* peuvent être identifiés comme constitutifs du mélange typologique de la demeure des narco-trafiquants ; parmi ceux-ci ·

* *Le palais du Prince*

La maison est visible, montrée du doigt et ses habitants se cachent ; contrairement à toute logique, ils paraissent d'autant plus protégés que l'édifice est grandiose et son propriétaire connu de tous. La raison n'est-elle pas qu'on se trouve en présence d'un espace de pouvoir apparemment invulnérable et qui repose entièrement sur l'influence d'un *chef de clan*, assimilable à un prince autocrate. Le pouvoir, ses signes, certains des représentants du versant légal s'y affichent, s'y font attendre ou deviner Pouvoir certes, mais pouvoir occulte qui se donne, à travers le lieu, quelques uns des attributs du secret, du prestige et de la *belle* honorabilité : les fêtes grandioses, l'ouverture de l'espace intérieur (baies vitrées, multitudes de coins et recoins, de placards et de portes, de cheminements possibles, d'espaces perdus de rencontre, de repos), l'ostentation de l'architecture et des décors (colonnes doriques, cascades, escaliers monumentaux, fontaines, abondance de matériaux nobles comme le marbre), le goût de la représentation (à travers les fêtes grandioses qui sont données), l'importance de la domesticité, le culte de la richesse affiché à travers le luxe des moindres détails (interrupteurs, poignées de portes et de fenêtres, rampes d'escaliers, bibliothèques dont la reliure en cuir des livres exposés est plus importante que leur contenu...). Récupérant des éléments à la fois de la maison des stars d'Hollywood, du Parthénon, des maisons des planteurs de Louisiane et des palais *kitsch* appartenant aux princes arabes du pétrole, cette architecture construite *ex nihilo* transpire cependant l'apogée qui précède la fin de règne. Il y aura des descendants (les fils, les neveux), mais ils devront tout recommencer, car les clans illégaux s'adaptent mal à la

transmission dynastique du pouvoir. Dans la plupart des cas, si le narco est pris, ses biens seront saisis, et il devra alors, lorsqu'il aura purgé sa peine, reconstruire son réseau et édifier une autre demeure.

* *Le château fort du Seigneur*

La maison est fortifiée, de manière à protéger ses occupants d'une éventuelle attaque de l'extérieur ; il s'agit bien d'un *espace de guerre*, car ce lieu est une provocation qui suscite la convoitise. Des règlements de comptes, des prises d'otages – comme monnaie d'échange d'un éventuel chantage – sont toujours possibles, sans oublier le retour de la loi. La demeure se montre au monde ; elle est plantée là, façade face au monde, pour résister au monde. Elle est l'endroit où sont mis au point, dans le calme, méticuleusement, des plans d'attaque, des intrigues, des complots, des réseaux d'alliances et des projets de renversement d'alliances, où sont imaginés les imprévus. Elle est aussi l'endroit du repos du guerrier ; celui-ci y retrouve sa bien-aimée après ou au cours de ses opérations ; enfermé, protégé, l'amour s'y donne pleinement, en toute sécurité : amour inaccessible au monde, regards et attouchements qui sont peut-être les derniers avant une nouvelle croisade dont l'issue reste toujours incertaine. Cette maison est un lieu qui relève de l'utopie de l'enfermement : elle concentre en elle-même tous les besoins et les plaisirs de la ville environnante parce que sortir représente un danger ; c'est pour cela que les cuisines sont équipés des éléments les plus modernes de l'électro-ménager, et recèlent suffisamment de réserves pour tenir un siège, que des magnétoscopes et des télévisions à écrans géants permettent de recréer le cinéma à domicile, que les divertissements (jeux vidéos, billard, bandits manchots, flippers, télévision dans chaque pièce, antennes paraboliques pour recevoir les chaînes cablées des Etats-Unis, cours de tennis, piscine) sont nombreux afin d'occuper les visiteurs et les membres de la famille. Souvent issu de couches populaires, imprégné des images féeriques de l'enfance, le narco-trafiquant désire une vie de milliardaire et sa demeure doit être construite de façon à matérialiser ses rêves : c'est en ce sens qu'elle apparaît comme un *espace ludique*. Il s'agit d'oublier la mort, de retrouver l'enfance, la pureté, l'innocence, en créant un micro-paradis de la fête, de la fraternité. Des parties pour rire s'y jouent, des fantasmes y sont imaginés : orgies, alcool, défoulement de soi, délivrance du monde.

* *La prison de luxe du Condamné*

La maison est bouclée ; le narco-trafiquant joue – à chacune de ses opérations – sa vie, sa réputation ; en effet, s'il y a un affrontement, nul doute qu'il sera d'une extrême violence, âprement disputé de part et d'autre, jusqu'à la mort, sans compromissions, sans regrets. Mourir chez lui, parmi les siens, c'est ce qui pourrait arriver de mieux mais aussi de pire. Car la famille pourrait être touchée dans l'affrontement. Or, on ne doit pas toucher à la famille : c'est une règle de base qui implique la réciprocité ; néanmoins, cette règle est couramment transgressée par les forces de l'ordre qui, pour faire avouer les narcos lorsque la torture ne suffit pas, s'en prennent à leurs filles et à leurs épouses en les violant ; tous les aveux sont alors signés par les chefs de famille ; aveux de crimes non résolus dont ils seront chargés, aveux suffisants pour les maintenir en prison le restant de leur vie. C'est ce qui explique que les rapports entre les forces de l'ordre et les narcos deviennent de plus en plus violents et *sauvages*, car les règles de bonne conduite sont de plus en plus fréquemment transgressées. Et cette violence peut conduire à déstabiliser l'Etat ou à légitimer la terreur de la part des narcos, et l'arbitraire du côté des forces légales de répression. De telles méthodes n'ont jamais permis d'arrêter ni le processus du trafic de drogue ni l'infiltration des trafiquants dans les forces de l'ordre, grâce à la corruption.

Malgré certaines règles, pendant le coup de feu, une bavure peut survenir ; un rival "fou" et sans scrupules peut déroger Ainsi, un grand capo mexicain de la drogue avait-il reçu un étrange paquet qui lui avait été envoyé par son rival (d'ailleurs emprisonné au moment des faits) et qui contenait la tête de son épouse ; comme si cela ne suffisait pas, ses deux enfants furent ensuite précipités du haut d'un pont, et assassinés ; pour se venger, le trafiquant fit abattre quatre collaborateurs, trois avocats et sept membres de la famille de son rival Si une situation incontrôlée survient, la demeure devient un *espace de mort* : elle se transforme en caveau car le narco-trafiquant est toujours un condamné à mort en sursis. Mais, avant d'en arriver à cette extrémité, et afin de l'éviter, la maison sera clôturée comme une prison : barreaux aux fenêtres, mur d'enceinte surélevé, meurtrières sur les façades ; tout sera fait dans l'architecture pour isoler la maison et annuler tout espace intermédiaire entre le privé et le public, ce qui devrait permettre de dissuader d'éventuels agresseurs en leur faisant comprendre que le risque est grand de s'attaquer à la forteresse. Mais, s'il doit succomber, mourir parmi les siens, mourir pour sauver les siens (« *ma mort contre leurs*

vies »), mourir en héros serait la meilleure expression de ce destin tragique qui auréole l'architecture. Malheureusement pour le mythe, les narcos ne sont pas tous des acteurs de tragédie et la plupart d'entre eux préfèrent se rendre piteusement afin de continuer leur combat et leurs trafics depuis la prison où ils seront incarcérés ; là, dans cette nouvelle demeure, ils resteront des caciques craints et respectés, souvent environnés de tout le confort dont ils ont besoin et que leur permet leur immense fortune.

Le mélange de références qui constitue cette architecture hybride n'est, en fait, que le reflet de la personnalité hybride du narco lui-même. Sa maison est construite comme une marque d'appropriation de la norme sociale : « *le narco est aussi capable qu'un autre d'être un bourgeois* ». Sa demeure affiche le luxe et, de ce fait, prouve une survalorisation de cette norme, adoptée à partir d'une origine hors statut, et d'un statut actuel de réprouvé, de marginal hors du système des valeurs dominantes reconnues. Par sa puissance et la matérialisation de celle-ci dans sa maison, le narco impose à la face du monde les valeurs de la marge, mais d'une marge intégrée, comme sa maison est intégrée à la ville. Il en résulte que ce qui prédomine, dans l'architecture narco, c'est davantage le mode d'occupation du lieu et les valeurs qui s'y rattachent que le mode de construction et la forme qui en résulte.

C. LES FORMES DU SYMBOLIQUE

La maison du narco relève bien de l'ordre du symbolique car ce qui s'en devine est plus important que ce qui est montré ou ce qui s'y passe réellement. Le lieu (un espace occupé par une forme vécue par les hommes) donne à penser, donne à rêver. Mais, passée la première impression où l'imagination se donne libre cours, s'impose la réalité du déjà vu, du collage de modèles, et le pouvoir symbolique du lieu impose la distance aux intrus ou aux flâneurs. Le lieu résonne de la violence qu'il recèle, chassant ceux qui n'en sont pas. Les valeurs du lieu (liées aux pratiques de socialisation, aux stratégies politiques d'enrichissement et de constitution d'un pouvoir) fondent l'intégration socio-spatiale de la demeure et lui confèrent son identité – davantage que les éléments

architecturaux qu'elle recèle et qui la caractérisent. Les valeurs symboliques de ce lieu de pouvoir relèvent autant de l'idéologie que de l'utopie ; ici apparaît *l'idéotopie* · la forme visible du lieu.

L'idéologie au service d'un pouvoir

La fonction de l'idéologie est d'imprimer des valeurs et des modèles ; en ce sens, elle fabrique du politique, des hiérarchies et du pouvoir à travers des organisations Les narco-trafiquants connaissent tellement bien leur pouvoir qu'ils le marquent dans l'espace sous la forme de leurs demeures. Ce pouvoir matérialisé ainsi que la crainte qu'il suscite participent de la même logique et des mêmes stratégies utilisées par le pouvoir officiel : de part et d'autre, on naturalise l'exercice et la reproduction du pouvoir. Entre le pouvoir légal, conféré par les institutions, et le pouvoir souterrain, conquis par l'influence des narco-trafiquants, existent non seulement une complicité de méthodes, mais également une complicité d'intérêts : grands caciques représentants du pouvoir et narcos se partagent l'édifice social et participent, chacun à leur manière, à l'intégration au système global – les uns en contrôlant et territorialisant la sphère des activités légales, tandis que les autres dirigent les activités marginales et en canalisent une partie des bénéfices au profit des représentants de l'Etat qui, à leur tour reversent ces sommes dans l'économie légale. C'est ainsi que, à travers ce partage des pouvoirs, les groupes dominés connaissent et reconnaissent les groupes qui détiennent le pouvoir. Le pouvoir devient, grâce à l'idéologie, naturel, transcendant et omnipotent ; de ce fait, il implique la soumission. Les narco-trafiquants en retirent une légitimité sociale qui se fonde sur la valeur d'exemple dont ils sont porteurs ; sont ainsi valorisés, à travers les occupations et les modes de vie des narco-trafiquants, les valeurs "bourgeoises-libérales" de la consommation, de la propriété et de la réussite sociale, ainsi que les activités liées au commerce, à l'esprit d'entreprise et au libre-marché , de plus, en résistant à la répression des autorités officielles et à l'opprobre internationale, ils font preuve d'un esprit de persévérance, de résistance qui force l'admiration. Cependant, la fonction de l'idéologie reste de masquer, d'occulter la réalité des rapports sociaux et des formes de domination ; il en est de même de la demeure des narco-trafiquants qui dissimule son propriétaire, l'étendue de sa fortune, ses pratiques arbitraires d'assujettissement et jusqu'à sa vie familiale. La rumeur se charge de véhiculer toute cette idéologie et de produire un effet de

manipulation par la récupération sociale de la culture machiste-charismatique (« *les narcos sont comme tout le monde, juste un peu plus que tout le monde* ») et la représentation idéalisée de la vie quotidienne ludique à l'intérieur de ces bâtisses fortifiées.

L'utopie de la re-création du monde

Lieu qui n'est dans aucun lieu, négation de ce qui existe, l'espace utopique apparaît comme une exception, une présence-absence, un ailleurs irréel, une provocation de l'histoire. L'utopie architecturale est liée à la notion de modèle, qui renvoie elle-même à une conception du temps et du sens de l'histoire : selon que sera valorisé le passé (la nostalgie des constructions artisanales dont les formes sont intégrées à la nature) ou le futur (qui privilégie le rationalisme innovant, et la technique pour résoudre les contradictions entre l'homme et le monde, entre l'homme et la ville), les modèles adoptés seront de caractère culturaliste ou progressiste. Pour le narco-trafiquant, la ville est un milieu dangereux, imprévisible, désordonné, hostile ; mais tout y est tellement confus qu'il s'avère possible de s'y cacher : telle est "la ruse de la Raison" qui caractérise la narco-architecture urbaine. Le narco-trafiquant va donc se construire un *havre de paix* – clos, encerclé de murailles afin de s'isoler du monde –, une utopie privée qui ne pourra durer que si elle se fonde sur l'exclusion, condition indispensable pour maintenir l'idéal de pureté et de sécurité à l'intérieur, face à l'agression du monde extérieur. Le plus souvent, cette maison ressemble à une maquette grandeur nature qui s'étend horizontalement sur la parcelle ; tout y est neuf, tout y est haut de gamme, tout y respire le faste gratuit et indifférencié, le gaspillage de l'espace – un peu comme certaines constructions aristocratiques palladiennes dont on ne sait si elles amenaient le confort des villes à la campagne ou le calme des campagnes à la ville. Ce micro-paradis domestique devra abriter un grand pouvoir au repos dont la société n'assure pas la sécurité ; sa demeure autarcique vise donc à maîtriser la nature sociale, à arrêter l'histoire, à éliminer l'imprévisible, à fuir la réalité oppressive (la contrainte des lois, de l'autorité et de l'Etat). Parce qu'elle vise la création démiurgique d'un autre monde, la narco-architecture relève de l'utopie.

La récréation dans l'éphémère

Cependant, il se produit toujours, à un moment, le retour du réel. Le narco-trafiquant ne se satisfait pas de l'inaction, du repos. Pris dans la spirale de ses affaires, contraint par nécessité à l'entretien de sa clientèle et à l'affirmation de son autorité – au risque d'y perdre la vie si un rival le supplante pendant une trop longue absence –, il replonge dans la réalité et retrouve son statut de *mauvais sauvage*. Sa demeure restera une récréation dans sa vie, une phase transitoire au cours de laquelle il sera venu s'embourgeoiser, s'inverser, c'est-à-dire s'amuser à changer de statut ; là est son habileté : lui, le mauvais, peut également assimiler le jeu social et prendre l'apparence du bon, tel un Janus. Par une sorte de renversement des perspectives, il introduit de l'altérité au système, en cultivant son côté sauvage ; cette altérité constitue une dynamique de *contre-utopie*, interférant et parasitant un système qui, lui, apparaît, dès lors, utopique parce que sa fonction revient à enfermer l'ensemble du corps social à l'intérieur de normes, de valeurs de civilisation et d'un travail aliénant toute identité, tout renouvellement de soi. A l'inverse, le côté sauvage du narco introduit de l'existence, du vécu, de la temporalité sans finalité, de l'événement, bref, de l'aventure ; c'est cela qui fascine dans sa vie ; c'est cela qui est interprété comme un modèle de liberté. La demeure du narco est toujours une maison neuve, une maison d'architecte, une *maison sans racines* , elle respire la mort, la fuite éperdue, la terreur. C'est une marchandise de luxe qui n'est, en fait, qu'une marchandise périssable. Cette demeure ou l'on ne demeure pas est une pause de respectabilité – une pose pour la respectabilité – entre deux périodes de "sauvageries", et dans l'attente d'une des deux autres demeures annoncées : la prison ou le caveau ; la maison du narco les préfigure , à l'intérieur, caché, autant par nécessité de ne point être repéré que par honte de paraître faible, il apprend à mourir ; et il fuit sa demeure pour continuer à vivre. Maisons sans passé et sans avenir, ces bâtisses sentent la terre brûlée. Cœur froid qui a besoin de chaleur, le narco va de maison en maison et de femme en femme, tel ces maris polygames africains qui ne possèdent eux-mêmes aucune des maisons dont ils sont les propriétaires, car ils les ont cédées à chacune de leurs épouses, allant de l'une à l'autre au gré d'humeurs et de circonstances partagées pour un temps.

Ces valeurs d'idéotopie que l'on sent, que l'on connaît, resteront

toujours floues et contradictoires, de par le fait qu'elles sont un mélange de mythe (pour faire rêver) et de réel (pour faire peur, comme fait peur le pouvoir et ses abus quotidiens, au Mexique, raison pour laquelle il est conseillé de s'éloigner de ses représentants). De fait, l'ordre matérialisé du symbolique débouchera toujours sur une confusion de la représentation : le narco est-il un agent de l'Etat ou un rebelle qui défie l'Etat ? En réalité, il est les deux car ses alliances impliquent certains représentants de l'Etat mais jamais tous les représentants, ce qui explique que l'Etat se retourne contre les narcos : on laisse faire jusqu'au jour où d'autres alliances plus puissantes ou plus lucratives mettent fin au compromis antérieur. Et comme le pouvoir tourne toujours, les alliances se déferont et se recomposeront au rythme du *turn over* des gouvernants. La maison du narco est le reflet d'un mode d'exercice du pouvoir basé sur l'influence ; ceux qui le pratiquent (les gouvernants, les narcos, les entrepreneurs, les caciques maîtres de clientèle) sont *dans l'Etat, pour soi*, de la même manière que la demeure du narco est *dans la ville, isolée*. Et, pareillement au fait que le pouvoir d'influence s'exerce comme une concession temporaire, la maison du narco, parce qu'elle résulte d'une influence de la marge concédée par le centre, est une propriété transitoire qui sera conservée le temps que durera la relation entre la domination marginale d'influence et le pouvoir institutionnel d'influence. La maison du narco lui est concédée ; sa matérialité résulte du système dominant qui valorise l'influence clientéliste et l'acquisition de passe-droits, caractéristiques et structures de pouvoir des Etats clientélistes comme le Mexique. De ce fait, ce n'est pas *l'illégalité* qui caractérise le type d'influence exercée par le narco, mais plutôt *la marginalité*, c'est-à-dire le lieu d'origine à partir duquel se développe l'influence ; le narco permet au système de fonctionner, mais lui-même n'est pas du système ; son activité est intégrée, mais lui-même n'est toléré, dans son existence, que provisoirement.

D. LA NARCO-ARCHITECTURE : A LA MARGE DE L'UTOPIE OU UTOPIE DE LA MARGE ?

En élevant sa demeure, le narco-trafiquant ne se dote pas simplement de l'apparat des membres de la classe supérieure dirigeante

(politiciens de gouvernement, hauts fonctionnaires, grands entrepreneurs, tous unis par la corruption, l'appropriation privée de la *res* publique, c'est-à-dire de la rente d'Etat) ; il s'élève lui-même jusqu'à eux, s'introduit dans leur cercle, leur signifie qu'il faut désormais compter sur lui et avec lui ; ainsi, il montre son nouveau statut à la face du monde : celui de *grand notable aux méthodes de mauvais sauvage*, redouté mais fascinant parce qu'il s'est fait lui même, contre tous. Dès lors, la maison devient le signe évident de la puissance de son propriétaire ; à travers cette construction en dur, celui-ci laisse deviner la réalité de ses richesses, de son pouvoir, de sa force d'influence et de sa capacité de mobilisation sociale à la marge. Mais cette demeure laisse également deviner la réalité d'un système qui lui sert de fondation : un système politique local de corruption institutionnelle qui tolère l'intégration d'une criminalité organisée (dominatrice sans être dominante) comme un effet pervers logique ; un système international qui favorise la production, le trafic de drogue ainsi que le blanchiment et le recyclage des bénéfices réalisés, comme un recours économique face à l'inégalité de développement entre les pays du nord et du sud ; un système qui a construit son propre *développement de substitution*.

En fait, l'organisation *narco* sera limitée par ce même système qui l'a produite. Et la narco-architecture butera sur le même écueil que l'utopie : la double illusion de l'indépendance vis-à-vis de l'Etat et de la maîtrise du temps bloqué dans un espace circonscrit. La narco-architecture, parce qu'elle découle d'une organisation qui se trouve à la marge intégrée de l'Etat, mais également parce qu'elle fige le temps dans un espace sacré et transcendant (comme hors du territoire national) donne à conclure que *la marge de l'utopie est la marge de l'Etat* ; l'Etat et l'utopie se rejoindraient donc dans une même marge, dans une sorte de *no man's land* que délimite une frontière commune. Dans ce système, l'utopie de la marge séparée de l'Etat n'existe pas ; d'où ce sentiment d'insécurité qui domine la narco-architecture et la transforme en un *lieu fermé, comme ailleurs*. La solution serait que la marge s'étende jusqu'à recouvrir toute la société et devenir la norme. Mais en attendant, le narco se retrouve seul dans l'Etat, seul contre l'Etat. Ce que révèle la narco-architecture, en tant que *lieu intégré, comme présent*, c'est que l'utopie de la marge sera toujours partielle, de par le fait même que son contenu (formes et acteurs) tend vers la norme, aspiré et rejeté par elle.

Après avoir démonté les mécanismes qui contribuent au fonctionnement de trafics illégaux au Mexique, il s'agira à présent de découvrir quelles sont les caractéristiques des systèmes économique et politique qui peuvent faciliter l'assimilation ou l'adaptation des activités souterraines au système global et déboucher sur le développement trans-frontalier, la légitimation et la banalisation d'un clientélisme marginal. Car, si le système économique et le système politique sont conjointement et structurellement imbriqués par la tolérance vis-à-vis de comportements de rente, il devient dès lors compréhensible que, dans un contexte donné de crise des modes traditionnels de redistribution, provoquée par l'imposition d'un Etat clientéliste libéral, ce dernier puisse dériver vers une intégration des activités souterraines ainsi que vers une mondialisation de cette intégration. Ainsi, il serait permis de conclure que le sous-développement (politique et économique, avec ou sans croissance) produit par le libéralisme – aux marges des sociétés du Nord comme au cœur des sociétés du Sud – est le véritable terreau de la constitution d'un développement de substitution qui permet la reproduction du système capitaliste.

CHAPITRE VI

LES FONDEMENTS ÉCONOMIQUES DE LA NARCO-ENTREPRISE

Aujourd'hui comme hier, le problème principal de l'Etat consiste à *retenir* au pays les bénéfices d'une croissance sectorielle liée aux industries d'exportation, ce qui suppose le retour à un climat de confiance et de paix sociale, contraignant les dirigeants politiques à rechercher une nouvelle légitimité à trois niveaux différents :

* vis-à-vis des *responsables économiques nationaux,* desquels on attend qu'ils rapatrient progressivement les capitaux évadés depuis 1980 et après la crise de décembre 1994, afin de réinvestir ces derniers dans le développement de l'industrie nationale ; le retour de certains de ces capitaux serait considéré comme un indicateur révélateur de la restauration d'un climat de confiance entre l'Etat et les entrepreneurs ,
* vis-à-vis des *investisseurs internationaux*, intéressés et motivés par les prises de participation qu'ils peuvent opérer dans certains secteurs (en voie de privatisation ou d'ores et déjà privatisés) de l'industrie mexicaine, ainsi que par l'installation de certaines de leurs unités de production sur le territoire mexicain, afin de bénéficier du faible coût de la main-d'œuvre locale ; tel est notamment le cas des industries *maquiladoras* implantées surtout le long de la frontière avec les Etats-Unis ; globalement, entre 1988 et 1994, l'investissement étranger au Mexique atteignait cinquante milliards de dollars (il représentait vingt milliards de dollars pour l'ensemble des trois sexennats précédents) ; encore faut-il noter que 15% seulement du montant des investissements étrangers étaient orientés vers le secteur productif, tandis que le reste était attiré par la spéculation liée aux taux d'intérêt élevés , cela explique le choc de la crise de décembre 1994, lorsque ces capitaux

boursiers volatils et spéculatifs se sont brusquement retirés du Mexique, ce qui a entraîné une dévaluation immédiate de 50% du peso par rapport au dollar ;

* vis-à-vis de sa *base sociale*, désorientée faute d'amélioration des conditions de vie du plus grand nombre, confrontée à un accroissement des inégalités, et démobilisée de par l'absence de tout contrôle démocratique des décisions gouvernementales ; cette situation est rendue manifeste par le fait qu'un peu plus de 1 000 familles contrôlent à elles seules 50% des richesses nationales ; cette concentration de la production est rendue manifeste par le fait que 200 grandes entreprises nationales (hors *maquiladoras*) représentent l'industrie exportatrice, soit moins de 3% du total des entreprises nationales ; la haute bourgeoisie mexicaine qui s'est constituée autour – et au sein – de l'Etat a pu bénéficier de toutes sortes de privilèges (rentes de situation, monopoles, assujettissement des syndicats, dérogations fiscales, facilités de crédits octroyés en dollars et remboursables en pesos dévalués...), en échange de sa loyauté ; c'est cette même bourgeoisie qui a le plus profité des programmes de privatisation décidés par la précédente équipe dirigeante au Mexique, notamment grâce à la dénationalisation du secteur bancaire en 1990, et la mise en vente des entreprises para-publiques (elles étaient au nombre de 1155 en 1982 et il n'en restait plus que 210 en 1994) ; il faut enfin relever que si l'industrie d'exportation a été fortement "dopée" par la dévaluation de décembre 1994, cette dernière a, par contre coup, pénalisé toutes les entreprises (industrielles ou agro-alimentaires) qui utilisaient des éléments importés dans leur chaîne de production, ce qui a eu pour effet d'augmenter leurs coût de production, de diminuer la demande, de fausser la concurrence en décuplant le nombre des entreprises informelles et donc, de précipiter nombres d'entreprises établies (petites et moyennes) à la faillitte, faute de pouvoir bénéficier des crédits bancaires nécessaires pour s'adapter au nouveau contexte.

En période libérale où la politique économique est soumise aux programmes d'ajustements structurels dictés par le Fonds Monétaire International, il existe cependant un risque d'autonomie de certains clans locaux et régionaux, qui constitue une limite et un effet pervers des dits programmes. En effet, parmi les règles d'assainissement qui

sont alors appliquées[89], certaines sont lourdes de conséquences, qui prévoient la réduction du pouvoir d'achat des consommateurs locaux, la libéralisation du commerce extérieur (et donc, l'abolition des subventions à l'exportation et des taxes à l'importation), la réduction des investissements publics, la privatisation des entreprises d'Etat et l'augmentation des taux d'intérêt (afin d'éviter une fuite des capitaux et d'attirer les capitaux spéculatifs internationaux). La crise mexicaine de décembre 1994 aura démontré les faiblesses structurelles de ces règles d'assainissement : d'abord, l'arrivée des capitaux spéculatifs à court terme ne fait qu'augmenter la dette privée et publique des Etats emprunteurs et ne favorise en rien la modernisation des appareils de production ; ensuite, l'ouverture des frontières provoque une décapitalisation croissante de secteurs fragiles, comme l'agriculture, les micros, petites et moyennes entreprises dont le faible coût de la main-d'œuvre ne compense pas le manque de compétitivité des outils de production, et même quand c'est le cas, l'attraction est plus forte pour le consommateur d'acheter un produit étranger qu'un produit national ; ces secteurs sont d'autant plus pénalisés que les entreprises concernées ne peuvent emprunter sur le marché national tellement les taux d'intérêt sont élevés, alors que les grands groupes industriels transnationaux peuvent toujours emprunter à des taux d'intérêt acceptables sur les marchés bancaires internationaux. Par ailleurs, le désengagement de l'Etat s'opère au détriment des anciennes structures corporatistes (syndicales) et clientélistes, désormais asphyxiées financièrement et réprimées politiquement lorsqu'elles ne s'alignent pas sur les seuls intérêts du secteur privé et des grands groupes industriels qui canalisent exclusivement les ressources financières disponibles et sont censés stimuler la croissance générale. Enfin, c'est tout le secteur social qui se retrouve affecté par la compression des budgets sociaux, le blocage des salaires et les limitations à l'amélioration de la protection sociale.

Cependant, insensiblement, depuis le début des années 1980, l'Etat mexicain s'est transformé : soumis aux politiques d'ajustement structurel, contraint à accepter la domination de la loi du marché et l'ouverture de ses frontières, toujours tributaire de systèmes sociaux de

89. Il est utile de rappeler que l'application de ces règles est soumise au *principe de conditionnalité*, c'est-à-dire que les pays concernés se doivent de les mettre en œuvre pour pouvoir bénéficier des prêts de la Banque Mondiale, du FMI et des banques des pays de l'OCDE.

type clientélistes ou corporatistes, débordé dans sa légitimité par les deux principaux partis d'opposition, confronté à un accroissement de la délinquance et de la criminalité, l'Etat hégémonique populiste a commencé à se fissurer pour être remplacé par un Etat gestionnaire de la crise. A partir du moment où l'Etat n'était plus en mesure d'assurer la protection de son marché interne, les politiques protectionnistes de substitution des importations ont cédé le pas devant les pressions libérales ; celles-ci ont précipité à la faillite de nombreuses entreprises qui pratiquaient auparavant un *capitalisme de rente* (lié à l'Etat clientéliste populiste) et ne sont plus parvenues à se moderniser afin d'affronter la concurrence internationale. En effet, dans la logique économique du capitalisme de rente, l'argent sert à faire plus d'argent, et dans les délais les plus brefs, ce qui transforme le secteur productif en un vaste champ d'activités spéculatives. Ici, tout est commerce : on achète et on revend, l'objectif étant d'en retirer un bénéfice appréciable, avec une mise de fond initiale minimale qui est le plus souvent partagée grâce à un système d'actionnariat informel de type clientéliste – la propriété des biens étant répartie entre différents *socios*. Sur de telles bases, et dans un contexte d'ouverture des frontières à la concurrence étrangère, les activités productives nationales souffrent d'un manque de compétitivité, car rarement une part des bénéfices retirés de ces "affaires" est réinvestie dans la modernisation de l'outil de production ; ce système transforme la plupart des activités en commerces plus ou moins lucratifs, et les choses publiques comme privées sont considérées d'abord sous l'angle de leur valeur d'échange.

D'autre part, les entreprises et les grands groupes performants continuent à se développer dans le cadre d'un *capitalisme sauvage* (lié à l'Etat clientéliste libéral) qui ne supporte pas l'interventionnisme social de l'Etat ; par contre, à l'Etat est demandé toutes sortes de dérogations à la loi (législation du travail, règlements d'urbanisme pour l'implantation d'usines sur des sites protégés, âge et conditions de sécurité des ouvriers...) allant dans le sens d'une diminution de la protection sociale ou d'une déréglementation en matière d'embauches, de licenciements et de fixation des salaires. La stratégie actuelle de l'Etat mexicain consiste dès lors à céder sur le plan politique ce qu'il ne peut empêcher au niveau économique ; les volets sociaux (partie intégrante des plans d'ajustement structurels) constitue l'une des réponse qui permet à l'Etat de se reproduire tout en préservant les intérêts capitalistes

dominants. L'autre réponse réside dans le développement de l'économie souterraine.

A. DE LA RENTE LIBÉRALE À LA PROLIFÉRATION DES ACTIVITÉS SOUTERRAINES

Durant la période au cours de laquelle le capitalisme de rente pouvait se développer grâce à des politiques protectionnistes mises en œuvre par l'Etat clientéliste populiste et corporatiste, ce dernier s'était en quelque sorte substitué à la bourgeoisie nationale en s'imposant comme classe dirigeante. La légitimité de l'Etat clientéliste provenait de sa capacité à se constituer comme le principal vecteur de développement économique ; le secteur public intégrait des effectifs sans cesse croissants et permettait une reproduction sociale garante de la stabilité politique, tandis que le secteur privé était régulé de manière autoritaire par des syndicats aux ordres du Parti-Etat. La faiblesse des salaires dans la fonction publique de base, combinée au fait que toute possibilité d'ascension sociale était conditionnée par le recours obligé aux méthodes de reproduction de l'Etat clientéliste (la corruption et la violence), ont favorisé un accaparement des richesses par le haut des hiérarchies politique et économique, et empêché que se constitue une classe moyenne indépendante ; c'est pourtant au sein de celle-ci qu'auraient pu être recrutés les petits entrepreneurs performants qui auraient permis au capitalisme libéral de prendre le relais du capitalisme de rente. Au lieu de cela, le passage au capitalisme libéral se combine avec la perpétuation de structures politiques clientélistes préétablies, débouchant sur l'actualisation d'un Etat clientéliste libéral qui ne redistribue plus mais continue à favoriser les anciens et nouveaux rentiers (corrompus ou affairistes introduits par les corrompus), c'est-à-dire les grands caciques du sommet de la hiérarchie. C'est ainsi que le désengagement de l'Etat, se traduisant par la remise en cause des politiques de redistribution, par la compression des effectifs dans la fonction publique et par la fermeture de nombreuses entreprises publiques et para-publiques, a conduit à une perte de crédibilité d'un personnel politique – qui répartit de moins en moins au sein des clientèles sociales traditionnelles les bénéfices d'une corruption institutionnalisée

captés presque exclusivement par les nouvelles élites (politiques et économiques) de l'Etat libéral – et à un développement des activités souterraines qui, même si elles sont intégrées politiquement, accroissent chaque jour davantage les marges externes du système, ce qui hypothèque les possibilités d'instituer un véritable Etat démocratique de droit.

Le creusement des inégalités qui résulte de la croissance produite (concentration des richesses d'un côté, augmentation de la pauvreté et de la grande pauvreté de l'autre) n'est pas un phénomène récent au Mexique puisque, selon les premières estimations officielles datant de 1960, furent recensés cette année-là 27,5 millions de pauvres au Mexique (quantité plus élevée que la population totale du pays en 1940, qui était de 19,6 millions d'habitants) ; même pendant les périodes de croissance économique, et notamment durant les années 1956-1970 (au cours desquelles la croissance moyenne annuelle fut de 6,74 %), la pauvreté extrême et le nombre total de pauvres augmentèrent, contredisant les thèses régulationnistes des vases communiquants qui permettraient un enrichissement de larges couches de la population à partir d'une augmentation de la productivité[90]. Au contraire, cette pauvreté endémique favorise l'exclusion de certaines catégories sociales, parmi lesquelles : 1) les groupes les plus défavorisés des périphéries urbaines ; 2) les petits agriculteurs traditionnels ; 3) de nombreux entrepreneurs micros et petits puisque les politiques visant la canalisation des investissements, des prêts bancaires et des aides publiques vers la constitution de grands groupes industriels (censés être les moteurs de la croissance), se font au détriment du développement des micros et petites entreprises qui, pourtant, absorbent la majorité de la main-d'œuvre ; en effet, on estime que, au Mexique, les grandes et moyennes entreprises génèrent tout au plus 2 % des emplois existants[91] ; 4) les anciens caciques et *líderes* sociaux.

Ce sont ces catégories sociales qui seront principalement concernées par la réappropriation d'une partie des rentes illégales liées aux bénéfices de la culture et du trafic de drogue. Et cette réappropriation sera d'autant plus facilement perçue comme légitime qu'elle est

---

90 Cf. Victor Soria, op. cit

91. Cf les déclarations de Carlos Abascal, président d'une des principales chambres patronales mexicaine, la COPARMEX, dans *Proceso*, n° 1 000 du 1er janvier 1996

déjà tolérée et pratiquée d'une manière institutionnelle à partir de la collusion préexistante entre les gouverneurs, les grands caciques qui dirigent les clans au pouvoir depuis les postes ministériels qu'ils occupent, l'entourage occulte présidentiel (famille ou *amitiés exotiques*) et les grands entrepreneurs Tous ces personnages appartiennent à cette classe qu'il est convenu de nommer, au Mexique, "les dinosaures" du PRI, attachés au respect d'une orthodoxie considérant que le PRI doit défendre les intérêts révolutionnaires en accaparant tout le pouvoir par tous les moyens possibles, hostiles à toute modernisation du parti qui irait dans le sens d'une plus grande transparence des décisions, d'une meilleure représentativité des élus et d'un contrôle plus strict du patrimoine des responsables politiques ; en fait, il semble que l'opposition entre les réformistes modernistes et les dinosaures traditionalistes au sein du PRI, ne soit simplement qu'un argument idéologique (car, dans la réalité, les représentants des deux tendances continuent à gouverner ensemble) servant à masquer la division entre un PRI central aspirant au monopoles des rentes légales et illégales et un PRI local de plus en plus marginalisé socialement et politiquement. Cette situation ne semble pas avoir échappé à la clairvoyance machiavélique de certains narco-trafiquants qui se sentent maintenant dans une position de force pour exercer un chantage sur le gouvernement ; ce chantage pourrait se résumer en ces termes : soit des négociations sont entamées pour tolérer et répartir le trafic et la culture de la drogue entre les différents clans criminels existants (et non plus privilégier des alliances exclusives), soit sera propagée une instabilité politique et sociale sur l'ensemble du territoire, qui signifiera la fin du pouvoir du PRI.

Cependant, la modernisation du pays implique que les grands entrepreneurs puissent disposer d'énormes financements pour la réalisation de certains grands travaux (comme la construction d'autoroutes, d'hôtels, de lotissements de luxe, de centres commerciaux), l'achat de banques et d'entreprises qui appartenaient au secteur public ou l'extension de leurs groupes par l'absorption d'entreprises à l'étranger. Il ne fait pratiquement pas de doute que la réalisation de ces grands travaux aura permis de blanchir d'énormes quantités de capitaux douteux au bénéfice d'entreprises privées de type clanique, et ceci d'autant plus facilement que la privatisation du système bancaire (en 1990) aura facilité la réinjection de ces capitaux dans les circuits financiers légaux. Il est également plus que probable que le financement des programmes sociaux de solidarité (sélectifs, décidés depuis la présidence, et à but

électoraliste) aura bénéficié de cette manne afin de remplir le contrat présidentiel de rendre le pouvoir au PRI en fin de mandat par quelque moyen que ce soit. Le financement du train de vie pharaonique des gouvernants, de leur entourage compromis (amis, policiers, avocats d'affaires, banquiers, notaires), des maîtres de clientèles (ministres, gouverneurs, grands patrons) et des familles prête-noms de tous ces protagonistes, ne laisse pas d'intriguer sur la possible origine illégale des capitaux utilisés pour financer avions, hélicoptères, appartements de grand standing à l'étranger, multiples haciendas rénovées, nombreuses voitures de luxe, escorte de gardes du corps, comptes bancaires en Suisse, aux Etats-Unis ou dans des paradis fiscaux..., sans compter les multiples prises de contrôle ou de participation dans le capital de nombreuses entreprises de promotion immobilière, de construction, d'import-export, de transport... A ce sujet, il est intéressant de relever que la mort d'un grand narco est une excellente manière de blanchir sa fortune et ses biens (propriétés, entreprises, comptes bancaires...) accumulés de manière illicite et dissimulés auprès de tiers, prêtes-noms honorables et légitimes, qui ne manqueront pas de s'en approprier une bonne partie.

La tendance à la *cartélisation* – qui a commencé, au Mexique, au milieu de la décade 70 – obéit à la même logique que la constitution des grands groupes industriels : il s'agit de convertir une activité marginale contrôlée jusqu'alors par des acteurs indépendants en une entreprise transnationale dirigée par des *capos* – et concédée par les représentants de l'Etat –, afin de réaliser des économies d'échelle[92] qui rationaliseront et rentabiliseront tout le processus horizontal de production (culture, trafic, distribution, blanchiment, recyclage). La cartélisation va donc fonder et renforcer le narco-système, lui imposant les changements structurels suivants :

* une concentration des pouvoirs et des bénéfices ;
* une division du territoire national entre les différents grands groupes criminels ;
* une transformation du statut des producteurs-cultivateurs indépendants qui deviendront progressivement les sous-traitants des *capos* ;

---

92. Cf Ing. Mopez Loreno, *La metafísica ascensional para la evaluación de viviendas sociales verticales construidas sobre reservas territoriales fictivas*, México, Editiones del Chivo Expiatorio, 1995

* la transformation du statut des narcos eux-mêmes qui vont se convertir en sous-traitants (plus ou moins dociles) des politiques, de par le fait qu'une telle activité intensive à grande échelle nécessite de multiples autorisations négociées (surtout pour ce qui concerne le partage des bénéfices) avec les représentants de certaines institutions, jusqu'au plus haut niveau de l'Etat.

En réalité, à travers le processus de cartélisation, les entrepreneurs mexicains de la drogue ont été intégrés au système économique national tel qu'il avait été mis en place sous la présidence de Lázaro Cárdenas (1934-1940). Il s'agissait alors d'institutionnaliser le régime de la Révolution (1911-1917) à travers une organisation corporative contrôlée par le PRI et reposant sur différents secteurs parmi lesquels *les secteurs ouvrier et paysan* formant la base du populisme et auxquels s'adjoindra, en 1946, *le secteur populaire* réunissant les fonctionnaires publics et les employés informels urbains qui échappaient auparavant au contrôle des organisations ouvrières officielles. C'est ainsi que purent être nouées des relations d'interdépendance entre le gouvernement, les syndicats qui étaient affiliés à ce dernier, les entrepreneurs et les différentes organisations (les chambres patronales) regroupant les détenteurs du capital privé, avec les objectifs suivants .

* la recomposition des élites économiques du *Porfiriato* (la période précédant la Révolution) ;
* la consolidation d'un pouvoir économique contrôlé par l'élite politique ;
* la création d'une nouvelle élite d'entrepreneurs qui apparaîtra à partir des années 1950[93]

C'est sur ces fondements que furent définis les termes du *pacte* de gouvernement qui devait déboucher sur l'activation d'une politique de consensus – encore d'actualité aujourd'hui – qui reposait sur l'octroi au gouvernement d'une influence prépondérante dans les affaires du secteur privé, allant de pair avec un pouvoir – politique, mais aussi de définition et de participation aux politiques économiques – démesuré accordé aux hauts fonctionnaires et représentants du pouvoir exécutif fédéral et régional, c'est-à-dire aux instances qui dépendent directe-

93 Pour de plus amples précisions, cf. Stephen Morris, *Corrupción y Política en el México Contemporáneo*, México, Siglo XXI Editores, 1992

ment de la présidence de la République. Même si le présidentialisme était déjà affirmé dans la première Constitution post-révolutionnaire de 1917, par le fait que le président de la République disposait des principales prérogatives de réforme des institutions, il se trouva renforcé par l'intervention de l'Etat dans les affaires privées, et notamment par l'apparition et le développement des grands groupes industriels unissant, de par une volonté d'origine étatique, les acteurs privés et les fonctionnaires publics. Il en résulta, pour les petits et moyens entrepreneurs, une obligation de négociation avec les représentants politiques et syndicaux, faite de compromissions, d'achat de faveurs garantissant la pacification des relations sociales au sein des entreprises, et, pour certains d'entre eux, la possibilité de mêler leurs responsabilités privées à une participation aux affaires publiques ; quant à l'élite des grands entrepreneurs, elle fit son apparition au sein du cabinet présidentiel ou à des postes clefs de la gestion municipale et régionale afin d'infléchir la définition et l'attribution des grands marchés publics.

C'est donc sur les bases de ce pacte de gouvernement, toujours effectif, qu'ont été instituées des négociations informelles – entre représentants des secteurs public et privé – qui dépendent de pratiques politiques dominantes fondées sur des alliances (circonstancielles dans leur manifestation, mais continues dans le principe) entre les acteurs politiques et les dirigeants des grands groupes industriels. Ces négociations aboutissent à contourner les postulats constitutionnels et légaux de l'action de l'Etat et elles débouchent sur des décisions publiques qui favorisent l'enrichissement personnel à partir de charges publiques ; c'est sur ce décalage entre pacte et normes que s'est développée la banalisation *productive* de l'ingérence, de la corruption et des trafics d'influence, qu'une forme de gouvernement par ordonnances et dérogations a été instituée, garantissant l'impunité aux fonctionnaires compromis dans des affaires douteuses, et que se sont constituées certaines des plus grandes fortunes de la nation – notamment celles des présidents de la République et de leurs plus proches amis.

Ce système a fonctionné, avec une finalité productive, durant la période 1940-1970 liée au modèle de substitution des importations ; il a été favorisé par des taux de croissance élevés (6% en moyenne entre 1940 et 1980), durant cette période de construction des grandes infrastructures nationales. Différentes phases d'industrialisation peuvent

être reconnues au Mexique, parmi lesquelles[94] :

* *La période 1934-1970*, au cours de laquelle le modèle de substitution des importations fut dominant, permit, grâce aux investissements publics et aux subventions accordées au secteur privé par le système bancaire, d'une part, la concentration et la centralisation du capital à partir de l'Etat et, d'autre part, la formation des grands groupes monopolistiques privés, favorisés par une faible pression fiscale ; dans le secteur bancaire, la concentration fut initiée au début des années 1950 et s'est intensifiée, liée au capital industriel, au cours des années 1970. Cette première phase peut être subdivisée en deux : 1) *la période 1934-1940*, qui est la période *cardéniste*, fut celle de la réorganisation du système financier, de la réalisation de la réforme agraire, de la création de la compagnie nationale d'électricité (CFE) et de la nationalisation du pétrole et des chemins de fer ; l'objectif était de donner les moyens à l'Etat de favoriser l'industrialisation du pays, ce qui permit, au cours de la période 1940-1976, aux entreprises d'Etat de jouer un rôle stratégique dans le processus d'accumulation du capital privé ; et 2) *la période 1950-1970*, durant laquelle le secteur de la production (machines, équipement, construction) fut en pleine expansion, contribuant à ce que l'industrie traditionnelle privée dégage d'importantes plus-values générées grâce aux facilités accordées par l'Etat à travers les subventions publiques, les bas salaires, le contrôle syndical par le corporatisme, la faiblesse des prestations sociales patronales aux ouvriers et une politique économique protectionniste qui permettait aux entrepreneurs d'échapper à la concurrence internationale.
* *La période 1970-1986*, qui correspond aux présidences de Luis Echeverría et de Lopez Portillo, commença par une réorientation du modèle d'accumulation du capital consistant en la mise en œuvre d'une série de réformes dans les domaines des investissements productifs publics (notamment par la création de nombreuses entreprises para-publiques), de l'éducation, de la santé, du logement, de la fiscalité et des salaires. Cette politique déboucha sur un affrontement

94. Pour réaliser cette chronologie, nous nous sommes inspirés de divers travaux et principalement celui de Victor Soria, *Regulación política, crecimiento, apertura económica y su impacto en la evolución de la pobreza (el caso de México)*, contribution au colloque du GREITD "ouverture économique et sociétés latino-américaines", Villa de Leyva, 9-13 octobre 1995

avec les entrepreneurs – refusant de modifier leur mode de redistribution et de se plier aux nouvelles contraintes fiscales – qui provoqua une baisse significative des investissements productifs privés et déboucha sur la grave crise financière des années 1976-1977 ; en 1976, le FMI fut appelé au secours de l'économie mexicaine, désormais soumise à l'ajustement structurel. Le même phénomène se reproduisit en 1982, avec une énorme hémorragie financière due à une fuite massive des capitaux qui sonna le glas de la politique économique de substitution des importations. Il faut néanmoins reconnaître qu'au cours de la période du boom pétrolier (1977-1981), on assista à une diminution de la pauvreté (absolue comme relative), l'Etat clientéliste-populiste mexicain ayant toujours favorisé une redistribution minimale plus ou moins élargie. Suite à la chute des cours du pétrole, en 1981, le Mexique fut secoué, de 1982 à 1986, par une autre grave crise économique et financière liée notamment au paiement de la dette.

* *La période 1986-1994*, au cours de laquelle, suite à l'adhésion du Mexique au GATT (en 1986), le secteur privé retrouva sa confiance en l'Etat, mais un Etat métamorphosé, de type libéral, qui lui laissait la maîtrise d'œuvre d'une croissance économique désormais basée sur l'industrie d'exportation et l'ouverture commerciale ; c'est ainsi que fut revitalisée, sur d'autres bases d'accumulation, la politique de constitution de monopoles privés qui connut sa période faste jusqu'en 1994 et fut couronnée par l'entrée du Mexique au sein de l'OCDE en 1993 et la mise en application du TLC (Traité de Libre Commerce entre le Mexique, les Etats-Unis et le Canada) le 1er janvier 1994.

Sur le long terme, il est donc possible de caractériser l'économie mexicaine comme une économie de rente favorisant des collusions constantes entre acteurs des secteurs privé et public et privilégiant davantage les entrepreneurs intéressés par l'accumulation rapide de bénéfices élevés que ceux inclinés à l'innovation et à la prise de risques dans le but de moderniser leur outil de production. C'est pour cela que, à partir des années 1970, le système a commencé à souffrir de cette limite structurelle, et qu'il est entré en crise, ouvrant sur une période de transition au cours de laquelle le gouvernement mexicain a progressivement délaissé et transféré son rôle de moteur du développement économique, au profit des acteurs du secteur privé compétitif. A partir de ce moment-là, plus les bénéfices du pacte ont été canalisés

vers le sommet des hiérarchies (politique et économique), moins l'Etat a été en mesure d'assurer une redistribution sociale (autant à travers le partage des richesses privées que par la captation publique des impôts).

Après la crise de 1982, s'est également accentuée la rupture avec le mode de fonctionnement du système antérieur, pour ce qui concerne la répartition des bénéfices de la corruption institutionnelle ; jusque là, *l'Etat clientéliste redistributeur* (interventionniste) autorisait une corruption publique par les acteurs privés, tout simplement parce qu'une grande part des richesses produites était accaparée par le secteur public qui la répartissait ensuite sous forme d'industrialisation ou d'opérations de développement. A partir de 1983, il y eut un renversement affectant les bénéficiaires de la corruption ; dès lors, *l'Etat clientéliste libéral* (régulateur et fiscalisateur) a permis que se développe un racket du secteur privé par les agents publics – justifié par le fait que les richesses étaient principalement captées par les entrepreneurs privés. Ainsi, la rente de corruption est devenue de plus en plus anti-productive car les bénéfices du secteur privé compétitif furent concentrés et accaparés par les acteurs appartenant à l'élite industrielle et politique, davantage intéressés par l'enrichissement personnel que par une contribution à la redistribution par l'Etat (sous forme de services publics ou d'aide aux branches de la petite et moyenne entreprise souffrant de la concurrence internationale) d'une partie des bénéfices réalisés. De plus, avec la crise du début des années 1980, la pression fiscale devint de plus en plus forte pour l'ensemble des citoyens résistant à ce que leurs impôts alimentent les oligarchies des groupes industriels infiltrés dans l'appareil d'Etat et censés être les moteurs d'une nouvelle croissance. Finalement, la corruption s'est transformée en mécanisme asséchant de plus en plus la majorité des entrepreneurs du secteur privé, obligés – en même temps que leurs impôts et charges sociales augmentaient – à verser des contributions informelles aux agents de l'Etat qui disposent toujours de certaines prérogatives en matière de règlementations, de subventions, de permis, de concessions...

Les fluctuations de la politique économique, qui sont inséparables de la politique de l'Etat, ont également modifié les modes de redistribution à la base, liés à l'application des politiques sociales. L'Etat-providence latino-américain apparaît davantage comme une utopie légitimatrice de cet Etat que comme une réalité suivie dans le temps ; en effet, si, dans les années 1940, la protection sociale devait être ac-

cordée à tous les ouvriers afin de à réduire la pauvreté, il faut reconnaître que cette politique a très vite cédé la place à un corporatisme syndical d'Etat accentuant l'écart entre des salariés protégés et le reste d'une population non salariée et paupérisée. L'extension de la précarisation du salariat, à partir des années 1983, aura davantage accru cette paupérisation préexistante en rejetant un mombre de plus en plus importants de salariés dans les marges du sous-emploi.

Le système économique, défini au départ pour favoriser la production et le développement par la croissance, a donc dévié de son objectif, favorisant la croissance de certaines branches exportatrices au détriment du développement domestique, et posant des bases "de collaboration" entre les secteurs privé et public qui peuvent légitimer actuellement l'intégration des activités souterraines. De plus, sous la pression internationale, la mise en application des plans d'ajustement structurel et l'ouverture des frontières ont également contribué à intensifier les effets de la crise économique pour de nombreuses catégories socio-professionnelles au sein desquelles un des recours de survie consistera à participer aux activités liées à l'économie souterraine intégrée ; c'est ainsi que de nouvelles alliances vont être développées, et notamment entre :

* *les jeunes désœuvrés des quartiers populaires périphériques urbains et les trafiquants*, au service de qui ils vont s'employer en vue de commercialiser la drogue dans leur voisinage, ce qui va provoquer un accroissement de la consommation locale et une recrudescence de la délinquance par bandes afin de trouver les ressources financières suffisantes pour subvenir au besoin d'une nouvelle dépendance ; tel est le cas de nombreux enfants de la deuxième génération de migrants dans l'Etat du Chihuahua ;
* *certains entrepreneurs qui ne peuvent résister à la concurrence étrangère et les représentants des trafiquants*, afin que ces derniers, en participant à la capitalisation d'entreprises existantes, blanchissent les dollars de leur commerce illégal ; les entrepreneurs et commerçants récalcitrants aux investissements douteux seront acculés progressivement à la faillite car ils devront subir la concurrence déloyale et faussée de nouveaux affairistes souterrains prêts à vendre leurs marchandises à des prix inférieurs aux coûts de production ou aux prix d'achat ;
* *les petits agriculteurs et les producteurs de drogue*, afin de pallier aux effets de la baisse du cours de denrées agricoles désormais non

subventionnées, et de mettre en valeur des terres propices aux cultures illicites sur des territoires enclavés ; la création subite de richesses dont étaient jusqu'alors dépourvues des populations paysannes oubliées du monde, va fortement contribuer à déstructurer les anciens rapports sociaux, notamment à cause de la violence générée par le trafic d'armes servant à la protection des activités illégales ;

* *les anciens caciques locaux et les trafiquants de drogue*, afin que les premiers trouvent une compensation financière à leur marginalisation au sein du système de corruption institutionnelle et puissent dès lors préserver leur pouvoir local – ainsi que leur statut social – en continuant d'entretenir leurs clientèles traditionnelles ; mais également pour que les seconds, trafiquants plus ou moins indépendants, jouissent d'une protection locale plus efficace vis-à-vis d'autorités policières ou militaires qu'ils doivent par ailleurs corrompre (ou, ce qui revient au même, par lesquelles ils sont rackettés).

B. DE L'INFORMEL AU SOUTERRAIN

Il serait tentant de considérer les investissements illégaux produits par le commerce de la drogue comme une variante de l'économie dite "informelle" ; les richesses qui sont ainsi injectées dans l'appareil productif formeraient la base d'une économie "de survie" qui, soit constituerait une alternative au sous-développement, soit permettrait au moins d'amortir les effets conjoncturels de la crise. Cependant, le recyclage de l'argent de la drogue pose un réel problème, car il ne s'agit pas de simples détournements de fonds qui quittent l'économie formelle pour y revenir par d'autres moyens ; ici, l'origine des capitaux réinvestis est elle-même illicite, et le recyclage implique les sociétés locales à travers le noyautage de réseaux clientélistes – fondement du système social et politique –, dont les membres intégrés (politiques ou entrepreneurs) participent, souvent en toute connaissance de cause, à un processus de captation / accumulation de richesses qui débouche sur la formation d'un nouveau système productif inséré au marché légal. Ainsi, un système fondé sur l'illégalité peut-il "doper" ou même concurrencer le système formel ; toutefois il faut souligner l'une de ses caractéristiques : il s'agit d'un système de production complet qui ne

repose pas, comme dans de nombreux cas de délinquance primaire ou financière, sur le vol, la contrebande ou le détournement d'un bien (marchandise ou capital) destiné à produire des profits qui seront ensuite réinjectés dans le circuit financier légal, mais la richesse générée par cette activité commerciale de la drogue est créée ; elle se développe tout au long d'un processus indépendant et illégal depuis la culture jusqu'à la consommation et le blanchiment ; les profits ne proviennent pas d'un vol, même s'ils sont destinés, eux aussi, à être recyclés dans l'économie légale.

D'après la théorie libérale sectorialiste, *le secteur informel* est considéré non seulement comme un remède face à la crise, mais également comme un mode particulier de répartition des richesses nationales ; pour ces raisons, l'Etat devrait laisser faire le secteur informel – et même l'encourager – parce que celui-ci lui permet de se désengager de certaines dépenses sociales et qu'il participe à l'intégration sociale en socialisant (par le travail situé sur les marges internes) les exclus du système de production formel, et en établissant une pacification des rapports sociaux. Les liens qui unissent les marges au centre ne sont pas nouveaux ; ils constituent même un facteur d'intégration au système, devant pallier les insuffisances de celui-ci ; en plus de réduire les coûts sociaux, ces liens permettent de diminuer également les coûts financiers. Ainsi en est-il, par exemple, de l'économie dite "informelle" qui est, en réalité, le complément indispensable de l'économie officielle protégée : l'informel (des micros, de certaines petites ou moyennes entreprises) comme face cachée du formel (des grands groupes industriels) Selon la théorie libérale sectorialiste, le "secteur informel" constituerait un remède à la crise en favorisant une répartition des richesses à la marge du système ; dans cette logique, l'Etat devrait donc laisser faire le "secteur informel"[95], ce qui implique qu'il tolèrerait également les détournements et transgressions de la loi (trafic et utilisation de travailleurs clandestins par des entreprises sous-traitantes des grands groupes, travail au noir, dérogations à la législation du travail) ; la croissance du secteur formel serait à ce prix qui contribuerait, en plus, à une redistribution des richesses à travers les emplois créés. En fait, plus que d'assurer la survie des travailleurs concernés en leur permettant d'éviter le chômage par le recours au sous-emploi, il s'agit surtout

95 Cf De Soto H., *L'Autre Sentier : la Révolution informelle*.

de faciliter l'adaptation du secteur formel aux fluctuations du marché, de contourner les réglementations qui encadrent celui-ci, et de produire ainsi une richesse qui garantit, par la flexibilité sur les marges internes, la reproduction du système politique, social et économique (et notamment la reproduction de l'appareil industriel et financier) ; c'est ainsi que « *avant d'être, comme le veut l'école libérale, profitable aux travailleurs informels, l'informalité est surtout d'un grand intérêt politico-économique pour les systèmes fondés sur les rapports de clientèle, le paternalisme et l'utilisation féodale de la force de travail* »[96]. Telle est la raison pour laquelle existe un laisser faire en ce domaine, afin de rendre possible la transgression des lois et le contournement des législations du travail ; la tolérance de l'administration s'obtient par le commerce de la corruption, et les rentes acquises peuvent ainsi proliférer à la marge de la légalité. Il en résulte donc une imbrication "légitime" et fonctionnelle des secteurs officiels et illégaux ainsi qu'une institutionnalisation des rapports qui les fondent.

Si, dans le passé, la connivence entre les représentants du pouvoir administratif, les entrepreneurs officiels et les agents de l'informel a permis – malgré de fortes inégalités de conditions de vie, de travail et de salaires – de pallier aux nécessités de survie des groupes sociaux les plus déshérités, il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui, la conjugaison de l'ouverture des frontières, de la concurrence des produits importés et des économies imposées au secteur public constitue une limite au système traditionnel de redistribution qui était fondé sur la rente, le clientélisme et la corruption Le secteur dit "informel" existe toujours, mais le nombre important de faillites dans la micro-industrie et dans l'agriculture (à cause de la concurrence internationale qui sanctionne un système productif dont le protectionnisme n'a pas permis la modernisation) atteste de l'incapacité du système traditionnel à permettre encore l'intégration et l'adhésion de l'ensemble des couches de la population ; de plus en plus, le secteur informel lui-même tend à regrouper des activités davantage de survie que de complément à la production industrielle ; quant au secteur formel, grâce à sa flexibilité, aux délocalisations et à la mise en précarisation croissante de la main d'œuvre, il s'oriente progressivement vers l'informalisation, d'une manière autonome C'est pourquoi l'économie souterraine illégale tend à

96. Cf Morice (A.), *L'Etat et l'informel*, p 205.

se substituer au traditionnel secteur informel, comme recours pour les désœuvrés du système productif, source d'enrichissement pour la minorité qui la contrôle ou la tolère, et comme activité qui permet d'amortir la crise. Rente, clientélisme, violence et corruption forment les caractéristiques dynamiques autant du secteur dit informel que de l'économie souterraine, à travers notamment l'usage de la corruption comme moyen de régulation de la concurrence ; de la même manière l'un comme l'autre participent à la structuration d'un pouvoir basé sur des rapports capitalistes de type paternalistes. L'enjeu de pouvoir que représente autant les activités informelles que les systèmes mafieux a été analysé par Morice lorsqu'il décrit l'Etat mafieux comme nécessitant, pour se reproduire, « *la mise en place d'une hiérarchie dont les différents degrés contrôlent la circulation de la richesse. Il agit donc par des intermédiaires auxquels il délègue le pouvoir de distribuer, qu'il incite à créer des groupes de clientèles et à entrer dans un processus de rivalité. Ce système pousse en effet chacun à détourner la plus grande part possible du produit social aux fins d'accumulation politique, puisque le pouvoir se mesure à l'aune du nombre de dépendants* »[97]. Cependant, alors que le traditionnel secteur "informel" opérait à la marge intérieure du système où les entrepeneurs se meuvent dans un jeu constant entre le légal et l'illégal, l'économie souterraine se développe aux marges extérieures de celui-ci, contrôlées par des narco-trafiquants qui évoluent de plein pied dans l'illégalité ; et, en plus, l'économie souterraine jouit d'une certaine indépendance – du moins jusqu'à la phase du recyclage – vis-à-vis d'un secteur formel qu'elle ne parasite pas (sauf à utiliser des entreprises formelles d'import-export ou de transport, par exemple, pour dissimuler le convoiement de la marchandise lors de la phase du trafic), même si l'informel et le souterrain nécessitent tous deux la protection politique de certains représentants du pouvoir ou de certaines institutions.

D'autre part, les réinvestissements opérés à partir de l'argent de la drogue montrent bien les limites de la théorie libérale puisque cet informel-là (l'économie souterraine) recourt à la violence pour se constituer ; en cela, il remet en question l'autorité de l'Etat et l'équilibre d'un système politique qui était fondé sur le partage des pouvoirs entre les représentants de l'Etat et les caciques locaux, ces derniers agissant

97 Cf. idem, p 201.

sur le système clientéliste à travers leur fonction de relais entre l'Etat et la société civile. Parmi les caciques locaux, se trouvent certains chefs d'entreprises, petites et grandes, dont la clientèle est constituée par le personnel (ouvriers et cadres) qui travaille dans l'unité de production ; malgré les déréglementations, ces chefs d'entreprises nécessitent toujours la protection de l'Etat afin de bénéficier de subventions, de crédits, de délais de paiement de leurs charges, de "tolérance" quant au non-respect de la législation du travail, et de l'attribution de certains marchés publics ; ce faisant, ils se mettent dans la dépendance des agents de l'Etat qui sont eux-mêmes dépendants de la "bonne santé" des entreprises car trop de chômage (surtout en l'absence d'allocations, comme c'est le cas dans la plupart des pays en développement) remet en question le consensus social sur lequel est fondé la reproduction du pouvoir ; cette dépendance réciproque, basée sur une relation dialectique entre protecteur et débiteur, constitue l'une des caractéristiques du système clientéliste administratif.

En fait, s'il n'existe pas de secteur informel autonome qui serait séparé du secteur formel, il en est de même pour les activités qui découlent du recyclage de l'argent de la drogue. Il y a plutôt une imbrication des secteurs formel et informel, du capitalisme réglementé et du capitalisme sauvage, des activités enregistrées et des activités souterraines ; cette imbrication est même une caractéristique du capitalisme libéral, une condition de l'insertion dans les marchés locaux, nationaux et mondial ; pour s'en convaincre, il n'est qu'à rappeler comment les grandes entreprises de travaux publics ou les plus importantes firmes textiles utilisent des entreprises sous-traitantes qui n'hésitent pas à recourir à une main-d'œuvre clandestine sous payée et font fi de toutes les règles régissant les conditions de travail et la protection sociale. Quant aux travailleurs de l'informel et du souterrain – les cultivateurs, les passeurs, les trafiquants, les *dealers*, les hommes de main, mais aussi les travailleurs clandestins des branches du bâtiment et du textile, ou ceux qui, ayant déjà un emploi, travaillent "au noir" comme certains fonctionnaires (enseignants, policiers, gendarmes...), ou enfin les chômeurs, les pré-retraités et les étudiants effectuant un travail rémunéré non-déclaré –, leurs activités illégales, bien qu'elles soient le plus souvent précaires, constituent pour eux un moyen de pallier à l'absence ou à l'insuffisance de leurs ressources déclarées. De telles associations productives participent à la reproduction de parties d'autant plus larges du corps social que de nombreuses branches sont touchées par le chô-

mage et la baisse des activités économiques ; par voie de conséquence, la souplesse (vis-à-vis des réglementations) et la flexibilité (par rapport aux rythmes de production) adoptées par les entreprises de l'informel, insufflent du dynamisme et de la compétitivité dans la conquête de nouveaux marchés.

Mais les activités informelles ne suffisent plus pour absorber l'excédent de main-d'œuvre expulsé de l'économie formelle. L'économie informelle elle-même se trouve confrontée à la compétitivité internationale et expulse une partie de sa main-d'œuvre excédentaire vers le dernier recours que représente l'économie souterraine. Les bouleversements "libéraux" opérés dans les modes d'acquisition et de redistribution de la rente, n'ont fait que rejeter hors des marges du système une population de plus en plus nombreuse qui développe maintenant une économie souterraine en utilisant les méthodes "informelles" de production et de redistribution des richesses. Ce nouveau processus peut d'ailleurs très bien se développer avec l'accord tacite des gouvernements, si la rente produite continue à être partagée, et s'il s'avère qu'il est suffisamment intégrateur pour permettre la reproduction des pouvoirs officiels établis. Mais un tel système, lui même fortement inégalitaire et discriminatoire, n'est-il pas dépendant de certaines règles de fonctionnement qui en marquent les limites ?

En effet, la multiplication des alliances souterraines – et les enjeux financiers qu'elles représentent – est une source importante de conflits potentiels et réels. Il peut ainsi en résulter une guerre de clans (autant de la part des groupes politiques que des différentes bandes de trafiquants, chacun recherchant une alliance captive avec l'autre) pour l'appropriation des différentes rentes en présence (rente illégale d'un côté, rente de pouvoir de l'autre) ; peuvent également apparaître des rivalités de plus en plus marquées entre les maîtres de clientèle des différents niveaux territoriaux de pouvoir (local, régional, national et international). D'autre part, l'arrivée au pouvoir de nouveaux clans politiques contrôlant l'administration (régionale ou fédérale) et privilégiant leur propres réseaux d'alliances souterraines, ne manquera pas de susciter des règlements de compte politiques et financiers fondés sur la menace ou l'exercice de la violence extrême afin d'aboutir à la définition de nouvelles formes de captation des rentes illégales. Enfin, la multiplication des clans et la propagation d'une violence qui résulte d'alliances jamais reconnues, constituent un risque de perte de contrôle des marges de la part du pouvoir ; l'apparition de bandes rivales bénéficiant chacune de différentes

protections et la perte du pouvoir monopolistique d'un clan unique de trafiquants sur un territoire donné, rendent de plus en plus aléatoires la régulation hiérarchique du pouvoir et la pacification des rapports sociaux C'est ainsi que l'organisation politique se retrouve minée par le bas ; alors qu'auparavant existait une division des fonctions entre les trafiquants de drogue et les représentants politiques – chacun restant dans son statut social sans interférer sur les prérogatives de l'autre – et une canalisation des négociations et de la répartition des bénéfices entre personnalités choisies (commandants de la police fédérale, officiers supérieurs de l'armée, procureurs de la République, gouverneurs, députés fédéraux, ministres, conseillers de la présidence), l'irruption de trafiquants indépendants nouant des relations avec de nouvelles corporations et des représentants locaux du pouvoir, peut pervertir le système et permettre son infiltration à travers les réseaux locaux de représentation politique

L'expérience des années 1980 permet de mesurer les conséquences des politiques autoritaires d'ordre économique (de type "ajustement structurel"), en ce que ces dernières ne suffisent pas pour réintroduire, au sein d'un marché mondial ouvert, des économies nationales qui étaient protégées depuis de nombreuses décennies ; en effet, les économies traditionnelles étaient en phase avec des structures politiques qui permettaient d'assurer un minimum de redistribution vitale, souvent par la voie de la corruption, du clientélisme et du caciquisme (le système d'échange d'une allégeance contre une faveur) ; le fait de modifier l'ordre économique sans prendre en considération le mode politique de redistribution risque de provoquer une cassure au sein des systèmes d'intégration (de socialisation, d'identification à des valeurs culturelles, de reconnaissance d'autres acteurs sociaux, d'inclusion à certaines hiérarchies sociales, d'adhésion à des objectifs socio-politiques communs...) ; on a peut-être cru à tort que les objectifs d'un capitalisme débridé, imposé à l'ensemble du corps social (en remplacement du capitalisme protectionniste de rente), suffiraient pour reconstruire l'édifice sur les bases de l'ancien.

Désormais, le mélange généralisé des genres est devenu possible entre les différents mondes de la politique, des affaires et de l'économie souterraine ; le PRI y perd chaque fois davantage de son homogénéité et de sa légitimité, en ne pouvant plus contrôler aussi efficacement qu'auparavant, ni les différents échelons de sa hiérarchie, ni l'ensemble du territoire national sur lequel son autorité était reconnue. Ainsi, au fur et à mesure que la corruption institutionnelle est devenue de plus en plus

exclusive – elle était auparavant plus ou mois sélective afin d'adapter les ressources financières disponibles aux besoins exprimés, mais elle est devenue exclusive par le fait d'une captation des richesses dans le seul but de l'enrichissement personnel de celui (ou de ceux) qui en sont à l'origine –, l'économie souterraine intégrée s'est répandue à tous les niveaux du système et ses effets de redistribution apparaissent plus *démocratiques* que ceux de l'économie officielle. Maintenant, même un pouvoir policier autoritaire semble impuissant à restaurer les anciennes formes politiques du consensus et à éviter une marginalisation croissante des populations ainsi qu'une recrudescence des actes de violence (autant de la part des groupes politiques que des clans criminels, les deux étant établis et interpénétrés) ; tout au plus parviendra-t-il à territorialiser ce qui lui échappe, c'est-à-dire à le circonscrire sur des espaces sacrifiés.

Le système politique sert donc de soutien autoritaire aux restructurations entreprises au sein du système économique, qui visent à transformer les rentes publiques traditionnelles en monopoles privés représentés par les grands groupes industriels ; à travers les concentrations opérées, ces derniers jouissent, à l'abri de l'Etat national – et avec la complicité intéressée de ses représentants –, d'une nouvelle rente d'autant plus lucrative que ses détenteurs disposent de la liberté concédée (par les pouvoirs publics) de fixation du prix de leurs prestations. Dans ce contexte, le pouvoir (c'est-à-dire le pouvoir d'Etat) continue à s'exercer en utilisant les pratiques clientélistes rodées de transgression de la loi. La corruption à grande échelle, même si ses bénéfices sont désormais réservés à un usage exclusif, reste une constante des systèmes politiques clientélistes, populistes ou libéraux, *tolérée juridiquement* par l'impunité accordée à ceux qui la pratiquent, et *légitimée socialement*, à condition qu'elle débouche sur une redistribution (sous forme d'aide financière ou matérielle directe, d'octroi de travail, d'attribution de services ou d'équipements communautaires) des richesses captées illégalement. Au Mexique, le pouvoir politique reste représenté par le Parti-Etat : l'Etat clientéliste est le pouvoir légitime ; cela signifie que l'Etat de droit peut bien être considéré comme une finalité – dans le cadre de la définition théorique (ou idéologique) d'un système de valeurs attaché à l'analyse des systèmes politiques en général –, mais il demeure que l'Etat clientéliste continue à s'exercer sur la base d'un pouvoir d'Etat réel, autoritaire, discrétionnaire, opératoire et reconnu socialement. En fait, au Mexique existe une union dynamique et instituée entre les pratiques clientélistes de transgression de la

loi sous la protection des représentants de l'Etat, et l'existence d'un Etat de droit représenté par un corpus juridique et une bureaucratie établie ; la régulation politique du système économique et social s'opère à partir de ces deux sources de l'exercice du pouvoir. Mais cette régulation politique – parce qu'elle est confrontée à une restructuration économique qui empêche un partage équitable des ressources financières entre tous les représentants politiques qui vivaient naguère de la corruption institutionnelle à l'abri de l'Etat populiste – se trouve elle-même pervertie par le processus libéral qui l'a transformée, et ceci avec les implications (contradictoires) suivantes :

1) Les pratiques clientélistes de corruption dans la gestion des affaires publiques (les rapports politiques) ou privées (au sein des entreprises) sont de moins en moins admises socialement au moment où sont adoptées des politiques d'austérité qui écornent le niveau de vie et le pouvoir d'achat de la majorité de la population, ce qui tendrait à relégitimer la part d'Etat de droit du pouvoir.

2) Inversement, la transgression de la loi opérée par des acteurs qui agissent depuis les marges externes du système afin de développer leurs activités souterraines (trafic de drogue, trafic d'armes, vols organisés, racket, prostitution, enlèvements d'entrepreneurs ou de propriétaires fonciers...), peut être admise socialement si la dette des obligés vis-à-vis des maîtres traditionnels de clientèle s'accroît démesurément ou si les bénéfices (personnels ou communautaires) attendus du clientélisme décroissent continuellement ; dans ce cas, la captation exclusive des bénéfices de la corruption d'un côté, et la manifestation d'une violence extrême issue des marges externes de l'autre, auront tendance à se retourner contre l'Etat lui-même, contre la part d'Etat de droit de l'Etat, et donc contre la régulation politique qu'implique cette part d'Etat de droit

3) Le système clientéliste libéral, à travers les déréglementations (source de corruption exclusive à grande échelle) appliquées aux politiques sociales et industrielles risque d'aboutir à la constitution d'un Etat de non droit ; cette dérive serait d'autant plus envisageable que le clientélisme libéral se greffe sur un système clientéliste populiste qui reposait également sur l'usage autoritaire de la corruption et de la violence de la part de représentants politiques disposant encore aujourd'hui du pouvoir local et national. De nombreux entrepreneurs et hommes politiques de l'époque libérale continuent d'ailleurs à cultiver le charisme qui caractérisait leurs prédécesseurs, afin de séduire des masses fascinées par la réussite individuelle qu'ils représentent et qu'ils affichent comme étant le résultat d'un

effort individuel "qui ne doit rien à personne" ; ils masquent évidemment avoir bénéficié de la protection et de l'amitié de représentants influents déjà installés aux commandes des affaires privées ou publiques, ce qui confirme la continuité dynamique entre l'Etat clientéliste populiste et l'Etat clientéliste libéral.

Malgré cette continuité dans les formes d'exercice du pouvoir, le clientélisme libéral provoque des changements dans la structure même des rapports clientélistes car la soumission de l'obligé au maître de clientèle est de moins en moins payée, en retour, de la protection que le fort doit au faible. Cette rupture de contrat, facilitée par l'absence de régulation politique de l'Etat, contribue au renforcement d'une violence interpersonnelle (dans les rapports de domination) qui se manifeste par l'augmentation des recrutements forcés pour certaines activités (comme par exemple les paysans obligés de planter des cultures illicites), des expulsions brutales (de la part de propriétaires désireux de récupérer leurs terres vacantes urbaines ou rurales occupées illégalement par des migrants, des paysans sans terres ou des sans logis) et des meurtres impunis (de syndicalistes, de représentants d'associations de défense des droits de l'homme assassinés par des hommes de main ou des policiers). De tels actes sont caractéristiques de l'exercice autoritaire du pouvoir clientéliste – ce qui explique qu'ils existaient déjà auparavant –, mais leur banalisation révèle que, progressivement, la loi (hors consensus) du plus fort peut s'imposer qui libère le maître de clientèle de tout scrupule moral et de toute obligation de redistribution continue, hormis vis-à-vis des membres restreints de sa clientèle captive qui le protègent dans l'exercice de sa domination et exécutent fidèlement ses ordres. L'Etat clientéliste est donc réduit à devenir un bouclier des intérêts du système économique libéral – et de tous les grands caciques, dans ou hors la loi, qui en assurent la croissance –, tandis qu'il se désengage localement des territoires et des activités contrôlées par les nouveaux maîtres du souterrain. Ceux-ci peuvent désormais exercer une régulation politique et sociale sur les groupes sociaux expulsés des économies formelle et informelle ; mais les deux systèmes – le clientéliste libéral et le marginal – partagent les mêmes valeurs individualistes et les mêmes pratiques autoritaires, le premier les délégant à l'Etat, tandis que le second les octroie, avec un minimum de médiations, au secteur privé.

CHAPITRE VII

RENTE, DROGUE ET POUVOIR

De la même manière que dans le secteur légal, la stratégie entrepreneuriale qui préside à l'organisation des activités souterraines consiste à forger des alliances entre de multiples acteurs économiques impliqués dans un même processus de production ; chacun d'entre eux contrôlera une phase spécifique de la production (achat aux cultivateurs, acheminement de la drogue vers les aéroports, transport de celle-ci dans des pays de transit, achat de faveurs sous forme de corruption des autorités locales, blanchiment des bénéfices..., le tout supervisé et coordonné par une responsabilité collégiale à la tête des grandes organisations) ; une telle division des fonctions doit permettre de réaliser des économies d'échelle, en adaptant les ressources et les moyens de chacun à la globalisation du marché. C'est ainsi que des rapports de partenariat ont été noués entre les producteurs colombiens et les transitaires/distributeurs mexicains ; ces stratégies de coopération constituent une réponse rationnelle et efficace, d'une part aux débordements qui pourraient résulter d'une compétitivité non-maîtrisée (les luttes fratricides entre différents clans), et d'autre part aux alliances établies entre les différents gouvernements ou entre institutions répressives de différents pays. Le marché se retrouve donc sous contrôle, et les concurrents indépendants bénéficient d'un laisser-faire plus ou moins précaire de la part des gros trafiquants, du fait qu'ils ne représentent pas un réel danger de concurrence déloyale (le petits producteurs et petits trafiquants travaillent en effet à une échelle qui ne permet pas de casser les prix ou de détourner des parts de marché). Cette régulation fondées sur des alliances ou sur la menace de l'utilisation de la violence, en cas de mésentente stratégique (défavorable pour tous) permet de minimiser les investissements et de réduire les risques, en instituant une coopération sur la base de la spécialisation et de la division du travail et du territoire. Pour les Colombiens, les risques liés au transit sont supprimés (et sous-traités aux Mexicains qui ont développé toute une infrastructure de contrebande sur des bases familiales) ; pour les Mexicains, leurs marges bénéficiaires sont accrues du fait de leur participation dans l'industrie de la cocaïne.

En tout état de cause, la stratégie entrepreneuriale est soumise à la perpétuation du système, et ceci est également valable pour ce qui concerne l'entreprise de trafic de drogue. C'est ce qui explique les transferts de monopole d'un clan à un autre lorsque l'un d'entre les deux est décapité, comme ce fut par exemple le cas lors de la chute des deux principales organisations criminelles de Colombie : les cartels de Medellin et de Cali[98]. Désormais, ce sont les organisations mexicaines qui se seraient emparées d'une grande partie du trafic de cocaïne destinée aux Etats-Unis et qui était contrôlé, jusqu'en 1995, par les cartels de Cali et de Medellin. Les clans mexicains auraient donc, en quelque sorte, pris le relais de leurs anciens associés, en s'appropriant les routes, les laboratoires et les contacts dont disposaient les Colombiens avec leurs fournisseurs; maintenant, les Colombiens se retrouveraient dégradés au statut de producteurs-transformateurs atomisés, c'est-à-dire organisés en bandes tributaires des puissantes organisations mexicaines, de la même manière que l'étaient – et le demeurent, mais à présent associées directement aux cartels mexicains – les organisations criminelles de six autres pays sud-américains (Brésil, Venezuela, Perou, Bolivie, Uruguay et Equateur). C'est ainsi qu'actuellement, les clans mexicains sont en mesure de superviser la production, la transformation, le stockage, l'achat au producteur et la vente au consommateur de la drogue provenant de ces divers pays sud-américains. La répression ne supprime donc pas le trafic de drogue ; elle force à une recomposition des organisations criminelles justifiée par la raison que l'offre doit s'adapter à la demande, par tous les moyens possibles ; et, de ce point de vue, les *capos* disposent d'une capacité imaginative d'adaptation et d'une souplesse d'intervention supérieures aux compétences des forces de répression qui sont tenues d'agir au plus près de la loi. C'est ce qui explique que, malgré certaines réussites de la lutte contre le trafic de drogue, celui-ci se poursuit à une échelle industrielle, à travers d'autres formes d'alliances et sur d'autres routes ; ainsi le démantèlement du cartel de Medellin aura impliqué l'accroissement des activités du cartel de Cali, tandis que la décapitation de ce dernier aura favorisé la prise de contrôle des routes internationales par des organisations mexicaines qui sont maintenant en mesure, selon la DEA, de transformer le territoire mexicain en un refuge où pourraient

98 Avec la mort de Pablo Escobar Gaviria en décembre 1993, et l'arrestation de Gilberto et Miguel Rodríguez Orejuela, respectivement en juin et août 1995

être entreposées, à n'importe quel moment, entre 70 et 100 tonnes de cocaïne... et ainsi de suite.

A. THEORIES DE LA RENTE ET ILLÉGALITÉ

Pour ce qui concerne certains Etats (comme le Mexique), l'intégration, par le haut, des stratégies entrepreneuriales illégales – qui favorise une concentration maîtrisée du pouvoir souterrain – facilite les ententes et la construction de passerelles permettant aux représentants publics de participer au partage des bénéfices privés retirés des activités illicites. En plus, la division concédée de l'espace au profit de narco-caciques puissants, influents, contrôlés et respectés est une garantie théorique de pacification des rapports sociaux. Mais c'est à ce niveau que les effets pervers du système se font le plus durement ressentir sur la reproduction des communautés locales, dans le cadre de la construction d'un Etat de droit.

Il demeure qu'une des questions fondamentales est de savoir si le narco-système pourrait être reconnu comme un système rentier d'appropriation de richesses. En effet, apparemment, au Mexique, la drogue constitue bien une matière première d'exportation produisant une richesse acquise sur la base de la constitution d'un monopole et servant davantage à la reproduction du pouvoir (par l'enrichissement personnel ou la redistribution de type clientéliste) de celui (acteur ou groupe) qui la détient, qu'à la remise en jeu des bénéfices, en vue d'un accroissement de la mise initiale. Cependant, par le fait même que la préservation de cette rente supposée implique l'intervention et l'entretien d'un réseau institutionnel de protection ainsi que le partage des bénéfices avec les membres (politiques ou entrepreneurs) de celui-ci, il en résulte que les richesses produites sont amenées à fructifier dans le temps et dans l'espace à travers le recyclage des bénéfices illégaux au sein de l'économie légale. Contairement aux définitions traditionnelles de la rente, la culture et le commerce de la drogue n'impliqueraient donc pas un blocage productif ; en effet, afin que les bénéfices puissent en être réinvestis dans l'économie légale, il serait nécessaire d'une part que la source des richesses ne tarisse point et que, d'autre part, une large redistribution soit assurée aux membres institutionnels du réseau qui participent à la

valorisation de la manne. Tout le problème consistera donc à savoir comment s'opère cette valorisation et quels en sont les effets sur le développement de l'économie globale.

Ricardo, dans son ouvrage sur les *Principes d'économie politique*, publié en 1817, définissait la rente comme « *cette portion du produit de la terre que l'on paie au propriétaire pour avoir le droit d'exploiter les facultés productives originelles et impérissables du sol* ». Un comportement rentier aura donc des incidences sur la structure de l'économie nationale et, plus généralement sur les modes de répartition de la richesse aux différentes couches de la population. En effet, dans le cadre d'une économie de rente, les grands propriétaires terriens vont pouvoir donner à leurs exploitations un avantage comparatif par rapport aux autres régions moins favorisées, ce qui entraînera une augmentation de leurs profits en même temps qu'un appauvrissement des autres catégories de la population. La rente suppose donc une rupture du lien entre travail et rémunération ; ici, les bénéfices sont un gain tombé du ciel qui contredirait la logique productiviste selon laquelle les gains sont l'aboutissement d'un long processus intégré et organisé de la production. Telle est la base du problème que pose aujourd'hui la possession des rentes dans les pays sous-développés et qui justifie de soulever la question du rapport entre les modes de croissance de l'économie locale et le développement des peuples, dans un contexte où l'acquisition de richesses liées à la rente ne signifie pas forcement un bien être supérieur pour la majorité de la population et ne semble pas pouvoir endiguer une pauvreté chronique.

Les quatre caractéristiques de la plupart des rentes sont : 1) qu'elles apparaissent comme la principale source de revenu des nations qui les détiennent ; 2) que l'offre de rente s'opère à travers la constitution de monopoles (publics ou privés ou mixtes) ; 3) qu'elles sont toutes dépendantes de l'extérieur du pays où elles sont exploitées, soit qu'il s'agisse de rentes d'exportation, soit que leur utilisation locale est concédée à des entreprises étrangères ou prioritairement réservée aux étrangers , et 4) que le montant des bénéfices retirés de la rente (c'est-à-dire le prix de vente des matières premières) est très éloigné des coûts de production. Dans le cas de la drogue, même si une baisse des prix de vente à la distribution affecte les narco-trafiquants (les rentiers), elle sera surtout répercutée sur les paysans producteurs afin que les narco-trafiquants conservent une marge bénéficiaire plus ou moins stable. De

cela il résulte que la plupart des produits financiers obtenus le seront sous forme de devises et de réinvestissements.

Il apparaît donc légitime de confronter ces analyses à un autre type de rente, une rente illégale telle que le commerce de la drogue au Mexique, afin d'analyser l'impact économique et social des bénéfices que génère cette activité ainsi que les possibilités politiques de canaliser ces bénéfices au profit de la communauté nationale qui produit la rente. A première vue, la drogue, comme production à grande échelle – telle qu'elle est pratiquée au Mexique – semble apparentée à la rente ricardienne d'origine végétale ; mais il ne faut pas oublier ni son caractère illégal qui oblige à dissimuler ses bénéfices, ni qu'elle se développe dans un pays où une culture de rente existe déjà, liée à l'exploitation pétrolière, au tourisme, aux revenus des immigrés et à la position stratégique qu'occupe le Mexique vis-à-vis de son voisin du Nord ; bref, la drogue mexicaine est cultivée comme rente dans un pays où un Etat fort possède une expérience pour ce qui concerne la valorisation et la répartition des bénéfices générés par les productions d'exportation. Le caractère illégal de cette nouvelle rente changera t-il les anciens modes de valorisation et de redistribution ou, au contraire, les confortera t-il ? Donc, à qui profitera t-elle ?

Le problème fondamental posé à partir des différentes théories de la rente est celui de savoir quels sont les effets de croissance d'un secteur d'exportation sur le reste de l'économie ; privilégier un secteur d'enclave peut-il contribuer au développement d'intérêts solidaires ou, au contraire, cela risque t-il de déboucher sur l'atrophie des pouvoirs de décision traditionnels et l'asphyxie des activités productives autochtones ? De fait, si, dans un système rentier, la richesse est acquise à partir de l'exploitation intensive des matières premières et s'il existe bien des rentes privées (foncières, par exemple) et publiques (liées à l'extraction et à la commercialisation des sources d'énergie), il faut également reconnaître, dans tous les cas, l'action déterminante de l'Etat pour ce qui concerne la répartition des profits de la rente à la communauté nationale. Apparemment, dans le court terme, celle-ci en tirera toujours quelques bénéfices (en termes d'emplois ou de facilités de consommation), et notamment lorsqu'il s'agit d'une rente publique, son appropriation par l'Etat permettant de se substituer à l'impôt. De ce point de vue, l'appropriation décentralisée d'une rente privée produit les mêmes effets, les entrepreneurs assumant ici le rôle de redistribution de l'Etat Cette caractéristique en implique une autre : l'enrichissement des différents acteurs qui

contrôlent la rente provient davantage de leur capacité à s'inscrire sur le circuit de la rente que de la recherche de profits à partir de l'exploitation de la force de travail ; mais, dans le cas de la drogue, comme il s'agit d'un circuit illégal, le facteur risque constituera un élément déterminant de la valeur de la marchandise échangée. Il apparaît donc évident que, dans une économie de rente, la distribution prime sur la production et la reproduction ; cette redistribution (souvent d'ordre clientéliste, c'est-à-dire basée sur la corruption ou/et, pour ce qui concerne le trafic de drogues, l'entretien de bandes privées) est nécessaire car elle est la condition de la légitimation qui justifie l'appropriation privée d'une partie des bénéfices de la rente.

En outre, différentes catégories d'acteurs vont profiter de la rente, parmi lesquelles les nouvelles élites liées aux affaires (commerçants, financiers, entrepreneurs de travaux publics, importateurs de biens de consommation) qui, par l'intermédiaire de l'Etat (et donc des élites politiques), se voient concéder le recyclage externe de la rente lorsque la capacité locale d'absorption de celle-ci est limitée ; il en résultera un énorme gaspillage de ressources dans des dépenses de démonstration ou des activités de spéculation (financière ou immobilière) qui iront grossir les portefeuilles des représentants du capital financier international, et ces investissements apporteront de nouveaux types de revenus de rente aux propriétaires locaux de celle-ci (capitalistes d'Etat ou capitalistes privés), aux intermédiaires (financiers, marchands) et aux spéculateurs internationaux. Il convient de remarquer que ce sont les mêmes acteurs qui, à partir de la création d'une rente de situation ou d'intermédiation, profitent des bénéfices de la drogue au Mexique, ce qui conforte notre hypothèse de définir celle-ci comme une production rentière et de considérer les narcotrafiquants comme des entrepreneurs souterrains cultivant une rente qui leur est concédée par l'Etat ; en effet, le système politique mexicain implique que les bénéfices des rentes – qu'il s'agisse de rentes licites ou illicites – doivent toujours être partagés entre acteurs privés et représentants publics. De plus, à travers le blanchiment, s'opère également un recyclage externe de cette rente illégale dont les bénéfices iront accroître le marché international des devises et augmenteront les capacités d'investissement du capital financier international[99].

---

99 Les mouvements de capitaux constituent, ainsi que le souligne Salama, la voie royale du blanchiment, facilité par la déréglementation et la globalisation financière ; cf. Salama (P.), *Drogues et économie dans les pays andins (approches méthodologiques)*, in Revue

Ainsi que le souligne Sid Ahmed, « *dans un Etat rentier, le gouvernement est le principal bénéficiaire de la rente externe dans l'économie* », ce qui conduit à distinguer les *Etats de production* et les Etats rentiers qualifiés d'*Etats d'allocation*, les premiers tirant leurs revenus des recettes domestiques et de l'impôt, tandis que, pour les seconds, le gros de leurs revenus provient de recettes d'exportation dont une grande partie sera consacrée à l'achat de marchandises importées[100]. Dans les Etats producteurs, le paiement de l'impôt (dérivé de l'augmentation des salaires) et la légitimité de l'Etat étant liés, les contribuables aspirent à participer plus directement à la vie politique ; à l'inverse, dans les Etats allocataires, le consensus social est dirigé depuis le sommet de l'Etat d'où s'effectue la redistribution clientéliste (sur la base de faveurs accordées comme une forme de salaire indirect, la corruption apparaissant comme l'une de ces faveurs) censée profiter à tout le monde et permettant d'endiguer les revendications démocratiques. Il en résultera des *effets pervers* consubstantiels aux économies de rente ; parmi ces effets pervers, les deux principaux sont que la croissance des importations 1) décourage le secteur productif, et 2) qu'elle aboutit à une surévaluation des taux de change. Le problème consistera donc à savoir jusqu'à quel point ces effets pervers sont supportables pour la conservation du système global, c'est-à dire si les disparités qui sont générées par l'exploitation des ressources peuvent comporter moins d'effets négatifs que les inégalités consécutives à l'exploitation de la force de travail. De cette manière, pourront être analysés certains impacts de l'économie de la drogue sur l'économie légale.

La théorie dite de la *stapple theory of economic growth*, aborde la question de la rente sous l'angle du surplus généré par les ressources naturelles (*staple* signifie, en anglais, "produit primaire", "matière première"). Selon Watkings [101], l'exploitation intensive des matières premières serait une des causes du sous-développement car la trop grande dépendance de l'économie envers les produits exportés

---

100 Cf Sid Ahmed (A.), *Rente, industrialisation et développement*, p. 6

101. Watkings (M H), *A staple theory of economic growth*, in Canadian of Economic and Political Science, XXIX, mai 1963

serait un obstacle à la diversification de la production et donc à l'industrialisation ; elle générerait une mentalité d'exportation pour laquelle la croissance soutenue serait synonyme d'une surconcentration des ressources dans le secteur d'exportation. C'est sur de telles bases que s'impose une minorité de privilégiés (investisseurs étrangers, petits groupes d'entrepreneurs nationaux, élite des militaires, des bureaucrates, intermédiaires entre ces différents groupes) s'appropriant les fruits de l'exportation dont une partie est convertie localement en dépenses d'ostentation (la grande vie) et en importation de produits de luxe. Selon Levin[102], il résulte de cette orientation du système économique « *un schéma de développement économique frustré, caractérisé par un secteur national stagnant, de rares signes de croissance économique générale et un niveau bas de revenu général réel* ». Cette évolution s'opposerait donc à la modernisation de l'agriculture, des services et de l'industrie dans les secteurs autres que ceux liés à l'exportation, ce qui conduirait à un accroissement du chômage, du sous-emploi et de l'immigration ; dans ce cas, il ne s'agira pas d'un chômage de type keynésien provoqué par le tarissement de la demande, mais d'un chômage résultant du manque d'équipement productif Un tel panorama peut fort bien s'appliquer au cas du Mexique qui, depuis le premier choc pétrolier de 1973, a focalisé l'origine de ses ressources sur la rente du pétrole, précipitant le pays dans la crise économique, à partir de 1982. En fait, on pourrait s'interroger sur le fait de savoir si l'industrie pétrolière mexicaine n'est pas considérée comme une rente depuis 1938, année de sa nationalisation par Lázaro Cárdenas ; il s'agirait, dans ce cas, d'une rente géographique de situation, le Mexique profitant de sa proximité avec les Etats-Unis pour s'imposer comme une réserve énergétique de ce pays qui capte la plus grande partie de la production mexicaine de pétrole. De ce point de vue, le mode d'appropriation étatique de la rente de la drogue serait similaire à celui de la rente pétrolière ; les deux rentes obéiraient aux mêmes objectifs, approvisionneraient le même marché captif, impliqueraient les mêmes acteurs (au sommet de l'Etat) et produiraient les mêmes effets de sous-développement, ce que conforte la situation de crise économique et de pauvreté sociale dans les zones de production ,

---

102 in Levin (J V.), *The export economies : their patterns of development in historical perspective*, Cambridge, Harvard University Press, 1983.

simplement, les narco-trafiquants apparaîtraient comme de nouveaux acteurs qui auraient rejoint l'élite politico-économique bénéficiant de cette rente , créant cette rente, les narco-trafiquants l'auront finalement banalisée en faisant que la redistribution qui en résulte déborde le cercle de leurs organisations criminelles ; cependant, du fait de son caractère illégal, la redistribution sociale d'une partie des bénéfices de cette rente aurait tendance à s'effectuer d'une manière plus exclusive que celle qui découle des autres rentes. Favorisée par l'existence de cette nouvelle rente, la bureaucratie, comme pour les autres rentes, aura tendance à se développer ; c'est ce qui explique l'augmentation du nombre des effectifs chargés de la répression, la débauche de lois, la croissance des moyens matériels et financiers mis à la disposition des forces de répression et, évidemment le cortège d'affaires qui en découlent : corruption institutionnelle, versement de commissions exagérées, financement des partis politiques, compromissions en tous genres. Ici également, l'attirance pour les gains rapides va rendre la bureaucratie parasitaire, anti-productive et perverse (c'est-à-dire dont les actes se retourneront contre les objectifs affichés).

Une autre théorie d'interprétation de la rente, fondée sur le concept du *Dutch disease* (c'est-à-dire de "la maladie hollandaise") part de la constatation que le *boom* du secteur extractif d'exportation (d'énergies telles que le pétrole ou le gaz) [103] aboutit à une désindustrialisation ; par voie de conséquence, le déclin de l'industrie manufacturière nationale a des effets sur le type d'allocation des ressources et de distribution des revenus. Ces effets pervers constitueraient une limite au modèle de croissance lié aux politiques de substitution des importations. Tel serait, selon Gregory [104], l'origine des difficultés enregistrées par le secteur manufacturier dans les économies à ressources naturelles abondantes. A partir du concept de *dutch disease*, on aboutit ainsi à la constitution d'un modèle économique trisectoriel divisé ainsi :

---

103 Cette théorie est également transposable aux rentes permanentes ou renouvelables pour ce qui concerne les effets à moyen terme d'une croissance asymétrique

104 Cf Gregory (R.G), *Some implications of the growth of the mineral sector*, in AUSTRALIAN JOURNAL OF AGRICULTURAL ECONOMIES, 1976

1) un *booming sector* (secteur en expansion) qui produit des effets de réallocation des ressources (salaires à la hausse mais également contraction des autres secteurs non compétitifs) ; en fait, les revenus tirés du secteur en boom vont pour l'essentiel à l'Etat et sont redistribués sous forme de réduction d'impôts et, dans le meilleur des cas, d'amélioration des services publics ; en effet, un système de corruption généralisée peut empêcher la réalisation de nombreux projets de construction d'infrastructures publiques (tels que ceux concernant la santé ou l'éducation) parce que les fonds publics qui leur étaient destinés ont été détournés par des fonctionnaires publics ou/et des entrepreneurs privés alliés aux premiers ; cependant, la hausse des salaires dans le secteur en boom pourrait avoir tendance à se propager au reste de l'économie déjà touché par les problèmes de sous-emploi, ce qui entraînerait une augmentation du chômage – les entreprises des autres secteurs n'étant pas en mesure de répondre aux demandes d'augmentation des salaires – et une aggravation du caractère inégalitaire de la répartition des revenus ; le *booming sector* produit également des effets de dépenses de biens importés qui vont réduire la production manufacturière et détériorer l'emploi dans le secteur exposé traditionnel, ce qui aura pour conséquence une détérioration de la balance des paiements ;
2) un *lagging sector* (secteur en retard) qui touchera les branches des autres industries d'exportation, celles produisant des biens locaux de substitution des importations, l'industrie manufacturière et l'agriculture ,
3) un secteur des biens non-commercialisables qui concerne les services (activités immobilières, par exemple), les services publics, les transports, et qui est impulsé par le secteur d'enclave.

En fait, il est possible de transposer ce schéma à l'économie de la drogue à travers deux interprétations différentes mais complémentaires : d'une part, en considérant que ce secteur illégal se développe en parallèle à l'économie locale, comme une rente supplémentaire qui n'alimente pas directement et durablement les autres secteurs de l'économie touchés par la crise ; d'autre part, au Mexique, l'économie de la drogue peut être considérée elle-même comme un *booming sector* en ce sens qu'une part importante des bénéfices de cette rente est blanchie dans les caisses de l'Etat (par le hauts fonctionnaires politiques et les banquiers) et recyclé par les entrepreneurs en utilisant ce même canal fondé sur la confusion entre charges publiques, responsabilités d'entreprises et bénéfices personnels (la corruption) ; à travers cette filière il apparaît évident que l'économie souterraine et l'économie légale se croisent, la première

alimentant les secteurs compétitifs (de l'industrie exportatrice ou de celle liée aux secteurs des biens non-commercialisables) par l'intermédiaire de l'Etat dont la fonction serait de canaliser les bénéfices illicites de manière à consolider les rentes traditionnelles par la nouvelle rente illégale de la drogue.

Cependant, au niveau local, directement et dans le court terme, le développement de l'économie de la drogue provoquera des effets pervers anti-productifs sur le *lagging sector* ; par voie de conséquence, cette dérive pourra générer une recomposition des pouvoirs locaux qui, pour se maintenir, auront tendance à se transformer en pouvoirs allocataires de type mafieux, compensant les pertes de l'industrie locale traditionnelle par une croissance artificielle liée aux importations massives et aux dépenses d'ostentation. Le risque, provoqué par le commerce de la drogue, de contagion de l'économie par la "maladie hollandaise" (augmentation des importations au détriment du secteur productif d'exportation, et notamment de l'industrie manufacturière) est perceptible, ainsi que l'a montré Kalmanovitz[105], à travers l'augmentation du volume de contrebande ; en effet, la contrebande constitue l'un des moyens les plus utilisé de blanchiment des bénéfices de la drogue, les marchandises importées étant sous-évaluées et allant approvisionner les centres commerciaux qui prolifèrent dans les grandes villes de la plupart des pays producteurs de drogue L'économie informelle de la contrebande aura des conséquences négatives car les recettes de l'Etat liées au paiement des taxes d'importation seront en diminution, et les marchandises importées se trouveront en concurrence déloyale vis-à-vis de celles provenant de l'industrie manufacturière domestique qu'elles auront tendance à affaiblir (notamment dans les secteurs textile, de la confection, de la chaussure, des jouets, des appareils électro-ménagers, de la parfumerie...), et ceci d'autant plus que l'industrie locale formelle est elle-même soumise à l'impôt ; par voie de conséquence, la crise dans le secteur manufacturier local aura tendance à réduire encore davantage les recettes fiscales de l'Etat.

---

105 Cf. Kalmanovitz (S.), *Impacto macroeconómico del narcotráfico en Colombia*, Bogotá, CINEP, Mimeo, 1993 , pour ce qui concerne les difficultés méthodologiques à évaluer l'importance de la contrebande dans l'économie de la drogue, confer Salama (P), *Drogues et économie dans les pays andins (approches méthodologiques)*, in Revue TIERS MONDE, t. XXXV, n° 137, janvier-mars 1994

Par ailleurs, l'expansion régulière de l'apport net en devises dans une économie rentière aura pour conséquence une surévaluation de la monnaie nationale impliquant un faible coût des importations, ce qui, d'un côté pourra produire un effet désinflationniste, mais dont l'effet pervers sera une compétitivité affaiblie des secteurs de l'industrie nationales produisant des biens échangeables, substituts des importations. Tel fut le cas du Mexique au cours des dernières années du gouvernement Salinas où un accroissement des importations a découragé l'industrialisation de substitution d'importations... et a permis au PRI de gagner les élections présidentielles de 1994. Une telle dérive s'oppose également à toute tentative de réforme fiscale puisque, dans une perspective keynésienne, c'est l'Etat qui capte le gros des revenus du secteur en boom, ce qui a pour effet d'occulter toute création de nouvelles sources de revenus. C'est ainsi que l'Etat aura tendance à canaliser les bénéfices de la rente vers la satisfaction des dépenses sociales, militaires ou administratives afin de reproduire la technostructure qui fonde sa légitimation ainsi que les intérêts de ses représentants (individus, gouvernants ou corporations) ; l'Etat favorisera également certains projets immédiats, visibles et donc rentables électoralement comme les investissements dans la construction et les travaux publics (sources de création d'emplois), au détriment de la construction d'infrastructures (routes, ponts, ports ou investissements directement productifs comme les usines)[106].

Dans un contexte de crise sociale liée à l'application des politiques libérales d'ajustement structurel, le déficit fiscal de l'Etat rentier – provenant de l'absence d'imposition des couches aisées – impliquera que celui-ci ne disposera plus de suffisamment de recettes pour payer décemment ses fonctionnaires dont l'effectif est par ailleurs pléthorique à cause du clientélisme qui caractérise ces Etats rentiers ; une telle dérive va légitimer l'accroissement de la corruption, les employés taxant ceux qui ne payent pas l'impôt, en prélevant directement à la source ; dans ce cas-là, il est possible de caractériser la corruption comme un impôt informel ; lorsque cette prédation des fonctionnaires publics s'effectue au détriment non seulement des couches aisées ou moyennes, mais également des couches pauvres, « *l'Etat consomme alors ses propres richesses, fragilise et réduit la source de celles-ci. Il devient*

106 Cf Sid Ahmed, op. cit

prédateur »[107] ; c'est sur de telles bases que se développent également la violence et la pauvreté qui constituent le terreau de l'expansion des activités criminelles lorsque, comme c'est le cas dans les économies de transition (entre un Etat clientéliste national-populiste et un Etat clientéliste libéral), le système clientéliste se trouve "grippé" à la base, c'est-à dire qu'il ne permet plus une redistribution descendante, favorisant la recherche de légitimité à travers l'entretien de l'ethnie, du lignage ou de tout autre réseau de clientèle Dans les cas où la corruption se réduit à un strict enrichissement personnel sans redistribution, il est possible de la caractériser comme *corruption marchande* qui aboutit à la destructuration des rapports sociaux clientélistes et des codes de valeurs qui leur étaient liés. L'économie de la drogue aura tendance à conforter ces tendances culturelles du système politique et économique, mais ses effets, ainsi que l'a montré Salama [108], peuvent être contrastés ; ainsi, l'appréciation des taux de change, qui résulte de la surévaluation de la monnaie nationale, rend les importations moins coûteuses et donc, également, les importations de biens d'équipement, ce qui pourrait permettre une plus grande accumulation du capital et être favorable à l'industrialisation ; dans un cas comme le Mexique, il est cependant peu probable que de tels effets positifs se manifestent car la forte concentration des richesses produites par les rentes (légales ou illégales) a des répercutions moins favorables à l'accumulation productive domestique ; elle aura plutôt tendance à favoriser l'industrie d'exportation, la spéculation immobilière et financière, ou les investissements dans l'élevage.

D'autre part, l'économie rentière présente « *un caractère explosif potentiel »*[109] car, si le cycle du *boom* vient se clore, comme ce fut le cas au Mexique à l'issue du contre-choc pétrolier de 1985 sous l'effet d'un effondrement de la demande ou d'une baisse des cours, on assiste alors à une évaporation des réserves de change, à une fuite des capitaux et à une résurgence des conflits d'intérêts entre syndicats, agriculteurs, industriels, importateurs, chômeurs. C'est alors que

---

107. Cf. Salama et Valier, *Pauvretés et Inégalités dans le Tiers Monde*, Paris, La Découverte, 1994, p.105

108. Cf Salama (P), *Drogues et économie dans les pays andins (approches méthodologiques)*, in Revue TIERS MONDE, t XXXV, n° 137, janvier-mars 1994

109 Cf. Seers (D), *The mecanism of an open economy*, in SOCIAL AND ECONOMIC STUDIES, vol. 13, n° 2, juin 1964

l'économie de la drogue peut apparaître comme une nouvelle rente de substitution et prendre le relais des anciennes rentes défaillantes De fait, au Mexique, c'est au moment où la rente pétrolière s'est tarie que l'on a assisté à la mise en place d'un processus particulier de cartellisation de la production et du trafic de drogues, contrôlé par les institutions d'Etat. La valorisation de cette nouvelle rente n'a en rien diminué les effets pervers liés aux autres rentes (tourisme, pétrole), notamment la crise sociale et le niveau de sous-emploi. Au contraire, les tensions se sont aggravées de par l'accroissement de la violence liée à l'illégalité de cette production d'exportation, et les inégalités sont demeurées à leur niveau antérieur, tout juste atténuées par le caractère intensif du trafic et de la culture. Par contre, comme pour les autres rentes, l'Etat en a canalisé les bénéfices et y a puisé de nouvelles réserves pour alimenter son programme de privatisations et, peut-être, également, ses programmes de solidarité. De ce point de vue, l'éclosion de l'industrie souterraine et le libéralisme de l'ajustement structurel vont de pair, et l'industrie de la drogue ne fait que conforter un sous-développement préexistant. La drogue n'est donc pas un facteur de changement au niveau économique ; elle est une rente banale, parmi d'autres.

Dans le meilleur des cas, de par l'action de l'Etat, le secteur en boom peut permettre d'alimenter en capital le secteur autochtone, mais comment cette croissance sera t-elle soutenue si survient un tarissement des capitaux en provenance de l'enclave ? La réduction des objectifs de croissance pourrait favoriser une libération de la dépendance envers les capitaux de l'enclave et permettre ainsi aux nations qui vivent d'une ou de plusieurs rentes d'exportation de parvenir à un stade de croissance auto-soutenue ; cependant, ainsi que le remarque Fekrat[110] la forte participation étrangère dans l'économie de rente conduit à mettre en échec l'apparition d'une classe nationale d'entrepreneurs. Telle est l'autre contradiction des économies rentières qui disposent d'un fort volume de capitaux sans parvenir à décoller du sous-développement. La solution proposée qui consiste à économiser le capital et à maximiser le rendement à long terme porte cependant en elle-même certains effets pervers ; en effet, cet objectif économique constitue la justification de la captation de la rente par les politiques et certains entrepreneurs de grands groupes

---

110 In *Growth of OPEP-type economies . a preliminary theorical inquiry*, in ECONOMIA INTERNAZIONALE, vol XXXII, n° 1, février 1979

exportateurs, seuls à même d'orienter ses bénéfices au service d'une vision d'avenir ; or, le cas du Mexique révèle que la rente est également liée à un mode de gouvernement particulier qui se fonde sur la culture de la corruption (plus ou moins élitiste) et la soustraction à la collectivité nationale des bénéfices accumulés. De ce point de vue, une rente illégale (la drogue) peut provoquer les mêmes effets de désindustrialisation qu'une rente légale (le pétrole). Cependant, il reste légitime de penser – et là encore, le cas de la crise financière mexicaine de décembre 1994 est révélateur – que l'afflux de capitaux (financiers illégaux blanchis ou licites, c'est-à-dire, dans ce derniers cas, constitués par les bénéfices, rapatriés au pays d'origine, des rentes d'exportation, mais tous attirés par les taux d'intérêt élevés) contribue à ce que les taux de change sous-évaluent le prix des devises étrangères, ce qui conduira inévitablement à favoriser les importations au détriment de la production du secteur autochtone. Une autre solution envisagée pour remédier au risque de tarissement de la rente ou à une fuite des bénéfices de la rente générant du sous-développement, consisterait à mener une croissance par externalisation ; tel est le cas du Koweit où tous les avoirs publics ou privés provenant du secteur d'enclave font l'objet de placements destinés à générer de nouvelles formes de revenus de rente, les revenus de la rente externe financière spéculative devenant progressivement supérieurs aux revenus de la rente externe pétrolière jusqu'à pouvoir se régénérer sans ces derniers. Dans ce cas, la dépendance vis-à-vis de l'étranger (paradis fiscaux, Suisse) n'est certes pas supprimée, mais tout le monde y trouve son compte : les pays du Nord qui accueillent ces capitaux comme une bouffée d'oxygène (et se remboursent ainsi leurs achats de pétrole) et les pays producteurs qui en tirent de confortables bénéfices. Cependant, même si le placement ou le recyclage des bénéfices d'une rente illégale peut produire des bénéfices supérieurs à ceux retirés directement, par exemple, du commerce de la drogue, il semble peu réaliste de vouloir transposer le cas du Koweit (pays de deux millions d'habitants) où la rente est captée de manière clanique et décentralisée, à un pays comme le Mexique qui compte 80 millions d'habitants et où le système de répartition s'est toujours réalisé sur la base de la prédation (privée et de plus en plus exclusive) et de la concentration des capitaux par une élite (de politiques et de grands entrepreneurs) de gouvernants rivée au pouvoir depuis plus de soixante années. Dans un cas comme celui du Mexique, l'accumulation de capitaux – licites ou non, réinvestis ou blanchis à travers la spéculation financière interne ou externe – n'apparaît

donc pas comme un facteur suffisant de croissance économique et de contribution au développement.

L'économie rentière ne représente donc pas une sécurité totale ; le facteur risque doit également y être pris en considération. Mais, qu'il s'agisse d'une rente légale ou illégale, le risque le plus important n'est pas forcément celui qui est lié aux fluctuations des recettes d'exportation ; d'autres risques, d'ordre politique, sont déterminants, comme la rupture des négociations entre acteurs privés et publics, les obstacles mis à la poursuite des échanges (provoqués par un embargo, dans le cas de l'économie formelle, ou l'intensification de la répression, pour les activités souterraines), une dépendance accrue vis-à-vis de l'étranger pour ce qui concerne la main-d'œuvre qualifiée, les technologies utilisées pour l'extraction des produits de la rente, la vente de ceux-ci ou la valorisation financière des bénéfices de la rente.

B. RENTE ET REPRODUCTION DES POUVOIRS

La question de la rente pose donc comme centrale l'action politique des gouvernants qui contrôlent l'Etat, ce qui devient un problème, en régime libéral, lorsque l'Etat ne dispose plus des moyens nécessaires pour jouer un rôle d'arbitre et promouvoir la croissance à travers une redistribution, certes inégalitaire mais plus ou moins généralisée, des revenus de la rente. A première vue, la captation institutionnelle des bénéfices de cette nouvelle rente de la drogue pourrait permettre à l'Etat de reprendre l'initiative ; mais les modes hérités de redistribution, liés à la manière dont une classe particulière de gouvernants s'accaparent le pouvoir politique, ainsi que le caractère illégal de cette rente expliquent que les représentants de l'Etat chargés d'en blanchir et d'en recycler les bénéfices devront avancer masqués et limiter le risque d'une redistribution sociale directe en privilégiant les méthodes de l'enrichissement personnel et en dissimulant l'origine de leur enrichissement par la corruption traditionnelle tolérée. A cause de son caractère illégal qui la rend apparemment inexistante, cette rente de la drogue produira des bénéfices qui seront donc beaucoup plus difficilement réinvestis dans le domaine social que les revenus d'une rente légale, comme le pétrole ; c'est ainsi que la captation institutionnelle des

bénéfices de la rente illégale favorisera l'accroissement de la corruption institutionnelle tolérée.

Il reste que la rente apparaît comme l'ennemi de la croissance et que, donc, pour la majorité des économistes, l'assainissement de l'économie et le retour à la croissance passe obligatoirement par la suppression progressive des rentes. Cependant, la solution du rétablissement de la confiance vis-à-vis des marchés semble également insuffisante pour provoquer une croissance qui, de toutes façons, risque de n'avoir aucun effet sur la production à court terme, et encore moins dans un contexte de culture de rente qui favorise les importations à outrance – la prohibition de celles-ci ne faisant que contribuer au développement de la contrebande institutionnelle à laquelle se greffe le trafic de drogue qui utilise les mêmes routes en sens inverse. Les marchés, comme solution miracle qui permettrait de stimuler une croissance en annulant les effets pervers liés aux économies rentières, et notamment en rétablissant une concurrence dynamique anti-monopolistique, contribuent davantage à la recherche de profits spéculatifs et de meilleures conditions d'exploitation de la main-d'œuvre (à travers les délocalisations) qu'à la réduction des déséquilibres sociaux ou à l'instauration d'une redistribution des richesses plus égalitaire qui réduirait les marges bénéficiaires et les capacités d'expansion des grands groupes industriels. De plus, les politiques de libéralisation basées sur la stratégie de promotion des exportations produisent elles-mêmes leurs propres rentes qui ne sont plus fondées sur les avantages retirés des quotas d'importation, mais sur les subventions à l'exportation, la flexibilité de la main-d'œuvre, les opérations de bourses, le rachat des entreprises d'Etat ou des entreprises en faillitte, les incitations publiques accordées aux secteurs du tourisme, de l'immobilier ou des services, c'est-à dire aux activités privées qui favorisent des gains rapides. C'est ainsi que *les rentes libérales*, légales ou non, peuvent proliférer.

La prise en compte des phénomènes rentiers aura néanmoins permis de proposer un autre mode d'interprétation qui, à l'inverse du courant majoritaire de l'analyse économique, ne repose plus sur le dualisme entre deux secteurs de base (l'agriculture traditionnelle et l'industrie moderne), mais conçoit les changements structurels à long terme à partir d'une nouvelle distinction entre d'une part le secteur domestique (autochtone, local et le moins développé) et le secteur d'enclave (d'exportation et producteur de revenus de rente). C'est sur ces bases que la rente est apparue déterminante vis-à-vis des types d'effets de

croissance, de la forme de l'Etat (allocataire ou producteur) et de l'orientation de la bureaucratie dans les pays du Sud. Cependant, le problème initial qui était de savoir si la croissance peut être soutenue indéfiniment par une rente d'exportation, sans diversification industrielle locale ou recherche d'un revenu alternatif, reste pour le moment en suspens. En effet, ni la solution de l'ouverture des marchés – pour remettre en cause les économies rentières –, ni l'alternative des nouvelles rentes illégales ne semblent pouvoir répondre au défit du développement ; cette impasse provient du fait que l'ouverture des marchés favorise le transfert d'une rente publique vers une rente monopolistique privée (les grands groupes industriels privés), et que l'alternative de la drogue reproduit les mêmes effets de désindustrialisation locale, de renforcement des inégalités sociales et de corruption des institutions que l'économie rentière traditionnelle. Donc, les rentes – libérales et privées ou illégales – ont encore de beaux jours à vivre. Mais il ne s'agit pas de rentes qui ouvriraient sur l'avènement d'un âge d'or ou inaugureraient un paradis éternel, mais de rentes de sous-développement[111].

Il reste que le caractère illégal de la drogue introduit une instabilité (un élément aléatoire structurel) dans le système de rente qu'elle génère. Telle est la raison pour laquelle le système mexicain est innovant dans le sens où il a permis de stabiliser cet aléatoire en développant une alliance entre les narco-trafiquants et certains représentants du pouvoir afin de prolonger la rente dans le temps et de l'enraciner sur le territoire. Donc, qu'il s'agisse d'une rente légale ou d'une rente illégale, le niveau politique apparaît, encore une fois, déterminant parce que c'est à partir de l'Etat que sont décidées les contrats fondant les rapports (de tolérance ou de répression systématique) entre acteurs impliqués, et fixées les règles de l'utilisation et de la redistribution (au profit d'une diversification industrielle locale ou d'une accumulation dirigée vers les grands groupes industriels exportateurs, ou d'un enrichissement strictement personnel) des revenus de la rente. Mais qu'il s'agisse d'une rente privée ou publique, d'une rente légale ou illégale, elle aura toujours tendance à se régénérer en produisant de la corruption, de par le fait d'une confusion structurelle entre intérêts privés et publics.

---

111 Les inégalités sociales et les trafics en tous genres existent même au Paraguay qui est pourtant devenu un Etat électro-dollars grâce à la rente que représente le plus grand barrage du monde alimentant en électricité une partie du Brésil.

A partir d'une telle acception qui permet de définir une forme de pouvoir par le mode de distribution des produits de la rente, il s'avère possible de reconnaître comme rentes liées, directement ou symboliquement (c'est-à-dire, dans ce dernier cas, dans le sens de monopole), au commerce de la drogue :

* *une richesse naturelle illicite* (la drogue elle-même) considérée comme principale source de revenu qui nécessite la prise de contrôle d'un territoire et de la population qui l'occupe ; le propriétaire de cette richesse (le narco-trafiquant), ses prête-noms (famille, amis), mais également son dépositaire (le banquier) vivent directement du produit de la rente ;
* *une richesse humaine* traitée comme une force de travail captive, tels les paysans qui cultivent le pavot et le cannabis ou les petits passeurs délinquants qui transitent la drogue vers le Etats-Unis, ou les avocats d'affaires qui se consacrent exclusivement à la gestion des bénéfices du commerce de la drogue ainsi qu'aux ennuis judiciaires des narco-trafiquants ;
* *une rente de pouvoir* liée à l'Etat considéré comme moyen, pour des acteurs politiques, de détenir le contrôle de la violence légitime, de la corruption institutionnelle (permettant de pacifier les relations sociales et de désamorcer la violence par la recherche d'un arrangement consensuel) et de la justification de la Raison d'Etat afin de transformer celles-ci en un capital politique dont les détenteurs (gouvernants appartenant aux divers mondes politique, économique ou administratif) auront la possibilité de s'approprier pour leur propre compte (sous forme d'accumulation de capital, de résidences, de voitures, de sursalaires liés aux différents cumuls ou aux participations croisées dans les conseils d'administration) les biens publics ; l'accès au pouvoir peut dès lors donner naissance à la constitution d'une rente politique (comme peut l'être le PRI au Mexique) mise au service de la conservation et du monopole du pouvoir par le même groupe ;
* *une rente de statut* liée à l'existence d'un intermédiaire qui se pose comme "passage obligé" (parce qu'il détient un monopole de situation) pour la conclusion ou la poursuite d'un contrat (ouverture d'un marché ou activité commerciale comme le trafic de drogue qui nécessite la protection de ses routes) et dont la rétribution (sous forme de corruption illégale ou de versement légal de commissions exorbitantes), calculée en proportion des bénéfices finaux escomptés de la transaction constitue un prélèvement sur la valeur de la marchandise échangée ; en

fonction du pouvoir de cet intermédiaire, celui-ci peut passer d'agent corruptible ou corrompu à acteur corrupteur de ses anciens mandants ; dans ce cas, il pourra devenir le (ou l'un des) propriétaire(s) de la marchandise ; ce statut conféré par une position sociale, politique, administrative ou économique, et qui constitue un "passage obligé" pour le développement d'activités productives licites ou illicites, peut être détenu, dans le cas de la drogue, par les représentants politiques, les notaires, les banquiers, certains industriels ou investisseurs *politiques* par lesquels transite le blanchiment des bénéfices de la drogue, les avocats (qui tirent parti de leurs connaissances juridiques et de leurs relations sociales pour corrompre les juges), les douaniers (qui fermeront les yeux et tendront la main au passage de marchandises de contrebande), le personnel pénitentiaire (qui servira d'intermédiaire avec l'extérieur, pour la poursuite du commerce illégal) ;

* *une rente de corruption* qui produit de l'enrichissement par l'insertion au sein de réseaux clientélistes davantage que par l'exploitation d'une force de travail ou des investissements orientés vers la sphère de la production[112] ; ici, les réseaux, les filières et les rapports de forces (de pouvoir ou d'influence) sont déterminants ; comme toute rente, la corruption liée au trafic de drogue nécessite la collaboration des agents ou des institutions de l'Etat ; comme toute rente, cette corruption se légitime par la capacité des narco-trafiquants à s'inscrirent dans des réseaux de corruption ascendants (pour être protégés) et descendants (pour se construire une base sociale) ; du fait qu'une grande partie des bénéfices réalisés par le commerce de la drogue va d'une part à des dépenses personnelles ostentatoires, et d'autre part à l'entretien des réseaux de légitimation, cette économie peut être considérée comme anti-productive, sauf si s'opère un blanchiment et un recyclage institutionnels des bénéfices, comme c'est le cas au Mexique ; cependant, par le fait même que les bénéfices de cette rente illégale vont servir à alimenter les rentes légales (la spéculation financière ou l'apport de capitaux aux grands groupes monopolistiques exportateurs, contrôlés par l'élite politico-économique), le blanchiment et le recyclage institutionnels peuvent également déboucher sur une absence de revitalisation du tissu économique local et donc, sur une augmentation de la pauvreté ; tel est le cas au Mexique – et finalement, partout

112 Cf. Salama et Valier, *Pauvretés et Inégalités dans le Tiers Monde*, p. 109

ailleurs quand les mafias se développent à partir de la pauvreté et en l'entretenant, c'est-à-dire d'une manière paternaliste classique[113] – où les bénéfices de la corruption ne sont pas socialisés et restent cantonnés dans la sphère de l'élite qui, grâce à eux, accroît ses richesses ;

* *la capacité d'activation d'un réseau de relations d'interdépendance*, qui profiterait, par exemple, du *laisser-faire intéressé* d'un gouverneur pour l'inciter à ordonner une répression sélective aux autorités policières, judiciaires et militaires chargées de quadriller le territoire ; ou de la protection d'un maire pour qu'il mette sa police municipale et ses caciques locaux au service du développement des activités illicites ;
* *la détention d'informations susceptibles d'influer sur le cours des événements*, de la part des journalistes dont les indicateurs gravitent à la marge de la légalité ; des agents de l'administration fiscale qui marchandent leurs saisies ou occultent les réinvestissements d'origine illicite ; des responsables de la police, ou des juges qui garantissent l'impunité en bloquant leurs enquêtes ;
* *la puissance de mobilisation d'une force sociale* (organisation mafieuse ou groupe politique) *ou individuelle* susceptible, par le recours à la violence ou à l'influence, de remettre en cause l'équilibre des pouvoirs établis, comme par exemple lorsque sont lâchés des hommes de main pour assouvir des vengeances, opérer des règlements de compte, ou commettre des assassinats en vue de développer une stratégie de tension dont l'objectif est de discréditer des autorités légales qui résistent au compromis avec les narco-trafiquants ; ou lorsque des trafiquants d'armes sont contactés par les narco-trafiquants afin que ces derniers se dotent d'un armement d'une puissance supérieure à celle des forces de police ; ou lorsqu'un parti politique finance son implantation clientéliste locale en s'alliant avec les trafiquants qui utiliseront plus tard ce territoire pour passer ou stocker des marchandises illégales.

Ces caractéristiques montrent que l'offre de capital n'est pas suffisante pour enclencher des politiques de développement ; d'autres facteurs doivent être pris en compte, d'ordres politique, institutionnel ou culturel afin de montrer les effets de comportements rentiers propagés

---

113 Cf. Geffray (Ch.), *Chroniques de la servitude en Amazonie brésilienne*, Paris, Karthala, 1995.

par des représentants de l'Etat qui profitent de leur pouvoir de corruption (la privatisation informelle des fonctions publiques) pour se constituer en passage obligé permettant la circulation des bénéfices de la rente. Lorsque l'Etat fonctionne sur la base d'une redistribution clientéliste, les bénéfices illicites – captés grâce à l'alliance entre les représentants de l'Etat et les narco-trafiquants – peuvent donc permettre au pouvoir d'Etat de se reproduire en continuant à alimenter ses clientèles, à condition que :

* *le partage des pouvoirs entre les sphères économique et politique* soit respecté de part et d'autre, le contrat étant : le laisser-faire rétribué en matière d'activités illégales, en échande de la préservation d'une légitimité politique, ce qui favorise la coexistence productive entre illégalité économique et légitimité politique ;
* soit préservée *la pacification des rapports sociaux*, ou du moins que la violence soit circonscrite à certains groupes marginaux locaux (les bandes de délinquants s'opposant entre elles, les policiers dont il est attendu que leur répression s'opère sans – trop de – débordements sur la société légale) ou opprimés (les paysans ou les indigènes forcés à la culture des plantes illicites).

Si le commerce souterrain toléré subsiste, et que les tensions sociales sont amorties, les rentes illégales peuvent donc continuer à circuler et les pouvoirs - officiels et illégaux, alliés - se reproduiront dans le temps et dans l'espace. Il en résulte que ce n'est plus le concept de légalité qui fonde la reproduction légitime du pouvoir, mais la notion de tolérance de ce qui permet la stabilité du pouvoir officiel (sans considération des moyens illégaux utilisés à cette fin), ainsi que la tolérance vis-à-vis du champ partagé d'intervention des pouvoirs établis (à partir d'une évaluation d'un rapport des forces en présence, devant permettre l'activation de relations d'entraide). Dans tous les cas de figure, le système apparaît comme *dynamique* parce qu'il est lié à des pratiques politiques clientélistes, et qu'il se fonde sur l'entretien de rentes (constituées à partir d'anciennes situations liées au protectionnisme et au contrôle de la contrebande).

Un retour à l'analyse du cas mexicain devrait permettre de montrer comment tout système politique fondé sur le clientélisme constitue, dans une conjoncture historique particulière, un fondement idéal au développement des marges criminelles. De plus, pourront ainsi être expliquées les causes de cette alternance politique sans changement de régime dans cet Etat frontalier du Chihuahua.

CHAPITRE VIII

LES FONDEMENTS POLITIQUES DU NARCO-POUVOIR

L'Etat mexicain se trouve actuellement dans une phase de transition et d'adaptation difficile de ses anciennes structures politiques aux "impératifs économiques du marché ouvert". Cela signifie que, sur le plan économique, les modes de régulation qui structurent les relations entre les différents agents économiques s'opèrent davantage qu'auparavant selon les critères de la libre concurrence et du marché "autorégulé" ; tel est le sens, par exemple, de la politique libérale engagée depuis 1982 au Mexique, qui s'est traduite par un abandon progressif du protectionnisme de la période précédente (les politiques économiques de substitution des importations mises en œuvre au cours des décennies 1950-1970), un nombre important de privatisations et un désengagement sélectif de l'Etat vis-à-vis du soutien aux activités industrielles considérées comme non rentables. Parallèlement, le système politique, depuis 1989, est en voie dite de "modernisation". Plusieurs paramètres attestent du changement en cours : l'Etat essaye apparemment de se dissocier des anciens groupes de pression clientélistes et corporatistes ; une ouverture politique a été entamée dans les régions nord, qui s'est traduite par une alternance à la tête de certains gouvernements locaux et de nombreuses municipalités ; enfin, depuis la fin de 1992, les autorités fédérales ont engagé une lutte frontale contre la corruption et le trafic de drogue.

Parallèlement, le système politique, depuis 1989, est en voie dite de "modernisation". Plusieurs paramètres attestent du changement en cours : l'Etat essaye apparemment de se dissocier des anciens groupes de pression clientélistes et corporatistes ; une ouverture politique a été

entamée dans les régions nord, qui s'est traduite par une alternance à la tête de certains gouvernements locaux et de nombreuses municipalités ; enfin, depuis la fin de 1992, les autorités fédérales ont engagé une lutte frontale contre la corruption et le trafic de drogue. Tous ces éléments visent à redorer le blason du Mexique sur le plan international (et notamment vis-à-vis de son voisin du nord et des organisations internationales qui participent financièrement à la modernisation économique du pays), ainsi qu'à redonner une légitimité intérieure au parti de gouvernement qui dirige les affaires de l'Etat depuis plus de 60 années.

Dans un tel contexte, l'Etat mexicain va-t-il essayer de récupérer le contrôle des activités illicites liées au trafic de drogue, ce qui pourrait provoquer une perte de crédibilité sur le plan international ? ou bien peut-il se laisser "déborder" par ses marges, au risque de se transformer en Etat *mafieux* ? ou alors assisterons-nous à une guerre contre la drogue, qui pourrait remettre en question tout processus de pacification sociale et toute recherche du consensus nécessaire à la réussite de la modernisation économique et politique ? Le système politique est-il suffisamment intégrateur pour déboucher sur une lutte efficace contre le développement des activités criminelles liées à la culture et au trafic de drogue, ou trop intégrateur, c'est-à-dire capable d'assimiler ces activités et de rendre ainsi possible l'infiltration de nouveaux acteurs au sein de l'organisation économique, sociale et politique ? Nous effectuerons une analyse du système politique afin de repérer quelles sont les portes d'entrée susceptibles de favoriser une infiltration de la marge à l'intérieur du système, et de comprendre comment cette infiltration pourrait être contrôlée par les pouvoirs politiques.

A. L'ETAT CLIENTÉLISTE

Il n'existe pas de système politique pur (la pureté est une simple construction de l'esprit qui s'oppose à la réalité) ; lorsque le concept opératoire d'Etat clientéliste est ici utilisé, c'est en référence à l'Etat démocratique (bureaucratique de type wébérien ou/et participatif, avec une intervention – directe ou par l'intermédiaire de représentants élus – de la société sur l'action des pouvoirs publics) ; mais il est bien évident qu'il s'agit, dans les deux cas, de modèles explicatifs car,

de la même manière qu'existent des pratiques clientélistes au sein des Etats démocratiques, on trouve également des institutions démocratiques dans les Etats clientélistes ; le problème consiste à déterminer les tendances dominantes qui donnent un sens à l'exercice du pouvoir d'Etat.

Clientélisme, corporatisme syndical, paternalisme et caciquisme semblent être les principales caractéristiques du système politique mexicain au sein duquel sont imbriqués intérêts privés et publics afin de transformer l'Etat en une entreprise nationale des plus lucrative, dont une grande partie des bénéfices serait dégagée à partir de la rente institutionnelle de corruption. En fait, les bases du système politique mexicain ont été établies à l'issue de la Révolution (1911-1917). Il s'est alors agi de garantir la stabilité de la nation en mettant en œuvre une politique sociale – dont le pivot fut la Réforme Agraire qui permit la redistribution des terres faisant partie des anciens *latifundios* –, ainsi qu'en promouvant un régime fortement centralisé, présidentialiste et civil, conduit par un parti dominant : le PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel).

Historiquement, c'est le président Calles qui, en 1929[114], constitua les fondements de ce qui, quelques années plus tard, devînt le PRI. Le système inventé à l'époque s'inspirait des thèses léninistes expérimentées en URSS, et reposait sur deux piliers : le Président, détenteur du pouvoir total, et le Parti qui, dans les faits, était un parti unique. L'Etat devait ainsi recouvrir, représenter et diriger toute la société organisée elle-même en différents secteurs : paysans, ouvrier, populaire et militaire. Sous la présidence de Lázaro Cardenas (1934-1940), les entrepreneurs furent contraints de se regrouper en différentes chambres, et l'église elle-même passa sous la coupe de l'Etat. Cette évolution se fit dans la logique des accords de 1929 et déboucha sur l'institutionnalisation du *corporatisme* comme méthode fondamentale d'organisation collective. En fait, c'est l'assassinat de l'ancien président Obregon (en 1928) qui avait incité Calles à rompre avec le système antérieur de gouvernement fondé sur le pouvoir régional des *caudillos*, sortes de seigneurs féodaux disposant d'un pouvoir absolu sur leur territoire régional et usant de la violence et de l'arbitraire pour le conserver. Dans le projet de Calles, il s'agissait principalement de passer d'un régime où le peuple était soumis au

114 C'est-à-dire une année après la fin de son mandat (1924-1928)

gouvernement des *caudillos* à un Etat où le peuple se constituait autour des institutions et des lois. Malgré la disparition des *caudillos*, leurs héritiers locaux, les *caciques*, survécurent qui dirigent, encore aujourd'hui, des communautés se reconnaissant plus ou moins à travers eux. Ces caciques, plus ou moins grands, ont pour fonction principale d'être les représentants locaux du Parti, fournissant des règles de vie et dispensant un ordre social au sein des communautés qu'ils contrôlent, en tirant profit de l'extorsion de celles-ci ; leur fonction sociale de domination doit donc être rapportée à la double perspective de la concrétisation d'un *Etat de Droit*, et de la constitution des marges de l'*Etat de fait*.

Jusqu'à présent, c'est parmi les adhérents du PRI que sont choisis la plupart des titulaires des charges les plus importantes ; cette sélection – qui est effectuée par un comité restreint composé de hauts responsables politiques et économiques (en exercice ou reconnus pour leur expérience et leur influence) de l'appareil d'Etat, au sein duquel la voix du président de la République est déterminante – concerne autant les postes politiques à pourvoir au niveau national (ministres et président de la République) ou régional (et notamment les gouverneurs qui dirigent les Etats fédérés), que les postes de responsabilité administrative et de pouvoir local. Au niveau national, même si le président sortant désigne son dauphin, ce dernier est toujours issu du PRI et doit bénéficier du soutien actif de la majorité des grands notables du régime, admis au sein du comité susmentionné ou n'en faisant pas partie, mais qui sont tous sollicités à mobiliser leurs clientèles pour être remarqués par le candidat président au cours de sa campagne, et être remerciés par la suite sous forme de participation à de hautes responsabilités d'Etat. Le fait que le Parti soit identifié comme le principal relais des fonctions, des promotions, des distinctions et des gratifications liées à la sphère publique le transforme en un "passage obligé" pour l'insertion dans – et la réussite de – presque toutes les carrières politiques ou administratives. Dès lors, le Parti devient non seulement la garantie de l'équilibre des différents groupes d'intérêt et de pression, mais également la condition de la pacification des rapports sociaux ; en fait, il conditionne l'intégration institutionnelle de la société civile, à travers une politique de consensus entre l'Etat (et donc l'administration), les entrepreneurs et les organisations syndicales. Le PRI apparaît donc comme le maître-d'œuvre et le grand ordonnateur de ce consensus.

Le régime mexicain, de type fédéral et présidentiel, impose au système politique d'être fortement centralisateur à tous les niveaux d'exercice du pouvoir et de prise de décisions : fédéral, régional et municipal. Chacun de ces trois niveaux est dépendant de celui qui lui est supérieur hiérarchiquement mais, à l'intérieur de chaque niveau, l'autorité est concentrée de la même manière centralisatrice et personnalisée . le président municipal, le gouverneur et le président de la République disposent chacun du pouvoir sur le territoire (social et géographique) dont il a la responsabilité, et l'exercent par délégation aux échelons inférieurs. Cependant, ce pouvoir est lui-même concédé et, en quelque sorte, reçu en héritage du parti dominant (le PRI), à l'issue d'élections plus ou moins régulières qui confèrent une légitimité à son nouveau détenteur – à charge pour celui-ci de rendre le pouvoir au parti à la fin de son mandat (non renouvelable, d'une période de six années pour le président de la République et les gouverneurs, de trois années pour les présidents municipaux). Si le parti représente la stabilité et la continuité du système, la clef de voûte réside néanmoins dans la personne du président de la République qui nomme son dauphin (le *dedazo*) et choisit les gouverneurs – le parti avalisant ce choix, tandis que le peuple est appelé à le confirmer par voie électorale[115]. La voie électorale n'est quelquefois pas décisive car, mis à part les cas de fraude organisée qui faussent les résultats du scrutin démocratique, celui-ci peut également être invalidé par la voie légale d'une décision présidentielle , c'est ainsi que, durant le sexennat du président Salinas de Gortari (1988-1994), 18 gouverneurs sur 31 furent nommés hors élections (en tant que gouverneurs par intérim, par substitution ou provisoires) ; en outre, il convient de signaler que six Etats régionaux passèrent ensuite sous le contrôle de l'opposition libérale de droite (PAN) : la Basse Californie (en 1989), Guanajuato (en 1991), Chihuahua (en 1992), Jalisco (en 1995), Nuevo-Leon (en 1997) et Queretaro (en 1997). Cependant, il faut reconnaître que, plus ou moins directement et presque systématiquement, c'est le président de la République qui décide, à partir d'un savant dosage des forces locales (d'opposition ou internes au PRI) d'exercer son influence pour nommer ou révoquer les ministres, le procureur général de la République, le régent et le procureur général de la ville de Mexico

---

115 Cf Victor Sona, *Regulación politica, crecimiento, apertura económica y su impacto en la evolución de la pobreza : el caso de México*, contribution au colloque du GREITD "Ouverture économique et sociétés latino-américaines", Villa de Leyva, 9-13 octobre 1995

(DF)[116], les ambassadeurs, les officiers supérieurs de l'armée, les hauts fonctionnaires du Budget, et, avec l'assentiment du Sénat, les ministres de la cour suprême de Justice ; le président dispose aussi de l'initiative de proposer des lois, d'émettre des décrets et il est est le chef suprême des armées ; à travers le PRI, il intervient enfin dans la nomination des candidats aux postes de députés, de sénateurs, de gouverneurs des Etats et de maires des plus grandes agglomérations du pays.

Schématiquement, l'élite politique mexicaine se divise en trois strates : un premier niveau représenté par un conseil interne qui comprend le président de la République et une vingtaine de membres favoris de ce dernier ; un deuxième niveau réunit quelques deux cents représentants – liés à des groupes politiquement actifs – des finances, du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, ainsi que des différents ministères, des dépendances gouvernementales, du secteur para-public, des forces armées, des syndicats ouvriers ; et enfin le troisième niveau est constitué par le PRI auquel appartiennent la plupart des membres des deux précédents niveaux[117]. Le parti dominant est composé de différentes familles (ou clans) qui se succèdent aux postes de direction et de commande, selon la volonté du président de la République – en fonction des dettes de pouvoir que celui-ci a contractées par le passé, ou de l'allégeance manifestée par les prétendants ; à partir d'un savant dosage entre les différentes composantes idéologiques et corporatistes du PRI sont ainsi distribuées et réparties les rentes de pouvoir relevant de l'administration fédérale, avec l'objectif de maintenir la cohésion au sein du parti. Si le président a tendance à favoriser le clan dont il est issu, il se doit de partager les postes de responsabilité avec les autres clans qui composent le parti. Il en est de même à tous les échelons du pouvoir ; tels sont les règlements politiques intervenant pour le partage équilibré du pouvoir et visant à sanctionner certaines positions monopolistiques qui favoriseraient un accaparement des rentes de pouvoir par un clan particulier. Tout changement politique au Mexique exprime donc le rapport de forces entre les différents clans qui composent le parti dominant, et la conquête du pouvoir par un clan déterminé implique le partage du pouvoir avec les autres clans en présence, afin que ceux-ci ne

116 En juillet 1997, pour la première fois, le régent du DF a été élu au suffrage universel et l'élection a été remportée par le candidat de la gauche démocratique (PRD)

117 Cf Victor Soria, idem.

contrarient pas la politique qui va être menée par l'équipe qui vient d'hériter du pouvoir : telle est la condition de la reproduction pacifique du pouvoir. Les divers clans politiques qui composent le parti se succèdent donc aux postes de contrôle du pouvoir et de l'administration, mais ils sont également amenés à cohabiter ; leurs membres dominants sont recrutés par le clan et sélectionnés pour participer au pouvoir, en fonction soit de critères de compétence et d'efficacité, soit de la capacité d'influence qu'ils exercent, en tant que prétendants, sur les détenteurs du pouvoir. Un clan se constitue d'abord autour d'une personnalité charismatique qui a souvent exercé de hautes responsabilités au sein de l'appareil d'Etat (ministre, gouverneur, secrétaire général du Parti...) ; il se compose d'une équipe dirigeante (comprenant de riches entrepreneurs, des hommes politiques influents) et de membres liés par des rapports clientélistes au groupe dirigeant le clan ; ces membres se regroupent à partir des relations familiales et des amitiés tissées au cours d'une carrière professionnelle ; le clan se fortifie à travers des alliances que nouent ses membres à l'occasion de la création d'entreprises commerciales (les dirigeants associés de ces entreprises se nomment *socios*), ou à partir d'alliances familiales croisées (le *compadrazgo*) , les relations claniques, pour être efficaces, doivent être basées sur la confiance, le respect de la parole donnée, la fidélité inconditionnelle, la soumission aux hiérarchies et à l'autorité morale conférée par l'ancienneté.

Le même système d'organisation pyramidale se retrouve au niveau domestique qui constitue l'organisation de base de la société. La reconnaissance sociale s'opère toujours par l'exposition du réseau auquel appartient chaque individu : « *je suis le fils ou le neveu d'untel, ma famille est liée à telle autre* » ; à travers cet étalage généalogique, prélude à toute présentation, chacun des intervenants évalue la puissance sociale de l'autre qui lui est indiquée par l'acquiessement à la désignation du réseau d'influence dont il est un maillon "naturel". Chaque famille est donc intégrée à un réseau dont dépend la promotion de ses membres ; chaque réseau est coiffé par un "parrain politique" influent, la plupart du temps membre du parti dominant, chargé d'assurer la protection des membres de la famille qui dépendent de lui (les coopter pour trouver un travail, intervenir auprès des autorités pour l'attribution de services de proximité, leur prêter de l'argent à certaines occasions). C'est à travers ce système paternaliste de faveurs contre une allégeance que s'établissent les dettes morales et financières – car toute distribution de faveurs est un commerce – qui lient le groupe familial à un membre bienfaiteur extérieur

à la famille nucléaire, mais la protégeant. Cette prise en charge qui soumet l'unité familiale à une organisation socio-politique fonctionne autant dans les campagnes que dans les villes ; en effet, les migrations urbaines sont canalisées pour reconstituer, dans un milieu étranger (la ville), des unités régionales de voisinage afin de reformer les anciens réseaux de promotion/dépendance. C'est ainsi que le système se reproduit, par un encadrement politique et social dont dépend l'intégration familiale (« *je suis obligé de voter pour le parti auquel appartient mon protecteur car mon avenir en dépend, et déstabliser le parti en le sanctionnant par un vote d'opposition reviendrait à affaiblir ma famille et à me déstabiliser moi-même* ») ; le paternalisme (assurant une domination par l'influence) est donc une composante du clientélisme politique (d'où procède le pouvoir). La religion, devenue religion d'Etat depuis la Révolution, constitue la seconde digue morale qui régit l'unité domestique. Le même système réticulaire pyramidal régit autant la famille que les autres rapports de proximité (de voisinage dans les quartiers, de relations sociales quotidiennes, de hiérarchie dans les entreprises, de regroupement dans les écoles...) ; tous les rapports sociaux sont ainsi encadrés, dirigés d'en haut, personnalisés et politisés. Il est bien évident que le système sera grippé lorsque les "parrains politiques" ne disposeront plus des moyens d'assurer la protection de leurs clientèles ou lorsqu'ils vireront eux-mêmes à l'opposition, entraînant dans leur sillage les groupes qui leur sont soumis. Un parrain plongeant dans la marge criminelle y entraînera également certains membres de son groupe affilié dont il continuera à assurer la promotion en les intégrant au monde de l'illégalité ; mais l'appartenance à la marge criminelle n'exclut pas la perpétuation de l'allégeance au Parti (et à ses caciques politiques ou institutionnels) à travers lequel est toujours concédé le permis de déroger à la loi, condition de la bonne marche de toutes les activités.

Le parti constitue donc une réserve humaine à la disposition des détenteurs du pouvoir. Mais, mis à part la présidence, habilitée à intervenir à tout moment et en tous lieux, le pouvoir réel s'exerce au niveau local et régional où s'effectue la reproduction des élites ainsi que l'intégration sociale et politique. Or, cet objectif, qui consiste à reproduire un système en intégrant et promouvant de nouveaux talents semblables aux précédents, est d'abord du ressort du gouverneur, la pièce maîtresse de l'organisation politique et territoriale ainsi que de la distribution des

fonctions, des rentes et des ressources financières. Le gouverneur est une personnalité intouchable et qui bénéficie d'une impunité totale durant son mandat ; à l'issue de son mandat, il a acquis une telle connaissance des dossiers politiques ou financiers sensibles (ainsi que des dessous de ces dossiers), et il a "aidé" ou compromis un nombre tellement important de personnes, qu'il demeure localement intouchable, en plus d'être protégé par ses relations au niveau fédéral. Responsable de la politique de consensus qui vise à limiter l'influence de l'opposition locale, le gouverneur dispose pour cela de sommes considérables prélevées sur les impôts ou allouées par les instances fédérales ; lui-même grand capitaliste local, il profite généralement de son passage comme gouverneur pour faire prospérer ses propres affaires, dont la gestion est évidemment déléguée à ses amis ou aux membres de sa famille ; telle est la raison pour laquelle on dit du gouverneur qu'*il dispose de tout l'argent du monde*. En fait, il est le premier cacique de sa région, celui qui distribue les finances selon les mérites et le degré d'allégeance des bénéficiaires, mais également selon ses propres intérêts. Il rend des comptes au président de la République, de qui il dépend directement et à qui il se doit d'être inconditionnellement soumis ; mais, en tant que *maître régional des maîtres locaux de clientèle*, il prépare la relève par la promotion des futurs héritiers du régime (souvent sélectionnés au sein des grandes familles dirigeantes) et il assure ainsi la reproduction du pouvoir et des méthodes d'exercice du pouvoir ; parmi ces méthodes qui relèvent de l'ordre clientéliste, les trois principales sont : la négociation, l'incitation à la pratique de la corruption, et la menace de la violence ou son usage (toléré comme ultime recours afin de contraindre l'adversaire à la soumission en lui montrant de quel côté se trouve le pouvoir et quelles sont les forces que celui-ci met à la disposition du plus puissant). Sur le plan politique, le gouverner soumet les députés locaux à sa discipline et les contraint à légiférer aux ordres, moyennant quelques compensations financières. Le gouverneur apparaît donc comme le grand ordonnateur régional des postes stratégiques de corruption, des faveurs, des privilèges, des passe-droits, des dérogations à la loi ou aux réglementations, des alliances locales entre les différents acteurs (entrepreneurs, syndicalistes, *líders* sociaux, représentants des corporations, responsables administratifs), des délégations de pouvoir, des nominations et des promotions ; il définit les limites du laisser-faire afin que chacun y trouve son compte dans le cadre d'une politique de pacification des rapports sociaux.

Dans un tel contexte, le bien public dérive plutôt d'une conception de la politique comme commerce privé ; c'est ainsi que même les candidatures aux différents postes électifs sont négociées par les délégués locaux du parti ou les propres députés locaux ; elles peuvent également être concédées à leurs amis par des fonctionnaires publics influents. En fait, toutes les demandes sociales passent par le niveau politique ; la fonction publique apparaît d'abord comme une fonction politique et le service public comme un service politique. La politique consiste donc dans la compétition de différents clans qui mesurent leurs pouvoirs à l'influence exercée sur les échelons supérieurs de la hiérarchie, et à leur capacité de mobilisation de clientèles plus ou moins captives ; les différents clans ne sont d'ailleurs pas exclusifs les uns des autres, l'objectif étant d'aboutir à une intégration maximale afin d'éviter des règlements de compte violents, préjudiciables au consensus national. Ceci peut déboucher, soit sur la négociation de *dettes de pouvoir* résultant de l'entraide entre différents clans, soit sur l'expression de rapports de force (par la menace ou l'utilisation de la violence comme moyens de pression) entre clans qui se trouvent en compétition pour le contrôle des fonctions transitoires de pouvoir, afin de capter les avantages liés à celles-ci, et notamment la manne constituée par les bénéfices de la corruption. C'est ainsi que s'opèrent les règlements financiers et que les changements fréquents d'équipes et d'organigrammes au sein d'administrations "rentables" et sensibles (la police, les douanes, les services attributaires de marchés publics ou de concessions...) peuvent être interprétés comme une forme de *turn over* de la corruption, une redistribution des bénéfices de la corruption par un transfert de rente. C'est pour toutes ces raisons que le système politique mexicain de parti dominant confère au PRI davantage qu'un rôle de parti politique ; à l'intérieur de ce système, le PRI apparaît comme l'instrument essentiel de distribution des richesses, des pouvoirs et des statuts sociaux

Le fondement historico-culturel que le PRI a parfaitement récupéré à son profit réside dans l'intégration sociale effectuée sur la base des rapports clientélistes ; ceux-ci peuvent être subdivisés en deux grandes catégories : le caciquisme et le corporatisme paternaliste, desquelles émergent les figures du *cacique* et du *líder*. Le cacique exerce un *caci-cazgo* dans les domaines politique et économique ; au niveau local, il est le représentant formel (élu) ou informel (c'est-à-dire jouissant d'une reconnaissance sociale, sans mandat électif) du pouvoir, celui qui dispose

de l'autorité pour en référer au pouvoir légal institué ; au niveau régional ou national, on trouve les grands caciques qui appartiennent à la sphère du pouvoir, et, parmi eux, les gouverneurs, les ministres (actuels ou anciens) ainsi que les grands entrepreneurs (exerçant leur *patronazgo*), en tout quelques 500 à 1 000 familles qui disposent d'une fortune considérable leur permettant d'entretenir d'influentes clientèles de pouvoir En effet, on considère qu'au Mexique 10% des plus riches perçoivent 40% du revenu national, tandis que les 20% les plus pauvres ne reçoivent que 4% de ce même revenu national (à titre comparatif, au Brésil, pays d'inégalités extrêmes, les 10% les plus riches concentrent 51% des richesses et n'en laissent que 2% aux 20% de la population la plus déshéritée).

Si le cacique a un rôle d'autorité et de redistribution inégalitaire, le *líder* exerce son influence sur la base, mais depuis la base à laquelle il appartient (c'est-à dire à l'intérieur des usines, dans les quartiers, au sein des associations), le plus souvent en tant que responsable syndical ou acteur de mobilisation sociale ; son *líderazgo* consiste à regrouper et à transmettre les demandes de la population (sans exclusive), mais également à servir d'entraînement aux manifestations collectives en faveur du système – ou contre celui-ci lorsqu'il met son charisme au service de l'opposition. Schématiquement, si le cacique est craint comme *un patron*, le *líder* sera plus familièrement identifié à *un père* qui peut être aimé car il sait écouter. Si les deux figures concrètes du *lider* et du cacique (ou symboliques du père et du patron), sont liés à ce que nous dénommons *l'Etat clientéliste*, elles apparaissent cependant comme deux produits d'un même type de société que Weber caractérise de *patriarcale* ; au sein de cette dernière, sont privilégiés les cas individuels et les rapports personnels entre les différents acteurs, contrairement aux relations nouées dans des sociétés modernes régies par des règles objectives et structurées par une économie monétaire généralisée , un Etat bureaucratique géré par des fonctionnaires spécialisés, ainsi qu'un Droit formel rationnel, impersonnel et prévisible. De ce point de vue, le corporatisme apparaît comme une variante du clientélisme, reproduisant les mêmes méthodes de domination que ce dernier, mais appliquées au domaine de l'organisation syndicale post-paternaliste ; le corporatisme ne pourrait donc se développer qu'au sein – et en conformant ses pratiques aux principes – d'une organisation politique et sociale plus large, dérivée de *l'Etat clientéliste populiste*, c'est-à-dire bureaucratique (au sommet de la hiérarchie) et autoritaire (à travers des formes de domination sociale par la corruption forcée, exercées par un chef d'Etat charismatique et des caciques politiques et

syndicaux, ou par des militaires, en période de tensions sociales exacerbées).

Dans la réalité, il existe des passerelles qui rendent quelquefois les deux statuts perméables ; c'est pourquoi certains grands *líderes* syndicaux sont devenus d'importants caciques locaux ou régionaux, s'accaparant de véritables fortunes accumulées à partir des bénéfices de la corruption ; leur changement de statut a été effectif lorsqu'ils sont parvenus à convertir leur domination favorisant leur base sociale, en représentation d'intérêts corporatistes détournés au profit de la hiérarchie syndicale. En fait, ces passages sont tolérés lorsqu'ils participent d'une ascension sociale garante de la pacification des rapports sociaux et du respect des hiérarchies et des pouvoirs politiques institués. Ainsi, les représentants des syndicats officiels ont-ils pour principales missions d'abord d'assurer la paix sociale à l'intérieur des entreprises, en neutralisant (souvent par l'utilisation d'une rhétorique révolutionnaire de façade) les revendications des travailleurs, et ensuite d'inciter ces derniers à voter pour le PRI ; dans les quartiers, c'est au *líder* qu'est confiée la même consigne d'inciter la population à bien voter, quitte à faire voter le *líder* collectivement, à la place de la population, comme c'était souvent le cas dans les quartiers populaires urbains ou dans les campagnes lointaines. Avec le temps, certains *líderes* sont devenus des personnalités politiques "compromises" par le régime ; pour ce faire, celui-ci utilise le système de la cooptation qui permet de désamorcer certains conflits sociaux en débauchant – par une promotion ou une gratification – un *líder* indépendant et combatif afin de le séparer de son organisation. Plus le parti dominant perd de son ancrage et de sa légitimité, plus il a tendance à conforter l'arbitraire de certains caciques locaux ou régionaux (dont la sphère d'influence s'étendait dans les domaines syndical, social ou politique). Le pouvoir légal se trouve ainsi à l'origine de ce laisser-faire lié à des méthodes de domination proches de celles d'une *organisation mafieuse auto-centrée* qui se développerait en exerçant un pouvoir détourné du respect de la légalité et qui serait orientée vers la destruction de l'Etat de droit. De ce fait, en étant intégrés – c'est-à-dire tolérés et surveillés –, les caciques contribuent à la reproduction du PRI (assuré de récolter un nombre suffisant de votes lors des élections), du pouvoir présidentiel et de la corruption institutionnelle. Mais leurs méthodes arbitraires, acceptées socialement lorsqu'elles débouchaient sur une redistribution, devinrent impopulaires quand diminuèrent les bénéfices retirés des économies et des pouvoirs locaux de rente ; ce faisant, les caciques perdirent de leur

reconnaissance sociale, et entraînèrent une perte de légitimité pour le Parti qu'ils représentaient.

B. LE SYSTÈME D'INTÉGRATION POLITIQUE

Le système dominant d'organisation sociale repose, au Mexique, sur le développement, par chaque groupe d'acteurs, de stratégies d'ordre clientéliste à travers lesquelles sont activées toutes les pressions politiques ascendantes ayant pour but de favoriser la satisfaction des besoins ponctuels des membres intégrés à la clientèle. L'appartenance à ces réseaux de socialisation et de pouvoir local est une condition essentielle pour la prise en considération, par les échelons supérieurs, des demandes sociales ; ces réseaux constituent donc un relais indispensable, une forme de "passage obligé".

En fait, si *les parties* réticulaires remontent vers le centre, c'est parce qu'elles en sont issues et qu'elles trouvent dans le centre leur condition d'existence : le centre est *le tout*, et si le centre est contrôlé par le PRI, ce dernier, inversement, tire sa légitimité de l'allégeance des parties. De cette logique découle que la satisfaction d'un besoin n'est pas, pour le bénéficiaire, un droit appliqué par l'administration, mais une faveur octroyée par le PRI. Le centralisme qui régit le fonctionnement des institutions, et se manifeste à travers un système politique fortement présidentialiste, est incompatible avec l'émergence de pouvoirs locaux indépendants. La reproduction du système politique et social dans son ensemble s'oppose donc à la mise en œuvre de toute politique de décentralisation ; en effet, celle-ci risquerait de déboucher sur l'accroissement des capacités de décision au niveau régional, ce qui impliquerait un accroissement du pouvoir des gouverneurs au détriment du pouvoir présidentiel, ainsi qu'un accroissement du pouvoir des maires au détriment du pouvoir des gouverneurs, ce qui ne semble pas envisageable dans l'immédiat. Telle est la raison pour laquelle, plutôt que de décentralisation, il conviendrait mieux de repérer un déplacement de la centralisation au niveau régional, au détriment du niveau municipal le plus local qui reste fortement encadré et territorialisé par des caciques inféodés aux gouverneurs ; ainsi en a-t-il été, par exemple, des Programmes de Solidarité (PRONASOL) mis en application au cours du

mandat de Carlos Salinas de Gortari, et qui constituaient le volet social des programmes d'ajustement structurel ; à travers eux, il s'agissait de canaliser une partie des crédits de la Banque Mondiale vers le financement des services urbains de base dans les quartiers les plus pauvres des villes ; en réalité, il s'est plutôt agi d'une vaste opération politique destinée à relégitimer le pouvoir en place auprès des couches populaires de la population qui étaient sollicitées à participer à la définition des besoins et à l'exécution des travaux ; les zones bénéficiaires étaient elles-mêmes sélectionnées au niveau le plus central (gouverneurs et présidence de la République), en fonction de critères électoraux et de pacification des rapports sociaux locaux. De cette manière, le PRI est parvenu à morceler et à diviser le pouvoir local, à intégrer les organisations sociales indépendantes et à jouer sur la diffusion clientélaire des pouvoirs de gestion afin de se conserver la concentration du pouvoir de décision. C'est ainsi que le niveau local est, la plupart du temps, réduit à gérer ce qui a été décidé, planifié et sélectionné au niveau central ; ici aussi, le laisser-faire de l'Etat permet que les financements attribués à des programmes sociaux ou de développement local soient détournés par les petits et grands caciques locaux.

Sur de telles bases, le pouvoir local se trouve fortement dépendant de structures clientélistes personnalisées, et l'acteur qui dominera la clientèle sera celui qui aura la capacité d'exercer – de par l'étendue de son réseau de relations ou sa participation directe à l'administration publique – la plus forte influence sur son environnement. Cette influence se manifestera à deux niveaux différents : d'abord au sein même de la clientèle qui apparaîtra d'autant plus forte que ses membres seront fidélisés, c'est-à-dire captés d'une manière inconditionnelle et soumis à une hiérarchie et à des valeurs pré-constituées ; ensuite, vis-à-vis de l'extérieur par la capacité de mobilisation du groupe face aux clientèles concurrentes, et donc par un déploiement de forces qui déterminera l'efficacité de la pression exercée. Plus le réseau sera large, incluant des acteurs influents à des niveaux élevés du pouvoir (politique, social ou économique), plus les possibilités de satisfaire l'objectif recherché seront importantes. Telle est la raison pour laquelle le même pouvoir se reproduit depuis 60 ans au Mexique, en recouvrant toute la société de ses clientèles (entretenues quotidiennement). Pour ce faire, diverses institutions et organisations encadrent et structurent la Société. Elles sont l'émanation du parti dominant à qui elles servent de relais local ; parmi celles-ci, il faut citer les syndicats, les comités de section du

Parti, les associations de voisinage (dans les quartiers urbains), les assemblées directives des zones "ejidales" péri-urbaines ou rurales ; toutes ces organisations possèdent leur propre rayon d'influence et elles territorialisent donc la sphère sociale. C'est ici que s'exerce la véritable planification au Mexique : non pas une planification spatiale de type fonctionnaliste, mais une planification sociale de type clientéliste.

De telles politiques sont rendues possibles par leur ancrage dans l'histoire et la culture des sociétés ; en effet, l'organisation clientéliste trouve son origine dans les structures sociales agraires traditionnelles , on se souvient de la figure du *caudillo* omnipotent, exerçant un pouvoir monolithique et sans partage sur son environnement. Le processus d'urbanisation a modifié les structures et les stratégies de domination car il n'existe plus maintenant une seule clientèle régionale qui couvre l'ensemble du corps social, mais une multiplicité de réseaux qui s'enchevêtrent, se croisent, se concurrencent et peuvent établir des alliances conjoncturelles. Le système s'est complexifié, les agents actifs se sont multipliés et les jeux d'influence ont fait perdre de leur pérennité au pouvoir de certains acteurs. Le Parti est parvenu à diminuer et à rendre obsolète le pouvoir absolu de ces derniers, afin de le récupérer (par l'intermédiaire des petits et grands caciques locaux, régionaux et nationaux) et de devenir ainsi le grand ordonnateur des principaux réseaux d'influence ; en effet, la plupart des postes publics de décision sont attribués moins pour des raisons de compétence (comme le souhaitait Weber dans sa théorie de la bureaucratie), que comme "cadeaux" récompensant les militants politiques fidèles, ce qui permet au Parti de noyauter toute la bureaucratie et de contrôler tout l'appareil d'Etat. Les régimes politiques des pays du nord tolèrent également que le Parti au pouvoir "réserve" les postes de décision de la haute administration à ses "fidèles" ; ce qui distinguerait le cas mexicain, comme tous les régimes qui ont adopté un "système des dépouilles" généralisé, c'est que pratiquement tous les niveaux de responsabilité administrative sont accaparés par des militants politiques du parti au pouvoir ; au Mexique, deux institutions échappent à cette main-mise : l'Université et le Parlement qui abritent une opposition "légale" et servent de vitrine démocratique à un système fondamentalement inégalitaire... mais non exclusif car le système reste ouvert à l'intégration de certains éléments contestataires, à condition que cette contestation ne débouche pas sur la constitution de mouvements sociaux qui remettraient en cause la structure du système et le pouvoir des grands caciques qui le représen-

tent. A l'intérieur de ce schéma institutionnellement établi, la bureaucratie mexicaine peut être divisée en trois secteurs interdépendants : la techno-bureaucratie qui réunit les hauts fonctionnaires et certaines élites intellectuelles afin de définir la politique économique de l'Etat et la manière d'orienter le capital ; *la bureaucratie administrative* qui contrôle les liens avec les représentants du capital et conduit les interventions de l'Etat dans le domaine commercial ; enfin, *la bureaucratie corporative* qui dirige les syndicats à partir de postes clefs occupés au sein du parti officiel[118].

La puissance des acteurs étant établie par leur capacité à activer un réseau, cela suppose que ce réseau soit entretenu. Là aussi l'informalité est de règle. Pour s'attirer la confiance, et la solidarité des membres du réseau, il faudra les fidéliser en les gratifiant d'avantages financiers ou matériels dont le montant sera proportionnel à la valeur stratégique que leur confère leur statut au sein du réseau. Ces services, qui constituent une rétribution informelle, peuvent être soit permanents, sous la forme d'un complément régulier de salaire (tel est le cas pour certains salariés de nombreuses administrations), soit occasionnels, selon les circonstances et la nature des besoins à satisfaire. Dans tous les cas, il s'agit d'un système d'achat ou d'échanges de services qui apparaît comme une forme de redistribution des richesses. Il est en effet fréquent que les "services" des fonctionnaires soient payés à partir de certaines "caisses noires" dont disposent officiellement (c'est-à-dire avec l'accord des trésoreries générales d'où provient d'ailleurs l'argent) les responsables administratifs, sans que l'argent dépensé apparaisse dans la comptabilité publique, et donc sans qu'il soit déclaré comme imposable par ceux qui en bénéficient. D'autre part, il n'est pas exagéré d'affirmer qu'une multitude d'administrations de nombreux pays du Sud fonctionne de cette manière, la plupart des fonctionnaires profitant de leur situation (de proximité des centres d'information et de décision) pour se faire rétribuer un travail qui incombe normalement au service public et gratuit ; par voie de conséquence, ces pratiques se répercutent aux échelons "inférieurs" de l'administration, et sont considérées comme allant de soi pour débloquer certains dossiers "perdus" dans les méandres de la bureaucratie ou pour déroger aux plans et lois en vigueur ; le fait que les niveaux de

118. A ce sujet, confer Rivera (M. A), *El nuevo capitalismo mexicano*, México, Ediciones Era, 1992.

salaires soient calculés très bas pour la plupart des fonctionnaires favorise évidemment ce régime de redistribution informelle, en même temps qu'il permet la constitution de solides clientèles. Il faut néanmoins remarquer que de telles pratiques débouchent rarement sur l'enrichissement personnel exclusif puisque la redistribution hiérarchisée est de règle.

Le clientélisme s'adapte donc aussi bien au domaine privé qu'au secteur public. Il fonde autant l'intégration locale que l'intégration institutionnelle. Il situe chacun à sa place au sein d'un réseau qui a besoin d'un centre supérieur pour se développer. Or, comme le PRI contrôle ce centre et établit les connexions entre les différents réseaux qui remontent jusqu'à lui, c'est donc le PRI qui dispose du pouvoir et se le distribue à lui-même. Le cercle est fermé pour autant que le centre agit et répond aux demandes de la base... sinon la constitution d'autres sphères de pouvoir est envisageable, qui pourrait menacer l'équilibre consensuel du système et remettre en question *la démocratie captive* du régime.

Le système politique mexicain apparaît donc comme un système pyramidal à travers lequel l'Etat recouvre la société et dont les détenteurs du pouvoir ne s'embarrassent pas de précautions démocratiques ou de respect des droits de l'homme lorsque la Raison d'Etat (c'est-à-dire la reproduction de la direction de l'Etat par le PRI) est en jeu. La plupart des contre-pouvoirs institutionnels ou civils sont contrôlés, concédés par l'Etat et territorialisés : tel est le cas des universités, de l'église, du parlement, de multiples organisations de base et de certains partis d'opposition - dont nombre d'entre eux sont des partis satellites du PRI. Ce système fonctionna parfaitement jusqu'en 1986, année au cours de laquelle le PRI commença à être débordé, d'abord localement (dans les Etats du Nord) sur sa droite (par le PAN, Parti d'Action Nationale), et ensuite au niveau national (lors des élections présidentielles de 1988) par un front de partis de gauche qui deviendra ensuite le PRD (Parti de la Révolution Démocratique).

Dans un système où la production et la distribution des richesses sont assurées par la rente – c'est-à-dire par un groupe issu de l'alliance entre les politiques et les entrepreneurs, protégé, jusqu'à une date récente, par la fermeture des frontières [119] et le monopole des moyens de

119. Cette protection n'a plus été que partielle à partir de 1986 lorsque le Mexique a adhéré au GATT, et presque abandonnée à partir du 1er janvier 1994 avec l'entrée en vigueur de l'ALENA (l'accord de libre commerce entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique) , avant

production – l'application des politiques libérales tend à remettre en cause les formes traditionnelles d'exercice, de partage et de délégation du pouvoir. Du président de la République aux gouverneurs, des gouverneurs aux maires, des maires aux caciques locaux, la hiérarchie des "maîtres de clientèles" se superpose aux hiérarchies bureaucratiques officielles des ministres à leurs délégués fédéraux, des fonctionnaires aux représentants politiques et des représentants politiques aux caciques locaux. Les réseaux hiérarchiques constituent donc la référence obligée, à l'intérieur de ce système fortement personnalisé (contrairement à la loi qui se caractérise par son anonymat égalitaire). La domination des caciques est la clef de voûte de ce système puisque c'est à eux que revient le rôle d'en assurer la pérennité à la base ; pour ce faire, ils sont perçus comme les dépositaires d'une "mission" d'incarnation de la communauté locale, qui rend légitime l'exercice arbitraire de leur domination sur les membres de cette communauté ; en ce sens, leur rôle est théoriquement différent de la fonction de représentation d'une collectivité ou d'une bureaucratie administrative, qu'exerce des hommes politiques élus ou des fonctionnaires publics...même si, dans la pratique, ces deux rôles peuvent être confondus lorsque la corruption privée (redistributive ou exclusive) gangrène le système public.

La reproduction du pouvoir, au Mexique – comme dans la plupart des pays du Sud (et maintenant de l'Est[120]) – se fonde, principalement et structurellement, sur la corruption, l'usage de la violence et le clientélisme institutionnalisés. Une telle pratique politique tend à valoriser une forme de régulation sociale par la privatisation commerciale de la fonction publique ; dans ces conditions, bénéficier d'un service public ou même d'un droit devient une faveur qui est accordée contre une allégeance et/ou une rétribution informelle personnalisée : ainsi se forment les clientèles, les hiérarchies et les pouvoirs qui s'organisent selon les mêmes principes, depuis le cacique local jusqu'au président de la république. Du sommet de l'Etat à la base de la société, le contrôle des hommes et des richesses est donc lié à des formes de domination privées – où la puissance publique sert de moyen de pression – et hors

---

1994, la contrebande institutionnalisé ou *fayuca* (ainsi que certains passe-droits autorisés) était la seule méthode de grande envergure pour contourner le protectionnisme.

120 Cf Kochko (D. de) et Datskevitch (A.), *L'Empire de la Drogue : la Russie et ses marchés*, Paris, Hachette/Pluriel, série Intervention, 1994

la loi – cette dernière permettant de fixer un prix pour sa dérogation ou sa transgression par les acteurs qui en contrôlent l'application.

C'est ainsi qu'au Mexique la loi ne possède pas ce caractère de valeur absolue qui existe dans des pays où le corpus juridique constitue un des fondements historique des Etats-Nations. Dans la réalité mexicaine, la majorité des décisions relèvent d'un consensus social entre les différentes parties concernées, consensus qui ne vaut que tant que durent les alliances à partir desquelles il a été établi. De ce fait, la loi sert à entériner un consensus, mais elle ne constitue une référence que pour les acteurs inclus dans ce consensus, si bien qu'elle ne contraint pas à un engagement de droit et de devoir vis-à-vis de l'ensemble du corps social. De plus, et afin de conserver certaines marges de liberté, les acteurs impliqués dans le consensus s'attribuent, individuellement, certaines possibilités de transgresser les termes de l'accord, et ceci avec l'assentiment des autres partenaires. La loi est donc faite de manière à conserver une grande souplesse dans son interprétation, ce qui permet d'actualiser sans cesse les négociations entre les différents groupes sociaux. L'application de la loi reflètera donc l'état des rapports de force et de domination qui détermine le jeu des différents acteurs ; selon que l'un des acteurs disposera d'un pouvoir dominant, c'est son interprétation de la loi qui prévaudra, ainsi que sa manière d'appliquer ou de transgresser la loi. C'est pour cette raison qu'il nous semble plus approprié de caractériser ce système de gouvernement comme un *Etat de lois* plutôt que comme un *Etat de droit*. Chaque acteur dominant y bénéficie du pouvoir de transgresser la loi, mais à la condition qu'il demeure un fidèle serviteur du système et de ses autres représentants, c'est-à-dire qu'il laisse à ces derniers la possibilité de capter une partie des bénéfices de la corruption liée à la transgression de la loi. A l'intérieur de ce cadre, il sera donc possible de reconnaître un aspect "dynamique et productif" à la corruption, en cela qu'elle permet – contre rémunération de la part du corrupteur consentant, au bénéfice du corrompu qui a le pouvoir de délivrer un passe-droit – de passer outre aux règlementations et aux contraintes imposées par la bureaucratie d'Etat. Les acteurs de pouvoir se retrouvent donc tous liés non seulement par la reproduction d'un système qui leur octroie des avantages matériels, mais également par le chantage qu'ils peuvent exercer les uns sur les autres du fait de leur complicité à enfreindre la loi. C'est pour cela que, si un acteur de pouvoir vient à capter sans redistribuer, il encourt, au sortir de sa charge, les foudres du système judiciaire. C'est ce qui est en train d'arriver au frère

de l'ancien président de la République qui paye, en prison, le fait d'avoir attribué exclusivement à son groupe et à sa famille les bénéfices de la corruption d'Etat ; il est donc accusé d'enrichissement illicite, de détournement de fonds publics ou de fausse déclaration fiscale par une machine judiciaire qui se retourne inexorablement et interminablement contre lui , il paye, en tant que bouc émissaire, d'avoir fauté égoïstement et il est acculé dans une impasse, obligé de se défendre sans pouvoir justifier ni tous les actes de sa carrière politique, ni l'origine d'une fortune accumulée, astronomiquement supérieure à ses revenus officiels et déclarés, et sans pouvoir mettre en cause un système au risque de compromettre ses amis et les membres de sa famille qui sont encore en liberté et en ont également profité ; à travers lui, le système se donne bonne conscience et le commerce de la corruption peut se poursuivre et profiter à d'autres. Ce responsable d'un ancien clan politique dominant se retrouve donc dans la même situation que le narco-trafiquant emprisonné, ne pouvant avouer qu'il bénéficiait de la protection de certains grands caciques du régime qui continuent à racketer ses héritiers.

Telle est également la raison pour laquelle la "chose publique" est sujette à d'incessantes appropriations privées. Une telle utilisation de la loi favorisera l'exercice d'un *pouvoir de cooptation et de dérogation* à travers lequel sera privilégié ce qui peut être réalisé immédiatement et hors des contraintes formelles, au détriment de ce qui pourrait se faire sur le long terme et dans le respect des lois. Une telle logique induit des pratiques clientélistes particulières de la part de certains acteurs qui acquièrent un rôle central de par le pouvoir que leur confère leur statut professionnel et leur situation aux carrefours stratégiques où sont prises les décisions importantes. Ainsi en est-il des professions liées aux corporations juridiques (comme les notaires ou les avocats) qui retirent de leur proximité à la loi, la possibilité d'exercer une influence, et donc de se constituer un pouvoir captif et financièrement gratifiant ; telle est la raison pour laquelle le fait d'exercer des activités de nature politique ou juridique ne consiste pas tant à œuvrer pour "le bien public", mais se justifie par l'opportunité d'acquérir *un pouvoir d'influence partisan* et de développer une action sur l'environnement.

Les acteurs qui contrôlent un nœud de pouvoir institutionnel déterminent donc la nature et la forme de la corruption déléguée aux caciques locaux. Celle-ci devient une source d'enrichissement des autres acteurs qui en assurent le relais, en même temps que la condition de formation de clientèles alimentées par la redistribution. La corruption

permet donc de redistribuer à la fois du pouvoir et des biens matériels. Le centralisme bureaucratique qui caractérise encore le système politique mexicain fonctionne comme un ordre clientéliste qui tolère la corruption sur le plan politique, et laisse les entrepreneurs négocier leurs affaires à l'intérieur d'un capitalisme libéral concédé (par l'Etat et les syndicats), autorégulé (par une concurrence interne ou internationale) et lui-même redistributif de moyens de survie pour une grande partie de la population. Sur le plan politique, à la différence de l'Etat de droit, l'Etat bureaucratique populiste ou libéral (réduit à sa charpente juridico-administrative) ne localise pas *institutionnellement* l'autorité réelle ; en fait, la détention de cette autorité par le parti dominant est voilée par une constitution fictive et des lois formelles (dont tout le monde sait, par ailleurs, qu'elles peuvent être transgressées par les représentants, ici *personnellement* identifiés, du pouvoir clientéliste) qui servent à empêcher la collectivité nationale d'exercer sa souveraineté.

Il paraît évident que, dans un contexte de crise économique et de mise en œuvre de politiques d'ajustement structurel, le tarissement des moyens de redistribution des richesses est susceptible de remettre en cause l'ensemble du système de régulation (politique, sociale et économique), à commencer par la légitimité des agents de l'Etat qui seront accusés de ne plus remplir leur rôle de pourvoyeurs des moyens de subsistance pour la majorité de la population. *Le contrat social* implicite qui fondait le clientélisme risque donc d'être remis en question, libérant du même coup certains groupes de la population qui peuvent être tentés de trouver d'autres ressources, en nouant d'autres alliances clientélistes, à la marge du système.

C. LA VIOLENCE ET LA CORRUPTION : ENTRE UTILITÉ ET LÉGITIMITÉ

La crise actuelle de l'Etat ne signifie pas la fin de l'Etat ; une recomposition de ses fonctions est néanmoins en train de s'opérer, qui bouleverse la répartition des pouvoirs traditionnels en même temps que les modes de redistribution des richesses. Lorsque les acteurs contrôlant l'Etat accaparaient, sans retenue, les bénéfices retirés des rentes publiques, ils banalisaient le non-respect des lois, la pratique de la corruption et l'usage de la violence, tant qu'un consensus subsistait qui

fondait la paix sociale ainsi que la reproduction des pouvoirs établis ; ils ne se sont jamais embarrassés du respect de *la loi* (extérieure) dans le cadre d'un Etat de droit car, dans un Etat clientéliste populiste, *la norme* (intériorisée) prévaut et détermine la forme de l'Etat qui serait plutôt un *Etat de violence consentie*. Il n'existe donc pas d'égalité (ni symbolique ni réelle) lorsque le rapport à la loi s'identifie à l'usage de la norme, mais des hiérarchies sélectives légitimes fondées sur la situation inégalitaire de chaque membre à l'intérieur du réseau clientéliste auquel il appartient. L'Etat représenterait donc ici le produit de l'addition des multiples réseaux de clientèle, à qui est délégué l'exercice du pouvoir ; en période de consensus, la même discipline régirait, au sein de l'Etat, les rapports de force entre les différents groupes (clans) politiques, que celle qui institue une hiérarchie entre les différents membres d'une même clientèle.

Désormais certaines rentes traditionnelles se sont taries, ce qui enlève aux représentants de l'Etat une grande part de leur pouvoir de négociation, et de leur crédibilité ; cependant subsistent les réseaux sociaux et territoriaux (locaux et nationaux) de domination, et les anciennes alliances entre les différents groupes d'influence qui composent la société civile (qu'il s'agisse des entrepreneurs, des représentants syndicaux, des caciques locaux...). Dans un contexte d'épuisement des liens entre l'Etat et certains groupes sociaux établis localement, ces derniers auront tendance à s'autonomiser et à rechercher de nouvelles alliances ainsi que de nouvelles sources de revenus, indépendamment du contrôle étatique, mais toujours en se protégeant derrière leur statut de relais du pouvoir d'Etat.

La violence et la corruption apparaissent comme les deux facettes d'une même stratégie développée en vue de la réalisation d'une fin commune . l'appropriation privée des richesses. Mais les effets sociaux et individuels (en termes de transfert, d'acquisition ou de conservation des richesses) qui peuvent résulter de l'emploi de la violence et de la corruption dépendent de la puissance de la clientèle au sein de laquelle les bénéfices attendus circuleront. La généralisation de ces pratiques constitue la structure "dynamique" qui permet à l'Etat clientéliste d'exister *utilement* et de se reproduire. Par ailleurs, le fait que l'Etat serve de protection à des comportements *hors la loi* (la pratique de la corruption et l'usage arbitraire de la violence) au centre du système est révélateur de l'autoritarisme structurel du système politique à la fois au niveau local, par l'intermédiaire des caciques qui usent de ces méthodes, et au niveau national où on laisse faire le niveau local et à partir duquel les grands

caciques emploient ces mêmes méthodes à une plus grande échelle. C'est ainsi que le système clientéliste de parti peut se reproduire ; en effet, dans une logique idéologique posant le Parti comme identique à la Nation, toute contestation du Parti ne peut être le fait que déléments anti-nationaux (les "traîtres" à la Révolution ou des individus manipulés par l'*étranger*), ce qui légitime par là même le fait que certains types de conflits seront résolus en dehors du cadre de la légalité, par l'usage d'une violence arbitraire qui vise à exterminer physiquement "les traîtres" (juges indépendants, syndicalistes d'opposition...) lorsqu'ils refusent – ou ne méritent pas – d'être financièrement corrompus et assimilés à une clientèle captée par le système.

Qu'il s'agisse du niveau local ou du niveau national, la violence et la corruption seront donc les deux moyens privilégiés d'exercice du pouvoir ; en période de pacification des rapports sociaux, la corruption sera dominante et s'exercera comme un ressort pacifique de *l'influence politique*, fondé sur la perversion de la sphère publique. En effet, les acteurs usant de violence ou de corruption utiliseront toujours la même méthode pour infléchir le réel ; elle consistera à *forcer la loi*, d'une manière autoritaire plus ou moins consentie, mais toujours "normale" dans le cadre du fonctionnement de l'Etat clientéliste. A l'intérieur de ce cadre, la corruption pourra s'exercer des acteurs de statut inférieur vers les – c'est-à-dire au profit des – acteurs de statut supérieur qui disposent du pouvoir de soumettre les premiers en leur accordant une faveur, et ainsi parviennent à se constituer des *clientèles ouvertes* basées sur leur capacité d'influence ; tandis que la violence s'exprimera à partir de *clientèles rendues captives* (momentanément, durant l'opération d'usage de la violence, ou durablement lorsque celle-ci s'exerce depuis les marges externes du système), soit des acteurs de statut supérieur vers les acteurs de statut inférieur sur la base de *stratégies de conquête* (dans le cas, par exemple, des narco-caciques qui contraignent les paysans à semer des cultures illicites), soit des acteurs de statut inférieur vers les acteurs de statut supérieur sur la base de *stratégies de prédation* (par exemple lorsque des délinquants organisés entreprennent de séquestrer un entrepreneur pour le rançonner).

Cependant, si la violence et la corruption visent à l'appropriation privée des richesses, cette appropriation, dans le cadre d'un Etat clientéliste populiste, s'effectuera d'une manière collective, c'est-à dire que les bénéfices en seront répartis collectivement, même si c'est d'une manière inégalitaire (en fonction de la place qu'occupent les bénéficiaires

au sein de la hiérarchie qui structure la clientèle). La violence et la corruption serviront donc à entretenir la clientèle, en même temps qu'elles la légitimeront par le fait que, pour bon nombre de ses membres, l'appartenance active à une clientèle est le seul moyen de résoudre les problèmes de la vie quotidienne (socialisation, découverte d'un travail, attribution de titres de propriété, fourniture d'équipements ou obtention de services publics) ; par voie de conséquence, la violence et la corruption servent également la reproduction des pouvoirs établis (des petits ou grands maîtres de clientèles, comme de l'Etat clientéliste lui-même considéré comme la somme des clientèles qui le composent) en ce qu'elles constituent des moyens d'institutionnalisation de hiérarchies de pouvoir liées aux différences de statut à l'intérieur des clientèles. Lorsque les richesses sont réparties dans le cadre d'un Etat clientéliste populiste, la violence et la corruption peuvent s'exercer depuis les marges internes du système , mais si les richesses se rarefient ou sont captées au profit exclusif d'un groupe restreint, comme c'est le cas dans les Etats clientélistes libéraux, on assiste à l'exclusion de certaines clientèles traditionnelles qui ont donc tendance à se retourner contre l'Etat ou à nouer des alliances avec les représentants de l'économie souterraine, et donc à développer les pratiques de violence et de corruption depuis les marges externes du système.

Dans le contexte général d'une société dominée par des relations clientélistes, le commerce de la drogue est susceptible de modifier les anciennes formes de régulation politique et sociale car la loi n'est plus utilisée comme référence de contournement et comme objet de marchandages, mais se retrouve niée par une autre loi, celle du silence, qui s'appuie sur une violence s'exprimant non plus comme une menace, mais comme un acte réel ; telle est la raison pour laquelle on peut caractériser la relation traditionnelle de *relation corruptrice consensuelle*, tandis que celle qui est issue des marges externes serait une *relation corruptrice exclusive*, ces deux méthodes d'organisation ayant néanmoins en commun d'être des instruments de reproduction. Cependant, non seulement il n'existe pas de *marge absolue*, extérieure au système qu'elle borde, mais en plus, la culture de la marge tend progressivement à croiser et à recouvrir de larges pans de la culture dominante. C'est parce que les mécanismes traditionnels d'intégration sociale liés à cette culture dominante s'avèrent désormais inadéquats que la marge peut ainsi déborder les cadres du système et s'imposer dans les espaces de vacance des anciennes solidarités sociales.

Les anciens modes d'exercice de la domination demeurent donc opérationnels, tout en étant de moins en moins intégrateurs au système que fondait l'Etat. Ainsi en est-il de la corruption qui apparaît toujours comme une forme de régulation politique des rapports sociaux permettant d'endiguer la violence latente générée par l'accroissement des exclusions sociales. Cet échange politique et économique d'une faveur contre rétribution et allégeance, s'adapte à la fois aux stratégies d'influence développées par les nouveaux rentiers – ceux-là même qui ont opéré une concentration quasi monopolistique des moyens de production (et de corruption) après s'être appropriés les dépouilles des entreprises publiques ou para-publiques privatisées récemment –, comme aux rapports noués entre les tenants de l'économie souterraine et les autorités légales ; et la corruption est d'autant mieux adaptée au nouveau contexte que les pratiques sociales liées au clientélisme et au caciquisme ont été préservées. Elle contribue ainsi, par un mécanisme d'accaparement/ redistribution sélective ou exclusive des richesses, à la reproduction structurelle de systèmes politiques (clientélistes populistes ou libéraux) hors de la sphère d'un Etat de Droit effectif.

Les différentes formes de corruption marquent donc les limites de la légitimité des acteurs politiques qui les véhiculent : qu'il s'agisse de *la corruption populiste de diffusion mégalitaire* pratiquée par des caciques locaux qui se trouvent actuellement dans une situation de dépendance financière aléatoire et sont tentés de sauter la marge ; ou de *la corruption libérale de concentration exclusive* qui lie les grands entrepreneurs libéraux aux représentants du pouvoir d'Etat, et provoque une marginalisation sociale risquant de saper les bases du système sur lequel elle se développe. En fait, le second type de corruption paraît le plus porteur de crise du système car il assèche le premier en favorisant l'instauration d'un nouveau système rentier prédateur propice à l'épanouissement des formes d'enrichissement personnel illégitimes, c'est-à-dire fondés sur des pratiques de continuation de la captation associées à une limitation de la redistribution.

La caractéristique libérale impose donc un décalage de plus en plus accentué entre une sphère économique productive et certains systèmes d'action (politiques et juridiques, mais de redistribution étendue) ou d'intégration (socialisation par les caciques locaux) hérités ; un tel décalage, s'il remet en question quelques uns des acteurs qui véhiculaient les modes traditionnels de production et de redistribution des richesses et des pouvoirs, n'annule pas pour autant certaines méthodes d'exercice

de la domination ou du pouvoir, qui ont fait la preuve de leur efficacité. C'est ainsi que, malgré la modernisation des administrations (privatisation de nombreux services publics, licenciements massifs dans la fonction publique) et les programmes de décentralisation mis en œuvre dans de nombreux pays afin de redistribuer d'une manière plus productive les rentes nationales, certaines structures politiques (ré-interprétées et réactualisées en fonction des opportunités d'insertion au marché local ou mondial) subsistent, qui étaient le fondement des modes de gouvernement clientélistes ; parmi celles-ci, il faut mentionner, outre l'usage de la corruption, l'appropriation privée et commerciale de la "chose publique", les faveurs accordées sur des bases ethniques ou régionales, le recours à la violence et à l'abus de pouvoir, le caciquisme, les déplacements arbitraires de populations...

De ce processus de recomposition des rapports politiques et économiques résultent des perspectives contradictoires de changement. D'une part, on assiste à une revendication de davantage d'Etat de la part des entrepreneurs qui souhaiteraient que l'Etat garantisse la reproduction de leur pouvoir économique et financier en assurant un minimum de redistribution et un maximum de contrôle social (ce qui reviendrait à restaurer le système autoritaire antérieur en attribuant un rôle désormais prédominant aux acteurs économiques derrière une façade démocratique) ; telle est la raison pour laquelle les entrepreneurs sont de plus en plus conscients que le système libéral de marché ouvert doit être combiné avec une intervention de l'Etat dans les domaines de la régulation politique et sociale ; ils réclament donc de plus en plus une "recapitalisation" des finances publiques par l'impôt généralisé (en mettant en avant l'argument idéologique de la justice fiscale liée à la démocratisation du système, afin de voiler le développement de la rente prédatrice). Et d'autre part, surgit une revendication de citoyenneté qui porte en elle un bouleversement complet du système de production-répartition-domination et se fonde sur la réalisation d'un nouveau contrat social où les représentants de l'Etat se conformeraient au droit et respecteraient la démocratie électorale. Or, le système actuel basé sur la perpétuation du clientélisme bloque toute revendication fondée sur l'établissement d'un Etat de droit. Ainsi, il faut bien reconnaître qu'une bonne partie de la violence actuelle provient des rentiers de l'ancien système ; organisés en clans familiaux ou en clientèles sociales, ils ne veulent ni de la paix civile, ni de la démocratie qui supposent une certaine transparence en contradiction avec leurs intérêts. Mais les *nouveaux rentiers libéraux*, abrités

derrière l'Etat qu'ils se sont accaparés, ne sont pas en reste ; ils peuvent défendre leurs acquis récents en s'appuyant sur toutes les institutions répressives encore actives : la justice, la police et l'armée (au besoin, ils auront recours à des milices privées pour compléter l'effort de l'Etat) Car l'enjeu reste bien le contrôle des populations locales ; cette base sociale, en même temps qu'elle la subit, relance la violence comme moyen de survie : dans ce cas, la délinquance apparaît comme une forme souterraine diffuse d'auto-répartition des richesses nationales.

Mais ce sont les anciens caciques locaux ainsi que les nouveaux acteurs du souterrain qui parviennent le mieux à capter la partie de la population exclue du système de production ; les premiers en utilisant leurs réseaux clientélistes constitués, et les seconds en recrutant, surtout auprès des jeunes générations (pour le trafic) et des couches paysannes paupérisées (pour la culture). Les deux clientèles ne sont cependant plus isolées et les anciens caciques locaux délivrent maintenant leur protection aux acteurs du souterrain ; ces derniers ont donc déplacé leurs enjeux de corruption. Alors que naguère, ils prélevaient leur "dîme" sur la remise des marchés publics, l'allocation des subventions gouvernementales, l'attribution des crédits bancaires, la délivrance des permis de construire, les dérogations aux réglementations d'urbanisme, l'exemption des taxes douanières, bref en assurant une protection basée sur des réseaux qui reliaient les niveaux local et institutionnel, ils concentrent maintenant de plus en plus leur influence à servir de relais pour l'accroissement des rentes illégales et la légitimation des activités souterraines. Ce faisant, certains réseaux clientélistes traditionnels se retrouvent absorbés par les nouveaux réseaux illégaux qui disposent des moyens financiers de les asservir ; on assiste ainsi à un risque de décomposition / recomposition des hiérarchies qui fondent les pouvoirs locaux : les nouveaux acteurs illégaux peuvent devenir des *acteurs pivots* alors que les anciens caciques sont rabaissés au statut d'*acteurs intermédiaires*.

A ce stade, la corruption traditionnelle qui s'était développée sur la base de systèmes sociaux clientélistes et de systèmes politiques monopolistiques (qu'il s'agisse des systèmes de parti unique ou des systèmes à parti dominant sans partage, comme au Mexique), constitue un terreau favorable – dans un contexte de sous-développement chronique, de crise économique des systèmes rentiers protectionnistes et de perte de légitimité de la classe politique – à une *récupération de tendance mafieuse des pouvoirs locaux*. Les anciens réseaux étant mis à contribution, cette *perversion* du système peut alors s'insinuer à travers

eux jusqu'à l'appareil d'Etat et "gangrener" les institutions officielles. C'est sur la base de ce système recomposé et à travers des contrats d'actionnariat direct, qu'une partie des bénéfices produits illégalement peut être recyclé localement dans le circuit économique et financier légal, et notamment à travers le système des *socios*, très répandu au Mexique, qui concerne surtout les investissements dans le secteur des petites et moyennes entreprises (artisanales ou de services), et consiste en des prises de participation de gré à gré (soit directement, soit par l'intermédiaire de prête-noms ou de fidéicommis) dans le capital de ces entreprises. Les capitaux frais d'origine illicite constituent une bouffée d'oxygène pour ces entreprises qui ne peuvent investir avec le soutien des banques dont les taux d'intérêt sont prohibitifs. Et dans ce cas là également, les relations et les réseaux d'influence des caciques locaux seront mis à contribution pour effectuer le processus classique de *placement* (conversion des espèces), d'*empilage* (dissimilation des sources) et d'*intégration* (absorption dans les circuits légaux).

Quant aux caciques institutionnels du système – au Mexique, on distingue le cacique local, informel (ou *coyote*, vautour) du cacique institutionnel de plus grande envergure (ou *tibujon*, requin) protégé par son statut (ou son ex-fonction) de haut fonctionnaire, de membre du gouvernement, de grand entrepreneur ou d'allié direct de ces derniers –, ils s'adaptent également à l'apparition de l'industrie souterraine de la drogue en prélevant leur part à l'issue de négociations directes avec les *capos* ; en effet, aucun acte illégal d'envergure (comme la culture, le trafic de drogue et le blanchiment des bénéfices illicites) ne peut se faire sans l'assentiment des grands caciques du régime, car ces derniers disposent de tous les moyens d'information, de contrôle et de répression que le système met à leur disposition. Leurs fonctions, anciennes ou actuelles, leur ont permis de pratiquer, au profit de leurs clans familiaux ou de leur clientèles sociales, tous les circuits de recyclage illégaux à l'occasion de multiples opérations de fraude fiscale ou d'évasion de capitaux. Or, les circuits sont les mêmes ; pour y accéder, il suffit d'user des méthodes de corruption qui sont elles-mêmes déjà rodées. Ainsi, le croisement de deux faits divers permettra de saisir les liens entre la délinquance liée à l'enrichissement illicite des fonctionnaires et celle d'origine criminelle : ainsi, en mai 1994, deux dirigeants de la banque American Express furent-ils jugés au Texas pour fraude bancaire et pour avoir contribué à blanchir quelques trente millions de dollars provenant du trafic de drogue, au profit de Juan Garcia Abrego (*capo* de l'organisation mexicaine du

Golfe), en utilisant une filière bancaire partant du bureau de change Colón de Monterrey (Mexique) et relayée par la Citibank de Mac Allen, la Bankers Trust Company et la Banque Internationale d'American Express. Par ailleurs, c'est à partir d'une succursale de la même Citibank (mais cette fois-ci de Mexico) que Raúl Salinas de Gortari (le frère de l'ancien président du Mexique) aurait transféré au moins 84 millions de dollars qui proviendraient de la corruption institutionnelle (détournement de fonds publics, vente de faveurs pour l'octroi de concessions..) et du même clan du Golfe, sur des comptes bancaires d'Europe (Suisse, Angleterre), des Caraïbes, des Etats-Unis et du Canada , la Citibank entretient des liens traditionnels avec l'*establishment* mexicain.

Dès lors, les nouvelles relations nouées entre clans politiques et souterrains – ainsi que l'importance des enjeux financiers qui les motivent – permettent aux narco-trafiquants d'apparaître comme partenaires (*socios*) à part entière, impliqués dans la recomposition des groupes politiques et économiques, qui s'opère à chaque changement de président de la République et de gouvernement. A ce moment là, certaines têtes tombent (le système des dépouilles), les prisons hébergent certaines personnalités marquantes de l'ancien gouvernement (auparavant intouchables et devenues les boucs émissaires d'un hypothétique renouvellement des méthodes de gouvernement), et les négociations vont bon train afin de déplacer le cercle des bénéficiaires de la rente illégale que représente le trafic de drogue. Ces bénéficiaires sont sélectionnés autant parmi les nouveaux détenteurs du pouvoir qu'au sein du groupe des trafiquants où seront choisi ceux qui pourront poursuivre leur entreprise en toute impunité. temporaire.

C'est ainsi que la majeure partie des activités qui bénéficiaient naguère de subventions gouvernementales (dans le cadre de politiques protectionnistes) et qui continuent à prospérer aujourd'hui en l'absence de celles-ci – et avec le soutien d'entrepreneurs ou de personnes privés – est susceptible d'être alimentée par les bénéfices illégaux du trafic de drogue (par exemple l'industrie des loisirs, le sport en général et le football en particulier, l'élevage et l'agriculture, la micro-industrie artisanale, les secteurs de la construction, de la communication et les banques ou les bureaux de change privés, mais aussi les sections locales de certains partis politiques, ainsi que diverses associations qui leur sont liées). C'est de cette manière que peuvent se constituer de nouvelles rentes d'origine illicite, sur la base de méthodes traditionnelles (la

corruption, le clientélisme, le caciquisme et le recours à la violence) éprouvées.

D. LES MARGES DU SYSTÈME D'INTÉGRATION

Considérant la capacité d'intégration du système politique mexicain – à travers lequel sont contrôlés, socialement et territorialement, tous les échelons depuis la base de la société jusqu'aux sommets de l'Etat –, il semble politiquement logique que ne puisse échapper à la vigilance de ses représentants cette activité de culture, de transformation de fabrication, de commercialisation et de trafic de drogues (ainsi que de blanchiment et de recyclage des bénéfices réalisés) qui est aussi importante (sur le plan logistique comme sur celui des volumes de drogue en jeu), lucrative et qui mobilise autant de relais (de relations ou de protections) officiels. De fait, les formes et certains réseaux traditionnels du clientélisme ont été récupérés par les acteurs de ce commerce illégal, pour favoriser son essor et tenter de le mettre au service du développement local – ou du moins de réduire les effets de la crise sur les populations les plus déshéritées (paysans ou groupes désœuvrés des quartiers périphériques urbains), tout en favorisant l'enrichissement personnel et clientélaire des acteurs intermédiaires officiels. Dans ces conditions, demeure une interrogation quant à l'exercice du pouvoir réel, au moment où s'exprime, au plus haut niveau de l'Etat, une volonté de démocratisation du système : les représentants de l'Etat joueraient-ils sur les deux niveaux, mettant en avant la force de la loi pour s'assurer une légitimité démocratique moderne, alors que dans le même temps, ils se donneraient les moyens de transgresser impunément l'ordre juridique dans leurs pratiques politiques clientélistes réelles et leurs alliances avec les narco-trafiquants ?

Les systèmes rentiers sont donc déterminants pour ce qui concerne la configuration des pouvoirs auxquels ils sont liés. En effet, dans ce contexte, la disposition d'une rente signifie l'acquisition ou le partage d'un monopole qui permette d'assurer la continuité de la création et de la circulation de valeurs sur la base d'un pouvoir soit autoritaire et inféodé aux intérêts privés, soit obsolète et affaibli face à ces derniers. Une rente se cultive donc autant au niveau local de sa manifestation qu'au

niveau central de sa justification. Or, ces dernières années, au Mexique, sous la pression des politiques libérales, le transfert de rente en direction des réseaux clientélistes traditionnels (organisations de base, caciques, syndicats) s'est considérablement tari ; les ressources de l'Etat ont été canalisées pour favoriser l'alliance – traditionnelle, certes, mais qui auparavant n'était pas exclusive – entre les représentants de l'Etat et les acteurs économiques (industriels ou spéculateurs). Les projets d'aide au développement local sont ainsi devenus très sélectifs, *la gestion politique de l'espace* (consistant à intervenir là où apparaissent des signes inquiétants de perte de légitimité, dans un but de soutien électoral au parti dominant) se substituant progressivement à *la planification sociale et économique* (elle-même totalement défaillante dans le passé, en ce qu'elle n'est jamais parvenue à la moindre réduction des inégalités tant sociales que spatiales). Il en est résulté une marginalisation croissante des réseaux clientélistes traditionnels, génératrice d'une recomposition des alliances à la base ; désormais, l'entente commerciale entre les caciques traditionnels et les mafias locales devenait possible, libérant ainsi une violence potentiellement "débridée" et incontrôlable par le pouvoir central.

La paix sociale était un des fondements de la légitimité du pouvoir mexicain : le signe que ce pouvoir était en mesure de sauvegarder le consensus national, ce qui lui permettait de se reproduire dans le temps. Si, comme c'est le cas actuellement, intervient une perte de légitimité – par le fait de l'incapacité du pouvoir à intégrer sa base clientéliste locale et à éviter un débordement par les marges externes – le système dans son ensemble risque de se décomposer. Afin de pallier aux risques croissants de désintégration sociale liée au tarissement des rentes traditionnelles, le pouvoir central a développé, depuis le début des années 1980, différentes stratégies qui consistaient en une délégation de certains pouvoirs d'Etat à des pouvoirs locaux plus ou moins bien contrôlés ; parmi ceux-ci, il faut mentionner les ONG, les sectes et les narco-trafiquants. En fait, le centre continuait à concentrer les fonction de décision, tandis que les pouvoirs locaux se trouvaient cantonnés dans la gestion, soit de l'abondance (durant la phase de croissance des rentes), soit des inégalités (en période de pénurie des ressources alimentant la corruption locale). Pour ce qui concerne les narco-trafiquants, leur pouvoir de pénétration du niveau local est contemporain de la marginalisation des anciens caciques locaux désormais dépourvus des ressources suffisantes pour entretenir leurs clientèles ; l'exclusion de ces caciques hors du système de partage des

rentes traditionnelles de corruption a produit un bouleversement dans les modes d'intégration politique et sociale ; c'est ce processus qui, localement a favorisé une dérive mafieuse du système, sur la base d'une recomposition des anciennes alliances entre caciques sociaux et caciques politiques ; désormais, les mafias de la drogue sont en mesure de combler le tarissement de la corruption politico-institutionnelle et d'assurer les ressources des caciques locaux. En générant d'autres sources illégales de financement, qui profitent à une partie non négligeable des populations rurales ou des groupes urbains marginalisés, les nouvelles alliances locales entre caciques et narco-trafiquants permettent l'activation d'un système clientéliste rénové ainsi qu'une relégitimation des pouvoirs locaux auprès de leurs clientèles impliquées dans cette économie souterraine. Pour ce qui concerne les ONG, elles ont été, la plupart du temps, contraintes de s'associer au pouvoir municipal qu'elles devaient revitaliser afin de favoriser une meilleure redistribution liée à l'application des politiques de développement ; leurs ressources se sont donc substituées aux rentes traditionnelles, et, pour les élites locales, elles sont devenues une rente à conquérir ; pour une raison d'efficacité, les ONG se sont donc greffées sur les structures locales d'intégration, et elles ont quelquefois permis de relancer, sélectivement et ponctuellement, les modes de redistribution par la corruption (principalement au profit des élites locales). Quant aux sectes, elles ont utilisé des stratégies fondées soit sur la recherche d'une protection de la part des pouvoirs locaux (de la même manière que les narco-trafiquants), soit sur leur transformation en nouveaux pouvoirs locaux autonomes et parallèles (ce qui nécessite un arrangement négocié avec les pouvoirs locaux officiels).

Il apparaît cependant probable qu'une partie importante des bénéfices liés aux nouveaux modes de prédation (d'un côté les bénéfices de la corruption dont profitent les caciques locaux de la part des trafiquants de drogue ; de l'autre, les bénéfices du racket que pratiquent les grands caciques auprès des parrains de la drogue) a été canalisée vers le soutien des grands entrepreneurs, au détriment d'une redistribution plus élargie. Une telle redistribution, sélective, basée sur la constitution de rentes politiques établies, et fortement improductive lorsqu'elle débouche sur la tentation spéculative – ainsi que cela est apparu lors des dernières années du mandat de Salinas de Gortari –, aura tendance à contrarier la formation d'une nouvelle classe d'entrepreneurs régionaux (dynamiques, performants, ne dédaignant pas prendre des risques en hypothéquant leur

patrimoine pour moderniser leur outil de production), ou, au pire, à la rendre éphémère lorsque l'endettement qu'ils auront contracté pour assurer leur croissance deviendra la cause de leur faillitte, entre décembre 1994 et mars 1995 ; depuis, les anciens patrons de ces entreprises rentables sont devenus les associés minoritaires de responsables d'entreprises américaines qui ont remboursé les dettes contractées en échange d'actions des entreprises frappées par la dévaluation ; c'est ainsi qu'une grande partie du capital productif intermédiaire mexicain est passé sous le contrôle de l'*ami américain*. La forme de redistribution clientéliste est donc en cause qui s'oppose en outre à l'objectif affiché de démocratisation lorsque celui-ci ne remet en question ni la constitution de rentes libérales et "amicales" concédées aux (anciens et nouveaux) grands entrepreneurs, ni la prolifération de niches marginales locales, tolérées dans la mesure où elles n'entravent pas la reproduction du système socio-politique global. Malgré les différents processus de démocratisation et de libéralisation entamés, la marginalisation et le clientélisme se perpétuent et se renouvellent, rendant du même coup contradictoire la libéralisation entamée sur des bases clientéliste (mais pourrait-il en être autrement ?) et l'objectif de démocratisation.

Il existerait donc une continuité des méthodes d'usage de la violence et de la corruption, entre le système ancien basé sur un *clientélisme inégalitaire et élargi*, et le *néo-clientélisme qui repose sur une redistribution exclusive et élitiste*. Si le néo-clientélisme a permis une réorientation de la manne au bénéfice des grands entrepreneurs libéraux et des grands caciques politiques, l'ancien système n'a cependant pas été aboli. En effet, il existe une perméabilité entre les deux systèmes qui concourent désormais tous deux à privilégier l'objectif de stabilité politique au détriment de la pacification des rapports sociaux locaux ; la même logique d'obligation inégalitaire est donc à l'œuvre (même si ses effets de redistribution sont différents) qui fondait l'économie traditionnelle de rente et qui sous-tend actuellement la captation des bénéfices de la drogue. L'ancien système subsiste au niveau local, grâce à l'établissement de relations d'intérêt entre les caciques locaux et les acteurs de la marge , mais s'y est rajoutée une interdépendance instituée (et non plus occasionnelle, comme auparavant) entre les grands caciques (régionaux et nationaux) et les parrains de la drogue, les premiers racketant les seconds avec l'objectif de recycler le produit de leur racket dans des investissements financiers ou productifs. Il s'agirait donc là d'une forme de *blanchiment institutionnel* – de profits réalisés à partir d'un

commerce illicite – rendue possible par la forme particulière du système politique mexicain qui confère aux grands caciques (politiques, industriels, banquiers) un pouvoir autoritaire légitime sans limites, ainsi que la possibilité d'user de toutes les formes de dissuasion, et notamment l'usage de la violence commanditée aux acteurs de la marge avec qui ils entretiennent des relations d'affaire inavouées et inavouables.

C'est ainsi qu'a probablement pu être financée une partie des politiques sociales, comme les programmes de solidarité qui avaient pour objectifs de rapporter des bénéfices politiques immédiats (et, en ce sens, la victoire du candidat du PRI aux élections présidentielles d'août 1994 est à mettre au crédit de ces politiques sociales sans lendemains), mais également de jouer sur la marge interne du système en cherchant à éviter que les plus pauvres ne franchissent la frontière de la légalité. Ces politiques participaient donc de l'intégration sociale au système. Les différentes dimensions économique, sociale et politique se retrouvent donc au cœur de la coexistence entre le système ancien de *clientélisme populiste* et le *clientélisme libéral* ; si les frontières entre le tolérable et le non-tolérable ont été déplacées, les territoires de ces deux formes de clientélisme sont également en phase de recomposition, ce qui semble perceptible à travers :

* les politiques de solidarité qui jouent sur la relation national-local ;
* les économies souterraines qui privilégient le lien du local au transnational ;
* les économies libérales fondées sur la relation national-mondial.

Au niveau local, les deux premières formes d'intégration seraient donc associées ; au niveau national, la première et la dernière semblent compatibles ; au niveau trans-frontalier, la deuxième et la troisième se compléteraient. Ainsi se mettrait en place une nouvelle division des fonctions et des territoires d'intégration, fondée sur deux modes différents – mais complémentaires – de clientélisme qui auraient favorisé l'émergence d'un troisième : le *clientélisme marginal* fondant les économies souterraines.

Quoi qu'il en soit, une alternative démocratique supposerait donc de rompre à la fois avec l'Etat clientéliste et rentier populiste, légitimant les pratiques de violence et de corruption de la part des caciques, avec l'Etat libéral dont l'insuffisance des politiques sociales accroît la pauvreté aux marges internes et externes du système, mais également avec les nouvelles formes d'un clientélisme souterrain qui se développe à partir de

l'extension des marges ; or, qu'il s'agisse des tenants du pouvoir libéral actuel ou des bénéficiaires du système rentier marginal, l'éventualité d'un changement de régime risque de rapprocher ces deux groupes (la partie démocratique du PRI libéral rejoignant néanmoins le camp de l'opposition "progressiste" ou du parti libéral "conservateur") qui seront tentés d'user de leur puissance de mobilisation armée pour défendre leurs intérêts et conserver leurs privilèges politiques.

De l'autre côté, le soulèvement armé du Chiapas (le 1er janvier 1994), et la revendication démocratique (anti-clientéliste et anti-libérale, c'est-à dire dirigée initialement contre les anciens caciques, les nouveaux rentiers libéraux, et contre le monopole de la domination par le PRI à travers la présidence de la République) qui le fonde, aurait pu risquer de dégénérer en conflit ouvert avec l'armée et d'engendrer un mouvement social d'opposition réunissant l'ensemble des couches sociales exclues des systèmes (traditionnel ou souterrain) de répartition ; d'autres soulèvements de ce type ne sont pas impossibles à l'avenir. Il faut reconnaître que le gouvernement mexicain a habilement géré la crise du Chiapas, déviant un conflit armé (risquant de dégénérer en une guerre civile) vers un affrontement idéologique ; d'abord en contenant les velléités guerrières de certains chefs de l'armée ; ensuite, par des négociations interminables, en laissant pourrir la crise dans le temps, ce qui a permis d'éloigner progressivement ce mouvement légitime de sa base sociale ; puis en faisant effectuer le travail de reconquête des terres par des associations de petits propriétaires spoliés par les insurgés et inféodés aux caciques métis ; enfin, en territorialisant la zone du conflit, c'est à dire en la pacifiant de l'intérieur comme le réclamaient les associations internationales de défense des droits de l'homme qui ne se sont pas aperçues que l'objectif du gouvernement était, en fait, d'encercler la zone du conflit, et donc d'éviter son extension en accroissant la répression (militaire et policière) dans les Etats limitrophes (Veracruz, Oaxaca, Guerrero...) ; maintenant le conflit est désamorcé et le PRI s'est même offert le luxe de remporter les dernières élections législatives locales en octobre 1995 ; la crise a été gérée pacifiquement à l'intérieur de la zone, ce qui permet au PRI de se poser comme le garant de l'unité nationale et de la sécurité en matière de régulation des rapports sociaux ; et il s'est bien agi d'une gestion politico-militaire (et non économique) de la crise, car les anciens modes de répartition inégalitaire qui étaient à l'origine du soulèvement, n'ont pas été modifiés.

La capacité d'intégration du système mexicain – d'autant plus étonnante que la situation actuelle de crise économique ne prédispose pas

au calme social – s'exerce donc à travers cette politique de consensus – entre représentants syndicaux, chefs d'entreprises, responsables d'organisations populaires de masse et acteurs politiques. Celle-ci a abouti à une relative pacification des rapports sociaux locaux, mais surtout à la reproduction du système – et des méthodes – de gouvernement dirigé par le PRI, même si ce dernier a converti son idéologie populiste au credo libéral. Jusqu'à présent ce système a fonctionné car le régime politique mexicain permet au parti dominant de favoriser – simultanément ou alternativement, selon le contexte historique et géopolitique – les intérêts d'un capitalisme sauvage (spéculatif et commercial) comme fondement de l'économie (rentière ou libérale), la pratique du socialisme bureaucratique centralisateur et du clientélisme généralisé au niveau politique, ainsi que la tolérance de la corruption forcée aux niveaux social, politique et économique. Les effets de la crise risquent cependant de produire de plus en plus de tensions sociales, même si le gouvernement octroie davantage d'initiatives au secteur des organisations populaires de base (du moins celles que le PRI contrôle à travers les associations et les syndicats qui lui sont affiliés, ou à travers les organisations indépendantes qu'il récupère localement en développant les programmes dits "de solidarité") à qui il sous-traite la mise en œuvre de sa politique sociale.

Sur de telles bases émerge une *société civile duale*, les plus riches continuant à s'enrichir (avec l'assentiment et la complicité active des autorités de l'Etat), tandis que s'accroît le nombre des déshérités et des exclus du système, bénéficiaires d'aides internationales qui ne parviennent pas à satisfaire les déficits accumulés. Sur de telles bases, il est également à prévoir que le régime politique sera de plus en plus autoritairement centralisateur car la délinquance organisée, les fissures clientélaires au niveau local (remettant en cause l'unité du parti dominant), ainsi que les mouvements sociaux de revendications vont s'accroître, qui ne pourront être régulés – puisque l'Etat ne dispose plus de suffisamment de moyens pour satisfaire les besoins sociaux, même partiellement – que par le recours à la répression. Il est également concevable que les revendications sociales se déplacent du domaine de la demande matérielle à celui de l'aspiration à un changement politique. Tel est le cas actuellement dans de nombreux pays africains (mais non exclusivement), où l'échec des gouvernements autoritaires – issus, la plupart du temps, de dictatures militaires – à résoudre les problèmes de développement, est perçu par la population comme lié à la nature même des systèmes politiques. Si, en

Afrique, à l'issue de la décolonisation, l'armée se présentait comme garante de la libération nationale (de la même manière que le PRI lors de la phase postérieure à la Révolution), elle a ensuite échoué dans son objectif d'assurer le développement économique et social des nouvelles nations. Les Etats se sont trouvés accaparés par des groupes ethniques ou corporatistes prédateurs qui, en favorisant un capitalisme de rente, ont consacré l'échec d'un projet politique, de type nassérien ou "cépalien", qui consistait à promouvoir la modernisation du monde rural, à développer l'industrialisation auto-centrée et à enrayer l'analphabétisme, tout cela afin d'affermir les indépendances. L'incapacité des politiques publiques à enrayer l'urbanisation galopante des années 1970, a "cassé" cette politique de développement global et favorisé le passage d'un sous-développement rural dispersé à un sous-développement urbain concentré : tel est notamment le cas du Mexique où 80% des habitants des grandes villes vivent dans des conditions de surdensité ou dans une situation matérielle précaire.

L'échec des dictatures militaires révèle en fait les limites du populisme ; ce dernier, en cautionnant des régimes qui pratiquaient le monopole du pouvoir, a empêché l'expression de toute manifestation de contre-pouvoir – qualifiant idéologiquement celle-ci de trahison par rapport aux idéaux de libération nationale. Mais l'instauration de régimes démocratiques à travers le respect du vote et la mise en place de nouvelles institutions, signifie-t-elle pour autant l'abandon des pratiques clientélistes ? ou s'agirait-il d'inventer de nouveaux systèmes politiques qui consisteraient à légitimer *l'Etat clientéliste démocratique* comme transition entre *l'Etat clientéliste autoritaire* et un hypothétique futur *Etat démocratique* ?

En attendant, la situation d'incertitude politique que traverse actuellement la société mexicaine place le pouvoir face au défi électoral comme dernière possibilité de retrouver une légitimité. En tout état de cause, il est à prévoir certains retournements d'alliances qui généreront l'éclatement du PRI et la fin du Parti-Etat ; le verrou de la stabilité mexicaine que constitue un PRI fédérateur et garant d'une continuité de la stratégie de tension contrôlée risque donc de sauter, ouvrant ainsi sur une période de troubles sociaux au cours de laquelle les rivalités personnelles entre les élites pour la défense de leurs intérêts respectifs pourraient se transformer en conflits sociaux ouverts entre les différents groupes et réseaux de clientèles opposés. La capacité du gouvernement

central à gouverner risquerait donc d'être atteinte à la fois parce que la répression des mouvements sociaux doit être freinée pour ne pas remettre en cause la confiance des investisseurs et la stabilité politique, mais également parce que le système rentier mexicain connaît actuellement cette dérive qui fait passer la reproduction du pouvoir avant l'exercice de celui-ci. Le PRI pourrait donc se transformer en une confédération de caciquismes régionaux [121] se substituant progressivement au régime présidentialiste antérieur et récupérant d'une manière indépendante et morcellée le monopole de la violence qui était auparavant exercé ou concédé par le pouvoir central. Telle semble être la raison pour laquelle certains secteurs parmi les plus traditionnels du PRI se rallient au fédéralisme, prouvant par là même que celui-ci est une nouvelle idéologie qui ne changera pas la nature du pouvoir, mais simplement le mode de gouvernement. Cette transformation du régime est actuellement testée dans les Etats du Yucatan, Puebla, Veracruz, Guerrero, Tabasco, Michoacán, c'est-à dire dans tous les Etats où la culture et le trafic de drogue sont intenses. Cela pourrait signifier que, derrière ce renouveau du caciquisme, est en train de s'opérer un déplacement de l'alliance traditionnelle politico-criminelle, du centre vers le niveau régional – les bénéfices de la drogue servant à alimenter, encore une fois, le clientélisme. Cette perspective de renforcement des pouvoirs régionaux pourrait déboucher également sur une intervention de plus en plus active de l'autorité militaire comme seule représentante fiable du pouvoir central en période d'alternance politique ou de constitution de pouvoirs régionaux indépendants, mais également comme seule force capable de capter la rente illégale afin de la redistribuer vers le centre ; dans ce cas, les commandants des différentes zones militaires (qui sont nommés par l'Etat Major et qui dépendent directement, à statut égal avec les gouverneurs, de la présidence de la République) se subsitueraient aux gouverneurs défaillants pour assurer la reproduction du PRI central ; c'est du moins la stratégie de contournement qui a été adoptée par le pouvoir central dans les Etats passés à l'opposition, ainsi que cela est apparu dans le Chihuahua. C'est ainsi que l'armée serait amenée progressivement à remplacer la police fédérale, non pas pour lutter contre la corruption qui gangrène celle-ci, mais plutôt pour rationaliser la captation de la rente

121 Cf Lopez Obrador (M), *Entre la historia y la esperanza*, México, Editions Grijalbo, 1995

illégale que constitue le contrôle de la culture et du trafic de drogue, c'est-à dire pour reprendre possession du terrain et éviter une trôp grande dispersion des bénéfices qui en sont retirés. Il est donc désormais à prévoir que les commandants de zones militaires vont devoir se soumettre eux aussi aux règlements de compte entre clans politiques qui se partagent le pouvoir à chaque changement de présidence ; de plus, en tant qu'autorités institutionnelles, ils vont être sacrifiés pour protéger les grands caciques politiques et satisfaire aux exigences d'épuration imposées par le voisin du Nord ; la vague d'arrestations de narco-militaires hauts gradés, opérée au cours du premier trimestre 1997, peut être interprétée de la sorte : ils étaient en service commandé, mais *qui touche trôp se brûle*

La persistance de méthodes de gouvernement reposant sur l'usage de la violence et la pratique de la corruption – qu'elles soient appliquées au niveau local, régional ou national, par des acteurs différents – signifie qu'il n'existe pas de changement structurel entre la représentation politique fondée sur le pouvoir clientéliste (populiste ou libéral) et le processus de développement des marges criminelles, mais une continuité possible, génératrice d'une perversion potentielle du système. Cette continuité met en relief les effets pervers de la redistribution économique de type libéral (à travers le développement des marges sociales et des économies souterraines locales), en même temps que les failles du système de répartition du pouvoir (par le maintien de structures clientélistes au plus haut niveau de l'Etat comme au niveau local, sur la base desquelles sont nouées des alliances entre les détenteurs du pouvoir, les représentants des grands groupes industriels et ceux de l'économie souterraine). De ce point de vue, l'Etat peut servir d'intermédiaire entre ces deux pôles industriels, les grands entrepreneurs légaux et les tenants de l'industrie souterraine illégale, afin de réintroduire dans le secteur productif que contrôle les premiers les bénéfices illicites réalisés par les seconds. C'est à cause du risque de cette dérive que le maintien de l'Etat clientéliste peut constituer un obstacle structurel majeur à la démocratisation des systèmes politiques, par le fait que les pratiques de violence et de corruption (toujours pratiquées par les représentants de l'Etat, mais également tolérées de la part des acteurs de l'économie souterraine) s'opposent à l'instauration d'un Etat de droit Mais d'un autre côté, ces structures clientélistes sont de plus en plus perçues comme légitimes au niveau social car elles sont reconnues comme l'unique moyen de

redistribution au profit de larges secteurs sociaux appauvris ou en voie d'appauvrissement[122]. D'un côté, le clientélisme se nourrit de la pauvreté qu'il provoque, à travers la généralisation des formes de redistribution inégalitaire qui tendent à institutionnaliser la pauvreté et à rendre tributaires ceux qui en sont victimes ; mais, d'un autre côté, la pauvreté se nourrit du clientélisme qu'elle légitime parce qu'il est le seul recours pour disposer des ressources de survie. De la même manière que la violence et la corruption, le clientélisme et la pauvreté apparaissent donc comme indissociablement liés.

C'est ainsi que les élites (les maîtres de clientèle) parviennent à se reproduire et à trouver une légitimité auprès de leurs bases sociales : le peuple adhère au clientélisme parce que c'est à travers le clientélisme que lui sont octroyés ses moyens de survie (travail, canalisation des programmes sociaux, sélection des populations bénéficiaires des services urbains...)[123]. Ceci explique en partie une certaine désaffection qu'inspire *la démocratisation libérale* des systèmes politiques qui, par mesure d'économie, aboutit à une restriction des politiques sociales, à une diminution des effectifs de la fonction publique, à un alignement des tarifs des services publics sur ceux du privé. En généralisant au secteur public les méthodes de fonctionnement en vigueur dans le privé, la démocratie libérale apparaît comme davantage inégalitaire que le clientélisme de type populiste, et surtout davantage sélective car elle se développerait au profit exclusif des nouvelles élites politiques et économiques.

L'appropriation libérale de l'Etat, sa conversion au régime privé et la canalisation restrictive de ses ressources pourraient ainsi s'apparenter à la forme "finale" du clientélisme : un clientélisme de réseaux hiérarchiques sans clientèle sociale, car un clientélisme (par le sommet de la hiérarchie) d'accaparement sans redistribution suffisante pour assurer la reproduction de la base clientélaire. C'est ce qui pourrait

---

122. Cf LAUTIER (B), « *Les malheureux sont les puissants de la terre...* » *(Représentations et régulations étatiques de la pauvreté en Amérique latine)*, in Revue TIERS MONDE, t. XXXVI, n° 142, avril-juin 1995.

123. Max Weber, même s'il présentait la régression de l'effet charismatique comme un phénomène irréversible dans les sociétés modernes, et même s'il concédait paradoxalement qu'une "démocratie plébiscitaire des chefs" était envisageable afin de pallier les carences des systèmes bureaucratiques, n'en dénonçait pas moins « *une espèce de domination charismatique qui se cache sous la forme d'une légitimité issue de la volonté de ceux qui sont dominés, et qui n'existe que par elle* » (Max Weber, *Economie et Société*, Paris, Plon, 1971, p. 276)

expliquer le mouvement de balancier entre les courants d'adhésion au libéralisme – libéralisme à travers lequel est entretenue l'illusion d'un enrichissement de la population par la suppression de l'Etat – et les votes de déception favorisant le retour au pouvoir des anciens maîtres de clientèle de qui davantage de redistribution est attendue ; en effet, l'allégeance clientéliste reste un contrat temporaire (une régularisation de terrain, des briques pour construire la maison, une école pour le quartier contre un vote) ; mais si la partie qui doit rembourser sa dette en services ne respecte pas son engagement, l'autre partie changera de camp aux prochaines élections ; ici se situe la limite des rapports clientélistes : la fidélité fonde l'échange ponctuel et elle est conditionnée au respect de la parole donnée. C'est ce qui permet également de comprendre pourquoi le système est fragilisé à sa base car un système clientéliste qui n'assure plus l'entretien des clientèles devient dès lors un système vulnérable qui génère de l'implosion sociale et favorise les débordements vers ses marges externes ou vers la contestation politique de ses structures.

Le développement des marges et leur intégration peuvent donc apparaître comme la solution à la dérive libérale d'un système qui nie le social. Elles permettraient ainsi de réhabiliter un Etat mixte, de type clientéliste libéral et autoritaire, afin d'harmoniser la captation libérale légale des richesses, notamment par le développement des industries d'exportation, avec la recherche simultanée (par certains anciens caciques du système) de profits de substitution dégagés de la fusion entre activités licites et illicites. L'accaparement de l'Etat par les tenants de cette forme de capitalisme favorise la reproduction de l'exercice clientéliste du pouvoir parce que les institutions militaire, policière et judiciaire sont utilisées pour protéger la poursuite des activités fondées sur ces alliances *perverses* : la richesse doit être produite par n'importe quel moyen. Une partie des dispositifs institutionnels qui restent à la disposition de l'Etat est donc canalisée vers la protection autoritaire des structures illégales du système global. Sur de telles bases politiques, ont donc tendance à se développer, d'un côté des activités souterraines illégales (intégrées au système en vue d'une accumulation des profits) et des marges sociales exclues qui en vivent, et de l'autre côté une justice défaillante qui aboutit à l'impunité judiciaire des nouveaux maîtres de clientèle (principalement les entrepreneurs des grands groupes industriels alliés à certains représentants politiques) qui dirigent ce système à partir de clans et de groupes de pression contrôlant l'administration et la grande industrie, et

détournant à leur profit la législation, la fonction et les finances publiques. Au niveau local, les anciens maîtres de clientèle demeureraient donc dominants tandis qu'au niveau national, les nouveaux maîtres libéraux de clientèle auraient tendance à s'approprier et à contrôler l'Etat, réduisant de plus en plus la redistribution vers les premiers à l'application de politiques sociales sélectives qui visent à la pacification des rapports sociaux. La focalisation (de la part des défenseurs d'un *Etat libéral démocratique*) sur les failles de la redistribution, sans prise en compte de la nécessité d'établir un nouveau système politique fondé sur le respect de la loi par tous les acteurs impliqués (quel que soit leur statut social), contribue au rétablissement, dans leurs prérogatives politiques nationales, des anciens maîtres de clientèle, au maintien de l'Etat clientéliste – et à la dérive de celui-ci vers une intégration capitaliste des marges externes du système.

Cependant, une telle intégration par la marge aura tendance à déborder sur le système, et à en transformer les normes qui le régissent ; en effet, parce qu'elle se fonde sur la tolérance instituée de l'illégalité, l'acceptation de marges liées à l'économie souterraine peut provoquer des effets pervers qui risqueront d'aboutir à l'accroissement de phénomènes caractéristiques d'une implosion du système social.

CHAPITRE IX

L'IMPLOSION DU SYSTÈME SOCIAL

Depuis que l'on a – peut-être un peu rapidement – annoncé *le temps final des idéologies*, de nouvelles cultures ont-elles été inventées pour combler le besoin d'identification sociale ? Et qu'en est-il, dans la perception de la vie quotidienne, de toutes ces populations livrées aux sacrifices qu'impose la crise, et qui ne peuvent plus rien attendre d'un Etat providentiel lui-même acculé aux ajustements structurels imposés par les organismes financiers internationaux ?

La crise est une réalité perçue quotidiennement par tous ceux dont l'énergie est captée à longueur de temps par la recherche au jour le jour des moyens de leur subsistance. L'idéologie, ils n'en ont cure ; par contre, la culture constitue une part importante de leur pain quotidien : elle contribue à façonner leur vision du monde et leurs aspirations[124], à sélectionner leurs centres d'intérêts, à fonder leurs modes de vie et de penser, à désigner leurs relations sociales, à diriger leurs mouvements dans le choix du quartier où ils vont habiter, dans la manière dont ils vont aménager leurs maisons, dont ils vont marquer leur sol. La culture, l'imbrication des cultures urbaine et rurale, régionale et nationale, est un *déjà là* qui demeure ; c'est aussi un long processus soumis aux mutations du monde et à la circulation des hommes.

C'est en nous fondant sur le présupposé wébérien que les systèmes de *normes collectives* – telles les règles de droit ou les

---

124. Selon la tradition philosophique post-nietzschéenne et la sociologie wébérienne, les notions de culture et de valeur sont indissociables , en ce sens, la culture apparaît comme ce fragment de la réalité auquel nous prêtons signification et importance au regard d'un intérêt guidé par des valeurs (cf COLLIOT-THELENE, *Le désenchantement de l'Etat*, p 127) ; HEIDEGGER, en reconnaissant l'homme comme "l'étant qui donne la mesure à tout étant et arrête toutes les normes" (in *Chemins qui ne mènent nulle part*, p.123), fera dépendre de lui le sens du monde et celui de l'action

impératifs éthiques attachés à une confession religieuse – jouent un rôle essentiel dans la formation et la perpétuation de structures objectives, comme l'Etat ou le système économique, que nous tenterons de décrire certains des changements culturels contemporains au phénomène du trafic de drogue. En effet, ce dernier suppose une organisation qui manipule des structures traditionnelles de pouvoir et de socialisation – telles que la corruption, le clientélisme, le caciquisme et l'usage de la violence –, faisant elles-mêmes partie d'une culture politique où coexistent des formes anciennes et modernes d'exercice du pouvoir. C'est ainsi que, par leur ancrage dans l'illégalité, les entrepreneurs de la drogue remettent en question l'aspiration moderne à davantage de démocratie, notamment parce qu'ils usent d'une violence extrême pour maintenir leurs activités, mais également parce qu'ils disposent d'une légitimité et d'une base sociale. C'est ainsi que, d'un côté, les trafiquants favorisent l'émergence d'une société parallèle où circulent des valeurs et des codes spécifiques, mais qui se développe au sein d'une société globale elle-même confrontée à des changements culturels profonds ; c'est ce processus de transformation des modes d'intégration sociale qu'il s'agira maintenant de caractériser d'une manière empirique, c'est-à-dire en considérant les normes sociales, non sous leur aspect normatif, mais en tant que motivations concrètes des comportements individuels ou sociaux. Mais, de l'autre côté, les pouvoirs institués ne s'abstiennent pas de recourir également à l'usage de l'arbitraire pour lutter contre les trafiquants ; les représentants du pouvoir légal peuvent encore être tentés de récupérer une partie de cette manne financière, issue du commerce de la drogue, pour dégager des ressources qui leur permettraient de tempérer les effets de la crise économique, et donc de composer avec les trafiquants. Des deux côtés, le trafic de la drogue constitue donc une limite à la modernisation ou à la consolidation démocratique des systèmes politiques.

Il faut néanmoins reconnaître que, même si elles ne débouchent pas, dans tous les cas, sur la constitution de systèmes mafieux (caractérisés par la collusion entre trois types d'acteurs : les hommes politiques ou les caciques locaux, les entrepreneurs formels et les représentants du secteur illégal, ces derniers dominant les deux autres catégories en s'infiltrant au centre du système), les pratiques clientélistes – tant dans l'exercice du pouvoir que dans les formes de socialisation – concernent autant les sociétés du Sud que celles du Nord. Ces pratiques clientélistes sont liées à l'exclusion (autant spatiale que sociale,

nationale qu'internationale) qui frappe de plus en plus les groupes sociaux confrontés au sous-emploi ou au manque de travail). Les pays "sous-développés" apparaissent toujours exclus des richesses acquises, à leur dépens, par les pays du Nord qui se nourrissent de la rente du sous-développement ; c'est ainsi que les pays du Sud peuvent être considérés comme exclus, au même titre que sont exclus certains groupes sociaux (les jeunes des banlieues ou les petits paysans) des pays du Nord ; dans cette optique, il apparaît bien que le sous-développement a une fonction "positive" puisqu'il conditionne l'entretien du bien-être des populations intégrées des pays du Nord. L'actualisation des anciennes pratiques clientélistes constitue ainsi un moyen d'amortir les effets de la crise en favorisant une redistribution des richesses qui fait fi de l'opposition entre le légal et l'illégal ; c'est l'ampleur de ce phénomène qui est à l'origine de cette *économie souterraine intégrée*, de plus en plus développée au fur et à mesure que les moyens légaux de subsistance se raréfient.

De plus, la désocialisation consécutive aux restructurations économiques est contemporaine de la mise en échec de certains modèles d'intégration sociale. En effet, le double processus, d'une part de mondialisation économique (liée à l'idéologie du marché ouvert et de la consommation généralisée), et d'autre part d'uniformisation des pratiques (notamment sous l'effet de la télévision qui est maintenant répandue dans presque tous les foyers) a provoqué une transformation des modes de vie traditionnels. C'est pourquoi les tentatives de médiations culturelles deviennent inopérantes face au rejet de tout compromis et à l'accroissement des atomisations collectives.

Les transformations du système global doivent encore être reliées au retrait progressif de l'Etat de ses missions traditionnelles de services publics sociaux (comme l'éducation, la santé et le logement) ; en effet, la privatisation de nombreux services publics a abouti inévitablement à une exclusion croissante fondée sur le niveau des ressources économiques ; c'est ainsi qu'a été remis en question *le modèle républicain d'intégration à la française*, et qu'a été légitimée la constitution de communautés séparées (géographiquement, culturellement et socio-économiquement) sur le sol national ; il faut rappeler que ce modèle républicain consistait à privilégier le lien politique par rapport au lien ethnique ou culturel ; le moule commun d'intégration répondait à une *logique d'égalité*, au détriment d'une *logique de communauté*, reléguée à la sphère privée ; un rôle décisif était attribué à l'école afin

d'ancrer l'intégration sur le respect de la laïcité.

C'est sur de telles bases que se trouve justifiée l'éclosion de deux types de nouvelles clientèles : d'une part, *les clientèles du messianisme* qu'agglomèrent les sectes, les associations intégristes et les associations exclusives de toutes sortes, unies par la même révolte contre l'*ordre impur* établi ; et d'autre part, *les clientèles du communautarisme libéral* – la mondialisation des trafics étant elle-même favorisée par l'ouverture des frontières et le libre échange – valorisant l'appât du gain rapide, et qui, parce qu'elles reposent sur les structures traditionnelles de domination que sont le caciquisme et le clientélisme, sont une porte ouverte à l'émergence des mafias, au développement des marges et donc à la recrudescence des actes de violence et de corruption.

A l'intérieur de ce cadre social transformé, les nouvelles intégrations s'opèreront sur la base du territoire le plus local-régional, connecté à l'espace mondial (par la télévision ou par les obligations inhérentes aux trafics et aux affaires) ; elles s'organiseront à partir des structures de socialisation que sont les regroupements ethniques ou les clans familiaux qui développeront des alliances tournantes et ponctuelles pour répondre à des intérêts stratégiques immédiats. L'émergence de ces structures multi-polaires et polycentriques, à la marge des Etats contemporains, remet donc en question les formes d'intégration qu'opéraient les Etats-nations traditionnels.

A. LES STRATÉGIES DE SURVIE COMME FONDEMENT D'UNE SOCIÉTÉ PARALLÈLE

Dans la région frontalière au nord du Mexique, la croissance économique locale, qui est impulsée principalement par la présence de l'industrie *maquiladora* ne semble pas déboucher sur un *développement social* différent de celui qui caractérise les autres Etats de la République mexicaine ; simplement, ici, les richesses sont plus apparentes qu'ailleurs – ce qui rend la pauvreté plus évidente (surtout dans les périphéries populaires des grandes villes) – et les conditions de travail en usine, pour les ouvriers, sont toujours aussi éprouvantes ; néanmoins, cette région demeure encore un endroit où tout semble

possible et où il paraît facile de réaliser de bonnes affaires, tout en profitant d'un mode de vie ou de rémunérations plus proches du standard américain idéalisé ; c'est ce qui explique que cette région frontalière attire autant de migrants à la recherche d'un emploi, et que le patronat y apparaît plus dynamique que dans le reste du pays.

Malgré tout, pour la majorité des migrants, la réalité rattrape vite le rêve et ils se rendent rapidement compte que, s'il existe de grandes richesses produites ou accumulées localement, celles-ci ne bénéficient pas à tout le monde. Nombre d'entre eux se satisfont cependant des possibilités offertes par le marché de l'emploi, et font leur deuil de *l'Eldorado* espéré. D'autres, surtout parmi les jeunes générations, se sentent prêts à forcer, par tous les moyens les portes de *l'Eldorado* et cherchent des activités lucratives à la marge du système. Le désenchantement vis-à-vis des structures socio-professionnelles traditionnelles (« *à quoi bon travailler pour sacrifier notre vie, comme l'ont fait nos parents dont la durée et les conditions de leur travail ne leur permettent pas d'assurer un bien-être décent à eux-mêmes et à leur famille ?* ») se mêle à un sentiment de révolte qui conduit à la marginalisation nombre de migrants de la deuxième génération qui ont abandonné toute référence au modèle socio-culturel dominant – ce même modèle qui avait justifié la migration de leurs parents et qui définit le travail comme valeur pratique d'intégration sociale, mais aussi comme le fondement d'un système productif devant contribuer à l'entretien de la famille (la structure de socialisation de base), et donc, au développement de l'ensemble de la société. Se sentant incapables d'accéder à un statut social supérieur à cause d'un manque de formation et d'une absence de possibilités de promotion professionnelle, nombre de migrants de la deuxième génération adoptent donc des comportements et des conduites à travers lesquels ils manifestent leur désir de *gagner le plus d'argent possible le plus rapidement possible, ou alors ne rien faire*. Toute une partie de cette deuxième génération se retrouve donc potentiellement exclue, prête à "verser" dans des pratiques de transgression plus ou moins violentes qui conduiront ces jeunes à survivre par des trafics de toutes sortes, jusqu'à tomber dans une délinquance dont il est si difficile de sortir. C'est cette frange exclue de la population qui composera la clientèle de base d'une autre catégorie de nouveaux entrepreneurs : les trafiquants de drogue ; l'organisation sociale qui constitue le fondement des activités illégales de ces trafiquants apparaît non seulement comme un ciment

d'intégration sociale, mais également comme devant favoriser une promotion individuelle rapide et *virile* à chacun de ses membres.

Les pratiques illicites qui fondent l'économie souterraine des sociétés parallèles – d'où se développe le processus de captation-accaparement-redistribution sélective des richesses – favorisent, en fait, la reproduction de systèmes politiques faussement démocratiques (car l'abus d'autorité, l'influence ou l'ingérence sont à la base des dérogations constantes à la loi, dans le but de perpétuer le commerce illégal), et contribuent à l'accentuation du sous-développement. Elles peuvent néanmoins prospérer parce que le modèle traditionnel d'intégration est parvenu à une limite au delà de laquelle les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres sont accrues plutôt que réduites, ce qui aboutit à la constitution d'une société duale où tout espoir de promotion sociale est vain, en dehors du cercle des familles établies et de leurs héritiers – ces mêmes familles qui contrôlent, souvent de longue date, les institutions politiques et les instruments de l'économie, et dont les richesses (produites à partir d'alliances matrimoniales et de l'entretien de réseaux clientélistes) servent principalement à alimenter un capitalisme monopolistique ou de rente.

Dans ces conditions, le travail à la marge devient un recours lorsque sont taries les sources habituelles d'offre d'un emploi légal. Les populations expulsées du système d'intégration sont donc conduites, par nécessité vitale, à rechercher auprès d'un marché souterrain de l'emploi, une solution aux problèmes particuliers immédiats de la vie quotidienne. Mais, ce marché souterrain de l'emploi est lui-même limité, car les grandes organisations criminelles ne peuvent fournir une activité rémunérée à tous les exclus du système libéral ; elles auraient plutôt tendance à déposséder les déshérités des maigres ressources dont ils disposent, car une bonne partie de la clientèle des marchands de drogue est constituée par les membres des groupes sociaux défavorisés. Il va en résulter l'instauration d'un système de *débrouille*, généralisé à la marge, où chacun, à travers des pratiques individuelles de survie, cherchera la satisfaction de ses besoins immédiats (élémentaires ou d'ostentation statutaire), hors de toute organisation collective de type partis, syndicats, associations, entreprises ou même bandes marginales organisées. C'est cette rupture du lien social, conjuguée à une nécessité de recherche individuelle, par tous les moyens, du profit immédiat, qui caractérise les phénomènes d'implosion sociale ; ceux-ci se manifesteront, par exemple, à travers des comportements délinquants de plus en plus atomisés et

imprévisibles, ou par des actes d'incivisme révélateurs d'une incommunicabilité entre deux mondes, et d'un *a priori* de rejet global de la société (ses valeurs, ses normes, ses règlements, ses lois, ses institutions, mais également les représentants de l'autorité publique et, en fait, tous ses membres intégrés par – et dans – le centre du système *qui n'appartiennent pas à mon réseau direct de connaissances*).

B. L'ÉTAT LIBÉRAL COMME STIMULATEUR DU DÉVELOPPEMENT DES MARGES

Les nouveaux acteurs politiques et économiques qui sont à l'origine du développement des marges ont également contribué à l'instauration de nouvelles pratiques régissant non seulement une société parallèle, mais également certaines franges considérées comme "normales" de la société officielle ; ces pratiques novatrices sont fondées sur des signes spécifiques de reconnaissance et des modes de socialisation originaux, ouvrant sur des possibilités de promotion individuelle. De nouvelles identités sont apparues ; de nouvelles *distinctions* se sont imposées ; de nouveaux rapports de production ont servi à mettre en œuvre de nouveaux modes informels de distribution ou de répartition des richesses Le lien social global s'est distendu, mettant en péril l'unité des nations ainsi que la légitimité des régimes politiques et des Etats. Les deux mondes devaient finalement se croiser.

Au Mexique, comme dans la majorité des pays du sud, les retards accumulés en matière de politique sociale sont tels que les stratégies de survie se multiplient et concernent une part de plus en plus importante de ce que l'on pourrait appeler *une société parallèle*, organisée autour de certaines activités illicites et criminelles, comme le trafic de drogue. De l'attraction exercée par cette société parallèle dépendra le devenir de l'actuel processus de démocratisation libérale qui se trouve remis en cause, à l'intérieur du système, par la survivance des pratiques clientélistes liées à la corruption et à l'usage de la violence, mais également à sa marge, où sont récupérées ces pratiques traditionnelles dans le but de "miner" le système lui-même.

Au niveau géopolitique, une interprétation hâtive pourrait conduire à penser que le trafic de drogue représente une inversion des rapports géopolitiques traditionnels puisque, à travers le produit et son commerce, *le Nord devient dépendant du Sud*, ne parvenant jamais à contrôler ni la production, ni la circulation, ni la transformation, ni la commercialisation de cette culture frappée d'interdit et qui semble se régénérer au fur et à mesure des saisies policières : *au Sud, les bénéfices et au Nord, les coûts sociaux* qui imposent la définition d'un cadre juridique et moral, ainsi que la mise en œuvre de politiques de la santé et de stratégies policières. Cependant, en y regardant de plus près, on s'aperçoit que les effets de ce commerce dévoilent une toute autre réalité : d'un côté , une partie importante des bénéfices réalisés par les trafiquants du Sud est blanchie et réinvestie au sein de l'appareil financier et productif des pays du Nord ; de l'autre, les pays du Sud sont eux-mêmes impliqués, à travers une part de plus en plus importante de leurs jeunes générations, dans la consommation des drogues qu'ils produisent ; en sus, de par ses multiples causes et effets, la drogue pose un problème de société : elle cristallise les exclusions sociales, elle engendre une économie marginale et elle accroît la vulnérabilité (ou l'impuissance) du pouvoir politique.

Conforté par le recul des adhésions que suscitaient naguère des idéologies (le marxisme, la démocratie liée à l'Etat-Providence) porteuses de la croyance en l'Etat, on assiste à un repli vers des valeurs sociales spatialement éclatées (les valeurs liées au quartier, aux territoires des "bandes", aux réseaux locaux des trafics, à l'économie souterraine fondée sur la déviance et les "bricolages" locaux), mais symboliquement délocalisées (l'homogénéisation des biens de consommation, la mondialisation de l'information, la transcendance des paradis artificiels, la mythologie des villes spectacles). Dans le même temps, les instruments globaux d'intervention urbaine fondés sur le fonctionnalisme, et mis en œuvre dans le cadre des politiques nationales de l'Etat (aménagement du territoire, industrialisation, planification de la croissance urbaine, décentralisation, construction de services publics) sont parvenus à une limite au delà de laquelle l'Etat s'avère impuissant à agir. Aujourd'hui, la ville continue à attirer les hommes, mais elle les refoule en son sein plus qu'elle ne les intègre ; elle dévore sans digérer. Telle est la raison pour laquelle les pouvoirs publics privilégient maintenant les politiques sectorielles gestionnaires (de la crise), les interventions ponctuelles et fragmentées sur le local, les mesures *a posteriori* d'urgence appliquées

aux zones sensibles (c'est-à-dire aux quartiers en situation d'implosion). La cause de toutes ces cassures urbaines et sociales est connue – reconnue par tous les acteurs – : le chômage, puisque la déstructuration-restructuration de l'appareil productif ne permet plus d'assurer un emploi pour tous qui serait le garant de l'intégration urbaine et sociale. Toutes ces mesures au coup par coup révèlent, en fait, l'impuissance de l'Etat libéral à intervenir au niveau global urbain, comme au niveau global économique. Le laisser-faire et la déréglementation paraissent les seuls recours dont dispose cet Etat pour redynamiser le secteur économique ; quant aux secteurs social et urbain, ils sont de plus en plus confiés aux "solidarités locales", dépourvues de moyens d'action durables. En ce sens, on peut constater que l'Etat libéral occidental – sur la base d'un héritage acquis en période de croissance, et qui lui permet d'amortir certains effets de la crise économique – est en train de reproduire les méthodes promues par les organismes internationaux au cours des années 70 et 80 (développement du niveau local, et ensuite programmes d'ajustement structurel) et qui étaient destinées à réorienter les Etats et les économies des pays en développement ; de la même manière qu'auparavant, ces méthodes, aujourd'hui transposées aux pays occidentaux, s'avèrent inefficaces pour relancer les économies, favoriser une meilleure redistribution des richesses nationales et donc réduire les inégalités sociales qui sont la source de toutes les exclusions.

En fait, tout le débat actuel sur les modèles de développement – mais, plus généralement, sur les modèles de société – porte sur la capacité de l'*Etat de droit* à se substituer à un *Etat brigand* qui est apparu comme dérive de l'*Etat providence*. Emmanuel Kant avait déjà énoncé en son temps [125] les attributions de l'Etat de droit, le définissant comme devant être garant de la loi, c'est-à-dire des libertés individuelles et du droit de propriété – par opposition à la défense du statut héréditaire des ordres . C'est sur ces fondements que fut promu l'*Etat libéral*, caractérisé par une division des fonctions entre l'Etat et la société : à l'Etat la charge de la définition et du respect de la loi (les institutions, les appareils législatif, judiciaire, et répressif), tandis qu'à la société revenait les affaires économiques et sociales. Au tournant du XX^{ème} siècle, le formalisme de l'Etat de droit a été considéré, autant par les réformateurs que par les monarchistes éclairés et les révolutionnaires socialistes, comme inadéquat

125. Cf. Kant (E.), *Théorie et Pratique*, Paris, Vrin, 1977, p 31 et 40

pour répondre aux problèmes économiques et sociaux (crises économiques, paupérisation, antagonismes des classes sociales) surgis du développement de la production marchande et des effets dérégulateurs du libre jeu des intérêts privés. Déjà, depuis Hegel, tout un courant de la philosophie politique avait marqué les limites de l'universalisme abstrait des lumières – qui fondait la théorie kantienne – en prévoyant que cet universalisme pouvait déboucher sur une intolérance destructive s'il était porté par un peuple auto-désigné comme incarnation de l'humanité ; à l'inverse, Hegel voyait dans chaque peuple une figure de l'humanité, singularisée par ses mœurs et ses institutions ainsi que par la valeur historiquement universelle de ceux-ci. Dès lors, est apparue la nécessité d'instaurer l'*Etat providence* qui devait non seulement garantir le respect de la loi, mais à qui on attribuait, en plus, des objectifs sociaux de "bienveillance". Ainsi fut inaugurée *la politique sociale* de l'Etat post-libéral, qui consistait à rendre possible une action correctrice de l'Etat ou du Prince, par le haut, c'est-à-dire par voie administrative ou bureaucratique ; une telle politique devait permettre, non seulement de légitimer l'Etat, mais également de sauvegarder, au tournant du siècle, les intérêts et l'ordre de la bourgeoisie industrielle.

Dans de nombreux pays du Sud, la politique paternaliste et nationaliste de *l'Etat providence* (liée au protectionnisme qui conférait à l'Etat un rôle d'acteur-planificateur en matière économique) s'est développée au détriment du respect de la loi (ou plutôt en référence à une application culturellement "normale" de la loi, c'est-à-dire fondée sur les pratiques du clientélisme, du caciquisme, et de la commercialisation de la transgression ou du contournement de la loi), en favorisant un patrimonialisme patriarcal marqué par l'instauration d'un *Etat autoritaire*. Les programmes de décentralisation, de privatisation et les mesures de retrait de l'Etat, décidés à partir des années 1970, n'ont pas pour autant mis fin aux prétentions économiques des anciens caciques politiques ; de nouveaux acteurs se sont imposés, les anciens ont réorienté leurs stratégies et renouvellé leurs aires d'influence (territoriale ou clientélaire) si bien que tous, actuellement, continuent à être diversement actifs. Ainsi en est-il des militaires, des syndicats, des partis politiques, des associations, des entrepreneurs, des ONG, des églises, chacun captant, par délégation, soit ce qui reste de la rente de la redistribution étatique (ou provenant des organismes financiers internationaux), soit les fruits des nouvelles rentes illégales ; de cette captation, ils retirent une légitimité sociale qui les fait apparaître comme un recours face à la crise. Certains

de ces nouveaux acteurs ont ainsi été favorisés par les Etats, selon les circonstances, en fonction de l'intérêt qu'ils représentaient pour la reproduction de pouvoirs établis qui captaient et redistribuaient naguère une partie non négligeable de la manne financière, mais qui sont contraints actuellement d'être de plus en plus sélectifs.

D'autre part, il est manifeste que le libéralisme actuel, fondé sur l'idéologie du marché ouvert, favorise l'alliance entre l'Etat (qui n'est pas agonisant, mais bien opérationnel) et les grands groupes d'entrepreneurs contrôlant l'industrie d'exportation ; dans un tel contexte, la réhabilitation de l'Etat de droit doit servir à tempérer les effets de crise d'un système de redistribution dérivé de l'Etat clientéliste populiste Tel serait l'*Etat clientéliste libéral* contemporain, qui met en œuvre des politiques sociales de plus en plus sélectives, tout en se posant comme le garant de la loi afin de favoriser la canalisation exclusive des richesses vers le secteur productif. La loi devrait pourtant, théoriquement, marquer la fin des rapports clientélistes traditionnels qui liaient auparavant le secteur social et l'Etat ; mais, dans des pays où l'Etat de droit n'a jamais fondé la pratique réelle d'aucun système de gouvernement, le clientélisme se régénère à travers les mécanismes de redistribution "productive" qui découlent de l'alliance élitiste entre l'Etat et les entrepreneurs. Le clientélisme reste également toujours en vigueur au niveau social où un retournement d'alliance a rapproché certains anciens caciques locaux des nouveaux entrepreneurs de l'industrie souterraine illégale. Des deux côtés, le respect de la loi semble donc compromis, ce qui pose la revendication démocratique libérale comme un défi idéologique des années à venir.

C. LES PRATIQUES DE LA MARGE COMME NOUVELLE FORME D'INTÉGRATION SOCIALE ?

Aujourd'hui, une nouvelle idéologie dominante semble s'être substituée aux anciennes pour combler un vide, sans pour autant parvenir à déboucher sur la satisfaction des demandes sociales : il s'agit de la croyance aux mécanismes du marché (comme résultant de la globalisation de l'économie). *L'idéologie du marché*, en tant que forme opérationnelle de régulation économique, sociale et urbaine a été à l'origine de la mise en œuvre de nouvelles politiques sociales (plus sélectives, ainsi que le

laissait prévoir le tarissement des ressources de l'Etat) et donc de nouvelles relations sociales. Si, d'un côté on a assisté à un désengagement de l'Etat vis-à-vis du secteur social, de l'autre s'est manifesté un désenchantement des acteurs sociaux vis-à-vis de ce même Etat ; ce double processus a favorisé l'émergence de pratiques spécifiques, adaptées et potentiellement universelles, qui pourraient être caractérisées par les tendances suivantes[126] :

* *La violence banalisée*, comme nouvelle forme de promotion sociale qui se substitue aux valeurs liées au travail ; la violence sociale apparaît comme en contrepoint de la violence économique qui produit du chômage et de la désintégration ; cette violence consiste en un rejet simultané du modèle productiviste, mais également de la forme (et de la norme) d'intégration qui lui était afférent : « *on veut bien une place dans la société, mais pas la même que celle de nos parents* » ; *la castagne*, érigée en mode de vie par certains groupes exclus du système, est l'expression d'une dérive : absence de perspectives sociales, démesure des périphéries urbaines, perte des repères culturels (ou confusion des racines, pour les enfants d'immigrés), progression de la toxicomanie, influence de la télévision et du cinéma ; en même temps que la violence liée à la délinquance, se multiplient de petites agressions – échappant aux sanctions du code pénal – qualifiées d'"incivilités" (injures, provocations gestuelles, nuisances sonores, dégradation de boîtes aux lettres, crachats et déjections urinales dans la rue et autres lieux publics, qui concourent à la constitution d'un sentiment d'insécurité ; même si les causes du malaise sont connues, l'heure n'est pas encore venue de les interpréter comme la faillite d'un modèle de société car « *la violence a toujours existé dans les milieux populaires. C'était un peu un passage obligé pour devenir un homme. Or, avec la crise et le chômage, le monde ouvrier n'existe plus. Les jeunes évoluent dans un univers désorganisé. Ils n'ont plus de repères, plus de conscience de classes, plus de limites. Ils n'ont ni adversaire, ni utopie, ni cause ; juste la rage, une haine sans objet. Leur violence est plus imprévisible, plus sauvage aussi,*

126 Ces nouvelles pratiques seront repérées à partir d'une observation de terrain effectuée au Mexique, ainsi qu'à travers une analyse centrée sur l'évolution des comportements en France , la confrontation de ces deux situations vise à montrer le caractère *universel* (dans leurs structures) de pratiques qui restent, par ailleurs, dépendantes de leur enracinement local (dans la forme de leur expression).

qu'auparavant. Nous sommes encore très loin des Etats-Unis mais on glisse vers un monde à l'américaine, une logique de "territoires". Telle cité contre telle autre, telle communauté contre telle autre... »[127] ; il s'agit cependant d'une rupture du lien social et des codes élémentaires attachés à la vie sociale, manifeste à travers les comportements de peur et de psychose collective face à la délinquance ; les anciennes solidarités de proximité ne fonctionnant plus, la violence quotidienne peut alors se manifester publiquement et favoriser ainsi un climat d'implosion urbaine où la demande de sécurité et de répression apparaît comme la seule réponse à l'anonymat des rapports humains, à l'atomisation sociale et à la multiplication des actes de délinquance.

* *Le défi à l'autorité* et le développement de stratégies de conflit vis-à-vis des parents[128] ou de la force publique ; et il n'est pas certain que la violence et la déviance sociales touchant une partie de la jeunesse soient le signe d'une attente de réhabilitation psychologique et de réintégration dans la société "normale" ; au contraire, la revendication de leur relégation est de plus en plus fréquemment affichée, comme un défi au modèle officiel d'intégration, par certains jeunes habitants de quartiers difficiles.
* *L'appropriation "séparée" de l'espace*, liée à l'apparition d'*ethnies urbaines* (comme les bandes ou les *gangs* de rue aux Etats-Unis), ferments d'identité et de fraternité territoriales ; un grand nombre de mineurs impliqués dans des actes délictueux sont issus de familles unicellulaires (divorce, décès, célibat...) au sein desquelles le père est absent, ou, s'il est présent, il ne remplit pas son rôle de guide (par lassitude ou par manque de temps) ; c'est donc dans la rue, sous l'autorité des *caïds* locaux, que l'adolescent ira s'inventer de nouvelles structures familiales ; dans ce contexte, la "bande", structurée ou non, devient une seconde famille, un nouveau modèle exclusif d'intégration

---

127 Cf. François Dubet, cité par *Le Monde* du 29 mai 1994

128 La rupture du lien familial traditionnel serait à l'origine d'un état de mal-être dans le monde, que révèle une enquête de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM), menée en 1993 auprès de 15 000 collégiens et lycéens, et selon laquelle 48,8 % des élèves présenteraient des symptômes de mal-être psychologique, 21 % des signes dépressifs (dont 7 % gravement), 23 % indiqueraient avoir eu des idées de suicide (dont 9 % régulièrement, et 6 % reconnaissant avoir fait des tentatives) , cf *Le Monde* du 26 mai 1994

sociale ; ainsi, à Chicago, par exemple - reprenant à leur compte le modèle de protection sociale qu'assurent les mafias italiennes ou les narco-trafiquants colombiens du cartel de Medellin, auprès de leurs communautés respectives -, certaines "bandes" se sont substituées aux institutions légitimes qui assuraient auparavant un soutien social et matériel aux populations dans le besoin ; les habitants et les associations de certains quartiers ont alors forgé des liens avec des *gangs* locaux, et organisé un réseau de relations personnelles, susceptible d'être mobilisé pour réaliser les objectifs les plus variés ; les *gangs* procurent ainsi une source supplémentaire d'argent et un encadrement social ; ils en sont venus à jouer le rôle de pourvoyeurs de ressources communautaires, même si, paradoxalement, ils ont acquis cette position de pouvoir en développant, à l'adresse des communautés qu'ils protègent, une entreprise illégale, basée sur la production et la distribution d'une substance - le crack - aux forts effets de dépendance et de décomposition sociale ; en fait, la tactique consiste donc à décomposer en créant un besoin, pour ensuite recomposer sur la base d'un nouveau pouvoir local[129].

* *La transformation des limites entre le privé et le public*, qui débouche sur une remise en cause des valeurs "bourgeoises" traditionnelles ; l'appropriation privée de l'espace public, des fonctions publiques (génératrice de corruption) et des biens publics (par la privatisation des services publics, par exemple) indiquent d'une part un déplacement des frontières entre le public et le privé, et d'autre part une réduction progressive des espaces intermédiaires semi-privés ou semi-publics – traditionnellement hiérarchisés en fonction du type d'appropriation locale ; la délinquance procède de la même logique : elle signifie que ce qui se trouve sur le domaine public (les personnes et les biens privés) peut être l'objet d'une appropriation privée, en même temps que de stratégies sociales de redistribution privée des richesses nationales.
* *la valorisation du métissage* et l'apparition d'une culture "kitsch", fondée sur la solidarité inter-ethnique ; ou inversement,
* *La distinction exclusive de proximité*, qui résulte de l'abandon des valeurs universelles et peut conduire jusqu'au refus de l'autre, au

---

129 Cf l'article "Jeunes à la dérive dans les villes américaines", in *Le Monde Diplomatique*, mai 1994.

racisme ou au communautarisme ; de ce fait la pratique même du *service* (public comme privé) tend à se limiter aux proches connus, membres du même clan, de la même bande ou de la même famille, les autres étant considérés à priori comme des adversaires, des ennemis ou des sources de revenus qu'il s'agira de ponctionner ou de combattre.

* *La logique de la désappropriation*, pour le plus grand nombre, qui tend à généraliser un sentiment de non-intégration à un patrimoine collectif, monopolisé d'un côté par les institutions de masse (les structures commerciales, politiques, technocratiques ou médiatiques), et de l'autre par les institutions de marge (les "bandes", les mafias, les associations...) ; l'environnement physique composant le cadre de la vie quotidienne se trouve donc progressivement dévalué, mis à sac ou confisqué ; c'est ainsi que la nature et les paysages, les villes et les campagnes deviennent extérieurs au monde et ne permettent plus à l'individu d'y faire sa niche ; il s'en suit une méfiance vis-à-vis d'institutions transcendantes sur lesquelles personne ne paraît avoir prise, et un rétrécissement du milieu de vie, occasionné par l'abandon de nombreux lieux de sociabilité ; par exemple, la ville, lieu privilégié de l'intégration et de la convivialité se retourne en son contraire : congestion, nuisances, exclusions, solitude, insécurité, surtout dans les banlieues qui n'en finissent pas d'accumuler les handicaps, et de décrocher du monde considéré comme "normal" (à tel point que leur lieu de naissance devient pour certains une tare dans leur recherche d'un emploi) ; là, la vie en banlieue est considéré comme une relégation, une obligation – liée à un statut social ou professionnel – à vivre dans "un mauvais lieu", sans possibilité d'en sortir ; pour de nombreux habitants des banlieues, en sortir serait pourtant assimilable à une marque de progression sociale ; jusqu'à présent, les mesures d'accompagnement social n'ont rien fait d'autre que d'humaniser ponctuellement une "barbarie" froide et inexorable.
* *Le désengagement scolaire*, qui se manifeste à travers une aggravation de l'absentéisme dans les classes technologiques et professionnelles (allant de pair avec la fréquence des redoublements) et qui signifie, d'une part, une rupture de contrat de la part de ceux qui sont le plus en difficulté et, d'autre part, une perte de motivation à réaliser des objectifs scolaires ressentis comme ne pouvant ouvrir que sur le chômage, et par lesquels les exclus du système ne se sentent pas concernés ; c'est pourquoi « *(...) l'adhésion que les enfants des familles populaires accordaient à l'institution scolaire (...) a cédé*

aujourd'hui la place à une relation distante : la résignation désenchantée, déguisée en nonchalance désinvolte, se marque dans l'indigence affectée de l'équipement scolaire, le dossier tenu par une ficelle ou un élastique que l'on trimbale nonchalamment sur l'épaule, les crayons feutres jetables qui remplacent le stylo à plume de prix offert, à titre d'encouragement à l'investissement scolaire, à l'occasion d'un anniversaire... »[130].

* *La résurgence du sacré*, telle qu'elle peut se manifester à travers l'éclosion des sectes (sectes protestantes, mouvements charismatiques) qui injectent de la croyance spirituelle comme antidote à l'échec scolaire, à la marginalisation par le savoir, à l'effacement des enjeux idéologiques et à la perte de confiance dans des élites politiques jugées corrompues ; les revendications intégristes qui prônent une fidélité intégrale aux origines, participent de ce même processus de recherche d'une reconnaissance (non seulement personnelle, mais aussi ethnique, religieuse, culturelle, raciale), comme complément indispensable à la dignité (l'égalité formelle des droits) que confère la culture politique républicaine d'assimilation multi-culturelle et de relégation des différences dans la sphère privée ; de ce point de vue, l'intégrisme [nationaliste] apparaît comme une manifestation de rupture, face à une reconnaissance opérée uniquement à travers "l'accommodation" ratée – c'est-à-dire l'imposition généralisée, brutale et sans médiations, de valeurs ou de modes de vie, sans les moyens matériels qui leur correspondent, et en rupture avec les anciennes hiérarchies sociales – de nombreuses sociétés [ou groupes sociaux] avec les identités de l'Occident [ou les valeurs des nantis].
* *La promotion par le sport* (sports mécaniques, sports de combat, basket, football...), comme instrument d'intégration sociale, canalisation de l'agressivité individuelle, défoulement collectif, contestation de l'ordre dominant ou forme d'adhésion à une communauté ethnique-territoriale (locale, régionale ou nationale) nantie de supériorité ; de tels phénomènes sont perceptibles en Afrique ou en Amérique latine, et poussés à l'extrême dans un pays comme le Brésil ; ici, lors d'événements de caractère ludique ou festif (le carnaval, le foot, la compétition automobile), c'est à toute une mise en scène du peuple par lui-même qu'on assiste ; ces manifestations sont l'occasion de renouer

130. Pierre Bourdieu, *La misère du Monde*, Paris, Les Editions du Seuil, 1993

le lien social-national *pour soi* et à la face du monde ; ces jours-là, la société se joue et se moque de l'Etat qui oublie, vole et opprime ses sujets quotidiennement ; ces jours-là, tout est permis et le peuple prend prétexte du spectacle pour se donner lui-même en spectacle, s'appuyant sur tout un jeu de rites, de couleurs et de déguisements qui frisent la dévotion, l'idolâtrie et le fanatisme ; la communion est véritablement collective, annulant temporairement la crise économique, les classes sociales, les races, les différences de statuts, de sexes, d'âge, et débouchant sur une offrande d'amour universelle et néanmoins exclusive, car limitée au peuple concerné ; exceptionnellement, le peuple se hausse au faîte de l'univers et au comble de l'adoration de soi d'où il tire sa puissance, son énergie, sa raison d'être, sa solitude et le désarroi du lendemain : « *je suis du peuple, j'aime mon peuple, mon peuple est beau et mon peuple est le monde, donc le monde est à moi, je suis beau, je m'aime et je suis le peuple* » ; de tels élans peuvent déboucher sur de véritables tragédies collectives lorsque, par exemple, l'équipe nationale de football perd un match, ou quand le héros du sport automobile est victime d'un accident mortel ; la commémoration de la défaite devient alors également le motif d'une liesse populaire qui ranime le lien national et pose le peuple en victime expiatoire du monde entier... jusqu'au lendemain, où les escadrons de la mort recommencent à assassiner les enfants des rues dans l'indifférence (quand ce n'est pas avec l'approbation passive) quasi générale ; il n'en demeure pas moins que le sport, comme action *virile*, représente, aux yeux de ses promoteurs, une façon de renouer avec certaines valeurs comme la défense des couleurs, du territoire ; ces valeurs sont propices aux dérives habituelles et ritualisées qui se manifestent dans les stades ou les banlieues "chaudes" lorsque l'émeute d'après match apparaît comme une aventure ludique et exclusive (jusqu'au racisme), renouvelée de semaine en semaine ; ici, la violence est d'abord initiatique (elle marque l'entrée dans le monde des "grands", de ceux qui savent se défendre par la force physique), avant d'être banalisée ; elle signifie la volonté d'avoir « *tout, tout de suite* », en se donnant les moyens de le prendre par la force, illégalement et sans se soucier des dangers qui en découlent : tel est le défi qui s'apparente à un *record* atteint dans la course contre la vie quotidienne.

* *Le mimétisme de la supposée culture nord-américaine*, qui se manifeste autant par les tenues vestimentaires (casquette "californienne", inscriptions sur les polos, chaussures de sport.), les habitudes

alimentaires (attirance pour les restaurants de type "fast food", également perçus comme nouveaux lieux de rencontre), la vogue de nouveaux sports et de nouvelles distractions (les jeux vidéo, le patin à roulette, le basket, l'attirance de la vitesse motorisée, les sports de combat, le pillage collectif des supermarchés), le fétichisme de la technique (baladeurs qui isolent du monde, téléphone portatif qui permet une liaison constante au monde, la vogue des métiers liés à la bureautique ou au marketing), la valorisation de nouveaux moyens de connaissance ou de divertissement (la télévision qui remplace la lecture, le téléphone qui se substitue à l'écriture, la publicité qui devient un art), l'usage du "franglais" comme nouvelle langue, la frénésie de consommation d'une génération fascinée par la publicité et les centres commerciaux : autant de changements qui expriment la perte de confiance dans les capacités d'intégration de la culture nationale, et la communauté d'intérêts avec une culture nord-américaine de la marge – ou inversement, l'attirance pour un modèle idéalisé d'intégration par la performance productive qui favoriserait la réussite sociale et professionnelle ; en fait, les référents culturels nationaux semblent incapables de susciter l'adhésion de certains groupes sociaux marginalisés ; par contre, ces derniers se reconnaissent à travers le modèle importé des Etats-Unis, où une culture de la marge a été créée avec ses valeurs, ses codes, ses hiérarchies, ses modes de socialisation (les *gangs*), ses combats ; sans intégration sociale, il ne semble donc pas possible de rétablir une intégration culturelle : telle serait la réponse locale des "exclus" à un système qui les rejette ; de l'autre côté, de la part des groupes sociaux intégrés qui adhèrent à un modèle libéral nord-américain, valorisant la réussite sociale à n'importe quel prix (que l'on retrouve dans les professions liées à l'architecture, à la médecine, au "marketing" ou aux métiers de la communication et du cinéma), il semble que le modèle national d'intégration paraît trop "étriqué" pour qu'ils y souscrivent ; dans ce cas, les mœurs se retrouveraient en avance sur les institutions, puisque l'idéologie libérale nie les barrières que constituent les frontières nationales ; et derrière l'adhésion à ce modèle, poindrait peut-être l'attente d'une culture transnationale homogénéisée : telle serait la réponse universelle des "intégrés" à un système qui les comprime , ces deux formes d'adhésion à un modèle culturel importé attestent de la faillite (ou des insuffisances, dans sa mise en pratique) d'un modèle public d'intégration unitaire *à la française* : "les exclus" revendiquent le respect de la diversité des particularismes collectifs

locaux (qui peut déboucher sur des divisions ethniques ou d'ordre religieux), tandis que "les intégrés" admettent une insertion à plusieurs vitesses, en rapport avec les niveaux de revenus des personnes privées (la deuxième catégorie alimentant la première) ; il paraît donc vain de vouloir, par exemple, légiférer contre l'anglicisation de la langue française, alors que les causes de ces transformations culturelles sont d'abord d'ordre social ou idéologique, qu'elles nient toutes deux la référence à l'Etat-Nation...et, par voie de conséquence, l'existence d'un Peuple unique circonscrit à l'intérieur des limites d'un territoire national.

* *La superposition d'un temps arrêté au local et d'un espace connecté au mondial*, ainsi que le permet la communication électronique dont les réseaux "démocratiques" (la télématique étant accessible à partir des micro-ordinateurs) symbolisent l'entrée dans la modernité ; cette technologie, complètement décentralisée, rend possible la communication d'un bout à l'autre du monde quels que soient les réseaux traversés et les types de machines connectées[131] ; la médiation de l'écran pour communiquer directement implique une mutation des formes de sociabilité – plus anonymes, donc considérées comme plus "libres" – récupérées par les intermédiaires du marché, au détriment des formes traditionnelles d'organisation et de convivialité (services publics, réunions collectives, syndicats, associations...).
* *Le malaise de la quotidienneté*, qui contribue à diffuser un "mal de vivre" latent dans la plupart des couches de la société ; la déprime, le repli, la honte de soi peuvent s'exprimer à travers le retour à une vie végétative, dans l'enfermement d'un appartement et la fermeture au monde environnant ; mais les difficultés à satisfaire, avec régularité, les

131 Le réseau Internet, par exemple, connecte plus de deux millions d'ordinateurs "serveurs" auxquels plus de vingt millions de personnes dans deux cents pays peuvent se brancher, avec un simple micro-ordinateur et un modem ; la croissance de ce réseau implique un million de nouveaux utilisateurs par mois ; si 80 % des banques de données disponibles sur le marché de la télématique sont produites par le secteur public, les serveurs qui les distribuent sont en grande majorité privés ; formés de "nœuds" (les serveurs) qui communiquent entre eux, mais n'ayant pas de centre, ces réseaux peuvent supporter des destructions partielles sans cesser de fonctionner (cf. *Le Monde* du 15 juin 1994) , à travers Internet, présenté à ses débuts comme un outil bon marché devant servir aux échanges scientifiques et à renforcer la solidarité par delà les frontières, l'industrie télématique nord-américaine est parvenue à conquérir le monde en moins de cinq années, d'une manière plus efficace que les sectes protestantes ; le processus d'accoutumance s'étant propagé chez les consommateurs, Internet peut maintenant être envahi par des annonces commerciales en attendant que, dans un avenir proche, les tarifs de la connexion grimpent vertigineusement

besoins élémentaires liés à la vie quotidienne – à cause de l'incertitude des sources de revenu et de la précarité de nombreux emplois salariés – peuvent également générer la galère du travail, la galère du logement, *la galère* des transports, c'est-à-dire la peine à se retrouver soi-même dans une certaine stabilité, dans la durée ; la galère représente alors la vie au jour le jour, fade et subie, faite d'enchaînements et de juxtapositions de faits et de gestes qui s'éparpillent en autant de parenthèses éclatées, chaotiques et comme dépourvues de sens[132] ; dans la galère du quotidien, seul le présent compte, et il pèse tellement que la mémoire individuelle devient encombrante et que disparaissent les projets personnels ; le passé et le futur sont ainsi voilés par l'incertitude du présent, et la priorité est donnée au présent, au spot, au clip, c'est-à-dire à l'éphémère, à la vitesse, au jetable, au virtuel qui impriment à la vie la marque d'un nouveau « *temps disciplinaire* » à travers lequel le présent est organisé par des contraintes extérieures invisibles et omniprésentes ; liés à la galère, sont développés des comportements de débrouille, focalisés par le seul critère de la rentabilité immédiate . rentabilité liée au déterminisme des paramètres économiques, et qui contribue à calibrer, à modéliser et à fonctionnaliser la valeur temps.

* *Le réalisme social des jeunes* – confrontés quotidiennement au chômage, au sida, à la drogue – qui deviennent des adolescents avec des problèmes d'adultes ; le comportement de certains d'entre eux change : ils deviennent plus éveillés, plus sérieux, plus calculateurs, davantage tournés vers le réel et développant, *chacun pour soi et de son côté*, des stratégies sociales et professionnelles.
* *La disqualification des hiérarchies de référence*, telles que le statut social lié à la richesse acquise, l'école (comme apprentissage des "bonnes manières", des "bonnes mœurs", "du respect dû à la science, au pouvoir ou à la sagesse des anciens"), l'habillement (comme critère de distinction sociale ou fonctionnelle) ; les anciens critères de différenciation et de distanciation tendent ainsi à s'estomper – en même temps que les valeurs qui les fondaient – au profit d'une méfiance cynique généralisée, de prises de paroles "irrespectueusement directes" et de pratiques (atomisées ou collectives) de débrouillardise.

---

132. Cf l'article de J -P. Besset, "La politique saisie par le malaise de la quotidienneté", in *Le Monde* du 7/8 mai 1995.

* *La banalisation de la magouille*, c'est-à-dire d'un nouveau clientélisme d'affaires reposant sur des pratiques de corruption, et qui impliquerait autant des acteurs institutionnalisés (les partis politiques, les syndicats, certaines administrations comme la police ou la justice, les entrepreneurs) que les groupes sociaux marginalisés, trouvant là une possibilité d'ascension sociale fondée sur le principe du « *chacun prend ses risques pour soi, et tant mieux pour lui si ça marche* ».
* *Le développement des stratégies de survie par la débrouille*, qui relève de la même logique que *la magouille*, et conduit à des comportements tournés presque exclusivement vers la captation d'argent (les aides publiques ou l'entraide financière entre "amis") ; de nouveaux comportements apparaissent, qui se développent au détriment des rapports de solidarité ethnique ou territoriale, ce qui provoque du même coup une rupture du lien social et une perte de confiance des individus entre eux ; les anciens rapports de proximité, de solidarité et d'entraide mutuelle sont ainsi utilisés comme moyen de persuasion, mais détournés et transformés en rapports de prédation ; ces derniers consistent à soutirer de l'argent, par tous les moyens possibles, aux personnes de son entourage ; c'est ainsi que certains immigrés se retrouvent écrasés par des dettes inter-personnelles qu'ils ne peuvent rembourser, et qui les transforment en obligés de leurs créditeurs ; de nombreux autres sont spoliés par leurs propres compatriotes d'infortune, sans aucun recours pour récupérer l'argent qu'ils leur ont prêté ; dans les deux cas, les moyens communautaires de pression, qui existent dans leurs pays d'origine, ne sont ni transposables, ni effectifs dans les pays du Nord ; en plus, la loi, censée protéger la propriété privée, fait peu de cas des normes culturelles des pays du Sud, et s'avère inadéquate pour régler ce genre de litiges occasionnés par un détournement des règles coutumières.
* *La valorisation des activités souterraines illégales et l'attrait de l'argent facile* (par les *coups* ou les trafics en tous genres et notamment celui de la drogue), qui deviennent un substitut au travail, mais peuvent également déboucher sur le développement de stratégies mafieuses avec une prise de contrôle des territoires et des populations qui y vivent ; le libéralisme triomphant et la spéculation déchaînée des années 80 ont servi de catalyseur à des pratiques devant déboucher sur un enrichissement rapide sans considération des moyens utilisés ; le libéralisme, la guerre des OPA et les affaires de corruption impunies – basées sur l'entente entre certains représentants politiques et les

dirigeants de grands groupes industriels – ont donc servi d'exemple pour justifier des activités *de base* à la frontière extérieure de la légalité.

* *Le discrédit accordé aux institutions publiques – ainsi qu'à leurs représentants locaux ou nationaux –*, qu'ils s'agissent des services publics, des emplois publics ou des espaces publics, considérés comme le reflet de l'exclusion ou de l'inertie bureaucratique ; en outre, les stratégies de destruction des biens publics, au cours d'émeutes ou de flambées de violence montrent la défiance envers les représentants de l'ordre (police ou justice) qui s'attirent l'unanimité contre eux : de ne pas en faire assez pour assurer la paix sociale, ou d'en faire trop contre les jeunes et les marginaux ; d'un côté comme de l'autre, c'est l'effet *concentration-ghetto* qui est condamné ; dans certains cas, ce ne sont plus simplement les symboles de la société de consommation ou de répression qui sont visés (les supermarchés, les commissariats), mais les équipements sociaux (gymnases) destinés aux jeunes, comme si la société toute entière était remise en question dans ses fondements.
* *Le nihilisme de certaines révoltes marginales*, qui transparaît lorsque les ponts sont entièrement coupés avec les représentants sociaux ou institutionnels ; la délinquance de proximité (faite de "coups", de petits trafics de stupéfiants ou d'objets volés) devient alors une fin en soi, un mode de vie habituel ; les manifestations de violence ne sont plus accompagnées de revendications (ouverture d'une salle de réunion, demande de subvention) parce que le dialogue n'existe plus avec les édiles ou les représentants de l'Etat ; les contrôles de police humiliants, les tracasseries administratives appliquées aux immigrés par des fonctionnaires préfectoraux délibérément zélés, désobligeants et arrogants, l'impunité des représentants des forces de l'ordre convaincus de racisme ou de bavures, les lois sur l'immigration et la réforme du code de la nationalité, mais aussi le racisme anti-blanc ou anti-"infidèles" (de la part de certains immigrés eux-mêmes) sont autant d'éléments qui expliquent les rapports de violence accrue entre ceux qui appartiennent à la société reconnue, et ceux qui vivent à la périphérie.
* *Le rejet du système de démocratie représentative*, qui consiste à considérer comme suspectes les décisions prises "d'en haut", qu'elles viennent de l'administration ou d'élus ayant obtenu une délégation de pouvoir par le suffrage universel ; ce rejet est souvent lié aux promesses non tenues des élus, et au double décalage entre le discours

politique, sa manifestation sur le terrain et la réalité de la vie quotidienne des habitants [133] ; la démocratie représentative se trouve également disqualifié par le discours politique qui est perçu, de plus en plus, soit comme un spectacle théâtral où tout est décidé et formalisé d'avance, soit à travers lequel la parole se trouve confisquée par des spécialistes (intellectuels, journalistes, politiques, technocrates, experts) qui monopolisent les pouvoirs de décision, d'information, d'analyse, et filtrent une réalité devenue excluante ; le fonctionnement du système aboutit donc à un blocage de la participation, de par l'incapacité des institutions à déboucher sur des transformations significatives (dans l'accès au travail, dans le partage des pouvoirs) et à promouvoir des débats dans une société surinformée d'un côté, et désenchantée (ou désintéressée) de l'autre, mais dépourvue de pouvoirs intermédiaires reconnus ; l'augmentation de l'abstention, le refus de vote ou le vote protestataire aux scrutins électoraux sont également révélateurs d'un certain rejet de la démocratie représentative ; sans en arriver à la situation des Etats-Unis où les pauvres ne votent pas, on assiste, en France, à une montée de l'abstention, perceptible lors des scrutins de 1978, 86 et 93 au cours desquels des taux respectifs de 16, 22 et 31 % d'abstention ont été constatés ; dès lors se pose la question du devenir de la citoyenneté démocratique dans une société où une proportion de plus en plus grande d'individus ne participe pas à la désignation de ses élus, ou lorsqu'une majorité d'entre eux refuse de voter pour des partis de gouvernement (26% en 1978, 44% en 1986 et 55% en 1993) ; par voie de conséquence, c'est la représentativité de élus qui est en cause, ainsi que la légitimité du système politique.

* *La reconnaissance de courants politiques atypiques et protestataires* – opposés au *consensus mou* dominant –, comme par exemple ceux qui se rapportent à l'écologie (souvent liée à des valeurs normatives de type hygiéniste) ou à certaines idéologies d'extrême droite (revendiquant le rétablissement d'un ordre moral, anti-corruption, fondé sur les valeurs civiques et nationalistes traditionnelles et un ancrage au local-régional) ou ceux suscités par des personnalités de caractère populiste, et dont le discours démagogique colle aux attentes des catégories sociales les plus démunies ; ainsi, en France, aux législatives de 1993,

---

133 En France, 63 % des 16-24 ans considèrent la politique comme une activité "peu" ou "pas honorable du tout" (39 % chez les adultes) , cf SOFRES, "L'Etat de l'Opinion 1994", Paris, Editions du Seuil, 1994.

le vote des 18-24 ans se distingue dans deux directions : le pourcentage accordé aux écologistes (12 % contre 8 % en moyenne), et celui qu'obtient le Front National (18 % contre 13 % en moyenne) ; les écologistes séduisent parce que leur programme et leurs actions ont prise sur la réalité (environnement, nature, moyens de transport...) ; quant au Front National, il capitalise le malaise anti-politicien ; par ailleurs, les phénomènes Tapie en France, Ross Perrot aux Etats-Unis ou Berlusconi en Italie, consistent à valoriser des personnalités atypiques libérales à qui l'électorat demande de reproduire à l'échelle de la Nation les succès (apparents ou réels) qu'ils ont obtenus au sein de leurs entreprises respectives.

* *L'adhésion à des formes politiques nouvelles d'engagement*, comme les associations de quartier ou d'entraide[134] qui réinventent le politique à partir de combats locaux ou ciblés ; ces associations valorisent un discours de responsabilisation, par la prise en charge directe des problèmes locaux à travers une démarche empirique d'ancrage au terrain ; elles se développent souvent à l'écart des partis traditionnels, par souci d'échapper à la récupération des caciques politiques locaux ; elles constituent une espèce de "bricolage" de nouvelles formes d'organisation qui peuvent être porteuses d'exigences éthiques (transparence, dignité, objectivité, proximité, bonne volonté, capacité à reconnaître ses erreurs et le mérite de l'adversaire) et déboucher sur
* *la revendication de citoyenneté*, c'est-à-dire un engagement aux différents niveaux de la vie sociale, civile et politique qui ne se manifeste pas exclusivement à l'occasion des élections ; il s'agirait donc d'un redéploiement de la démocratie qui, loin de préfigurer "la mort du politique", consisterait en l'invention de nouvelles formes – plus participatives, moins institutionnelles, anti-clientélistes et anti-paternalistes – de représentation locale.

Tous ces indicateurs révèlent l'éclatement des cultures traditionnelles et la transformation d'une société consensuelle en société progressivement bloquée et potentiellement duale. De plus, la nouvelle

---

134. Ces associations concernent la prévention du sida, de la toxicomanie et de la délinquance, l'aide aux malades, aux handicapés et aux plus démunis (les mal-logés, les *nouveaux pauvres*, les chômeurs), la défense de l'environnement, les droits des jeunes, la défense du droit des immigrés, la lutte contre le racisme ou contre la torture, et l'action pour le tiers-monde

culture de la marge possède cette caractéristique de la trans-nationalité Toutes les populations marginalisées (et surtout une part importante des jeunes générations) des pays du Sud et du Nord, comme de l'Est ou de l'Ouest sont impliquées dans la transformation de leur paysage culturel par l'adoption de pratiques – de rejet ou de déviance, destructrices ou innovantes – qui tendent à se propager.

Le recensement des éléments distinctifs de cette nouvelle culture montre bien les limites des politiques sociales mises en œuvre jusqu'à présent – et notamment de *la politique de la ville* telle qu'elle a été entreprise en France ces quinze dernières années. En fait, il ne s'agit pas simplement d'un problème économique ou technique ou financier, qu'il faudrait traiter en revenant, par exemple, à une économie de plein emploi ; se sont les valeurs même, fondant la civilisation occidentale, qui paraissent obsolètes ou, pour le moins, inadaptées : la reconnaissance et l'identification ne passent plus par les mêmes canaux : l'enseignement, la promotion sociale par le travail et, par voie de conséquence, l'ascension spatiale par le logement ; la réforme de ces institutions que sont l'école et l'entreprise (les rythmes scolaires et la définition des programmes d'un côté, la durée du travail et les occupations hors travail de l'autre), apparaît bien comme l'enjeu le plus difficile des futures batailles pour l'intégration, face au développement des marges souterraines dont le modèle tend à se diffuser dans toutes les couches de la société. Comme toute culture émergente, la culture de la marge est en elle-même porteuse d'alternative ; mais ces potentialités demeurent contradictoires, de la même manière que ses tendances sont multiples. En fait, une même culture touche les différents groupes sociaux de différentes manières, et la recherche des attentes qui s'expriment à l'intérieur de chaque groupe concerné – afin d'adapter les politiques aux changements qui surgissent – paraît être le travail social à entreprendre au cours des prochaines années. La création d'une démocratie locale de participation, avec ses mouvements sociaux, ses représentations collectives intermédiaires reconnues, reste à faire, sans quoi toute politique de décentralisation risque de "buter" sur une transformation des rapports sociaux, dirigée et normalisée par les acteurs de la marge.

En effet, le système marginal basé sur les activités souterraines bénéficie maintenant d'une légitimité sociale de plus en plus étendue, et se donne les moyens de la préserver dans le temps et sur l'espace conquis. Cela nécessite tout un travail de dosage pour, du côté des pouvoirs officiels comme de celui des maîtres du souterrain, circonscrire ces

activités et ce commerce dans l'ordre de l'acceptable de part et d'autre. Cependant, même si un climat de tension (provoqué par les conjonctures locale, nationale ou internationale), ainsi qu'une culture de la marge tendent à recouvrir des parties de plus en plus étendues du champ social – qui deviennent alors des "zones d'incertitude", menaçant la stabilité du système d'intégration et l'exercice prévisionnel du pouvoir –, il faut également reconnaître qu'existe une relation d'interdépendance entre les valeurs qui fondent cette culture de la marge et celles qui constituent la référence de la culture dominante. En ce sens, c'est l'ensemble du système d'intégration de la société globale qui se trouve impliqué dans cette dérive, la norme étant, dès lors, fixée par l'adhésion au modèle collectif (populiste-bureaucratique ou/et libéral-démocratique) favorisant la reproduction de l'exercice du pouvoir par des élites clientélistes (anciennes ou nouvelles) établies. Mais, dès lors que l'intégration ne peut plus s'opérer à partir d'un système populiste unifié (par l'Etat, le Parti, les syndicats), elle devra s'effectuer sur la base d'une complémentarité fonctionnelle et productive entre les agents du système libéral-démocratique (au centre) et les représentants du système communautariste libéral (aux marges) ; le clientélisme lui-même se transformera – de redistributif en exclusif, avec la promotion de nouveaux acteurs à la marge locale du système, et de nouvelles associations entre représentants des groupes politiques et des clans criminels –, mais il demeurera le lien entre ces deux systèmes d'intégration qui forment la totalité structurelle du libéralisme.

Pendant une durée indéterminée, la société risque donc de se retrouver bloquée, confrontée à des phénomènes d'implosion sociale – autant au centre qu'à la marge du système, elle-même légitimée par le centre-référent – dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

* *la persistance des relations clientélistes* dans les rapports dominants-dominés au sein des entreprises, entre représentants de l'Etat et gouvernés, dans les relations inter-personnelles quotidiennes ;
* *des motivations prépondérantes de recherche exclusive d'intérêts particuliers*, à travers l'appropriation privée de la fonction et du domaine publics, par la corruption, par la délinquance ;
* *des comportements de plus en plus autoritaires* de la part des *maîtres de clientèles*, afin de contenir les éventuels débordements sociaux pouvant résulter de la captation des rentes sans redistribution suffisante pour satisfaire les besoins des *obligés* ;

* *des comportements de plus en plus soumis* de la part des membres dominés des clientèles, devenus impuissants face à l'atonie sociale et à la précarité croissante de l'emploi.

Autant de conséquences qui peuvent s'interpréter comme "la fin du politique"..., jusqu'à ce que ce système entre lui-même en crise et qu'un mouvement social ouvre de nouvelles perspectives de changement politique et de réhabilitation du politique. En ce sens, chaque fois que la corruption institutionnelle gagne (par l'impunité accordée à ses agents), elle sert d'exemple et de catalyseur au développement de marges qui se reproduisent selon la même logique structurelle ; mais l'accroissement de l'implosion sociale peut aussi apparaître comme la condition (hypothétique et théorique) de l'émergence d'une explosion sociale, puisqu'il faut bien aller jusqu'à saturation d'un système pour précipiter son changement. Le fait que le mouvement social français de décembre 1995 ne soit pas parvenu à agglomérer les revendications des dominés du secteur public à celles du secteur privé et à celles des exclus, relégués aux marges du système (chômeurs, sans-logis, jeunes déclassés des banlieues) pourrait être l'explication de son échec ; mais ce mouvement reste néanmoins la première tentative de soulèvement populaire, dans un pays industrialisé, contre les conséquences sociales des politiques libérales.

Un réel changement de type démocratique ne semble donc envisageable qu'à la condition d'en finir avec la dissociation entre la légalité juridique (l'*Etat de lois*) et l'égalité politique, et notamment devant la loi (l'*Etat de droit*), qui aboutit à conforter l'impunité des dirigeants de l'Etat clientéliste sous prétexte que cette dissociation est une condition de redistribution plus efficace – ou plus "démocratique" – des richesses ; en fait, c'est à travers elle que se reproduit l'Etat clientéliste – ainsi que le monopole de ce pouvoir par ses représentants – et que sont instituées les inégalités chroniques qui rongent les sociétés et les économies de la plupart des pays du Sud. L'éthique politique appliquée au mode de gouvernement pourrait ainsi servir de base de droit à la construction légitime d'*un Etat de droit démocratique*... à condition que simultanément soient inventées et concrétisées de nouvelles formes de redistribution (des richesses, du travail) plus égalitaires, et que le système judiciaire devienne réellement indépendant des pressions – financières ou statutaires – d'ordre clientéliste.

Par ailleurs, la plupart des groupes identitaires se sont imposés en s'opposant ; d'un côté, ils ont permis de restructurer le tissu social et de

refonder un lien politique en insufflant de nouvelles valeurs de solidarité et de nouvelles pratiques de contrôle social par la participation de la base, là où les anciennes structures (la famille, l'entreprise, l'Etat) faisaient défaut ; d'un autre côté, ils se sont développés soit contre des entités plus grandes (l'Etat, l'Europe, les Nations Unis, une internationale cosmopolite imaginaire, des pouvoirs occultes, les multi ou trans-nationales, le marché mondial...) ou contre des tendances globalisantes (la culture universelle, la pollution de l'humanité, la corruption des élites, la généralisation des modes de vie et de consommation) ou contre des situations qui sont elles-mêmes excluantes (le pouvoir des hommes sur les femmes, la pauvreté, la précarisation de l'emploi, le chômage, la justice inégale, l'exclusion des modes de vie dominants, la séparation Nord-Sud). La plupart du temps, différentes motivations imbriquées viennent brouiller la cohérence des discours affichés.

En fait, c'est le système démocratique-républicain lui-même qui, sous couvert d'une représentation unitaire des groupes formant la société civile, s'est constitué sur un *déni de l'autre*, imposé par le recours systématique à la majorité. L'exclusion de l'autre fut légitimée par son refus à intégrer les valeurs dominantes des sociétés concernées : le travail à l'intérieur des sociétés productivistes (les chômeurs en seront exclus), la soumission au pouvoir de l'homme dans les sociétés de culture latine ou à prédominance religieuse islamique (les femmes en seront exclues), la compétitivité basée sur l'expérience dans les sociétés capitalistes (les jeunes en seront exclus)... Des groupes sociaux entiers se sont donc retrouvés relégués à la marge de la société, et atomisés, c'est-à dire ne disposant d'aucun moyen de se faire entendre à travers une quelconque représentation, sauf en adoptant des comportements basés sur la violence et des pratiques illégales. Ne se trouve-t-on pas là à la limite du système démocratique républicain ? et n'est-ce pas une raison suffisante d'inventer de nouvelles formes de représentations qui ne débouchent pas simplement sur une institutionalisation "légitime" de la pauvreté et de l'exclusion ?

CHAPITRE X

UN MARCHÉ DE DUPES

Depuis l'effacement de la bipolarité Est-Ouest qui était porteuse de deux idéologies antagoniques et rivales dans leur objectif de conquête du monde, les forces apolitiques du marché semblent s'être imposées, réduisant les hommes en un seul peuple unidimensionnel. Certes, les nations subsistent, mais un peu comme une sorte d'anachronisme, les grands groupes économiques transnationaux anticipant sur l'avenir de systèmes politiques qui, selon les représentants de ces groupes, tendront à s'uniformiser lorsque les peuples adopteront le même modèle démocratique ayant fait ses preuves en Occident. Certes, des guerres subsistent entre certaines nations, mais il faut bien qu'ici ou là s'expriment les vieilles rancœurs étouffées par quarante années de communisme, ou les haines tenaces avivées par certains fanatismes religieux, dont la société de consommation est censée venir à bout grâce au développement économique. De tels dysfonctionnements géopolitiques seraient donc imputables à un simple décalage dans les rythmes de développement. On parlera, dans ces cas-là, d'irrédentisme ethnique ou religieux, pour caractériser les mouvements nationalistes de revendication territoriale ou les mouvements de conquête de l'Etat par des forces théocratiques ; ces irrédentismes qui s'expriment dans des zones d'instabilité chronique (au Proche-Orient, en Europe centrale, dans le conflit entre l'Inde et le Pakistan, mais également à travers les tensions civiles d'origine confessionnelle comme en Algérie, au Soudan, en Egypte, en Inde), et dans un environnement de difficultés politiques et économiques profondes servent souvent les intérêts politiques et/ou financiers de personnes ou de groupes, dans leur objectif de parvenir au pouvoir ou de conserver celui-ci en élargissant leur zone d'influence par l'entretien d'une stratégie de tension.

Une telle interprétation positive et d'ordre téléologique, sur l'avenir de l'humanité, paraît cependant réductrice, trompeuse et simpliste. Au moment où, simultanément à la chute du pouvoir communiste en Europe de l'Est et à l'émergence de systèmes politiques de démocratie parlementaire un peu partout dans le monde a été décrétée *la fin des idéologies*[135], une nouvelle idéologie *libéral-démocratique* a remplacé les précédentes, s'imposant comme une vision unificatrice de l'humanité. Différentes régions du monde sont concernées par ces changements : l'Amérique latine (depuis la seconde moitié des années 80), l'Europe de l'Est (depuis la charnière des années 80 et 90) et l'Afrique (depuis le début de la décennie 90) ; le Proche-Orient, l'Afrique du Nord et l'Asie restent un peu à la traîne.

A. LA NÉCESSITÉ GÉOPOLITIQUE DU SOUS-DÉVELOPPEMENT

De fait, plutôt qu'un monde unipolaire unifié, l'effondrement du communisme va peut-être favoriser une organisation internationale multipolaire, où quelques blocs réuniront des nations fédérées autour d'entités régionales dominantes comme les Etats-Unis, la Russie, la Chine, le Japon, l'Europe et peut-être l'Inde[136] ; dans une telle perspective, les nations – même soumises à des stratégies de blocs – seraient mues par des intérêts politiques et géopolitiques propres, et demeureraient les acteurs principaux de la vie internationale ; quant aux puissances dominantes à l'intérieur de ces blocs, elles auraient des intérêts régionaux à défendre – en maintenant la cohésion des nations qui seraient sous leur dépendance –, leur sécurité à assurer, et leur zone d'influence à préserver ; dans cet environnement, les zones permanentes de tension seraient circonscrites ou gérées par des forces multinationales, en attendant que les nations qui les composent se soumettent au "concert

---

135 On a même parlé de *fin de l'histoire* pour annoncer l'avènement de cette période paradisiaque de triomphe général de la démocratie ; à ce sujet, cf. Baudrillard Jean, *L'Illusion de la Fin ou la grève des événements*, Paris, Editions Galilée, 1992.

136. Ainsi que le suggère Kissinger Henry in *Diplomacy*, Simon & Schuster, 1994

des nations". Il n'en reste pas moins qu'un tel scénario suppose que deux éléments cimentent l'ensemble mondial : une idéologie libéral-démocratique – même adaptée aux situations culturelles particulières de chaque bloc –, et un développement économique où de grands groupes transnationaux sauteraient de bloc en bloc, les frontières demeurant ouvertes aux échanges de marchandises sur *un marché mondial autorégulé*, débarrassé du plus possible de barrières douanières et de subventions gouvernementales ; cependant, la circulation des hommes demeurerait limitée et contrôlée, comme c'est le cas des relations entre le Mexique et les Etats-Unis, depuis la mise en application, en janvier 1994, du Traité de Libre Commerce entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique..

Il faut néanmoins reconnaître que cette nouvelle idéologie libéral-démocratique se fonde sur au moins quatre présupposés qui ne peuvent échapper à la critique :

* tout d'abord, sur le plan géopolitique, il n'est pas sûr que *la tension Est-Ouest* ait été réduite par la fin du communisme, car certains impérialismes sont toujours à l'œuvre autant aux Etats-Unis d'Amérique que dans l'ex-empire soviétique, où sont utilisées les menaces militaire (liée à l'implication armée de la Russie dans certains conflits régionaux des ex-républiques soviétiques), écologique (à travers une industrie nucléaire obsolète représentant un danger pour l'environnement des pays européens voisins) ou sociale (par l'intrusion des mafias de l'Est dans les affaires mondiales) comme moyen de pression pour amener l'Occident à soutenir d'une manière plus active le financement des économies de l'Est ; c'est ainsi que la doctrine Monroe (1823) est toujours d'actualité, même si elle ne concerne plus uniquement l'Amérique latine, mais également les nations pétrolifères du Proche-Orient ; parmi les autres périls qui servent de justification à ce nouvel *impérialisme unificateur*, il faut relever la mondialisation des réseaux mafieux puisque, par exemple, en Russie, depuis 1982, quelque 2 000 banques ont été créées dont on estime que le 1/3 des activités serait lié aux affaires des différentes mafias ; en effet, sur les dépouilles de l'ex-empire soviétique, prospèreraient aujourd'hui 5 691 gangs (issus de 17 nationalités), dirigés par 150 parrains et regroupant un effectif d'environ 100 000 soldats du crime. Selon un rapport gouvernemental,

publié fin octobre 1995 à Berne [137], les organisations criminelles d'Europe orientale (notamment de l'ex-URSS) utilisent la place financière suisse pour blanchir leurs capitaux d'origine douteuse ou frauduleuse, et les recycler dans l'économie ; ce rapport estime que près de la moitié du PIB de la Russie serait fourni par l'économie souterraine, et que, ces dernières années, entre 40 et 50 milliards de dollars auraient fui les pays de l'Est pour être blanchis à travers le système financier international ; le mouvement se poursuivrait actuellement au rythme de 12 milliards de dollars par an ; en Europe, une partie de cet argent serait investie dans les petites et moyennes entreprises, notamment dans les secteurs du tourisme et de l'import-export ; de plus, les organisations criminelles des pays de l'Est auraient tendance à devenir de véritables multinationales du crime, allant jusqu'à contrôler, dans les pays occidentaux, les activités de la prostitution, de l'extorsion de fonds et des escroqueries, ce qui leur permet d'accroître encore davantage leurs profits. De plus, la vision unificatrice du monde n'envisage pas qu'une puissance (comme l'Iran, par exemple) qui maîtriserait l'énergie nucléaire militaire devienne "impérialiste", s'immisce dans le jeu de constitution des blocs et parvienne à fédérer un ensemble de nations hostiles aux autres blocs ;

* d'autre part, *les écarts au modèle dominant* sont peut-être autre chose que des anachronismes ou des retards de développement et il n'est pas sûr que, ni les formes de production, d'échange et de consommation, ni les formes de socialisation ou de gouvernement basées sur la constitution d'Etats-Nations de type wébérien, puissent être répliquées sur l'ensemble du monde ; en effet, quelques-unes des structures culturelles, politiques ou sociales dominantes dans certaines sociétés, paraissent incompatibles avec le modèle libéral-démocratique exporté depuis l'Occident ;
* ensuite, ce modèle n'est pas *un modèle d'intégration sociale*, et il est de plus en plus évident que son application, autant dans les pays riches que dans les pays en développement, produit autant de croissance économique que de sous développement en termes d'exclusion sociale, de paupérisation, de chômage et de renforcement des sociétés duales ;
* enfin, les systèmes démocratiques nouvellement instaurés sont eux-mêmes sujets à caution, en ce qu'ils se fondent sur le maintien d'un

137. Cf *Le Monde* du 14 novembre 1995

pouvoir exécutif fort, autoritaire et policier qui coexiste avec un régime parlementaire institué sur la base d'élections plus ou moins libres , certes la police est d'abord préférée à une armée de triste réputation, pour assurer la répression des éléments asociaux ou subversifs .. jusqu'au jour où, comme au Mexique, on se trouve confronté à une police tellement corrompue, qu'on rappelle l'armée – valorisée pour son sens de la discipline et son respect des hiérarchies – afin d'effectuer des missions de maintien de l'ordre social... au cours desquelles la haute hiérarchie sera elle-même activement corrompue.

Ainsi, la diffusion de la démocratie de par le monde ne semble pas une condition suffisante, ni pour assurer la paix entre les nations ni pour générer la paix sociale à l'intérieur des nations. Pourtant le modèle *libéral-démocratique* semble admis comme allant naturellement de-soi, comme solution à toutes les crises, comme condition de la pacification des rapports sociaux. La culture du consensus est devenue un impératif moral et quiconque ose reconnaître encore que les conflits, non seulement peuvent être générateurs de progrès sociaux, mais encore que les structures de classes survivent à l'effondrement des régimes communistes (à travers l'exploitation de la force de travail, la conscience collective de la division sociale entre travailleurs et propriétaires des moyens de production, et l'organisation des travailleurs contre les pouvoirs qui les oppriment), se voit taxé de traître au progrès et de "fossile réactionnaire". Le concept de classe sociale a lui-même presque disparu du discours scientifique ; on lui préfère le terme de groupes sociaux ou d'organisations sociales Ainsi, au tournant des années 1990, s'est produit un des plus rapide renversement de valeurs dans l'histoire des sciences : en l'espace de deux années, les théories et référents marxistes sont devenus réactionnaires, tandis que les thèses libérales étaient désormais jugées progressistes par les principaux maîtres à penser dépositaires de l'idéologie dominante – cette dernière prenant, au passage, les attributs d'une parole de vérité. Un formidable reniement et une honte à peine voilée se sont emparés de la classe intellectuelle en général, associés à une gêne malheureuse et coupable pour ce qui concerne les chercheurs en sciences sociales, traditionnellement critiques à l'égard des idéologies et des pouvoirs dominants. A la mauvaise conscience d'abandonner une partie de soi dans la bataille, a succédé la bonne conscience d'être enfin, et en direct (grâce à CNN ou Internet), dans *le sens de l'histoire*, c'est-à-dire du côté des vainqueurs au Koweit, ou du côté

des opprimés en Bosnie. Pourtant, personne ne se souciait qu'un ancien président des Etats-Unis soit directement impliqué dans un trafic de drogue pour financer les armes destinées aux *contras* du Nicaragua (*l'Irangate*, étouffée par les médias du monde entier, y compris le Washington Post), pourvu que le système ne soit pas remis en question[138] ; de la même manière, qui s'est inquiété des milliers de morts civils lors de l'invasion du Panama en décembre 1990, et combien de commentateurs ont mis en doute les affirmations des responsables militaires du Pentagone selon lesquelles, en 1991, lors de l'attaque de l'Irak, les forces armées américaines étaient devenues "propres", c'est-à-dire capables d'épargner les vies civiles grâce à une technologie qui leur permettait de faire entrer un missile Exocet par le trou d'une serrure ciblée ?

L'échec social des politiques de développement ne vient-il pas du fait qu'est insuffisamment analysée et prise en compte la distorsion entre les niveaux politique et économique ? Et, à la base de cet échec, ne faut-il pas reconnaître que la notion même de développement procède de l'imposition d'un modèle de type occidental qu'il s'agirait de transposer aux sociétés du Sud ? En ce sens, la pratique du développement apparaît comme une résultante de l'idéologie du progrès ; cette dernière est fondée sur l'application d'une méthode, l'identification des objectifs à atteindre dans le moyen ou le long terme, et la définition de valeurs qui légitimeront l'ensemble.

(1) Les valeurs englobent une vision du monde et des croyances fondées sur le mimétisme des sociétés développées : grâce au développement, le monde entier pourra accéder au même niveau de vie, au même mode de vie que celui qui est rêvé par les populations déshéritées, et qui est présenté à outrance par tous les moyens de communication existants. En fait, il ne s'agit pas d'une vie de milliardaire, mais tout simplement d'un standard qui correspond à celui de la classe moyenne idéalisée : un mode de vie bourgeois et l'accès à la consommation de masse.

---

138 Cf Sauloy Mylène et le Boniec Yves, *A qui profite la Cocaïne ?*, Paris, Calmann-Lévy, 1992

(2) Les objectifs sont définis en fonction de ce qui a été réalisé dans les nations développées, ces dernières étant présentées comme le modèle à suivre ; les principaux objectifs à atteindre sont les suivants :

* *la construction d'un Etat bureaucratique de type wébérien* qui doit progressivement se substituer aux traditionnelles pratiques clientélistes - remplacées par un Etat de Droit où la loi sera garante de l'égalité entre les hommes et de leur ascension sociale en fonction de leurs mérites ;
* *le redémarrage de l'économie* par la construction d'une infrastructure industrielle locale, vitalisée à partir : 1) des réinvestissements, dans le système productif national, de l'aide financière au développement, 2) des bénéfices réalisés par les entreprises productives locales, 3) par la commercialisation des matières premières, et 4) par la vente des entreprises d'Etat ; le redémarrage de l'économie permettrait ainsi l'accès au travail pour tous ;
* *la pacification des rapports sociaux* grâce à l'institution de *démocraties pluralistes* représentatives qui doivent assurer l'intégration sociale par l'accès à la citoyenneté, et la légitimité des gouvernants sur la base de la volonté populaire

(3) La méthode est ce qui pose le plus de problèmes, car elle engage directement les nations du Nord à travers les politiques de développement qu'elles mettent en œuvre en vue de la réalisation des objectifs précédemment mentionnés. La méthode a ainsi subi diverses variations historiques qui résultaient des échecs rencontrés lors de la confrontation entre les choix politiques et le réel ; différentes stratégies de développement ont donc été successivement adoptées par les nations du Nord et les organismes internationaux[139], parmi lesquelles :

* *Phase I : la politique de développement autocentré*, dite *de substitution des importations*, qui a été appliquée au cours des années 50/60, et qui consistait à favoriser l'émergence d'un outil industriel national libéré des contraintes du marché concurrentiel, et donc soutenu par des subventions gouvernementales ou internationales ; à travers cette politique, il s'agissait de donner la possibilité aux Etats de rattraper

---

139 Les stratégies de développement énumérées par la suite ne constituent pas une chaîne chronologique linéaire, mais caractérisent des tendances dominantes qui ont permis à certaines politiques de s'imposer au cours d'une période, tout en se superposant aux politiques antérieures

leurs retards de développement vis-à-vis des économies du Nord ; la méthode a été abandonnée au début des années 70 lorsqu'il est apparu qu'elle débouchait sur la constitution de rentes qui étaient incompatibles avec la modernisation de l'outil de production, et donc avec la mise à niveau de celui-ci aux normes occidentales.

* *Phase II : la politique de planification nationale*, élaborée durant les décennies 1960-1970, et qui consistait à orienter les flux financiers d'une manière coordonnée et pluri-sectorielle afin d'aboutir à un "développement global" permettant une meilleure répartition des fruits du développement ; c'est ainsi qu'ont été mis en œuvre différents programmes dans le but d'améliorer le fonctionnement des services publics (programmes de planification urbaine destinés à maîtriser la croissance à la périphérie des villes, de construction de logements sociaux, de développement des infrastructures éducatives et de santé...) ; à la charnière des années 1980, la planification globale a été enterrée lorsqu'on s'est aperçu qu'elle avait abouti à la formation d'une bureaucratie d'Etat accaparant les ressources financières destinées à l'application de plans qui n'étaient, en fait, ni menés à terme ni suivis d'effets quant à l'amélioration des conditions de vie de la majorité des populations.
* *Phase III : la politique de décentralisation*, instaurée au cours des années 1980, et qui devait remédier aux insuffisances de la planification globale en favorisant la participation des populations et la canalisation des aides financières dès lors attribuées directement aux pouvoirs locaux institués (municipalités) ou organisés (associations de quartier, ONG...) ; c'est au cours de cette période que la gestion pragmatique est devenue dominante – jusqu'à l'heure actuelle – même s'il est apparu, à la fin des années 1980, que les programmes mis en œuvre à travers la décentralisation, aboutissaient plutôt à un déplacement de la centralisation qu'à une réelle décentralisation, et que les aides au développement étaient détournées par les pouvoirs locaux institués, sans retombées sociales significatives.
* *Phase IV : les programmes d'ajustement structurel et la promotion du développement social*, qui sont apparus au début des années 1990, avec une coloration nettement plus économique et interventionniste de la part des bailleurs de fonds ; ils consistent à alléger les appareils d'Etat en dégraissant les bureaucraties inefficaces antérieurement mises en place – en les remplaçant par des experts internationaux qui encadrent le personnel politique, administratif et technique local –, et

à assainir les économies en canalisant les financements directement vers le soutien aux entreprises performantes – stimulées par la concurrence internationale –, ce qui suppose l'ouverture des frontières au marché mondial et l'abandon des politiques protectionnistes ; la restructuration de l'ensemble du système productif qui résulte de la mise en application de cette méthode en constitue sa limite ; en effet, la compétitivité internationale sur un marché ouvert a précipité la mise en faillite de nombreuses entreprises petites ou moyennes et la nécessité de modernisation opérée par la privatisation des grandes entreprises d'Etat ont provoqué un accroissement du chômage et du sous-emploi qui remettent en question la stabilité du système politique et social ; telle est la raison pour laquelle sont développés, à travers les pouvoirs locaux organisés, de multiples programmes sélectifs de solidarité, ainsi que des opérations sectorielles et ciblées de soutien à la production locale, qui visent à atténuer les contre-effets sociaux des programmes d'ajustement structurel ; néanmoins, les retards accumulés en matière de développement social depuis maintenant cinquante années sont tels, que la marginalité, l'exclusion et la pauvreté vont certainement continuer à s'accroître durant de nombreuses années tant qu'un nouveau Plan Marshall, à l'échelle mondiale, n'aura pas été décidé qui s'attaquerait à remettre en cause les mécanismes de constitution et de redistribution des richesses.

Mais un tel espoir, basé sur un renouveau de l'économie mondiale, paraît vain tant que ne seront pas pris simultanément en considération les mécanismes de constitution et de redistribution des pouvoirs et des rentes, à la fois sur le plan national (des sociétés visées par les programmes de développement) et au niveau des rapports internationaux. Et c'est ici que la recherche en sciences sociales intervient, non pas pour conforter les politiques accouchées par les Etats du nord ou les organismes internationaux de financement, mais pour en montrer les limites, déranger le système de reproduction du sous-développement qui est effectivement mis en place, et dévoiler l'idéologie qui le fonde.

C'est ainsi que la recherche en sciences sociales pourrait se manifester dans le débat sur le développement, en démontrant la mystification attachée aux différentes méthodes jusqu'alors appliquées, mystification consistant à occulter les effets pervers générés qui ont remis

en question les objectifs précédemment énumérés. Parmi ces *effets pervers*, notons simplement les plus importants :

* *La constitution de rentes économiques et financières*, liée aux phases I et IV, et dérivée des processus d'accumulation, de la spéculation boursière et de la concentration industrielle ; de telles rentes à caractère monopolistique ont été réalisées sur la base d'une alliance entre les acteurs détenteurs du pouvoir politique et les acteurs économiques contrôlant les grands groupes industriels publics nationaux (dans la phase I) ou privés transnationaux (dans la phase IV) ; la constitution de cette sorte de rente va à l'encontre du dogme libéral de la libre concurrence, canalise les financements publics vers la constitution des grands groupes, et contribue à l'asphyxie de nombreuses entreprises nationales, petites et moyennes, qui ne peuvent supporter la concurrence ou ne sont pas en mesure de devenir des entreprises sous-traitantes des grands groupes ; la restructuration industrielle va donc à l'encontre de l'objectif du travail pour tous.
* *La corruption institutionnelle*, qui caractérise toutes les phases susmentionnées et aboutit à une valorisation de la consommation par un enrichissement personnel, de type rentier, allant à l'encontre de la modernisation de l'appareil productif ; en outre, parce qu'elle repose sur un échange de faveurs et le contournement du Droit, elle s'oppose à l'objectif de construction d'un Etat bureaucratique fondé sur le respect de la loi, l'égalité des chances et la reconnaissance des mérites individuels ; néanmoins, la corruption représenterait une forme de redistribution des richesses nationales qui participerait d'un processus de socialisation, toléré par la majorité des acteurs parce qu'il permettrait d'atténuer les effets de la crise ; pourtant, jusqu'à preuve du contraire, la corruption institutionnelle n'a abouti qu'à la reproduction des rentes de pouvoir, en alimentant celles-ci par des rentes financières héritées ou acquises d'une manière pas toujours légale ; au cours de la phase III, la décentralisation a permis une "démocratisation" de la corruption, en rendant bénéficiaires de la manne des acteurs qui en avaient jusqu'alors été dépourvus ; la canalisation des crédits publics en faveur des grands entrepreneurs, opérée au cours de la phase IV, a coupé le robinet de cette forme de redistribution devenue, dès lors, beaucoup plus sélective..
* *L'émergence des activités informelles*, qui se sont fortement développées au cours des phases III et IV, et qui se caractérisent par une déréglementation des rapports de travail, un accroissement de la

flexibilité du travail et un laisser-faire de la part de l'Etat, parce que ces activités sont censées permettre l'accès au travail pour tous, notamment pour tous ceux qui sont exclus du système productif formel (enregistré, fiscalisé, protégé, régi par la législation du travail et plus ou moins syndicalisé) ; en réalité, elles ont favorisé l'augmentation des marges bénéficiaires dans les entreprises formelles (auxquelles les activités informelles sont greffées, et donc exposées, en première ligne, aux fluctuations du marché), en même temps qu'elles institutionnalisaient la pauvreté, le sous-emploi et l'exploitation de la force de travail ; en ce sens, les activités informelles ne peuvent être considérées comme des palliatifs à la crise, mais plutôt comme les révélateurs d'un enracinement de cette crise.

* *L'apparition d'une économie souterraine illégale intégrée*, qui est contemporaine à l'apparition de la crise économique (fin des années 70), et caractérise donc les phases III et IV ; l'économie souterraine illégale – qui englobe les trafics en tous genres comme la contrebande, l'évasion de capitaux, la prostitution, le trafic de drogue, le trafic d'armes... – existait déjà depuis de nombreuses années, mais elle était cantonnée à la marge du système, sauf cas particuliers comme la Colombie, l'Italie et certains pays d'Asie (Birmanie, Thaïlande, Pakistan) ou du Proche-Orient (Liban), confrontés à des situations de pauvreté endémique ou de guerre ; depuis le début des années 90, elle tend à se substituer aux traditionnelles activités informelles et à apparaître comme un recours face à la crise ; de plus, elles acquièrent une légitimité politique, par le fait que se sont taries - à cause de la canalisation exclusive des financements publics vers la modernisation de l'appareil productif et la constitution des grands groupes industriels – les anciennes rentes qui alimentaient les clientèles locales à travers les mécanismes traditionnels de corruption ; de ce fait, *les maîtres de clientèle* sont de plus en plus tentés de s'allier aux acteurs de l'économie souterraine illégale ; le caractère illégal de l'économie souterraine et la concurrence sauvage qui la caractérise tendent à diffuser, sur un territoire chaque fois plus étendu, une violence qui s'oppose à l'objectif d'établissement d'un Etat de Droit pacifié ; de plus, cette économie ne favorise l'accès à l'honorabilité qu'à une partie de ses représentants, tandis que la majorité des membres qui la composent se retrouvent exclus à l'extérieur des marges du système – où se développent des sociétés parallèles –, contredisant ainsi l'autre objectif

d'intégration sociale, malgré la tolérance intéressée de certaines autorités locales.

De cette analyse, il ressort une opposition entre les impératifs présents de maintien de l'ordre, et les espoirs, remis au futur, de progrès : l'ordre politique et social a donc pris le pas sur le progrès économique et social. Certes, il se produit bien une croissance économique, mais celle-ci reste orientée vers le Nord, de manière à ce que les sociétés développées du Nord continuent à se nourrir de la pauvreté et de la dépendance des sociétés du Sud. Si le dogme libéral fait dépendre le progrès de la réalisation des profits, dans le cas des rapports Nord-Sud, la mise en application de cette théorie consiste à soumettre le développement aux profits réalisés, d'abord et presque exclusivement, par les entreprises du Nord (ou par les grands groupes du Sud, associés à des groupes du Nord), ce qui est censé servir, à terme, d'effet d'entraînement pour l'ensemble des secteurs des économies du Sud, restructurés et/ou privatisés en fonction de cet objectif. Un tel processus, qui résulte des politiques de développement entreprises, ne constitue pas en lui-même un effet pervers, car il s'agit bien là d'un objectif non dit programmé : le maintien du sous-développement au Sud permettrait aux sociétés du Nord de passer le cap d'une crise économique à laquelle elles sont elles-mêmes confrontées. Et tant que les effets pervers précédemment relevés ne remettront en cause ni la pratique de prédation des richesses dans les pays du sud ni l'équilibre des rapports Nord-Sud, l'inégalité demeurera fonctionnelle. C'est pourquoi tant de compromissions sont passées sous silence, autant par les responsables du développement que par les témoins-analystes que sont les chercheurs en sciences sociales ; en effet, une majorité d'entre ces derniers considère que le respect des autorités établies impose de taire la complicité intéressée dont font souvent preuve certaines élites locales, elles-mêmes soucieuses de la préservation d'un *statut quo* qui leur permet de capter, en la détournant, une partie de la rente constituée par l'aide au développement.

Il faut néanmoins reconnaître que, pour la majorité d'entre eux, ces détournements sont contre-productifs pour le Sud, parce que – lorsqu'ils ne sont pas dilapidés localement sous forme de dépenses ostentatoires – ils reviennent se placer, en suivant les filières de l'évasion de capitaux, dans le système bancaire des pays du nord , quant à l'aide au développement effectivement utilisée pour des opérations concrètes (construction d'infrastructures urbaines, de logements...), elle revient

également au Nord, dans les trésoreries des entreprises multinationales qui sont chargées de la réalisation des études et des travaux : il s'agit donc simplement, dans ce cas, d'un transfert de fonds publics des Etats du Nord vers les entreprises privées du Nord ; c'est ainsi que, pour plus du tiers, l'aide française à l'Afrique est une "aide liée", c'est-à-dire assujettie à des achats effectués auprès d'entreprises de l'Hexagone ; en Espagne le pourcentage d'aide liée atteint 80% de l'aide totale : c'est un record mondial [140]. Le Nord récupère ainsi, indirectement, une partie importante de l'aide au développement attribuée "généreusement" au Sud, tout en maintenant sa domination paternaliste à travers la dette qu'il impose aux pays débiteurs. Ainsi, les dégraissages effectués dans la fonction publique des pays les plus endettés (les pays africains, par exemple), soumis aux mesures d'ajustement structurels, permettront, en plus, de diminuer les aides sociales qui étaient délivrées par le nord sous forme de paiement des salaires des fonctionnaires ; lorsqu'il s'agit de faire des économies, la rationalisation wébérienne peut donc être invoquée comme prétexte de restructurations qui mettront au chômage des milliers de petits fonctionnaires, tandis que les ministres et hauts fonctionnaires corrompus continueront à exercer – et à profiter de – leurs prédations, en bénéficiant de l'impunité conférée par leur statut.

Avec un sentiment de bonne conscience généralisée, on est donc passé d'un colonialisme brutal de conquête territoriale et d'asservissement politique à un néo-colonialisme doux, modéré, et géré selon les critères d'une rationalité économique préservant l'indépendance des Etats. Il s'agit, en fait, d'une indépendance toute formelle puisque la plupart des administrations sont placées sous la tutelle d'experts étrangers, imposés par les organismes internationaux, mais c'est une illusion qui entretient le mythe de l'efficacité enfin retrouvée grâce à la maîtrise progressive des grands équilibres ; car derrière la façade des statistiques macro-économiques ou des atlas informatiques, se cache la réalité d'un accroissement de la pauvreté, de l'exclusion ainsi qu'une perte du lien social engendrant chaque jour davantage de violence et d'intolérance ; et c'est pourquoi, pour des raisons d'efficacité économique, une société parallèle est en train de s'étendre sur les marges du système dominant.

---

140. Cf *Le Monde* du 9 mai 1996.

Cependant, il n'est pas sûr que le développement soit simplement affaire d'économie, ou de finance, ou de profit, ou de rapport entre l'offre et la demande, ou d'ouverture des marchés, car rien n'atteste qu'un supplément de moyens financiers générerait un surcroît de développement ; il s'agit plutôt là de réponses un peu courtes et de caractère fonctionnaliste, à un problème dont les fondements sont d'ordre politique. La preuve en est que les Etats du Sud ont compensé les pertes de recettes liées aux faibles prix de vente de leurs exportations, par un accroissement d'une dette financière leur ayant permis de disposer des financements qui auraient pu être orientés vers le développement. Ce que Fidel Castro a fait en créant un système de santé, un système éducatif et une redistribution sociale des revenus générés par ses exportations "pipées" (la surévaluation du prix des matières premières qu'il exportait, avant 1989, aux pays communistes de l'Est qui correspondrait, selon lui, au prix réel de ces matières premières selon les critères d'une véritable et équitable coopération), les autres chefs d'Etat des pays du Sud auraient pu le faire grâce aux prêts qui leur étaient accordés par les organismes internationaux ou l'aide bilatérale ; s'ils ont préféré dilapider les financements qu'ils recevaient, c'est bien avec l'assentiment des bailleurs de fonds et des gouvernements des pays du Nord qui récupéraient ainsi leur aide au développement, et transformaient, à travers la dette contractée, les gouvernants et les populations du sud en obligés des Etats du Nord.

Le système a fonctionné jusqu'au début des années 90, les dictatures locales assurant sa reproduction avec le soutien des Etats démocratiques du Nord. La crise de légitimité politique qui est apparue ensuite (comme par contagion des bouleversements politiques à l'Est) a provoqué un renversement d'alliances et de stratégies. En juin 1990, lors du sommet franco-africain de La Baule, le président français conditionne désormais l'aide au développement à l'avancée de la démocratie dans les pays du sud ; le gouvernement socialiste français est déjà au pouvoir depuis neuf ans, sans que la politique néo-coloniale africaine de la France n'ait été infléchie. Cette duplicité révèle une incapacité à tirer les leçons de l'histoire, et notamment celle-ci : l'aide accordée à la reproduction de régimes politiques fondés sur le clientélisme (générateur de corruption) et l'arbitraire (par l'utilisation de la violence) ne fait qu'agrandir le fossé entre les gouvernants et les gouvernés (au risque de l'apparition d'une guerre civile qui constituera un effet pervers du processus de pacification nationale), et rendre encore plus difficile la sortie du sous-développement, même avec une croissance retrouvée à la faveur d'un changement

des équipes au pouvoir. Et pourtant, l'histoire la plus récente en avait déjà fourni la preuve ; ainsi, l'année 1979 aurait pu inciter les responsables politiques du monde entier à la réflexion puisque, cette année là, deux dictatures (dissemblables et éloignées géographiquement) ont sauté, sous la pression de mouvements populaires de masse : la dictature de Somoza au Nicaragua, qui a été suivie par une guerre civile (de 1979 à 1990), et la dictature du Shah d'Iran, à laquelle ont succédé l'instauration d'une théocratie parmi les plus autoritaires du monde ainsi que la guerre entre l'Iran et l'Irak (de 1980 à 1988). Pourtant, les gouvernements occidentaux, et notamment les gouvernements successifs des Etats-Unis, n'avaient pas ménagé leur soutien (financier et militaire) aux anciens régimes ; la pacification qui a suivi la chute de ces dictatures aura provoqué un embrasement des régions avoisinantes - qui a coûté des milliers de morts - et déstabilisé ces pays au point de braquer leurs opinions publiques contre les régimes occidentaux. Les politiques précédentes ont cependant été poursuivies comme si rien ne s'était passé : les Etats-Unis demeurent aujourd'hui le troisième partenaire commercial de l'Iran des mollahs (après l'Allemagne et le Japon, tandis que la France est au cinquième rang des fournisseurs de l'Iran, et que la Russie préfère vendre une partie de ses stocks d'armes, contre du pétrole, au régime de Téhéran plutôt que d'entretenir sa coopération avec Cuba) ; par ailleurs, on a continué, jusqu'au déclenchement de la guerre du Golfe, à aider le dictateur Sadam Hussein dans son entreprise de se doter d'une capacité d'armement incroyablement destructrice, qu'il n'a cessé de retourner d'abord contre l'Iran, puis contre le Koweit, et actuellement contre les minorités kurdes et chiites ; dans la même région, les gouvernements israéliens (et notamment ceux, d'avant juillet 1992, issus de l'alliance contrôlée par le Likoud, et soutenus par les gouvernements Reagan et Bush) ont retardé jusqu'au dernier moment la signature d'une paix qui est finalement arrivée trop tard car l'opinion publique palestinienne est maintenant gagnée par l'idéologie intégriste islamique, alors que les colons israéliens adhèrent de plus en plus aux thèses et aux méthodes de l'extrême droite afin de bloquer un processus de paix qui devra impliquer inévitablement la restitution de certains territoires qu'ils ont conquis ; plus proche de nous, le gouvernement français a persévéré à soutenir un régime algérien de plus en plus impopulaire, corrompu et répressif, faisant le lit légitime du fondamentalisme musulman, jusqu'au jour de l'impasse d'aujourd'hui (la guerre civile consécutive de l'interruption, en janvier 1992, du processus électoral). Que vaut donc la promotion de la

démocratie face aux impératifs d'ordre économique (préserver des sources d'approvisionnement en matières premières) ou géopolitiques (conserver des zones d'influence) ? il semble que la démocratie des pays riches se nourrit, en les favorisant par un soutien actif (comme une condition de stabilité politique), des régimes autoritaires installés dans les pays du Sud.

Le revirement des élites entrepreneuriales (pour ne pas parler du gouvernement des Etats-Unis) qui avaient applaudi, en septembre 1973, à l'instauration de la dictature de Pinochet (et à l'assassinat du président Allende) est, en ce sens, révélatrice : les mêmes entrepreneurs ont ensuite favorisé le retour à la démocratie (à partir du référendum anti-Pinochet d'octobre 1988) comme une mesure de stabilité politique nécessaire à la préservation de leurs profits ; idem en Corée du Sud où l'essor économique, à partir des années 1960, a été assuré sous la protection de régimes militaires successifs (de 1961 à 1987), sans que les Etats-Unis ou les pays occidentaux en général – convaincus qu'ils étaient que le principe de stabilité nationale appliqué à la lutte anti-communiste (contre le régime, lui-même dictatorial, de Corée du Nord) imposait certaines entorses à la démocratie – ne s'offusquent des massacres de Kwangju, perpétrés par l'armée en mai 1980 ; idem en Afrique du Sud où la communauté internationale aura attendu jusqu'en 1985 pour se décider à appliquer des embargos économiques (partiels) afin d'accompagner des luttes sociales qui aboutiront, en 1994, à faire tomber un régime institutionnellement basé, depuis 1948, sur "le développement séparé des races". Il faut en outre souligner que la promotion à la démocratie signifie, dans la majorité des cas, l'acceptation d'une démocratie formelle – qui est en réalité une démocratie policière ou une dictature molle (cf. les cas de la Tunisie, du Maroc, du Cameroun, du Togo où, dans ce dernier pays, l'ancien dictateur a réussi la prouesse de devenir l'artisan d'un système démocratique militaire...) –, de toutes manières considérée comme préférable à une guerre civile qui remettrait en question la stabilité politique. Pour se justifier, les responsables politiques occidentaux expliquent que leurs propres pays ont eu besoin d'une expérience de 200 années avant d'accéder à la démocratie, et que donc, les jeunes nations d'Afrique ne peuvent y parvenir immédiatement ; il ne leur resterait donc plus que 170 années au cours desquelles elles auront encore à souffrir du sous-développement...

B. LES FACTEURS DU SOUS-DÉVELOPPEMENT SOCIAL

L'unanimité qui prône l'ouverture des marchés comme condition d'accession à un Etat de Droit relève donc d'une idéologie libéral-démocratique dont l'un des effets le plus immédiat est que la croissance économique produit du sous-développement social, autant dans les pays du nord que dans ceux du sud. L'internationalisation des effets sociaux des politiques économiques, ainsi que l'imbrication des territoires qui constituent un enjeu de conquête pour l'accroissement des profits aboutissent à une remise en cause des anciens clivages entre le Nord et le Sud. Cette mondialisation du sous-développement social est perceptible à travers les changements qui affectent autant les relations internationales que les rapports entre les différents acteurs nationaux.

Les acteurs locaux de contre-développement

L'ouverture des frontières et l'assainissement économique liés à la restructuration des filières de production impliquent un accroissement du chômage, des inégalités et de la pauvreté dans de vastes territoires de la société ; ces phénomènes dérivés s'opposent à l'objectif d'intégration sociale. Dans un tel contexte, il n'est pas étonnant de voir se développer, au niveau local, de nouvelles activités qui constituent un recours face à la crise économique – qu'elles permettent d'amortir – et dont les acteurs qui les contrôlent peuvent retirer une légitimité sociale. Cependant, ces acteurs peuvent être amenés à développer certaines stratégies qui s'avéreront non intégratrices sur le plan social, soit parce qu'elles accroissent la marginalisation des populations, soit parce qu'elles génèrent des sociétés parallèles non intégrées au système dominant – et donc sources de conflits potentiels ou réels, généralisés ou diffusés. Ce sont les stratégies de ces nouveaux acteurs, ainsi que les nouvelles stratégies des anciens acteurs locaux, qui semblent déterminantes pour comprendre l'orientation des transformations politiques, culturelles et sociales en cours. Parmi ces acteurs-pivots, au niveau local, certains ont une influence déterminante sur les processus de sous-développement social, et notamment :

* *Les trafiquants de drogue* Ils participent à la restructuration des anciennes sociétés paysannes (sacrifiées des politiques agraires inachevées, appauvries par la concurrence des agricultures mécanisées

et subventionnées, enrichies par les cultures illicites, mais soumises à la répression ou au racket des forces de l'ordre), des sociétés urbaines (à travers l'augmentation de la consommation de drogues dans les pays du Sud, et à cause des phénomènes de violence, de prostitution et de délinquance qui en découlent, mais également parce que la richesse artificielle qui est générée par les trafics se répand dans toutes les classes sociales, en se légitimant par la corruption et en ouvrant les possibilités d'enrichissement liées au blanchiment) ; les trafiquants de drogue peuvent ainsi devenir des acteurs locaux influents – politiquement et économiquement – qui participeront à la recomposition des élites, et qui serviront de modèles pour les groupes sociaux marginalisés en mal d'identité ; à travers le trafic d'armes que les *mafias* de la drogue contrôlent, peut s'établir une connexion entre ces dernières et certains mouvements de libération liés à des associations religieuses (comme au Liban, en Afghanistan, au Pakistan, en Algérie) ou à des seigneurs de guerre impliqués dans des conflits politico-ethniques (comme au Tadjikistan, en Turquie, au Sri Lanka, au Pakistan, en Afghanistan, en Birmanie, au Pérou, au Kosovo serbe, en Macédoine, en Algérie)[141].

* *Les trafiquants d'armes.* Jouant sur des filières qui visent à contourner les embargos ou à dissimuler l'identité des véritables acheteurs, les trafiquants d'armes apparaissent comme des intermédiaires obligés entre les autorités officielles des pays vendeurs, et les destinataires du trafic (groupes privés ou personnes publiques) ; ils participent à la restructuration des rapports locaux de domination en favorisant un groupe au détriment d'un autre ; le commerce des armes révèle la faillite de la politique de consensus, et des formes traditionnelles de solidarité en rendant possible la mort de l'adversaire ; sur le plan géopolitique, les Etats du nord se rendent complices des conflits qui ensanglantent sporadiquement le Sud, et contribuent à déstabiliser encore davantage les sociétés locales ; en effet, en surarmant des Etats clientélistes autoritaires, les Etats du nord croient favoriser une idéologie au détriment d'une autre, un clan au pouvoir contre un autre, mais, en réalité, ils donnent la possibilité à un Etat autoritaire de devenir oppresseur de son propre peuple – ou à un groupe (clanique

141 Cf à ce propos . Collectif, *Etat des Drogues, Drogue des Etats*, Observatoire Géopolitique des Drogues, Paris, Hachette / Pluriel, 1994.

ou ethnique, marginal ou de représentativité limitée) à la conquête du pouvoir local ou central, d'exterminer ceux qui ne lui font pas allégeance – en retournant contre celui-ci les armes qui lui ont été vendues ; le commerce mondial des armes s'oppose à la démocratisation des Etats en ce qu'il ne permet pas au peuple souverain de choisir ses propres gouvernants ; la règle de la majorité se trouve donc bafouée par la loi du plus fort ; et dans ce domaine encore, les Etats *civilisés* du Nord dirigent la danse puisque, outre le commerce direct des armes qu'ils contrôlent pour une bonne part (quoique des pays comme le Brésil, Israël ou l'Inde se sont également lancés dans la fabrication, et ont réussi à emporter certaines parts de marché en cassant les prix), ils fournissent aussi une assistance technique ou des stages de formation, et accordent des subventions, des crédits à l'exportation, des garanties d'emprunt, des rabais...pour l'achat de ces mêmes armes.

* *Les seigneurs de guerre*. Certains anciens caciques dominants se sont transformés en guerriers qui mobilisent, par la contrainte, leur base sociale afin de s'accaparer un pouvoir par tous les moyens possibles ; ils rackettent les ONG ou les populations civiles (comme en Somalie, en Yougoslavie ou dans les camps de réfugiés rwandais au Zaïre) ; ils se servent de ces dernières comme d'un bouclier afin de se défendre contre leurs adversaires ou de faire pression sur les forces onusiennes de paix ; les règles traditionnelles de la guerre, selon lesquelles l'armée a pour fonction théorique de défendre le peuple, se trouvent ainsi renversées ; des forces multinationales surarmées sont impuissantes face à ces nouvelles guerres civiles qui déchirent les nations les plus affaiblies (économiquement ou politiquement) ; favoriser un groupe contre un autre à travers le trafic d'armes toléré, revient à prolonger les hostilités, et donc les souffrances des populations civiles sur lesquelles se fonde et se légitime le pouvoir arbitraire des seigneurs de guerre.
* *Les mafias affairistes*. Le développement des activités souterraines illégales permet de mesurer les limites du modèle de croissance libéral dont elles constituent la face cachée ; ces activités impliquent également une remise en question des pratiques politiques traditionnelles, de par le fait qu'elles se greffent sur celles-ci et les détournent, jusqu'à les retourner contre le système politique et ses institutions ; en effet, les mafias affairistes sont souvent liées aux représentants des pouvoirs officiels qui participent aux activités illégales, soit à cause du chantage qui peut être exercé à leur encontre, soit du fait de leur propre volonté

d'enrichissement rapide ; de plus, elles déstructurent le milieu économique traditionnel, et s'imposent sur les marchés en utilisant des méthodes de pression et d'influence, ou en ayant recours à des moyens financiers qui faussent le jeu de la concurrence, au détriment des entrepreneurs légaux.

* *Les sectes.* Elles participent des nouvelles formes de socialisation et d'une recherche d'identité ; elles s'adressent aux individus marginalisés ou en rupture de lien social, et recréent de nouvelles formes de solidarité et d'adhésion, basées sur la constitution de groupes chaleureux, hiérarchisés et placés sous l'autorité de gourous charismatiques incontestés et incontestables, délivrant une doctrine de la révélation et de l'élection ; elles cachent souvent des activités de commerces illicites (blanchiment d'argent sale, par exemple) ou de mobilisation partisane au service d'une cause politique (la lutte contre l'idéologie communiste, contre la laïcité, contre la société de consommation...) ; elles procurent des revenus confortables à ceux qui les contrôlent (en dépossédant leurs adeptes de tous leurs biens et sources de revenus, ou en les utilisant comme une main-d'œuvre bon marché) ; un certain nombre d'entre elles bénéficient souvent de protections de la part de notables pour qui elles représentent une source supplémentaire de rentrées fiscales ; elles réinjectent de la morale, de la discipline et du contrôle social, tout en ne remettant pas en cause la corruption et l'atomisation sociale croissantes qui restent parmi les fondements tolérés du système d'intégration ; d'ailleurs ces fondements *pervers* servent les sectes en ce qu'ils les légitiment.
* *Les ONG.* Elles fabriquent également du contrôle social et des politiques sociales là où les déficiences de l'Etat et des pouvoirs locaux institués sont les plus manifestes ; elles bénéficient d'une rente de situation en ce qu'elles sont, chaque jour davantage, les interlocuteurs privilégiés des organismes internationaux de financement (qui les pourvoient en subventions diverses) et des pouvoirs locaux (qui leur délèguent la réalisation des politiques sociales) ; elles apparaissent comme des acteurs-intermédiaires entre ces deux instances de régulation sociale ; la rente n'est pas prête de se tarir pour les ONG qui vont canaliser une importante partie des financements consacrés aux volets sociaux des programmes d'ajustement structurel ; elles sont devenues des passages obligés pour mettre en œuvre la plupart des opérations de développement social qui consistent à injecter une dose homéopathique de solidarité pour masquer les inégalités sociales ; de

cette manière, elles font du *réformisme humanitaire* et renforcent la bonne conscience d'un système qui produit de la pauvreté et qu'elles aident à se reproduire parce que les causes du sous-développement ne sont pas remises en question ; c'est ainsi que les nouvelles politiques humanitaires forcent les téléspectateurs des pays du Nord à penser mondialement tandis qu'ils sont pressés d'agir localement pour remédier aux problèmes de fracture sociale que connaissent les pays développés ; *l'humanitaire* pour le monde, et *l'associatif* pour le local ont en commun *le pragmatisme* érigé en méthode finale qui a abouti à dépolitiser les causes du sous-développement et à confondre, en un même sentiment, engagement et sympathie, justice et solidarité : « *faute de pouvoir agir sur les systèmes politiques, concentrons-nous sur le concret* » ; certaines ONG connaissent une dérive vers l'institutionnalisation (en prônant une idéologie de la participation et de l'intégration politique, plutôt que le développement de stratégies autonomes de résistance aux inégalités provoquées par les Etats) et se transforment en acteurs de pouvoir intégrés à un appareil d'Etat qui se légitime à travers elles ; d'autres se substituent aux anciens pouvoirs locaux discrédités (par des pratiques de corruption de plus en plus sélectives), et contribuent ainsi à la mise en application des programmes d'ajustement structurel en cautionnant le désengagement de l'Etat vis-à-vis, par exemple, de l'attribution des services publics sociaux ; si certaines organisations comme Amnesty International demeurent des entités indépendantes de contre-pouvoir, de nombreuses organisations humanitaires sont confrontées à la crise générée par leur neutralité qui les a conduit, par exemple, à abandonner le Rwanda au printemps 1994, et donc, à laisser-faire (sans intervenir et sans se donner les moyens de le dénoncer) le génocide qui s'y est perpétré ; en favorisant le clientélisme sur le plan local, en promouvant "la bienfaisance charitable" qui fait s'apitoyer les populations des nations riches, en œuvrant au voisinage des marchands d'armes et en composant avec les seigneurs de guerre, certaines ONG ont été amenées à cautionner un système fondé sur la "bienfaisance kaki" et à devenir "les complices involontaires de cette supercherie"[142] ; certains pays comme le Brésil, le Nigéria ou le Sénégal sont investis par une multitude d'ONG diverses qui s'accaparent les pouvoirs locaux et dont les interventions limitées

142 Cf. Brauman Denis, *Devant le Mal ; Rwanda, un génocide en direct*", Arléa, 1994

et ponctuelles aboutissent à institutionnaliser la pauvreté et à voiler celle-ci derrière un encadrement et une mobilisation des populations censée déboucher sur une pacification des rapports sociaux, compatible avec le maintien de la stabilité politique ; dans de nombreux cas, les ONG permettent également de poursuivre certains objectifs idéologiques à travers la socialisation des populations et l'organisation de leur vie quotidienne (par le contrôle qu'elles exercent sur l'éducation et certains services sociaux) ; elles sont donc en mesure d'injecter des valeurs exclusives d'ordre religieux, rendant quelquefois ténue la frontière entre ONG et sectes ; ainsi en est-il des ONG d'inspiration chrétienne, puritaine ou musulmane comme par exemple les associations islamiques (en Egypte ou en Afrique sub-saharienne) ; en fait, dans certains cas, comme en Algérie ou en Egypte, l'aide aux populations sert de prétexte pour parvenir à la conquête du pouvoir central à partir du noyautage des pouvoirs locaux, l'objectif étant que, comme en Iran (en avril 1979), un référendum légitimant l'instauration d'une République islamique et l'interdiction du multipartisme, soit la dernière des élections.

* *Les entrepreneurs.* Il s'agit d'une des catégories sociales les plus touchées par la restructuration de l'appareil productif ; la recomposition du groupe des entrepreneurs tend à favoriser les entreprises des grands groupes industriels qui ont été, grâce à la complicité des représentants de l'Etat, les principaux bénéficiaires des privatisations du secteur public ; les monopoles publics ont ainsi cédé la place aux oligopoles privés qui ont, de ce fait, acquis une rente – dans les domaines économique et politique – favorisant l'apparition d'une nouvelle forme de corruption sur une échelle plus vaste que celle qui concerne le clientélisme traditionnel ; ainsi, les oligopoles récemment créés faussent-ils le jeu de la transparence censée être garantie par une concurrence que, par ailleurs ils revendiquent pour justifier la suppression des monopoles publics dans le domaine des services : pour justifier les privatisations, ils mettent en avant les économies réalisées par le secteur privé sur les coûts d'exploitation ; en fait, ces oligopoles développent tout un système d'ententes illicites (du simple partage du marché, en passant par les "offres conjointes et solidaires", les filiales communes, les participations croisées, les dédommagements aux candidats non retenus à un appel d'offre), avec la complicité des élus et techniciens des collectivités locales ou des ministères concernés, afin d'éliminer des marchés les concurrents indésirables qui ne joueraient

pas le jeu des prix concertés et de la corruption obligée , la face cachée des grands entrepreneurs – qui réside dans les délocalisations industrielles et financières – institutionnalise donc un monde économique hors normes où tous les coups sont permis pour dégager des profits. Pour cela, ils utilisent les possibilités offertes par le système des délocalisations financières qui consiste en la création de caisses noires à travers lesquelles sont gérées les commissions occultes illégales versées par les grands groupes industriels, pour l'obtention de marchés, à des intermédiaires privés, à des partis politiques (dont certains trouvent là leur principale source de financement) ou à des hommes politiques ; les délocalisations financières sont également un moyen pratiqué pour l'évasion fiscale, par l'utilisation de filiales dans des paradis fiscaux (à l'abri des regards du fisc, des douanes et de la justice) qui garantissent l'anonymat et permettent de faire fructifier rapidement les sommes qui sont déposées ; aujourd'hui, les experts estiment que près de la moitié des stocks d'argent des pays industrialisés stationne ou transite par des paradis fiscaux (une cinquantaine d'entre ces derniers sont dans l'orbite financière britannique). Il faut remarquer, en outre, que les grands groupes industriels utilisent les mêmes filières de délocalisation financière, et les mêmes moyens (complexité des circuits pour brouiller l'origine des capitaux, destination à des prête-noms) que les trafiquants de drogue ; en effet, ces derniers blanchissent les profits de la drogue à travers des sociétés *offshore* qui recyclent l'argent sale en toute honorabilité, par le biais de prises de participation et de prêts en bonne et due forme , ces capitaux spéculatifs et illégaux se croisent, se mélangent et se font fructifier mutuellement à travers le système financier international ; ces banques *offshore*, qui échappent au contrôle des Etats, sont désormais des acteurs majeurs de l'économie mondiale : 61 milliards de dollars y étaient déposés en 1986, et 341 milliards en juin 1994. Quant aux délocalisations industrielles, elles privilégient les installations de filiales dans des pays où la législation du travail est d'une extrême souplesse, et elles utilisent des sociétés locales sous-traitantes afin d'optimiser les rendements par une exploitation maximale de la force de travail ; c'est ainsi que certains laboratoires pharmaceutiques peuvent écouler une partie de leurs stocks usagés dans les pays en développement, que les industries polluantes peuvent enfouir leurs déchets toxiques dans les sous-sols de pays tiers, que peuvent prospérer des ateliers clandestins comme parasites des grandes entreprises formelles, en pratiquant le

trafic de main-d'œuvre immigrée, en imposant des conditions de travail de type esclavagiste à leurs employés, en exploitant le travail des enfants. . ; ainsi, par exemple, dans les fameuses *maquiladoras* mexicaines, considérées comme un modèle de développement, les syndicats[143] dénoncent les conditions de travail que subissent les jeunes femmes âgées de 14 à 20 ans qui composent le gros du personnel de ce secteur : les vexations personnelles (abus sexuels, stérilisations non consenties, surveillance malsaine dans les toilettes où elles n'ont accès que deux fois par jour et pendant une durée déterminée), les arrêts techniques de travail sans aucune compensation, la manipulation de substances toxiques et de produits dangereux sans aucun avertissement préalable et sans pouvoir disposer d'un matériel adéquat de protection.. Bref, la relance économique sélective, outre qu'elle provoque, dans les pays du Nord, de nombreuses faillites de petites ou moyennes entreprises, du chômage et de l'exclusion, implique également un accroissement du sous-développement social dans les pays du sud, et cela avec la complicité bienveillante des responsables politiques et économiques (industriels et financiers) alliés, dans cet objectif de restructuration.

Le soutien ou le laisser-faire politiques, sans discernement, à nombre de ces acteurs de contre-développement explique pourquoi l'aide au développement, en se basant sur la reproduction des systèmes politiques établis, est devenue *une aide au sous-développement*. C'est ce qui permet également de comprendre les limites des nouvelles démocraties du Sud, lorsque ceux qui en sont les porte-paroles sont issus des classes dominantes de l'ancien système.

L'intervention de ces nouveaux acteurs à la marge de la croissance économique - mais contribuant à relancer cette croissance –, associée à un retrait de l'Etat dans les domaines de la protection sociale et de la redistribution clientéliste traditionnelle, remet donc en cause, non seulement les modes d'intégration sociale, mais aussi les formes de la représentation politique. En effet, il semble évident qu'un Etat de Droit ne se décrète pas ; il se fonde sur les structures d'un Etat réel, façonné par l'histoire ; or, en voulant promouvoir des Etats démocratiques sur la base d'un retrait de l'Etat (notamment en matière de services publics, de

143. Et notamment la CLADEHLT

construction de logements sociaux, de garanties de l'emploi), les processus d'alternance politique actuellement en cours peuvent d'autant moins se fonder sur une légitimité sociale que les nouveaux Etats sont dépourvus des moyens de résoudre les déficiences accumulées en matière de redistribution – géographique et économique – des richesses. C'est ce qui explique la formation de ces *nouvelles légitimités de contre-pouvoir* qui se fondent sur des *valeurs de moralité exclusive* (les sectes, les ONG), des *valeurs commerciales claniques* (trafiquants de drogue, mafias, entrepreneurs) ou des *valeurs de libération sociale*, susceptibles de déboucher sur une mobilisation politique conflictuelle qui remettra en question l'ordre institutionnel établi (les seigneurs de guerre). Le système du sous-développement peut ainsi s'étendre, sur la base soit d'*une solidarité d'intérêts* entre les différents groupes qui portent ces valeurs, soit d'*une solidarité de reproduction de classe* entre ces groupes et certains de ceux qui contrôlent l'Etat (si chacun respecte le statut et le territoire de l'autre).

Mais surtout, l'enracinement du sous-développement peut également servir de justification à la dérive vers un *développement de substitution*. Dans une période de crise de certaines activités productives qui fournissent le plus d'emplois (les petites et moyennes entreprises) – provoquée par la concurrence internationale sur des marchés ouverts – et face au tarissement des aides étatiques et multinationales, les dirigeants des nouveaux pays potentiellement émergents, sortis du protectionnisme depuis la fin des années 1980, auront tendance à privilégier une corruption, provenant des marges externes du système, destinée à revitaliser le tissu local et national. En effet, si, dans les anciens pays émergents (tels les "dragons asiatiques") ou dans les pays industrialisés restructurés, était intégrée une corruption circonscrite aux acteurs du centre du système (par la collusion entre les sommets des hiérarchies politico-militaires et entrepreneuriales), les nouveaux pays émergents ainsi que certains pays du Sud – sortis trop tard du protectionnisme et entrés trop tôt dans le libéralisme (comme le Mexique, par exemple) – activent désormais une corruption qui lie les acteurs politiques aux nouveaux acteurs de la marge externe du système.

En effet, les acteurs de l'économie souterraine du trafic de drogue contribuent eux aussi à cette dérive de substitution, permettant de pallier au tarissement de la corruption "productive" – certes insuffisante pour assurer la modernisation de l'outil de production, surtout lorsqu'une partie non négligeable de cette corruption se mêlait au flot des capitaux

évadés – qui provenait naguère du centre du système. Parmi ces nouveaux pays prétendument "émergents", outre le Mexique, citons les cas de l'Afrique du Sud et du Cambodge. L'Afrique du Sud est en passe de devenir, comme le Nigéria, une importante plaque tournante de la drogue, qu'il s'agisse de la cocaïne en provenance d'Amérique du sud, de l'héroïne expédiée du Triangle d'Or (Thaïlande, Birmanie, Laos) et du Croissant d'Or (Pakistan, Afghanistan, Iran) ; le trafic de drogue représenterait, dans ce pays, une valeur totale de 20 milliards de dollars par an (en considérant comme base de calcul, la valeur des saisies effectuées, estimées entre 10 et 15 % de la valeur totale du trafic) ; ici encore, comme au Mexique, le trafic de drogue se greffe sur des réseaux de contrebande qui existent dans la région (armes, ivoire, pierres précieuses, travailleuses clandestines de la prostitution) ; selon la police locale, il existerait en Afrique du Sud quelque 400 réseaux criminels, dont 136 se livreraient au trafic de drogue et 70 auraient une ramification internationale[144]. Quant au Cambodge, il devient un point de passage de plus en plus utilisé pour faire transiter la drogue en provenance du Triangle d'Or et à destination des marchés occidentaux ; deux douzaines de banques y sont soupçonnées par les autorités de n'être que des façades derrière lesquelles se blanchit l'argent de la drogue[145].

Cependant, ces deux formes de corruption (originaires soit du centre, soit des marges du système) étaient et restent illégales ; or, comme toutes deux impliquent des élites politiques qui sont censées faire la loi, il s'en suit que la corruption entre acteurs du centre donne une légitimation à la corruption issue des marges externes, en ce que la tolérance vis-à-vis de la première incite inévitablement à la propagation de la seconde. Et de la même manière que, dans ces nouveaux pays prétendument émergents, la croissance économique engendrée par la première n'a pas débouché sur du développement, le développement de substitution qui découle de la seconde risque de ne pas générer non plus du développement, car les bénéfices de ces deux formes de corruption, issues du même Etat clientéliste de transition entre populisme et libéralisme, sont captés par le centre, sans redistribution à la base, ou avec une redistribution minimale visant la simple reproduction de la partie

144. Cf. *Le Monde* du 9 novembre 1995.

145. Cf *Le Monde* du 6 décembre 1995

utile de la force de travail ; dans ce dernier cas, les banques qui sont les dépositaires des fruits de la corruption institutionnelle, privilégient l'octroi de crédits aux grands groupes industriels, au détriment des petites et moyennes entreprises dont les patrons ont les plus grandes difficultés à obtenir des crédits bancaires – ou, lorsqu'ils en obtiennent, c'est à des taux d'intérêt prohibitifs, et ils ont dès lors les plus grandes difficultés à rembourser leurs emprunts[146]. Certaines élites politiques, qui sont les destinataires de ces deux formes de corruption, apparaissent donc comme des acteurs pivot de contre-développement.

Mais ces stratégies de consensus véhiculent une instabilité potentielle, relative à l'imprévisibilité des relations entre des acteurs dont les uns sont intégrés au centre du système, et les autres intégrés aux marges (locales ou/et légales) du système ; c'est pourquoi peuvent se développer également des formes de mobilisation politique ou sociale de type conflictuel, qui risquent de déboucher sur la constitution de foyers d'insurrection.

Les foyers d'insurrection

Les ressources locales étant limitées, les acteurs politiques traditionnels qui subissent la pénurie connaissent donc un grave problème de reconnaissance sociale et de légitimité politique, lié à la carence de leurs moyens de redistribution et à l'apparition de nouveaux acteurs-pivots à la marge externe du système. Afin d'assurer la continuité de la stabilité politique à l'intérieur des territoires concernés par ces changements, il n'est pas rare que des politiques soient décidées qui contribueront à sacrifier l'objectif de pacification des rapports sociaux. Mais de telles politiques peuvent aussi générer des effets pervers, qui provoqueront une remise en cause de la stabilité politique nécessaire à la croissance économique. La généalogie de ces processus de tension apparaît donc nécessaire pour comprendre, d'une part les déficiences d'une intégration sociale opérée à partir des Etats-Nations de type clientéliste, et d'autre part les causes politiques qui limiteront les effets attendus des restructurations économiques planifiées. Les tensions générées par la situation de recomposition politique, sociale et territoriale, peuvent être perçues à travers différentes manifestations :

---

146 Cf. à ce sujet, le mouvement *el Barzón* au Mexique

* *Les débordements sociaux sur des micro-territoires.* Ils peuvent prendre un caractère explosif comme à l'occasion de révoltes urbaines et d'émeutes de la faim (par exemple, lorsque éclatèrent les émeutes de la faim des années 88/89 en Algérie, au Maroc, au Venezuela, en Argentine ; ou à l'occasion des révoltes populaires contre la dévaluation du franc CFA, durant l'année 1994, au Sénégal ou au Gabon ; ou lors des pillages collectifs perpétrés pendant les manifestations anti-CIP en France, en 1994), ou se manifester à travers les phénomènes d'implosion liés à la délinquance quotidienne ; la réponse des pouvoirs publics à ces débordements consiste en l'augmentation des moyens de répression, soit en appliquant ceux-ci sur tout le territoire, soit en les concentrant sur les quartiers abritant les populations "à risques" ; cette dernière stratégie accroît les tendances à la *ghettoïsation* et génère des solidarités locales de groupes exclus (chômeurs, délinquants, dealers) qui apparaissent comme les fondements d'une organisation sociale parallèle et opposée à la fois aux représentants du système dominant (maires, policiers, commerçants) et aux symboles du modèle de socialisation (l'école, le travail, le respect de la loi) ; il s'en suit que les politiques de répression qui sont basées sur des méthodes d'aménagement du territoire par le quadrillage policier de l'espace, vont à l'encontre des politiques d'intégration ; dans cette perspective limitée, « *on ne demande plus, on se sert* » et la délinquance apparaît dès lors comme une forme de redistribution informelle des richesses nationales.
* *La revendication politique des particularismes sociaux.* La formation de micro-territoires à la marge de la société peut déboucher sur une revendication d'autonomie territoriale, de fait ou liée à un projet de reconnaissance politique ; dans ce cas, on assiste à une remise en cause du modèle républicain d'intégration – basé sur les concepts de communauté nationale, d'égalité devant la loi et de peuple unifié –, auquel se substitue l'intégration séparée sur un territoire local (contre la Nation), la norme sociale (contre la loi) ou l'appartenance socio-raciale (contre le Peuple) ; c'est ainsi qu'est mis à mal, aux Etats-Unis, l'idéal d'intégration raciale qui avait mobilisé la société américaine au cours des années 60 ; actuellement, 80 % de Noirs de Chicago vivent dans de quartiers monoraciaux à 95% et, dans des villes comme Washington, la ségrégation entre quartiers blancs où résident les élites, et les 2/3 de la ville peuplée de Noirs (où sont concentrés les problèmes de pauvreté et de criminalité) est une réalité quotidienne que ne peut tempérer l'existence d'une petite classe moyenne noire ; une telle réalité

accroît les phénomènes de rejet de la citoyenneté partagée, et le discrédit des élites politiques et intellectuelles (ceux qui possèdent et ceux qui savent) jugées incapables ou non désireuses de mettre en œuvre de véritables et efficaces politiques d'intégration ; il est vrai que le modèle américain d'intégration, basé sur le respect des minorités, favorise le développement séparé (socialement, spatialement, politiquement et économiquement) des différentes communautés ethniques, religieuses ou raciales ; en France, où l'intégration républicaine consiste à proposer un moule culturel commun à l'ensemble des différentes communautés, les phénomènes d'exclusion sociale et de division spatiale apparaissent davantage liés à la pauvreté collective ; ils n'en provoquent pas moins des tensions croissantes susceptibles de dériver vers des formes d'exclusion raciale, à la fois de la part de la communauté intégrée et peu désireuse de partager en temps de crise, comme de la part des minorités qui, ne touchant pas des bénéfices attendus de l'intégration, peuvent être amenées à rompre le contrat d'appartenance à la communauté nationale ; en effet, la forme traditionnelle de l'intégration nationale tend de plus en plus à céder la place à une intégration locale séparée, encouragée par le laisser-faire des autorités publiques qui trouvent là une justification à leur stratégie de quadrillage policier de l'espace ; en fait, quadrillage policier et intégration séparée participent de la même logique de séparation des populations ; refoulées dans la marge socoi-spatiale, ces populations vont contribuer au développement d'économies souterraines, intégrées au local, plus ou moins imbriquées à l'économie officielle et débouchant sur un développement social séparé, hors la loi, c'est-à-dire en opposition au système dominant et à ses valeurs ; des tensions se manifestent donc périodiquement qui peuvent être interprétées autant comme une révolte sporadique contre l'autorité instituée que comme un mouvement social organisé – et un refus politique – du modèle d'intégration dominant ; c'est de cette manière que peuvent être expliqués les trafics en tous genres et le système de débrouille qui se greffent sur l'économie formelle et l'alimentent, notamment à travers l'entretien des familles et les dépenses de consommation qui sont effectuées à partir des bénéfices illégaux produits ; les subventions en tous genres et le soutien financier qui passent par l'intermédiaire des nombreuses associations permettent de dégager des profits qui dynamisent également le niveau local, sans être pour autant productifs, ni contribuer à une meilleure intégration sociale ou spatiale ; le cas extrême de cette tendance à la

séparation des espaces sociaux à l'intérieur d'une même entité nationale ou urbaine pourrait être celui des favelas de Rio-de-Janeiro ; le laisser-faire intéressé des autorités policières (dont on estime, de source officielle, que 70 % de l'effectif total est corrompu ou compromis dans des affaires illégales) a permis que se développe une société parallèle basée sur une économie souterraine illégale intégrée ; c'est ainsi que quelque 700 foyers de trafic de drogue ont été recensés dans ces quartiers nord de Rio ; il s'agit de bandes dont chacune d'entre elles regroupe des effectifs variant de 40 à 150 personnes, et qui développent leurs activités indépendamment les unes des autres, mais avec l'assentiment de la police qui participe à la gestion (et aux profits) du partage de l'espace ; l'activité principale de ces bandes est le trafic de drogue (mais également les cambriolages, les attaques à main armée et les agressions pour vol) qui va de pair avec un important commerce clandestin d'armes à feu ; le climat de violence généralisé (une vingtaine d'assassinats sont quotidiennement commis à Rio), la passivité de la population (impuissante, atomisée et soumise aux caciques locaux) et l'incapacité de la police ont débouché sur l'intervention des forces armées en vue du maintien de l'ordre social (combattre le crime organisé et désarmer les trafiquants) ; cette immixtion dans les affaires civiles, de la part des militaires fédéraux, malgré le désaccord des autorités municipale et régionale (pour un pays qui paraît encore plus traumatisé par la décomposition sociale et politique actuelle que par les mauvais souvenirs laissés par la dictature militaire) semble légitimée par la population de Rio qui, d'après les sondages récents, y serait favorable à 82 %.

* *L'apparition d'une culture fondée sur des bases ethniques ou religieuses.* Le développement de particularismes sociaux peut déboucher sur une revendication de particularismes ethniques ou religieux qui donneront un fondement culturel à l'intégration (socio-politique et économique) séparée ; cette revendication est révélatrice de l'échec du modèle d'intégration pluri-culturel en ce qu'elle encourage la reproduction des divisions territoriales sur des bases ethniques ou religieuses exclusives – pouvant conduire à l'expression de formes de racisme retournées contre les groupes dominants qui prônent l'assimilation ou l'intégration par le haut ; en fait, cette tendance remet en question l'idéologie de l'intégration qui a abouti à un développement sélectif, facteur de reproduction de pauvreté et de non-intégration, en entretenant l'illusion du progrès pour tous ; « *puisque vous ne voulez*

pas de nous, laissez nous nous débrouiller nous-mêmes et nous aimer nous-mêmes » semble être l'argument justifiant cette stratégie qui tend à valoriser la supériorité de l'exclu et porte en elle une intégration jugée plus réussie ; c'est ainsi que le Noir brésilien revendiquera non seulement sa négritude, mais aussi son statut d'être plus brésilien qu'un Brésilien métis, et, de la même manière, un Noir américain se considèrera plus américain qu'un américain blanc appartenant à la classe moyenne ; cette supériorité, symbole d'authenticité et de pureté, signifie également une exigence de respect de la part de l'autre (l'étranger de race, de religion, de fortune, de statut) pouvant déboucher sur de véritables luttes armées en cas de transgression du consensus de séparation culturelle ; qu'on se souvienne, à ce sujet, des émeutes raciales de Los Angeles, en mai 1992, qui ont été déclenchées par l'acquittement des quatre policiers blancs accusés d'avoir passé à tabac un automobiliste noir (Rodney King) qui aurait commis un délit de fuite.

* *L'apparition d'un nationalisme fondé sur des bases ethniques ou religieuses.* Les conflits ethniques et religieux sont à la base des nouvelles insurrections qui ensanglantent le monde depuis une dizaine d'années et que l'écroulement de certains blocs et l'échec des idéologies internationalistes (autant le communisme réprouvé que le capitalisme inaccessible) ont stimulé ; c'est ainsi que des groupes armés claniques et/ou religieux (contrôlant le trafic de drogue, le trafic d'armes, le trafic de l'aide humanitaire internationale...) s'engagent à la conquête des Etats, et constituent de véritables forces, au gré des alliances opérées avec d'autres groupes ; les Etats traditionnels se retrouvent donc déstabilisés, au point de quelquefois tomber sous la coupe de ces puissances locales agglomérées ; de tels conflits concernent actuellement des pays comme le Soudan, l'Ethiopie, l'Algérie, l'Egypte, le Pakistan, l'Afghanistan, l'Inde, l'Indonésie, le Sri Lanka, la Somalie, le Libéria, le Rwanda, le Burundi, certaines républiques de l'ex-URSS, la région des Balkans[147]... ; c'est ainsi qu'en Afrique, le multipartisme de type démocratique exacerbe souvent le tribalisme, se greffant sur le problème de la diversité d'Etats-nations nés d'un découpage colonial artificiel, empêchant que soit traitée avec équité la pluriethnicité ; le

147 L'UNICEF (à l'occasion d'une exposition au Mémorial pour la paix, à Caen, en automne 1994) a recensé 150 guerres déclarées (chiffre qui passe à 400 si on y inclut les conflits armés locaux) depuis 1945, qui ont provoqué un total de 23 millions de morts

multipartisme (en Afrique ou ailleurs) n'est donc pas une fin en soi, et la tenue d'élections, si elle apparaît comme une condition de la démocratisation des systèmes politiques, n'en constitue pas la garantie ; en effet, il est encore courant que le gagnant des élections s'accapare (pour son propre compte et celui de son clan) tout le pouvoir et toutes les richesses, sans promouvoir une nouvelle culture politique fondée sur un Etat de droit (remplacant "la culture d'impunité") ou la mise en place de contre-pouvoirs (Parlement, justice, presse) qui permettraient à l'opposition de participer à la vie politique ; de tels comportements constituent le terreau de futures guerres civiles. Ailleurs, pour ne considérer que le cas des Balkans, la remontée de l'histoire (c'est-à-dire la réapparition des scissions générées par le dernier conflit mondial), la résurgence de différends culturels mal réglés, les questions frontalières occultées, l'affirmation des minorités bafouées et le désir de l'Allemagne d'étendre sa puissance économique en se constituant une zone d'influence politique (par la reconnaissance unilatérale, en décembre 1991, de la Slovénie et de la Croatie, qui a encouragé les revendications nationalistes en Bosnie et attisé une guerre allumée finalement en 1992) ont transformé l'ex-Yougoslavie en un abcès de fixation des passions nationalistes en Europe ; dans de nombreux autres pays, l'alliance entre des mafias affairistes locales et des groupes nationalistes – intégrés ou non à l'appareil d'Etat – aboutit à déstructurer les sociétés (coincées entre, d'un côté la corruption politico-financière institutionnalisée, et/ou de l'autre le fondamentalisme purificateur) ; se trouve également instituée une loi de la jungle qui favorise les exclusions ethniques et/ou religieuses, l'expression de l'intolérance ou de la xénophobie et le désir d'extermination de l'autre par l'adoption de politiques de purification pouvant déboucher sur de véritables génocides ; tous les conflits nationalistes de par le monde révèlent l'échec du modèle d'intégration fondé sur la construction de l'Etat-Nation, perçu de plus en plus comme une illusion entretenue par les puissances occidentales, alors que la réalité consistait en la création d'Etats clientélistes autoritaires, pratiquant la prédation et cultivant des rentes appropriées sélectivement par une minorité de nantis qui continue à contrôler les pouvoirs politique et économique de façon à générer du sous-développement social ; en soutenant ce type d'Etat, les nations occidentales ont semé les germes du ressentiment populaire, et favorisé l'essor d'un nouveau type de nationalisme qui apparaît non seulement comme la révélation d'une crise des sens et des valeurs, mais

également comme une nouvelle matrice de sens ; devant l'incapacité des anciens Etats clientélistes nationaux à développer des politiques d'intégration des minorités, le nouveau nationalisme débouche ainsi sur la constitution d'entités locales qui demeurent clientélistes (souvent à tendance mafieuse), mais sont homogènes et exclusives : une religion, un peuple mono-ethnique, une nation

* *La résurgence du populisme*. Les nouveaux nationalismes apparaissent donc comme la traduction, au niveau de l'Etat, des tendances sectaires exprimées à l'échelle communautaire locale ; ils sont une réponse au problème du sous-développement social, mais une réponse idéologique qui reprend, sous la forme d'un engagement politique, les anciennes pratiques qui caractérisaient l'Etat clientéliste, en les reversant au local afin de les rendre davantage distributives de richesses, d'intégrité et d'identité exclusive ; telle est la raison pour laquelle ces nouveaux nationalismes se fondent encore sur une organisation de type clanique, sur l'apologie du chef charismatique qui mobilise les masses en utilisant les méthodes de l'arbitraire exercé contre les oppositions internes, de la parole démagogique délivrant des recettes politiques pré-conçues (relevant souvent du patriotisme de terroir) et de l'exacerbation des divisions sociales (la campagne contre la ville, les natifs contre les immigrés, les hommes contre les femmes perverties, les forces de l'ordre contre les représentants d'un progrès qui conduit à la débauche, les défenseurs des traditions locales contre les tenants de l'universalisme des Lumières...) à partir d'un discours dénonçant un complot mondial ; un tel populisme se trouve maintenant exacerbé et légitimé sur un champ social de plus en plus large, remettant en cause les idéologies du progrès partagé – reposant sur la solidarité de classes ou sur l'humanitarisme (lié aux politiques sociales) – auxquelles se substitue une nouvelle idéologie du progrès exclusif[148] ; cette dérive

148 Pour preuve, les résultats du référendum californien du 8 novembre 1994, qui ont permis l'adoption (avec 59 % de "oui") du projet de loi (dit "proposition 187") destiné à endiguer l'afflux des clandestins mexicains en les privant d'un certain nombre de services sociaux et de mesures d'aide sociale (les écoles publiques, les hôpitaux, sauf cas d'urgence, les gardes d'enfants, les soins prénataux, les allocations aux plus défavorisés .) , outre que ce texte remettait en cause le système du *welfare* (la politique d'assistance sociale), il révélait l'extension aux classes riches et moyennes d'un climat de peur, du racisme et de la xénophobie ; il constituait une réponse démagogique de type nationaliste à la dégradation de l'économie, au renchérissement du coût de la vie, aux révoltes urbaines, au déséquilibre ethnique de la Californie (cet Etat, le plus peuplé et le plus riche de l'Union, accueille environ 1,5 million d'immigrés illégaux, et, en l'an 2 000, le "groupe hispanique" constituera plus d'un tiers de la population totale, contre 29 % actuellement) . et aux

reflète la perte de confiance du peuple des sans grades (salariés exploités, ou travailleurs précaires, ou ceux qui sont exclus du système d'intégration) vis-à-vis des élites (politiques et intellectuelles) ; c'est ainsi qu'on entend des responsables politiques nationaux, et socialistes de surcroît, prôner des solutions démagogiques au malaise des banlieues, consistant, par exemple, à recréer des emplois de serveurs d'essence pour humaniser les services et résoudre le problème du chômage ; outre que de telles solutions privent les travailleurs des avancées du progrès en matière d'amélioration des conditions de travail par l'automatisation, elles ne constituent pas la réponse souhaitée en matière d'intégration ; en effet, il serait toujours possible d'imaginer de nouvelles formes d'intégration qui consisteraient en une remise en question des rapports sociaux, des formes de représentation, des formes de redistribution, un renouvellement du rapport au travail et donc des divisions hiérarchiques..., si tout cela ne remettait pas en question les rentes politiques des gouvernants ainsi que la répartition des profits, l'organisation et les conditions de travail à l'intérieur des entreprises.

* *Le sort des populations civiles*. Les tensions et conflits générés par les nouveaux nationalismes se déchaînent prioritairement contre les populations civiles prises en otages, réprimées et expulsées sans ménagement, comme de la chair à canons, malgré qu'elles soient théoriquement protégées par les conventions et accords internationaux ; déjà, pendant la Première Guerre Mondiale, moins de 10 % des victimes étaient civiles ; pendant la Seconde, on a atteint 50 % ; aujourd'hui, du Cambodge au Liban, ou du Rwanda à l'Afghanistan, on frôle les 90 %[149] ; pour ce qui concerne la protection des populations civiles, ont été notamment édictées : les conventions de Genève de 1949, qui interdisent l'homicide intentionnel, la torture, ou les traitements inhumains lorsqu'ils touchent des blessés, des malades, des prisonniers de guerre ou des civils ; la convention IV de La Haye de

---

calamités naturelles (incendies, menaces de tremblement de terre) dont sont évidemment responsables les immigrés clandestins ; en novembre 1995, un juge fédéral américain a déclaré inconstitutionnelle cette proposition 187, la rendant ainsi inapplicable En avril 1996, en France, la commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine remettait son rapport contenant 46 propositions s'inspirant de la proposition 187 californienne.

149 Cf. UNICEF, op. cit.

1907 qui proscrit certaines méthodes de guerre comme les armes empoisonnées ou le meurtre des ennemis qui ont mis bas les armes ; la convention sur le génocide de 1948 qui prohibe les actes commis dans l'intention de "détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux" ; le statut du tribunal militaire de Nuremberg de 1945 qui a servi de base à la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies du 22 février 1993, créant le tribunal pénal international de La Haye ; toutes ces conventions sont caduques, car inapplicables dans le respect de la souveraineté des Etats nationaux (fondement de la stabilité géopolitique), ce qui empêche de poursuivre les responsables politiques, les commandants militaires ou les simples exécutants qui les auront transgressées ; en attendant, les populations civiles victimes de la guerre se retrouvent à la charge d'ONG humanitaires souvent impuissantes, mais dont la seule présence suffit à assurer la bonne conscience des populations nanties, et la reproduction du système mondial ; or, c'est ce même système qui se retrouve à l'origine de tous les déplacements, pour avoir permis aux gouvernements occidentaux de soutenir des régimes impopulaires ayant fait le lit de mouvements nationalistes fondés sur une inversion radicale des valeurs ; selon une telle logique, la libération nationaliste consistera donc à bannir, sur une vaste échelle, des populations entières sous prétexte de purification, c'est-à-dire de développement social exclusif, en produisant des réfugiés (migrants involontaires sans terres, sans toits et sans protection des lois), des génocides, et en utilisant les méthodes de répression testées par les Etats clientélistes – et notamment les emprisonnements arbitraires de caractère raciste –, reprises sur des bases religieuses ou ethniques ; toutes ces populations, expulsées du système national d'intégration et ne disposant plus que de la charité internationale pour vivre développent des stratégies de survie et doivent faire face à une déstructuration sociale qui concerne les rapports familiaux, les modes de socialisation et les formes de domination ; là, à l'intérieur des camps ou des installations de transit, l'enracinement n'existe plus, et l'identité se recompose à partir d'une dimension locale toujours provisoire.

Toutes ces manifestations de tension révèlent le lien entre les impératifs géopolitiques et la recomposition du local (c'est-à-dire de la vie quotidienne de tout le monde) ; ce lien résulte d'une division des fonctions entre différentes échelles : du local (communautés organiques,

économie clientéliste intégrée), au national (groupes mixtes, économie de redistribution, politique de régulation politique, fermeture des territoires) et au mondial (groupes transnationaux, économie privée, ouverture des frontières). C'est à l'intérieur de ce cadre territorial que peut être mise à jour la superposition de structures actives et interdépendantes de pouvoir, de domination et de socialisation ; les différentes structures qui agissent simultanément sont : *la famille* (sur un territoire local restreint), *le clan* (sur un territoire local étendu), *l'ethnie* (sur un territoire régional), *l'Etat* (sur le territoire national) et *l'entreprise* (sur un territoire multinational). Ces différentes structures peuvent cependant s'interpénétrer, comme par exemple en Corée du Sud où les 2/3 du capital des conglomérats évoqués précédemment est entre les mains des familles de leurs fondateurs ; au Mexique comme au Brésil – et en règle générale partout dans le monde où le capitalisme se développe sur la base d'une reproduction endogène des élites du sommet de la hiérarchie –, la plupart des grands groupes multinationaux sont également des affaires de famille au sein desquelles les héritiers des fondateurs pratiquent une gestion autoritaire ; la concentration des pouvoirs entre les mains des présidents de ces groupes exclut tout contrôle extérieur sur leur gestion (notamment concernant les conditions d'obtention des marchés, la politique de création des filiales et les transferts de capitaux, dispositifs à partir desquels est générée la corruption institutionnelle).

Le local reste néanmoins le premier niveau de substitution aux déficiences du national ; en effet, le rapport au mondial surgit, de plus en plus, de son origine locale, ce qui va transformer progressivement le rôle de l'Etat ainsi que la nature des politiques d'intégration mises en œuvre, car si les nations produisaient de l'intégration séparée, le local risque de privilégier l'intégration exclusive, renforçant ainsi les tendances discriminatoires ou racistes du système et donc les velléités d'insurrection. Dans un tel contexte, la tension territorialisée pourrait se diffuser chaque jour davantage, et aboutir à un état de tension permanente du système, facilité par les comportements extrêmes que sont l'implosion-atomisation sociale d'un côté, et l'explosion-répression sociale de l'autre.

En outre, les stratégies des acteurs de contre-développement, parce qu'elles entretiennent – et favorisent la multiplication – des économies souterraines et des foyers d'insurrection, pose le rapport entre caciquisme, clientélisme et violence comme un nœud central d'interprétation et d'anticipation des tendances ; l'analyse incite donc à

prévoir que la non-pacification des rapports sociaux risque de déboucher, à terme, sur une remise en cause de la stabilité politique et géopolitique des deux côtés de la frontière nord.

CATÉGORISATION DES DIFFÉRENTS MODÈLES D'ÉTATS CLIENTÉLISTES

MODÈLES D'ÉTATS CLIENTÉLISTES	SYSTÈME POLITIQUE : l'action collective et la représentation par l'exercice du pouvoir et de la domination (dans la Cité)	SYSTÈME ÉCONOMIQUE : régime d'accumulation et rapports d'exploitation (dans le travail)	SYSTÈME GLOBAL : rapports sociaux, économiques et politiques et modes de socialisation	MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT
ÉTAT BRIGAND PATERNALISTE OU MAFIEUX	**Etat paternaliste** (Etat sans loi, guerrier, visant l'accumulation de conquêtes territoriales, redistribution excluante)	capitalisme sauvage (prédation instituée, système bienveillant et autoritaire face aux populations asservies et endettées),	Esclavagisme colonialiste (1) (sur bases claniques régionales), assimilation arbitraire ou exclusion des groupes dominés	basé sur la constitution d'oligarchies économiques qui contrôlent les activités regionales (formelles et souterraines)
	Système paternaliste marginal → imbrication centre-marges, confusion du formel et du souterrain			
ÉTAT NATIONAL-POPULISTE BUREAUCRATIQUE (1950-1980)	**Etat clientéliste populiste** (Etat de lois/hors la loi, arbitraire, centralisé et avec redistribution sélective et elargie)	Capitalisme de rentes sélectives (protectionniste, corporatiste, à tendance patemaliste)	Populisme bureaucratique (2) (sur bases identitaires nationalistes), assimilation arbitraire ou intégration républicaine	basé sur la substitution des importations, et l'essor relatif des services publics (par l'Etat, à partir du centre et des marges internes)
	Système populiste marginal (hors la loi, soumis à répression sélective, et avec redistribution ponctuelle socialisante)	Capitalisme de rentes illégales (blanchiment et recyclage dans l'économie légale)	Communautarisme familial et ethnique contrôlé par bandes organisées, clans familiaux et/ou mafias criminelles	développement de substitution (à partir des marges externes), complémentarité centre-marges
ÉTAT RÉGIONAL-LIBÉRAL (à partir des années 1980)	**Etat clientéliste libéral** (Etat de droit sélectif, autoritaire, pluraliste et avec redistribution excluante et élitiste)	Capitalisme de monopoles (internationalisation, déréglementations, flexibilisation, précarisation)	Libéral-autoritaire (3) ou Libéral-démocratique décomposé en - libéralisme chrétien (4) - libéralisme social (5) - socialisme libéral (6), séparation ou exclusion	basé sur la croissance par l'investissement, et la régulation du marché ouvert à la concurrence privée (par les entrepreneurs)
	Système libéral marginal (sans loi, arbitraire, et avec redistribution excluante et captive)	Capitalisme de rentes illégales (patemaliste, avec blanchiment et recyclage dans l'économie légale)	Communautarisme à tendance mafieuse (sur bases identitaires religieuses, ethniques, raciales)	développement de substitution (à partir des marges externes), perméabilité centre-marges

1/ la plupart des pays arabes, le Pakistan, la Bielorussie, les pays de l'ex-Yougoslavie, les autocraties africaines et les pays aussi démesurément ingouvernables que la Russie, le Nigéria, l'Indonésie, l'Inde et le Brésil qui se trouvent dans une phase plus ou moins durable, mêlant paternalisme, nationalisme et libéralisme à différents niveaux territoriaux

2/ les anciennes dictatures militaires d'Amérique latine, les pays du bloc communiste d'avant 1989, la France de de Gaulle, le PRI d'avant 1988

3/ dans des proportions variables, le PRI mexicain depuis 1988, l'Argentine, "les dragons" asiatiques, les économies socialistes de marché (Chine, Vietnam)

4/ le PAN mexicain ou la Pologne de Lech Walesa

5/ l'Angleterre de Thatcher, l'Allemagne de Kohl, les pays nord-américains de tradition démocratique

6/ la France de François Mitterrand ou l'Espagne de Felipe Gonzalez, les pays d'Europe de l'Est dirigés par d'anciens membres du parti communiste métamorphosés en sociaux-démocrates (la différence entre les régimes d'Europe de l'Ouest et ceux de l'Est se trouvant dans le degré de pénétration des systèmes par les acteurs marginaux)

CONCLUSION

L'analyse du *système global* mexicain a permis d'établir certains des fondements, des méthodes, des caractéristiques, des conséquences et des limites d'un système d'intégration des marges criminelles liées aux activités souterraines du trafic de drogue. Une question demeure pendante : les trafiquants de drogue peuvent-ils être considérés comme des acteurs du système global d'intégration qui infléchirait l'orientation de celui-ci ? Il faut d'abord remarquer qu'ils disposent de la conscience et des moyens collectifs (en s'associant entre eux, et en s'associant aux dirigeants des groupes institutionnels établis) de participer, sinon au pouvoir d'Etat, mais du moins à la domination locale qui leur est concédée sur une grande partie du territoire et du corps social ; se retrouvent ainsi impliqués, par cette domination, leurs clientèles sociales marginales qui leur sont captives, et certains membres de professions qui puisent en eux une proportion importante des richesses qu'ils accumulent (paysans, banquiers, policiers, avocats...) ; il ne fait aucun doute que les narco-trafiquants ont la conscience collective d'influer, à travers leurs clientèles sociales, professionnelles et institutionnelles, sur le développement du système. Par ailleurs, ils ne semblent pas porteurs d'un projet politique de changement du système ; au contraire : leurs activités se grefferaient plutôt sur un système libéral grâce auquel sont intégrés, de plus en plus, les bénéfices captés d'une manière illicite, ce qui permet de dynamiser la croissance économique et d'éviter une dérive *mafieuse* issue des marges ; les narco-trafiquants auraient donc tout intérêt à la reproduction d'un système politique dont ils sont partie prenante en ce que, de part et d'autre, en est retiré un profit mutuel. Mais, par contre, les narco-trafiquants participent d'un processus d'innovation politique et

sociale, en ce qu'ils fournissent (en acte ou en exemple) un mode d'expression et d'insertion aux exclus du système, contribuant à la création de nouvelles valeurs, de nouvelles normes, de nouvelles pratiques, de nouveaux rapports sociaux et d'une nouvelle forme de redistribution des rapports de domination ; bien que ce caractère innovateur renforce la tendance à l'implosion sociale et au déficit de démocratie, il n'en demeure pas moins porteur d'un changement du système global d'une part à travers la généralisation des formes du capitalisme sauvage (autant au centre qu'à la périphérie), et, d'autre part, en ce que les élites compromises risquent d'y perdre de plus en plus de légitimité, et le système libéral, de plus en plus de productivité..., à terme. En ce sens, malgré eux et partiellement, les narco-trafiquants peuvent être définis comme des acteurs politiques et sociaux qui créent les conditions – à travers les associations d'intégration auxquelles ils appartiennent – de précipiter un changement du système global.

Une analyse comparée du système politique et du système d'organisation du trafic de drogue a donc permis de comprendre comment s'infiltrent les acteurs de la marge au sein du système politique local, mais surtout comment ils sont institutionnellement intégrés, c'est-à-dire contenus, contrôlés et récupérés par un système global (le Parti-Etat central et libéral) qui est plus fort qu'eux. Désormais, il devient possible de concevoir le trafic de drogue – au Mexique comme ailleurs – par delà l'opposition entre le légal et l'illégal, opposition formelle à partir de laquelle a été forgée l'opposition morale entre les méchants (narcos du Sud) et les bons (ceux du Nord qui les subissent ou les combattent) En faisant dériver les activités liées au trafic de drogue d'un processus politique d'intégration tolérée des marges qui concourt à la reproduction de rapports de pouvoir et de domination de type clientélistes et/ou à la préservation de rapports sociaux de dépendance par l'introduction d'un mode de développement de substitution, la compréhension de ce phénomène devient autrement plus féconde car le narco n'est plus isolé mais intégré dans une chaîne de causalités dont il est le produit. A partir de là, il devient logique d'affirmer que les narcos sont *utiles* à la reproduction d'un système clientéliste (traditionnel ou libéral) qu'ils contribuent à rendre *dynamique* ; en effet, ils permettent, d'une part d'alimenter une oligarchie dominante et prédatrice, et d'autre part d'assurer sa reproduction en fournissant les moyens nécessaires qui compensent les effets d'inégalité et d'exclusion par un développement de substitution à la marge sociale du système. A l'inverse, cela signifie qu'il

est vain de combattre les narcos sans toucher le système qui les a générés. D'un autre côté, il devient évident que, même si les narco-trafiquants doivent agir en toute autonomie du système politique – à travers une concession incertaine rendant leur avenir aléatoire, mais leur permettant de s'identifier à des capitalistes conquérants avec qui ils ont en commun une prise de position anti-étatique et une prise de risque extrême –, ils ne peuvent empêcher que le système politique agisse sur eux en les rackettant et en les combattant simultanément. Par contre, c'est lorsque le système politique ne parvient plus à réguler les relations entre les différents clans qui le composent, que les relations du système global avec les narco-trafiquants se détériorent, et que ces derniers sont en mesure d'infléchir le système politique (en jouant un clan contre un autre). La corruption (issue des marges) constitue dès lors la porte d'entrée dans le système politique, qui peut transformer des rapports de force entre partenaires rivaux en narco-relations de pouvoir lorsque le système politique n'est plus en mesure de contrôler le développement de ses marges et d'en tirer directement profit par *l'extorsion* (issue du centre du système).

En outre, le cas mexicain a révélé qu'un tel processus, qui est dirigé depuis le centre du système ne peut être contrarié par une alternance politique au niveau régional ; en effet, le pouvoir régional ne dispose ni des moyens de contrôler les relations locales ni des compétences pour infléchir structurellement le pouvoir fédéral. Telle est la raison pour laquelle la transition démocratique, si elle débouche sur *une alternance*, ne constitue pas *une alternative* de changement susceptible de mettre fin à l'Etat clientéliste. Seul un véritable changement concernant les structures économiques, politiques et sociales pourrait conduire à une alternative réelle. Dans la situation actuelle que connaît l'Etat du Chihuahua, il s'agirait plutôt d'une alternance idéologique destinée à pacifier les rapports sociaux régionaux, et à redonner une virginité libérale au PRI ; ce programme démocratique, développé conjointement par le PAN et le PRI, aurait pour fonction de voiler le véritable fonctionnement du système à sa marge, où les alliances et les conflits de pouvoir entre clans sont susceptibles de remettre en cause la stabilité politique du système global. Encore une fois, il convient de remarquer qu'une alternance régionale s'avère insuffisante pour changer des pratiques de pouvoir au niveau national qui ont permis l'actuelle imbrication entre le système légal (politique, économique, financier) et l'économie souter-

raine. En effet, des trois pilliers de tout système global : le politique, l'institutionnel et l'économique, c'est le niveau institutionnel qui paraît le plus vulnérable à la corruption, dans un système d'Etat clientéliste – les deux autres pouvant être solidairement liés, grâce aux oligarchies pré-constituées, pour contrôler le développement des marges et en tirer profit. Telle est la raison pour laquelle les institutions résistent à l'alternance politique si celle-ci ne remet pas en cause, au niveau global (national ou/et mondial), les fondements clientélistes des systèmes politiques.

En fait, il ne semble pas possible non plus d'envisager une réelle alternance politique sans modifier les modes de redistribution des richesses. Or, ni la conjoncture internationale ni la structure du système politique mexicain ne semblent favoriser un tel changement. En effet, historiquement (depuis les années 1940), la répartition des fonctions entre les trois secteurs – privé (les entreprises), public (l'Etat) et social (les syndicats) – a donné un rôle prédominant à l'Etat pour impulser le développement au bénéfice des secteurs privé et social ; ainsi ont été mises en œuvre les différentes politiques d'éducation, de santé et de construction d'infrastructures. Un tel modèle ne contraignait pas le secteur privé à répartir une partie de ses bénéfices à la société puisque c'était à l'Etat qu'était dévolue cette fonction de répondre aux demandes du secteur social (ouvriers, paysans, classes moyennes, armée, secteur culturel, entrepreneurs dépendants des marchés publics) – le secteur privé était, en fait, un appendice du capital international pour ce qui est de ses branches les plus compétitives, et un appendice du secteur public pour les autres branches qui ne connaissaient une croissance qu'en fonction de la demande publique. Confronté à toutes ces demandes qu'il ne pouvait satisfaire, l'Etat s'est donc trouvé débordé par le social. Trois solutions ont jusqu'à présent été appliquées pour remédier aux insuffisances de l'Etat redistributeur :

* *les dictatures militaires*, qui muselaient les demandes sociales et étaient censées dynamiser le secteur privé ;
* *le néo-libéralisme*, qui devait permettre à l'Etat de se désengager du secteur social, et de contractualiser les relations de travail entre le secteur privé et un secteur social régénéré (soutenant les politiques industrielles basées sur la flexibilité des entreprises et la précarité de l'emploi) ; une telle politique, outre qu'elle n'a pu empêcher le pillage des richesses par les grands rentiers traditionnels du système, a certes

permis de créer de nouvelles richesses, mais n'a pas débouché sur une meilleure redistribution de celles-ci ; au contraire : d'un côté les nouvelles richesses ont été captées et transformées en nouveaux monopoles, et de l'autre la pauvreté s'est accrue à cause du désengagement de l'Etat du secteur social local ,

* *la consolidation du secteur souterrain*, comme alternative locale aux insuffisances de l'Etat clientéliste et possibilité de captation de nouvelles rentes, pour les responsables de l'Etat.

Mais la redistribution par la marge, si elle permet d'amortir la crise, ne débouche sur aucune résolution de celle-ci. En effet, le narco-système est le reflet du système global : il reproduit les structures de l'Etat clientéliste, et l'appropriation privée des bénéfices qui en résulte produit, au mieux, de la *croissance sans développement* (dans les pays du Nord qui blanchissent, dans les pays du Sud où une partie de l'argent est réinvestie dans les privatisations), au pire de l'*ostentation sans développement*. Le narco-système ne crée pas LA richesse ; il produit une richesse parmi d'autres. C'est ainsi que, au sein d'un Etat clientéliste, les bénéfices de la drogue ne résoudront pas la crise ; ils la tempèreront, en donnant quelques moyens supplémentaires pour reproduire des inégalités préexistantes.

En fait, l'évolution du système libéral montre bien que ce qui constitue sa limite fondamentale réside dans un problème de redistribution : d'un côté de l'emploi et des activités de chacun, de l'autre des richesses (nationales) de tous. Or, l'Etat apparaît de moins en moins comme le canal par lequel passe cette redistribution, qu'il s'agisse de l'Etat financièrement comprimé des pays du Nord, ou de l'Etat objet de prédations privées dans les pays du Sud. Il ne fait aucun doute que, dans le cas d'étude présent, l'Etat a tendance à se décharger sur les acteurs et les activités de l'économie souterraine, pour dégager un minimum de redistribution financière à la marge..., tandis que la plus grande part de cette redistribution est captée par le centre, mais sans pour autant être canalisée vers le renflouement des caisses de l'Etat ; il s'agit donc d'une redistribution par – et pour – le privé. C'est ainsi que se trouve réduit le montant des financements affectés aux politiques sociales ou aux services publics. Pour justifier les coupes opérées, tout ce qui relève du public (entreprises, services, fonctionnaires eux-mêmes) est présenté comme déficitaire, mais en réalité – excepté les cas de mauvaise gestion ou de détournements des fonds publics de la part des dirigeants politiques

comme ce fut le cas, par exemple, au Mexique où une décision politique avait permis d'affecter les fonds des caisses de retraite à la construction (structurellement génératrice de corruption et de détournements par les entreprises du BTP) de salles de théâtre, de centres de tourisme social et d'hôpitaux publics qui sont de véritables mouroirs pour les pauvres, car ils ne disposent ni du matériel ni du personnel compétent pour assurer la demande de soins – l'alternative demeure concevable que l'Etat opère une ponction supplémentaire sur les fruits de la croissance, afin de répartir ceux-ci vers la généralisation des systèmes publics de protection sociale, et le développement de services publics générateurs d'emplois et d'intégration sociale. Or, l'application des politiques clientélistes libérales a plutôt orienté le système vers la concession des services publics aux entrepreneurs privés, afin que ceux-ci les rendent plus performants (en les modernisant) et plus rentables (en augmentant le tarif des prestations), mais davantage restrictifs pour des groupes sociaux qui, parce qu'ils ne disposent pas des ressources suffisantes, se retrouvent rejetés des services publics, ce qui accroît encore plus leur marginalisation ; et les bénéfices de ces concessions n'iront pas grossir les finances publiques, afin de rendre plus égalitaires les services publics restants, mais ils seront presque exclusivement captés par les entrepreneurs privés (le plus souvent alliés des notables politiques locaux et nationaux). C'est sur la base de telles privatisations que se sont construits, au Mexique comme ailleurs, les grands groupes nationaux et multi-nationaux porteurs de croissance – parce qu'ils disposent de l'appareil industriel modernisé, compétitif (notamment le secteur des industries d'exportation) et qui dégage le plus de bénéfices –, et ayant contribué à la baisse de l'inflation, mais sans générer un surcroît de développement.

Le système libéral-démocratique est donc porteur, en lui-même, d'une survivance des modes clientélistes de gouvernement et de redistribution des richesses. Certes, la concentration des richesses par le haut a précipité une recomposition des rapports clientélistes traditionnels, mais le mode d'accaparement des richesses reste le même : le groupe qui contrôle le gouvernement se distribue, comme naguère, les postes de pouvoir, les fruits des privatisations et les leviers de la corruption institutionnelle. Grâce à l'application des politiques libérales, les grands caciques ont pu s'enrichir rapidement, en spéculant, en bradant les ressources naturelles de leur pays, en rachetant les entreprises d'Etat rentables privatisées et en alimentant de leurs profits leurs comptes à l'étranger ; pour eux, l'ouverture des frontières, la concurrence internatio-

nale, les déréglementations ne sont nullement synonymes d'alternative démocratique, mais, simplement d'une occasion à saisir d'accroître leurs profits ; le seul aspect qui les intéresse dans la démocratisation, c'est la possibilité de réduire certaines procédures bureaucratiques dont le contournement par la corruption représentait une charge qui grévait leurs profits, mais ils demeurent réfractaires, du fait qu'ils appartiennent à une classe sociale protégée, aux politiques qui visent la promotion de l'Etat de droit, la séparation des pouvoirs, le respect des droits de l'homme. Quant aux caciques locaux, ils continuent à gouverner en autocrates leurs territoires ou leurs entreprises ; simplement l'affaiblissement de l'Etat et le tarissement de la redistribution par le haut leur aura permis de gagner en autonomie ce qu'ils ont perdu en reconnaissance ; dorénavant leur pouvoir peut s'accroître puisqu'ils sont de moins en moins sous la coupe du parti ou des institutions d'Etat qui opéraient naguère un minimum de régulation. A tous les niveaux, la corruption est encore le moyen privilégié de l'enrichissement ; elle se développe d'autant plus facilement en système libéral qu'elle constitue une méthode informelle de privatisation de la fonction publique ; l'Etat peut ainsi compenser son manque de moyens financiers en tolérant ces pratiques illégales qui, par ailleurs remettent en question toute revendication démocratique et légitiment la criminilisation ainsi que la militarisation (ou le recours à des solutions politiques nationalistes ou de type fondamentalisme religieux) des sociétés qui sont confrontées à cette banalisation de comportements marginaux. En effet, il n'y a aucune raison pour que la corruption se limite au racket quotidien et que les petits ou grands caciques institutionnels n'aillent pas chercher, plus loin dans la marge, de nouvelles sources d'enrichissement illégal là où elles sont le plus lucratives, c'est-à dire en liaison avec les activités criminelles liées au trafic de drogue. La corruption n'est donc pas un simple moyen de survie ; elle apparaît comme une stucture politique de reproduction des pouvoirs clientélistes ainsi que comme une forme dominante d'accumulation de capital.

C'est ainsi que peuvent donc se reproduirent les clientèles qui, pour compenser la diminution de la redistribution publique, se sont étendues à certaines *marges externes*, elles-mêmes privatisées par une autre catégorie d'entrepreneurs : les acteurs de l'économie souterraine. Maintenant, l'intégration de ces marges externes autrement que par les activités souterraines n'est concevable que par une pression politique de la base, qui déciderait l'Etat à user de sa capacité de régulation politique afin de faire fléchir les acteurs de la croissance dans le sens d'une

redistribution plus équitable de leurs bénéfices – et notamment en les contraignant à participer à l'insertion professionnelle des jeunes déclassés qui constituent la partie de la population la plus vulnérable aux sirènes de la marge, et la plus fragilisée par les phénomènes d'implosion sociale.

Le modèle libéral-monétariste a donc favorisé cette dissociation entre l'économique et le social – qui se manifeste par la rigidité des politiques salariales et de l'emploi –, présentée comme une condition temporaire à la mise en compétitivité des entreprises. L'insertion au marché mondial, sous l'effet de la globalisation, a contribué à généraliser ces stratégies, non seulement à tous les pays, mais également à tous les secteurs d'activité. Il en est résulté la généralisation d'un sous-développement, impulsé par les entreprises du secteur formel compétitif, dont les dirigeants ont décidé les gouvernements à adopter des législations de déréglementation du marché du travail ainsi que de flexibilisation des salaires ; le cadre politique de l'entreprise mondiale était, dès lors, circonscrit. Il ne restait plus à la charge de l'Etat qu'à *gérer* la précarité, la paupérisation croissante et la fragmentation sociale qui en ont résulté. C'est ainsi que la régulation politique de l'Etat, démuni financièrement, s'est limitée à user des trois moyens qui restaient à la disposition de ses dirigeants : le laisser-faire vis-à-vis des entrepreneurs du domaine privé légal, la compromission envers les dominants du souterrain, et la répression vis-à-vis des dominés de la marge. Dans tous les cas de figure, le système va donc chercher à se reproduire par une augmentation de la violence à la fois au niveau central, par une militarisation croissante destinée à contenir les marges, mais également au niveau local, à cause de la compromission des caciques avec les acteurs de ces marges.

Le système d'intégration des marges souterraines, tel qu'il est pratiqué au Mexique (et dans de nombreux narco-Etats) apparaît, en fait, comme le produit d'un *développement de substitution* qui remet en cause le rôle de l'Etat : de la même manière que les activités liées à la drogue (culture, trafic, recyclage) procurent aux populations concernées des moyens de subsistance à la place des entreprises dont c'est la fonction, les associations (ONG humanitaires, associations de quartier...) deviennent des substituts de l'Etat qui ne dispose plus des ressources suffisantes pour mettre en œuvre des services publics efficients ou développer des politiques sociales correctement ciblées. Un tel désengagement de l'Etat, dans des systèmes politiques où le clientélisme est encore fortement actif, aura tendance à pervertir les modes de représentation : plus les marges

se développeront en étant intégrées au système, plus seront affaiblies les revendications démocratiques, car les caciques locaux auront tendance à se retourner contre leur base sociale traditionnelle, en se mettant au service des narco-trafiquants qu'ils protègeront. Dès lors, les formes de socialisation se retrouveront elles-mêmes perverties par la banalisation de la violence et le nouvel usage d'une corruption qui – alors qu'elle permettait naguère d'assurer un complément de salaire aux caciques locaux et aux fonctionnaires – est désormais récupérée et détournée au service d'une autre fin : la protection des trafics criminels, ainsi que l'enrichissement personnel à grande échelle des représentants alliés des clans politiques et criminels. En fait, le système clientéliste marginal permet de revitaliser certaines méthodes d'exercice du pouvoir, liées à l'Etat clientéliste populiste (l'encadrement social par les caciques, la pratique de la corruption et l'usage de la violence), tout en déchargeant l'Etat clientéliste libéral sur son flanc politique ; en effet, les régimes démocratiques, qui sont théoriquement associés au libéralisme économique, ne pourront durablement se développer dans le cadre d'Etats qui demeurent clientélistes. C'est ainsi que le système libéral-démocratique se trouve structurellement perverti, dans des pays dépourvus de traditions historiques démocratiques, et ceci des trois côtés suivants :

* *politiquement*, par la persistance de méthodes de pouvoir et de domination relevant du clientélisme populiste, ce qui implique la mise en œuvre de décisions politiques d'une manière de plus en plus autoritaire, afin de contenir la contestation individuelle et sociale d'un système libéral de captation sans redistribution ;
* *économiquement*, par l'expansion du système clientéliste marginal qui vise la création de nouvelles richesses à partir des activités souterraines illégales – mais intégrées au système libéral –, car ces dernières ne constituent qu'une solution partielle (elles contribuent à accentuer les phénomènes d'implosion sociale) et limitée (elles ne concernent que les populations captives des *maîtres du souterrain*), face au problème de la captation sans redistribution ; mais elles ont l'avantage de favoriser un développement de substitution qui préserve le statut quo ;
* *juridiquement*, car le fait de légiférer ne semble pas suffisant pour désamorcer sectoriellement le blanchiment de l'argent sale (provenant du trafic de drogue, par exemple) ; en effet, la cause de la prolifération des activités souterraines réside d'abord dans leur rentabilité et dans la capacité de leurs promoteurs à utiliser tous les passe-droits d'une corruption institutionnelle qui est intrinsèquement liée à la culture de

l'Etat clientéliste ; c'est ainsi qu'il ne sert à rien de (sur)légiférer – d'ailleurs, la plupart du temps, les lois existent déjà – contre le blanchiment de l'argent de la drogue si la loi n'est appliquée qu'avec discrimination, en vue de la reproduction du pouvoir des élites, si la répression ne concerne pas simultanément la grande corruption, c'est-à dire l'évasion fiscale, les trafics d'influence... et si la même législation n'est pas étendue en même temps à une échelle internationale, et notamment aux paradis fiscaux.

Le système libéral-démocratique pourrait donc être caractérisé comme un système bâtard dont l'objet *démocratique* affiché ne s'applique, en fait, qu'aux membres d'une élite (plus ou moins large, selon l'existence ou non d'une classe moyenne qui bénéficie d'une redistribution relative) intégrée au centre, tandis que se trouvent voilées d'un côté l'activation permanente de méthodes politiques relevant du clientélisme, et de l'autre, le développement de marges externes soumises à l'arbitraire des maîtres du souterrain, et à l'autoritarisme croissant des institutions répressives de l'Etat. Dans cette perspective, l'intégration – autoritaire et corruptrice par la loi, ou arbitraire par les représentants des marges externes – devient incompatible avec une démocratisation qui reste, dès lors, un *vœu idéologique*, surtout dans les pays du sud où la classe moyenne (soit affaiblie, soit inexistante, soit rendue précaire) ne peut même pas porter une revendication démocratique que, par ailleurs, elle souhaiterait capter à son seul profit. A ce sujet, il est instructif de noter, au Mexique, l'engouement des classes moyennes modernistes pour le PAN, alors que, dans le même temps, ses membres méprisaient, de toute leur force morale, le soulèvement indigène du Chiapas.

Il en résulte une évidence : *la régulation politique venant d'un système clientéliste ne peut s'effectuer que d'une manière clientéliste*, c'est-à dire en privilégiant la répression sociale (par la promotion de la violence, de la corruption, du caciquisme arbitraire et d'un libéralisme sauvage de rentes sélectives, de monopoles exclusifs ou de rentes illégales) au détriment de la redistribution (politique, par la participation sociale, la réhabilitation des services publics et l'instauration d'une justice égalitaire ; économique, par la répartition équitable des bénéfices de la croissance, l'intégration par l'emploi, et la promotion de certaines activités d'intérêt public qui permettraient de renouer un lien social de proximité).

Maintenant, le miracle libéral mexicain, qui était attesté par la reconnaissance des marchés internationaux, s'est évaporé depuis le 20 décembre 1994. L'ouverture des frontières a provoqué un déferlement d'importations qui a lui-même engendré la faillite d'une grande partie de l'agriculture, et d'une multitude d'entreprises petites et moyennes qui n'ont pas été soutenues par un secteur bancaire privatisé et intéressé prioritairement par les opérations spéculatives. Aujourd'hui, les capitaux internationaux ont déserté le Mexique après l'avoir pillé ; les banques sont asphyxiées par manque de trésorerie et faute de possibilité de recouvrement des crédits. Les conséquences économiques et sociales de cette crise sont lourdes pour l'avenir : la mise entre parenthèses des programmes sociaux, afin de diriger l'aide financière internationale vers le paiement de la dette, pourrait précipiter non seulement l'éclatement de l'économie nationale, mais également l'éclatement du système politique. Quant aux conséquences sociales, elles sont classiquement prévisibles : augmentation de la délinquance dans les classes populaires, augmentation de la corruption dans les classes hautes et moyennes, risques de soulèvements sociaux régionaux dans les Etas les plus pauvres, recrudescence de la répression et du pouvoir de l'armée et de la police, et enfin, accroissement de la domination et de l'influence des acteurs marginaux, responsables des économies souterraines intégrées. De ce point de vue, la délinquance du pauvre et la corruption du riche (ou du moins de celui qui dispose d'un statut lié à l'application de la loi ou des réglementations) apparaissent comme les deux formes les plus courantes de la redistribution informelle privée.

L'avenir du PRI résidera dans sa capacité de rétention des bénéfices de la drogue (au risque d'implosion du parti, à force de laisser-faire la collusion entre groupes politiques et clans criminels, avec de plus en plus de difficulté à établir une régulation centrale), mais également dans les politiques de création et de redistribution des richesses. Le PRI saura-t-il retrouver une nouvelle dynamique clientéliste qui évite l'écueil du pillage par les rentiers du système ? Ces derniers accepteront-ils de se délester d'une partie de leur rente ou résisteront-ils et s'emploieront-ils à déstabiliser le système global en faisant jouer la force de leurs alliés de la marge ? D'un côté, l'Etat clientéliste ne semble pas prêt de s'éteindre car jusqu'à présent, aucune alternative réelle, de la part des partis d'opposition n'a été proposée, ni au niveau régional ni au niveau national, afin d'aboutir à un consensus sur une nouvelle redistribution des richesses et des revenus. Mais d'un autre côté, le système clientéliste est confronté

à certaines limites qui rendent la corruption institutionnelle de plus en plus sélective et centralisée, favorisant l'enrichissement personnel au sommet de la hiérarchie, au détriment d'une corruption traditionnelle qui apparaissait davantage démocratique en ce qu'elle débouchait sur une plus grande redistribution à la base, devant servir à l'entretien des clientèles ; maintenant, le système craque à la base car il ne redistribue plus suffisamment – même d'une manière inégalitaire –, ni de la part des bénéficiaires exclusifs de l'Etat clientéliste libéral, ni de la part des organisations souterraines captives et non directement productives.

Dans l'état actuel des rapports économiques internationaux, une canalisation sociale des bénéfices produits par les activités souterraines intégrées semble la principale alternative porteuse de changements potentiels à la disposition du pouvoir. Et seul un parti d'expérience de gouvernement paraît en mesure d'assumer ce défi, à condition qu'il se décide à rompre avec un modèle clientéliste reproducteur d'inégalités "rentières" de plus en plus exclusives, et qu'il soit capable d'assurer le monopole des relations avec les narco-trafiquants – afin que diminue la violence liée aux rivalités entre les différentes *mafias politiques* associées aux différentes organisations de la drogue. En attendant, la dépénalisation unilatérale de la culture, de la vente et de la consommation de cannabis pourrait déjà apparaître comme une mesure susceptible de faire tomber une partie de la pression criminelle au Mexique. Mais il est fort probable qu'aucune légalisation, aussi timide soit-elle, ne verra le jour pendant bien longtemps sur le continent américain, et le gouvernement des Etats-Unis saura trouver les moyens de pression appropriés afin de l'empêcher. En effet, mis à part l'augmentation des coûts financiers que la dépénalisation de la consommation de drogue provoquerait dans les budgets des politiques de santé publique de par le risque d'accroissement de la consommation – une telle implication reste d'ailleurs à prouver, *le mal* n'étant pas en-soi la drogue, mais les raisons sociales qui poussent à sa consommation –, il faut en outre mentionner le manque à gagner que constituerait cette légalisation au sein du système bancaire international – et notamment vis-à-vis des Etats-Unis et du Mexique, les deux pays profitant le plus avantageusement du blanchiment – qui serait inévitablement affecté par la baisse des cours qui en résulterait. De plus, l'interventionnisme de certains pays du Nord dans les affaires des pays du Sud ne pourrait plus être justifié par aucune croisade *anti-barbares*, sous prétexte de lutter contre une origine du mal qui se trouve, en fait, au niveau du modèle de société qui abrite la demande.

Peut-être qu'un jour, on découvrira que deux anciens présidents qui auraient bien aimé pouvoir continuer à contrôler les affaires publiques de leurs pays respectifs et voisins, s'étaient entendus pour canaliser les bénéfices des organisations de la drogue vers le soutien à leurs économies fortement touchées par la crise. Et peut-être même qu'un jour, on découvrira également que certains gouvernements s'accommodaient très bien de la consommation de drogue dans les quartiers défavorisés ; en effet, celle-ci leur permettait de convertir une question politique de société en problème de sécurité publique légitimant une répression contre certains groupes défavorisés qui n'auraient pu, de toutes manières, être intégrés dans le nouveau monde libéral. Par voie de conséquence, se trouvait ainsi désamorcée toute contestation politique radicale de l'ordre établi, en réservant aux exclus l'enfermement soit dans les paradis artificiels, soit dans les ghettos urbains, soit dans les prisons, selon leur degré de dangerosité face à la "nécessaire" reproduction du système dominant ; et pour alimenter les paradis artificiels, il faut bien que l'Etat – à travers les gouvernants et leurs exécutants qui contrôlent certaines institutions clefs – tolèrent les trafiquants de drogue et les emprisonnent le jour où leur puissance sociale de feu contrarie le jeu du pouvoir politique légitime. Le cas mexicain révèle que cette tolérance signifie l'intégration des trafiquants au système, et non leur infiltration à l'insu des représentants du pouvoir. Le cas mexicain montre également que *la guerre contre la drogue* est une farce qui consiste moins à éliminer le "péril" qu'est supposé représenter la drogue qu'à donner aux peuples civilisés un exutoire de substitution face à la disparition de la menace communiste ; de plus, ce "danger" permet de légitimer la perpétuation de régimes policiers et la domination, sur la société, d'un Etat clientéliste qui se manifeste à travers certaines institutions d'Etat (armée, police, pouvoir judiciaire arbitraire), certains représentants de l'Etat (caciques petits et grands) et certaines méthodes de gouvernement (notamment, l'usage de la violence et de la corruption).

En attendant, ainsi que cette analyse avait pour but de le montrer, ce n'est pas la loi qui détermine ce qui peut se faire ou ce qui sera transgressé, mais plutôt le statut des acteurs qui, face à la loi, disposent de suffisamment d'influence et de pouvoir pour développer des stratégies illégales tolérées qui leur permettront d'acquérir ou de sauvegarder leurs intérêts de groupe. D'autre part, il semble maintenant évident que l'activité illégale liée à la drogue n'implique pas une simple confrontation entre les représentants de la loi et les individus qui la transgressent, mais

que l'importance des enjeux (et notamment ceux liés à l'appropriation des profits en échange d'une protection institutionnelle) aboutit à toutes sortes de compromissions entre acteurs *dans et hors* la loi ainsi qu'à une confusion entre les sphères privé et publique. Sur de telles bases, le problème de la drogue ne se trouvera donc pas résolu par un accroissement de la répression – qui aura pour conséquences une recrudescence de la violence institutionnelle et sociale ainsi qu'une hausse des prix non seulement de la corruption, mais également de la marchandise (et donc une augmentation des bénéfices des trafiquants et des banquiers) – car il ne s'agit pas d'un problème militaire ou policier, mais d'une question politique, de politique économique et de politique sociale... du côté nord, comme du côté sud de la frontière nord.

BIBLIOGRAPHIE CONCERNANT

LE TRAFIC DE DROGUE ET SON ENVIRONNEMENT

(1) Ouvrages.

Alba Vega (C), *El Empresariado Mexicano ante el Acuerdo de Libre Commercio con Norteamérica*, in Publication de El Colegio de México, 1991.

Aguayo (S) et Bagley (B M), *En Busca de la Seguridad perdida : aproximaciones a la seguridad nacional mexicana*, México, Siglo XXI, 1990.

Alvarado (M), *La Tarahumara : una tierra herida*, Talleres Gráficos de Estado de Chihuahua, 1996.

Archambault (E) et Greffe (X.), *L'Economie non officielle*, Paris, La Découverte, 1984

Arlacchi (P.), *Mafia & Cies : l'éthique mafiosa et l'esprit du capitalisme*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1986

Astorga (L A.), *Mitologia del "narcotraficante"*, México, UNAM / Plaza y Valdes, 1995.

Augé (M.), *Théorie des Pouvoirs et Idéologie*, Paris, Hermann, 1975.

Aziz Nassif (A), *Chihuahua : historia de una alternativa*, Mexico, Editiones La Jornada, 1994

Bachmann (C) et Coppel (A), *Le Dragon Domestique : deux siècles de relations étranges entre l'Occident et la drogue*, Paris, Albin Michel, 1989

Badie (B.), *L'Etat importé*, Paris, Fayard, 1992

Barel (Y.), *La Reproduction sociale : systèmes vivants, invariance et changements*, Paris, Anthropos, 1973

Barret-Kriegel (B), *Les Chemins de l'Etat*, Paris, Calmann-Lévy, 1986

Baudrillard (J), *L'Illusion de la Fin ou la grève des évènements*, Paris, Editions Galilée, 1992

Bayart (J -F), *L'Etat en Afrique, la Politique du Ventre*, Paris, Fayard, 1989

Beblawi (H) et Luciani (G), *The Rentier State*, Londres, Croom Helm, 1987

Begag (A) et Delorme (C.), *Quartiers sensibles*, Paris, Editions du Seuil, 1994.

Betancourt (M) et Garcia (m l.), *Contrabandistas, marinberos y mafiosos : historia social de la mafia colombiana (1965-1992)*, Bogotá, tercer mundo editores, 1994.

Birnbaum (P), *Dimensions du pouvoir*, Paris, Puf, 1985

Borde (P), *Enquête aux frontières de la loi*, Paris, Robert Lafond, 1992

Bouamama (S), *De la galère à la citoyenneté : les jeunes, la cité, la citoyenneté*, Paris, Desclée de Brouwer, 1993

Boudon (R), *Effets pervers et ordre social*, Paris, Puf, 1979.

Bourdieu (P.), *La distinction*, Paris, les éditions de Minuit, 1979.
Le sens pratique, Paris, les éditions de Minuit, 1980.
La misère du monde, Paris, éditions du Seuil, 1993
Bourricaud (F), *Le bricolage idéologique : essai sur les intellectuels et les passions démocratiques*, Paris, Puf, 1980
Brouet (O), *Drogues et relations internationales*, Bruxelles, éditions Complexe.
Buchana (J.), Tollison (R.D) et Tullock (G.), *Toward a theory of rentseeking society*, Texas a & m University press, 1980.
Burin des Rosiers (Ph), *Cultures mafieuses : l'exemple colombien*, Paris, Stock, 1995.
Caballero (F.), *Le droit de la drogue*, Paris, Dalloz, 1989
Calvi (F.), *L'Europe des parrains : la mafia à l'assaut de l'Europe*, Paris, éditions Grasset, 1993
Camp (R Ai), *Generales in the palace*, Oxford university press, 1992.
Camus (A), *L'homme révolté*, Paris, Gallimard, collection idées, 1973
Cardoso (F.) et Faletto (E.), *Dependency and development in latin america*, Berkeley, University of California press, 1979.
Castex (J.) et Depaule (J. Ch.), *Formes urbaines : de l'îlot à la barre*, Paris, Dunod, 1977.
Castoriadis (C), *L'institution imaginaire de la société*, Paris, éditions du Seuil, coll Esprit, 1975.
Choay (F), *Urbanisme : utopie et réalités*, Paris, éditions du Seuil, coll Espacements, 1965
Choiseul (C.-h de), *La drogue : une économie dynamisée par la répression*, Paris, Presses du CNRS, 1991.
Chomsky (N.), *La quinta libertad*, Barcelone, Grijalbo, 1988
Clairmonte (F) et Cavanagh (J.), *Alcool et pouvoir des transnationales*, Lausanne, Favre, 1986
Clastres (P.), *La société contre l'Etat*, Paris, éditions de Minuit, 1974.
Collectif "Alternatives Sud", *Drogue et narco-trafic : le point de vue du sud*, Paris/Louvain-la-Neuve, Cetri/L'Harmattan, 1996.
Collectif, "Economía y política del narcotráfico", cf. Lupsha (P. A), *El tráfico de drogas : México y Colombia. Una perspectiva comparada*, Bogotá, fondo éditorial cerec, 1990
Collectif, *Etat des drogues, drogue des Etats*, observatoire géopolitique des drogues, Paris, Hachette / pluriel, 1994.
La drogue, nouveau désordre mondial : rapport 1992-1993, observatoire géopolitique des drogues, Paris, Hachette, 1993.
Collectif, *La géopolitique de la drogue*, Paris, La Découverte, 1991, 1995.
Collectif, sous la direction de Gonzalez (G.) et Tienda (M.), *México y Estados Unidos en la cadena internacional del narcotráfico*, cf Ruiz-cabanas (m.), *La oferta de drogas ilicitas hacia Estados Unidos : el papel fluctuante de México*, Mexico, FCE, 1989.
Collectif, sous la direction de Labrousse (A.) et Wallon (A.), *La planète des drogues : organisations criminelles, guerres et blanchiment*, actes de 1er colloque international de l'Ogd, Paris, éditions du Seuil, 1993.

Collectif, sous la direction de Perrineau (P), *L'engagement politique*, cf Muxel (A), *Jeunes des années 90 : à la recherche d'une politique "sans étiquette"*, Paris, presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1994

Collectif, *Mexico : a country guide. The essential source on mexican society*, economy and politics, 1992

Collectif, *Penser la drogue, penser les drogues*, Paris, éditions Descartes, 1992

Collectif, *The drug connection in U.S.-Mexican relations*, cf Craig (R), *U.S. Narcotics policy toward Mexico : consequences for the bilateral relationship*, San Diego, Center for U S Mexican studies, University of California, 1989.

Collectif, *War on drugs : studies in the failure of u.s. narcotics policy*, cf. ch 7 · Lupsha (P A.), *drug lords and narco-corruption : the players change but the game continues*, Westview Press, 1992.

Colliot Thélène (C), *Le désenchantement de l'Etat : de Hegel à Max Weber*, Paris, Les éditions de Minuit, 1992.

Cotta (A), *Le capitalisme dans tous ses etats (chap. 4 : le capitalisme corrompu)*, Paris, Fayard, 1991.

Couvrat (J -F) et Pless (N), *La face cachée de l'économie mondiale*, Paris, Hatier, 1988

Crozier (M.) et Friedberg (E.), *L'Acteur et le système*, Paris, éditions du Seuil, coll Points, 1977.

Dreyfus (J), *La ville disciplinaire*, Paris, Galilée, 1976

De Soto (H), *L'Autre sentier : la révolution informelle*, Paris, La Découverte, 1994

Debare (M), *Les milliards de l'ombre : l'économie souterraine*, Paris, Hatier, 1992

Dobry (M), *Sociologie des crises politiques*, Paris, presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1986.

Donzelot (J.) et Estebe (P.), *L'Etat animateur : essai sur la politique de la ville*, Paris, éditions Esprit, 1994

Etchegoyen (A), *La valse des éthiques*, Paris, éditions François Bourin, 1991.

Gogel (J -F), *Le testament de Pablo Escobar*, Paris, éditions Grasset, 1994

Foucault (M), *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975

Friedman (M. et R), *La tyrannie du "statu quo"*, Paris, Lattès, 1984

Garcia Ramirez (S.), *Narcotrafico : un punto de vista mexicano*, México, Porrua, 1989

Geffray (Ch), *Chroniques de la servitude en Amazonie brésilienne*, Paris, Karthala, 1995

Giddens (A), *The nation state and violence*, Cambridge, Polity press, 1985

Greffe (X), *Analyse économique de la bureaucratie*, Paris, Economica, 1981

Gremion (P), *Le pouvoir périphérique : bureaucrates et notables dans le système politique français*, Paris, éditions du Seuil, 1976

Guillaume (M), *Eloge du désordre*, Paris, Gallimard, 1978.

Gurvitch (G), *La vocation actuelle de la sociologie (tome I)*, Paris, Puf, 1950

Habermas (J), *La technique et la science comme idéologie*, Paris, éditions Denoel-Gonthier, coll Médiations, 1973.

Heidegger (M.), *Chemins qui ne mènent nulle part*, Paris, Gallimard, 1986

Hegel (G. W F.), *La raison dans l'histoire*, Paris, 10/18, 1975.
Science et logique, Paris, éditions Aubier, 1971

Hermet (G), *Le peuple contre la démocratie*, Paris, Fayard, 1989

Hernandez (R), *Zorilla : el imperio del crimen*, México d f , editorial Planeta, 1989.

Hirschman (A O.), *Les passions et les intérêts*, Paris, Puf, 1980.
Hobbes (T.), *Le Léviathan*, Paris, Sirey, 1971.
Irusta (G.) et Miranda (E.), *De huanchaca al narcoavión*, La Paz, édition à compte d'auteurs, 1995.
Jean-Pierre (T) et Meritens (P. de), *Crime et blanchiment*, Paris, Fixot, 1993.
Johns (C J), *Power, ideology and the war on drugs : nothing succeeds like failure*, New York, Praeger, 1992
Kant (E.), *Théorie et pratique*, Paris, Vrin, 1977.
Kaufmann (P), *L'expérience émotionnelle de l'espace*, Paris, Vrin, 1977
Kenned (J G.), *Inápuchi : una comunidad tarahumara gentil*, México, Instituto indigenista interamericano, 1970.
Kindelberger (C P), *A historical perspective*, in "Capital flight and third world debt", Institute for international economics, Washington D C., 1987.
Kochko (D. de) et Datskevitch (A.), *L'empire de la drogue : la russie et ses marchés*, Paris, Hachette / Pluriel, série Intervention, 1994.
Krauthausen (C.) et Sarmiento (L F.), *Cocaína & co : un mercado ilegal por dentro*, Bogotá, éd. Tercer Mundo, 1991.
Lacoste (P Amiral), *Les mafias contre la démocratie*, Paris, éditions Jean-Claude Lattès, 1992
Labrousse (A.), *La drogue, l'argent et les armes*, Paris, Fayard, 1991.
Laidi (Z.), *Un monde privé de sens*, Paris, Fayard, 1994.
Lalam (N.), Mayoux (M -T.) et Schiray (M.), *Réalités des activités illégales liées au trafic de stupéfiants : enquête dans le quartier du val d'argent à Argenteuil*, Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement (C.I R E D), 1994
Lamour (C) et Lamberti (M.), *Les grandes manœuvres de l'opium*, Paris, éditions du Seuil, 1982.
Lautier (B), et Morice (A), *l'Etat et l'informel*, Paris, L'Harmattan, 1991
Le Bot (Y.), *Violence de la modernité en amérique latine, indianité, société et pouvoir*, Paris, Karthala, 1994
Ledrut (R.), *Sociologie urbaine*, Paris, Puf, 1968
Lefebvre (H.), *La révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970.
Legendre (P), *L'amour du censeur*, Paris, éditions du Seuil, coll. le Champ Freudien, 1974.
Lemperière (A.), *Intellectuels, Etats et société au Mexique : les clercs de la nation (1910-1968)*, préf. de François-Xavier Guerra, Paris, L'Harmattan, 1992.
Lesourne (J), *Economie de l'ordre et du désordre*, Paris, Economica, 1991.
Levi (J.V), *The export economies : their patterns of development in historical perspective*, Cambridge, Harvard university press, 1983.
Lopez Obrador (M), *Entre la historia y la esperanza*, México, éditions Grijalbo, 1995.
Lupsha (P A.), *La politica económica del tráfico de drogas : la organización de los herrera en México y Estados Unidos*, New Mexico, édition de l'institut latino-américain de l'Université du Nouveau Mexique, 1980
Marx (K), *L'idéologie allemande*, Paris, éditions Sociales, 1971.
Mendras (H), *La sagesse et le désordre*, Paris, Gallimard, 1980
Meny (Y.), *La corruption de la République*, Paris, Fayard, 1992.

Mills (J), *The underground empire*, New York, Dell, 1986
Morris (S.), *Corrupción y politica en el méxico contemporáneo*, México, Siglo XXI Editores, 1992.
Nadelmann (E A.), *Cops across borders : the internationalization of U.S. criminal law enforcement*, University Park, the Pennsylvania State University Press, 1993
Nietzsche (F.), *La généalogie de la morale*, Paris, Gallimard, 1971
Noe Torres (O), *Mexico y los Estados Unidos ante el problema del narcotrafico*, Centro latinoamericano de estudios estrategicos A.C., México D.F , 1988.
Padovani (M), *Les dernières années de la mafia*, Paris, éditions Gallimard, coll Folio, 1987
Panerai (P) et Depaule (J. Ch.), *Eléments d'analyse urbaine*, Paris, AAM éditions, 1980
Paz (O), *Le labyrinthe de la solitude*, 1957, Paris, Gallimard, coll Essais, 1990
Pazos (L), *Devaluación*, México, editorial Diana, 1995.
Pea (P), *L'argent noir, corruption et sous-développement*, Paris, Fayard, 1988.
Pestia (P), *L'économie souterraine*, Paris, Hachette, 1981
Plenel (E), *La part de l'ombre*, Paris, Stock, 1992.
Popis (C), *L'argent, le bâtiment, la politique sous la V^e république*, Paris, éditions Albin Michel, 1992
Poppa (T E.), *Drug lord : the life and death of a mexican kingpin*, New York, Pharos Books, 1990
Prebisch (R.), *The economic development of latin america and its principal problems*, Princeton, Princeton University press, 1979
Ramos (J M), *Las politicas antidrogas y comercial de estados unidos en la frontera con México*, Tijuana, éditions de el Colegio de la frontera norte, 1995
Ravalec (V.), *Cantique de la racaille*, Paris, Flammarion, 1994.
Reuter (P), *Dizorganized crime : the economics of visible hand*, Mit Press, 1983
River (M A.), *El nuevo capitalismo mexicano*, México, ediciones Era, 1992.
Rondin (J), *Le sacre des notables : la France en décentralisation*, Paris, Fayard, 1985
Rose-Akerman (S.), *Corruption : a study in political economy*, New York, academic press, 1978
Rykwert (J.), *La maison d'Adam au paradis*, Paris, éditions du Seuil, coll Espacements, 1976.
Salama (P.) et Valier (J.), *Pauvretés et inégalités dans le Tiers Monde*, Paris, La Découverte, 1994.
Sauloy (M) et Le Boniec (Y), *A qui profite la cocaine ?* , Paris, Calmann-Lévy, 1992
Schumpeter (J), *Impérialisme et classes sociales*, Paris, les éditions de Minuit, 1972.
Sfez (L), *Critique de la décision*, Paris, presse de la fondation nationale de science politique, 1976.
Shannon (E.), *Desperados : latin drug lords, us lawmen and the war america can't win*, New York, Viking press, 1988
Sid Ahmed (A.), *Economie de l'industrialisation à partir des ressources naturelles*, Paris, Publisud (2 tomes), 1989
Sofres, présenté par Duhamel (O.) et Jaffre (J.), *l'Etat de l'opinion 1994*, Paris, éditions du Seuil, 1994
Soto (H de), *El otro sendero : la revolución informal*, Bogotá, Obeja Negra, 1986

Staley (S), *Drug policy and the decline of american cities*, Londres, Transaction Publishers, 1992
Stuart (H), *The hidden economy*, Londres, Martin Robertson, 1978
Tafuri (M), *Projet et utopie*, Paris, Dunod, 1979.
Tello (C.), *La nacionalización de la banca en México : economía y demografía*, Mexico, Siglo XXI, 1984.
Theobald (R.), *Corruption, development and underdevelopment*, Londres, Mac Millan, 1990
Thoumi (F), *Economía política y narcotráfico*, Bogotá, tercer mundo editores, 1994
Toffler (A), *Le nouveau pouvoir : savoir, richesse et violence à la veille du XXI^e siècle*, Paris, Fayard, 1992
Tosches (N), *Trinités*, Paris, NRF, Gallimard, 1996.
Touraine (A.), *Pour la sociologie*, Paris, éditions du Seuil, coll Points, 1974.
Le retour de l'acteur : essai de sociologie, Paris, Fayard, 1984.
La parole et le sang : politique et société en amérique latine, Paris, Odile Jacob, 1988
Usunier (J -C) et Verna (G), *La grande triche : éthique, corruption et affaires internationales*, Paris, La Découverte, 1994.
Valle Espinoza (E) "el búho", *El segundo disparo : la narcodemocracia mexicana*, México, editorial Océano, 1995.
Walker III (W O.), *Drug control in the americas*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1989
Waquet (J -C), *de la corruption*, Paris, Fayard, 1984.
Weber (M.), *Economie et société*, Paris, Plon, 1971.
Ziegler (J.), *La suisse lave plus blanc*, Paris, éditions du Seuil, 1990.

(2) revues spécialisées.

Banfield (E C), *Corruption as a feature of governemental organization*, in journal of law and economics, vol. 18, no 3, 1975.
Becker (G S), *Crime and punishment : an economic approach*, in journal of political economy, n° 76, 1968.
Becquart-Leclercq (J.), *Réseau relationnel, pouvoir relationnel*, in revue française de science politique, février 1979
Bizberg (I.), *La crisis del corporatismo mexicano*, in foro internacional, n° 120, México, avril-juin 1990.
Cartier-Bresson (J.), *Corruption, pouvoir discrétionnaire et rentes*, in le debat, n° 77, 1993.
Castro Rea (J), Ducatenzeiler (G) et Faucher (P.), *La tentacion populista : Argentina, Brasil, México y Peru*, in foro internacional, XXXI, 2, México, 1990.
Chabat (J), *Mexico's foreign policy in 1990 : electoral sovereignty and integration with the United States*, in journal of interamerican studies and world affairs, institute of interamerican studies, university of Miami, vol. 33, n° 4, 1991
Collectif CERFI, *Généalogie du capital : les équipements du pouvoir*, in Recherches, n° 13, Paris, 1973

Erbe (S.), *The flight of capital from developping countries*, intereconomics, nov.-déc 1985.

Falcone (G.), *Qu'est-ce que la mafia* ?, in Esprit, 1992

Fekrat (A), *Growth of opep-type economies : a preliminary theorical inquiry*, in economia internazionale, vol. XXXII, n° 1, février 1979

Gonzalez (G), *El problema del narcotráfico en el contexto de la relación entre méxico y estados unidos*, in carta de politica exterior mexicana, Cide, México, año v, n° 2-3, abril-septiembre 1985.

Greffe (X), *Etat-Providence et économie non officielle : liaisons possibles et impossibles*, in revue économique, n° 4, 1984.

Gregory (R G), *Some implications of the growth of the mineral sector*, in australian journal of agricultural economies, 1976

Hermet (G), *L'amérique latine entre démocratie et populisme*, in l'Année Internationale, 1990-1991.

Hoffmann (O) et Skerritt (D), *Enquête sur une figure peu connue du monde rural : le ranchero du Mexique*, in cahiers des sciences humaines de l'Orstom, n° 28 (4), 1992

Lafay (J D.), *L'économie de la corruption*, in analyse de la SEDEIS, n° 74, 1990

Lautier (B), « *Les malheureux sont les puissants de la terre...* » *(représentations et régulations étatiques de la pauvreté en amérique latine)*, in revue Tiers Monde, t XXXVI, n° 142, avril-juin 1995.

Lupsha (P. A), *Drug trafficking : Mexico and Colombia in comparative perspective*, in journal of international affairs, 35, 1981

Medard (J F.), *Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique*, in revue française de science politique, février 1976

Pecaut (D.), *La Colombie dans la tempête*, in problèmes d'Amerique Latine, n° 98, 1990

Reuter (P) et Ronfeldt (D.), *Quest for integrity : the mexican-us drug issue in the 1980's*, in journal of interamerican studies and world affairs, vol. 34, n° 3, institute of interamerican studies, university of Miami, 1992

Revel Mouroz (J.), *La nouvelle frontière : cœur de l'intégration aux Etats-Unis*, in "le Mexique à l'aube du troisième millénaire", Paris, Credal/Iheal, 1993

Revue Archimède et Léonard, *Economie politique de la corruption*, n° 7/8, printemps-été 1991 (AITEC / 14, place de Rungis / 75013 Paris)

Revue Cultures et conflits, *Mafia, drogue et politique*, n° 3, Paris, L'Harmattan, automne 1991.

Revue Esprit, *La corruption*, n° 42, Paris, 1973.

Revue de l'Ocde, *Financement et dette extérieure des pays en développement . étude 1987*, Paris, Ocde, juillet 1988

Revue Pouvoirs, *La corruption*, n° 31, Paris, 1984

Revue Projet, *Attention corruption*, n° 232, Paris, hiver 1992-1993.

Revue Tiers Monde, *Drogues et développement*, n° 131, Paris, Puf, 1992

Rivière d'Arc (H.), *Le nord-Mexique est-il atypique ? le cas du chihuahua*, in problèmes d'Amérique latine, n° 5, Paris, avril-juin 1992.

Salama (P), *Drogues et économie dans les pays andins (approches méthodologiques)*, in revue Tiers Monde, t XXXV, n° 137, janvier-mars 1994.

Salazar (L S.), *El narcotrafico en las relaciones interamericanas : una aproximación estructural* , in cuadernos de nuestra america, 4, 1987.

Seer (D.), *The mecanism of an open economy*, in social and economic studies, vol 13, n° 2, juin 1964.

Shiray (M.), *Essai sur l'illégalité en économie : l'économie de la drogue*, in sciences sociales et sante, vol. VII, n° 3, 1989.

Tanzi (V), *L'économie souterraine*, in finances & developpement, vol 20, n° 4, 1983

Tollison (R D), *Rent-Seeking : a survey*, in Kyklos, vol. 35, no 4, 1982.

Vornetti (P.), *La théorie de la recherche de rente*, in problèmes économiques, n° 2 243, 1991

Watkings (M H), *A staple theory of economic growth*, in canadian of economic and political science, XXIX, mai 1963.

Werner (J -F), *Sciences sociales et drogues : la résistible aporie*, in sciences sociales et santé, vol 13, n° 2, juin 1995

Wilkinson (W) et Montanaro (R), *Constitutional rights of the accused : the mexican experience*, in C.J. The americas, vol. 3, n° 6, december-january 1991.

(3) rapports.

Astorga (A), *L.A. : entre goma, hierba, polvo, plata y plomo*, Mexico, IIS/UNAM, s.d.

Blades (D), *L'économie souterraine et les comptes nationaux*, in perspectives économiques de l'Ocde, études spéciales, Paris, juin 1982.

Blixen (S.), *El dinero de la droga y la droga del dinero*, communication au colloque international du 10-12 décembre 1992, in actes de 1er colloque international de l'Ogd, Paris, éditions du Seuil, 1993

Block (A) et Blum (J A.), *Money laundering on two caribbean islands : Sint Maarten and Grand Cayman*, communication au colloque international du 10-12 décembre 1992,in actes de 1er colloque international de l'Ogd, Paris, éditions du Seuil, 1993.

Buffle (J.-C.), *L'argent du crime : banques suisses et organisations criminelles*, communication au colloque du 10-12 décembre 1992, in actes de 1er colloque international de l'Ogd, Paris, éditions du Seuil, 1993.

Chabat (J.), *Drug trafficking in the U.S.-Mexico relationship : what you see is what you get*, multigr., 30 p., 1992.

Cochet (H.), *Cannabis et pavot : essor des cultures illicites et spécialisation régionale (un exemple en Sierra Madre del Sur au Mexique)*, multigr , 17 p , 1990

Conseil de coopération douanière, *Douanes et drogues 1989 : aperçu général du rôle de la douane dans la lutte contre le trafic illicite de drogues à l'échelon mondial*, Bruxelles, 1990.

Comision Nacional de Derechos Humanos (CNDH), *Gaceta de la comision nacional de derechos humanos*, México D.F.

Departamento De estudios de norteamerica, *Politica comercial y antidrogas en la frontera sur de Estados Unidos*, Tijuana, 1993

Federal News service, *Drug money laundering*, Us Congress, Senate Governmental affairs committee, permanent investigations sub-committee hearing, february 27th, 1992.

Groupe d'Action Financière (GAFI), *La lutte contre le blanchiment de capitaux*, Paris, la Documentation Française, 1990

Human Rights Watch, *World report 1990*, New York, février 1991.

Iaurif (Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Ile-de-France), *Quartiers d'habitat social en Ile-de-France : synthèse cartographique*, Paris, 1994

Ire (Institut de recherche en épidémiologie de la pharmacodépendance), *Etude sur l'économie souterraine de la drogue : le cas de Paris*, Paris, 1995

Jazouli (A), *Banlieues : les nouvelles frontières intérieures*, Paris, rapport de Banlieuescopies, 1992.

Kalmanovitz (S), *Impacto macroeconómico del narcotráfico en Colombia*, Bogotá, Cinep, mimeo, 1993.

Olmo (R del), *Drogas y conflictos de baja intensidad en America latina*, communication au colloque du 10-12 décembre 1992, in actes de 1er colloque international de l'Ogd, Paris, éditions du Seuil, 1993.

Nations Unies, *Sommet mondial pour le développement social. La globalisation du crime*, département d'information publique de l'Onu, New York, 1995

Organe International de Contrôle des Stupéfiants, *rapports 1989 et 1990*, Nations-Unis, Vienne, 1990 et 1991

Perez (L), *Cultura de la violencia y derechos humanos*, multigr , Chihuahua, juin 1991

Pnud (Programme des nations unies pour le développement), *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris, éditions Economica, 1994

Procuraduria General de la Republica, *El control de drogas en México : programa nacional 1989-1994 (evaluación y seguimiento)*, México, 1992

Sid Ahmed (A.), *Rente, industrialisation et développement : approches théoriques*, Paris, Orstom, mimeo, 1990

Soria (V. M), *Regulación politica, crecimiento, apertura económica y su impacto en la evolución de la pobreza (el caso de México)*, contribution au colloque du Greitd "ouverture économique et sociétés latino-américaines", Villa de Leyva, 9-13 octobre 1995.

Tirado (E), *Las fuerzas armadas mexicanas y el proceso de "modernización" (1988-1994)*, mémoire de maîtrise en sciences politiques, London school of economics and political science, 1994

US Department of state, *International narcotis control strategy report*, bureau of international narcotics matters (BINM), Washington D.C., Department of state publication, march 1991, march 1992, april 1993

US Department of state dispatch, *Fact sheet : US economic, military and counter-narcotics program assistance*, march 2, 1992

US Congress, *US narcotics control programs in Peru, Bolivia, Colombia and Mexico : an update*, House report of a staff study mission to Peru, Colombia and Mexico, november 19 to december 18, 1988 to the committee on foreign affairs, one hundred first Congress, first session, Washington D.C , US government printing office, 1989

US General accounting office. *Drug control : how drug-consuming nations are organized for the war on drugs*, GAO/NSIAD-90-133, 1990.
Drug control : revised drug interdiction approach is needed in Mexico, GAO/NSIAD-93-152, 1993.

Villar (S. I del), *La guerra contra las drogas de E.U. : los derechos humanos y la corruption en México*, multigr. 85 p., el Colegio de México, décembre 1992

White House (the), *National drug control strategy*, U.S Government printing office, Washington, septembre 1989

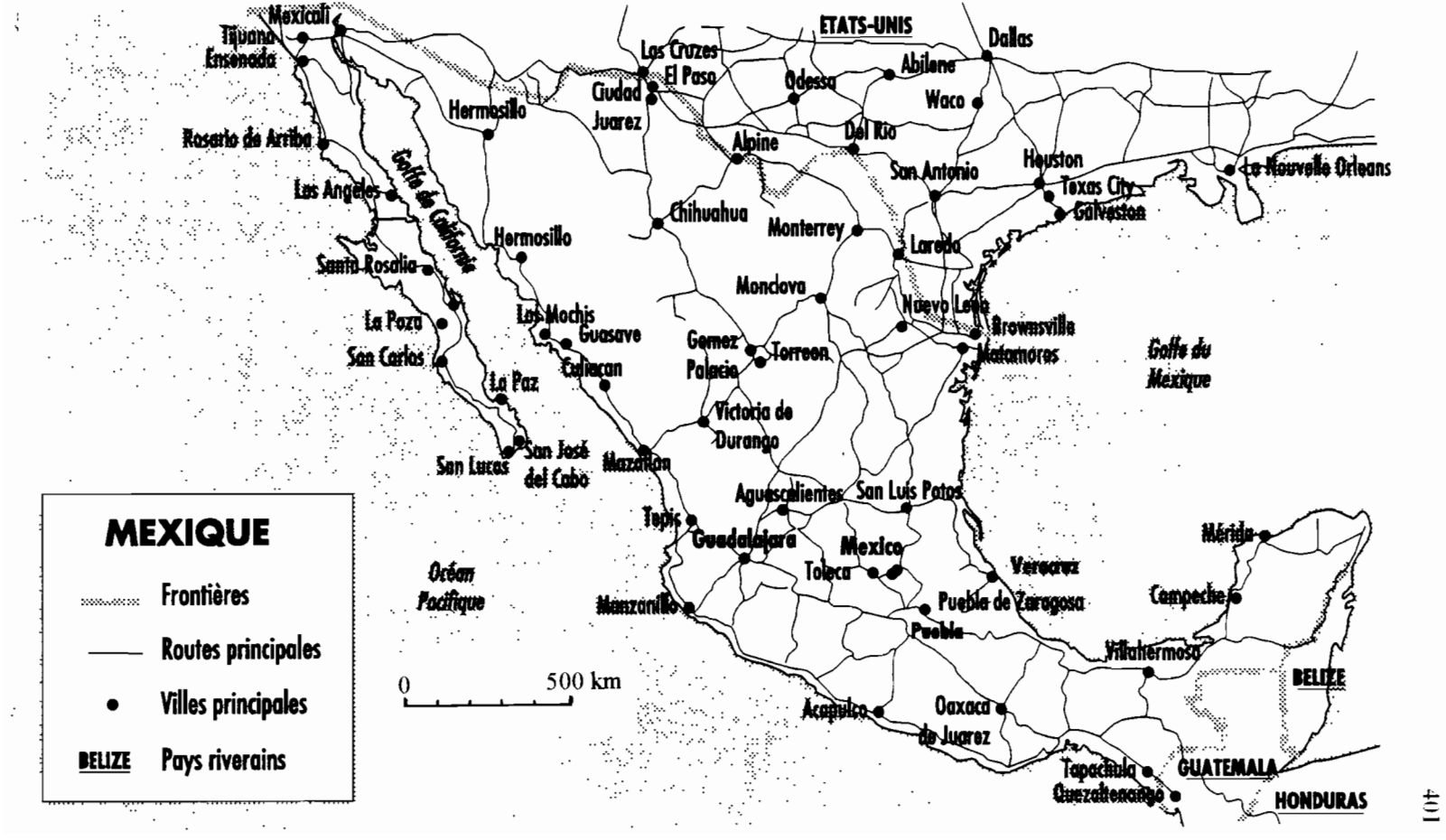
Nacional drug control strategy : a nation responds to drog use, U S. Government printing office, Washington, janvier 1992 (a), janvier 1992 (b)

National drug control strategy : reclaming our communities from drugs and violence, U.S Government printing office, Washington, mars 1993

(4) Presse.

Albuquerque Journal, Cambio 16, Diario de Chihuahua, Diario de Juarez, El Financiero, El Nuevo Herald, El Paso Herald Post, Excélsior, Filo Rojo, La Dépêche Internationale des Drogues (bulletin de l'Observatoire Géopolitique des Drogues), La Jornada, Le Canard Enchaîné, Le Nouvel Observateur, Le Monde, Le Monde Diplomatique, Libération, Los Angeles Times, Newsweek, Proceso, Semanario, Siglo 21, The Miami Herald, The New York Times, The Washington Post, The Washington Times, Uno más Uno

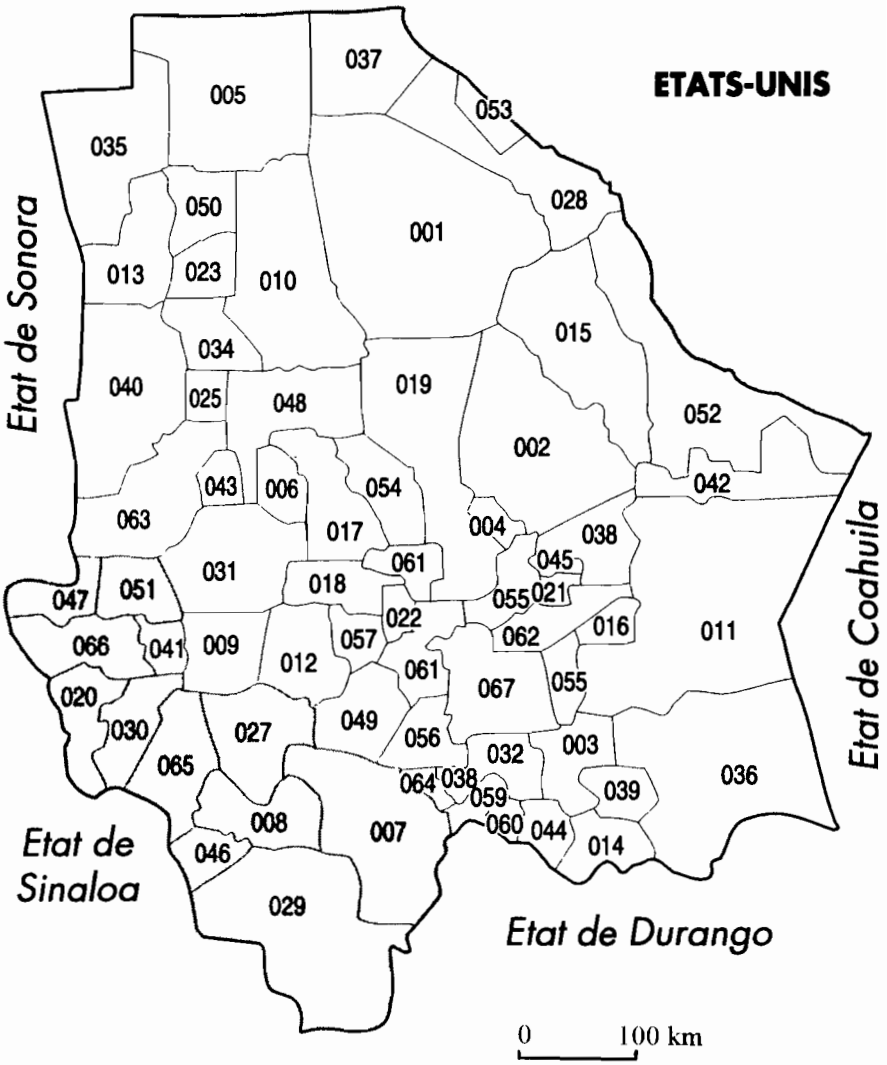
CARTES ET STATISTIQUES


MEXIQUE
Frontières
Routes principales
Villes principales
BELIZE Pays riverains
0
500 km
ETATS-UNIS
Mexicali
Tijuana
Ensenada
Rosario de Arriba
Las Angeles
Golfe de Californie
Hermosillo
Santa Rosalia
La Poza
San Carlos
Los Mochis
Guasave
Culiacan
La Paz
San Lucas
San José del Cabo
Mazatlan
Tepic
Océan Pacifique
Manzanillo
Los Cruzes
El Paso
Ciudad Juarez
Alpine
Chihuahua
Hermosillo
Monclova
Gomez Palacio
Torreon
Victoria de Durango
Aguascalientes
Guadalajara
Toluca
Mexico
Puebla de Zaragoza
Puebla
Acapulco
Oaxaca de Juarez
Tapachula
Quezaltenango
GUATEMALA
HONDURAS
BELIZE
Villahermosa
Campeche
Mérida
Veracruz
Odessa
Abilene
Dallas
Waco
Del Rio
San Antonio
Houston
Texas City
Galveston
La Nouvelle Orleans
Monterrey
Laredo
Nuevo Leon
Brownsville
Matamoros
Golfe du Mexique
San Luis Potos

DISTRIBUTION DE LA POPULATION MEXICAINE

ETAT DU CHIHUAHUA (MEXIQUE)

ETAT DU CHIHUAHUA : DIVISION MUNICIPALE

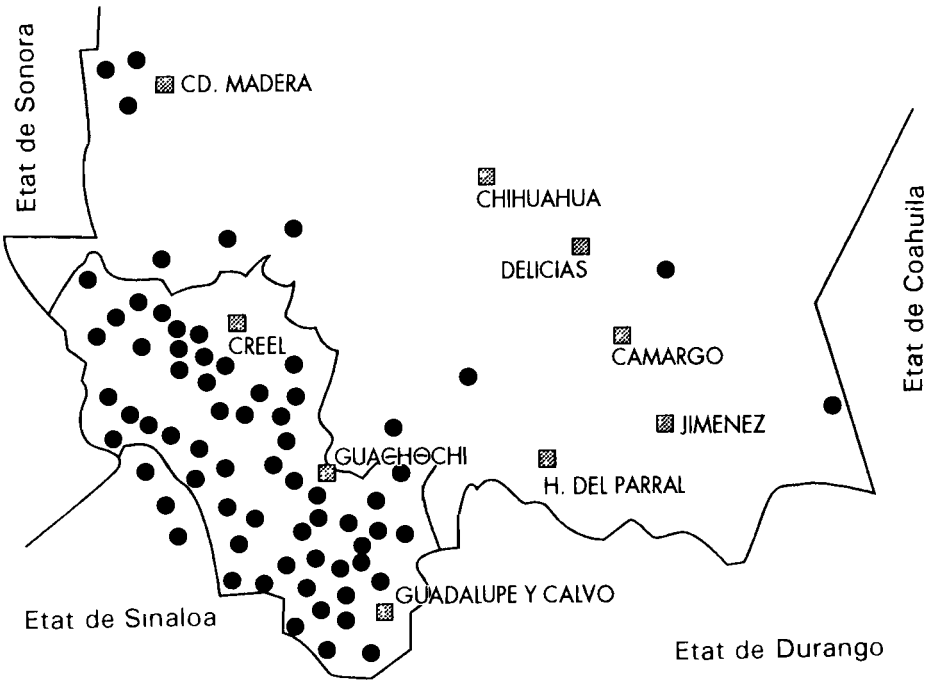


ETAT DU CHIHUAHUA : POPULATION TOTALE ET PAR SEXE, PAR *MUNICIPES (1990)*

MUNICIPES		POPULATION		
CODE	NOM	TOTAL	HOMMES	FEMMES
001	AHUMADA	12.136	6.381	5 755
002	ALDAMA	17.159	8.598	8.461
003	ALLENDE	9.449	4.843	4.606
004	AQUILES SERDAN	3.888	1.965	1.903
005	ASCENSION	16.565	8 521	8.044
006	BACHINIVA	8 143	4 149	3 994
007	BALLEZA	14 689	7 576	7 113
008	BATOPILAS	9.066	4.652	4 414
009	BOCOYNA	22.665	11 213	11.452
010	BUENAVENTURA	18.788	9.585	9 203
011	CAMARGO	45 346	22.774	22 572
012	CARICHI	9.521	4 852	4.689
013	CASAS GRANDES	10.678	5 569	5.109
014	CORONADO	2.922	1.589	1.353
015	CAYAME	2.263	1.255	1.008
016	CRUZ. LA	4.009	2 042	1.967
017	CUAUHTEMOC	112.631	55.635	55.996
018	CUSIHUIRIACHI	6 471	3.406	3.055
019	CHIHUAHUA	530 487	258.270	272.217
020	CHINIPAS	6.932	3.687	3.245
021	DELICIAS	104.026	51 439	52.587
022	DOCTOR BELISARIO DOMINGUEZ	5 386	2.772	2.614
023	GALEANA	3 131	1.578	1.553
024	GENERAL TRIAS	5.267	2.709	2.558
025	GOMEZ FARIAS	10.049	5.045	5.004
026	GRAN MORELOS	5.336	2.722	2.614
027	GUACHOCHI	33.753	17 053	16.700
028	GUADALUPE	9 109	4.698	4.411
029	GUADALUPE Y CALVO	33 902	17 079	16.823
030	GUAZAPARES	9.060	4.637	4.423
031	GUERRERO	41 467	21.443	20.124
032	HIDALGO DEL PARRAL	90.703	44.280	46.423
033	HUEJOTITAN	1.744	902	842
034	IGNACIO ZARAGOZA	9.056	4.639	4.417
035	JANOS	11.113	5.780	5.333
036	JIMENEZ	37.052	18.615	18.437
037	JUAREZ	797.679	395.078	402 601
038	JULIMES	5.781	2.981	2.800
039	LOPEZ	4 700	2 462	2.238
040	MADERA	35 934	18.383	17.551
041	MAGUARICHI	1.695	910	785
042	MANUEL BENAVIDES	2.792	1.462	1 330
043	MATACHI	4.039	2.040	1 999
044	MATAMOROS	5.501	2.897	2.604
045	MEOQUI	33.525	16.960	16.565
046	MORELOS	6.550	3.373	3.177
047	MORIS	4.855	2.554	2.301
048	NAMIQUIPA	30.092	15.221	14.871
049	NONOAVA	3.520	1.824	1 696
050	NUEVO CASAS GRANDES	48.184	23.827	24.357
051	OCAMPO	7.724	4.036	3.688
052	OJINAGA	23.947	12.043	11 904
053	PRAXEDIS G GUERRERO	8.395	4.238	4 157
054	RIVA PALACIO	10.079	5.227	4 852
055	ROSALES	14.138	7.176	6.962
056	ROSARIO	3.208	1 629	1.579
057	SAN FRANCISCO DE BORJA	3.221	1.719	1.502
058	SAN FRANCISCO DE CONCHOS	3.232	1.670	1 562
059	SAN FRANCISCO DEL ORO	9.491	4.747	4.744
060	SANTA BARBARA	15 266	7.626	7.640
061	SATEVO	6 295	3.315	2.980
062	SAUCILLO	32.544	16.333	16.211
063	TEMOSACHI	9 019	4 742	4 277
064	TULE, EL	2.660	1.336	1 324
065	URIQUE	17.720	8.908	8.812
066	URUACHI	7.562	3.872	3 690
067	VALLE DE ZARAGOZA	6 644	3 463	3 181
	TOTAL ETAT DU CHIHUAHUA	**2.439.954**	**1.214.005**	**1.225.949**

source INEGI

ETAT DU CHIHUAHUA :
ZONES DE PRODUCTION DE PAVOT



● Localisation des cultures de pavot

0 100 km

Source : Instituto Nacional para el Combate a las Drogas

Localisation de la production des drogues au Mexique

Frontières internationales

Limites d'États

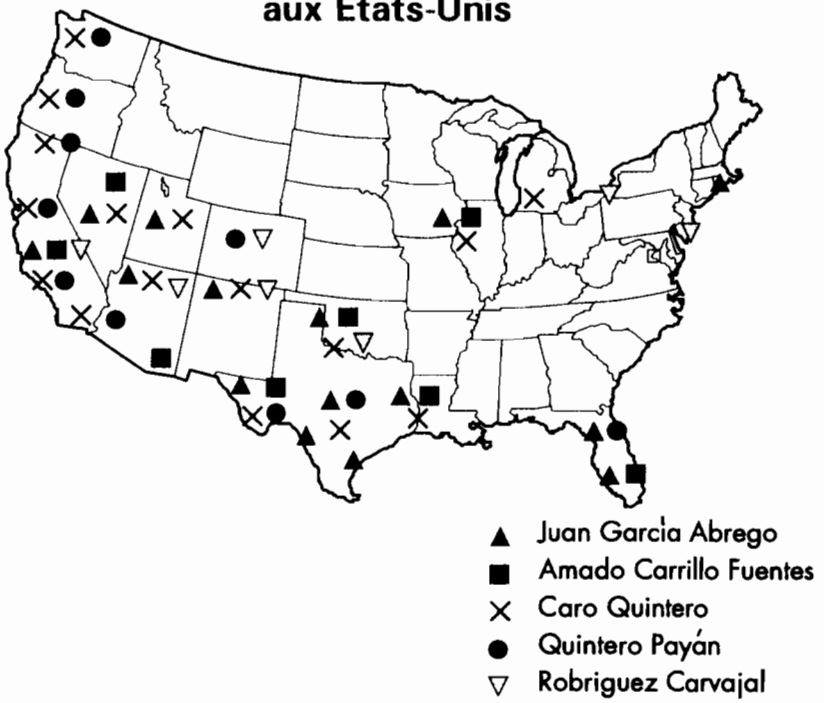
Principales zones de production de cannabis

Zones de production de pavot en régression

Zones de production de pavot en progression

MEXIQUE :
Zones d'implantation des groupes mexicains et transit de cocaïne

Points de distribution des groupes mexicains aux Etats-Unis



Destination de la drogue acheminée aux Etats-Unis par les groupes mexicains

Source : FBI

TABLE DES MATIÈRES

Préface de Pierre Salama 7
Introduction 11
Chapitre I : Le contexte régional 27
A. Les Indiens du silence 29
B Le pouvoir local et régional 35
La lutte contre la corruption 36
La nouvelle politique fiscale 39
La réforme constitutionnelle 42
La lutte contre la drogue 43
Chapitre II : Les organisations du trafic 47
A. Le système d'intégration d'une économie souterraine régionale 48
Les ruptures d'intégration à l'origine de la chute de l'organisation . 55
La chaîne d'intégration 61
Les formes de la répression 66
Les limites de la protection 67
B. Les implications sociales du narco-trafic 72
La multiplication des organisations criminelles 73
L'accroissement de la délinquance 75
L'augmentation de la population carcérale 79
L'accroissement de la consommation locale 83
Le développement économique local 86
Chapitre III : Les institutions du trafic 91
A. Les ramifications institutionnelles locales 91
La police fédérale 92
La police locale 97
Les *madrinas* 99
Les fonctionnaires de justice 100
Les forces armées 108
Les institutions bancaires 115
Les entrepreneurs du recyclage 119
L'administration des douanes 127
La police de la route 130
Les caciques locaux 132
B. Les stratégies d'évitement du niveau politique régional 142
Chapitre IV : Narco-Système et développement de substitution 147
A. Typologie des narco-trafiquants 148
B. L'intégration des marges 157
Deux cas illustrant la logistique de la culture et du trafic 157
Le cas d'un blanchiment par un bureau de change 159
Le cas d'un blanchiment par une banque 160
Deux cas d'un recyclage par l'industrie 162
C. Les référents constants du narco-système 168
D. Les réseaux sociaux du narco-système 171
E Les réseaux entrepreneuriaux du narco-système 174
F. Les acteurs pivots du narco-système 176

G. Les causes de rupture du narco-système 179
H. Les moyens de pression liés au narco-système 181
I. Avantages et limites du narco-système mexicain 186

Chapitre V : La frime tragique du narco 195
A. Les modes de la légitimation 197
Le réseau d'influence 198
Les méthodes de protection 200
Les pratiques de socialisation 205
B. Les figures de l'appropriation 210
C. Les formes du symbolique 214
L'idéologie au service d'un pouvoir 215
L'utopie de la re-création du monde 216
La récréation dans l'éphémère 217
D. La narco-architecture : à la marge de l'utopie ou utopie de la marge ? . 218

Chapitre VI : Les fondements économiques de la narco-entreprise .. 221
A. De la rente libérale à la prolifération des activités souterraines 225
B. De l'informel au souterrain 235

Chapitre VII : Rente, drogue et pouvoir 245
A. Théories de la rente et illégalité 247
B. Rente et reproduction des pouvoirs 260

Chapitre VIII : Les fondements politiques du narco-pouvoir 267
A. L'Etat clientéliste 268
B. Le système d'intégration politique 279
C. La violence et la corruption : entre utilité et légitimité 287
D Les marges du système d'intégration 296

Chapitre IX : L'implosion du système social 309
A. Les stratégies de survie comme fondement d'une société parallèle 312
B. L'État libéral comme stimulateur du développement des marges 315
C. Les pratiques de la marge comme nouvelle forme d'intégration sociale ? 319

Chapitre X : Un marché de dupes 337
A. La nécessité géopolitique du sous-développement 338
B. Les facteurs du sous-développement social 353
Les acteurs locaux de contre-développement 353
Les foyers d'insurrection 363
Catégorisation des différents systèmes d'États clientélistes 374

Conclusion 375

Bibliographie 389

Cartes et Statistiques 399
Carte du Mexique 401
Distribution de la population mexicaine 402
Carte de l'Etat du Chihuahua 403
Division municipale de l'Etat du Chihuahua 404
Chihuahua : population totale et par sexe, par *municipes* 405
Etat du Chihuahua : zones de production de pavot 406
Localisation de la production des drogues au Mexique 407
Mexique : zones d'implantation des groupes mexicains et transit de cocaïne 408
Points de distribution des groupes mexicains aux Etats-Unis 409
Destination de la drogue acheminée aux Etats-Unis par les groupes mexicains 409

Table des matières 411

Collection Recherches et Documents -Amériques latines
dirigée par Denis Rolland, Pierre Ragon
Joëlle Chassin et Idelette Muzart Fonseca dos Santos

Dernières parutions

CENTRE D'ETUDES SUR LE BRESIL, *Matériaux pour une histoire culturelle du Brésil*, 1999.
RIBARD Franck, *Le carnaval noir de Bahia*, 1999.
ZAPATA Mónica, *L'œuvre romanesque de Manuel Puig*, 1999.
ROJAS Paz B., ESPINOZA Victor C., URQUIETA Julia O., SOTO Hernan H. *Pinochet face à la justice espagnole*, 1999.
CHEVS, *Enfants de la guerre civile espagnole*, 1999.

Collection Recherches et Documents -Amériques latines
dirigée par Denis Rolland, Pierre Ragon
Joëlle Chassin et Idelette Muzart Fonseca dos Santos

MUZART FONSECA DOS SANTOS Idelette, *La littérature de Cordel au Brésil. Mémoire des voix, grenier d'histoires,* 1997.
GROS Christian, *Pour une sociologie des populations indiennes et paysannes de l'Amérique Latine*, 1997.
LOBATO Rodolfo, *Les Indiens du Chiapas et la forêt Lacandon,* 1997.
DE FREITAS Maria Teresa, LEROY Claude, *Brésil, L'utopialand de Blaise Cendrars,* 1998.
ROLLAND Denis, *Le Brésil et le monde*, 1998.
SANCHEZ Gonzalo, *Guerre et politique en Colombie,* 1998.
DION Michel, *Omindarewa Iyalorisa*, 1998.
LE BORGNE-DAVID Anne, *Les migrations paysannes du sud-Brésil vers l'Amazonie*, 1998.
COLLECTIF, *L'Amérique Latine et les modèles européens,* 1998.
GRUNBERG Bernard, *L'inquisition apostolique au Mexique*, 1998.
GUICHARNAUD-TOLLIS Michèle (dir.), *Le sucre*, 1998.
BOCCARA Guillaume, *Guerre et ethnogenèse mapuche dans le Chili colonial*, 1998.
MAUGEY Axel, *Les élites argentines et la France*, 1998.
PICARD Jacky, *Amazonie brésilienne : les marchands de rêves,* 1998.
BELLA ABELLAN Salvador, *L'univers poétique d'Eliséo Diégo*, 1998.
MALENGREAU Jacques, *Structures identitaires et pratiques solidaires au Pérou,* 1998.
BLANCPAIN Jean-Pierre, *Le Chili et la France (XVIIIe-XXe siècles),* 1999.
VIQUEIRA Juan Pedro, *Une rébellion indienne au Chiapas, 1712*, 1999.
ABREU DA SILVEIRA M.C, *Les histoires fabuleuses d'un conteur brésilien,* 1999.

Collection Recherches et Documents -Amériques latines

dirigée par Denis Rolland, Pierre Ragon
Joëlle Chassin et Idelette Muzart Fonseca dos Santos

YEPEZ DEL CASTILLO I., *Les syndicats à l'heure de la précarisation de l'emploi. Une approche comparative Europe-Amérique latine*, 1994

BERND Z., *Littérature brésilienne et identité nationale*, 1995.

GUIONNEAU- SINCLAIR F., *Messianisme et luttes sociales chez les Guaymi du Panama*, 1994.

VASCONCELLOS E., *La femme dans le langage du peuple au Brésil*,1994.

BLANC F.-L., *Médecins et chamans des Andes*, 1995.

BLANCPAIN J.-P., *Les Araucans dans l'histoire du Chili*, 1995.

BLEEKER P., *Exils et résistance. Eléments d'histoire du Salvador*, 1995.

CLICHE P., *Anthropologie des communautés indiennes équatoriennes, Diable et patron*, 1995.

DAVILA L. R., *L'imaginaire politique vénézuélien*, 1994.

DESHAYES P., KEIFENHEIM B., *Penser l'autre chez les Indiens Huni Kuin de l'Amazonie*, 1994.

EBELOT A., *La guerre dans la Pampa. Souvenirs et récits de la frontière argentine, 1876-1879*, 1995.

TEITELBOIM V., *Neruda, une biographie*, 1995.

TERRAMORSI B., L*e fantastique dans les nouvelles de Julio Cortazar*,1995.

CONDORI P., *Nous, les oubliés de l'Altiplano. Témoignage d'un paysandes Andes boliviennes recueilli par F. Estival.* 1995.

MERIENNE-SIERRA M., *Violence et tendresse. Les enfants des rues à Bogota*, 1995.

GRUNBERG B., *La conquête du Mexique*, 1995.

SALEM SZKLO Gilda, *Une pensée juive au Brésil. Moacyr Scliar*, 1995

ENTIOPE G., *Nègres, danse et résistance. La Caraïbe du XVIIe au XIXe siècle*, 1996.

GUICHARNAUD-TOLLIS M., *Regards sur Cuba au 19e siècle*, 1996.

BASTIDE R , *Les Amériques noires.* 3e édition, 1996.

FREROT C. *Echanges artistiques contemporains. La France et le Mexique*, 1996.

Achevé d'imprimer par Corlet Numérique - 14110 Condé-sur-Noireau
N° d'Imprimeur : 2056 - Dépôt légal : novembre 1999 - Imprimé sur DemandStream
Imprimé en UE

DROGUE ET POUVOIRS :

DU MEXIQUE AUX PARADIS

Au Mexique, puissance tampon entre le Nord et le Sud, l'activité du trafic de drogue n'a fait l'objet d'aucune étude globale. Elle constitue pourtant une rente fort lucrative : la majeure partie de la drogue qui entre aux États-Unis transite par le Mexique ou bien y est produite.

À partir des années 1980, sous l'effet de la mise en application des politiques libérales, l'État de droit continua à être minimisé pour favoriser la rentabilité économique et l'ouverture aux marchés externes ; simultanément, le trafic de drogue bénéficia d'une tolérance accrue : intégrée politiquement, cette activité fut protégée institutionnellement, récupérée économiquement et légitimée socialement. Son enracinement favorisa l'établissement d'un développement de substitution censé réduire la pauvreté.

Ainsi, au Mexique, l'État clientéliste oligarchique, populiste et nationaliste – facteur de stabilité politique – a constitué le terreau de l'illégalité instituée, en promouvant l'usage de la violence et de la corruption.

Ce livre fort est une contribution essentielle à la compréhension du phénomène de la drogue dans le monde d'aujourd'hui.

Jean RIVELOIS, chercheur à l'IRD (Institut de recherche pour le développement), a résidé pendant trois années au Mexique dans le cadre d'une coopération entre l'IRD et une université mexicaine.

ISBN : 2-7384-8436-0

9 782738 484369

Horizons Amériques Latines

L'Harmattan